This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

WIDENER LIBRARY
HX 3D3W F

Ger 2185.13

HARVARD COLLEGE
LIBRARY

FROM THE BEQUEST OF

CHARLES SUMNER

CLASS OF 1830

Senator from Massachusetts

FOR BOOKS RELATING TO
POLITICS AND FINE ARTS

LA FONDATION

DE

L'EMPIRE ALLEMAND

1852-1871

DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

Fin de l'Indépendance Bohême (*2 vol. in-8° cavalier, 1000 pages*) :

I. Georges de Podiébrad. Les Jagellons.

La Bohême au milieu du XVe siècle. — Georges de Podiébrad, capitaine général du royaume. — Pie II et l'abolition des Compactats. — La ligue des Seigneurs et Mathias Corvin. — Fin des guerres hussites. — Les luttes constitutionnelles en Bohême sous la dynastie des Jagellons. — Les Frères Bohêmes. — Fin de la dynastie des Jagellons.

II. Les Premiers Habsbourgs. La Défénestration de Prague.

Ferdinand Ier. Établissement de la dynastie autrichienne en Bohême. — La défaite de villes. — Ferdinand et l'hérésie. — Les débuts de la réaction catholique. La diète de 1575. — Préludes de la crise. — L'insurrection. La lettre de Majesté. — La défénestration de Prague.

Les 2 volumes in-8° cavalier, brochés . . . . . **15** fr. »

ERNEST DENIS
Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Paris.

LA FONDATION
DE
L'EMPIRE ALLEMAND

1852-1871

PARIS
LIBRAIRIE ARMAND COLIN
5, RUE DE MÉZIÈRES, 5
1906
Droits de traduction et de reproduction réservés.

Ger 2185.

HARVARD COLLEGE
OCT 24 1906
LIBRARY.

Lummer fund

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous les pays,
y compris la Hollande,

Published April 30, nineteen hundred and six.
Privilege of Copyright in the United States reserved,
under the Act approved March 3, 1903,
by Max Leclerc and H. Bourrelier, proprietors of Librairie Armand Colin

PRÉFACE

Nous possédons en France un assez grand nombre de biographies de Bismarck. Plusieurs sont remarquables. La plus récente, celle dont M. Matter vient de publier ces jours-ci le deuxième volume, a reçu en Allemagne l'accueil le plus favorable, et elle le mérite par l'étendue des recherches, la fermeté de la pensée et la solidité des conclusions.

En écrivant l'*Histoire de la Fondation de l'Empire allemand*, je n'ai pas eu l'intention de recommencer un travail qui a été déjà bien fait. J'ai voulu donner un tableau général de la vie de l'Allemagne de 1851 à 1871, en étudier les divers côtés, politique, littéraire, économique, et indiquer ainsi les conditions qui ont préparé et déterminé la formation de l'Unité germanique. De là, le développement que j'ai cru devoir accorder à la réaction de 1850 et aux luttes des partis, l'importance aussi que j'ai attribuée au mouvement intellectuel. Mon ambition serait de donner au lecteur la sensation de la réalité vivante en reproduisant la variété et la complexité des phénomènes dont l'ensemble constitue l'existence nationale. Je voudrais qu'après avoir lu mon livre, il sût à peu près ce que sait sur cette période un Allemand, par le seul fait de sa naissance et de son éducation.

Le grand danger de l'histoire, c'est l'abstraction. Si je ne craignais une comparaison un peu prétentieuse, je dirais qu'elle tombe ordinairement dans l'erreur des peintres d'atelier : les détails sont exacts, l'atmosphère est fausse. Les biographies en particulier ont un inconvénient capital : elles exagèrent l'action

des *héros* sur l'évolution du monde, elles réduisent la destinée de l'humanité à une série d'accidents. Je ne crois pas aux accidents et je ne crois guère aux héros : je veux dire que les accidents ne prennent d'importance que s'ils sont la conclusion et la sanction d'un long développement antérieur, et que les héros n'apparaissent et n'exercent d'action réelle que si les conditions générales les préparent et les soutiennent. Je me représente mal un Cromwell en France ou un Napoléon Ier en Angleterre.

Bismarck est inintelligible si on le sépare du milieu dans lequel il a grandi. Il ne pouvait naître que dans un pays tel que la Prusse, dressé à la discipline par une lignée de souverains qui, depuis des siècles, travaillaient à développer chez le peuple le fanatisme de l'État, habitué par la Réforme à dédaigner les superstitions et les idoles, façonné par l'enseignement scientifique et réaliste des Universités. Supposons d'ailleurs que la France du XIXe siècle eût produit un tempérament de cette complexion et un esprit de cette trempe : en quoi les événements en auraient-ils été modifiés ? — En rien. Personne ne l'eût compris, et il se fût étiolé faute de trouver les sympathies et les complicités qui lui étaient indispensables. Qu'ensuite un chef pareil imprime sa marque à son peuple et incline la direction de l'histoire, aucun doute. Mais avant d'être une cause, il est un effet; il est une résultante, avant de devenir un point de départ. Sa puissance d'entraînement ne s'explique que parce qu'il est la vivante synthèse de désirs infinis et de lointaines aspirations.

Un homme, si grand qu'on le suppose, ne crée pas un peuple. Bismarck n'a pas plus fait l'Allemagne que Cavour n'a fait l'Italie; et il ne serait pas même exact de dire que, si les événements n'ont pas pris la même tournure au delà des Alpes et au delà du Rhin et si les États fondés par Cavour et Bismarck présentent des différences radicales, leur physionomie spécifique trouve sa raison d'être dans le génie propre des hommes qui ont présidé aux événements.

L'Unité germanique était une nécessité, parce qu'il était

impossible qu'une nation douée de si éminentes qualités et qui avait rendu de tels services à l'humanité, se contentât éternellement du rôle humilié et dépendant que des diplomates trop adroits lui avaient assigné en 1815. Cette Unité d'autre part, elle ne pouvait se faire ni par l'Autriche, à peine allemande, ni par les princes du Sud ou du Centre, usés et comme avilis par les conditions ridicules dans lesquelles s'exerçait leur nonchalante activité. Par un instinct unanime, tous ceux dont le morcellement gênait les intérêts ou froissait le légitime orgueil, tournaient les yeux et les mains vers les Hohenzollern. C'est un fait bien remarquable et sur lequel on n'a pas assez attiré l'attention, que le premier Empereur de l'Allemagne moderne ait été un esprit modéré, prudent, presque timide, et qu'il ait fallu en quelque sorte lui forcer la main pour lui imposer le sceptre impérial. De 1850 à 1870, ce qui nous frappe, ce n'est pas la violence des ambitions prussiennes, c'est l'inanité des résistances qu'elles soulèvent, l'absence de conviction avec laquelle les ennemis les plus fougueux de Bismarck le combattent. L'Allemagne ne demande qu'à capituler. Dans son rêve agité, la Walkyrie appelle son Siegfried. Bismarck eut le mérite de se rendre compte des chances favorables que les circonstances offraient à ses desseins. Il ouvrit au vent la voile. Cela suffit à sa gloire. Il se laissa porter par le flot. Non pas que son action ait été nulle ou même indifférente, mais il avait pour lui le passé et le peuple; il n'eût abouti à rien s'il n'avait eu pour collaborateurs — non moins que Moltke et Roon — Hegel et Delbrück, je veux dire les Universités et la bourgeoisie capitaliste, l'Allemagne qui travaille dans le cabinet ou dans le comptoir.

Sa tâche fut facilitée par la complicité ou la sottise des États voisins. Personne ne songe à le contester. Mais ici aussi les fautes et les imprudences commises furent déterminées par un long enchaînement de circonstances, et j'ai essayé de montrer, au milieu des incidents diplomatiques de portée secondaire, les causes lointaines et profondes qui expliquent l'attitude des cabinets et les déconvenues de leur politique.

Benedek n'a pas été seul vaincu à Kœniggrætz, mais avec lui le régime de tyrannie politique et religieuse, qui, depuis Ferdinand II, dévorait les forces de la Monarchie autrichienne. Sedan est la conséquence fatale du coup d'état de décembre.

Je ne me dissimule pas combien cette conception de l'histoire s'éloigne de l'histoire dite scientifique qui est aujourd'hui en faveur. C'est pour indiquer nettement cette divergence que j'ai, de parti pris, après coup, supprimé toutes les notes. L'histoire scientifique est à mon sens quelque chose d'aussi vain que le roman expérimental. Rien n'est plus dangereux que les transpositions de genres : les mathématiques sont une chose, et l'exégèse en est une autre. Que l'écrivain ait le devoir de s'entourer de précautions minutieuses pour établir l'authenticité des textes et l'exactitude des faits, c'est une vérité aussi évidente que peu nouvelle. Devra-t-il s'en tenir là? Faut-il en revenir aux *Annales* des monastères, renoncer à deviner la raison des événements et à retrouver la réalité sous l'apparence? Dans toute œuvre qui n'est pas un simple résumé chronologique, il y a une part nécessaire d'invention subjective et d'arbitraire, et le moindre danger d'altérer la vérité n'est pas dans une réserve platonique qui se contente d'en noter les formes extérieures.

En essayant de démêler la suite générale et les causes essentielles des faits, on a du moins quelque chance d'échapper à tout esprit de colère et de partialité. Sur qui retombe la responsabilité de la rupture de 1870? Sur l'Allemagne? Sur la France? En France même, où furent les coupables? A la cour? Dans le Ministère? Dans la Chambre? La question perd son acuité si nous réfléchissons que la guerre fut l'inéluctable résultat d'une situation donnée; nous déterminerons les responsabilités avec d'autant plus de certitude que nous ne verrons dans les plus coupables que les instruments involontaires d'une fatalité supérieure.

Il me semble ainsi que j'ai pu parler d'une période qui nous fut si fatale, sans colère et sans haine. Du moins, ma plume aurait bien mal traduit ma pensée si mon livre trahissait la

moindre injustice pour l'Allemagne. — D'abord je ne suis pas de ceux qui s'imaginent que 1870 a marqué pour nous le commencement d'une décadence irréparable et j'ai une pleine confiance dans l'avenir de la France. Elle a été punie alors des sottises de sa politique, à la fois pusillanime et outrecuidante; l'expiation ne saurait être éternelle et elle s'est relevée de pires échecs. Après Rossbach, Valmy.

L'Allemagne avait mérité son triomphe en 1870 par la constance de ses desseins et l'enthousiaste ferveur de sa foi, et elle déploya à ce moment ses fortes et robustes qualités intellectuelles et morales. Son seul défaut, aggravé par les conditions dans lesquelles a grandi sa puissance, c'est de les étaler avec ostentation et d'en tirer vanité avec une fatuité de parvenu. Personne n'a plus qu'elle contribué au progrès général, et nous sommes tous les débiteurs de son génie. Seulement elle est un peu trop disposée à s'imaginer qu'elle a accompli à elle seule une tâche dont elle n'a été qu'une des collaboratrices, et à confondre sa propre cause avec celle de Dieu. Les Hohenzollern ont toujours eu des appétits impérieux, mais leur conscience est chatouilleuse; pour être satisfaits de leurs victoires, ils ont besoin de se convaincre que leurs ennemis ne sont qu'un ramassis de barbares ou de dégénérés.

Il était naturel que les fondateurs de l'Allemagne lui imposassent au moins pendant un temps assez long leur empreinte particulière. Créé par une race féodale et militaire, le Nouvel Empire devait être absolutiste et envahisseur : il n'a pas manqué à sa destinée. Au dedans, tous ceux qui ont essayé de conserver quelque indépendance, catholiques, libéraux, socialistes, ont durement ressenti la lourde poigne du maître. Au dehors, la paix, maintenue par Bismarck et ses successeurs, a été une de ces paix envahissantes et rongeantes telles que les comprenait Louis XIV. Les hommes d'état prussiens n'avaient aucune raison pour modifier les méthodes de patience et d'expectative qui leur avaient réussi et pour précipiter le mouvement; ils se sont attachés à « laisser mûrir la poire »; ils ont préparé de

futures conquêtes par un lent et subtil envahissement économique et moral; ils ont dissimulé leurs empiétements sous la forme d'alliances; ils ont pensé surtout qu'il fallait commencer par établir solidement leur hégémonie à Vienne, et ils ont un moment paru y réussir.

Quel sera le résultat définitif de ces lointaines ambitions? Au XIVe siècle déjà, des colonies germaniques s'étaient établies victorieusement dans presque toute l'Europe orientale; elles dominaient à Cracovie, à Kiev, à Bude; elles avaient fait de la Baltique un lac allemand. Ce *Drang nach Osten* provoqua une réaction formidable. L'Europe a soif d'union, elle repousse l'Unité; un instinct secret l'avertit qu'elle n'a pas trop de toutes ses forces pour poursuivre sa marche et qu'elle se mutilerait en laissant annihiler quelques-uns des peuples qui la constituent.

Il ne manque pas d'Allemands qui sentent le danger de cette politique d'envahissement plus ou moins dissimulé et de mégalomanie mondiale. Tous n'ont pas accepté sans arrière-pensée la domination de la Prusse. Non certes que j'attache la moindre importance aux résistances particularistes qui se manifestent çà et là ou aux tumultueuses levées de boucliers des Guelfes ou des patriotes bavarois. Ce ne sont là que les vaines agitations de partis sans racine, sans appui sérieux, sans avenir. Laissons les morts enterrer les morts.

Mais l'évolution économique, qui se poursuit avec une prodigieuse rapidité, et les transformations intellectuelles qu'elle entraîne, ont nécessairement pour effet d'accroître l'influence des régions occidentales de l'Empire et d'affaiblir les hobereaux transalbins au profit des classes industrielles et commerçantes. Ce n'est pas là en soi-même une caution certaine de tranquillité; il vaut pourtant mieux en somme que les questions de paix et de guerre dépendent d'hommes dont les décisions sont dictées, non par l'amour-propre et le point d'honneur, mais par le calcul. En effet, pour qu'ils reculent devant une entreprise, il suffit dès lors qu'ils soient persuadés que les chances de gain sont balancées par les risques du combat.

Il en ressort que les nations qui sont exposées à un conflit avec l'Allemagne, ont le devoir strict d'être assez fortes et assez bien armées pour qu'elle ne puisse pas considérer sans inquiétude les conséquences d'une rupture. L'homme est faible devant la tentation, et la modération des peuples sera longtemps une garantie insuffisante contre les coups de violence, si elle n'est pas fortifiée par le souci très légitime des périls qu'entraîneraient des résolutions aventureuses. Nos vertus ne sont le plus souvent que des habitudes dictées par la prudence et transformées en instinct par le temps. Si les hérétiques s'étaient toujours laissé brûler sans protestation, la tolérance ne serait jamais entrée dans les mœurs ; les persécuteurs n'ont commencé à soupçonner les droits de leurs adversaires que du jour où ils se sont heurtés à leurs armées. Si la Révolution française avait rencontré devant elle une Europe organisée, l'histoire n'aurait pas connu les folies de Napoléon Ier. Les pacifistes sont les complices des conquérants, parce qu'ils sollicitent leurs cupidités en énervant les résistances.

Vis-à-vis de l'Allemagne, la moindre défaillance serait d'autant plus néfaste, que les passions belliqueuses y ont été surexcitées par une suite prodigieuse de succès et qu'une caste puissante est intéressée à maintenir dans la foule un état d'esprit qui assure sa propre domination à l'intérieur. Les optimistes, qui s'imaginent que les passions haineuses qui l'ont si longtemps animée contre nous sont oubliées, commettent une erreur grave, parce qu'ils ne font pas une assez large place dans leurs calculs au temps, qui est cependant dans les affaires humaines un facteur essentiel ; un quart de siècle ne suffit pas pour modifier les instincts d'un peuple et la tournure de son esprit. De longues années s'écouleront encore avant que nous soyons dispensés de monter la garde sur nos frontières. Il ne convient pas d'exagérer l'influence des pangermanistes, mais il serait plus funeste encore de ne pas prendre au sérieux leurs projets. La moindre imprévoyance de notre part menacerait non seulement notre sécurité, mais ouvrirait pour l'Europe une ère de boule-

versements et de violences qui arrêterait sans doute le progrès pour des siècles.

Nous avons le devoir de venir en aide, par notre constance et par notre fermeté, aux groupes qui, au delà de nos frontières, ne désirent pas de nouveaux combats. Les hommes qui ne confondent pas la sécurité et l'hégémonie, l'indépendance et la domination, sont encore infiniment moins nombreux que beaucoup de Français ne le supposent volontiers, et surtout leurs convictions sont moins solides et leur vertu moins ferme que nous ne le désirerions. Leur existence seule et leur bonne volonté, quelque timide et incertaine qu'elle demeure, n'en sont pas moins un fait important.

Que tous les Allemands ne voient plus dans la victoire de Sedan le plus beau jour de leur histoire, c'est un symptôme favorable, dont il serait périlleux de surfaire la portée, qu'il ne faut pas négliger pourtant. Plus d'un, dès maintenant, accepterait comme jour de fête nationale, à la place du 2 septembre, le 18 octobre qui rappelle à la fois la bataille des Nations et la Réforme. Bien que nos troupes aient été battues à Leipzig, notre défaite de 1813 ne nous a pas laissé d'amertume. La cause pour laquelle les Allemands combattaient à ce moment, c'était en effet celle de l'émancipation des peuples ; leur programme, c'était celui de Lessing, de Herder et de Gœthe, de Kant et de Fichte, mais c'était aussi celui de la Révolution, l'Évangile libérateur que nous avions apporté au monde. Il nous est arrivé trop souvent d'oublier le dogme que nous avions proclamé : nous avons toujours eu lieu de nous en repentir et nous y sommes revenus avec une foi plus ardente. La *Déclaration des Droits de l'homme* demeure le terrain sur lequel nous sommes toujours prêts à une réconciliation, de même qu'il nous est impossible d'en abandonner les principes, parce qu'ils sont le résumé de notre histoire et comme la raison même de notre existence.

LA FONDATION
DE L'EMPIRE ALLEMAND
(1852-1871)

INTRODUCTION

Les origines de l'Unité allemande. — Les conséquences de la domination de Napoléon Ier. — La Confédération germanique : l'hégémonie autrichienne, le réveil de l'esprit public et la reconstitution de la Prusse. — Le Zollverein. — La Révolution de 1848 : liberté et nationalité. — Frédéric-Guillaume IV et les tentatives d'Union prussienne. — L'humiliation de la Prusse à Olmutz et les ambitions de Schwarzenberg. — L'échec de la Prusse retarde sa victoire, mais ne compromet pas réellement sa puissance : faiblesse de l'Autriche, ruine du parti radical ; les libéraux prêts à accepter sans condition la domination des Hohenzollern. — Les difficultés extérieures.

La formation du nouvel Empire allemand, en substituant une monarchie redoutable à une agglomération d'États rattachés par un lien fédéral assez lâche et incapables de toute action offensive, a modifié radicalement les conditions de la vie politique de l'Europe.

Les peuples, menacés par l'apparition sur leurs frontières d'une puissance militaire de premier ordre, ont cherché une garantie dans de nouvelles combinaisons d'alliances, en même temps qu'ils ont été obligés de modifier leur organisation militaire. Le système de la paix armée, du service militaire universel, a eu pour résultat de rendre les guerres plus rares, en augmentant, dans une proportion difficile à imaginer, les souffrances et les périls qu'elles supposent.

Comme tous les citoyens sont désormais appelés à répondre en quelque sorte personnellement de la conduite de leurs gouvernements, ils ne sauraient plus se désintéresser de la vie publique, et, même dans les pays où l'autorité demeure concentrée dans les mains du souverain, ses décisions sont de plus en plus déterminées par l'opi-

nion de ses sujets. L'essor des idées démocratiques a été ainsi en dernière analyse hâté par les victoires de l'absolutisme prussien.

Les événements de 1866 et 1870 ont favorisé d'autre part et précipité l'évolution économique de l'Allemagne, longtemps retardée par les divisions intérieures et la timidité routinière de ses gouvernements : dès qu'ils ont été débarrassés des entraves qui les gênaient, ses habitants, soutenus par la confiance que leur inspiraient leurs succès et le respect inattendu qu'ils rencontraient dans le monde, ont déployé leurs admirables qualités naturelles de méthode, de discipline et de ténacité; ils ont mis en exploitation les richesses que leur offrait le sous-sol de leur pays, et leur concurrence a bientôt alarmé les peuples dont la suprématie commerciale et industrielle paraissait le mieux assise.

Déjà auparavant l'organisation scientifique de l'Allemagne était des plus remarquables et l'influence de ses savants et de ses philosophes avait pénétré au loin. Le prestige de triomphes inouis a naturellement encore accru leur crédit; on a imité leurs méthodes et copié leurs procédés; c'est à eux que se sont adressées les nations qui se mettaient jadis à l'école de la France pour terminer leurs humanités; leurs livres et leurs revues fournissent de doctrines la plus grande partie du monde moderne; ils imposent leurs systèmes, leurs habitudes et presque leurs goûts, et c'est de leurs écrivains, depuis Karl Marx jusqu'à Wagner et à Nietzsche, que proviennent presque toutes les idées qui inspirent le monde contemporain.

Cette substitution de maîtres a-t-elle profité à la civilisation générale ? — Il est permis d'en douter. Parmi les Allemands eux-mêmes, plus d'un songe avec quelque mélancolie aux sacrifices dont il a fallu payer ces succès politiques et militaires, et les meilleurs d'entre eux ont peine à reconnaître dans Bismarck et Moltke les fidèles exécuteurs testamentaires des illustres philosophes et des admirables poètes qui avaient à la fin du XVIIIe siècle fondé l'hégémonie intellectuelle de la race.

La foule n'a pas de ces mièvreries, elle ne boude pas à la fortune et ne marchande pas son bonheur : elle se tient pour satisfaite dès que le plan général de l'édifice qu'elle a contribué à construire répond vaguement à ses obscures aspirations.

Quelques critiques que l'on puisse adresser aux fondateurs de l'Allemagne contemporaine, un point demeure hors de contestation, c'est qu'ils ont été poussés et soutenus par les aspirations populaires qui s'étaient peu à peu exaspérées par l'attente et avaient fini par devenir une irrésistible passion.

Guillaume Ier et ses collaborateurs avaient l'esprit clair et le cœur bien trempé ; ils eurent le courage de leurs ambitions, donnèrent un programme précis aux velléités confuses des masses et s'emparèrent, pour atteindre leur but particulier, des efforts accumulés de longues générations ; ils méritèrent ainsi d'accomplir l'œuvre du siècle. L'Allemagne, qu'ils avaient quelque peu brutalisée, ne leur en tint pas rigueur : elle était disposée d'avance à tout pardonner à ceux qui la guériraient de l'anarchie politique.

*
* *

Depuis le milieu du XIIIe siècle, elle n'avait plus de gouvernement central. Longtemps elle n'en avait guère souffert : elle s'aperçut des dangers d'une semblable désorganisation au moment de la guerre de Trente ans, quand elle devint le champ de bataille des confessions ennemies et que les Suédois et les Français, sous prétexte de protéger les libertés germaniques, s'établirent sur son territoire et se partagèrent ses dépouilles. Au moment de la paix de Westphalie en 1648, elle était tombée dans un tel état de désolation et de misère que deux siècles lui suffirent à peine pour panser ses blessures matérielles et morales. Mais la race est robuste et brave : sur le sol dévasté, elle se remit au travail et elle s'appliqua à rassembler peu à peu les éléments de sa vie nationale.

La population était clairsemée, les capitaux rares, l'industrie nulle, les gouvernements égoïstes et bornés, les habitudes étroites et mesquines. En face de la réalité misérable, un seul refuge : la pensée. Vers 1740 s'ouvre le grand siècle de la littérature germanique : au moment où les plaisantins demandent si un Allemand peut avoir de l'esprit, Lessing, Kant, Herder et Gœthe opposent à la conception mécanique du monde, que répandaient les Encyclopédistes, l'évolution organique et donnent ainsi son mot d'ordre au siècle futur.

Les grands écrivains de cette période, même ceux qui, comme Lessing, ont pris pour tâche d'affranchir leur peuple des influences étrangères, n'ont aucune préoccupation nationaliste ; ils se regardent comme les citoyens du monde et ils n'accordent guère qu'un regard distrait aux bouleversements politiques et aux modifications de frontières. Ils rendent du moins à l'Allemagne le respect du monde et l'estime d'elle-même ; surtout, ils enveloppent tous ses enfants d'une même atmosphère intellectuelle, ils réveillent le sentiment de l'unité d'origine et ils soufflent une âme à leur peuple.

En même temps, moins visible, encore dissimulée par les restes

incohérents d'un passé qui s'écroulait, se préparait la rénovation politique. L'Empire était toujours entre les mains des Habsbourgs, et, bien que les droits utiles qui en découlaient fussent des plus médiocres, ils y tenaient à cause de l'éclat qui en rejaillissait sur eux, et parce que leurs ambitions, multiples et compliquées, trouvaient leur excuse et leur explication dans les souvenirs du moyen âge. Surtout, ils avaient besoin d'un contact intime avec l'Allemagne pour civiliser et pour maintenir les royaumes variés et les races ennemies qu'ils avaient rassemblés sous leur domination. Leur autorité directe au delà de leurs possessions immédiates était faible, mais leur influence n'était pas méprisable ; ils représentaient la tradition et le passé, et ils avaient pour alliés tous ceux qui se sentaient menacés par les transformations de l'avenir, l'Église catholique, les petits souverains trop faibles pour être ambitieux et dont les désirs se bornaient au maintien du *statu quo*, la poussière des seigneurs immédiats, qui trouvaient à Vienne des pensions et des sinécures, une partie importante du peuple aussi, qui souffrait de l'extrême morcellement politique et de l'absence d'un gouvernement solide, mais qui, dominée par ses préjugés et incapable de conception nouvelle, ne voyait d'autre remède à ses maux que dans une impossible restauration.

L'ensemble de ces forces constituait un parti assez redoutable pour assurer pendant de longues années la continuation d'un régime qui ne répondait plus aux besoins généraux. Même après les réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II cependant, l'Autriche restait trop séparée de l'Allemagne pour qu'une fusion définitive ne présentât pas les plus graves difficultés. Catholique et persécutrice, effrayée par les moindres manifestations de liberté intellectuelle, endormie dans un despotisme bureaucratique morose, il y avait entre elle et les peuples émancipés par la Réforme une incompatibilité d'humeur insurmontable. Surtout il y avait une opposition irréductible entre l'idée de nationalité et le principe même de la monarchie des Habsbourgs. S'ils avaient réussi à transformer en domination réelle leurs titres honorifiques, ils auraient relevé le Saint Empire Romain Germanique, et non pas constitué un royaume moderne. L'Allemagne était quelquefois éblouie par le mirage de puissance et de gloire qu'ils faisaient scintiller à ses yeux, mais elle savait ce que cette folie des grandeurs lui avait déjà coûté et elle se reprenait vite. Elle exigeait de ses futurs maîtres qu'ils se consacrassent exclusivement à sa fortune et qu'ils ne vissent pas seulement en elle un instrument pour d'autres conquêtes. Elle se serrait instinctivement autour des petits souverains qui, depuis dix siècles, avaient lentement grandi à l'ombre du sceptre impérial.

Parmi les 300 ou 400 États qu'enregistrait en 1789 la carte politique de l'Allemagne, cinq ou six seulement faisaient figure dans le monde. Encore convient-il de remarquer que leurs forces réelles n'égalaient pas leurs convoitises, et, si leurs espoirs persistèrent assez longtemps, les fautes de leurs dynasties ou le hasard des circonstances ne tardèrent pas à les rejeter au second plan. Le Hanovre ne dut un moment d'influence qu'au hasard qui porta ses Électeurs sur le trône d'Angleterre ; la Saxe était déconsidérée par la défection de ses souverains qui avaient trahi le Protestantisme et qui poursuivaient en Pologne de ruineuses et décevantes illusions; la Bavière était catholique et compromise par ses alliances étroites avec la France. Assez vite, ces petits princes et leurs voisins, plus médiocres et misérables encore, renoncèrent à grouper autour d'eux l'Allemagne entière, et leur rôle se borna désormais à ralentir une révolution qui exigeait leur abdication, dès qu'elle ne s'accomplissait pas à leur profit. Ils se groupèrent en général autour des Habsbourgs, dont ils redoutaient toujours les lointains projets, mais dont les rapprochaient en somme des jalousies semblables et des traditions communes. Ils se condamnaient ainsi à un rôle purement négatif et, de fait, leur énergie s'épuisa à retarder les progrès de la Prusse.

Au centre géographique de l'Allemagne du Nord, dans le pays de marécages et de sables que traversent l'Elbe, l'Oder et leurs affluents, sur un sol pauvre et triste, avait grandi une race résistante et dure à la fatigue, disciplinée et vaillante, raisonneuse et réaliste, que les souffrances et les luttes avaient trempée et enorgueillie. Absorbée pendant tout le moyen âge par ses guerres contre les Slaves à qui elle avait arraché le sol même qu'elle occupait, elle ne commença vraiment à jouer un rôle important qu'au XVIIe siècle, après qu'une série de successions eurent réuni au Brandebourg le duché de Prusse et une part des riches domaines de Clèves et de Juliers. Elle s'étendait dès lors du Rhin au Niémen et son mince territoire, dispersé à travers toute l'Allemagne, de même qu'il tentait toutes les convoitises, semblait exhorter ses princes à toutes les audaces. Pour se défendre contre les périls qui les guettaient sans cesse, les Hohenzollern durent organiser une administration vigilante et dure, et ils dressèrent leurs sujets aux habitudes d'une discipline de fer. Les souverains donnèrent les premiers l'exemple de ce sacrifice complet à la chose publique qu'ils exigeaient; ils ne furent pas seulement de grands seigneurs, dilettantes de la politique, comme la plupart de leurs voisins, mais des ouvriers, courbés sur le métier et qui poursuivaient à la sueur de leur front la grandeur de leur pays. Il était inévitable qu'une volonté

d'ambition ainsi soutenue pendant plusieurs générations se révélât un jour ou l'autre par une action d'éclat. Par une rencontre singulière, au moment même où Klopstock et Wieland annonçaient le réveil de l'esprit germanique, Frédéric II montait sur le trône et inaugurait son règne par la conquête de la Silésie.

Pour la conserver, il soutint une guerre de vingt ans, pendant laquelle il tint en respect l'Europe presque entière coalisée contre lui. Quand Marie-Thérèse avoua enfin son impuissance, en 1763, la Prusse, saignée à blanc, râlait sur son champ de victoire, mais elle avait conquis l'admiration du monde et elle avait pris place parmi les grandes puissances. De tous les pays allemands, elle était alors le seul où l'idée de patrie fût autre chose qu'une figure de rhétorique ; dans les diverses classes de la société, la notion du devoir public avait pénétré les âmes, et les peuples voisins, effrayés par la tension de volonté et la dépense d'énergie que supposaient de tels efforts, étaient cependant séduits par l'exemple de vertus que depuis longtemps ils ne connaissaient plus. La Prusse était protestante, elle était exclusivement allemande ; le despotisme de ses rois n'était ni timide ni tracassier ; ils comprenaient la puissance de l'esprit ; pourvu que les professeurs rendissent au roi ce qui appartenait au roi, ils les laissaient sans effroi échafauder leurs systèmes et méritaient ainsi leur reconnaissance.

Frédéric II, comme presque tous les Hohenzollern, n'avait aucune imagination et, dans ce cerveau lucide et froid, il n'y avait guère plus de place pour les chimères de l'avenir que pour les spectres du passé. Il jugeait qu'à chaque jour suffit sa peine et il ne songeait même pas à se substituer aux Habsbourgs. Il n'avait d'ailleurs aucun sentiment national allemand et il se souciait assez peu des sympathies platoniques qu'avaient provoquées ses victoires. Il ne dédaignait pourtant pas d'en profiter à l'occasion, et, au moment du Fürstenbund, il groupa autour de lui une partie des princes de l'Empire. Dès la fin du XVIIIe siècle, un Hohenzollern apparaissait ainsi à la tête de l'Allemagne.

Les progrès de la Prusse avaient été un peu trop rapides et il n'était guère possible qu'à la mort de Frédéric II un recul ne se produisît pas. Les fautes de Frédéric-Guillaume II et la médiocrité pusillanime de Frédéric-Guillaume III lui enlevèrent rapidement l'autorité qu'elle avait conquise, et elle tomba dans une de ces périodes de prostration et d'épuisement nerveux que provoque le surmenage. Son effacement momentané laissait l'Allemagne en pleine anarchie. C'est à ce moment qu'elle fut surprise par la Révolution française, et elle devint ainsi la proie facile des armées républicaines et impériales. Objet à

la fois d'admiration et d'ironie, elle donnait au monde le spectacle déconcertant d'un admirable développement intellectuel et d'une complète impuissance politique. Napoléon se chargea de lui prouver son imprudence, et la brutalité de son despotisme incohérent dissipa les rêveries où s'attardait un patriotisme encore somnolent. Les rivalités s'effacèrent, étouffées par la haine commune de l'étranger, et, si elles reparurent plus tard, elles furent désormais atténuées et contenues par le souvenir des souffrances passées et l'instinct de conservation. Quand le calme revint après l'orage en 1815, l'Allemagne était sortie de l'adolescence et elle espérait obtenir de ses souverains une constitution qui reconnaîtrait au dedans les droits des sujets et lui garantirait en Europe le rôle que lui permettaient de réclamer sa haute civilisation et le chiffre de ses habitants. Le congrès de Vienne lui apporta une amère désillusion.

Non pas après tout que l'œuvre des diplomates eût été si mal combinée. Au sortir d'une terrible période de bouleversements et de guerres, ils s'étaient préoccupés d'assurer à l'Europe la tranquillité qui lui était nécessaire, et ils avaient assez adroitement équilibré les forces pour décourager les agités et les turbulents. La clé de voûte de leur édifice fut la Confédération germanique, lourde machine, difficile à mettre en mouvement, mais qui, en rassemblant dans une même organisation défensive les États secondaires de l'Allemagne, l'Autriche et la Prusse, opposait un invincible obstacle aux velléités de revanche de la France. L'événement prouva que ces calculs étaient justes et, dès ce moment, la sécurité de l'Allemagne n'a plus été sérieusement menacée.

Seulement, elle n'en avait pas un sentiment assez net, et, surtout, elle était humiliée du rôle modeste et passif qui lui était réservé. La Diète perpétuelle qui siégeait à Francfort sous la présidence de l'envoyé autrichien, avait beaucoup moins le caractère d'un parlement national que d'un congrès de diplomates, et d'ingénieuses combinaisons restreignaient son influence au profit de la souveraineté des divers États. Les petits princes détenaient une influence absolument hors de proportion avec leur puissance réelle, et elle devait naturellement s'exercer dans le sens de la conservation la plus routinière.

Si la Bavière avec ses trois millions et demi de sujets, le Wurtemberg (un million et demi d'habitants), et même le Hanovre (douze cent mille âmes) ou Bade (un million) prétendaient encore à une certaine vie politique, la Saxe, réduite à huit cent mille habitants, ne pouvait plus penser qu'à ménager les derniers restes d'une existence désormais sans but et comme marquée pour la mort. Le

Grand-Duché de Hesse-Darmstadt (six cent mille habitants) rassemblait dans le plus bizarre amalgame, de Giessen à Worms et de Darmstadt à Mayence, des populations que séparaient leurs traditions et leurs intérêts. L'Électeur de Hesse-Cassel n'oubliait pas les jours de gloire qu'avaient connus ses ancêtres au moment de la Réforme ; mais quelle figure pouvait-il faire dans l'Europe nouvelle avec ses pauvres ressources et ses rares régiments ! Plus étrange encore était le spectacle de l'Allemagne centrale. Le hasard ou le caprice de Napoléon avait laissé subsister là une foule de principautés dont aucune ne dépassait cent mille habitants et dont plusieurs n'en comptaient pas vingt mille. Le Nassau, le duché de Brunswick, les duchés de Saxe, le Mecklembourg, avec de plus hautes prétentions, n'avaient pas plus de forces réelles. Tous ces États, incapables de vivre, ne se résignaient pas à mourir. Ils sentaient que le moindre mouvement pouvait leur être funeste et ils cherchèrent d'instinct dans la Diète comme une assurance mutuelle des défaillances et des abstentions. Les réformes les plus modestes leur étaient suspectes, les moindres efforts leur étaient douloureux. Témoins ankylosés d'un âge disparu, ils demandaient au peuple de ne pas troubler leur quiétude par de vaines agitations; sans autre idéal que le *statu quo*, ils représentaient l'alliance des préjugés et des inerties; ils condamnaient l'Allemagne à une sorte de radotage sénile et prétendaient éteindre sa turbulence juvénile dans le silence de leurs chambres de malades.

Quand on vit cette Diète, où tous les bruits du dehors venaient expirer, épuiser à de mesquines besognes sa stérile activité, ménager avec de maternels scrupules les ridicules susceptibilités des princes les plus infimes, négliger les mesures d'organisation militaire et ne retrouver quelque énergie que pour réprimer des manifestations libérales fort inoffensives, les patriotes furent pris d'une sorte de désespoir. Non seulement l'Allemagne demeurait la nation la plus morcelée du continent, mais Metternich et Talleyrand avaient réussi à rendre l'anarchie incurable. Les Stein, les Gneisenau et les Humboldt avaient entrevu une patrie unie, puissante, respectée, largement ouverte aux souffles nouveaux, entraînant ses enfants dans une marche glorieuse vers la prospérité et la lumière : on leur offrait un pays divisé par une foule de cloisons étanches où s'agitaient dans une pénombre mélancolique des fantômes apeurés.

Les unitaires étaient, en partie, responsables eux-mêmes de leurs déconvenues. Leurs espoirs étaient hauts, mais ils étaient vagues, et, quand il s'était agi pour eux de présenter à Vienne un plan précis, ils n'avaient pas réussi à s'entendre. La plupart d'entre eux avaient

grandi à l'école des romantiques, qui se plaisaient aux idées obscures et aux réminiscences lointaines. Leur éducation n'était pas encore terminée et une période nouvelle de recueillement était nécessaire pour que leur idéal se dégageât des brouillards qui l'obscurcissaient.

Leurs partisans, d'ailleurs, étaient encore trop rares et surtout trop peu organisés. Les peuples, appauvris et épuisés, ne demandaient que du repos, et, rapprochés de leurs souverains immédiats par de communes épreuves, ils accordaient volontiers quelque crédit à la bonne volonté qu'ils leur supposaient. Aussi, les agitations de quelques jeunes enthousiastes ne rencontrèrent-elles à peu près aucun écho. Elles servirent seulement de prétexte à Metternich pour imposer à la Diète un régime de répression implacable et pour ramener doucement sous sa tutelle la Prusse qui, peu satisfaite des stipulations de Vienne, aurait pu être tentée de lier partie avec les novateurs. La conférence de Karlsbad (août 1819) et l'acte final de Vienne (20 juin 1820) sanctionnèrent, en même temps que la victoire de la réaction, le triomphe du particularisme et l'hégémonie de l'Autriche. Elle se maintint jusqu'en 1848, atténuée et comme vidée par les progrès de la Prusse, mais non pas officiellement contestée.

Metternich n'était pas un grand homme d'état, mais c'était un diplomate avisé et subtil, et il avait, avec beaucoup de prudence et de flair, le sens de la réalité. Il était fort satisfait du résultat du Congrès de Vienne, et il espérait, en exploitant habilement les terreurs de ses protégés, transformer peu à peu en domination directe la prépondérance morale de l'empereur François Ier en Italie et en Allemagne. Il importait seulement de ne rien précipiter et de ne pas éveiller les méfiances par des envahissements trop brusques, de manière à ne pas provoquer une crise que l'Autriche n'était pas en mesure de supporter. Pendant l'époque révolutionnaire, elle avait étonné le monde par la tenue de sa politique et la solidité de sa résistance; mais Metternich connaissait mieux que personne la limite de ses ressources. Depuis la mort de Joseph II, les réformes avaient été complètement arrêtées et la population, un moment secouée par les tentatives de l'Empereur-philosophe, était retombée dans sa torpeur et son indifférence séculaires. Le gouvernement s'appliquait à écarter tout ce qui aurait pu inquiéter son sommeil et troubler l'âme légère, aimable et vide de ses peuples. Les Habsbourgs avaient fini par être les prisonniers du régime de défiance et d'arbitraire qu'ils suivaient depuis plusieurs siècles et ils avaient perdu, avec le goût de l'action, la force du mouvement. L'administration, compliquée et vieillotte,

s'épuisait en paperasseries inutiles, et les propositions les plus urgentes attendaient plusieurs années l'approbation de l'Empereur. L'armée était en fort mauvaise condition, avec des cadres fatigués et des régiments incomplets, et le déficit chronique condamnait les hommes d'état à la plus extrême prudence. Les douanes intérieures, le papier-monnaie et les variations du change, les abus des corporations et le système prohibitif arrêtaient le développement du commerce et de l'industrie; la population des campagnes était écrasée sous le poids des redevances féodales, et la bourgeoisie, ignorante et timorée, fermée à tout esprit d'initiative et d'entreprise, végétait à l'ombre d'une aristocratie exclusive et jalouse.

Metternich était trop avisé pour ne pas soupçonner les inconvénients de ce régime de compression et d'inertie, mais il n'avait ni assez de lumières pour apercevoir nettement les réformes indispensables, ni assez d'énergie pour courir le risque des difficultés qu'elles entraîneraient, ni assez d'autorité pour vaincre les répugnances du souverain, les préjugés égoïstes des nobles et l'indifférence ennuyée de la bureaucratie. Par-dessus tout, il craignait qu'à la moindre secousse le vernis germanique de la monarchie ne s'effritât et que le caractère artificiel et composite de l'État Danubien n'apparût à tous les yeux.

Le moment était passé où il eût été à la rigueur possible de fondre dans un patriotisme commun les peuples qui avaient cherché un refuge sous le sceptre de Ferdinand Ier, et les tentatives impatientes et mal combinées de Joseph II avaient partout réveillé les résistances des nationalités magyare, slaves et latines. Depuis lors, la Révolution française avait répandu le dogme de la souveraineté populaire, et la littérature romantique, en remettant à la mode l'histoire et la légende, avait favorisé l'éveil d'un nationalisme local. Les quelques écrivains qui, à Prague, à Pesth et à Zagreb, travaillaient à reconstituer des idiomes presque disparus, ne comptaient encore que de très rares disciples et ils n'avaient aucun programme politique. Mais ils étaient soutenus et poussés par l'instinct des foules qui ne voulaient pas devenir allemandes, et Metternich, à la fois, s'appuyait sur ces répugnances sourdes, afin de repousser les demandes des libéraux étrangers, et redoutait d'encourager des rêves particularistes qui eussent compromis sa situation au dehors. Il était bien évident, en effet, que, du jour où il deviendrait manifeste pour tous que l'Autriche était une puissance magyare et slave, elle serait condamnée à renoncer à sa domination sur l'Italie et sur l'Allemagne. Le chancelier était donc réduit à une diplomatie de tergiversations et de compromis qui

rendait impossible toute action énergique; ses ambitions, après le premier moment d'exaltation qui suivit le Congrès de Vienne, ne furent bientôt plus que purement négatives.

Une politique qui se borne à opposer une perpétuelle fin de non-recevoir aux désirs des peuples, est fatalement vouée à la défaite. Malgré l'extrême brièveté de la domination napoléonienne et bien que les réformes qu'elle avait entraînées n'eussent été le plus souvent que promulguées et non accomplies, elle n'en avait pas moins profondément bouleversé le sol, et la situation, en 1815, était très différente de ce qu'elle était en 1789. Des centaines d'États avaient disparu, la noblesse immédiate, les principautés ecclésiastiques, presque toutes les villes libres; un ordre relatif avait été introduit dans la carte du pays. Surtout, quelques résistances qu'eussent opposées les égoïsmes aux idées révolutionnaires et bien que ces idées elles-mêmes n'arrivassent que filtrées et adultérées par la censure napoléonienne, certains besoins nouveaux s'étaient glissés dans les âmes; elles s'étaient éveillées à l'idée de devoirs communs et avaient fraternisé dans un même esprit de sacrifice. Il n'était pas impossible, en profitant des défaillances provoquées par la misère et la lassitude, de comprimer un moment les passions qui fermentaient; mais, parviendrait-on à les étouffer complètement, et, après qu'ils avaient respiré un air plus généreux et plus pur, les peuples accepteraient-ils longtemps de vivre dans la chambre close où l'Autriche prétendait les enfermer?

Metternich avait pour instruments et pour complices les romantiques qui dominaient alors l'opinion. Élèves de Herder et de Gœthe, mais reniés par leurs maîtres dont ils dénaturaient la pensée, ils avaient poussé jusqu'au délire la réaction contre le rationalisme français. Plusieurs d'entre eux avaient reçu de la nature l'âme la plus délicate et les dons les plus élevés de l'esprit; ils avaient le sens du passé et leurs cœurs étaient ouverts aux plus subtiles intuitions de l'avenir; aujourd'hui que nous ne souffrons plus de leurs erreurs, nous saluons en eux avec reconnaissance les véritables initiateurs du XIXe siècle, dont la pensée s'est formée à leur école, et qui a vécu presque tout entier de leur inspiration. — Schiller, beaucoup trop imbu de souvenirs français pour les comprendre, disait qu'ils étaient fantasques, parce que leur intelligence était faible, ce qui était injuste. Il serait plus exact de dire qu'elle était incohérente et passionnée. Leurs rêves étaient si séduisants et si lumineux qu'ils en oubliaient la réalité et qu'ils se détournaient, avec une mélancolie effrayée, de la vie qui les enveloppait; leur sensibilité maladive souffrait du contact avec le monde extérieur; ils dédaignaient l'action qui

n'aboutit jamais qu'à un résultat imparfait et condamne les combattants à des compromis odieux et à des brutalités répugnantes. Ils se réfugiaient dans un idéalisme mystique et ne voulaient voir dans l'Univers qu'imagination et poésie.

La politique du chancelier d'Autriche recrutait volontiers ses séides parmi ces prophètes découragés et désabusés, qui n'aspiraient qu'au repos et qui cherchaient un refuge dans l'adoration du passé. Mais, si la fatigue du peuple se laissa un moment bercer par leurs troublantes cantilènes, dès que les forces lui revinrent, il se révolta contre l'abdication définitive qu'on avait voulu arracher à sa léthargie. Dans les régions surtout qui avaient été longtemps occupées par la France, comme les provinces rhénanes, ou qui avaient été unies à elle par une alliance dont les sacrifices n'avaient pas été sans compensation, comme la Bavière et le Wurtemberg, le triomphe de la réaction provoqua bientôt d'ardentes protestations. Les privilèges de la noblesse pesaient lourdement sur les paysans, la censure irritait les classes éclairées ; les abus de la justice de cabinet, les vexations de la police, les empiétements du clergé mécontentaient la bourgeoisie. Les souverains de Wurtemberg, de Bavière, de Bade, quelques autres encore, par un honorable scrupule de conscience, surtout parce qu'ils espéraient trouver, à l'occasion, un appui dans leurs peuples contre les envahissements de l'Autriche, avaient promulgué des constitutions. Quelque timides qu'elles fussent, l'existence seule de Chambres parlementaires suffit à provoquer la naissance d'une certaine vie publique. Les besoins de réformes devinrent plus précis. Une opposition se forma, des journaux combattirent l'absolutisme ministériel. Dans le sud et l'ouest de l'Allemagne, un parti libéral s'organisa, recruté surtout parmi les fonctionnaires et les professeurs ; il devint plus nombreux et plus confiant à mesure que l'évolution économique favorisa le développement de la bourgeoisie. Metternich s'effraya de cette insurrection des esprits, plus dangereuse que les déclamations de la Burschenschaft, et, à diverses reprises, il essaya de la réprimer. Mais les événements extérieurs affaiblissaient son autorité et gênaient son action. La Sainte Alliance n'avait pas longtemps résisté à la poussée des ambitions et des rivalités : l'Angleterre d'abord, puis la Russie s'en étaient détachées ; la révolte de la Grèce, en même temps qu'elle donnait aux peuples le spectacle suggestif d'une insurrection victorieuse, rouvrait la question d'Orient. Le ministre autrichien, épouvanté par la marche sur Constantinople des armées de Nicolas, en oubliait quelque peu les agitateurs de Munich et de Stuttgart. La chute des Bourbons en 1830 et la défaite

définitive en France de l'ancien régime achevèrent de bouleverser son système.

Assez adroitement, il exploita la panique qu'avaient provoquée les événements de Paris et les imprudences de quelques journalistes; mais les lois répressives qu'il obtint de l'affolement des princes firent long feu. Les émeutes qui avaient suivi la révolution de Juillet avaient singulièrement accru le nombre des États constitutionnels; les deux Hesses, le Hanovre, la Saxe avaient désormais leurs assemblées et, à mesure que les foyers d'agitation se multipliaient, il devenait infiniment plus malaisé de les surveiller. Metternich ne pouvait plus compter d'ailleurs aussi complètement que jadis sur la Prusse, où les ministres les plus réactionnaires supportaient avec une mauvaise humeur manifeste l'ingérence autrichienne. Il avait enfin à lutter, dans l'intérieur même de la monarchie, contre des embarras croissants : la Hongrie était en pleine fermentation, le panslavisme trouvait à Zagreb et à Prague des apôtres inspirés; les provinces allemandes commençaient à s'agiter sous les taquineries d'une bureaucratie routinière. Dès ce moment, le chancelier, vieilli et harassé, se renferme dans une sorte d'abstention morose; il a le sentiment que son œuvre a échoué et il n'a guère d'autre désir désormais que de retarder le plus possible une catastrophe qu'il sent inévitable.

Les hommes qui, de 1825 à 1848, dirigèrent le mouvement politique en Allemagne, étaient en général des bourgeois, dans le sens complet du mot; ils n'avaient aucun génie, et, bien qu'à l'occasion ils fussent capables de courage et même d'héroïsme, ils n'avaient pas plus le goût du panache que du paradoxe. Leurs vertus, moins brillantes que solides, et leurs goûts, plus raisonnables que raffinés, prêtent facilement au ridicule, et ils ont été raillés sans pitié par les écrivains prussiens qui ne leur pardonnent ni leur attachement aux doctrines libérales, ni leurs sympathies françaises, ni surtout leur patriotisme particulariste. En réalité, leur affection profonde pour leur patrie étroite, un peu bruyante, ne nuisait en rien à leurs sentiments allemands, et, s'ils se proclamaient volontiers les héritiers de 1789, ils ne songeaient nullement à sacrifier à la France l'indépendance nationale. Il est vrai cependant que, par la force même des choses, ils paraissaient un peu absorbés par la poursuite de réformes intérieures et, comme leurs désirs étaient naturellement conformes à ceux de tous les peuples opprimés, leur programme prenait une couleur cosmopolite. Ils s'exagéraient aussi facilement la gravité des combats qu'ils soutenaient dans leurs Parlements respectifs, et ils mêlaient un

soupçon de dédain à la pitié que leur inspirait la Prusse qui, moins heureuse que la Bavière, n'avait pas de constitution et qui leur semblait ainsi tristement arriérée dans la voie de la civilisation. Enfin, ils étaient compromis par quelques enfants terribles, dont la polémique, plus véhémente qu'habile, froissait inutilement les susceptibilités populaires.

Heine ne s'en trompait pas moins lourdement, quand il écrivait à cette époque qu'en Europe, il n'y avait plus de nations, qu'il n'y avait que des partis. Les professeurs, parmi lesquels se recrutaient d'habitude les chefs de l'opposition libérale, ne partageaient aucune des sympathies de la « Jeune Allemagne » pour la France. Tout pénétrés des traditions romantiques, dont ils ne rejetaient que les excentricités absolutistes, ils opposaient fièrement à la décadence agitée des peuples latins et à leur corruption brillante la solidité de la culture germanique et, avant même que l'Allemagne fût née, ils saluaient en elle la régénératrice du monde moderne. Historiens très érudits, ils dressaient la liste, fort longue, des griefs qu'ils avaient contre nous, et ils ne se tenaient pas pour satisfaits des revanches que leur avait accordées la fortune. Ils avaient le goût de la discussion, mais à la manière de docteurs qui enseignent du haut de la chaire et n'ont pas l'habitude d'être contredits, et ils avaient contracté la passion de l'apostolat qui ne va jamais sans quelque fanatisme. Ils se jugeaient appelés à fonder la domination de leur race sur le monde et ils étaient convaincus qu'ils rendraient ainsi un immense service à la civilisation; ils s'avouaient cependant que leurs desseins pourraient bien rencontrer quelque résistance et ils étaient en quête d'alliés capables de les soutenir. La tâche était un peu lourde pour Bade ou la Bavière, et ils commençaient à tourner leurs regards vers la Prusse, bien décidés d'ailleurs à exiger d'elle de sérieuses garanties.

Leur influence était grande, parce qu'ils avaient pour clientèle la jeunesse des classes éclairées et qu'ils s'adressaient aux instincts les plus puissants de l'âme humaine : l'orgueil et le besoin de domination. Leur propagande fut facilitée par les maladresses et les erreurs de la politique française. Louis-Philippe était le plus pacifique des hommes, et la bourgeoisie, qu'il représentait sur le trône, avait comme lui l'horreur de la guerre, qui arrête le commerce et fait baisser la bourse. Mais il ne lui déplaisait pas, à l'occasion, de prendre des allures de bravache et elle fredonnait volontiers des refrains belliqueux. Thiers, en 1840, commit la sottise impardonnable de flatter cette manie dangereuse et il se donna les airs de vouloir marcher à la conquête du Rhin. L'Allemagne, qui n'était pas responsable de nos

ennuis en Egypte, fut brusquement éveillée de sa quiétude par ces menaces d'agression brutale ; les rodomontades de la presse française l'obligèrent à passer sérieusement la revue de ses forces, et elle s'effraya de la médiocrité de ses ressources militaires. Ses terreurs étaient très exagérées, mais elle n'oublia plus dès lors les angoisses qu'elle avait traversées : renonçant à ses revendications libérales, elle plaça au premier rang de ses préoccupations la réforme fédérale et envisagea plus nettement la pensée d'un rapprochement avec les Hohenzollern qui mettraient à son service une armée redoutable.

La catastrophe d'Iéna avait surpris le courage de la Prusse plutôt qu'elle ne l'avait abattu. Sous l'œil de l'ennemi qui occupait et pillait à blanc son territoire, elle avait réorganisé son armée et jeté les bases du service militaire universel, transformé son administration et préparé l'abolition du régime féodal. Une poignée de combattants, philosophes, politiques et soldats, accourus de tous les coins de l'horizon pour la diriger et la soutenir dans son agonie, avaient opposé au despotisme victorieux le veto de leurs consciences et l'avaient forcé à reculer : triomphe d'autant plus glorieux qu'il avait été remporté contre la volonté du roi lui-même, le médiocre Frédéric-Guillaume III. Ils furent vraiment l'âme de la coalition qui renversa Napoléon, relevèrent les courages défaillants, repoussèrent les compromis équivoques et ne connurent de repos qu'après avoir scellé définitivement dans la tombe à Waterloo le spectre impérial.

Leurs services furent mal récompensés et un historien a pu dire, sans trop d'exagération, qu'au Congrès de Vienne les diplomates parurent moins préoccupés de punir la France que de prévenir les méfaits de la Prusse. Elle en revint déçue, aigrie, et il est certain que, de quelque côté qu'elle jetât les yeux, elle n'apercevait autour d'elle que des sujets d'inquiétude. En même temps que, pour la brouiller à jamais avec la France, on lui avait confié la garde des provinces rhénanes, elle était menacée à l'Est par la Russie qui s'avançait à quelques étapes de Berlin, comme étranglée vers l'Ouest entre la Saxe qui ne lui pardonnait pas sa déchéance et le Hanovre et la Hesse dont elle gênait les ambitions. Il était impossible qu'elle se résignât longtemps à cette situation qui la condamnait à des efforts épuisants et qui aurait rendu mortelle la plus légère défaillance.

Tout d'abord pourtant elle sembla s'accommoder tant bien que mal du sort qui lui était fait. Frédéric-Guillaume III, cœur sec et intelligence courte, n'avait aucun goût pour les cerveaux brûlés et les faiseurs de projets. La victoire même ne l'avait pas franchement

réconcilié avec les héros qui avaient relevé son trône, et il leur prêtait volontiers des arrière-pensées suspectes. Il suffit que Metternich agitât à ses yeux le fantôme de la Révolution pour que, puérilement, sans réflexion, il se mît à la remorque de l'Autriche. Les réformes libérales furent ajournées ou supprimées, et les ambassadeurs prussiens à Francfort, docilement, obéirent aux consignes venues de Vienne.

Les abstentions et les impuissances d'un souverain ne sauraient contrebalancer les traditions séculaires et les besoins intimes d'un peuple. La Prusse avait beau faire le jeu de la réaction, elle n'en était pas moins protestante; nulle part le mouvement scientifique n'était plus actif et les Universités plus florissantes, nulle part aussi l'orgueil des récentes victoires n'était plus vif et la confiance dans l'avenir, plus universelle. Bien que l'œuvre de Hardenberg et de Stein fût demeurée incomplète, ils n'en avaient pas moins acclimaté dans le pays quelques-unes des réformes essentielles de la Révolution. Un régime de stricte économie assurait l'équilibre financier, et une bureaucratie instruite et active, jalouse de ses droits et très indépendante bien que surveillée de près, défendait même contre le roi les intérêts publics. Le moment n'était pas favorable aux vastes entreprises : elle se consacra au relèvement du pays, prépara la fusion des nouvelles provinces, encouragea le commerce et l'industrie. Puis, sous son impulsion, la Prusse, en même temps qu'elle se dégageait peu à peu de la tutelle de Metternich, rassembla autour d'elle les États voisins, les attirant par les avantages économiques qu'elle leur garantissait, rassurant leur timidité par sa bonne foi et sa modération. Le Zollverein, dont les premières bases avaient été jetées en 1818, réunissait dès 1834 plus des trois quarts de l'Allemagne.

Les résultats matériels de l'Union douanière furent extraordinaires, d'autant plus qu'elle coïncida avec l'introduction des inventions mécaniques qui ont transformé l'industrie à notre époque et avec l'établissement des premiers chemins de fer. A mesure cependant que le commerce se développa et que les relations devinrent plus actives, l'on ressentit plus vivement la gêne qu'imposaient aux relations les tracasseries de la police et les divisions politiques. Le besoin d'indépendance grandit avec la richesse, et aux raisons d'ordre sentimental qui déterminaient auparavant la plupart des novateurs, s'ajoutèrent désormais d'impérieuses considérations pratiques qui ouvrirent à leur propagande les classes moyennes, jusqu'alors à demi indifférentes. La décadence manifeste de l'Autriche, décidément incapable de maintenir son autorité, non moins que les fantaisies du nouveau roi de

Prusse, Frédéric-Guillame IV, qui avait succédé à son père en 1840 et qui tour à tour surexcitait les espérances des libéraux par ses velléités de réformes et déconcertait leur fidélité par ses inexplicables repentirs, répandit de plus en plus la conviction qu'un changement politique radical était nécessaire et imminent.

L'opinion était si unanime sur ce point qu'à la première secousse, l'édifice péniblement construit par les diplomates du Congrès de Vienne s'effondra. Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans la Révolution de 1848, c'est la facilité avec laquelle les pouvoirs établis cédèrent aux premières sommations populaires; les princes avaient été à leur insu pénétrés de l'esprit d'opposition qui les enveloppait et il semblait vraiment qu'ils n'eussent attendu qu'un prétexte pour abdiquer. Le Parlement qui s'ouvrit à Francfort (18 mai 1848) ne rencontra devant lui aucune résistance, et il s'appliqua consciencieusement à traduire en articles de lois les programmes lentement élaborés par les publicistes et les philosophes.

Tant qu'il ne s'agit que de proclamer les droits populaires, la tâche fut aisée. Les difficultés commencèrent quand on passa à l'organisation politique du pays. On a souvent reproché aux meneurs du mouvement leurs tergiversations et leurs faiblesses parce qu'on s'exagère la portée des premières surprises.

Les radicaux, peu nombreux partout, n'étaient dans le Nord qu'une infime minorité; il n'avaient ni doctrines précises ni chefs, et, sauf dans quelques districts de Silésie, de Westphalie ou du Rhin, il n'existait pas encore de prolétariat industriel capable de fournir des défenseurs à la cause révolutionnaire. D'autre part, les modérés de Francfort, s'ils ne méritaient à aucun titre les railleries faciles dont les a depuis accablés la réaction victorieuse et s'ils mettaient au service de la patrie un dévouement éclairé et des volontés généreuses, étaient fort peu préparés par leur passé au rôle que leur imposaient les circonstances et ils n'avaient à aucun degré le sens des réalités : ils croyaient à la toute puissance des formules et leur idéalisme reculait devant les coups de force ou les compromis nécessaires.

Ils comprenaient bien que le principal obstacle à la régénération de l'Allemagne était la présence simultanée à la Diète de deux États tels que la Prusse et l'Autriche, et qu'il n'y avait d'autre remède au mal que l'exclusion d'une des deux rivales. Entre elles, leur choix était fait depuis longtemps et leurs sympathies allaient naturellement à Berlin. Mal dégagés cependant des souvenirs du moyen âge, ils éprouvaient une sorte d'horreur physique à la pensée de déchirer la robe sans couture de l'ancien Empire, et ils cherchaient une impos-

sible combinaison par laquelle ils auraient retenu l'Autriche tout en l'excluant. De longs mois s'écoulèrent avant qu'ils eussent mis quelque ordre dans leurs idées et qu'ils se fussent avoué la vanité de leurs systèmes de conciliation. Lorsque, le 28 mars 1849, la majorité du Parlement de Francfort décida d'offrir la couronne à Frédéric-Guillaume IV, le moment favorable était déjà passé.

Pendant que les libéraux et les partisans de la Prusse amusaient leurs hésitations à de vaines joûtes oratoires, les adversaires de la Révolution, revenus de leur premier désarroi, s'étaient groupés sous le drapeau de la « Grande Allemagne ». C'était un fort étrange amalgame où les hobereaux irréductibles coudoyaient les républicains intransigeants, et où quelques idéalistes faisaient le jeu des catholiques, effrayés par l'hégémonie d'un État protestant, et des princes qui refusaient de se laisser médiatiser. Cette coalition de scrupules respectables, de préjugés égoïstes et d'ambitions sournoises, trop confuse pour être redoutable en elle-même, devint menaçante sous la direction du prince de Schwarzenberg.

Au lendemain de la chute de Metternich, l'Autriche avait en quelque sorte disparu de la scène politique. L'insurrection était victorieuse dans toutes ses capitales; l'empereur Ferdinand s'enfuyait de Vienne et ne trouvait un asile que dans les montagnes du Tyrol; l'Italie et la Hongrie proclamaient leur indépendance, tandis que la Croatie, la Bohême et la Galicie, frémissantes, exigeaient une large autonomie comme prix de leur appui conditionnel. Le système représentatif, en rendant la parole aux peuples, révélait la violence des rivalités et des haines ethniques, exaspérées par l'incurie ou par les calculs subtils et maladroits des Habsbourgs. Mais l'Autriche est le pays des surprises et elle déconcerta les pessimistes qui annonçaient son morcellement définitif. L'événement prouva une fois de plus la puissance des traditions et la force des institutions. L'armature administrative avait oscillé sous le premier effort de la tourmente, mais elle résista. L'armée, qui ne connaissait d'autre patriotisme que la fidélité au souverain, n'avait pas été ébranlée un seul instant; les généraux, après avoir écrasé l'insurrection de Prague et de Vienne, se débarrassèrent de l'empereur Ferdinand et le remplacèrent par un adolescent, qui fut entre leurs mains un instrument docile, François-Joseph (2 déc. 1848). Bien que la guerre contre l'Italie durât toujours et que la Hongrie dût rester encore plusieurs mois au pouvoir des rebelles, le prince de Schwarzenberg, qui avait pris la présidence du Conseil, se crut assez fort pour rompre nettement en visière à la Révolution; il dispersa le Parlement autrichien qu'il avait d'abord interné à Kromierzitse (mars 1849), et, les

mains libres désormais à l'intérieur, il s'apprêta à rappeler vertement à l'ordre les imprudents qui avaient si légèrement disposé de l'héritage des Habsbourgs. Jamais ils n'avaient été moins disposés à y renoncer. Le prince avait en effet tiré des épreuves récentes la conclusion qu'il était indispensable de fusionner dans un ensemble solidement centralisé les races rivales qui avaient jusque-là vécu une vie à demi indépendante. Ce nouvel empire unitaire autrichien aurait naturellement une physionomie germanique, et, comme les Allemands de la monarchie étaient trop peu nombreux à eux seuls pour s'opposer aux forces centrifuges, il fallait nécessairement qu'il cherchât au dehors son centre de gravité et qu'il s'adossât aussi étroitement que possible à la Confédération germanique.

En dépit de ses allures de tranche-montagne, Schwarzenberg avait encore beaucoup d'affaires sur les bras et il n'était guère en mesure d'appuyer par des faits ses circulaires impératives. Ses menaces laissaient pour le moment assez froids les Unitaires de Francfort: dans tous les cas, elles les inquiétaient beaucoup moins que les façons sibyllines de Frédéric-Guillaume IV.

Après avoir, dans une heure d'affolement, livré Berlin à la Révolution (19 mars 1848), le roi de Prusse s'était un moment persuadé qu'il avait désiré ce qui était arrivé; il avait, à la tête des émeutiers triomphants, promené dans la ville le drapeau noir, rouge et or, en répétant aux échos étonnés que désormais la Prusse se confondait avec l'Allemagne. — De quelle manière se ferait la fusion? — Il n'en savait trop rien : il se grisait volontiers de mots et, pourvu que la navigation lui plût, ce n'était pas sa manière de se demander où il aborderait. Les hobereaux, à qui il ne retirait pas sa confiance même dans ses heures d'exaltation sentimentale et de libéralisme romanesque, se chargèrent de calmer sa fougue. Ils étaient séparés entre eux par des différences très profondes, ainsi que les événements le prouvèrent par la suite, mais sur quelques points essentiels ils s'entendaient parfaitement : Prussiens avant tout, ils avaient en abomination les doctrines démocratiques, c'est-à-dire que, dès le premier jour, les libéraux de Francfort leur avaient inspiré une invincible antipathie. Les sentiments du roi à cet égard n'étaient guère différents des leurs.

Il avait été forcé de convoquer à Berlin une Assemblée constituante, Les radicaux y étaient rares et il eût suffit pour satisfaire la population d'un peu de bonne humeur et de sincérité. C'étaient malheureusement les vertus qui étaient le plus étrangères à Frédéric-Guillaume. Peu à peu les provocations de la réaction et les réticences du souverain irritèrent la majorité et accrurent l'influence de la gau-

che : des motions imprudentes furent votées; l'énervement de l'Assemblée gagna la rue et se traduisit par quelques émeutes. La Camarilla exagéra les faits, prêta à l'opposition les plus noirs projets et montra à Frédéric-Guillaume l'abîme béant sous ses pas. Pour échapper aux périls assez imaginaires qu'on lui dépeignait, il forma un ministère réactionnaire que présida le comte de Brandenbourg et dont l'âme fut le baron Otton de Manteuffel. La Chambre protesta; elle fut dissoute, Berlin mis en état de siège (nov. 1848), et Manteuffel octroya une constitution qu'il se réservait d'ailleurs de modifier (5 déc.). L'opposition n'essaya même pas une résistance qui n'avait aucune chance de succès.

Le coup d'état de Manteuffel avait inquiété les unitaires de Francfort, mais ils n'aimaient guère les radicaux et ils ne pouvaient à aucun prix se passer du concours de la Prusse. A Berlin, les féodaux victorieux ne leur surent aucun gré de leur abnégation : — Après qu'on avait écrasé la Révolution dans le royaume, allait-on pactiser avec elle au dehors ? Ils remontrèrent au roi qu'il n'avait pas le droit de sacrifier l'indépendance de sa couronne et que, s'il acceptait les présents des Parlementaires allemands, il deviendrait leur complice et leur prisonnier. La Prusse devait donner des lois à l'Allemagne, non subir ses conditions ; il concluait un marché de dupe, en ramassant dans la boue « une couronne sortie des pavés dans le genre de la couronne de Louis-Philippe, une couronne de bric à brac, pétrie de terre glaise et de fange ». — Le 3 avril 1849, Frédéric-Guillaume déclina les offres de la délégation de Francfort.

Il était impossible que le Parlement se relevât de cet échec ridicule ; il ne le tenta même pas et se dispersa peu à peu au milieu de l'indifférence générale (juin 1849). Seuls, les radicaux, qu'il avait toujours combattus, prétendirent sauver son œuvre et imposer aux princes la Constitution qu'il avait rédigée. Ils soulevèrent une partie de l'Allemagne, mais ils furent partout écrasés par les troupes prussiennes. La Révolution populaire avait définitivement échoué (juillet 1849).

Frédéric-Guillaume se savait bon gré d'avoir résisté à la tentation et il jugeait que sa vertu avait droit à une récompense. Il se présenta comme l'exécuteur testamentaire du Parlement défunt et se proposa de fonder par la diplomatie cette unité nationale que l'Assemblée de Francfort avait voulu établir sur la volonté populaire. Par une illusion d'ailleurs semblable à celle qui avait perdu les libéraux, il se trompa radicalement sur les difficultés qu'il allait rencontrer, s'imagina qu'il suffirait pour les conjurer de formules sonores et de gestes onctueux. Il protestait de sa bonne foi, de son désintéressement, ne

voulait dépouiller personne, — et il était sincère, ce qui n'empêchait pas que ses déclarations larmoyantes ne fussent en parfait désaccord avec la vérité. Aussi ses boniments ne trouvèrent-ils aucun écho. Pourquoi les autres souverains se seraient-ils bénévolement dépouillés en faveur d'un de leurs collègues ? Les raisons sentimentales qu'il invoquait les laissaient absolument indifférents, et, maintenant que l'ordre était rétabli et les émeutes réprimées, ils n'avaient plus aucun motif de dissimuler leurs véritables sentiments. Pour se défendre contre les marivaudages importuns de la Prusse, ils s'adressèrent à l'Autriche qui, victorieuse des Magyars et des Italiens, était maîtresse désormais de jeter toutes ses forces dans la balance.

Pour le moment, Schwarzenberg avait une partie excellente : dissimulant ses lointaines espérances, il se présentait comme le défenseur de la souveraineté des princes et de l'équilibre européen, également menacés par les manœuvres des Hohenzollern. Il se conciliait ainsi, en même temps que l'appui des cours secondaires, les sympathies de l'Europe et en particulier du tsar Nicolas, qui poursuivait d'une haine de maniaque tout ce qui, de près ou de loin, ressemblait à une idée révolutionnaire. Dans de pareilles conjonctures, Frédéric-Guillaume IV s'amusait à jouer avec le feu et à se donner l'ivresse du danger. L'*Union* qu'il avait fondée et à laquelle n'étaient restés à peu près fidèles qu'une vingtaine de princes de faible importance, ne l'intéressait plus guère; mais, à travers, il entrevoyait toujours le rêve du Protectorat germanique et il ne s'arrachait pas à cette obsession décevante. Il ne faisait rien pour atteindre le but, mais ses ministres les plus influents et ses confidents les plus aimés ne parvenaient pas à lui arracher un renoncement définitif et formel. Il attendait béatement un miracle qui dessillerait les yeux de ses adversaires.

Schwarzenberg perdit patience, lui dicta durement son ultimatum. Une première fois, il fallut que Brandenbourg courût à Varsovie pour calmer le tsar Nicolas (octobre 1850) : quelques semaines plus tard, Manteuffel sollicitait humblement une entrevue du ministre autrichien et, après l'avoir obtenue à grand'peine, allait à Olmutz faire amende honorable et écouter les conditions de François-Joseph (28 novembre). Les partisans du particularisme triomphaient bruyamment : il avait suffi d'apporter à la lumière du jour ces idées vagues et ces conceptions creuses avec lesquelles on trouble l'âme des foules pour qu'elles tombassent en poussière. On avait laissé le champ libre aux phraseurs d'universités : qu'avaient-ils fait de leur pouvoir ? De cette année d'orgie, il ne restait qu'un mal aux cheveux universel.

Aucun des acteurs qui avaient été mêlés à cette tragi-comédie n'avait éprouvé d'aussi humiliantes défaites que la Prusse. La gravité même des périls qu'avait courus l'Autriche donnait à ses revers comme une grandeur héroïque, tandis qu'il y avait quelque chose de mesquin et de piteux dans les déconvenues de Frédéric-Guillaume IV. Le rocher de bronze sur lequel la monarchie reposait depuis Frédéric-Guillaume Ier, avait cédé à la première tempête; le roi n'avait trouvé le courage de combattre la Révolution que lorsque les insurgés de Vienne avaient été écrasés par Windischgraetz. Sa politique extérieure n'avait été ni plus glorieuse ni plus habile : il avait sournoisement caressé des ambitions qu'il n'avait osé ni avouer ni soutenir; il avait déconcerté ses partisans par la plus bizarre succession d'audaces mal combinées et de brusques couardises. Il avait essayé de justifier ses prétentions à l'Empire en embrassant la cause des Allemands du Schleswig et du Holstein, et, après les avoir compromis et ruinés, il les livrait au Danemark contre lequel ils s'étaient révoltés; il avait pris en main la cause des constitutionnels de la Hesse-Cassel, et ses soldats collaboraient à l'exécution fédérale réclamée par Hassenpflug contre les défenseurs de la loi et du droit. On s'explique sans peine l'amertume des patriotes prussiens et que l'humiliation d'Olmutz leur ait paru plus amère que celle même d'Iéna. Après avoir provoqué la lutte, on n'avait pas même affronté le combat! Et devant qui, cette lâche reculade? Devant quelques roitelets, dont les trônes étaient encore chancelants! Devant un Schwarzenberg, qui avait été obligé de mendier l'intervention russe pour rétablir l'autorité de son Empereur dans ses provinces immédiates!

L'insolence du ministre autrichien exaspéra encore ces tristesses. Il était fort peu satisfait de l'issue pacifique de la crise, et il se vengeait, en avilissant la Prusse, de n'avoir pas pu la démolir; il racontait dans ses circulaires, avec une fatuité offensante, l'envoi de Manteuffel, ses supplications, la condescendance de François-Joseph, « qui n'avait pas cru pouvoir repousser les demandes du roi de Prusse si modestement formulées ». En réalité, il n'est pas démontré qu'en 1850 la Prusse eût été aussi aisément écrasée que le croyait M. de Beust, et sa seule cause réelle de faiblesse était alors dans la personne de son roi, trop nerveux pour supporter sans faiblesse les péripéties d'une guerre et trop imbu de préjugés pour accepter les alliances nécessaires. Mais cette infériorité était momentanée et fortuite et les ressources du pays demeuraient intactes. Les étrangers s'exagéraient l'importance de la crise intérieure de 1848, parce qu'ils ne se ren-

daient pas un compte exact des causes qui l'expliquaient. Dans un pays habitué à être solidement tenu en mains, les fantaisies et l'incohérence d'un souverain atteint d'une trépidation maladive de la volonté avaient produit une sorte d'ahurissement, et la bureaucratie, surprise dans une heure de désarroi, avait passivement accepté une révolution qui semblait appelée par le souverain. Il suffit, pour qu'elle se reprît, qu'elle se sentît de nouveau dirigée. La secousse, violente, mais passagère, n'avait ni ébranlé l'attachement profond du pays pour la dynastie, ni surtout altéré le patriotisme, très général et très vif : les hommes qui avaient quelque influence sur l'opinion, continuaient de croire aux destinées glorieuses du pays; ils étaient fiers, et avec raison, de ses institutions, de son armée dont la fidélité n'avait pas un moment chancelé, de la solidité de son crédit, de la prospérité de ses finances.

Depuis son arrivée au pouvoir, Schwarzenberg bluffait outrageusement. Tactique dangereuse, qui convenait à son tempérament de joueur, mais que ses successeurs pratiquèrent sans conviction, jusqu'au jour où un partenaire audacieux tint le pari et les obligea à abattre leurs cartes. Les campagnes d'Italie et de Hongrie avaient révélé les vices de l'organisation militaire de l'Autriche. Sous la surveillance tatillonne de Bach, qui réclamait de ses agents une obéissance passive, l'administration retombait vite dans ses habitudes d'indifférence et de langueur. Le papier-monnaie perdait 30 p. 100 et le budget se soldait chaque année par un déficit de 2 à 300 millions de francs. L'État ne vivait que d'opérations usuraires et le désarroi financier, non moins que le système protectionniste et l'insuffisance de l'instruction, arrêtait le développement de la richesse.

Sans doute le mal n'était pas incurable et la monarchie des Habsbourgs a traversé depuis, sans en mourir, des épreuves singulièrement cruelles. Mais elle était alors entre les mains de médecins bien étranges. Schwarzenberg et ses collègues n'avaient évidemment rien compris au sens des événements qui s'étaient accomplis sous leurs yeux. Instruits par l'expérience récente et moulus encore de leurs efforts impuissants, les peuples de la monarchie étaient disposés à se contenter de concessions minimes, et ils auraient accepté avec reconnaissance les réformes les plus modestes. Que le gouvernement se relâchât de son système de suspicion, qu'il leur accordât quelque liberté de mouvement, surtout qu'il respectât les droits essentiels des diverses nationalités, ils n'en demandaient pas davantage et cela eût suffi pour raviver le loyalisme. Au lieu de chercher à réconcilier dans la liberté les races ennemies, les ministres de François-

Joseph ne surent que copier les formes surannées de l'absolutisme. Ils empruntèrent à Joseph II et à Metternich leurs procédés les plus médiocres, sans avoir la générosité de l'un ni la dextérité de l'autre. Ils supprimèrent les garanties constitutionnelles et courbèrent tous les fronts sous le même despotisme niveleur et brutal. En s'efforçant d'établir une centralisation administrative qui froissait les sentiments les plus nobles et les instincts les plus essentiels, ils exaspérèrent les plus modérés et se condamnèrent à un régime de compression à outrance et de violences continues. Ils réalisèrent ce problème, jusqu'alors insoluble, d'unir les peuples et les factions, mais cette union se fit contre le gouvernement.

Les conséquences de ces erreurs furent d'autant plus lourdes qu'en Allemagne la Révolution de 1848 avait transformé et déblayé le terrain politique. Les radicaux qui formaient auparavant un groupe influent dans le sud et le centre, avaient été mis hors de combat par les malheureuses insurrections de Bade et de Saxe, et, depuis lors, ils n'ont joué à peu près aucun rôle. Les libéraux, de leur côté, avaient été guéris de leur présomption par leur récent échec : convaincus par l'événement que le particularisme avait des racines plus solides qu'ils ne l'avaient supposé et que l'unité germanique soulèverait en Europe de dangereuses défiances, ils se tinrent désormais en garde contre les excès d'un idéalisme optimiste et ils s'avouèrent que le droit a besoin d'être soutenu par la force. Ce qui leur avait manqué en 1848, c'était une armée : ils ne marchanderont pas leur concours au chef qui la leur offrira.

La masse de l'opinion était moins exigeante encore. L'attitude des princes secondaires, leurs lâches complaisances et leur mauvaise foi, leur égoïsme et l'implacable rigueur avec laquelle ils avaient abusé d'une victoire qu'ils n'avaient pas remportée eux-mêmes, avaient sérieusement atténué leur prestige et affaibli le loyalisme traditionnel. Le parti de la Grande Allemagne avait exploité contre la Prusse les préjugés confessionnels et trouvé un appoint sérieux dans les associations catholiques. C'était une alliance compromettante. Elle avait, en attirant l'attention sur les progrès de l'ultramontanisme, froissé les sentiments les plus intimes d'un peuple qui a sacrifié à la défense de la Réforme ses intérêts les plus précieux et qui, dans ses heures de défaillance, a toujours réservé la liberté de penser. Le réveil des nationalités slave et magyare d'ailleurs, que dissimulaient mal les jongleries constitutionnelles et les circulaires de Bach et de Schwarzenberg, soulignait de plus en plus le caractère composite de la monarchie des Habsbourgs, et c'était une sorte de paradoxe que

de prétendre amener l'Allemagne à abdiquer entre les mains de maîtres étrangers.

En réalité et en dépit des apparences, des divers candidats à la couronne impériale, un seul n'était pas disqualifié, c'était la Prusse; elle demeurait la carte forcée de tous ceux qui ne se résignaient pas à la prolongation indéfinie de l'anarchie fédérale. Les unitaires étaient d'autant plus disposés à solliciter sa tutelle qu'ils s'exagéraient beaucoup le rôle des puissances voisines dans leur déconvenue, de la France en particulier. En réalité, la France avait suivi les événements sans aucune passion. Mais ses voisins la connaissaient mal et lui prêtaient une constance d'ambition que n'avaient guère montrée ses anciens souverains et qui ne s'accommodait ni à son tempérament ni à ses nouvelles institutions. Il était raisonnable néanmoins de supposer que l'Europe n'accepterait pas sans mot dire la ruine de cette Confédération germanique, qui s'était montrée jusqu'alors une voisine de tout repos. Les esprits les moins subtils et les moins habitués aux combinaisons diplomatiques sentaient que la fondation d'un empire allemand centralisé bouleverserait l'équilibre universel et ils prévoyaient qu'elle soulèverait l'unanime résistance de tous les intérêts menacés. La question de l'unité germanique tendait ainsi à devenir surtout une question de politique étrangère, et rien n'était plus propre à incliner les esprits du côté de la Prusse, puisque, pour déjouer les intrigues des cabinets et triompher des rivalités extérieures, ce qu'il fallait avant tout, c'était une diplomatie et une armée.

Un répit assez long était nécessaire cependant pour que les esprits retrouvassent quelque élasticité et que les peuples surmenés reprissent goût à l'action. Les hommes d'état de Berlin ne firent rien pour hâter l'évolution qui se préparait, et leur réserve, qui avait son origine beaucoup moins dans une prudence calculée que dans une médiocrité naturelle, se trouva en définitive fort adroite. Un des plus grands bonheurs de la Prusse, c'est qu'elle a toujours été gouvernée par des hommes d'intelligence rassise : elle tient en grande estime ses philosophes et ses professeurs, mais elle les laisse dans leurs chaires; Manteuffel et ses collaborateurs n'étaient pas tourmentés par les idées, et les réalités immédiates avaient seules quelque importance à leurs yeux. Leur flegme endormit les défiances suscitées par l'agitation de Frédéric-Guillaume IV; trompés par cette somnolente immobilité, les petits princes, dont les jours étaient comptés, ne songèrent plus qu'à combattre leurs ennemis intérieurs, sans réfléchir qu'ils achevaient ainsi de gaspiller les derniers restes des sym-

pathies qui leur étaient demeurées fidèles. Pour le moment du moins, soutenus par le courant d'opinion qui entraînait l'Europe entière, et sûrs de ne rencontrer aucune résistance, ils s'attardèrent avec une satisfaction puérile à savourer les joies mesquines de la vengeance. La réaction ne fut peut-être pas aussi sanglante en Allemagne que dans d'autres pays, mais, pour être plus hypocrite, elle n'en fut pas moins odieuse. Elle prit aussi, conformément aux tendances du caractère national, une allure plus systématique. Les conservateurs victorieux, peu satisfaits de restreindre la liberté politique, entreprirent une restauration complète de l'ordre social. De pareilles gageures contre l'esprit et le mouvement du siècle ne réussissent guère : en 1851, les résultats furent assez piteux, hors de proportion assurément avec le gaspillage des forces mises en jeu et les colères suscitées. Les princes s'en aperçurent assez vite et, comme la plupart d'entre eux n'avaient guère l'étoffe de véritables tyrans, une fois qu'ils furent revenus de leur première colère, ils retombèrent dans leur inertie coutumière. La réaction s'enlisa et aboutit en dernière analyse à une sorte de paralysie et d'anarchie gouvernementale, jusqu'au moment où la maladie de Frédéric-Guillaume IV (oct. 1857), et bientôt après la guerre d'Italie, transformèrent les conditions de la vie politique, et où la question de l'unité allemande se présenta de nouveau à l'attention de l'Europe.

LIVRE PREMIER

AU LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LA RÉACTION

Les doctrinaires : Stahl. — La Diète de Francfort et les États secondaires : la Hesse-Electorale, le Hanovre, la Saxe et la Bavière. — La réaction en Prusse. — Le ministère Manteuffel; Westphalen et Raumer. — La Constitution de 1850. — L'arbitraire gouvernemental : le droit d'association et de réunion; les abus de la justice; les procès politiques. — La liberté de la presse. — Les élections. — Victoire complète de la droite en 1855.

A un moment où Frédéric-Guillaume IV n'avait pas encore complètement rompu avec les novateurs, le général Léopold de Gerlach, un des membres les plus influents de la Camarilla, écrivait dans son journal : « On doit considérer comme non avenu tout ce qui s'est produit depuis 1848. » Léo, avec Gerlach un des prophètes de la réaction, faisait honte aux souverains de leurs ménagements criminels : un simple feu de bataillon, au bon moment, sur la populace, aurait arrêté la révolution de 1789; « que de millions de vies n'auraient pas été ainsi protégées! que de misères matérielles et morales n'auraient pas été évitées! Par une sottise et une inhumanité impardonnables, les rois n'ont pas compris ces leçons. Dieu n'a pas cessé de les répéter depuis et il les a imprimées encore en lettres de feu en 1848 ».

Un pareil programme était à la hauteur des intelligences les moins subtiles et il satisfaisait parfaitement les barons de Strudelwitz et de Prudelwitz, dans lesquels le Kladderadatsch incarnait la sottise et la vanité des hobereaux. Il n'exigeait même qu'une dose de courage assez faible, puisque pour le moment les libéraux renonçaient à la lutte...

« Leur mot d'ordre, écrit Springer, c'était le verset de Jérémie : Nous avons essayé de guérir Babylone et nous ne l'avons pas sauvée de ses maux; quittons-la et retirons-nous chacun dans notre pays. » — « L'époque était trop dure pour moi, écrivait Bassermann à Mathy, il eût fallu que j'eusse vos nerfs »; et Gervinus à Dahlmann : « J'admire votre persévérance et votre constance que ne lasse point l'isolement; j'avoue à ma honte que je n'ai pas en moi cette veine. » Bientôt ce Dahlmann, lui-même, dont ses amis célébraient la solide carrure, soutenu d'ailleurs par une vanité prodigieuse, subit à son tour la contagion du découragement universel. Il s'était remis à l'œuvre, par un effort de volonté, mais la joie n'y était plus : « A la suite de la situation déplorable des choses, répondait-il, le 9 juin 1851, à son ami Gervinus qui le félicitait de sa bravoure, le printemps s'est, si je puis dire, retiré de la chose, et dès que je prends la plume, je sens qu'on a coupé à mon esprit les ailes et qu'elles ne veulent plus repousser. » L'amer désespoir de cette génération sacrifiée s'exhalait dans les sanglots de Heine : « Pourquoi le juste, portant sa croix, se traîne-t-il misérable, sanglant, tandis que, bienheureux, comme un vainqueur sur un fier coursier, trotte le méchant? Qui est coupable ici? Est-ce que par hasard Notre-Seigneur ne serait pas tout à fait tout-puissant? Serait-ce qu'il commet lui-même ce crime? Oh! ce serait infâme! — Telles sont les questions que nous nous posons sans cesse jusqu'au jour où, avec une poignée de terre, on nous fermera la bouche. Mais est-ce là une réponse? »

Les exécutions ou les procès avaient déjà décimé l'opposition radicale. L'énervement jeta dans des projets hasardeux les exaltés que le hasard avait jusque-là protégés et ils y disparurent sans profit et sans gloire. D'autres jugèrent décidément l'air irrespirable et allèrent chercher un asile en Angleterre et surtout en Amérique. Les cadres de la résistance furent ainsi brisés et l'armée révolutionnaire s'émietta et disparut. La foule oublia ses enthousiasmes et revint à ses travaux quotidiens et à ses plaisirs médiocres; elle railla son ivresse passée et rougit de l'idéalisme puéril auquel elle avait sacrifié un moment. Les mœurs s'abaissèrent et les caractères s'avilirent. Les lamentables exemples donnés par des princes qui violaient avec une cynique désinvolture leurs promesses les plus solennelles, exercèrent une déplorable influence sur les consciences chancelantes. Des défections retentissantes et des conversions trop avantageuses pour n'être pas suspectes, jetèrent comme une ombre de discrédit sur les hommes qui avaient été mêlés aux affaires publiques; le mépris qu'inspiraient ces renégats rejaillit sur les doctrines qu'ils avaient jadis répandues.

Cette fatigue universelle, ce dégoût et ce scepticisme moral trompaient l'œil assez peu pénétrant de Gerlach, mais des observateurs plus perspicaces estimaient que le péril n'était pas écarté, à peine peut-être ajourné. Frédéric-Guillaume IV s'est toujours figuré que l'insurrection du 18 mars à Berlin avait été l'œuvre d'un certain nombre d'agents polonais et français expédiés par le Conseil parisien de propagande révolutionnaire. Ces imaginations puériles étaient admises sans discussion par quelques-uns de ses confidents et, pour eux, rien n'était plus simple que de rétablir l'ordre. Mais, à côté de ces nigauds, il ne manquait pas autour de lui d'hommes qui savaient parfaitement que la chute de Louis-Philippe avait été, non pas la cause, mais l'occasion du soulèvement de l'Allemagne, et qu'il s'expliquait par une lente évolution antérieure; ils ne se dissimulaient pas la force réelle de leurs adversaires et ils connaissaient aussi les limites des renoncements populaires : même dans ces heures d'affaissement, ils sentaient une résistance sourde qu'il ne serait pas facile d'emporter. En leur qualité d'Allemands d'ailleurs, ils jugeaient que la force est partout nécessaire, mais qu'elle ne suffit à rien, et ils voulaient extirper le mal jusque dans ses racines.

La Révolution en Allemagne avait été sociale, plus peut-être encore que politique, et elle avait nettement opposé la propriété mobilière à la propriété foncière. Elle n'avait pas été seulement le soulèvement des sujets contre l'arbitraire des souverains, mais la révolte de la bourgeoisie contre la prépondérance des seigneurs. Elle avait sans doute poursuivi l'établissement d'un régime parlementaire, mais aussi, et surtout, l'abolition des privilèges et des restrictions qui arrêtaient l'essor de l'initiative individuelle. Ainsi comprise, elle n'apparaissait plus comme un incident sur lequel on passe dédaigneusement à l'ordre du jour, mais comme la manifestation brusque d'un virus invétéré que l'on ne guérirait pas par quelques palliatifs. Il était relativement facile pour le moment d'abolir l'œuvre de « l'Année folle », mais ce n'était là que le début, et, si l'on se bornait à cette œuvre de badigeonnage, tout serait bientôt à recommencer. Il fallait replacer sur des bases solides la société, qui avait été minée depuis longtemps par une série d'imprudences et d'erreurs. Déjà après la chute de Napoléon, la réaction avait trouvé ses doctrinaires, et la *Restauration de la Science de l'État* de Louis de Haller avait été le livre de chevet des défenseurs du trône et de l'autel. Ses arguments, qui avaient toujours paru un peu massifs et d'une platitude pénible, étaient démodés; ils furent rajeunis par Stahl qui termine avec éclat la grande lignée des de Maistre et des de Bonald.

Il était né à Munich (1802), d'une famille juive très attachée à sa foi, et, bien qu'il se fût converti au protestantisme en 1819, il ne s'affranchit jamais des souvenirs de sa jeunesse : son christianisme sans élan et sans espérance ne fut jamais celui de Paul et de Luther. Son éducation, dans un milieu pénétré des étroites formules de l'Ancienne Loi, explique seule l'ascétisme de sa soumission satisfaite à un Dieu irrité, qui ne présente à sa créature que d'insolubles énigmes et se plaît à égarer la pensée humaine dans un dédale inextricable de pièges et de chausse-trapes. Il n'avait été attiré vers la Réforme que par les côtés les plus sombres de sa théologie, et il ne voyait que des impies dans ceux des disciples de Luther qui discutaient ou interprétaient la Révélation. Il condamnait la tolérance, « fruit de l'indifférence et de la cruauté », et il n'admettait d'autre science que « celle qui ne repose pas sur sur sa propre sagesse, mais sur la Parole divine ». Contre l'anarchie de la pensée, il voulait associer dans une sainte ligue les fidèles qui cherchaient dans la religion le fondement unique de la société et de la vie; aussi, pour écraser l'impiété et la révolte, acceptait-il volontiers l'alliance de l'Église romaine, dont il admirait la tenue et l'unité : « le vrai catholique est non seulement plus chrétien, mais plus protestant que celui qui n'est chrétien que de nom, de même que le vrai protestant est non seulement plus chrétien, mais plus catholique que le catholique de surface ». Il n'avait étudié la philosophie que pour en démontrer l'impuissance : la science avait été égarée par les séductions et les folles promesses du rationalisme; il lui ordonnait de faire demi-tour, de demander désormais sa lumière à la volonté divine, telle qu'elle nous est révélée par l'histoire.

Nous sommes toujours dominés par le milieu dans lequel nous avons grandi : les premiers chefs de l'École romantique demeuraient malgré tout les fils du XVIIIe siècle, ils avaient moins la foi que la volonté de croire, et leur religiosité était trop teintée de littérature pour ne pas reculer devant certains renoncements; leur pensée faisait volontiers l'école buissonnière et l'Église n'ouvrait ses bras qu'avec inquiétude à leurs repentirs intermittents. Stahl, qui appartenait à une autre génération, était moins artiste et plus logique, et son action fut plus pénétrante, parce qu'il était plus sincère. Il aimait à dire « qu'il avait eu le courage de faire un usage positif, aussi complet que possible, des convictions que l'on enferme d'habitude au plus profond de son cœur et que l'on se borne à défendre contre des attaques ennemies ». — Il étalait sa foi avec une franchise provocante, mais on le lui pardonnait plus aisément qu'à Schlegel, parce qu'elle n'était pas pour lui une

distraction poétique, mais qu'elle formait bien vraiment la substance de sa pensée et l'armature de son esprit.

Un des premiers actes de Frédéric-Guillaume IV, après son avènement, avait été de l'appeler à Berlin, en même temps que Schelling. Hegel avait été jusque-là le grand pontife officiel de la Prusse, et les Hohenzollern n'avaient aucune raison de se plaindre de lui. Mais, avec quelque vigueur qu'il combattît l'esprit révolutionnaire et quelque habileté qu'il déployât pour voiler les côtés inquiétants de ses théories, il n'inspirait aux romantiques de la réaction qu'une confiance mitigée. Sa doctrine était à double face et, malgré la componction édifiante avec laquelle il saluait la religion du Christ, il n'était pas besoin d'être grand clerc pour flairer en lui le rationaliste impénitent; il était d'ailleurs fort compromis par ses disciples, les Bruno-Bauer, les Feuerbach, les Arnold Ruge et tous les chefs de la gauche hegelienne. Avec Stahl, on n'avait pas à craindre de semblables surprises et on était sûr que ses disciples ne feraient jamais défection. Il n'en recruta pas beaucoup à l'Université. Il attirait et il retenait les auditeurs par la décision de sa pensée, l'acuité de sa critique, l'étendue de son érudition et la logique apparente de sa doctrine. Sa voix grêle remplissait aisément les espaces les plus étendus et il dissimulait beaucoup d'art sous la simplicité affectée de ses discours. Il avait étudié de très près les polémistes français et il avait le don des formules condensées qui font image et s'imposent à l'imagination. Il lui manquait pour atteindre la grande éloquence l'abandon et la flamme, mais il lui arrivait par moments d'en donner l'illusion, et, pour être convaincu et entraîné par lui, il suffisait qu'on n'y résistât pas. Les quelques paradoxes tapageurs auxquels son nom est attaché, donnent de lui l'idée d'un fier à bras. En réalité, ce croisé n'avait aucun goût pour les séances tumultueuses. Très modeste et très simple de mœurs, de manières réservées et presque timides, toujours vêtu de noir, il tenait à la fois du magistrat et de l'ecclésiastique, et ses qualités de sérieuse et de haute probité morale inspiraient le respect même à ses adversaires.

Ses livres, surtout sa *Philosophie du droit étudié au point de vue de l'histoire*, dont il avait publié le premier volume dès 1829, lui avaient acquis quelque réputation dans le monde universitaire, mais seule la Révolution de 1848 attira sur lui l'attention du grand public et il devint dès lors le théoricien incontesté de l'extrême droite. Ce qu'il demandait, ce n'était pas seulement de supprimer les dernières constitutions, et même, après tout, ces constitutions bien interprétées n'étaient pas si mauvaises : elles permettraient à la noblesse d'expri-

mer son opinion et de surveiller la bureaucratie trop disposée à pactiser avec les idées nouvelles. Stahl se défendait d'être un réactionnaire et il n'était certes pas un absolutiste, il réclamait une liberté morale et religieuse et le respect, sous le contrôle de l'Écriture, des droits régulièrement établis. Depuis que la faute originelle a déchaîné nos mauvais penchants, l'homme, sans cesse sollicité par eux et victime de ses instincts sauvages, ne saurait être protégé contre ses erreurs et ses fautes que par une puissance sociale solidement organisée. L'État est ainsi un reflet du royaume céleste, et les forces qui le constituent sont l'expression même de la loi morale; elles sont l'œuvre de Dieu qui les a établies pour le salut de sa créature, et quiconque se soulève contre la tradition et l'histoire, travaille à la ruine de l'humanité.

Ainsi réduite à ses conclusions essentielles, cette philosophie n'est ni très originale ni très profonde. Telle quelle, elle répondait aux désirs des hobereaux prussiens et elle dissimulait sous un vernis de métaphysique leurs ambitions très concrètes. « La Révolution, écrivait Manteuffel dans une assez mauvaise langue, — mais on a rarement écrit un aussi piètre allemand que dans l'entourage de Frédéric-Guillaume IV, — a son centre et ses racines, non plus dans le tumulte des rues, les conspirations, les conflits criminels, mais dans l'absence de tout sentiment religieux, le mépris de toute autorité, dans l'adoration de la science humaine, sentiments si répandus en particulier dans les classes prétendues éclairées. » — Stahl lui offrait le moyen de rétablir sur des bases solides le principe de l'autorité que ses défenseurs légitimes avaient imprudemment abandonné.

Les souverains avaient eux-mêmes en effet préparé la ruine de leur puissance, quand, pour satisfaire leurs caprices arbitraires, ils avaient pactisé avec la philosophie et le rationalisme en portant une main sacrilège sur les prérogatives de la noblesse et de l'Église. Pour prévenir une catastrophe irréparable, l'heure était venue de rompre avec les lâches ménagements et les folles complicités d'une bureaucratie niveleuse et frivole, en restaurant la hiérarchie des forces sociales. Les privilèges de la noblesse et du clergé n'étaient ni moins respectables ni moins utiles que les pouvoirs des souverains, et ils avaient eux aussi leur base dans la sagesse de la Providence. On ne fait pas à l'anarchie sa part : « La Révolution n'est pas un acte de révolte, mais un système de bouleversement, qui veut au sommet ce qui, en vertu de l'orde éternel, doit être à la base. » — Révolutionnaires, l'ouvrier qui veut échapper aux corporations, le paysan qui se regarde comme l'égal du seigneur, le bourgeois qui conteste la prérogative des pro-

priétaires nobles, le parlementaire qui substitue aux chartes historiques la souveraineté nationale. Les constitutions modernes, fondées sur le suffrage populaire, prétendent favoriser le progrès, mais le progrès n'est qu'un élément de dissolution ; les seules constitutions viables ne sauraient être que la cristallisation du passé. — Il fallait les relever et, pour cela, organiser la coalition des forces conservatrices qui « permettront, ainsi que l'écrivait la *Gazette de la Croix*, non seulement de revenir au mois de février 1848, mais de faire revivre les vérités éternelles, les idées de droit et de liberté qui, bien longtemps auparavant, s'étaient évaporées sous le poids de plomb d'un gouvernement sans caractère ou, dans le cas où il en avait un, de tendances purement négatives ».

La première condition pour exécuter une tâche aussi vaste était l'unité de direction. Stahl et ses amis, particularistes par définition, n'avaient cependant aucune objection contre l'intervention de la Diète fédérale, du moment où elle s'exercerait en leur faveur.

Dans la Conférence de Dresde (oct. 1850 à mai 1851), Schwarzenberg, qui arrivait très exalté par son succès d'Olmutz, avait demandé l'établissement à Francfort d'un Directoire exécutif où il eût disposé d'une majorité docile, et l'entrée dans la Confédération de toutes les provinces autrichiennes, c'est-à-dire, au point de vue pratique, la garantie par l'Allemagne de l'intégrité de la monarchie autrichienne.

Manteuffel, en présence de ces ambitions, éveilla fort habilement les craintes des cours secondaires, et, après plusieurs mois de négociations pénibles et de vaines récriminations, on en était revenu aux anciennes conventions et à la Confédération traditionnelle. La Diète alors reprit paisiblement ses séances suspendues depuis 1848 et se mit aussitôt à l'œuvre pour effacer les derniers vestiges de la tourmente qui avait failli détruire l'œuvre du Congrès de Vienne (mai 1851).

Dès le 29 août 1851, la Prusse et l'Autriche proposèrent la nomination d'un comité chargé de veiller « à ce qu'aucun État fédéral ne conservât des institutions ou un ordre de choses dangereux pour la paix et la tranquillité intérieure de ces États, et par conséquent pour la sécurité politique » ; le projet fut accepté d'enthousiasme ; en même temps, sans discussion, l'Assemblée annula solennellement les droits fondamentaux qui avaient été votés par le Parlement de Francfort et mit à l'étude des lois générales sur la presse et la liberté de réunion.

Le Comité exécutif, que l'opinion flétrit du nom de Comité de réaction, déploya une activité dont les commissions fédérales n'étaient guère coutumières : il provoqua et favorisa la suppression d'un assez grand nombre de constitutions démocratiques, ainsi dans les villes

de Hambourg, de Brême et de Francfort, dans les principautés de Waldeck, de Lippe, d'Anhalt, dans le Luxembourg, le Hanovre, la Hesse-Cassel. Les lois organiques sur la presse et le droit de réunion ne furent promulguées qu'en juillet 1854; mais, en attendant, la Diète invitait les gouvernements à éloigner les écrivains dangereux, et la commission de la haute police fédérale surveillait « dans leur ensemble les plans et les entreprises des partis, poursuivait les ramifications de leurs complots et combattait avec énergie et méthode les moyens d'attaque et de défense de la Révolution ». La conférence de Eisenach (juillet 1854), où la plupart des gouvernements avaient délégué leurs agents les moins scrupuleux, remplissait les prisons qui bientôt ne furent plus suffisantes pour contenir les condamnés. Des listes de suspects circulaient, ces fameux livres noirs ou rouges où étaient dénoncés à la vindicte publique, souvent avec la plus incroyable légèreté, les hommes que l'on soupçonnait de sympathies libérales. Il fut un moment question d'interdire ou de réglementer les déplacements des artisans et des ouvriers. On considérait comme suspect tout homme qui n'avait pas donné des preuves flagrantes de servilité. Les arrestations arbitraires, la vénalité des juges, les visites domiciliaires et la violation du secret des lettres, la difficulté des voyages gênés par l'exigence des passe ports, les tracasseries de la police, l'intervention constante d'une bureaucratie soupçonneuse, provoquèrent un tel courant d'émigration que les gouvernements s'émurent « des ravages sensibles qu'elle produisait dans certaines contrées »; mais, après tout, cette saignée, « qui éloignait de l'Allemagne des mécontents par centaines de mille, envisagée au point de vue politique, ne pouvait être considérée comme un malheur ». Metternich, qui n'avait pas repris le pouvoir, mais dont les conseils étaient fort écoutés à Vienne, avait tout lieu d'être satisfait. Comme en 1820 et en 1830, la Révolution avait servi ses projets, et l'Assemblée fédérale suivait plus docilement que jamais l'inspiration du délégué autrichien qui la présidait.

Les avantages qu'une pareille situation créait aux Habsbourgs, étaient multiples. Tout d'abord, elle leur permettait de persévérer sans inquiétude dans la politique de centralisation brutale et de despotisme que Schwarzenberg avait inaugurée à l'intérieur de la monarchie. Le 31 décembre 1851, il avait abrogé la Constitution qu'il avait lui-même octroyée, et Bach, dans lequel il avait trouvé un agent selon son cœur, sans ménagements et sans scrupule, s'appliquait depuis lors à faire de l'Autriche comme la caricature de la France de Napoléon III. Il avait respecté les lois qui avaient affranchi les

paysans des corvées et des services féodaux, parce que la moindre tentative pour revenir en arrière sur ce point eût risqué de provoquer une jacquerie et que, d'ailleurs, il trouvait profit à affaiblir la noblesse historique, dont les traditions et les intérêts s'accommodaient mal avec ses théories niveleuses; mais, sur tous les autres points, il avait poursuivi avec une fureur de renégat les plus faibles vestiges des conquêtes révolutionnaires. La liberté de la presse avait été confisquée, les droits de réunion et d'association supprimés, les anciens États avaient disparu et les nouvelles assemblées qui devaient les remplacer, n'étaient pas constituées; la science était suspecte, et la pensée, frappée d'interdiction; en attendant la signature du concordat (1855) qui livra pour de longues années la monarchie à la domination ultramontaine, les évêques recevaient les privilèges les plus exorbitants et étendaient sur les écoles leur surveillance ombrageuse. De semblables procédés qui soumettaient aux mêmes intolérables vexations les Magyars dont la révolte avait failli emporter la monarchie et les Slaves qui l'avaient sauvée, avaient provoqué une sombre unanimité de colères qui n'attendaient qu'un prétexte pour se manifester. Bach supportait allègrement son impopularité, tant que les mécontentements qui grondaient autour de lui n'avaient aucun appui au dehors. A quel titre les Autrichiens auraient-ils réclamé une liberté plus grande que celle dont se contentaient les Allemands ?

Malgré sa déconvenue de Dresde, Schwarzenberg avait ajourné plutôt qu'abandonné ses projets mégalomanes et, après sa mort imprévue (5 avril 1852), ses successeurs, moins impétueux et plus timorés, ne répudièrent pas son héritage. Ils étaient sûrs de la docilité des princes tant que ceux-ci seraient en conflit ouvert avec leurs sujets, et ils habituaient en même temps peu à peu l'Allemagne à suivre l'impulsion qu'ils lui imprimaient; le moment venu, cette hégémonie morale se transformerait aisément en domination réelle.

Ces calculs n'avaient pas échappé à plusieurs des souverains et ils jugaient que ce n'était vraiment pas la peine de défendre leur autorité contre la Révolution, si c'était uniquement pour en faire ensuite hommage à l'Autriche. Ils acceptaient à l'occasion les services de la Diète, mais ils redoutaient ses empiétements et ils invoquaient volontiers l'Acte constitutionnel de 1815, qui était la charte de leur indépendance. Le zèle de la Présidence était ainsi entravé par une opposition dilatoire, d'autant plus effective qu'elle s'accordait merveilleusement avec les habitudes de l'Assemblée et ses procédés ordinaires de travail. Ces adversaires sournois de l'Autriche trouvèrent un allié précieux dans le nouvel ambassadeur prussien.

M. de Bismarck, que Frédéric-Guillaume IV avait envoyé à Francfort commencer son éducation diplomatique (1851), arrivait encore tout bouillant des luttes qu'il avait soutenues à Berlin contre la Révolution. Mais il était de ceux qui ne perdent pas leur sang-froid même dans les heures de surexcitation.

Il n'avait certes aucune sympathie pour les libéraux et, quand ils avaient voulu entraîner la Prusse à leur remorque, il avait vertement rabroué leur outrecuidance. Était-ce une raison pour les pousser à bout? Il n'ignorait pas que, dans la foule des princes de troisième ordre, plus d'un guettait les défaillances des Hohenzollern. Comme les ressources propres de ces ambitieux étaient nulles, ils flattaient sous main l'opinion publique, et leur libéralisme de surface rejetait volontiers sur autrui l'odieux des mesures de répression dont ils profitaient.

Bismarck n'avait dès lors aucune naïveté et il n'a jamais péché par un excès de confiance : il suivait par exemple avec attention les menées du prince Ernest-Auguste de Saxe-Cobourg et Gotha, qui s'était beaucoup démené pendant la Révolution et qui, au moment des tentatives d'Union prussienne, avait déployé une ardeur un peu encombrante. « Pas trop de zèle », lui disait alors Frédéric-Guillaume IV lui-même. — Mais Ernest était de ceux à qui leur imagination ne permet pas le repos. Il ne se jugeait pas inférieur à son oncle Léopold, qui régnait à Bruxelles, ou à son frère, le prince Albert, qui avait épousé la reine Victoria ; le baron de Stockmar, qui, après avoir été mêlé de près aux grandes affaires internationales, prenait sa retraite à Cobourg, lui enseignait les moyens de se servir de l'opinion. Il se piquait de littérature, composait des opéras et frayait volontiers avec les écrivains. Freytag, le romancier populaire, un de ses familiers, se porte garant de sa bonne foi et il assure qu'il n'a jamais cherché à exploiter ses relations ; il avoue pourtant « qu'il ne pouvait pas toujours suivre l'essor de cet esprit inquiet ». Avec Freytag arrivaient la plupart des rédacteurs des *Grenzboten*, un des journaux les mieux rédigés et les plus influents de l'Allemagne. On discutait la fondation d'une revue qui rallierait les restes dispersés du parti unitaire et libéral; on déplorait les malheurs de l'Allemagne abandonnée par ses protecteurs naturels. Le prince de Cobourg en éprouvait un tel navrement que les sceptiques le soupçonnaient de vouloir consoler son veuvage.

Les agitations confuses du parti de Gotha, — c'était le nom sous lequel on désignait les débris de l'ancienne majorité de Francfort, — n'inquiétaient guère Bismarck, mais il avait pour principe de

surveiller même les adversaires qu'il dédaignait, et il entendait laisser aux divers gouvernements le soin « de rompre directement avec la Révolution et de se compromettre sérieusement avec elle ». Il dénonçait la mauvaise foi de Schwarzenberg, qui, après son échec de Dresde, avait transporté la rivalité sur le terrain économique et travaillait à ruiner le Zollverein. Dans les luttes très aigres que provoqua le renouvellement de l'union douanière, il eut l'occasion de rechercher la sympathie de la bourgeoisie industrielle et commerçante, et il n'hésita pas à entrer en relation avec des journalistes démocrates. Puis la guerre de Crimée montra combien étaient divergents les intérêts de l'Autriche et de l'Allemagne et les cours secondaires se rapprochèrent à Bamberg (25 mai 1854), pour résister à la pression de la cour de Vienne. Beust, Dalwigk et Bismarck lui-même ne trahissaient certes pas la cause réactionnaire, mais les rivalités et les préventions particularistes n'en réduisaient pas moins la Diète fédérale à un rôle de surveillance lointaine et de protection indirecte, et il lui était dès lors impossible d'imprimer à la Restauration une direction unique et systématique. Les théories de Stahl et de son école, souvent invoquées, ne furent donc pas méthodiquement appliquées par des ministres empiriques et qui vivaient au jour le jour. Suivant le hasard des circonstances ou le caractère des hommes, l'oppression pesa plus ou moins lourdement sur les peuples, mais elle fut partout inintelligente, mesquine, platement matérialiste et, pour ainsi dire, d'un opportunisme brutal ; comme elle ne reposait que sur la force, elle s'usa assez rapidement.

Elle fut dure surtout dans l'Allemagne septentrionale, la Saxe, le Hanovre, la Hesse-Cassel, parce que les institutions parlementaires n'avaient pas eu le temps de s'y acclimater et que l'évolution démocratique y était en général beaucoup moins avancée et moins ancienne que dans le Sud. — Les souverains de Cassel, qui, au XVIe siècle, avaient fourni à la Réforme quelques-uns de ses défenseurs les plus hardis, avaient depuis longtemps oublié les glorieuses traditions de leur famille et devaient une célébrité fâcheuse à leur cupidité et à l'entêtement de leur orgueil. Frédéric-Guillaume Ier, qui dirigeait les affaires depuis que son père s'était éloigné du pays plutôt que de transiger avec l'émeute (1831), avait pris le titre d'Électeur en 1847, à la mort de Guillaume II. Il régnait sur un peuple de 800.000 habitants environ, dans les régions de la Fulda supérieure et de l'Eder, son affluent. Sauf quelques districts qui, par l'ancienne abbaye de Fulda et le comté de Hanau, s'étendaient jusqu'au Mein, le pays était difficile et accidenté, la population pauvre, le progrès lent, les mœurs grossières et rudes.

Les souverains, personnellement très avides et très riches, redoutaient le développement de l'industrie et du commerce, qui favorise l'esprit d'insubordination ; il fallut une révolution pour qu'ils adhérassent au Zollverein et ils s'opposèrent le plus longtemps qu'ils purent à la construction des chemins de fer : encore en 1848, il fallait de quinze à vingt heures pour aller de Cassel à Dresde, à Cologne, à Berlin ou à Francfort.

Ces précautions ne leur servirent guère. Les Hessois sont célèbres même en Allemagne par leur entêtement, et les longues procédures ne les effraient pas. En 1831, ils avaient arraché une constitution à leur prince, et dès lors s'ouvrit entre eux et leur souverain une querelle qui ne se termina qu'à la chute de la dynastie. Pendant la révolution de 1848, Frédéric-Guillaume Ier, comme ses voisins, avait accordé à ses sujets tout ce qu'ils lui avaient demandé ; mais, dès que l'occasion se présenta de reprendre l'avantage, il la saisit avec empressement. Radowitz le comparait à Caligula, ce qui évoquait une bien grande image ; il est vrai qu'il avait des instincts pervers, des idées courtes, et qu'il n'appréciait dans le pouvoir que la faculté d'être désagréable aux autres ; il avait épousé morganatiquement la femme divorcée d'un capitaine peu scrupuleux et il l'avait créée princesse de Hanau : cette union qui avait fait scandale et l'avait brouillé avec la cour de Berlin, l'avait mis dans une situation pénible qui irritait encore son humeur naturellement hargneuse ; il ne traitait d'ailleurs guère mieux ses amis que ses adversaires, bousculant et frappant ses serviteurs et s'amusant à laisser ses ministres se morfondre dans son antichambre pendant qu'il jouait au billard. Il ne s'avisa jamais que le premier devoir d'un despote est de se former un parti.

Aussi, quand, en 1850, il se débarrassa du cabinet libéral et rappela au pouvoir Hassenpflug, qui avait déjà essayé de supprimer la Constitution de 1831 et qu'il avait dû congédier une première fois en 1837, il se heurta à une résistance unanime. Les fonctionnaires refusèrent d'exécuter des ordonnances illégales et de poursuivre la perception des impôts ; les officiers invoquèrent le serment qu'ils avaient prêté à la Charte, et le commandant-général, le général Bauer, donna sa démission. Hassenpflug n'était pas un ambitieux vulgaire, mais un fanatique et un mystique : dans sa jeunesse, il avait été un des adeptes de la Burschenschaft, puis s'était épouvanté des progrès du rationalisme et il voulait étayer l'autel sur le trône ; il jugeait à sa valeur Frédéric-Guillaume et lui tenait tête à l'occasion avec une franchise acerbe ; mais il exigeait qu'on respectât en lui l'oint du Sei-

gneur. Très entier, friand de la lame, il avait prévu et désiré le combat; il invoqua contre les rebelles l'appui de la Diète et de l'Autriche (sept. 1850).

A la pensée de voir des régiments étrangers s'installer dans une principauté qui relevait naturellement de la Prusse et couper les communications des provinces orientales et occidentales de la monarchie, l'opinion se souleva à Berlin, et un conflit parut inévitable (nov. 1850). Manteuffel eût trouvé fort ridicule de risquer une guerre pour quelques révolutionnaires « en robe de chambre et en pantoufles »; il sacrifia les mécontents hessois, et le commissaire prussien s'unit bientôt au délégué autrichien pour punir les récalcitrants (1851).

Hassenpflug triompha sans modération. Il ne connaissait d'autre moyen de gouvernement que l'état de siège, ne tenait aucun compte des lois, et chargeait les garnisaires bavarois, les « Straf-Baiern », d'amener les obstinés à résipiscence. Il avait pour auxiliaire un sectaire, Vilmar, critique délicat et pénétrant, mais qui jugeait tous les moyens légitimes quand il s'agissait de venger la Providence; son implacable et étroite orthodoxie donnait au despotisme de Frédéric-Guillaume un relent de sacristie. Les populations ne le supportaient pas avec moins d'impatience pour cela, mais l'Électeur savait mauvais gré à ses agents de ce mysticisme protestant, qui semblait à son orgueil exigeant une coupable concession de leur loyalisme.

Il finit par congédier Hassenpflug (1855), mais sans modifier en rien ses procédés de gouvernement. La situation resta donc toujours aussi tendue. Les électeurs renvoyaient avec une obstination qui avait des apparences d'héroïsme les mêmes députés qui revendiquaient avec une inlassable constance le rétablissement de la Constitution abrogée en 1852 par la Diète de Francfort. Beaucoup de ces députés étaient fort médiocres, leur intelligence était courte et leur horizon borné; ils n'en combattaient pas moins pour une cause juste, et les séductions aussi bien que les menaces s'usèrent vainement contre leur opiniâtreté. Ils étaient trop faibles pour essayer une révolte ouverte et ils n'y songeaient guère, mais ils ne cédaient pas et réservaient l'avenir; cette lutte dura jusqu'en 1866, plus ou moins violente et passionnée, et elle acheva de ruiner les derniers sentiments d'affection qui unissaient encore les Hessois à leur dynastie légitime.

L'injustice serait extrême de comparer Georges V à Frédéric-Guillaume Ier, et pourtant les résultats de son règne ne furent pas moins désastreux. Après la défaite de Napoléon, quelques politiques avaient

eu l'idée de créer dans l'Allemagne du Nord un État assez puissant pour contenir l'ambition prussienne : le Hanovre qui s'étendait sur le bassin inférieur de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, et qui comptait, en 1848, près de 1.800.000 habitants, ne manquait pas d'éléments de prospérité, mais le progrès y était entravé par des lois arriérées, que maintenaient l'indifférence ou les préjugés des souverains. Le roi Ernest-Auguste, 1837-1851, intelligent et brave, mais brutal, prodigue et sans foi, avait impudemment violé en 1837 la Constitution qu'avait solennellement acceptée son prédécesseur, et son coup d'état avait causé dans toute l'Allemagne un scandale retentissant. La Révolution de 1848 l'avait contraint à faire amende honorable ; trop vieux pour recommencer la lutte, il s'en était remis à son successeur du soin de rétablir l'intégrité du pouvoir royal.

Georges V, qui monta sur le trône en 1851, avait été élevé par sa mère dans les idées les plus étroites et il s'était indigné que son père n'eût pas répondu par des coups de canon aux demandes de ses sujets. Sa femme, une princesse d'Altenbourg, dont l'intelligence était assez courte et qui inclinait à la dévotion et au piétisme, quelques courtisans imprudents ou besogneux, ecclésiastiques ou laïques, exaspérèrent encore chez lui un amour-propre naturellement très chatouilleux et un orgueil de race presque maladif. Son infirmité, — il était devenu aveugle tout jeune par la maladresse d'un chirurgien, — avait développé de très bonne heure chez lui, avec une extrême finesse de perception, une défiance toujours en éveil. La suprême distinction de ses manières, la beauté classique de son visage, la dignité souveraine de ses allures imposaient le respect et l'admiration : il sentait la vénération mêlée d'attendrissement qui montait vers lui et il en éprouvait une sorte d'ivresse, mais elle s'attristait d'une lancinante et implacable amertume.

Ombrageux et jaloux, il prétendait régler personnellement jusqu'aux moindres détails, et sa mémoire impeccable, qui n'oubliait jamais les témoignages de fidélité et de dévouement, ne pardonnait pas la plus légère incorrection. Quelque petitesse ternissait ainsi ses plus hautes qualités, et, de toutes les vertus royales, la meilleure lui manquait, la générosité. Son instruction était étendue, mais son intelligence était étroite, et ses convictions n'étaient trop souvent que des préjugés.

Le plus ancré chez lui était son culte respectueux pour la légitimité et pour la dynastie des Guelfes qu'il confondait dans une même adoration puérile. Quelque haine que lui inspirât la Révolution, il ne se défendait pas d'un certain mépris pour les néophytes de la réac-

tion et il confondait dans son dédain des usurpateurs comme Napoléon ou des parvenus tels que les Hohenzollern. Il ne voisinait pas volontiers, même avec les princes qui partageaient ses idées et, au début, plutôt que d'accepter l'appui de la Diète fédérale, il conserva la Constitution et réalisa quelques-unes des réformes qu'avaient sollicitées les Chambres. Mais les « Chevaliers », très entichés de leurs privilèges, avaient présenté leurs griefs à Francfort avant même la mort d'Ernest-Auguste, et ils mêlaient adroitement à leurs récriminations égoïstes des éjaculations enflammées de dévouement; ils rencontrèrent un auxiliaire précieux dans le directeur de la police. Wermuth, avec son visage rubicond, sa rotondité de bourgeois satisfait, sa perruque rouge, toujours de travers, ses vastes mouchoirs à carreaux, avait d'abord inspiré au roi une répugnance instinctive; il en triompha par son activité et l'étalage de son zèle. On vantait la finesse de son flair, avec d'autant plus de raison qu'il découvrait partout des complots imaginaires. Les ministres modérés, qui demeuraient indifférents à ses inventions, furent renvoyés en 1853, et leurs successeurs remirent en vigueur la Constitution de 1840 (1855). Le pouvoir des États fut réduit, la responsabilité ministérielle et l'indépendance des tribunaux, supprimées ; le cens électoral fut élevé, les anciennes corporations féodales, rétablies. L'opinion publique était lasse, la résistance fut molle et flottante; et le ministre de l'intérieur, Borries, connaissait l'art de diriger les élections. Ce petit homme, maigre, chafouin, brusque, qui donnait ses audiences avec une calotte de velours usé sur la tête et des pantoufles de feutre gris aux pieds, était un type curieux de bureaucrate féodal.

Les nobles ne possédaient plus dans le royaume que 7 p. 100 des forêts et 6 p. 100 des terres cultivées, et leur médiocrité intellectuelle ou morale rendait leurs prétentions plus ridicules encore qu'odieuses; ils se moquaient de Borries, mais ils n'auraient pas trouvé dans leurs rangs de chef capable de mener la campagne. Le ministre, très laborieux, instruit, adroit, ne se piquait pas de conceptions géniales; il avait du moins une extrême souplesse et une imagination féconde en expédients. Il alla jusqu'à faire affilier aux francs-maçons le roi, qui prononça dans sa loge un discours *céleste*. La majorité domestiquée vota ce qu'on voulut, restitua au roi les biens de la couronne qui avaient été réunis au domaine public; c'était un cadeau annuel de deux millions de francs, affirmait l'opposition. « Vous exagérez, lui répliquait le conseiller de la couronne ; il ne s'agit que de 500.000 francs, et que sont 500.000 francs quand il s'agit de satisfaire le sentiment du droit chez Sa Majesté ! »

Borries parlait à l'occasion le patois de Chanaan, et, comme un autre, il invoquait les théories bibliques sur la monarchie de droit divin. Mais il manquait d'onction, et son visage, tourmenté d'un perpétuel sourire sarcastique, semblait donner un démenti à ses paroles. Son pathos de circonstance ne trompait personne et il servait le roi, comme jadis il avait promis de servir la Révolution, par amour du pouvoir. Il ne possédait lui-même qu'un assez pauvre domaine, tout grevé d'hypothèques, et il comptait plus pour maintenir son autorité sur la docilité des employés que sur le dévouement des nobles. Il avait la main lourde, mais il savait jusqu'où il pouvait aller, et, s'il malmenait l'opposition, il s'attachait à ne pas exaspérer l'opinion publique. Les fonctionnaires étaient soumis à une discipline de fer, la presse surveillée de près, les libertés municipales supprimées ; du moins l'administration était laborieuse et probe, les impôts modérés, et l'agriculture prospérait. La bourgeoisie lisait volontiers les pamphlets où Miquel dénonçait les mensonges et les escroqueries du cabinet, et les discours de Bennigsen dont le ministère avait accru l'autorité en essayant de l'exclure de la Chambre. Il était évidemment maladroit de s'aliéner ainsi la classe la plus influente, et une politique qui préparait à la Prusse de tels auxiliaires et qui rejetait dans l'opposition un homme comme Windthorst, manquait visiblement de prévoyance. Mais, pour le moment, les discours de l'opposition ne trouvaient guère d'écho dans les masses populaires, et Borries avait le mérite d'éviter les fautes irréparables.

Les nobles le trouvaient tiède et les piétistes l'accusaient de sécheresse morale : — le roi « n'avait pas seulement le pouvoir temporel, mais le devoir de développer chez ses sujets luthériens la vraie connaissance de Dieu ». Ils persuadèrent à Georges V de mettre en vigueur un catéchisme du XVIIe siècle qu'ils avaient déniché (1862). L'effet fut foudroyant. Il y avait bien sans doute quelque mauvaise foi dans les colères que souleva l'acte du gouvernement. Mais, sur le fond des choses, les critiques de l'opposition étaient parfaitement fondées : pourquoi restaurer des formules qui ne répondaient plus aux nouvelles tendances religieuses et qui, en soulignant des dissidences dogmatiques oubliées, risquaient de réveiller l'esprit d'intolérance et de secte? Surtout cette intrusion de l'autorité laïque dans le domaine de la foi était une insupportable offense à la liberté de conscience. — Les colères accumulées se déchaînèrent brusquement ; l'émotion gagna jusqu'aux chambellans et l'un d'eux déclara au roi qu'il était prêt à braver le supplice plutôt que de trahir sa foi. Georges V, obligé de retirer son ordonnance, passa sa mauvaise humeur sur Borries qui

n'était pour rien dans l'aventure (1862). Les nouveaux ministres, dont le libéralisme était des plus bénins, — le plus hardi était encore Windthorst, le futur chef du Centre allemand, — n'avaient pas l'oreille du souverain et ils n'étaient même pas admis à lui présenter directement les affaires ; ils remettaient leurs projets à Windthorst, qui les communiquait au comte de Platen-Hallermund, et celui-ci les apportait au cabinet du roi. Platen, qui plaisait au maître par la dignité majestueuse de ses allures, connaissait assez bien l'Europe ; personnellement modéré, raisonnable, malheureusement sans initiative et sans volonté, il ne cherchait qu'à gagner du temps et était toujours de l'avis du dernier qui lui parlait. Sous sa direction nonchalante, les décisions les plus urgentes étaient indéfiniment retardées et une dangereuse paralysie gagnait les services les plus importants. Georges V lui imposait en général l'obligation de prendre parti pour l'Autriche, ce qui créait au pays une situation dangereuse, et il conservait au ministère de la guerre le lieutenant-général de Brandis, joueur et paresseux, qui ne faisait rien pour organiser une armée solide. On ne poursuivait plus les libéraux avec la même rigueur, mais on ne tenait pas plus de compte de leurs désirs. Le roi après avoir permis à ses ministres de proposer une loi qui abaissait le cens électoral, refusa ensuite de la promulguer, et comme ils insistaient, il les remplaça (21 oct. 1865). Il parlait de dénoncer l'Union douanière avec la Prusse et combattait la politique libre-échangiste de Bismarck, qui répondait cependant aux besoins les plus manifestes de ses états. Avec les meilleures intentions du monde, il détachait ainsi peu à peu de lui la majorité des populations, sans rendre même des services bien évidents à la caste des hobereaux au triomphe desquels il avait lié sa fortune.

Les procédés n'étaient pas très différents dans les autres pays du Centre ou du Nord. Le Nassau, où le parti unitaire et libéral était nombreux, ne suivait pas sans résistance l'impulsion de son duc Adolphe qui régnait depuis 1839 et qui, après avoir adhéré à l'Union prussienne, s'était hâté de revenir à l'alliance autrichienne ; l'opposition réclamait avec une vivacité croissante le rétablissement de la Constitution de 1848 qui avait été arbitrairement modifiée.

Le grand-duc de Hesse-Darmstadt, Louis II, qui gouvernait depuis 1848, avait pour ministre Dalwigk (1850) qui servit pendant longtemps de tête de turc aux journaux bismarckiens et qui passe encore parmi les historiens officiels pour le représentant typique des idées arriérées et des instincts égoïstes. Il est vrai qu'il se défiait des amitiés indiscrètes

et des effusions sentimentales : derrière la chatoyante vision de l'Allemagne réconciliée qui séduisait les nigauds, il apercevait le casque prussien et il était prêt à se défendre contre les usurpateurs, de quelque prétexte pompeux qu'ils revêtissent leurs convoitises. Ce réaliste du XVIIIe siècle, égaré au milieu d'une génération pénétrée jusque dans ses moelles d'aspirations romantiques, avait quelques-unes des qualités de l'homme d'état, la précision des idées, la persévérance et la tenue, le courage de ses convictions. Sous sa surveillance éclairée et active, le pays prospérait; l'agriculture, affranchie des charges féodales, se développait. L'opinion publique, malgré tout, ne pardonnait pas à Dalwigk ses accointances autrichiennes, et le ministère, qui soupçonnait avec quelque raison le loyalisme des libéraux et se défiait de leur clairvoyance, répondait par des mesures de rigueur à une opposition souvent plus acerbe que sensée; il s'appuyait sur les catholiques extrêmes, dont seul le dévouement lui paraissait au-dessus de tout soupçon. Naturellement il ne parvenait ainsi qu'à accroître le nombre de ses ennemis. Il envisageait d'ailleurs l'avenir sans pessimisme, parce qu'il était sûr de la confiance de son souverain, qui en effet le soutint au pouvoir jusqu'en 1871, et parce qu'il était absolument incapable de prévoir les défections étranges qui, en Allemagne et en Europe, favorisèrent les projets de la Prusse.

M. de Beust le jugeait d'allure un peu pesante et lui reprochait d'accueillir avec quelque froideur les plans de défense commune qu'il élaborait à profusion. Dalwigk de son côté raillait l'agitation tumultueuse et hannetonnante de son confrère saxon. Ils finissaient toujours à la longue par s'accorder tant bien que mal, non seulement parce qu'ils avaient les mêmes aversions et des intérêts semblables, mais parce qu'ils représentaient l'un et l'autre, à travers leurs divergences, l'esprit et les tendances de l'absolutisme éclairé.

Beust, qui avait beaucoup d'esprit, — bien qu'il n'eût pas tout celui qu'il se supposait, — affectait volontiers les grâces frivoles d'un contemporain de Choiseul et de Kaunitz; il se piquait d'élégance intellectuelle et il lui arrivait de temps en temps de tourner un vers agréable et d'aiguiser une épigramme amusante; cela le consolait de bien des déboires. C'est qu'il avait plus d'amour-propre que d'ambition et il tenait moins à atteindre le but qu'à soulever beaucoup de poussière. On pouvait dire de lui, comme de Gortchakov, qu'il se mirait dans son encrier : la mode diplomatique proclamait que personne ne s'entendait comme lui à river son clou à un adversaire, et il tirait vanité des quelques solides inimitiés que lui avaient

values ses impertinences. Il se croyait un génie supérieur parce qu'il était dégagé de préjugés et de scrupules, — si bien affranchi de toutes les entraves qu'il ne touchait plus au sol et ne s'appuyait plus sur rien. Inépuisable en combinaisons, aucune aventure ne le prenait sans vert et aucune situation n'étonnait son outrecuidance, mais il trouvait un si vif plaisir aux jeux de son imagination qu'il n'avait pas le temps de songer aux moyens de les réaliser ni même de s'attrister de ses échecs. C'était là peut-être la plus remarquable de ses facultés : une extraordinaire élasticité et une puissance prodigieuse d'oubli et de renouvellement. Il était fier de ce don d'adaptation et raillait volontiers les doctrinaires, — et aussi les fantaisistes; car il avait la prétention — mais quelle prétention lui était étrangère? — de se placer sur le domaine des réalités concrètes : il ne lui manquait pour cela que l'application, la connaissance des détails, le goût de la précision. Il se vantait de gouverner de haut : ses ennemis exprimaient la même idée en le surnommant un dilettante de la politique.

Les rois de Saxe, Frédéric-Auguste II (1836-1854), puis son frère Jean (1854-1873), avaient la douceur un peu engourdie d'une famille qui avait depuis longtemps dépensé ses ardeurs viriles et abjuré les ambitions décevantes. Ils s'occupaient plus volontiers de musique, de littérature et de science que de politique, et ils ne demandaient à leur peuple que la permission de faire son bonheur sans qu'il s'en mêlât. Les Saxons n'ont pas l'opiniâtreté procédurière des Hessois ou les impatiences des tribus méridionales; à Dresde, en particulier, dans cette atmosphère baignée d'effluves artistiques et galantes, la foule est aimable, enjouée et trop pénétrée de scepticisme et de matérialisme pour que les passions politiques y soient très effervescentes. En 1848, cependant, les plus rassis et les plus frivoles avaient un moment subi l'entraînement universel. La Saxe était dès lors une des régions les plus industrielles de l'Allemagne, une de celles aussi où le prolétariat, assez nombreux et très misérable, était le mieux disposé à écouter les prédications des novateurs. Le gouvernement, maladroit, fut bientôt débordé, à moins que, comme les ennemis de Beust l'ont affirmé plus tard, il n'ait été trop habile, n'ait cherché une journée; mais ce sombre machiavélisme n'était guère dans la nature du ministre. Dans tous les cas, ses mesures auraient été fort mal prises, puisque la capitale tomba entre les mains de l'insurrection et que, pour la lui reprendre, il fallut implorer le secours de la Prusse (mai 1849). Beust ne pardonna pas aux libéraux cette humiliation, même après qu'il eut pris sa revanche. Il a protesté dans ses *Mémoires*

contre les cruautés qu'on lui attribue et il est vrai qu'il n'était pas féroce, mais il était taquin et il avait l'esprit inquiet. Le gouvernement n'était pas mauvais; le roi Jean, commentateur très distingué de Dante, jurisconsulte instruit, avait quelque largeur d'esprit et un fond de bienveillance; sous son influence, la justice fut améliorée, le réseau des chemins de fer, étendu, les entraves qui gênaient l'essor de l'industrie, relâchées; la richesse se développa assez rapidement. Comme partout, elle accrut les besoins de liberté et de discussion que le ministre voulait étouffer. Dès 1850, il avait aboli la constitution nouvelle et rétabli les anciens États où l'influence de la noblesse était prépondérante, et dont les droits étaient des plus restreints; la presse était soumise à une surveillance très rigoureuse; on expulsait de l'Université les professeurs dont la docilité n'était pas complète, parmi eux, Mommsen, que ne suffisait pas à défendre sa renommée naissante. La police était ombrageuse et l'administration tâtillonne. La machine gouvernementale était détournée de son but, employée non pas à protéger, mais à surveiller et à comprimer la vie nationale.

Les souverains de l'Allemagne méridionale, sans être plus libéraux que leurs voisins, furent moins conséquents dans leurs desseins et plus négligents. Le grand-duché de Bade avait toujours été, jusque-là, un des centres les plus actifs de l'agitation politique, et en 1849, il avait fallu, pour réduire l'insurrection républicaine, l'intervention de l'armée prussienne et une campagne en règle (juin-juillet). La répression fut implacable, si dure et si prolongée que le parti républicain ne s'en est pas relevé depuis. La terreur qu'avait ressentie le gouvernement persista longtemps après que le péril se fut évanoui. Le grand-duc Frédéric qui avait pris le pouvoir à la mort de son père Léopold (1852), s'attacha étroitement à la Prusse; il épousa, en 1856, la princessse Louise, fille du futur empereur Guillaume, et subit bientôt l'influence de sa femme qui, fort intelligente et très attachée à sa famille, l'habitua à se regarder comme la sentinelle avancée des Hohenzollern. La disparition des démocrates avait laissé le champ libre aux professeurs et aux juristes qui mettaient au premier rang les revendications nationales : Frédéric ne s'alarmait pas de leurs espérances unitaires et il aspirait avec véhémence aux douceurs de l'abdication.

Ce renoncement n'était pas dans les goûts de Guillaume de Wurtemberg. Les radicaux, jadis très puissants en Souabe, avaient été fort éprouvés par les récents événements, et les États ne regimbèrent pas

contre le ministre Linden, quand il restaura la Constitution semi-féodale en vigueur avant 1848. Leur obéissance ne fut pas mise à une trop dure épreuve. Guillaume (1816-1864), qui avait dépassé soixante-dix ans et qui régna un demi-siècle, était un épicurien qui goûtait fort les jolies femmes, les histoires lestes et les tableaux croustillants. Bien nourri, mais alerte, rougeaud, l'œil émerillonné et fureteur, les narines mobiles, il flairait le vent et il savait depuis longtemps que les démocrates ne sont pas toujours les plus dangereux ennemis des monarques. Il pensait, d'ailleurs, que le meilleur moyen de limiter leur influence était de donner satisfaction aux intérêts généraux et il s'appliquait à développer la prospérité publique.

La Bavière, qui comptait alors environ 4 millions d'habitants, se composait de régions très dissemblables. A côté de la Bavière rhénane, pénétrée par les influences françaises, et de la Franconie, où les protestants étaient nombreux, l'industrie, très développée et la population, frondeuse et favorable aux idées libérales et unitaires, les paysans de la vieille Bavière avaient été maintenus par les nobles et les prêtres dans le culte de la tradition : leurs mœurs étaient rudes, leur esprit défiant, leur patriotisme soupçonneux et étroit. Ils n'avaient même pas été effleurés par la Révolution et ils reprochaient plutôt à leurs souverains de pactiser avec les théories étrangères. Maximilien II (1848-1864), que l'abdication de son père Louis avait appelé brusquement au pouvoir, avait, en effet, des velléités réformatrices. Ses flatteurs affirmaient qu'il aurait fait un professeur excellent ; c'était du moins un élève merveilleux, qui écoutait avec intelligence, avec reconnaissance, et qui apportait aux cours les plus différents la même attention réfléchie. Désireux d'ouvrir son royaume à l'esprit scientifique et de rompre avec les habitudes de routine intellectuelle et de réclusion qui avaient jusqu'alors séparé ses sujets du reste de l'Allemagne, il aimait à réunir à sa table des hommes de talent, d'abord des poètes : Geibel, Heyse, Bodenstedt ; — plus tard, les savants dominèrent et les historiens, Liebig, Riehl, quelques artistes aussi, Kaulbach, Piloty, Lenz. Il avait essayé d'attirer à sa cour Ranke, qui lui envoya du moins son meilleur élève, Sybel ; il fondait la Commission historique de Munich qui a rendu d'éminents services à la science.

Ces *symposien* où le premier rôle appartenait à des intrus, à des hérétiques, étaient fort mal vus des indigènes. Leurs inquiétudes étaient peu fondées. Les Wittelsbach s'aventuraient à l'occasion avec un plaisir avivé par le sentiment du péché dans un pays inconnu,

mais ce n'était jamais qu'un voyage d'exploration, et ils n'étaient dans ce monde de penseurs et d'écrivains, au milieu desquels ils se compromettaient, que des snobs de parfaite éducation, que leur intelligence limitée protégeait contre les imprudences. Maximilien se contentait de travailler à doter la Bavière d'une architecture originale : « Le passé n'a jamais rien vu de semblable, disait le vieux roi Louis à propos des constructions de la Maximilienstrasse, et c'est tant mieux pour le passé. » L'idée était heureuse pourtant de mettre en communication directe l'Isar et la ville par une belle promenade, et les jardins anglais, qui accompagnent le fleuve, sont agréables; le musée national bavarois, de son côté, a recueilli d'incomparables trésors. Le malheur est que ces créations, même les plus naturelles, ne sortent pas directement de l'histoire et de la vie populaire et elles n'ont aussi que peu de prise sur les âmes. Maximilien, de même, flirtait à l'occasion avec le progrès ; il avait hérité de son père des sentiments de patriotisme « teuton » et, très loyalement, il découragea toujours les fantaisistes qui songeaient à une nouvelle Confédération du Rhin. Précisément parce qu'il avait la conscience d'être un excellent Allemand, il prétendait bien ne rien abdiquer de son autorité souveraine, et il n'avait aucune indulgence pour ceux qui s'opposaient à sa volonté : « il ne saurait être question de clémence, quand il s'agit de devoirs envers beaucoup ». Il entendait être le protecteur des libéraux, non leur prisonnier et, après avoir écouté avec sympathie Bluntschli et Dœnniges, qui étaient nettement rationalistes, il laissait les mains libres à Pfordten.

Ce juriste distingué, privé jadis de sa chaire de Wurzbourg par un ministre ultramontain (1841), était alors devenu un des chefs du parti libéral qui le porta au pouvoir, à Dresde, après la Révolution. Par la suite, il s'était fort assagi. Il n'avait jamais aimé la Prusse et les événements avaient surexcité son patriotisme bavarois. Pour tenir la balance entre les ambitions opposées des deux grandes puissances germaniques, il travaillait à grouper autour de lui les cours secondaires ; elles ne s'y prêtaient pas volontiers ; il comptait que la nécessité triompherait à la longue de leurs susceptibilités puériles. Après tout, c'était leur affaire : quant à la Bavière, quelque tournure que prissent les événements, elle était assez forte pour n'avoir rien à redouter, à condition de ne pas s'abandonner. Sa politique, qui répondait assez bien aux désirs essentiels de la masse du peuple, plaisait moins à la bourgeoisie qui dominait dans la Diète; elle trouvait les dépenses militaires excessives, réclamait la séparation de la justice et de l'administration, le vote annuel du budget, une réforme

électorale. Le gouvernement s'émut, renvoya à plusieurs reprises les Chambres que les électeurs s'obstinèrent à renommer (1858). Maximilien II songeait à un coup d'état ; il en fut détourné par le prince régent de Prusse, déclara alors : « qu'il voulait vivre en paix avec son peuple » et remplaça Pfordten par Schrenk, qui avait été jusqu'alors le représentant de la Bavière à Francfort (1859). Pure modification de personnes : Schrenk n'était pas très différent de Pfordten, et celui-ci conserva une influence souvent décisive. L'entente avec les Chambres demeura assez peu cordiale et branlante, et l'autorité, atteinte dans son prestige, tomba dans une sorte d'inertie et attendit les événements au lieu d'essayer de les diriger.

Même ainsi dans les pays qui avaient été le moins atteints par les idées nouvelles, les représentants de la tradition ne parvenaient ni à établir un programme précis ni à rallier un parti déterminé. Tirés un moment de leur somnolence par la secousse de 48, ils ne s'élevaient pas à une conception politique générale : ils confondaient les tracasseries avec la force et les représailles avec la restauration. Ils se contentaient de vivre au jour le jour, sans vues d'avenir et sans doctrine, et ils n'opposaient aux désirs et aux besoins nouveaux qu'une négation morose ; ils donnaient ainsi la mesure de leur épuisement et ne se maintenaient que parce que personne, pour l'instant, ne songeait à les attaquer. Leur lassitude se plaisait à voir une paix définitive dans un armistice purement fortuit ; leur quiétude trouvait du moins quelque excuse dans la peine que la Prusse prenait, à ce moment même, pour s'aliéner les sympathies les plus tenaces.

*
* *

Quand, au mois de décembre 1848, Manteuffel avait présenté à Frédéric-Guillaume IV la constitution qu'il avait l'intention d'octroyer, le roi avait eu un accès de consternation et de désespoir : c'était à ses yeux une humiliation pire que celle de mars, puisque maintenant on capitulait bénévolement devant l'émeute impuissante et vaincue. Le ministre avait calmé à grand'peine son indignation et il n'avait obtenu de lui qu'une adhésion provisoire et pleine de réticences. Dès le début apparaissait ainsi clairement l'opposition qui séparait le serviteur du maître, et qui était irréconciliable, parce qu'elle reposait moins sur des divergences théoriques que sur l'incompatibilité des caractères. Manteuffel, que de volumineuses publications récentes nous permettent de connaître d'assez près, gagne plutôt à être étudié en pleine lumière. Ses panégyristes sont pourtant

un peu compromettants, quand ils nous le représentent comme un chef de noble lignée et de grande allure : « le front large, le nez romain surmontant une lèvre supérieure un peu courte, des cheveux abondants d'un brun clair ». En réalité, ce courtaud de cabinet, avec ses grâces vieillottes, ses lunettes d'or et ses manières embarrassées, faisait plutôt songer à un tabellion de province qu'à un homme d'état ; il avait aussi pauvre mine dans les réunions diplomatiques qu'à la tribune, où il parlait d'une façon saccadée, en hésitant, avec une certaine amertume qui démentait son calme affecté. Baragouinant à peine quelques mots de français, empêtré et timide, sa politesse obséquieuse semblait sans cesse présenter des excuses et attendre des ordres. De ses défauts, il avait fait une manière et, par horreur pour le panache et la déclamation, il affectait une simplicité qui touchait à la platitude.

Ses ennemis l'accusaient de pusillanimité, en quoi ils dépassaient de beaucoup la mesure. Il suffisait pour s'en convaincre d'observer avec quelque attention son menton carré et court, ses yeux pénétrants et froids, ses lèvres minces, que n'égayait presque jamais le sourire, étroitement pincées comme pour retenir son secret. Connaissant merveilleusement les affaires, d'une remarquable puissance de travail, il avait des idées étroites, mais claires et, s'il louvoyait souvent, il ne perdait pas de vue le but poursuivi. Sa carrière administrative avait été très brillante et il avait la plus haute idée de la bureaucratie prussienne. Dans les « États Réunis » de 1847, il avait siégé à l'extrême droite avec Bismarck et de Massow, sans partager leurs rêves de restauration féodale. Son idéal était le despotisme des fonctionnaires et l'égalité de toutes les classes devant des règlements minutieux.

La calme solidité de ses convictions et la lucidité de son esprit inspiraient au roi quelque estime, mais la bienveillance du souverain pour son ministre manquait de chaleur. Frédéric-Guillaume, qui se regardait comme désigné pour le trône par un décret nominatif de la Providence, et qui vénérait dans les improvisations de son esprit fumeux les effluves de la pensée divine, tenait pour des imbéciles à peu près toutes les personnes qui l'approchaient ; il ne faisait certes pas exception pour Manteuffel, qu'il jugeait sans poésie et sans élévation : aussi le traitait-il comme un intendant indispensable, mais médiocre, qu'il ne daignait même pas toujours recevoir et qu'il négligeait souvent de consulter sur les résolutions les plus graves. Le ministre se fâchait, quelquefois assez vivement, sauf à se laisser désarmer par les câlineries doucereuses du roi qui redoutait le changement, et qui, d'ailleurs, par un besoin instinctif de mensonge, ne pouvait pas s'empêcher de caresser ceux de ses serviteurs qui lui

étaient le plus indifférents. Manteuffel, qui aimait le pouvoir, bien qu'il s'en défendît, tenace et retors, prenait avantage de ces repentirs pour améliorer sa situation, mais son ambition un peu plate et terre à terre, se contentait de demi-satisfactions et de victoires momentanées. Sans cesse aux prises avec de sournoises influences et obligé de reconquérir, chaque jour, la volonté glissante d'un maître qui ne se livrait jamais sans arrière-pensée, le président du cabinet, dont le caractère n'était pas déjà tourné vers la grandeur, se compromit souvent dans de répugnantes intrigues, et le ministère prit trop souvent l'aspect d'une agence de police de bas étage. Des personnages louches y fréquentaient, démocrates ralliés, mouchards mangeant à tous les râteliers; et, sans doute, des aigrefins comme Ryno Quehl, Scherer ou Malmène, qui étaient plus particulièrement chargés de la surveillance de la presse, ou des espions tels que Techen ont toujours rôdé autour des hommes politiques, mais Manteuffel était vraiment trop à l'aise dans cette compagnie peu relevée. Il manquait, à défaut de délicatesse morale, d'élégance naturelle, et il ne se piquait pas de rehausser par la manière la tâche ingrate à laquelle il s'était attelé.

Tant qu'il ne s'agit que de rétablir l'ordre et de combattre le relâchement qu'avait introduit un peu partout la crise révolutionnaire, son bon sens un peu vulgaire suffit à la tâche. Très vite, il restaura l'autocratie royale, bénévolement abandonnée par un monarque fantaisiste, et ce n'était pas extrêmement difficile en soi-même. Ce qui était plus méritoire, il évita les violences inutiles et conserva même une apparence de modération. La première constitution qu'il promulgua après le coup d'état, était si libérale que les réactionnaires prussiens ne l'appelaient que la Charte Waldeck, du nom d'un des chefs les plus hardis de la gauche, et, de fait, les démocrates ne lui reprochaient guère que d'être émanée de la seule volonté du souverain (5 déc. 1848). — Lorsque cependant les députés eurent le mauvais goût d'user des libertés octroyées, la Chambre fut dissoute et une nouvelle loi électorale promulguée (30 mai 1849). Cette loi qui est encore en vigueur en Prusse et que Bismarck jugeait la plus misérable qu'il soit possible d'imaginer, instituait le vote à deux degrés, oral et public, et répartissait dans chaque circonscription les électeurs primaires, suivant leur fortune, en trois classes, qui devaient représenter chacune la même somme de contributions totales et désigner le même nombre d'électeurs secondaires. Un pareil système, sans parler même du privilège exorbitant qu'il assurait à la richesse, établissait entre les diverses circonscriptions l'inégalité la plus cho-

quante ; au point de vue même du gouvernement, il offrait quelques dangers, comme le prouva l'avenir. Mais, pour l'instant, la bourgeoisie, très effrayée de l'apparition du parti démocratique, acceptait docilement l'impulsion du pouvoir et le ministre n'en demandait pas davantage. Les libéraux avancés se retirèrent pendant plusieurs années de la lutte électorale. Dans la nouvelle Chambre, qui se réunit le 7 août 1849, les conservateurs eurent une énorme majorité et ils votèrent sans difficulté toutes les modifications constitutionnelles qu'on leur demanda.

La Charte nouvelle, qui fut promulguée le 31 janvier 1850 et qui forme encore la base de la vie politique en Prusse, répondait parfaitement à l'idéal de Manteuffel. Il admettait « la forme, non pas le gouvernement parlementaire », c'est-à-dire qu'il ne reconnaissait aux Chambres d'autre droit que de présenter leurs doléances respectueuses. Si le roi, après les avoir entendues, persistait dans ses résolutions, elles n'avaient qu'à s'incliner : ses intérêts ne se confondaient-ils pas avec ceux de l'État, et n'était-il pas absurbe de supposer qu'il agirait jamais contrairement à ses intérêts? La puissance royale en Prusse ne doit pas être partagée ; Frédéric-Guillaume l'avait déjà proclamé et ce n'était, d'après Manteuffel, qu'un truisme, qui n'avait pas besoin d'être démontré, parce qu'il n'était contesté par personne : « Autant que je sache, il n'est venu à l'esprit d'aucune Chambre de prétendre participer à la puissance royale; je crois, en disant cela, ne blesser d'aucune manière les susceptibilités de l'Assemblée. » C'est le souverain seul qui gouverne. Ses actes sont contresignés par un ministre; « mais que sommes-nous donc, nous autres ministres ! disait Manteuffel. Un signe du roi nous éloigne »; que les députés soient satisfaits ou non de leur politique, ils n'ont aucune action sur le cabinet. La Chambre a l'initiative des lois ; mais, pour qu'une loi entre en vigueur, il faut qu'elle soit sanctionnée par le roi. La majorité vote le budget, mais les impôts existants continuent à être perçus tant qu'ils n'ont pas été supprimés par une loi régulière, c'est-à-dire approuvée par le roi. Varnhagen disait spirituellement que la Constitution le faisait penser aux charrettes qui reviennent du marché, chargées de corbeilles jusqu'à une hauteur effrayante : seulement ce sont des corbeilles vides. En réalité, le roi ne peut sans l'autorisation de la Chambre ni établir des impôts nouveaux ni modifier les lois existantes; en dehors de ces limites, son autorité est absolue; seulement, il lui arrive d'avoir l'ennui d'écouter les récriminations de ses sujets.

Manteuffel ne jugeait pas inutile que la Prusse conservât les appa-

rences d'un gouvernement parlementaire : les hommes d'état de Berlin ne devaient pas être confondus avec les despotes brutaux de Vienne ! Il était sûr dans tous les cas que les remontrances de la Diète ne dépasseraient jamais les convenances, parce qu'il la composait à sa guise. En Prusse, au milieu du XIXe siècle, la bourgeoisie commerçante et industrielle était encore fort peu nombreuse et très timide, sauf peut-être dans certaines régions rhénanes. Partout ailleurs, l'influence sociale appartenait soit à la noblesse, soit à l'administration. Les fonctionnaires, instruits, avec un sentiment très élevé de leurs devoirs et de leur rôle, avaient été effleurés par les idées modernes, et ils avaient fourni à l'opposition quelques-uns de ses chefs les plus écoutés et les plus hardis. Au moment de la réaction, les plus compromis s'éliminèrent d'eux-mêmes ; parmi les autres, beaucoup s'étaient effrayés des conséquences imprévues de leurs principes et ils revinrent aisément à résipiscence. A peine entré en charge, Manteuffel les avait avertis, avait promis de soutenir ceux qui travailleraient énergiquement à rétablir l'ordre, de même qu'il « était décidé à éloigner aussitôt que possible les hommes qui ne pouvaient ou ne voulaient pas remplir leurs devoirs ». Il les tenait de près et, suivant l'expression de Wagener, il « répandit bientôt le sentiment qu'il y avait de nouveau, en Prusse, un gouvernement sérieux ». Il avait pour mot d'ordre : Vive le service ! Très vite ses subordonnés le répétèrent à l'envi.

Ses collègues, Westphalen (intérieur), Simons (justice), Raumer (instruction publique), qu'il aimait peu parce qu'ils cherchaient ailleurs leur inspiration, le soutenaient sur ce point sans arrière-pensée. Comme lui, ils pensaient que les fonctionnaires doivent être à la fois complètement dans la main de leurs supérieurs et absolument couverts vis-à-vis du public. Les lois disciplinaires du 7 mai 1851 (tribunaux) et du 21 juillet 1851 (fonctions administratives) supprimèrent la plupart des garanties qui avaient jusqu'alors protégé l'indépendance des employés, tandis que la loi du 13 février 1854 leur permit d'opposer le conflit de compétence aux plaintes que provoquaient les abus de pouvoir. Naturellement, les faveurs furent réservées aux agents qui comprenaient ce qu'on attendait d'eux ; les charges d'avocat en particulier, qui sont en Prusse à la disposition du ministre, très sollicitées par les magistrats dont les traitements sont dérisoires, devinrent la récompense des magistrats dociles. Le tribunal suprême, dont les décisions faisaient jurisprudence, fut composé d'hommes qui avaient donné à la réaction des gages décisifs. Les procureurs généraux, — qui venaient d'être intro-

duits dans l'organisation judiciaire par Simons, — usaient de la manière la plus fantaisiste de leur pouvoir discrétionnaire d'intenter ou non des poursuites. Ils refusaient d'autoriser les accusations contre certains fonctionnaires, parce que, — si l'acte qui leur était dénoncé était certainement illégal, il n'était pas démontré que le coupable eût eu l'intention de violer les règlements. — Le chef de la sûreté de Berlin, Stieber, disait qu'il ne « fallait pas observer les lois bêtes » ; c'était aussi l'opinion du procureur général Schwarck. Pour éviter ainsi des acquittements, il gardait en prison préventive les suspects jusqu'au moment où il les croyait assez punis. Malheur à quiconque s'était une fois attiré la malveillance de la police ; sous le moindre prétexte, souvent sans ombre de raison, on arrêtait les pauvres diables qu'un malheureux hasard avait signalés à l'attention des mouchards, et certaines familles étaient habituées à voir ainsi disparaître périodiquement quelques-uns de leurs membres.

Les abus étaient plus graves et les vexations plus dures en province. Dans les villes importantes, la police était entre les mains d'un fonctionnaire qui relevait du ministère ; le gouvernement, d'ailleurs, confirmait les bourgmestres et écartait les candidats coupables d'indépendance. On s'était débarrassé de ceux des gouverneurs de province dont on redoutait les scrupules : Auerswald, défendu très vivement par le prince Guillaume, personnellement sympathique au roi, n'en avait pas moins été sacrifié, et on avait nommé dans la province rhénane, un des postes les plus délicats, un préfet à poigne, le comte Kleist-Retzow ; à Posen, Puttkamer, piétiste fanatique. L'avertissement était clair : quelques mises à la retraite et quelques destitutions triomphèrent des dernières hésitations, et le ministère trouva dès lors dans ses agents une docilité si empressée qu'il eût pu à la rigueur se contenter de lois très modérées.

La Constitution avait proclamé le droit de réunion et d'association, et la loi sur les associations du 11 mars 1850 était encore relativement libérale. Cependant, elle renfermait déjà des clauses inquiétantes : l'obligation ainsi de présenter à la police les statuts et les noms des adhérents, singulièrement dangereuse à un moment où la liberté personnelle était sans cesse violée ; il était interdit aux clubs politiques de se concerter et de s'affilier. Les réunions publiques étaient surveillées par des agents qui, sous le moindre prétexte, en ordonnaient la dissolution. — Ces prescriptions furent aggravées par le Code pénal, et surtout, suivant les paroles d'un publiciste contemporain, « il ne saurait être question alors de droit administratif ou de droit constitutionnel ; tout oscillait entre la faveur et l'arbitraire, sans

autre règle qu'une pratique inconsistante viciée par des considérations de parti et par la juxtaposition des nouvelles promesses et des anciens règlements ».

En fait, le droit d'association fut purement confisqué pour tous ceux qui n'étaient pas dévoués au gouvernement. Sans vouloir exagérer la valeur des caractères ethniques, il est certain que, malgré le mélange extrême des civilisations et des races, les divers peuples européens présentent encore entre eux des différences assez remarquables. Les Allemands, qui manquent quelquefois d'initiative et de génie personnel, ont au plus haut degré le sens de la discipline et la conscience professionnelle ; les artistes sont rares chez eux, mais on ne trouve nulle part ailleurs autant d'ouvriers qui s'acquittent avec soin et sans ennui de la tâche restreinte qui leur est assignée. Suivant l'énergique expression de Sombart, ce sont des « Theilmenschen », c'est-à-dire non pas des hommes incomplets, mais des spécialistes dont la collaboration seule révèle pleinement le mérite individuel. Ils ont au plus vif degré le goût de l'association ; à peine la Révolution avait-elle abrogé en fait les anciens règlements restrictifs, qu'une luxuriante moisson de sociétés de toute nature était sortie de terre : sociétés de chant, de gymnastique, d'instruction populaire, de secours mutuels, coopératives, syndicats, etc. La date seule de leur origine les rendait suspectes, et la police poursuivait avec la même rigueur la « Ligue des communistes » qu'avait fondée Karl Marx ou la « Fraternelle des travailleurs » dont l'action était peu redoutable et les principes assez flottants. Quand, le 13 juillet 1854, la Diète fédérale, « dans l'intérêt de la sécurité commune » invita tous les gouvernements à dissoudre avant deux mois les cercles et les associations ouvrières qui poursuivaient des buts politiques, sociaux ou communistes, son appel n'avait vraiment plus de raison d'être en Prusse.

Où d'ailleurs à cette époque n'apercevait-on pas des conspirateurs? — Un jour, le commissaire de police paraissait brusquement dans un bal donné par le Cercle des constructeurs de machines (8 mars 1851), sommait les invités de présenter leurs cartes d'identité, et conduisait au poste, à une demi-lieue de là, tous ceux qui n'avaient pas sur eux de pièces officielles, même les dames. Un autre jour on déclarait que les convois funèbres seraient suivis par des agents de police. A Kœnigsberg, des familles, parfaitement honorables, mais dont les doctrines religieuses étaient suspectes, étaient brutalement expulsées par la police du jardin public où elles prenaient tranquillement un verre de bière, et, comme elles n'obéissaient pas assez vite, conduites en prison. « A Berlin, disait Zwickauer, le coulissier, l'amusante création du cari-

caturiste Kalisch, il n'y a pour moi que trois sortes de divertissements : d'abord, je ne suis pas forcé d'aller à l'Opéra ; puis je ne suis pas forcé d'aller dans la Friedrich-Wilhelmstrasse ; enfin, en général, je ne suis pas forcé d'aller n'importe où. » C'était un résumé assez exact de la façon dont les ministres entendaient la liberté. Bien entendu, quand il ne s'agissait pas de leurs amis.

Le royaume s'était couvert d'un réseau de cercles prussiens, de cercles de la fidélité, et autres associations réactionnaires. « J'ai toujours regretté que l'image de la fidélité soit le caniche, écrivait le Kladderadatsch, cet animal est souvent bien sale. » De fait, ces cercles étaient un ramassis de mouchards et de renégats qui cherchaient à se pousser à force de platitudes et d'infamies. Dans la Prusse royale en particulier, la population était terrorisée par une série de gredins, Lindenberg, qui rédigeait le *Franc-Parleur*, le préfet de police Peters, le général de Plehve. Lindenberg, un professionnel du chantage, fut plusieurs fois condamné, mais il était couvert par des protecteurs tout puissants. Le président du ministère, qui n'aimait pas les excès de zèle, avouait à la suite d'une interpellation à la Chambre qu'il n'approuvait ni n'excusait les procédés de la police à Elbing, mais qu'il n'y pouvait rien : le roi était mal disposé pour la ville qui n'avait pas abjuré ses anciennes erreurs.

Frédéric-Guillaume avait une imagination fantasque et puérile et, de même qu'il ne concevait pas d'autre gouvernement que l'absolutisme patriarcal, il ressentait comme une injure personnelle la plus discrète tentative d'opposition. Son infatuation naïve n'avait pas été ébranlée par les événements : il était toujours aussi fermement convaincu qu'il était adoré de ses peuples et qu'il suffisait de quelques paroles sévères pour rappeler les mutins à la raison. Pendant ses voyages, il s'épanchait en oraisons sentimentales. « Mon pauvre père aimait tant ce pays, disait-il à Hirschberg, et moi aussi j'ai toujours eu confiance en vous. Mais vous avez suivi l'exemple des grandes villes et il m'a fallu faire de bien tristes expériences. J'espère cependant qu'au moins les communes rurales ne me réserveront plus à l'avenir de semblables épreuves ; sans cela elles seraient aussi en disgrâce. Dites-le à vos communes, de la façon qui vous plaira. La tentation reviendra, je vous le dis, elle reviendra ; si vous n'y résistez pas, alors je vous tourne le dos et vous ne me verrez plus. Je vous le repète, si vous manquez encore à la fidélité, je vous tourne le dos pour toujours. Je vous ai dit des paroles sérieuses ; mais, Dieu le sait, je tiendrai parole. » — A Cologne, à Kœnigsberg, il menaça de même de sa colère les enfants qui persévéreraient à attrister leur

père. De tous ses discours, aucun n'eut le plus de retentissement que celui qu'il lut au cercle prussien d'Elbing en 1859 : — il avait refusé de recevoir le conseil municipal suspect d'opinion libérale; — « Quelques chefs isolés et les autorités municipales, dit-il aux coryphées de la réaction, suivent encore les tendances démoralisantes et déchristianisantes, et adorent toujours les sales et funestes conquêtes d'une époque de honte. Si cela ne change pas bientôt, il se produira un coup qui montrera qu'il y a encore dans le pays un maître qui a la puissance et le devoir de mettre fin à de tels désordres. »

Qui donc aurait résisté à de tels accents, sinon les suppôts de Satan ? Les louches intrigants qui grouillaient autour du ministère, exploitaient ces mystiques enfantillages, et ils entretenaient les phobies royales par des complots qu'ils ménageaient adroitement, quand ils ne les inventaient pas de toutes pièces. Leurs premiers essais ne furent pourtant pas encourageants : Waldeck, le chef de la gauche, accusé de haute trahison, fut acquitté, et le procureur général lui-même flétrit les procédés ignobles que l'on avait employés contre lui (3 déc. 1849). Le complot des Communistes de Cologne également servit surtout à mettre en lumière la sottise et l'impudence de la police. — Elle en tira seulement la conséquence qu'elle avait agi trop vite sur un terrain encore mal préparé.

Le jury aurait été probablement supprimé, si le ministre de la justice, par vanité personnelle, ne se fût opposé au remaniement radical de l'organisation judiciaire qu'il avait introduite. Du moins, sa compétence fut restreinte et des règlements administratifs laissèrent au gouvernement le droit de composer les listes à sa fantaisie. Puis, quand les sottises du pouvoir eurent jeté dans l'opposition la bourgeoisie entière, on institua, en dépit de la constitution, un Tribunal d'état, qui prononça en dernier ressort dans toutes les causes politiques graves, et on y appela les représentants les plus violents de la réaction. La Cour de Cassation, dirigée par Uhden et Gœtze, les protecteurs de la *Gazette de la Croix,* donnait aux lois libérales les interprétations les plus audacieuses, ou, quand leur sens était trop clair, les écartait dédaigneusement. La justice n'était plus qu'une dérision. Temme, âme d'élite, cœur généreux, un des plus illustres jurisconsultes du pays, impliqué dans un procès absurde, récusait la compétence de la cour de Munster, où siégeaient plusieurs de ses adversaires ; sur ces entrefaites, un décret modifia le nom des tribunaux et baptisa l'Oberdandsgericht de Munster Appellationsgericht. — « Votre protestation ne vaut plus rien désormais, dit Simons, le ministre, à Temme ; vous avez récusé l'Oberlandsgericht, non

l'Appellationsgericht. — Votre Excellence suppose-t-elle que je n'ai récusé qu'un nom? — Je ne m'occupe pas de ces détails. » — On avait promulgué en 1851 un nouveau Code pénal, qui n'était pas sans mérite d'ailleurs, clair, précis, mais timide, qui n'assurait aux accusés aucune des garanties nécessaires, prodiguait la peine de mort; les articles qui visaient les crimes ou délits contre la sûreté de l'État ou la Majesté royale, étaient aussi vagues que menaçants. Comme de plus les parquets avaient l'ordre de se conformer autant que possible aux intentions de la police, les citoyens les plus inoffensifs étaient à la merci d'une calomnie stupide.

Le chef de la Sûreté générale, Stieber, avait joué un rôle des plus suspects pendant la Révolution : c'était lui qui, dans la célèbre mascarade du 20 mars, brandissait en tête du cortège le drapeau royal pangermaniste ; depuis lors, il était revenu à sa vocation naturelle, et il poursuivait sans pitié les pauvres diables dont il avait jadis exalté les illusions. Adroit, fertile en inventions, il était prêt à tout pour mériter les bonnes grâces de ses supérieurs. Il avait des auxiliaires dévoués dans le chef des constables, Patzke, et dans quelques agents secondaires, le conseiller de police Schultze, Hentze surtout, à qui le procès des Communistes avait déja valu une fâcheuse notoriété. Ils organisèrent une pseudo-conspiration dans laquelle se laissèrent impliquer quelques enthousiastes, dont l'intelligence était faible et l'influence nulle ; puis, quand ils eurent tout combiné, au mois de mars 1853, à la stupéfaction générale d'une population qui ne pensait guère à des émeutes, ils mobilisèrent des forces imposantes, procédèrent à des arrestations en masses et entamèrent un procès monstre qui se prolongea plus d'un an. Les débats prouvèrent, avec la parfaite inanité des terreurs affectées de la police, la brutalité de ses procédés ; il fallut remplacer le juge d'instruction et le procureur général, écœurés. On réussit ainsi à obtenir la condamnation de huit accusés, qui furent punis de 3 à 5 ans de travaux forcés ; le préfet de police eut la délicate attention de faire faire un détour aux voitures qui emportaient ces malheureux, pour qu'elles passassent devant le Palais royal, et Frédéric-Guillaume se montra à la fenêtre! Deux des condamnés ne survécurent pas à leur captivité ; un autre mourut en sortant de prison. Hentze fut récompensé par un poste lucratif dans les finances ; il vola la caisse et se tua.

Pendant le procès, le maréchal Wrangel était venu témoigner de l'honnêteté de cet agent provocateur. Il n'ignorait pas qu'il avait été obligé de quitter l'armée pour indélicatesse ; mais les conservateurs en étaient arrivés à croire qu'il suffisait de combattre les libéraux

pour racheter les pires erreurs. Ils partageaient le monde en justes et en réprouvés, et ils admettaient par définition que leurs adversaires sans exception étaient uniquement animés par les passions les plus sauvages. Pour défendre la société contre ces perfides desseins, aucun moyen n'était injuste et aucune rigueur excessive.

Un règlement de la police de Berlin en 1851, permettait de soumettre les prévenus à de véritables tortures, privation de la lumière, mise au pain et à l'eau, camisole de force, peines corporelles — jusqu'à 40 coups de bâton ; on attachait au cou des femmes enceintes ou nourrices de lourds blocs de bois qui les courbaient vers le sol. On voulait non seulement mettre hors d'état de nuire ces redoutables criminels, mais obtenir leur conversion ou du moins les réduire à reconnaître leurs torts. Le roi refusait la plus légère commutation de peine aux démocrates qui n'abjuraient pas leurs opinions; ou bien il mettait comme condition à sa grâce, qu'en signe de repentir, le condamné recevrait un certain nombre de coups de fouet le jour anniversaire de sa faute.

Un démocrate était un pestiféré, dont l'approche seule était dangereuse et avec lequel personne n'osait entrer en relation : « Aucun avocat ne voulait me donner du travail, écrivait Temme; aucun négociant n'avait le courage de faire appel à mes connaissances juridiques; aucun éditeur ne consentait à publier un livre de moi. » A grand'peine, il réussit à faire paraître trois romans dont la vente s'annonçait bien. Le gouvernement interdit aux cabinets de lecture de les mettre en location, aux libraires de les vendre, aux journaux de les annoncer. Temme essaya de donner des consultations de droit : on le lui interdit, parce que « les écrivains publics » ne pouvaient exercer leur métier qu'avec l'autorisation du gouvernement. On refusait à certains médecins l'autorisation légale qui leur était nécessaire, parce que leur qualité de démocrate ne permettait pas de leur accorder un certificat de moralité. — D'Ester, réfugié en Suisse, demande au préfet de police de lui renvoyer son diplôme de docteur qui lui était nécessaire pour vivre et qui avait été confisqué dans une visite domiciliaire; Hinckeldey refuse. D'Ester s'adresse alors au président du conseil et celui-ci lui répond que le gouvernement n'est pas là pour fournir des moyens d'existence à des traîtres. — Von Unruhe, très prudent, qui prêchait la modération et évitait avec le plus grand soin le moindre acte illégal, mais qui avait présidé l'Assemblée nationale, était filé nuit et jour par la police qui voulait le forcer à abandonner la situation qu'il avait dans l'industrie et à quitter le royaume. Il se plaignit au préfet de police, invoqua la loi. Hinckeldey se mit à rire : « Comment peut-on parler de

loi en ce moment et pour de telles questions ! » Hinckeldey avait quelque sympathie pour cet homme d'affaires intelligent et hardi; il n'osa pas cependant lui promettre sa protection contre les haines locales des conservateurs. Même en 1856, malgré l'intervention de Bismarck, bien que Frédéric-Guillaume eût déclaré qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que « son anti-roi de 1848 éclairât la ville de Potsdam », le ministre de l'intérieur déclarait qu'il ne répondait plus de l'ordre si on autorisait Von Unruhe à prendre la direction de l'usine à gaz, et il fallait que la Compagnie choisît un autre directeur.

On flétrissait comme des traîtres Simson et Wincke, qui avaient toujours été des royalistes fervents, mais qui protestaient contre les abus du pouvoir. — Ce n'étaient pas seulement des libéraux comme Bunsen qui étaient écœurés : — « Dieu dans le ciel, quelle situation en Allemagne ! » — mais le surintendant de la Westphalie, l'évêque Ross, écrivait à Harkort, qui avait été en 1848 un des adversaires les plus courageux de la gauche : « il n'y a plus de sécurité pour aucun de nous ! » Des réactionnaires passionnés, Wagener, Blankenbourg, éprouvaient des moments d'inquiétude; ils étaient emportés par le torrent qu'ils avaient déchaîné, entraînés par la tourbe des pieds plats, des aventuriers et des imbéciles de leur propre parti. C'est à ces exaltés que Westphalen obéissait, quand il accordait une gratification au directeur de la police d'Elbing, dont la conduite venait d'être flétrie par la Chambre; — ou Raumer, quand il destituait les pasteurs suspects de tendances démocratiques : l'un avait manifesté ses opinions dans l'exercice de ses fonctions, et cette imprudence le rendait indigne de conserver son poste; le second n'avait jamais révélé ses sentiments infâmes : hypocrisie qui méritait un châtiment exemplaire ! — Encore y avait-il des hobereaux qui se plaignaient de la longanimité du gouvernement ! — Pourquoi ne pas envoyer tous ces traîtres à la potence ? Le roi était trop bon ! En Autriche, on ne faisait pas tant de façons et l'exemple de Vienne était bon à suivre !

Les facteurs avaient l'ordre de ne pas distribuer leurs lettres aux libéraux. « Je ne peux pas te parler beaucoup de politique, écrivait Bismarck à sa femme, parce que toutes les lettres sont ouvertes », — et ailleurs : « n'oublie pas, quand tu m'écris, que tes lettres ne sont pas lues seulement par moi, mais aussi, à la poste, par des espions de tout acabit; sois prudente dans tes discours, sans exception ».

Naturellement, quelle que fût la torpeur de l'opinion, ces abus auraient été impossibles si la presse n'eût été muselée. — « Je ne saurais nier, écrivait Bismarck le 6 juin 1850, que je suis hanté quelque-

fois par l'ombre d'Omar : je voudrais alors non seulement détruire tous les livres, mais supprimer même le moyen d'en produire de nouveaux. L'imprimerie est l'arme préférée de l'Antéchrist, plus que la poudre à canon qui, après avoir contribué à la ruine de l'ordre politique naturel, revêt maintenant plutôt le caractère d'un remède contre les maux qu'elle a provoqués. » — Ses amis avaient pris au sérieux cette boutade. « La Révolution, écrivait Manteuffel dès le premier mois de son gouvernement, n'a pas de cause plus redoutable que l'esprit de négation répandu chez ce que l'on nomme les classes éclairées, leur adoration de la sagesse humaine, leur goût effréné de discussion ; l'attention des autorités doit donc se porter sur les journaux et les écrits répandus dans ces cercles et agir en toute énergie contre les dangers de l'État. »

Il était impossible cependant de rétablir la censure qu'avait formellement abolie la Constitution, mais le ministre était de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de meilleur moyen de prouver son respect de la loi que de la tourner. Il commença par expulser quelques journalistes, Haym, par exemple, qui dirigeait le *Constitutionnel*, très anodin. Puis le 22 mai 1850, un sous-officier d'artillerie, Sefeloge, tira sur le roi et le blessa au bras. Sefeloge était un fou, il mourut dans une maison d'aliénés. L'attentat n'en parut pas moins suffisant à Manteuffel pour publier, contrairement à la Charte, une ordonnance sur la presse, très dure (8 juin) : « Des écrivains avides, y lisait-on, sans autre pensée que d'augmenter leur tirage, prêchent le crime et préparent la Révolution. » Ces Philippiques paraissent d'un comique très savoureux quand on songe à ce qu'était alors la presse prussienne, qui ne péchait certainement pas par excès d'audace. Les ministres l'avouaient d'ailleurs, mais ils jugeaient d'autant plus coupables ces journalistes, « qui s'ingéniaient avec une extrême prudence à ne pas tomber sous la vindicte de la loi, qui recommandaient de ne pas se laisser entraîner à des coups de tête, et qui donnaient ainsi la preuve que, sous les yeux mêmes de l'autorité, on préparait une attaque contre l'État ». L'ordonnance du 8 juin 1850 fut blâmée par la Chambre, mais la loi du 22 mai 1851, malgré le vote de quelques amendements libéraux, n'en remettait pas moins l'existence des journaux à la discrétion du ministère.

Elle imposait un cautionnement très élevé, ordonnait de déposer chaque numéro au bureau de police une heure avant la publication, autorisait la confiscation préventive, permettait aux ministres d'interdire la distribution et la vente de journaux étrangers. Les brevets d'imprimeurs étaient accordés par le gouvernement, et les tribunaux

[illegible] après un certain nombre de condamnations. — [illegible] refusèrent encore d'abandonner la lutte; [illegible] par une interprétation des textes [illegible] de sophistique. Il menaça de [illegible] des écrits dangereux, [illegible] les principes de la religion et de la morale ou les bases de l'État et de la société ». La loi n'accordait le droit de publier des journaux qu'à des personnes honorables, — ce qui voulait dire : jouissant de leurs droits civils et politiques : — on déclara non honorable quiconque n'approuvait pas le gouvernement. On retira par mesure administrative leurs brevets aux imprimeurs suspects. — C'était une violation flagrante de la volonté de la Diète, et même la *Gazette de la Croix* s'émut de ces procédés. Les imprimeurs lésés se plaignirent devant les tribunaux : on leur ferma la bouche en leur opposant l'exception d'incompétence. La connaissance des procès de presse fut enlevée au jury, et le Code pénal ajouta aux anciens motifs d'accusation des articles vagues et élastiques qui fournissaient les prétextes les plus commodes à la complaisance des juges.

Les procès cependant devinrent moins nombreux, non parce que le gouvernement était plus tolérant, mais parce qu'il disposait contre ses adversaires de moyens aussi sûrs et moins bruyants. Il fallait presque de l'héroïsme alors pour s'abonner à un journal libéral : les journaux avaient donc la plus grande peine à vivre; on les avait encore frappés de l'impôt du timbre. Puis la police confisquait régulièrement ceux qui lui déplaisaient, sans même toujours se donner la peine de les poursuivre ensuite. Si elle les citait devant les tribunaux et qu'ils fussent acquittés, elle n'en avait pas moins atteint son but, effrayé et découragé les lecteurs, ruiné l'imprimeur. Quand on ne trouvait pas un prétexte politique, on en inventait un autre; on incriminait jusqu'aux annonces. Le directeur de la police d'Elbing, de Seltzer, déclarait que la loi avait accordé l'autorisation de publier un journal, mais non pas de le vendre, et il frappait ainsi d'interdit le *Nouvel Indicateur d'Elbing*. Un numéro de la *Gazette d'Elberfeld* était confisqué parce qu'il y était question du parti des Junkers; on finit par remplacer ce mot choquant par celui d'Inexpressibles. Le gouverneur des provinces rhénanes imposait des rédacteurs aux feuilles indépendantes et mettait à l'index la *Gazette de Cologne*, le grand journal libéral des régions occidentales. Le 16e régiment de ligne était suspect parce que plusieurs de ses officiers le lisaient, et Lindenberg dénonçait à la camarilla le Prince royal qui y était abonné. Sous ce régime de terreur, il n'est pas étonnant que les

imprimeurs fussent timides : Harkort en 1852 était obligé de faire éditer dans le Brunswick son *Catéchisme électoral.*

« Nous sommes en bonne voie », écrivait Harkort, dont la vaillante franchise bravait les menaces de la réaction et qui, par la netteté de ses vues et la bonhomie de ses paroles, trouvait le chemin de l'âme du peuple : « Quand tout sera bien arrangé, le ministre donnera ses ordres au gouvernement de la province, qui les transmettra au sous-préfet, qui les communiquera au directeur de la police, qui les fera tenir au maire; c'est-à-dire quand ces Messieurs éternueront à Berlin, Messieurs les échevins tressauteront sur leurs chaises dans leur village. » Et c'est ce régime qu'on voudrait nommer un gouvernement libre! — En réalité, le silence s'était peu à peu établi, et au milieu de la consternation générale, on n'entendait plus que la voix du gendarme transmettant les ukases du Landrath. Le mot d'ordre était que chacun « ne devait balayer que devant sa porte » et ne pas s'attirer de mauvaises affaires. Le sous-préfet apparaissait comme une sorte de divinité omnipotente et malfaisante dont le nom revenait sans cesse dans les conversations. — A qui affermera-t-il le droit de chasse? — Bien sûr, pas aux ennemis du gouvernement. — N'empêchera-t-il pas la construction du chemin de fer, « à cause des dangers qui en résulteraient pour la religion du peuple? » — Il a établi des impôts nouveaux, de sa propre autorité; c'est illégal, mais qu'y faire? « Le Landrath a toujours raison ».

Les élections marquaient ainsi un effacement progressif de l'opposition. La loi électorale du 30 mai 1849 et l'abstention des démocrates avaient aussitôt doublé l'extrême droite et réduit la gauche à une faible minorité; du moins, avec l'appui des modérés du centre, elle était encore en mesure de repousser et de modifier les lois les plus dangereuses. Les élections de 1852 amenèrent à la Chambre plus de cent députés du parti de la Croix et une centaine de ministériels quand même; en face de cette masse impénétrable, les soixante libéraux étaient complètement réduits à l'impuissance. Malgré le secours inattendu qu'ils trouvèrent dans le parti catholique, préoccupé par les progrès du fanatisme luthérien, et dans un petit groupe d'ambitieux déçus réunis autour de Bethmann-Hollweg, leur rôle dut se borner à dénoncer au pays les abus de la réaction. Cela suffit pour les rendre odieux au ministère et il les combattit avec fureur; on dénonça comme traîtres et rebelles des hommes tels que Vincke et le comte Schwerin qui avaient approuvé le coup d'état de Manteuffel. Les sous-préfets ne se mettaient pas en peine d'éloquence : — le roi veut que vous me nommiez député. — Quiconque refusait de tenir

compte de cette indication était exposé aux plus absurdes tracasseries ou aux vexations les plus arbitraires. Aussi la Chambre de 1855 comptait-elle sur 352 députés 114 fonctionnaires, plus de 70 sous-préfets; les oppositions réunies n'avaient qu'une centaine de voix, et les libéraux sincères n'étaient plus qu'une poignée, peut-être cinq à six, encore de la nuance la plus pâle. En fait, la droite n'avait plus d'adversaires, et la seule inquiétude du ministère était qu'elle n'abusât de la situation. — « Votre tâche maintenant, disait le roi à Gerlach, est d'empêcher nos amis de faire des sottises. » — Le pays s'abandonnait : 16 p. 100 des électeurs seulement avaient pris part au vote.

La réaction avait, suivant l'expression de Louis de Gerlach, une route superbe devant elle, elle ne sut pas en profiter, comme arrêtée par une paralysie de la volonté : « Nous sommes assez puissants pour creuser dans l'administration une rupture profonde et large, pas assez pour gouverner par nous-mêmes. » — Tout parti cependant qui n'use pas de son autorité, s'épuise et se divise. Les factions entre lesquelles se partageaient les vainqueurs se reprochèrent aigrement leur impuissance et employèrent à se dénigrer l'énergie qui leur manquait pour agir. Le pouvoir tomba dans une sorte de cachexie, et son abdication rendit plus intolérable encore la brutalité avec laquelle il écrasait les libertés les plus inoffensives. La droite d'ailleurs dissimulait son découragement par des provocations qui achevaient d'exaspérer ses adversaires, d'autant plus qu'elle ne se contentait plus de combattre des institutions parlementaires qui n'avaient pas encore pris solidement racine dans le pays et n'intéressaient guère qu'une fraction relativement faible du peuple, mais qu'elle essayait de restaurer l'édifice des privilèges sociaux et de donner pour base à sa domination l'autorité tracassière d'une Église intransigeante. Elle accumula ainsi des rancunes qui auraient pu aisément aboutir à une nouvelle tentative révolutionnaire, si elle n'eût trouvé dans Bismarck un liquidateur audacieux qui ouvrit un autre champ d'action aux colères concentrées et désarma les libéraux en leur garantissant, avec la gloire militaire, les réformes économiques et les libertés religieuses auxquelles ils tenaient par-dessus tout.

CHAPITRE II

LES RÉSULTATS DE LA RÉACTION

Le parti de la Croix et les Gerlach. — Ils songent à supprimer la Constitution, mais se contentent de l'interpréter. — Les pertes de la noblesse et ses désirs. — La Chambre Haute: la restauration des États provinciaux; la propriété foncière et les impôts. — Le Junkerthum, grandeur et limites de son influence. — Le roi : ses contradictions et ses faiblesses. — La Camarilla et la bureaucratie : Hinckeldey. — L'Église : Les piétistes et le Haut Conseil ecclésiastique. — Raumer et la réaction dans l'École. — Le progrès économique et le développement de la bourgeoisie.

«En 1848, disait un jour à Ranke Fréderic-Guillaume IV, nous étions tous à plat ventre.» Bismarck lui-même avouait qu'à certains moments il avait perdu l'espoir de la victoire et le goût du combat. Parmi les hommes, infiniment rares, dont le cœur n'avait pas faibli, aucun n'était resté plus complètement maître de lui, que Louis de Gerlach (1795-1877), et il avait eu vraiment l'honneur d'organiser la défense et de ramener au combat les bandes réactionnaires.

De tous les chefs de la droite, aucun ne fut plus détesté, et nous le comprenons aisément. Les revues périodiques qu'il publiait dans la *Gazette de la Croix*, alambiquées et subtiles, d'un style pénible et tendu, demandaient pour être goûtées un esprit compliqué et aussi épris d'abstruses quintessences que celui de Frédéric-Guillaume IV. Les lecteurs vulgaires y goûtaient surtout l'intransigeance des opinions, le dédain des ménagements et l'impitoyable rigueur avec laquelle le « Président » de Magdebourg remplissait l'office d'accusateur public contre les suspects et les tièdes. Il n'avait pas d'amis, il n'avait que des complices; encore les inquiétait-il par la brutalité de sa franchise, l'âpreté de sa pensée et la tranquillité audacieuse de ses déductions impitoyables. Bismarck, dont il avait un des premiers entrevu le génie et qui lui dut en grande partie sa fortune, affirmait qu'il était impossible de s'entendre avec lui : — « Il m'est arrivé, disait-il à la Chambre des députés en 1873, d'être convaincu par l'honorable

préopinant, et il y avait alors un moment où nous étions d'accord;... pas longtemps. J'ai toujours eu l'impression dans ces cas-là qu'il lui était désagréable d'être du même avis que n'importe qui;... il éprouvait le besoin de modifier son opinion, de mettre en discussion de nouveaux points, de manière que notre entente ne durât pas... Il est comme ces gens riches, spéculateurs et autres, qui s'offrent le luxe d'avoir une voiture, une maison pour eux seuls, et telles que personne autre n'en a de pareille. » — Gerlach ne s'est pas inscrit en faux contre ce jugement : « Je ne vois rien d'extraordinaire à ce que la vérité une fois trouvée excite à s'avancer plus loin, car la vérité est infiniment douce, belle et vraie! » État d'âme singulièrement dangereux pour un politique qui doit avant tout se défier de l'inquiétude d'esprit et de l'exagération. Au fond, d'ailleurs, Gerlach n'avait pas le goût de l'action. Son rôle préféré était celui de grand-prêtre : il lançait des anathèmes et des oracles, et il se consolait des catastrophes en se rappelant qu'il les avait prédites. Hautain et distant, il jugeait ses amis sans indulgence et il lassa à la longue le roi lui-même, habitué à plus de souplesse; mais, lors même que Frédéric-Guillaume s'irritait de ses implacables rappels à la doctrine, il éprouvait pour lui un involontaire respect, et Louis de Gerlach le méritait en quelque manière.

Il avait grandi au milieu des tristesses de l'invasion et des joies furibondes de la revanche, et sa vie entière en reçut une empreinte ineffaçable. Comme il haïssait la France, il détesta la Révolution qu'elle incarnait. Ses aversions le préparaient à subir l'influence de Haller dont la *Restauration de la Science politique* lui fit l'effet d'une révélation, et celle du réveil chrétien qui se manifesta en Prusse depuis 1820 environ et qui atteignit en particulier quelques familles nobles de Silésie et de Poméranie, les Bethmann-Hollweg, les Thadden-Trieglaff, les Senfft Pilsach, les Puttkamer, les Blankenbourg. Cette renaissance évangélique coïncide avec la crise de mysticisme aigu qui sévit en Europe de 1815 à 1825. En Prusse, où les traditions sont rationalistes et les besoins sentimentaux faibles, elle n'eut qu'une force d'expansion assez restreinte, mais l'action qu'elle exerça sur la vie publique fut profonde et durable. Ce que prêchaient surtout, à l'origine, ces néo-piétistes, qui se rattachaient aux Frères Moraves et n'avaient pas encore secoué l'influence de Schleiermacher, c'était la régénération morale, la foi vivante, l'amour et le dévouement; leur conviction grave et ardente avait le goût de la discussion et du prosélytisme, mais plutôt par besoin d'activité que dans un désir précis de conquête. Louis de Gerlach avait fait des études juridiques et il comprenait l'Église d'une manière moins purement spirituelle que ses

amis; il lui demandait aussi des règles de foi plus nettes et des dogmes plus arrêtés. Cependant, il retint toujours quelque chose de cette première étape : si on ne se laisse pas tromper par les formules dures et cassantes, on s'aperçoit vite que son orthodoxie est plus provocatrice que précise, et il y a certainement aussi quelque souvenir des influences piétistes qu'il a subies, dans son incapacité d'action; il est resté *noué* politiquement.

Sur sa sincérité et sa probité absolues aucun doute n'est possible. Louis de Gerlach et ses frères, le général surtout, étaient des hommes d'une rare tenue morale, et leur vie était presque ascétique : ils ne fumaient pas, ils n'allaient pas au théâtre, ils ne lisaient que des livres graves, ils ne portaient leurs décorations que quand ils y étaient strictement forcés; ils étaient incapables de sacrifier leurs opinions à leurs intérêts et de transiger avec ce qu'ils considéraient comme leur devoir. Seulement le devoir exige quelquefois qu'on dénonce un fonctionnaire tiède ou qu'on solde des drôles pour espionner le frère du roi. Gerlach s'indignait contre la morale de Bismarck qui prétendait que la fin justifie les moyens, mais uniquement parce que Bismarck ne poursuivait que des fins mondaines ; il était moins rigoriste quand il s'agissait de la victoire de la volonté divine.

Ces défaillances et ces compromissions s'expliquent moins par une bassesse native de l'âme que par une certaine disposition de l'esprit à se contenter de demi-clartés et à ne pas envisager la vérité réelle. Louis de Gerlach faisait illusion à ses amis par la finesse de sa dialectique, mais sa pensée fondamentale n'en demeurait pas moins obscure. « Je ne serais pas fâché, lui disait un jour Hansemann, de connaître les articles de la constitution que vous désireriez. » — Il haussait les épaules. — Comme s'il n'y avait de lois que les lois écrites ! Comme si une constitution n'était pas nécessairement mauvaise, du moment qu'elle était rédigée ! En réalité, la société ne se maintient que par la force des traditions, et toutes les réformes sont dangereuses, puisqu'elles ébranlent la coutume. Dieu a établi une série d'autorités, qui sont toutes également nécessaires, dont les droits sont également respectables, et qui ont pour mission essentielle de combattre l'impiété et de maintenir dans le monde le règne de Dieu et de ses représentants naturels. — Cette doctrine, assez pauvre ramassis des théories qui traînaient depuis le commencement du siècle chez les écrivains romantiques, prêtait à des interprétations fort diverses. Les adversaires du Président voyaient en lui un simple absolutiste, ce qui était une erreur radicale. En réalité, rien ne lui était plus odieux que la puissance arbitraire du souverain, et il apercevait très bien les rapports

logiques qui rattachent Frédéric II et la Révolution. Il voulait des institutions assez fortes pour donner à la société une base solide et la protéger contre les bouleversements qu'entraînent aussi bien les caprices des rois que les agitations de la multitude. — En dernière analyse, cela aboutit au respect des privilèges acquis : *beati possidentes!* Louis de Gerlach répondait que le pouvoir est une charge plus qu'un honneur, qu'il impose de lourds devoirs et que les changements sont surtout défavorables aux classes inférieures. Jusqu'à la fin de sa vie, il a cru que le régime féodal était pour les paysans une garantie, non une oppression, et que le peuple était plus heureux au XVIIIe siècle qu'au XIXe. Un jour, dans une commission pour la réforme pénale, il demandait qu'on rétablît dans les prisons un usage modéré du fouet, dans l'intérêt des criminels. « Il ne manque à l'autorité du premier président, en pareille matière, lui répondit un de ses adversaires, que l'expérience personnelle. » En fait, le nombre des agriculteurs qui réclament le rétablissement du servage paraît plutôt faible. Mais sont-ils en état de comprendre leurs véritables intérêts !

Louis de Gerlach étayait sa sociologie enfantine par d'abondantes citations bibliques qui donnaient à ses diatribes une apparence d'apostolat. Il était le flambeau du petit groupe d'hommes qui, depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume IV (1840), entouraient le roi et le dominaient, sans toujours prévenir les écarts de sa volonté. Parmi les plus écoutés se trouvaient le feld-maréchal comte Dohna, le ministre de la maison royale, de Massow, le comte Antoine Stolberg, le comte Grœben, etc. Ce « parti petit, mais puissant » qu'avait dénoncé la *Gazette de Cologne*, cette camarilla de favoris et de grands seigneurs qu'unissaient au souverain les souvenirs et les instincts, n'a pas cessé de jouer dans l'histoire de l'Allemagne un rôle toujours important, souvent décisif : Bismarck même fut à plusieurs reprises obligé de compter avec lui. Vers 1852, la camarilla était très vivement appuyée par la reine Élisabeth, l'une de ces quatre sœurs bavaroises dont l'action à ce moment détermina plus d'une fois la politique européenne. Élisabeth, hautaine et fière, n'oublia jamais le jour d'épouvante et de honte où on l'avait traînée à la fenêtre, malade et défaillante, pour saluer les cadavres des insurgés : elle détestait les libéraux, d'autant plus qu'elle les soupçonnait de s'entendre avec sa belle-sœur, la princesse Augusta, dont la maternité l'humiliait et pour laquelle elle nourrissait une solide inimitié. Le roi lui reprochait quelquefois assez vertement de se mêler de questions qui ne la regardaient pas; mais Frédéric-Guillaume, dans ses heures de confidences, avouait à ses amis en 1852 qu'il était encore mortellement

amoureux, et sa femme reprenait vite son autorité. « Maintenez-moi le roi, lui disait Wrangel au moment du coup d'état; je me charge du reste. »

Elle s'entendait à merveille avec l'adjudant-général, le général Léopold de Gerlach, le frère aîné de Louis. « Je l'ai à côté de moi, disait Frédéric-Guillaume, comme un carlin amusant; il aboie, il gronde plus qu'il ne mord, et si je dis : Couche, il s'en va dans les coins »; il est vrai que ce petit homme « gros, gras, court, soufflant, de mauvaise mine, qui ressemblait plus à un sergent de ville qu'à un général », tenait à honneur de n'être considéré que comme un vieux serviteur domestique. Il avait son franc-parler et il lui arrivait même à l'occasion, sous le coup d'une déconvenue trop brutale, d'offrir sa démission; il suffisait d'un mot pour le ramener près d'un souverain pour lequel il avait le dévouement d'un vassal pour son maître, le respect d'un chrétien pour son prêtre, la tendresse d'un protecteur pour un enfant débile; il mourut littéralement de sa mort. Il s'attristait souvent de la hauteur de son frère, qui prétendait imposer sa volonté aux répugnances de son seigneur; il y voyait une forme de l'esprit de révolte qui se glisse partout, une injustice aussi pour Frédéric-Guillaume à qui il attribuait des qualités supérieures : — il aurait fallu seulement lui donner les moyens d'exercer une plus grande influence dans l'État. — D'ailleurs, il ne comprenait pas toujours très bien le Président, car il n'avait pas beaucoup d'intelligence, et se cantonnait de préférence sur le domaine de la politique étrangère; sa panacée consistait à reprendre la politique de Frédéric-Guillaume III, à s'unir étroitement à l'Autriche et à la Prusse pour faire face à l'esprit du mal représenté par la France. Comme Nicolas Niebuhr, secrétaire du cabinet depuis 1851, il voyait dans la Sainte-Alliance le meilleur moyen pour « abolir l'idéal révolutionnaire », détruire non seulement les conséquences de la catastrophe de 1848, mais les doctrines qui avaient miné l'ancien État, le communisme, le constitutionalisme, le libéralisme.

L'organe de la camarilla était la *Nouvelle Gazette Prussienne*, plus connue sous le nom de *Gazette de la Croix*, que Louis de Gerlach avait fondée en pleine tourmente et dont Bismarck était alors le collaborateur assidu. Elle était dirigée par Hermann Wagener qui fut un des hommes les plus détestés de son temps. Ses partisans prétendaient qu'il dissimulait sous l'amertume de ses sarcasmes une sensibilité maladive, et il est certain que, dans une carrière des plus accidentées, il conserva des affections d'une inébranlable fidélité. « Vous êtes le seul dans mon entourage avec qui je m'exprime

librement et sans réserve, » lui écrivait en 1872 Bismarck qui l'avait imposé à Guillaume et qui lui garda sa confiance même quand, après un procès de malversations, il fut obligé de quitter ses fonctions au ministère. — Il avait mérité les sympathies du chancelier, moins encore par ses rares connaissances et par sa remarquable puissance de travail que par la nouveauté de ses vues et son sens des réalités. Il avait compris l'importance des changements sociaux que préparaient le développement de la grande industrie et l'avènement du régime capitaliste ; il voulait que la noblesse ne se contentât pas de poursuivre une restauration de façade, mais qu'elle ruinât l'autorité de la bourgeoisie en s'appuyant sur les masses profondes du peuple, conservateur d'instinct et fort indifférent aux garanties constitutionnelles. Il eût désiré jouer en Prusse un rôle analogue à celui de Disraëli, dont l'ingénieuse hardiesse a infusé une nouvelle vie aux tories d'Angleterre ; il lui manqua pour cela, avec les qualités souveraines de l'orateur, l'appui d'un parti sérieusement organisé et préparé par une longue vie publique aux résolutions énergiques.

Les féodaux savaient très bien que leur influence ne reposait que sur les sympathies personnelles du prince, et, sans compter qu'elles étaient ondoyantes et fugaces, ils avaient de bonnes raisons de croire que l'héritier présomptif ne suivrait pas leurs inspirations. Aussi poursuivaient-ils une réforme constitutionnelle qui les assurât contre les sautes de vent et les retours probables de l'avenir. On avait beau épurer et corriger la « Charte Waldeck », on ne réussirait pas à faire qu'elle ne fût pas sortie de la Révolution ; surtout elle gardait ce caractère d'improvisation législative qui suffisait pour la rendre odieuse à des hommes pour lesquels les seules lois respectables étaient celles qui naissaient d'elles-mêmes des besoins séculaires de la société et n'étaient que la tradition condensée et stratifiée.

Sur ce point, ils étaient absolument d'accord avec le roi. — Que voulait réellement Frédéric-Guillaume ? Ce n'est pas très facile à savoir, et, d'une façon générale, il convient de ne pas vouloir serrer de trop près la pensée d'un souverain qui prenait les métaphores pour des idées. Dans tous les cas, il se refusait nettement à être un monarque constitutionnel. A ce sujet, le discours qu'il prononça le 6 février 1850, avant de prêter serment à la Charte, est caractéristique : « La condition vitale de cette constitution, c'est qu'on me rende possible de gouverner avec cette loi ; car en Prusse, il faut que le roi gouverne, et je gouverne, non parce que c'est mon désir, Dieu le sait, mais parce que telle est la volonté de Dieu. C'est pour cela aussi que je veux gouverner. Un pays libre sous un roi libre, tel était mon mot

d'ordre il y a dix ans ; c'est encore le mien aujourd'hui, et il le restera aussi longtemps que je respirerai. » — Comme on reprochait à Manteuffel de ne pas respecter le statut fondamental qu'il avait juré, il répondait qu'il avait aussi juré l'article qui permettait la révision de ce statut : en réalité, c'était le seul qui eût une valeur sérieuse aux yeux du roi. Si, par hasard, il avait des scrupules, il ne manquait pas autour de lui de sophistes pour les dissiper. « Qu'est-ce qu'un serment ? écrivait la *Gazette de la Croix*. Un appel de la sincérité de l'homme à l'éternelle vérité divine. Un serment prêté à Dieu peut-il engager contre Dieu ! Et tout lien de la volonté royale n'est-il pas contraire à la volonté divine ? La parole de l'Écriture n'est-elle pas assez claire : le cœur des rois est dans la main de Dieu ? » — « La Constitution, disait Stahl, est un monument de la lourde chute de la Prusse, et, si l'on doit avoir conscience de son autorité en tant que loi jurée, on doit aussi reconnaître que, mesurée à une loi sainte et supérieure, à beaucoup de points de vue, elle n'existe pas. »

C'était parler selon le cœur d'un souverain qui se croyait en contact permanent avec l'Éternel et qui regardait à la fois comme un malheur et une impiété qu'une volonté humaine arrêtât l'action de sa céleste sagesse. Ses fidèles lui rappelaient le souvenir d'Hérode qui avait commis un crime pour ne pas violer sa promesse; Dieu a établi des lois générales, mais il juge bon de s'en écarter quelquefois : de même le roi qui a promulgué une constitution, peut la modifier, s'il le juge nécessaire : « une ordonnance octroyée ressemble à un miracle divin ». En vain les Chambres se montraient-elles dociles; leur humilité ne désarmait pas son courroux, parce que ce qu'il détestait dans la Charte, ce n'était pas tel ou tel article; mais il lui était intolérable de penser que son autorité était limitée sur quelque point, qu'il n'était pas libre de satisfaire quelque fantaisie, que d'ailleurs il n'avait pas.

Seulement, s'il était sincèrement très malheureux du sort où l'avaient réduit les circonstances, son idéal était fort nébuleux. Un roi, à ses yeux, était surtout un prophète qui, de temps en temps, réunit autour de lui ses sujets pour leur lire des oracles grandiloquents et difficiles à interpréter. Comme il avait, au milieu de ses perpétuelles variations, le plus implacable entêtement, il songeait à revenir à la Diète réunie de 1847 qu'il aurait rassemblée autour de lui toutes les fois que les affaires l'eussent exigé, c'est-à-dire quand il aurait éprouvé le besoin d'ouvrir la bonde à son éloquence. Dans l'intervalle, des ministres modestes auraient pour tâche d'exécuter ses arrêts; il leur permettrait d'exprimer leurs doutes, mais non pas

d'arrêter ses ordres, tout au plus de lui en demander la confirmation.

Ce système de sénatus-consultes apocalyptiques avait de visibles inconvénients ; il séduisait peu les féodaux, et l'opposition qui les séparait de Frédéric-Guillaume amena un conflit quand il s'agit de réorganiser la première Chambre. Stahl, Louis de Gerlach et le comte d'Alvensleben voulaient qu'elle représentât la richesse et la tradition, les éléments qui, individuellement ou par groupes, s'opposent aux forces de destruction, avant tout, la propriété foncière et la moyenne noblesse. — On accusait les hobereaux d'avoir l'esprit borné : — tant mieux, ils défendraient jusqu'à la dernière goutte de leur sang leurs propres droits et aussi ceux du roi. On les traitait de rétrogrades ; — c'était à leur éloge ; « on avait besoin des forces réactionnaires les plus actives tant qu'on n'aurait pas éliminé le virus révolutionnaire qui circulait dans les veines du peuple. » — Ce plan, qui ne rencontrait naturellement aucune sympathie dans le pays, et même dans la Chambre des députés, eût été aisément écarté si le ministère lui eût opposé un projet précis ; mais le roi s'en tenait à des récriminations amères, sans dire nettement ce qu'il désirait. « Ce qu'il poursuit, disait Varnhagen d'Ense, très hostile, mais clairvoyant, c'est la liberté de suivre ses caprices variables, avec tout au plus l'apparence de la légalité. Le déclarer tout net, exercer le despotisme en fait, il n'en a ni le courage ni la constance ». La lutte se poursuivit pendant de longs mois, au milieu de la plus extraordinaire confusion. Frédéric-Guillaume, qui accusait l'extrême-droite de vouloir renouveler les frondes féodales, se donnait entre temps le plaisir esthétique de faire lire au Cercle royal le discours dans lequel Stahl combattait ses projets ; il faisait déposer par Manteuffel des amendements contre lesquels votaient Westphalen et Raumer, dépositaires de la pensée intime du souverain. Léopold de Gerlach, affolé, offrit à plusieurs reprises sa démission. — *Bellum omnium contra omnes*, écrivait-il dans son journal. — De guerre lasse, les Chambres votèrent la loi du 7 mai 1853, par laquelle elles laissaient au gouvernement le soin de trancher la question.

La première Chambre, telle que l'a constituée l'ordonnance du 12 octobre 1854, encore en vigueur aujourd'hui, se compose essentiellement de membres héréditaires ou à vie, nommés par le roi, sur la présentation de diverses corporations. En fait, elle est entre les mains du prince, toujours libre de briser l'opposition par des « fournées » ; mais elle laisse une redoutable influence à la noblesse rurale qui dispose de la majorité dans les collèges de présentation. La lutte

qui avait pendant deux ans profondément troublé la vie publique, aboutissait à la plus déplorable des transactions. La féodalité recevait une sorte de place de sûreté derrière les murs de laquelle elle braverait impunément les demandes de l'opinion, sans obtenir le moyen de s'élever à un rôle vraiment politique; elle renonçait à exercer un rôle décisif dans l'État, à condition qu'on ne touchât pas à ses prérogatives matérielles; elle concluait avec la royauté un pacte d'alliance contre le peuple, et elle se résignait à l'asservissement parce qu'on lui dorait ses chaînes. Dès lors les féodaux se désintéressèrent des principes et ne songèrent plus qu'à exploiter la situation.

La Révolution les avait épouvantés et ils se lamentaient fort sur les pertes qu'elle leur avait infligées. De fait, la réorganisation des tribunaux et de l'administration leur avait enlevé leurs droits de police et de justice patrimoniales; leurs privilèges financiers étaient menacés, leur droit de chasse, aboli; au régime féodal de la propriété succédait le régime moderne, fondé sur les principes du Code civil français. — Ils ne crurent cependant ni possible ni utile de revenir sur la loi capitale du 2 mars 1850 qui avait affranchi la propriété rurale et prescrit le rachat des charges féodales. On eût soulevé de trop farouches rancunes en essayant d'enlever aux paysans les franchises qu'on faisait miroiter à leurs yeux depuis un demi-siècle. D'ailleurs, les nobles avaient pris leurs précautions.

Les célèbres décrets de Hardenberg qui, en 1811, avaient proclamé en principe l'abolition du servage, avaient été si bien atténués et interprétés pendant la période de réaction qui avait suivi les guerres de l'indépendance, qu'ils avaient surtout profité aux Junker. Dans la partie orientale de la monarchie, non seulement les corvées et les redevances s'étaient partout maintenues, mais les seigneurs avaient peu à peu usurpé les parcelles rurales et arrondi leur domaine propre au détriment de leurs tenanciers. Il est sans doute exagéré d'écrire, comme certains historiens, que, quand les lois de libération furent votées, elles arrivèrent trop tard et qu'il n'y avait plus de paysans propriétaires; mais les statistiques semblent établir que, de 1815 à 1848, la proportion des Rittergüter, des domaines nobles, par rapport à la superficie totale, avait doublé, de sorte qu'une partie appréciable de la population se trouve encore aujourd'hui dans une condition moins favorable qu'en 1789. En général, la grande propriété domine à l'est de l'Elbe, sauf dans la Silésie : les exploitations de plus de cent hectares y occupent plus de la moitié du sol, et celles qui dépassent cinq cents hectares y sont fort nombreuses. Les

Junker, « ces parias de la société moderne », disait Bismarck, n'en poussèrent pas moins des cris d'indignation quand on vota l'affranchissement des serfs. On les consola en leur accordant de larges compensations. Dégagés de toutes leurs obligations envers leurs paysans, ils reçurent en outre une indemnité importante qui leur permit facilement de compléter et de renouveler leur outillage; comme la grande industrie commençait à peine à se développer, ils disposaient, pour le moment, d'une main-d'œuvre abondante et à bon marché, et les vastes débouchés qui s'ouvraient pour eux en Angleterre leur assuraient la vente de leurs produits à des prix très rémunérateurs. En somme, l'émancipation rurale fut une excellente affaire pour la noblesse; elle avait, de plus, la chance d'être désormais débarrassée des mille conflits quotidiens qui la mettaient auparavant aux prises avec ses sujets et elle réussit à réunir autour d'elle au moins la classe la plus aisée des laboureurs affranchis. Encore actuellement, malgré les progrès de l'idée socialiste parmi les prolétaires ruraux, les féodaux tiennent solidement en mains les régions transalbines, et, renfermés dans cette sorte de donjon, ils ont réussi jusqu'à présent à contenir l'effort de l'Allemagne libérale du Sud et de l'Ouest.

La loi du 11 mars 1850 sur l'administration communale et provinciale était une conséquence nécessaire de la suppression du régime féodal. Elle abolissait un régime que Stein avait, dès 1807, déclaré intolérable et qui ne s'était maintenu si longtemps que parce qu'il était assez mal connu : la différence des villes et des campagnes était supprimée, les nobles perdaient l'autorité qu'ils avaient jusqu'alors détenue, et une série de conseils électifs, avec une compétence assez étendue, permettait à la masse de la population d'exercer une influence réelle sur les affaires publiques. — Les Junker n'en étaient pas moins sûrs de conserver la haute main, mais il leur paraissait odieux d'être obligés de solliciter les suffrages de leurs anciens serfs, et la pensée qu'ils pouvaient être cités en justice par leurs fermiers leur causait une indignation naïve. — « Prenez garde, disait Harkort, dans une de ses lettres aux paysans; ce que l'on réclame, c'est la restauration du droit historique, entendez par là l'Ancien Régime. » — Il n'exagérait pas. Louis de Gerlach attaquait à la tribune l'article de la Constitution qui déclarait tous les citoyens égaux devant la loi; — ce principe n'était pas seulement dangereux, il était surtout absurde : appliquerait-on les mêmes règles au Prince de Prusse et au crocheteur du coin? Les revendications des sujets sont sans valeur, parce qu'elles attaquent des institutions établies par la Providence;

Deo servire libertas est. — « Il faut, écrivait-il en 1852, que la session rétablisse la liberté, j'entends la liberté, par exemple, de conclure des baux héréditaires, d'imposer des charges réelles permanentes, d'acquérir le droit de chasse sur une propriété étrangère, etc. »

Westphalen, grandi dans les traditions de l'absolutisme bureaucratique, n'avait aucun goût pour les nouvelles assemblées locales, qui gêneraient l'action des fonctionnaires; surtout, il ménageait la droite, pour se maintenir contre Manteuffel qui se défiait de lui. Sous un prétexte puéril, une ordonnance remit en activité les anciens États de provinces et de cercles, peu gênants pour l'autorité royale, tant leur compétence était restreinte, mais où dominaient sans conteste les propriétaires nobles. Les libéraux protestèrent, et c'était, en effet, la mesure la plus grave qui eût encore été prise; la Constitution était violée. — Pas du tout, répliquait le ministre; la Constitution ne parle pas des États. — Mais elle les remplace! — Leur existence est incompatible avec les lois nouvelles. — C'est regrettable pour celles-ci. — Mais la confusion serait inextricable. — N'avait-on pas, pour en sortir, le droit d'interprétation royale et le droit de revision des Chambres? — En effet, une ordonnance suspendit les lois de 1850 sur l'organisation municipale et provinciale (juin 1852), et elle fut confirmée par un vote de la Diète qui supprima l'article 105 de la Constitution (mai 1853). « Il est naturel, disait Stahl, que ceux qui, en vertu de leur richesse, possèdent en fait la puissance sur les autres, la possèdent aussi en droit! » *La Gazette de la Croix* entonnait le cantique de Siméon : « Que sommes-nous dans notre faiblesse avec toutes nos prières et toutes nos demandes en face du gouvernement qui se tait et qui agit? » — Les paysans des régions orientales furent dès lors ramenés à une condition très voisine de celle de 1847, abandonnés sans défense à l'arbitraire des grands propriétaires du voisinage. La situation se prolongea jusqu'à la réforme des cercles du 13 décembre 1872, et la résistance acharnée qu'opposa à cette loi la Chambre des seigneurs et qui ne put être brisée que par une fournée de pairs, prouve assez la valeur des privilèges qu'ils avaient reconquis.

Une série de lois secondaires complétèrent le triomphe de l'aristocratie foncière. La Constitution avait proclamé le principe de l'égalité devant l'impôt; les nobles, qui accusaient Harkort, en réclamant la péréquation de l'impôt foncier, « de vouloir précipiter dans une misère noire non seulement des milliers de propriétaires, mais les centaines de mille personnes qu'ils font vivre », surent si bien traîner les choses en longueur qu'ils conservèrent leurs immunités tant que régna Frédéric-Guillaume IV. — Une loi du 24 février 1850

avait supprimé les restrictions qui s'opposaient à la division des propriétés foncières; elle fut abolie par la loi du 24 mai 1853, et l'établissement de fidéi-commis, qui avait été interdit par la Constitution, fut de nouveau autorisé (5 janvier 1852) : « Les plaintes relatives à la liberté de l'industrie sont tous les jours plus nombreuses, avait dit Stahl lors de la discussion; mais, appliqué à la propriété foncière, ce principe est encore plus dangereux; on voudrait en faire une marchandise circulante; c'est comme si l'on donnait aux os la fluidité du sang. Je regarde comme un grand avantage de notre ordre public qu'il y ait une aristocratie foncière, et je vois en particulier un bien incontestable à ce que cette aristocratie foncière soit représentée par les familles de l'ancienne noblesse privilégiée. » Les descendants des anciens nobles immédiats retrouvèrent les privilèges qu'ils avaient perdus. On attaquait la loi de 1850 sur la chasse, qui avait cependant ménagé plus que de raison les droits des grands propriétaires. Les vols de bois et les autres délits forestiers étaient frappés de peines d'autant plus exorbitantes (2 juin 1852) que les propriétaires avaient été affranchis à des conditions infiniment douces des servitudes dont ils étaient grevés auparavant. Des règlements très rigoureux (24 avril 1854) punissaient les domestiques et les travailleurs ruraux « coupables de désobéissance obstinée »; des journaliers pouvaient être traduits en justice pour n'avoir pas ôté leur casquette devant le patron ou ses employés. La police patrimoniale était rétablie (14 avril 1856) : encore les nobles se plaignaient-ils des quelques restrictions que l'on imposait à leurs volontés. Le comte de Pfeil se vantait d'avoir fait arrêter et garder cinq jours en prison un homme de l'innocence juridique duquel il était convaincu; mais il avait ainsi prévenu une révolte dangereuse; il avait fait distribuer cinquante coups de bâton à un jeune garçon coupable de faux; « la loi nouvelle paralyserait vraiment l'action de la police... et nous ne serions plus en état de remplir notre devoir. Notre pouvoir n'est pas lié par les lois, qui sont faites pour les fonctionnaires; il est vraiment discrétionnaire. Nous agissons suivant notre devoir, notre honneur et notre conscience ».

La loi ne devait avoir pour but que de protéger les nobles contre les autres classes et même contre leurs propres sottises. Le duel était traité avec une extrême indulgence, tandis que l'usure était très durement réprimée : c'est qu'il fallait venir au secours des jeunes officiers dont la moitié, si nous en croyons Stieber, étaient entre les mains des tripoteurs. Le roi intervenait volontiers en leur faveur et chargeait la police de faire entendre raison aux créanciers récalci-

trants. Cela n'empêchait pas les colonels de refuser d'accepter comme candidats officiers des bourgeois, parce qu'ils étaient moins entraînés et de conduite moins régulière ! Les grades élevés leur étaient presque complètement fermés; dans l'*Annuaire* de 1860, les trois quarts des officiers étaient nobles; et, parmi les généraux et les officiers supérieurs, il y avait 92 bourgeois pour 932 nobles.

En présence de l'irritation croissante que causaient ces usurpations, la droite cherchait des alliés dans la petite bourgeoisie des villes, dans les artisans que les grandes fabriques commençaient à menacer, et préparait l'alliance qu'ont poursuivie depuis les agrariens et les antisémites. Bismarck avait déjà signalé dans l'industrialisme la principale cause du mal social : « Les fabriques enrichissent les particuliers, mais elles produisent la masse des prolétaires, travailleurs mal nourris, dont l'existence est incertaine et qui deviennent par là dangereux pour l'État » ; il était facile de les exciter à la révolte, « en développant en eux, par de fallacieuses promesses, la cupidité naturelle à ceux qui ne possèdent rien, l'envie de ceux qui sont pauvres contre les riches »; il n'avait aucune confiance dans « la population des grandes villes; il n'y trouvait pas le vrai peuple prussien », et le moment n'était peut-être pas éloigné où il faudrait contre elles en appeler au véritable peuple, « pour les réduire à l'obéissance, fallût-il pour cela les effacer de la surface du sol » (20 mars 1852). Au moins, devait-on s'appliquer à entraver le développement des manufactures qui, avec leur division du travail poussée jusqu'à l'absurde, entraînent la ruine physique et morale de l'ouvrier, et, pour cela, revenir aux jurandes; il est possible qu'elles créent quelque gêne pour le consommateur et qu'elles élèvent, dans une certaine mesure, le prix des produits; sacrifices bien anodins quand il s'agit de maintenir une classe moyenne, nécessaire à l'existence sociale et normale de l'État (18 oct. 1849). — La Chambre n'osa pas cependant supprimer la liberté de l'industrie et rendre les corporations obligatoires, mais elle s'efforça d'en favoriser les progrès en même temps que, par une série de mesures restrictives, elle essayait de gêner le développement des manufactures.

« La Prusse, écrivait Léopold de Gerlach à Manteuffel au mois de juillet 1852, ne peut trouver son salut ni dans le Bonapartisme, qui est la souveraineté populaire et la Révolution, ni dans le système russe, qui n'est que le despotisme militaire... Il faut qu'elle le cherche dans la voie où elle s'est engagée depuis 1851 : maintenir ce qui subsiste de notre Constitution communale et patrimoniale, fortifier et anoblir la bureaucratie en la pénétrant de l'élément féodal, ce qui est

la vieille maxime des Hohenzollern, déjà suivie par Frédéric II (!), laisser aux États provinciaux la législation provinciale, réduire les Chambres au contrôle financier, à l'approbation des impôts et à l'enregistrement des lois octroyées. » Vers 1854, ce programme semblait rempli, l'opposition était muette, le Parlement domestiqué, et les Junker exerçaient dans les affaires une autorité qu'ils n'avaient jamais possédée. Ils n'éprouvaient cependant aucune joie de leurs triomphes, mais un sentiment de lassitude et d'anxiété. « Parry, disait Alexandre de Humboldt, rappelant une expédition polaire, fouettait à tour de bras pendant le jour les chiens attelés à son traîneau, et les braves bêtes tiraient de tout leur courage et couraient vers le Nord de tout leur élan. Le soir, on déterminait astronomiquement le progrès accompli et l'on reconnaissait que l'on était moins avancé que la veille; la valeur et l'agilité des bêtes de somme n'avaient pas suffi à compenser le mouvement qui emportait vers le Sud la banquise entière. » Les féodaux sentaient sourdement que leurs efforts stériles s'épuisaient à maintenir l'irrésistible poussée des forces supérieures qui les refoulaient lentement.

Non pas cependant que cet épisode de l'histoire prussienne n'ait eu aucune influence sur l'évolution de l'Allemagne; le « parti petit, mais puissant », a toujours exercé depuis lors et conserve encore, grâce aux sympathies de la cour, une autorité que ne justifient ni les services de ses membres, ni leur talent, ni même leurs richesses. Mais, satisfaits d'enrayer le progrès et de retarder la défaite du passé, ils ne se haussent plus guère à l'espoir d'une restauration radicale. Politiciens très avisés et tacticiens subtils, ils forment moins un parti qu'une coterie et ils ont depuis longtemps mis au rancart les théories sous lesquelles ils dissimulaient jadis leurs cupidités égoïstes.

Au moment même où ils célébraient leurs plus éclatants triomphes, Stahl et Gerlach se plaignaient de la tiédeur morale et de l'inertie intellectuelle de leurs amis. Au lieu des Chevaliers Teutoniques qu'ils rêvaient de conduire à une nouvelle croisade, ils n'avaient sous la main que des condottieri, qui, dans le combat, n'appréciaient que le butin. Louis de Gerlach détestait dans la Révolution la révolte contre Dieu, il voulait exterminer le péché. Schwerin, très justement, remarquait qu'on allait droit ainsi à Philippe II et à l'Inquisition. Gerlach ne s'en défendait pas, faisait le panégyrique des moines dont les règles étaient les plus rigoureuses ; « C'est là, écrivait-il, le véritable poison contre le communisme. » Ce fanatisme, ennobli chez lui par la sincérité et la gravité morale,

ne rencontrait guère qu'une répulsion dédaigneuse chez la plupart de ses acolytes, qui étaient vraiment de bien étranges apôtres du christianisme. Dès 1842, dans la commission qui préparait la réforme de la loi sur le mariage, il s'indignait de voir la majorité, qui avait suivi d'une oreille distraite ses élucubrations bibliques, redevenir attentive quand on apportait quelques histoires croustillantes : « Dieu n'avait pas fait connaître encore assez clairement ses voies. » Mais la Révolution ne modifia en rien ces dispositions générales. « Nous étions sur le meilleur chemin, écrit Gerlach en 1856, mais où trouver l'énergie pour le suivre?... Les nôtres n'écoutent pas les débats, ne lisent pas les actes et ont le dégoût des affaires. » Ce refrain découragé revient sans cesse dans son journal. « Nous ne sommes pas assez puissants pour gouverner nous-mêmes... Partout apparaissent l'égoïsme paresseux et la paresse égoïste des conservateurs. Après que les périls les plus immédiats ont été écartés, aucun lien intime ne nous tient plus rassemblés. Personne ne se soucie de venir au secours de l'État malade. »

Atonie d'autant plus fâcheuse que la restauration féodale, en dehors même des résistances populaires, se heurtait aux plus solides traditions de la monarchie. Savigny écrivait déjà que la Prusse était un État démocratique, et il le prouvait en rappelant que, la première, elle avait introduit l'éducation obligatoire et le service universel. Il est certain, du moins, qu'elle était un État bureaucratique. Ses souverains, depuis le Grand Électeur jusqu'à Frédéric-Guillaume III, s'étaient appliqués à briser les résistances locales et à subordonner au bien public les intérêts particuliers; s'ils avaient, le plus souvent, cherché leurs auxiliaires dans les classes privilégiées et ménagé leurs prérogatives, ils en avaient fait les instruments de leur domination, et les nobles n'exerçaient leur autorité que par délégation du souverain. Rien n'était ainsi plus contraire aux tendances historiques du pays que les projets de Stahl qui, complètement appliqués, auraient à la fois relâché les liens de l'existence nationale et énervé les pouvoirs publics, en constituant une série de castes autonomes et pourvues de droits intangibles.

Très vite aussi des dissentiments se manifestèrent entre l'extrême-droite et les représentants naturels de l'administration. Léopold de Gerlach reprochait à Manteuffel de « ne pas croire à la vérité : un chrétien ne doit pas penser ainsi. Le chrétien a une vérité qui est une lumière dans les endroits sombres, une parole ferme, prophétique, suivant laquelle il juge les événements du temps. » A plusieurs reprises, la camarilla pensa à renverser un ministre qui se

contentait d'expédients et à le remplacer par un cabinet qu'aurait présidé Alvensleben, et où auraient pris place Senfft-Pilsach, Bismarck et Louis de Gerlach, à côté de Raumer et de Westphalen. Elle craignit de diviser les forces conservatrices et de s'aliéner définitivement la bureaucratie très solidement organisée; elle n'était pas sûre d'ailleurs du consentement du roi qui, tout en conspirant avec les féodaux, redoutait « les bêtises » qu'ils auraient commises.

Comme il arrive d'habitude, l'âge avait exagéré chez Frédéric-Guillaume les défauts de l'esprit et les somnolences de la volonté. Il faut bien admettre qu'il avait quelques côtés séduisants, puisque presque tous ceux qui l'ont approché nous vantent la grâce de ses manières et l'éclat de son imagination, et surtout, ce qui est plus probant, puisqu'il inspira des dévouements durables. Qu'il ait aimé à réunir autour de lui des hommes tels que Ranke, Alexandre de Humboldt, Karl Ritter, de Reumont et Bunsen, cela témoigne incontestablement d'une intelligence ouverte et d'une noble curiosité, et on ne s'adressait jamais en vain à sa générosité quand il s'agissait d'une entreprise scientifique digne d'intérêt. A son avènement au trône, il avait appelé à Berlin, non seulement Schelling et Tieck, mais Rückert et les frères Grimm, que leur attitude dans l'affaire de la Constitution hanovrienne devait cependant lui rendre suspects. Il était parfaitement capable, en matière littéraire, de s'élever au-dessus de ses préjugés; il fit ainsi commencer la publication de la correspondance de Frédéric II. Il suivait avec une attention éclairée les travaux de la célèbre école d'érudits qui avait grandi sous l'action directe ou au moins sous l'influence de Ranke, et il ne bornait pas sa sympathie aux médiévistes, Dümmler, Giesebrecht, Waitz, Wattenbach, mais il s'intéressait aux travaux de Curtius, de Droysen, de Mommsen. Bismarck, qui avait bien le tempérament le plus opposé à celui du roi qu'il soit possible d'imaginer, avait pourtant subi la séduction de son esprit, et il parle toujours de lui avec une émotion visible. Ce sont là des faits qui ne sauraient être négligés, et il convient de les avoir sans cesse présents à l'esprit pour se tenir en garde contre une condamnation sommaire à laquelle nous serions si aisément sollicités.

Il nous est, en effet, à peu près impossible, avec nos habitudes d'esprit, rationalistes et classiques, de ne pas être déconcertés et choqués par ce souverain ondoyant et multiple qui avait été contaminé jusque dans les moelles par des influences morbides et qui poussait jusqu'au délire la faculté de contradiction qui est un des traits essentiels du caractère allemand. Respectueux des vieilles traditions

impériales et des antiques titres des Habsbourgs, il ne renie aucune des ambitions des Hohenzollern; il poursuit l'unité de l'Allemagne, et il prétend l'atteindre sans porter ombrage à l'indépendance des autres princes devant les droits légitimes desquels il s'incline avec piété; il favorise, on pourrait presque dire, il provoque, le développement du mouvement libéral, et il impose à ses sujets le joug le plus humiliant et le plus dur qu'ils aient jamais connu; il a sans cesse à la bouche le mot de légalité, et son règne n'est qu'une succession de coups d'état et de mesures arbitraires; il réclame une opposition raisonnable, et il ne tolère pas la plus légère critique; il se proclame le représentant de Dieu sur la terre, et il est dominé par des courtisans ou des subalternes. Toutes les idées combattent en lui, sans que le conflit aboutisse jamais à une solution définitive, et il se plaît à cette perpétuelle confusion qu'il dissimule sous les formules sonores et les images incohérentes. Il prend pour une synthèse un confus amalgame d'affirmations opposées; il ne voit les choses que dans un brouillard crépusculaire; il n'a pas de but, mais un idéal, pour lequel il s'enthousiasme, mais qu'il lui serait impossible de définir. Il est éloquent; quand il parle, les yeux se mouillent, un frémissement court à travers la foule. A relire aujourd'hui ses discours, un seul sentiment subsiste, une angoisse effarée : que signifie ce pathos? Il appartient à la catégorie des hommes qui sont toujours convaincus, mais ne savent pas de quoi. Frédéric II, écrivait le *Journal des Débats* en 1842, n'avait pas de religion ; le nouveau souverain en a quatre, et cela non pas successivement, mais en même temps, — et il éprouvait au même moment une aversion profonde et une irrésistible sympathie pour ceux qui ne partageaient pas son opinion. On vient de publier récemment une série de mémoires qu'il avait rédigés pour la réforme de l'organisation ecclésiastique de la Prusse. Aucune question ne lui tenait plus au cœur. Qu'y trouvons-nous? Des considérations historiques infinies, des élancements de piété, des raisonnements subtils; et il conclut : « Pour le moment, rien à faire; on en reparlera dans un quart de siècle. »

Le crâne chauve, les yeux à fleur de tête, le ventre en avant, il s'avançait d'une démarche saccadée et incertaine; de ce corps pesant s'échappait une voix claire et grêle. On attribuait à des habitudes d'ivrognerie son exaltation perpétuelle. Vanrhagen, qui avait ouvert une enquête sur ce point, affirme que ces accusations étaient fondées, mais elles sont non moins formellement contredites par d'autres témoignages, entre autres par l'ambassadeur anglais Bloomfield, qui dit que le roi était extrêmement sobre, moral dans toutes

ses habitudes ». Il convient seulement de remarquer que Bloomfield écrivait cela en 1855, c'est-à-dire au moment où la santé de Frédéric-Guillaume était déjà très menacée et où la reine le surveillait de près. Il n'est guère douteux qu'il recherchait volontiers les excitants, fumait énormément, en particulier les jours de crise, quelquefois jusqu'à tomber dans une sorte de torpeur. D'ailleurs, il n'est pas indifférent que ces bruits, fondés ou non, aient trouvé une créance presque générale : ils prouvent l'impopularité croissante du souverain, qui souffrait de cette aversion, sans se l'expliquer, sans songer surtout à modifier l'allure générale de sa politique.

Il avait hérité de la sensibilité maladive de sa mère, non de la solidité des Hohenzollern, et, surtout, il ne possédait à aucun degré leur vertu essentielle, le dévouement à l'État et l'abnégation. Le général de Gerlach avoue qu'il avait horreur de l'effort, et, bien qu'il eût sans cesse à la bouche les mots de sacrifice et de devoir, il ne faisait jamais que ce qui lui était agréable et n'avait d'autre règle que sa vanité. Dans les circonstances les plus graves, il voyait surtout l'occasion de faire un beau geste. Les objections glissaient sur lui sans l'atteindre, et, après avoir reconnu la gravité des arguments qu'on lui opposait, il reprenait tranquillement son raisonnement au point où il l'avait interrompu. Il méprisait ses serviteurs et subissait leur influence comme une tyrannie, mais il ne pouvait se passer d'appui ; du moins, il ne se livrait jamais exclusivement à personne, et, au moment où il noyait ses ministres dans ses épanchements affectueux, il intriguait avec leurs ennemis. Enthousiaste et indolent, entêté et versatile, fanfaron et pusillanime, il avait des retours mélancoliques sur lui-même, des heures de franchise douloureuse : « Je ne suis pas Frédéric II, » répondait-il pendant la crise de 1850 à ceux qui lui conseillaient de relever le défi de Schwarzenberg. D'ordinaire, il cherchait à donner le change, se drapait dans des poses héroïques, prenait des airs d'incompris, rejetait sur les autres la responsabilité des retraites peu glorieuses qu'il désirait. Ce qui se dégage de ses paroles sibyllines, de ses promesses entourées de circonlocutions et de réserves qui les annulent, des caresses qu'il prodiguait à ceux de ses ministres qu'il détestait le plus, de la coquetterie maladive avec laquelle il s'offrait à la fois à tous, et se retirait, c'est une impression de mensonge, d'autant plus écœurante qu'il s'y joint un parfum de sacristie. A distance, et en nous y efforçant, nous parvenons à comprendre que cette hypocrisie n'était pas nettement calculée, qu'elle était surtout l'effet d'une maladie de la volonté et d'une débilité native du tempérament, et que le roi était la première dupe de ses tartufferies ;

mais nous comprenons plus facilement encore que les contemporains fussent exaspérés. « Le bon sens, disait le général de Gerlach, est un don de Dieu, pas très brillant, mais infiniment précieux... La fantaisie politique, pencher tantôt à droite, tantôt à gauche, atteler deux chevaux devant la voiture et deux par derrière, ne pas coudre et ne pas tailler, n'être ni à moitié ni tout entier, ne dire ni oui ni non, ce n'est pas ainsi que nous rétablirons nos affaires. »

Depuis plusieurs années, on constatait chez Frédéric-Guillaume des accès d'excitation suivis de prostration brusque, premier symptôme de la maladie qui l'emporta. La crise de 1850 avait achevé de le briser. Rien n'éclaire d'une lumière plus crue son sentimentalisme illogique; il n'avait jamais sérieusement envisagé la possibilité d'une rupture avec l'Autriche et il se félicitait de n'avoir pas été contraint à une guerre qui aurait abouti à un désastre pour elle ; il n'en fut pas moins anéanti par la banqueroute de sa politique allemande et la chute de Radowitz. Son patriotisme germanique, quelque nébuleux qu'il fût, n'en était pas moins une des forces maîtresses de son âme, et l'échec de ses projets de réforme fédérale l'atteignit jusque dans ses fibres vitales. Il ne s'en releva jamais. Comme on le félicitait un jour de la reconstitution du Zollverein, il sourit amèrement : c'était comme si un officier prussien qui aurait manqué à l'honneur faisait un riche héritage! « Il n'y a pas d'homme plus malheureux que moi », écrivait-il à Manteuffel plusieurs années après.

Cette tristesse, en même temps qu'elle accrut chez le roi le découragement et l'horreur de l'action, se tourna en aigreur. Il ne pardonna jamais complètement aux hommes qui, à l'heure tragique, lui avaient démontré l'inanité de ses rêves et l'avaient contraint au renoncement. Il conserva en particulier une antipathie prononcée pour Manteuffel. Il ne le renvoyait pas, par paresse, par dédain, aussi parce que, en détestant la bureaucratie, il ne voulait pas laisser ébranler la solide armature administrative, qui soutenait l'État prussien. Seulement il se vengeait de ne pas pouvoir s'affranchir de cette tutelle en lui suscitant des rivaux et en contrecarrant ses desseins.

Si le ministre se fâchait, Frédéric-Guillaume faisait des excuses, promettait de ne plus recommencer. D'une de ces crises sortit l'ordre de cabinet du 8 septembre 1852, qui est devenu célèbre depuis la chute de Bismarck. — Le président du Conseil recevait des prérogatives très étendues ; il était autorisé à assister aux audiences accordées par le roi à ses collègues ; aucun ministre ne présenterait à la signature une proposition sans l'avoir prévenu. — En somme,

on instituait à la place d'une conférence de chefs de service à peu près indépendants, un véritable ministère, et une telle réforme aurait assuré au gouvernement quelque unité et quelque logique. Mais le roi oublia vite ses promesses, et les intrigues recommencèrent de plus belle. Manteuffel, Westphalen, Raumer, au-dessus la camarilla, chacun avait ses plans, ses favoris, ses haines.

La confusion fut au comble quand surgit un nouvel ambitieux, le chef de la police générale, Hinckeldey. — On l'a souvent comparé à Haussmann et il avait, en effet, les allures d'un préfet impérial ; c'était un satrape, intelligent, actif, absolument indifférent aux formes légales, facile à vivre et tolérant pour les personnes qui ne le gênaient pas. Il organisa d'une façon remarquable les services municipaux de Berlin, en fit vraiment une cité moderne. Il persuada au roi que, seul, il était en état de prévenir les conspirations et de réconcilier la monarchie et la capitale. Il eut des audiences régulières avec le souverain, au grand scandale de son supérieur hiérarchique, Westphalen, qui le soupçonnait de vouloir le supplanter. Manteuffel, ravi des déconvenues de Westphalen, n'avait cependant dans Hinckeldey qu'une confiance des plus modestes. La camarilla qui se plaignait du président du conseil et qui le surveillait de près, le préférait encore à Hinckeldey, qui était un absolutiste pur. Le chef de la police s'amusait à confisquer la *Gazette de la Croix*. Léopold de Gerlach gémissait, Louis tonnait, le roi blâmait Hinckeldey et le laissait faire. Pour augmenter la cacophonie, de temps en temps une épître morose arrivait de Coblentz où s'était retiré le frère du roi, le prince Guillaume, qui se jugeait mis à l'écart injustement ; sa femme, Augusta, qui avait un moment espéré pêcher une régence pendant la Révolution, aiguisait ses rancunes.

De brusques scandales éclataient. Le prince Guillaume dénonçait les espions chargés par la camarilla de surveiller sa conduite. — Le premier ministre, dans sa correspondance avec Gerlach, se plaignait « de notes prises sur son compte, pour s'en servir au besoin, de correspondances particulières contrôlées, d'actes de violence de la police tentés contre lui ». — Il entretenait lui-même une bande de serviteurs à tout faire et il lisait les lettres intimes de Niebuhr et de Gerlach, que lui apportait un ancien agent de police, Techen, qui avait soudoyé leurs domestiques. Techen les communiquait aussi à l'ambassade française qui y trouvait des renseignements de premier ordre sur les armements de la Russie et ses dispositions. Techen fut brûlé et arrêté au mois de janvier 1856. — Le récent biographe de Manteuffel, Poschinger, nous affirme gravement que Manteuffel ne

connaissait pas la manière dont Techen se procurait ces documents. Nous en avons pour preuve la parole du ministre qui jura à Gerlach qu'il n'avait aucune mauvaise intention contre lui.

Hinckeldey, plus raide que Manteuffel, mourut victime des rancunes féodales. Sur l'ordre du roi, il avait ordonné la fermeture d'un tripot où fréquentait la noblesse : l'extrême droite le fit provoquer un jour par un de ses représentants, M. de Rochov, qui le tua en duel (1856, 10 mars). Plus de cent mille personnes prirent part à ses funérailles : toute la bourgeoisie de Berlin, oubliant ses griefs légitimes, avait tenu à rendre un suprême hommage à l'homme qui était tombé en défendant la loi contre les insolentes prétentions d'une aristocratie rebelle. Le roi, qui n'avait pas défendu le ministre frappé pour avoir exécuté ses ordres, était venu à la maison mortuaire et avait fondu en larmes sur le cercueil ; le remords de sa faiblesse le poursuivit longtemps et hâta la crise finale où sombra sa raison. Dans la foule qui suivait le convoi, se trouvaient les ministres, sauf le ministre de la guerre, même Westphalen. Comment n'avait-il rien fait pour prévenir une rencontre qu'il connaissait? Son fils a essayé de défendre sa mémoire : Hinckeldey ne passait pas pour très friand de la lame, et Westphalen avait cru, pour ne pas compromettre son honneur, devoir conserver une attitude pleine de réserve. — Il avait agi dans tous les cas avec une telle maladresse qu'il semblait avoir désiré la mort d'un successeur possible. De Rochov, envoyé dans une forteresse, fut gracié bientôt après.

L'émotion causée par ces tragiques incidents fut lente à se calmer. Ils résumaient en effet assez bien l'anarchie d'un gouvernement divisé contre lui-même et dominé par les passions les plus mesquines. Partout grandissaient la colère et la haine. — « Le peuple, écrivait Bernhardi, qui n'était rien moins qu'un révolutionnaire farouche, ne se révoltera pas pour les grandes questions politiques, mais la situation intérieure et les griefs locaux ont produit une masse infinie de mécontentements. Les Landræthe et les juges provinciaux sont souvent détestés jusqu'à la fureur. Il n'est pas du tout impossible que, si une tourmente révolutionnaire se produit de nouveau, un soulèvement éclate contre les administrations locales, et qui peut savoir où l'on s'arrêtera alors! — La constitution n'est plus qu'un nom... Les Chambres ne sont plus... la représentation du pays, mais un spectre et une ombre. De quelque côté que l'on tourne les regards, l'hypocrisie, le mensonge et le complot. Comment cela finira-t-il?... Nous sommes sur les bords d'un abîme. » Hoverbeck se réjouissait de la banqueroute de la bureaucratie : — il ne devait bientôt rester parmi les

fonctionnaires que des imbéciles et des coquins ; nous verrons alors, ce qu'en dira la population ; — et il prévoyait la chute imminente d'un système qui n'était « pas seulement lamentablement étroit, mais aussi absolument bête ». « La période de 1849 à 1858, écrivait un peu plus tard un conseiller de la cour de Cologne, a été la plus honteuse de l'histoire de Prusse. » — L'oppression avait dépassé la mesure et révolté les plus indifférents. La violence d'ailleurs s'use assez vite : la police qui avait été d'abord portée par la sympathie des trembleurs ou le découragement des démocrates, se heurtait maintenant à une malveillance universelle et devenait plus timide; les libéraux commençaient à s'organiser ; au mois d'octobre 1857, paraissait le premier fascicule des « Preussische Jahrbücher » qui allaient reprendre le programme du parti de Gotha. Menacés d'une levée de boucliers universelle, les chefs de la réaction, mollement soutenus par leurs hommes, ne comptaient plus guère pour assurer leur triomphe que sur un miracle, et ils appelaient les Églises à leur aide. Imprudente tactique et dangereuse alliance, qu'ils payèrent fort cher et qui ne leur rapporta que des déboires.

Pendant la longue période d'anarchie et d'impuissance politique qui avait suivi le Congrès de Vienne, les esprits avaient cherché un divertissement dans la spéculation philosophique. Les problèmes les plus délicats avaient été abordés de front, et, alors que la police réprimait les manifestations politiques les plus innocentes, Strauss, les théologiens de Tübingen et Feuerbach avaient pu, sans être sérieusement inquiétés, mettre en question la divinité du Christ, l'authenticité des livres saints et l'existence même de Dieu. L'idée religieuse a cependant toujours été puissante en Allemagne et elle avait trouvé un regain de vigueur dans les tristesses qui avaient accompagné l'occupation française. A la génération qui avait grandi sous l'influence de Schleiermacher et qui, tout imprégnée de l'esprit du XVIIIe siècle, faisait assez bon marché du dogme, avait succédé peu à peu une école mystique et dévote, qui répondait aux attaques de la philosophie par des affirmations précises et impérieuses, et opposait aux progrès de l'esprit de négation et d'examen les articles les plus surannés et les plus oubliés du *Credo*.

L'Église catholique comprit aussitôt les avantages de la situation nouvelle. Dégagée des liens matériels qui l'asservissaient aux pouvoirs laïques, elle s'était transformée ; les évêques de l'ancien régime, vieux, timorés, indifférents, avaient été remplacés par des pasteurs plus ardents qui subissaient docilement l'impulsion de la Curie et des Jésuites. Ils avaient sous leurs ordres un jeune clergé,

dressé pour le combat et dont la fière intrépidité était exaltée par les luttes, souvent triomphantes, toujours glorieuses, que soutenaient leurs Frères de Belgique et de France. Dans le premier conflit que provoquèrent leurs prétentions (1837), l'État ne demeura pas victorieux, et les concessions de Frédéric-Guillaume IV accrurent les prétentions des ultramontains.

En 1848, ils fixèrent leur programme, qui était très étendu, exposèrent leurs revendications, qui étaient fort ambitieuses, organisèrent leurs moyens d'action, qui étaient redoutables. Insinuants à la fois et énergiques, ils s'attachèrent à prouver aux souverains qu'ils pouvaient être des adversaires dangereux et des amis utiles. Ils varièrent sur les tons les plus divers les anathèmes de Gentz et de Gœrres : la Révolution n'est que la suite naturelle de la Réforme, les impies sont fatalement destinés à devenir des rebelles ; le trône chancelle depuis qu'il ne s'appuie plus sur l'autel. Ils offrirent aux princes, que leurs gendarmes ne suffisaient plus à protéger, le secours de leur maréchaussée céleste. « A qui devez-vous votre salut ? disaient en chaire les missionnaires de Silésie. Au roi et aux soldats. Vous devez donc leur tirer votre chapeau. Ces services-là se payent. »

Frédéric-Guillaume IV ne lésina pas. Les seuls articles de la Constitution qu'il ne songea jamais à contester furent ceux qui garantissaient l'autonomie de l'Église romaine, et, sous la tutelle bienveillante de la Direction des Affaires catholiques au ministère de l'instruction publique, les évêques jouirent de toutes les libertés qui étaient refusées aux simples mortels. L'État abdiqua ses droits de surveillance sur le recrutement et l'éducation du clergé, sur les rapports des prêtres avec leurs supérieurs, sur les nominations aux cures et aux professorats; les subventions officielles de l'Église catholique étaient trois fois supérieures à celles des Églises évangéliques, qui comptaient deux fois plus de fidèles. Les ordres monastiques multipliaient leurs fondations, les associations pieuses étendaient à l'infini leurs ramifications, sans que le gouvernement s'émût ; les « cercles de Pie », qui avaient été créés en 1848, couvraient de leurs réseaux les provinces polonaises et rhénanes, et leurs délégués, dans des assemblées périodiques, maintenaient l'unité du parti.

Tant de succès avaient mis les ultramontains en appétit, et leurs demandes grandissaient à mesure que les Jésuites, qui avaient leur principal centre en Westphalie, écartaient les éléments modérés. Ils avaient une trop sûre et trop vieille entente des affaires pour ne pas marchander leur concours, même à Manteuffel, qui avait bien mérité cependant la sainte décoration que lui envoyait le pape, et ils avaient

constitué au Parlement un groupe assez nombreux et assez compact pour que le Cabinet ne passât pas à l'ordre du jour sur les demandes qu'il présentait; il comptait des tacticiens subtils et des orateurs remarquables, Brüggemann à la Chambre des Seigneurs, les frères Reichensperger et Mallinckrodt à la Chambre des députés. Ils avaient du goût pour le gouvernement parlementaire qui favorise les transactions et ils combattirent les mesures les plusréactionnaires; mais leur opposition était supportée sans amertume par le gouvernement, parce qu'il appréciait la solidité de leurs principes et qu'il connaissait les moyens de les ramener. Ils demandaient que l'on restituât à l'Église les domaines qui lui avaient été enlevés, qu'on rétablît la juridiction ecclésiastique, qu'on fondât une Université catholique à Munster. Ils ne témoignaient d'ailleurs aucune impatience, sûrs de l'avenir, satisfaits des aimables dispositions de Frédéric-Guillaume IV qui poussait la délicatesse jusqu'à renoncer, de peur d'offenser leurs regards, à faire peindre par Kaulbach la Diète de Worms dans le péristyle du nouveau Musée.

Les catholiques étaient, non pas plus envahissants peut-être, mais à coup sûr plus tumultueux dans les contrées où ils étaient en majorité, ou dans les États dont les traditions protestantes étaient moins solides. Leur tactique consistait ici à imposer aux souverains des traités réguliers qui les missent à l'abri de toute reprise ultérieure. Dans les petites principautés de l'Allemagne occidentale, ils suivaient l'impulsion de Ketteler, nommé en 1850 évêque de Mayence, qui resta jusqu'à sa mort (1877), un des chefs les plus respectés de l'ultramontanisme allemand. Il joignait aux plus hautes qualités de l'organisateur et aux plus fins talents du diplomate un esprit très droit et une incontestable générosité d'âme. Il avait, comme les Jésuites, ses maîtres, le flair de l'avenir, et il fut un des premiers à chercher l'alliance des classes populaires. Sa brochure, *La question ouvrière et le Christianisme* (1863), qui obtint les éloges de Lassalle, a préparé la naissance du parti socialiste chrétien. Il préconisait hardiment des réformes radicales, à condition que Rome en eût l'initiative, et il promettait aux prolétaires la guérison de leurs maux, s'ils se remettaient entre ses mains. Il obtint du ministre de Hesse-Darmstadt, Dalwigk, la Convention du 23 août 1854 par laquelle l'État renonçait à ses droits de patronat, abandonnait tout contrôle sur les établissements ecclésiastiques ou les fondations religieuses et livrait l'instruction au clergé. « L'Église, disait Ketteler, n'entendait pas former un État dans l'État, mais elle ne pouvait tolérer que l'État formât une Église dans l'Église et qu'il attirât à lui l'autorité de la hiérarchie fondée direc-

tement sur l'institution divine » ; il convenait de « rompre avec un système méthodiquement établi, qui, s'il était maintenu, aboutirait à la ruine de l'Église, et de lui en substituer un qui aurait pour base le dogme et le droit catholiques ». Comme le grand-duc de Bade refusait de se plier à de pareilles exigences, l'archevêque de Fribourg lança l'excommunication contre les fonctionnaires qui appliquaient les règlements en vigueur. « Il s'agit ici, écrivait Bismarck à Manteuffel, de la cause de toutes les autorités protestantes, menacées par cet esprit belliqueux, insatiable, irréconciliable, pour lequel les concessions obtenues ne forment jamais que la base d'exigences nouvelles et qui ne désarment qu'à la condition d'exercer une domination absolue ». Malgré les résistances des Chambres et l'émotion unanime des protestants, les ultramontains ne désespéraient pas de réduire à merci leurs adversaires, et ils y auraient très probablement réussi, si les événements politiques n'avaient brusquement dérangé leurs combinaisons.

En attendant, ils se consolaient des difficultés qui retardaient leur triomphe à Karlsruhe et à Stuttgart par le succès décisif qu'ils avaient remporté à Vienne. Les traditions joséphines y étaient fortes pourtant, et Metternich, presque jusqu'à sa chute, avait écarté les Jésuites. Ses successeurs n'eurent pas la même prudence. A la suite d'un attentat qui mit un moment en péril la vie de François-Joseph (13 février 1853), Rauscher, le futur cardinal-archevêque de Vienne, força la porte de l'Empereur et arracha à ses angoisses une soumission complète. Le Concordat de 1855 « proclama hautement en face de l'Europe la doctrine de l'État chrétien, reconnut la suprématie de l'Église catholique et fit du clergé une caste privilégiée. » « C'est un acte vraiment unique dans son espèce, écrivait un contemporain ; il sanctionne complètement les prétentions du pouvoir temporel et restaure le catholicisme dans ses prérogatives primitives. » Rauscher avouait lui-même, en 1868, que ce traité « avait eu une influence beaucoup plus profonde qu'il n'était permis de l'espérer » et, de fait, il a établi sur des bases si massives la domination pontificale en Autriche, qu'un demi-siècle de luttes et de révoltes ne l'a guère ébranlée depuis. Solidement étayé désormais, le clergé en Allemagne se préparait à l'effort suprême qui disperserait les dernières résistances; il étouffait les velléités d'indépendance qui subsistaient encore ça et là dans ses rangs, appelait aux premières fonctions les intransigeants les plus fougueux et remettait en honneur les doctrines théocratiques extrêmes. On se serait cru revenu aux grands jours de la croisade jésuite, quand, à la fin du XVIe siècle, les Lainez, les Lefebvre et les

Canisius reprenaient par une vigoureuse offensive le terrain enlevé à Rome dans le premier élan de la Réforme.

Après tout, l'Église catholique suivait sa pente traditionnelle, et qu'elle proscrivît sans pitié l'esprit de libre examen et l'indépendance de l'État, il n'y avait pas lieu de s'en étonner. Ce qui devenait un objet de scandale, c'est que le Protestantisme, infidèle à ses origines, se mît en quelque sorte à sa remorque et prétendît substituer aux habitudes séculaires de recherche indépendante et de discussion un dogme et une discipline toujours plus formalistes. Que de terrain perdu depuis le moment où, au début du siècle, Schleiermacher essayait de concilier la science avec la foi! Les frères Bohêmes et Spener, si indifférents à la lettre et aux rites, n'auraient guère reconnu leurs disciples dans les néo-piétistes qui se donnaient pour les héritiers légitimes de Luther et qui condamnaient ce qui constitue l'essence même de la pensée réformatrice, la confiance dans la clémence éternelle et le respect de la conscience et de la raison. Les zélotes qui n'étaient pas toujours d'accord entre eux sur les divers articles du *Credo*, s'entendaient parfaitement sur un point : la nécessité de réprimer par la force l'esprit de rébellion et d'incrédulité. Leur chef, Hengstenberg, assez pauvre théologien, avait l'âme d'un inquisiteur; la *Gazette de l'Église évangélique* qu'il avait fondée en 1828, jouait dans l'Église le même rôle que la *Gazette de la Croix* dans le monde et poursuivait de ses dénonciations les mécréants qui osaient encore parler de tolérance. En face des modérés qui cherchaient une transaction entre l'Évangile et le siècle, les Orthodoxes mettaient en lumière avec une sorte de coquetterie les dogmes les plus poussiéreux; ils peuplaient le monde de spectres grimaçants et de démons déchaînés. Vilmar, un des plus sincères, un des plus intelligents aussi de ces prophètes du passé, disait à une conférence de pasteurs qui l'écoutaient ahuris : « Celui-là seul mérite vraiment le nom de chrétien qui a combattu contre Satan, poitrine contre poitrine, poing contre poing, figure contre figure. » Lui-même avait lutté contre l'ange des ténèbres et l'avait terrassé.

Contre le Diable toutes les armes sont bonnes. Maudits les impies et les hétérodoxes qui se laissent séduire par lui ! Maudits les tièdes et les débiles qui, par lâcheté ou par respect humain, reculent devant les violences nécessaires ! « Le roi, écrivait Louis de Gerlach, est roi par la grâce de Dieu, c'est-à-dire qu'il est l'image de Dieu, qu'il doit protéger ses enfants, représenter pour eux la Majesté du Père; son devoir essentiel est de les défendre contre l'erreur et les châtiments éternels qu'elle entraîne. » — Tâche difficile en plein XIXe siècle : « Sur

cinq personnes qui passent dans la rue, disait Frédéric-Guillaume au début de son règne, il y a quatre païens et demi. » Raison de plus pour agir avec énergie : — « La tolérance n'est que le fruit pourri de l'indifférence ; la tolérance évangélique, la seule licite et honnête, ne s'étend qu'aux sectes qui ont des croyances précises, non pas à l'incrédulité » (Stahl). — Qui dira cependant où commence l'incrédulité? N'est-ce pas être incrédule que de ne pas admettre sans réserve le symbole des Apôtres ?

Jusqu'en 1848, Hengstenberg et ses amis s'étaient heurtés à l'inertie sceptique de la bureaucratie prussienne. A la suite de la Révolution, leurs appels trouvèrent un terrain plus favorable. Beaucoup de fidèles avaient perdu la joie de la recherche et le goût de la libre réflexion. Le moment parut excellent aux fanatiques pour pousser dans le giron de l'Église orthodoxe les poltrons et les tièdes.

Les piétistes commettaient une erreur de diagnostic très grave et ils exagéraient singulièrement la portée d'une défaillance momentanée. La tolérance et la liberté religieuse étaient si anciennes en Prusse qu'elles étaient devenues une condition essentielle de la vie. Il fallait une outrecuidance enfantine pour espérer rayer de l'histoire Lessing et Gœthe, Kant et Frédéric II, et, pour une telle croisade, Frédéric-Guillaume IV était vraiment un chef trop médiocre et trop flottant.

Il apportait naturellement dans les questions religieuses les mêmes habitudes d'esprit que dans les questions politiques. Il avait affirmé dès son avènement, et il n'a jamais cessé de répéter, que l'autorité ecclésiastique suprême que lui conférait son titre royal n'était pour lui qu'un scandale et une gêne, et il est vrai qu'il eût avec joie remis aux fidèles le soin de régler eux-mêmes leurs affaires, s'il eût eu l'assurance que leurs volontés seraient toujours conformes à ses désirs. « La tolérance humaine, disait Stahl, doit être conforme à la tolérance divine qui permet à l'homme de s'égarer, mais poursuit toujours la conversion du pécheur. » C'est bien ainsi que l'entendait Frédéric-Guillaume : il offrait la liberté à ses ouailles, à la condition d'abdiquer entre ses mains. Raumer traduisait sa pensée réelle, quand il écrivait : « Pour assurer l'indépendance de l'Église, il n'est pas besoin d'une constitution nouvelle. Le souverain est dans l'Église et exerce sa domination sur elle comme son membre supérieur ; les délégués nommés par lui sont vraiment les organes de l'Église, ses représentants religieux. » La forme est amphigourique, mais la pensée est limpide; c'est le régime constitutionnel, tel que le comprenait Napoléon : le roi parle et la nation lui renvoie l'écho de ses volontés.

Frédéric-Guillaume songeait souvent à réunir un synode; mais ne voudrait-il pas « se regarder comme un fondé de pouvoir de l'Église vis-à-vis des autorités ecclésiastiques, quelque chose comme une Chambre constitutionnelle, alors qu'il ne devait se considérer que comme une autorité, une représentation de l'Église vis-à-vis du dehors »? — Au lieu d'États généraux, il appela une assemblée des notables, le Haut Conseil ecclésiastique (29 juin 1850). Son autorité n'y perdait rien, puisque le nouveau Conseil était absolument dans ses mains, et il avait ainsi le moyen de pénétrer plus aisément dans la vie intime de l'Église; des actes qui auraient été odieux s'ils étaient émanés d'une autorité laïque, paraissaient excusables s'ils provenaient d'une assemblée de théologiens. Puis, le Haut Conseil relevait directement du souverain, non du ministère, et l'on n'avait plus ainsi à redouter les lenteurs et les scrupules d'une bureaucratie que les épurations les plus attentives n'avaient pas débarrassée du virus frédéricien.

Naturellement, le Haut Conseil ne fut composé que des orthodoxes les plus militants, et Goesche, Niebuhr, Stahl et Hengstenberg y donnèrent le ton. Ils n'osèrent pas s'attaquer franchement à l'Union, que protégeait le souvenir de son fondateur, le père du roi, Frédéric-Guillaume III. Ils voyaient cependant, — non sans raison, — le produit de l'indifférentisme rationaliste dans cette œuvre d'un prince qui avait voulu mettre fin aux luttes confessionnelles et rassembler dans une même communion les principales sectes protestantes. Ils s'appliquèrent à en altérer le sens, la réduisirent à une vaine formule administrative, soufflèrent sur les rancunes mourantes et réveillèrent l'esprit de secte. « Pleins d'amour dans la bouche et de haine dans le cœur, afin de dominer dans l'Église comme dans l'État, ces sophistes procéduriers écartaient comme des brebis galeuses les hommes qui ne partageaient pas leurs opinions », et comme cependant ils n'avouaient pas franchement leur intention, ils créèrent autour d'eux une confusion et une anarchie qui furent peut-être plus durement ressenties encore que le despotisme politique.

L'idéal du Haut Conseil ecclésiastique, très voisin de celui des Jésuites, était de constituer un clergé, indépendant des fidèles, strictement soumis à ses supérieurs hiérarchiques, et qui tiendrait rigoureusement la main à l'observation des préceptes matériels du Christianisme; le pasteur de chaque village devait être une sorte de procureur-général de Dieu, et la loi, un commentaire de l'Évangile. On refusait d'enterrer les dissidents dans les cimetières communs, on les forçait d'envoyer leurs enfants au catéchisme officiel, et les commis-

saires de police leur enjoignaient de faire baptiser leurs nouveau-nés; les associations « qui avaient abandonné le terrain de la Révélation », étaient dénoncées, et les Juifs exclus de presque toutes les fonctions publiques. Les employés n'avançaient que s'ils paraissaient régulièrement aux offices, et le prince Guillaume se plaignait que l'on jugeât les officiers moins sur leurs mérites que sur l'ostentation de leur piété. On encourageait l'esprit de délation et d'hypocrisie. Les nobles de province étaient à la fois les instruments et les victimes de ces tartufferies. Ils avaient repris l'habitude du *Benedicite,* des services religieux à domicile, des lectures de la Bible en grand apparat, — et il est possible que quelques-uns se soient fait illusion à eux-mêmes sur la sincérité de leur dévotion, mais il ne paraît pas que leur progrès moral ait été très rapide, et la façon dont ils comprenaient le Christianisme est souvent bien fantaisiste. Lorsque Bismarck se bat avec Vincke en 1852, avant de tirer le premier coup, il prononce une prière; la veille, il s'était fait donner la communion. Ses amis en furent très édifiés. Le pasteur avait hésité à lui donner le pain et le vin consacrés, parce que les torts étaient de son côté. Ses scrupules causèrent quelque scandale. — Le général de Plehve, un des séides les plus misérables et les plus brutaux de la réaction, qui, dans un duel odieux, avait brisé le menton de son adversaire, n'en recueillit pas moins à sa mort les louanges de plusieurs ministres de l'Évangile, et un haut dignitaire de l'Église donna en exemple aux populations ce « Preux qui, semblable aux Chevaliers Teutoniques, unissait aux fonctions de l'épée le service de l'amour chrétien ».

Ces disciples de Jésus qui trouvaient de si belles périphrases pour justifier les coups de colère des Junker, étaient impitoyables pour les petits et les humbles. « Pour les dévots, disait déjà La Bruyère, il n'y a de vice que l'impureté », et les pasteurs ne transigeaient pas en semblable matière, bien entendu quand les coupables étaient de mince origine. Sans charité, ils flétrissaient en chaire les fiancés qui n'avaient pas été assez prudents, condamnaient la danse, réclamaient les peines les plus rigoureuses contre les défaillances de la chair. Le Code de 1794, d'inspiration rationaliste, en laissant aux ecclésiastiques la consécration du mariage, y voyait surtout un contrat civil, et les chapitres relatifs au divorce, très humains, étaient pour les « purs » un objet de scandale. Le seul moyen de tenir compte des scrupules respectables de quelques pasteurs sans froisser la conscience publique, eût été d'introduire le mariage civil, et la Constitution l'avait promis. Mais le *Journal* de l'Église évangélique avait aussitôt dénoncé dans cette réforme un pas vers la république rouge; naturellement, on

n'en parla plus et on proposa en échange une loi sur le mariage, incohérente et restrictive. Elle ne satisfit pourtant ni Wagener ni Stahl qui demandaient la suppression du divorce et qui s'unirent à la gauche pour faire repousser le projet (1857). Les libéraux n'y gagnèrent rien, puisque le roi reconnut aux ecclésiastiques, en cas de second mariage, le droit de refuser la consécration, « suivant les principes du droit matrimonial chrétien, tel qu'il est fondé dans la parole de Dieu ». Les intérêts les plus sacrés et les plus délicats étaient ainsi abandonnés à la fantaisie de prêtres bornés et ignorants.

« Vous voulez ramener le pays à Rome », disait Schwerin à Louis de Gerlach, et Bunsen dans ses *Signes des Temps* (1854) dénonçait l'école *judéo-scolastico-piétisto-luthérienne* qui condamnait « la tolérance comme une fille de l'impiété, ne voyait dans la liberté de conscience qu'un fragment de l'œuvre de destruction et de bouleversement qui, suivant elle, caractérise la science moderne », et avait ses racines non pas à Erlangen mais à Munich. Le livre de Bunsen eut trois éditions en quelques mois, et un pareil succès, à ce moment de prostration, prouve la généralité des craintes provoquées par les entreprises de l'Orthodoxie.

« Voyez-vous, monsieur le candidat, dit un des personnages de Wilibald Alexis, notre Christianisme est simple : que chacun soit bon et se conduise honnêtement ; ne pas passer sa vie ivre au cabaret, ne pas battre sa femme plus qu'il n'est nécessaire et ne pas faire de dettes qu'on est incapable de payer. Et nous aimons le Christ aussi, parce qu'il est notre Sauveur et notre Rédempteur, mais il ne faut pas nous en demander davantage, et quant à chavirer les yeux et à réciter des prières qui n'en finissent pas, ce n'est pas notre affaire. S'il faut toujours prier, où trouver le temps de travailler ? Et notre sol n'est pas un de ceux qui permettent de fainéanter. Dieu ne viendra pas fumer mon champ. Tout çà, c'est de la superstition catholique. Là-bas, au delà de l'Elbe, les moissons poussent d'elles-mêmes, et les habitants peuvent avoir leur Christianisme particulier, et des jours de fête, et des péchés héréditaires, tant qu'il leur convient. Nous autres, nous ne voulons pas être catholiques ; croyez-en un bon Brandebourgeois ! » — Wilibald Alexis est un des écrivains qui ont le mieux connu la Marche et ses habitants. Dans ce pays rude et triste, qui n'a été conquis à la civilisation que par un âpre labeur, a grandi une race disciplinée et pratique, qui accepte la vie sérieusement et s'acquitte avec une probité solide de sa tâche quotidienne, plus portée à la critique qu'à la rêverie, avec de faibles besoins d'imagination, le goût de la clarté et de la précision. Devant les exigences des phari-

siens, qui réclamaient leurs dîmes avec plus de rigueur que jamais, elle courbait l'échine, comme sous un de ces brusques retours de l'hiver qui déconcertent les prévisions; mais elle savait bien que le soleil reprendrait sa marche victorieuse.

Les cléricaux, qui n'attendaient pas grand'chose des générations actuelles mettaient d'autant plus d'acharnement à conquérir les jeunes intelligences qui n'avaient pas encore été dépravées par l'esprit de corruption et de scepticisme. Pendant la domination de Metternich, les Universités avaient été le foyer le plus ardent du libéralisme national, et il n'y avait aucune injustice à leur attribuer une responsabilité prépondérante dans la crise révolutionnaire; même maintenant, leurs professeurs, battus, non pas désespérés, bravaient la réaction victorieuse. Les gouvernements s'efforcèrent de briser cette intolérable obstination.

A la suite des ordonnances du 4 juin 1850 qui supprimaient la constitution nouvelle, Stephani, un des plus fermes libéraux saxons, avait un accès de misanthropie : « Nulle part un sentiment viril, une opinion qui s'élève au-dessus du matérialisme le plus grossier; partout la plus misérable et la plus plate infamie, l'abattement, la lâcheté; partout des âmes de valets; ils ne sont pas dignes de la liberté, ils n'en sont pas capables! » Sa tristesse trouvait un réconfort dans l'attitude de l'Université de Leipzig qui refusait de se soumettre à des ordonnances illégales et d'élire des représentants pour les États restaurés. Beust exclut les vingt et un rebelles du Sénat universitaire et, en 1851, se débarrassa des meneurs de l'opposition Haupt, Jahn et Mommsen. A Munich, le philosophe Prantl, le professeur le plus éminent de l'Université, sauvé à grand'peine par Sybel d'une destitution brutale, restait exposé à d'humiliantes tracasseries. A Heidelberg on fermait les cours du matérialiste Moleschott et de Kuno Fischer, accusé de tendances panthéistes.

« La vie de l'époque, écrivait le ministre de l'Instruction publique de Prusse, Raumer, est arrivée à un tournant, et une transformation absolue s'est manifestée : il faut que l'école suive. Jusqu'à présent, elle a été trop idéologue; le devoir primordial de l'État est de préserver de la perdition les enfants rachetés par le sang précieux du Sauveur et de faire des sujets dociles. » Raumer avait l'oreille du roi, et la droite louait sa piété. — Le but cependant était plus malaisé à atteindre qu'à définir. Toute réaction est une sorte de révolte contre le sens commun; les repentirs et les regrets n'auront jamais pour résultat de faire que ce qui a existé n'ait pas existé. Les coryphées du passé avaient beau ordonner à la science de faire volte-face; beaucoup

d'entre eux avaient goûté au fruit défendu et, quand ils se prosternaient au pied de la croix, ils gardaient la nostalgie de leurs anciennes amours : leur despotisme avait des lacunes, des oublis et comme des regrets. Raumer, esprit délicat et fin, avait le goût de l'antiquité, et quelque respect pour l'érudition : s'il refusait un asile à Kuno Fischer, il appelait Haupt, Jahn et Mommsen. — Ordre, contre-ordre, désordre, Gerlach résumait ainsi le gouvernement de Manteuffel, — mais Manteuffel n'était pas le seul coupable. En 1849, Stahl avait déposé sur le bureau de la Chambre Haute une masse de pétitions qui demandaient que l'on ouvrît chaque séance par une prière ; la discussion fut édifiante : Gerlach prononça une homélie qui fut écoutée avec componction ; pas un mot ne fut prononcé qui eût pu froisser les consciences les plus rigoristes ; après quoi, l'on passa à l'ordre du jour, et les chefs de la droite eurent le sentiment très net que leurs amis, fort ennuyés d'une proposition scabreuse, éprouvaient un intense soulagement à se « tirer ainsi d'affaire d'une manière honorable ». Au fond, ces apôtres avaient une foi bien tiède, ils gardaient l'empreinte du siècle et ne se dégageaient pas de leurs souvenirs universitaires. Ils ne s'apercevaient pas cependant que, dès qu'ils ne supprimaient pas radicalement la liberté de l'enseignement supérieur, les mesures qui visaient les gymnases ou les écoles primaires n'avaient plus qu'une portée douteuse.

Wiese, le directeur de l'enseignement secondaire, était d'ailleurs, comme son ministre, un homme de goût ; quand on lui demanda de remplacer Cicéron par Tertullien, il recula devant le ridicule ; il écoutait avec sympathie ceux des professeurs qui lui affirmaient qu'il n'y avait aucune contradiction entre le Christianisme et la littérature classique et qu'elle en avait préparé le triomphe. Peut-être le croyait-il. Quelques discours du roi, des circulaires où l'on recommandait aux maîtres de propager les vérités religieuses, la fondation de quelques séminaires privés où fut censé dominer l'esprit chrétien, un assez grand nombre de suspensions ou de destitutions, c'était plus qu'il n'en fallait pour blesser l'opinion, sans exercer une action sérieuse sur les consciences.

L'oppression fut plus dure qui pesa sur les instituteurs. Non pas que le directeur, Stiehl, fût plus féroce que son collègue, et ses Règlements scolaires (1854) ne méritent pas la sévérité avec laquelle ils ont été jugés. Seulement les féodaux étaient très montés contre les maîtres des écoles primaires, prévenus de sympathies radicales ; il fut un moment question de supprimer les écoles normales et de charger les curés de campagne de préparer les futurs instituteurs. On s'at-

tacha du moins à rabattre les prétentions de ces parvenus de la science, à étouffer chez eux l'esprit de réflexion et d'examen; on les invita à se défier des « littératures prétendues classiques », à ne pas trop pousser leurs élèves et à leur inculquer des habitudes de renoncement et de discipline; on mit les professeurs en garde contre les chimères et les utopies, on surveilla leurs lectures; le niveau des examens fut abaissé, le nombre des heures consacrées aux sciences naturelles et à l'histoire générale, réduit au profit de l'Histoire Sainte qui dut devenir « une révélation reproductrice des miracles ». L'école reçut un caractère plus strictement confessionnel et fut soumise à la surveillance des ecclésiastiques.

Au fond, dans l'esprit des Junker, la meilleure école populaire ne vaut rien et la seule réforme désirable eût consisté à supprimer l'enseignement primaire. Aussi tous les efforts de Harkort pour améliorer la condition des instituteurs se heurtèrent à la malveillance manifeste de la droite. Leur situation était lamentable ; il y avait à Berlin 400 adjoints qui n'avaient pas de nomination permanente, pouvaient être renvoyés du jour au lendemain, comme des domestiques, et étaient naturellement les humbles exécuteurs de la volonté du pasteur. Le règlement de 1853 avait réduit leur traitement à 62 francs par mois : l'un d'eux mourut littéralement de faim, trois se tuèrent, sans que ces tragiques événements réussissent à modifier l'humeur de la majorité. Le cercle central des ecclésiastiques de la province de Saxe demandait que, dans les internats où seraient élevés les futurs instituteurs, la simplicité la plus extrême régnât : du pain sec, pas de feu dans les chambres, des lits en fer étroits, beaucoup de travail ; c'était en transformant ainsi le corps enseignant qu'on donnerait une vie efficace aux règlements scolaires. Il n'est pas étonnant que les candidats fussent rares. Harkort, convaincu que, si la réalité était connue, il ne serait pas possible de refuser quelques améliorations, réclama une enquête. La Chambre refusa. « Je ne proteste pas, disait le vieux défenseur de l'instruction primaire, contre le vote par lequel vous venez d'élever à 250 écus (740 francs) le traitement des veilleurs de nuit; je regrette seulement que mes demandes relatives aux 30.000 instituteurs n'aient trouvé aucun écho ; il y en a un tiers, 10.000, qui sont moins favorisés que les veilleurs de nuit. »

*
* *

Le pays pouvait-il supporter longtemps la férule de ces sacristains qui voulaient rayer de l'histoire nationale l'épisode de Luther, de ces

hobereaux « qui s'imaginaient posséder un privilège spécial pour l'exploitation du peuple », de ces patriotes qui estimaient qu'un certain degré d'ignorance ne nuit pas aux classes inférieures et qui mettaient leur espoir dans le bâton et l'alliance russes ? — « Est-ce vous, leur demandait Harkort, qui avez entouré la terre d'un réseau de télégraphes ? Les chemins de fer sont-ils votre œuvre ? Est-ce vous qui développez la navigation à vapeur et l'industrie ? Je vous répondrai comme le juge saxon au magnat magyar : nous sommes anoblis par le travail de nos mains, nous n'avons pas besoin d'autre noblesse ; nos œuvres nous loueront. » — L'aristocratie en effet, si dédaigneuse pour la bourgeoisie, ne réussissait ni à arrêter, ni même à retarder l'évolution économique qui, à ce moment même, préparait la transformation de l'Allemagne en une grande nation industrielle.

Manteuffel avait aperçu l'importance de ce changement et il eût volontiers suivi l'exemple que lui donnait Napoléon III. « A notre époque, disait-il, il ne s'agit pas de mots, mais de choses » ; et il pensait que le plus sûr moyen de consoler les peuples asservis est de leur permettre de s'enrichir. Pour maintenir le Zollverein que menaçait Schwarzenberg, il montra une vigueur qui ne lui était guère coutumière : il gagna le Hanovre par des concessions très larges, ne s'effraya pas des réductions de tarifs qui épouvantaient les protectionnistes, emporta de haute lutte les résistances du ministre des finances, von der Heydt. Grâce à lui, l'Union douanière renouvelée comprit désormais l'Allemagne entière sauf Brême, Hambourg et quelques territoires secondaires. C'était un succès encourageant, et Manteuffel aurait désiré ne pas s'en tenir là : « On ne fait pas assez, écrivait-il en avril 1853, pour pacifier le pays par des mesures financières appropriées, et les créations politiques ne trouvent pas leur complément nécessaire dans de sages établissements économiques. » Malheureusement, ses connaissances techniques étaient médiocres, il n'était pas en contact avec les cercles de commerçants et d'industriels, et son initiative incertaine se heurta à la mauvaise volonté de ses partisans ou à la routine de ses fonctionnaires. Le progrès se réduisit à une loi sur les faillites, très bien conçue. En revanche, les règlements relatifs au régime hypothécaire n'apportèrent que des palliatifs insuffisants aux difficultés créées par le rachat des charges féodales. Surtout les préjugés de la noblesse ne permirent pas qu'on débarrassât le terrain du fatras de monopoles et de restrictions qui gênaient encore l'essor industriel. Les impôts demeuraient à peu près les mêmes qu'en 1818, et l'introduction timide d'un impôt sur le revenu ne fournissait au trésor que des recettes insuffisantes pour les vastes travaux publics qui eussent été indis-

pensables. Le péage du Sund fut aboli après de longues négociations, mais les ports de la Baltique, toujours emprisonnés dans l'étroite enceinte de leurs murailles, n'en retirèrent pas les avantages qu'on en avait attendus; la navigation fluviale demeura gênée par des droits excessifs et rien ne fut entrepris pour améliorer le cours des rivières. Il est par conséquent permis de dire que la part du gouvernement fut à peu près nulle dans le mouvement d'affaires qui se produisit à ce moment, et les classes bourgeoises ne lui surent aucun gré d'une bonne volonté qui demeura platonique.

Son inertie n'arrêta pas cependant la révolution économique qui tenait à des causes générales et qui emportait le monde entier d'un mouvement plus ou moins rapide. La panique folle qu'avait causée en 1848 l'apparition du parti socialiste, avait paralysé le commerce ; partout les dépenses avaient été réduites au minimum, et l'argent avait été retiré de la circulation. Le mouvement de reprise fut d'autant plus intense que l'épouvante avait été plus vaine. L'abolition du régime féodal obligeait les nobles à réorganiser leurs exploitations et à renouveler ou à compléter leur outillage : ils n'y éprouvèrent aucune difficulté, non seulement parce que le rachat mettait à leur disposition des ressources liquides, mais encore parce que la guerre de Crimée, qui gênait l'exportation russe, leur facilita la vente de leurs récoltes et qu'ils trouvèrent des capitaux à bon marché. A ce moment, commençaient à arriver en Europe les métaux précieux des mines de Californie et d'Australie. On calcule que la production de l'or en 1856 fut environ quatre fois plus forte qu'elle ne l'avait été en 1847. Cet afflux de numéraire aboutit à des résultats analogues à ceux qu'avait entraînés la découverte de l'Amérique, plus brusques seulement et plus intenses, parce qu'il provoqua l'éclosion subite d'un nombre extraordinaire de sociétés en commandite et de banques. En Bavière, de 1839 à 1848, il s'était fondé 6 sociétés par actions, représentant un capital de 5 millions; de 1849 à 1858, on en compte 44, au capital de 170 millions. Max Wirth évalue à 750 millions le capital des banques créées en Allemagne de 1853 à 1857. Il se constitue alors, suivant l'expression de Sombart, un fonds d'énergie capitaliste, qui se renouvelle et s'accroît sans cesse et qui devient un facteur tout puissant d'énergie créatrice.

Des causes multiples avaient jusqu'alors arrêté le progrès économique de l'Allemagne, et elle était sensiblement en retard sur les pays voisins; la population y était relativement peu dense, les deux tiers des habitants vivaient des travaux des champs; le commerce général, importation et exportation comprises, ne dépassait pas 1 milliard de

francs, et elle ne vendait guère que des matières premières. En quelques années, tout change : la longueur des lignes de chemin de fer exploitées en Prusse passe de 114 milles à plus de 800 et le chiffre des voyageurs de 8 millions à 32. Les ouvriers, attirés par des salaires élevés, affluent dans les villes dont l'importance grandit rapidement. Même après l'extraordinaire mouvement d'affaires de 1872 et de 1897, les économistes n'hésitent pas à déclarer que la période de spéculation qui suivit la Révolution de 1848 est la plus remarquable que l'Allemagne ait encore traversée, et ils parlent de cet éveil de l'esprit d'entreprise, avec une sorte d'enthousiasme poétique : « Ce fut un trop beau spectacle pour que nous puissions jamais l'oublier. La navigation à vapeur sur les fleuves, les transports sur les chemins de fer, les constructions navales et la production des machines se développaient dans des proportions extraordinaires; les chemins de fer et les ateliers de constructions mécaniques, les mines et les hauts fourneaux, les filatures et les lamineries naissaient de tous les côtés; dans les districts industriels du Rhin, de la Westphalie et de la Saxe, les cheminées d'usines sortaient de terre comme des champignons ». Les sociétés fondées en Prusse, en 1856 seulement, représentaient un capital de plus de 500 millions de francs. Les Anglais se plaignaient dès lors de ne pas pouvoir soutenir la concurrence des draps et des clous allemands. Tout le monde paraissait riche ; les salaires des ouvriers haussaient de 25 à 50 p. 100, et, malgré ces prix alléchants, la main-d'œuvre manquait ; le luxe se répandait, les femmes étalaient des toilettes somptueuses, et le prix du champagne s'élevait dans la même proportion que les salaires.

L'agiotage et le jeu se mirent bientôt de la partie, et les excès de la spéculation aboutirent en 1857 à une crise commerciale et financière intense ; elle faillit ruiner Hambourg et dévasta une grande partie de l'Allemagne. Mais les suites en furent assez rapidement effacées et le mouvement une fois lancé continua, emportant toutes les résistances, entraînant toutes les classes. Stahl et Gerlach, comme Roon plus tard, avaient beau se cramponner au passé, évoquer la simplicité des ancêtres, rappeler aux nobles leurs antiques devoirs; personne ne les écoutait. Les Junker transformaient leurs exploitations agricoles en entreprises industrielles, et « ce n'était plus le casque du soldat, mais l'enseigne du distillateur qui était désormais le symbole de la chevalerie »; leurs noms s'étalaient dans les conseils d'administration des banques plus ou moins solides qui battaient le rappel des capitaux, et leur morgue chrétienne s'humanisait pour obtenir quelque « tuyau » d'un coulissier juif.

Les ennemis de Manteuffel le soupçonnaient de trafics plus ou moins licites, et Gerlach, après l'avoir longtemps défendu, avait fini par ressentir au moins quelques doutes. Dans tous les cas, les apparences furent sauvées, et, au moment où les ministres quittèrent le pouvoir, leurs amis purent, sans ridicule, vanter leur austérité et leur honorable pauvreté. « Soit, disait le Kladderadatsch, ne leur contestons pas ce certificat d'indigence, puisque leurs plus chauds défenseurs ne réclament pour eux qu'un *testimonium paupertatis.* » Quelle misère, en effet, que celle de ces hommes qui s'imaginaient arrêter par quelques mesures de police la marée montante! Étrange myopie qui n'apercevait pas le cataclysme qui substituait à la Prusse féodale l'Allemagne capitaliste contemporaine. Comment ces industriels qui équipaient le monde nouveau, ces banquiers qui brassaient des millions et avaient des peuples et des rois pour tributaires, ces commerçants dont les calculs surveillaient les marchés de l'Amérique et de l'Asie, se seraient-ils laissés longtemps entraver par des règlements surannés et ridicules !

La politique à la fois hésitante et brutale de ministres bornés et de mystiques hobereaux avait fini par réunir le pays dans un grand parti d'opposition; on était las jusqu'à l'écœurement. Les souvenirs de 1848 étaient encore trop présents à l'esprit pour que l'on fût tenté de recommencer une tentative qui n'avait pas réussi, et, d'ailleurs, la génération nouvelle se piquait d'esprit pratique et entendait appliquer dans la vie publique la loi du moindre effort. Elle n'ignorait pas que les dynasties conservaient, en dépit de leurs fautes et de leurs négligences, des sympathies qu'il ne serait pas facile de supprimer, et elle préférait ne pas recourir contre elles aux moyens extrêmes; elle était résolue à ne pas leur imposer des conditions trop dures; mais, sur certains points, il lui était impossible de transiger : elle leur demandait avant tout de rompre leur alliance avec les gentillâtres et l'Église, pour être libre d'achever son œuvre de libération économique et sociale; elle voulait ensuite qu'elles se prêtassent à une réorganisation politique de l'Allemagne, qui lui assurerait au dehors une influence nécessaire au développement de sa richesse. Pourvu que l'on acceptât les lignes essentielles de son programme, elle était prête à ne ménager ni son dévouement ni sa soumission au chef qui la conduirait. La défaite des Junker allait ainsi aboutir à la victoire de l'un d'entre eux, qui, moins routinier que les autres, sut élaguer de leur programme ce qui était absolument incompatible avec l'esprit du temps, et comprit que le seul moyen de dominer les peuples, c'est de leur offrir les satisfactions qu'ils

convoitent. Il trouva, pour le soutenir, en même temps que la connivence des intérêts, la complicité des esprits qu'une lente évolution éloignait également du mysticisme révolutionnaire et des traditions du moyen âge.

CHAPITRE III

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL DE 1850 A 1860

Les écrivains religieux : Annette de Droste-Hülshoff et Oscar de Redwitz. — Feuerbach et la rupture avec l'idéalisme. — L'art pour l'art : le théâtre ; Geibel, Scheffel et l'École de Munich. — Hebbel et Otton-Louis. — Le triomphe de Schopenhauer, — Déchaînement des doctrines matérialistes : résistances qu'elles rencontrent. — Helmholtz et la science allemande. — Les débuts du réalisme. — Les poètes provinciaux : Storm et Fritz Reuter. — Les Grenzboten : Freytag. — L'idée prussienne : les historiens : Mommsen et Sybel. — L'Allemagne attend un César.

Au moment de l'explosion de sentimentalisme religieux qui, de 1810 à 1820, avait été à la fois une des manifestations du romantisme et une réaction contre lui, quelques écrivains, fantasques ou timides, avaient cherché dans l'Église catholique un refuge pour leur neurasthénie. Leur conversion ne les avait pas en général bien inspirés ; leurs apologies de commande, vides et frivoles, n'ont jamais gagné une âme, et elles sombrèrent rapidement dans le ridicule et l'ennui. La race de ces défenseurs de la foi ne disparut pas cependant, parce que le métier était assez lucratif. Mais ils ne se recrutaient plus que parmi les âmes médiocres, et leurs rapsodies n'éveillaient guère d'écho. Au milieu de la phalange terne et bruyante des romanciers et des poétereaux qui, vers le milieu du siècle, accordaient leur harpe sur le seuil du temple et s'efforçaient de ramener à Dieu la foule gouailleuse, pas un ne trouva ces accents inspirés qui, en soulevant les âmes, deviennent un élément d'action ; pas un même ne paraît avoir compris ce qu'il pouvait y avoir de profond dans la doctrine de Stahl.

C'est un fait qui mérite d'être noté, que le seul écrivain vraiment digne de souvenir qu'ait produit à cette époque l'inspiration catholique, meurt à la veille de la révolution. Annette de Droste-Hülshoff[1], plus

1. Annette de Droste-Hülshoff, née près de Munster, 1797-1848. Principales œuvres : *Dichtungen* (1837), *Gedichte* (1844) ; après sa mort, on publia encore d'elle *Das geistliche Jahr* (1850) et *Letzte Gaben* (1860).

vantée que connue, a traversé le siècle presque sans le voir; séparée des choses extérieures par une extrême myopie, condamnée à l'isolement par sa pauvreté, ignorée de la foule, elle note avec une fidélité délicate et charmante les murmures de son âme qui était exquise et dont rien n'avait effleuré le duvet enfantin. Elle était instruite, mais jamais l'ombre du doute n'avait attristé sa foi, et sa soumission était aussi sereine que celle d'une enfant. Sa piété n'avait rien de farouche ; elle ne haïssait personne, et si la terre ne lui suffisait pas, elle n'en dédaignait pas les charmes; les poésies de cette grande idéaliste sont tout embaumées de l'âcre senteur du sol Westphalien; elle était de la famille de ces disciples de saint Jean qui sont en communion permanente avec l'Éternel sans que leur cœur oublie les souffrances de l'humanité, et dont les extases célestes demeurent comme alanguies de pitié. L'Église n'est pour elle ni un donjon derrière lequel s'abritent les cupidités ou les dédains d'une classe privilégiée, ni un boudoir où de charmantes et nonchalantes pécheresses étalent leurs grâces maniérées et confessent leurs aimables péchés; son catholicisme, vibrant et intime, est l'effusion d'un cœur endolori que le besoin d'amour et de perfection jette aux pieds de l'ineffable consolateur. Ce n'est pas une grande artiste, c'est une sainte, ardente et fragile, dont le subtil parfum évoque le rêve; une de ces voyantes que Rome béatifie, mais dont elle ne recommande pas la lecture, parce que leurs élans passionnés sont toujours sur le point de franchir les limites permises et que, si elles ne connaissent pas l'orgueil du sens propre, leur émotion est trop spontanée pour se contenter des formules conventionnelles.

Les représentants officiels de la foi se sentaient davantage en sécurité avec Marie de Nathusius[1], qui publiait dans le journal de son mari des contes et des récits pour jeunes filles. C'est un genre modeste, mais elle le sauve par la sérénité de sa foi humble et tendre, et par sa grâce pénétrante. Elle ne songe guère à nous convaincre, et sa voix, câline et douce, était trop fluette pour retentir au milieu des débats discordants du siècle; la polémique la préoccupe peu et elle ignore nos objections : par là même elle nous émeut davantage, et sa naïveté s'insinue doucement dans le cœur des lecteurs sans défense; impression souriante et fugitive qui ne laisse bientôt après elle que l'ombre

1. Marie de Nathusius, née à Magdebourg, 1817-1857. Ses œuvres les plus connues sont, après *le Journal d'une Jeune Fille pauvre* (1853), *Elisabeth* (1858), et *Hundert Lieder*. Marie de Nathusius était protestante, mais, comme Gerlach et ses amis eux-mêmes, je n'attache en ce moment aucune importance aux divisions confessionnelles.

d'un sourire. Seules désormais les femmes paraissent encore capables de ces miracles d'une heure ; elles ont moins d'arrière-pensées et de calculs, et, en chantant le passé, elles sont simplement fidèles à leur nature moins oublieuse et plus timide ; leur voix, passionnée ou sentimentale, se mouille de tendresse pour nous répéter l'humble cantilène qui berça les souffrances de nos pères, et nous écoutons leurs élégies avec la mélancolie apaisée qu'éveille dans nos cœurs l'écho lointain de la cloche qui sonne l'angélus. Mais ce ne sont là que des chants du crépuscule qui évoquent des visions déjà évanouies, et non les joyeuses fanfares qui sonnent la charge..

En 1850 cependant, ce que les souverains demandaient à l'Église, c'était de mater les passions populaires, et la comtesse Ida Hahn-Hahn, dont les clameurs de la foule avaient effrayé et dégoûté l'aristocratique distinction, célèbre dans les soldats et les prêtres « la milice laïque et ecclésiastique de la civilisation menacée par les barbares [1] ». Elle a trouvé des défenseurs, et il est vrai qu'il y a quelque excès dans les railleries dont on accable la tumultueuse et pimpante polémiste ; sa conversion fut sincère et elle mit à défendre sa nouvelle foi la même sémillante fantaisie et la même verve inlassable que jadis à prêcher l'émancipation de la chair et l'abolition du mariage. Elle avait de l'esprit, bien qu'elle s'en piquât trop, et à travers ses expériences elle conserva le souci de l'élégance morale ; il est manifeste pourtant qu'elle tenait plus à l'apparence qu'à la réalité. Fille d'un père qui avait la passion du théâtre, elle aimait les gestes nobles, les attitudes penchées et les poses maniérées ; elle minaudait devant sa glace, et le Catholicisme l'avait surtout séduite par ses côtés extérieurs, l'étiquette de ses cérémonies et l'onction de ses ministres. Le plaisir qu'elle éprouvait à servir Dieu était réel, mais il venait en grande partie de ce qu'elle se sentait en bonne compagnie. Elle restait, après Ketteler, comme avant, une caillette, aimable et évaporée, en quête d'émotions superficielles, qui, d'un geste charmant, offrait à son nouveau vainqueur ce qu'elle croyait une âme.

1. La comtesse Ida Hahn-Hahn, 1805-1880 ; élevée par une mère férue d'aristocratie, elle écrivit une interminable série de romans mondains qu'elle a réunis sous ce titre caractéristique : *Aus der Gesellschaft*. Elle avait beaucoup voyagé et se piquait de dédaigner les préjugés de la morale vulgaire. Les événements de 1848, qui coïncidaient pour elle avec une crise sentimentale douloureuse, la ramenèrent à la foi, et Ketteler la convertit au catholicisme (1850) ; elle nous a raconté les raisons qui la déterminèrent, dans son livre : *De Babylone à Jérusalem*, 1851, qui provoqua de violentes discussions. En 1854, elle se retira à Mayence, dans un cloître qu'elle avait fondé elle-même, et ne cessa de là d'inonder le monde de ses romans édifiants et de ses vers de sacristie.

Quelque dogme qu'ils professent, que, comme Victor de Strauss, ils se rattachent aux traditions de la pure doctrine luthérienne, ou que, comme Gerok et Sturm, ils aient reçu à travers l'école romantique la tradition piétiste, catholique ou protestante, qu'ils s'essaient à de prétentieuses épopées philosophiques ou qu'ils nous chantent en vers harmonieux et faciles leurs navrances et leurs espoirs, les coryphées de l'école néo-religieuse n'ont à aucun degré l'intelligence des problèmes qu'ils agitent. Sous leur main, les questions se diluent et s'abaissent, les angoisses de l'âme que tourmente le problème de sa destinée se résolvent en banales mélodies; l'histoire de l'Église, si variée et si riche, s'amenuise; la cathédrale gothique n'est plus que l'aimable sanctuaire que les Jésuites ont rendu accueillant pour tous. Les meilleurs, ceux qui, comme Sturm ou Louise Hensel, ont gardé, avec le sens de la vie, quelque grâce et quelque fraîcheur, nous charment une minute; ils ne nous émeuvent jamais, et les accords de leur harpe légère s'évanouissent aussitôt sans laisser de trace.

Le succès bruyant va aux plus médiocres, à ceux qui n'ont pas même l'excuse de la sincérité, aux romanciers grotesques qui, avec Conrad de Bolanden ou Sebastien Brunner, traduisent en grossières enluminures les prétendues reconstitutions historiques des peintres de Munich ou des Historisch-Politische Blætter. Le roman d'Oscar de Redwitz[1], *Amaranthe*, souleva un enthousiasme formidable, et il est certain que le jeune écrivain avait très adroitement dosé les ingrédients capables de flatter le palais de la moyenne de ses compatriotes: c'était véritablement *teuton*, à la façon de Frédéric-Guillaume IV. Un fidèle chevalier germanique s'est épris d'un ardent amour pour une jeune fille qu'il a rencontrée dans une forêt; comme cependant il a été bien élevé, il dompte sa passion et part pour l'Italie où il doit retrouver une fiancée que lui ont choisie ses parents. La « Welsche » est jolie, et peu s'en faut que notre preux ne tombe dans ses filets; il s'aperçoit à temps heureusement qu'on lui a laissé lire des livres dangereux et que Feuerbach, Heine ou leurs devanciers ont terni la pureté de son âme; il la conduit à l'autel, mais uniquement pour foudroyer de ses pieuses invectives la jeune fille interloquée.

1. Oscar de Redwitz, 1823-1891. Après l'extraordinaire retentissement de ses premières œuvres, *Amaranthe* (1849), *Une Légende* (1850), *Poésies* (1852), d'imprudents amis eurent l'idée saugrenue de le faire nommer professeur à l'Université de Vienne. Il abandonna bientôt ses fonctions, après un échec retentissant; ses essais au théâtre furent malheureux. Il s'était établi à Munich, fut élu à la Diète de Bavière et y siégea parmi les libéraux! Les victoires de l'Allemagne en 1870 lui inspirèrent 600 sonnets; ses amis affirment qu'ils ne sont pas tous également mauvais.

Il se hâte ensuite de revenir en Allemagne où il reçoit la récompense de sa vertu. — Ces niaiseries, exprimées longuement dans des vers douceâtres, ont inspiré beaucoup de chromos et elles furent lues avec componction par tous ceux qui rêvaient de refaire une virginité à la Gretchen germanique un peu compromise par ce mauvais sujet de Gœthe. Ils n'étaient pas choqués par la puérilité de la fable, l'invraisemblance des personnages en baudruche, le clinquant des images. Leur goût était misérable, parce que leur cœur était mesquin; leur foi n'était qu'une collection de lieux communs, et leur dévotion qu'une série de grimaces; ils marmonnaient niaisement des *Confiteor* de petites filles et leurs élancements vers le ciel ne les entraînaient jamais bien haut. Beaucoup de ces néophytes retournèrent au monde, sans même qu'il soit juste de les accuser d'apostasie. En réalité, ils avaient si peu d'idées et elles leur appartenaient si peu ! Le centre de leur vie était en dehors d'eux-mêmes et, sans presque s'en apercevoir, ils suivirent le flot dans ses divers remous. Les derniers romans de Schücking, le pieux biographe d'Annette de Droste-Hülshoff, chagrinèrent ses amis catholiques. Oscar de Redwitz approuva le Kulturkampf. — Les coups d'État sont sans lendemain qui n'emportent pas l'adhésion d'au moins une partie des entraîneurs souverains de la nation. Que l'Église, que l'aristocratie, omnipotentes pendant dix ans, fussent obligées de se contenter de thuriféraires tels que la comtesse Hahn-Hahn ou Oscar de Redwitz, rien n'était mieux fait pour montrer jusqu'à quel point la réaction était contraire aux tendances unanimes des esprits comme à la marche générale des événements.

Il est évidemment très imprudent de chercher à déterminer avec quelque précision l'action exercée sur le mouvement intellectuel par une révolution politique ou une transformation sociale, et l'histoire dite scientifique ne s'y aventure pas : le malheur est que c'est justement cet enchaînement de causes et d'effets qui pique seul notre curiosité. Il est parfaitement évident que nos déductions rétrospectives sont arbitraires, en ce sens que nos explications ont uniquement leur origine dans notre connaissance de la réalité vivante; mais cette objection n'a aucune gravité, parce que le passé n'existe plus que par rapport à nous, et que, s'il détermine le présent, il est d'autre part en quelque sorte créé de nouveau par lui. Il n'est guère contestable par exemple que si la Prusse avait été écrasée à Sadowa, la signification historique de Frédéric II et du Grand Électeur eût été diminuée au profit de Marie-Thérèse et de Joseph II. Un homme de génie n'existe que par ses admirateurs, une victoire perd son sens du jour où les effets en sont épuisés. C'est avouer naturellement que nos con-

ceptions n'ont qu'une valeur momentanée; elles ne sont pas inutiles cependant si elles nous permettent de distinguer quelques points de repère au milieu de la fuite incessante des phénomènes et trompent un moment notre besoin de certitude.

Nous sommes aujourd'hui trop près des écrivains qui, de 1850 à 1860 environ, ont exercé sur les esprits une influence prépondérante, pour les juger sans partialité. Ils sont encore presque nos contemporains, c'est-à-dire que les idées qu'ils représentent nous sont chères ou antipathiques; mais surtout, en vertu de la réaction naturelle qui oppose fatalement une génération à celle qui la précède immédiatement, ils inspirent à la critique une sorte de répulsion. Ils sont démodés, sans être consacrés par le temps, et leur renommée encombrante est battue en brèche sans ménagements par des successeurs qui voient toujours en eux des rivaux. Peut-être la postérité sera-t-elle moins exigeante, et, après tout, une époque qui a produit Freytag, Keller, Fritz Reuter, Geibel, Scheffel et Storm, sans parler même de Mommsen et de Helmholtz, n'est pas aussi misérable que l'affirment des juges rigoureux. Il ne faudrait pas cependant nous laisser tromper par cette abondance un peu stérile, et ceux mêmes des critiques qui s'inscrivent en faux contre des condamnations sommaires et parlent d'une « période d'argent » qui succède à l'âge d'or des Schiller et des Gœthe, sont bien obligés d'avouer que, sauf Wagner dont l'influence est très postérieure et dont le génie était à peine soupçonné, la période de Frédéric-Guillaume IV n'a produit aucun auteur d'un mérite éminent. Les plus célèbres et les mieux doués d'entre eux ne sont que des épigones ou des précurseurs; aucune de leurs œuvres n'entrera dans le catalogue de la littérature universelle, et leur nom pourrait être effacé sans que le trésor général de l'humanité en fût sensiblement amoindri. Ils n'en sont que mieux représentatifs, et, comme leur génie personnel est faible, ils reflètent avec une extrême fidélité le flux et le reflux des idées.

L'échec de la révolution et les sottes brutalités de la réaction provoquent tout d'abord un sentiment de tristesse et de révolte qui trouve son expression dans le pessimisme de Schopenhauer. Comme cependant le nombre de ceux qui sont capables d'abolir chez eux « la volonté de vivre » est nécessairement très restreint, ce pessimisme aboutit dans la foule à une sorte de résignation veule ou à la résolution de tirer de ce pauvre monde la quantité de joies médiocres qu'il est capable d'offrir : la philosophie, intimidée par le progrès des sciences naturelles, prétend limiter à la terre le regard de l'homme et s'arrête à une conception grossièrement matérialiste, tandis que

la littérature, revenue de ses glorieuses aspirations, cherche uniquement à amuser l'ennui des lecteurs. Elle s'aperçoit bientôt cependant que les seules fictions tirées de la réalité vivante retiennent l'attention; elle se détache alors peu à peu des traditions romantiques et revient ainsi, après un long détour, à ce goût de l'observation directe et de l'exactitude psychologique qu'avaient enseigné les classiques. Seulement, tandis que ces derniers conservaient le culte de la beauté et que leurs tableaux les plus fidèles étaient comme transfigurés par la sereine lumière qu'ils portaient en eux, leurs successeurs se contentent de traduire ce qui frappe leurs regards de myopes, et leur précision dégénère souvent en platitude. Ils transforment volontiers en loi les faits qu'ils aperçoivent autour d'eux, et comme la force domine souvent le monde, ils l'érigent en divinité supérieure et bienfaisante; ils sanctifient le succès et opposent à la large humanité de Lessing et de Herder la brutale étroitesse d'un nationalisme farouche. Le renoncement désenchanté de Schopenhauer nous apparaît ainsi comme le prélude paradoxal de la politique bismarckienne.

La déviation brusque qui a jeté l'Allemagne dans une voie absolument différente de celle qu'elle avait suivie auparavant et transformé une nation idéaliste et sentimentale en une pépinière de soldats et d'industriels, se rattache à deux livres, la *Vie de Jésus*, de Strauss (1835), et surtout l'*Essence du Christianisme*, de Feuerbach (1841), qui en est la conséquence logique et qui marque une date capitale dans la pensée germanique. Les cinquante années précédentes avaient été marquées par une prodigieuse orgie de métaphysique; l'Allemagne était saturée d'à priori; de son effort inouï pour escalader le ciel, il ne lui restait qu'une accablante courbature. Feuerbach avait commencé, comme les autres, par vouloir « attirer à lui et dévorer le tout dans son ensemble systématique, il avait pressé la nature sur son cœur », et dans la fringale de son ambitieuse jeunesse, il s'était rué vers les charmeurs « qui lui offraient la pomme d'or de l'immortalité et l'ivresse de la félicité éternelle ». La pomme était véreuse, et, revenu de son voyage de découvertes « l'esprit et l'estomac gâtés », il s'était détourné de « ces spéculations abstraites qui mutilent l'homme ». Pour recouvrer la santé et la joie, il fallait renoncer aux chimères et reprendre solidement pied sur le sol. Comme Socrate, mais dans un sens différent, Feuerbach ramenait la philosophie du ciel sur la terre.

Strauss avait préparé le terrain, mais son attaque ne portait en somme que sur un point secondaire, — puisque le Christianisme n'est,

après tout, qu'une forme particulière de la pensée religieuse, — non pas sur le principe religieux lui-même, et Strauss se débat encore dans les entraves de la dialectique hegelienne. Feuerbach est plus logique et ses conclusions portent plus haut : ce qu'il combat, c'est ce qu'il nomme la transcendance, c'est-à-dire la métaphysique, le besoin maladif de sortir de l'espace où nous sommes murés et de voir au-delà de notre horizon. Les rêveries des distillateurs de quintessences n'ont d'autre résultat que de détourner l'homme de sa véritable mission et de sa seule patrie. Jusqu'à présent l'humanité a été comme désorbitée ; supprimez cet aimant prestigieux qui l'attire au dehors, « elle se concentrera avec toute son âme, tout son cœur, sur elle-même, sur le monde qui lui appartient, sur le présent qu'elle saisit, et cette concentration sans partage produira de nouveau de grands hommes, de grandes pensées, de grandes actions ; la santé a plus de valeur que l'immortalité. » Le Christianisme moderne n'est qu'une caricature de la doctrine de Jésus ; mais le Christianisme primitif et réel est une conception depuis longtemps disparue, « une manie, en contradiction criante avec nos chemins de fer et nos machines à vapeur, nos pinacothèques et nos glyplothèques, nos écoles industrielles et militaires, nos théâtres et nos collections de minéraux ». Entre le siècle et le Christ, aucune conciliation possible; choisissez donc ou plutôt avouez que votre choix est fait depuis longtemps et ne conservez pas par timidité quelques survivances qui encombrent votre marche : « libérons-nous de la contradiction qui empoisonne actuellement le fond le plus intime de notre être, de la contradiction de notre vie et de notre pensée » ; « que les amis de Dieu se transforment en amis des hommes, les croyants en penseurs, les prieurs en travailleurs, les candidats de la vie future en étudiants de la vie présente; que les chrétiens qui, d'après leurs propres déclarations, sont à moitié des bêtes, à moitié des anges, se contentent d'être des hommes, des hommes entiers ».

Feuerbach est un des plus remarquables écrivains de l'Allemagne ; sa langue est colorée, sonore, vigoureuse. Au sortir du galimatias de Schelling et de Hegel, quelle joie de se retrouver en pleine lumière ! Après les psalmodies nasillardes des vieillards qui se rangeaient effarés sous la houlette de Metternich, son livre éclatait comme la joyeuse fanfare de la diane par une aurore de printemps. La vie n'est pas une épreuve et la terre n'est pas une geôle; l'amour n'est pas un péché et le bonheur n'est pas un crime; la douleur même est bonne, et la mort n'apparaît plus que comme la volupté suprême.

Cet appel à l'émancipation provoqua une sorte d'ivresse : « Nous fûmes tous Feuerbachiens », écrivait plus tard Engels, et la « Jeune Allemagne » commenta sur tous les tons l'Évangile nouveau. Elle se composait en général d'esprits médiocres, qui se bornaient le plus souvent à traduire dans un allemand vulgaire et plat des modèles français qu'ils ne choisissaient pas toujours très bien. Leurs œuvres cependant se sauvent par la verve et l'enthousiasme. Leurs idées ne sont pas très profondes, et il n'est pas nécessaire de les examiner de bien près pour y reconnaître la défroque du XVIIIe siècle; mais, après tout, qu'importe le Dieu que l'on adore, si la prière qui monte vers lui est vibrante et pure. Ils refusent de considérer plus longtemps la souffrance comme un devoir, ils réclament le bonheur et ils l'espèrent ici-bas. Le paradis est à la portée de notre main, ayons seulement le courage de le saisir. La fleur aspire les sèves de la terre, l'air, la lumière du ciel; l'oiseau chante à plein gosier; de même, que l'homme sache vivre, jouir, déployer ses forces entières; plus de lisières et plus de menaces; que les forteresses s'abattent, que les prisons s'écroulent, que les cœurs s'ouvrent, et qu'au banquet s'asseyent dans un joyeux pêle-mêle les convives qu'ont jusqu'à présent éloignés l'humeur hargneuse et l'égoïsme d'une poignée d'usurpateurs.

Les chants de guerre de ces révoltés se terminaient par un hymne d'adoration, et ces défroqués du romantisme portaient encore les stigmates de leur éducation; leur matérialisme bruyant était peuplé de rêves et ils avaient beau se cramponner au sol, on les sentait toujours prêts à s'envoler. Quelques-uns d'entre eux — et non des moindres, — goûtaient les jolies filles et les petits pois sucrés, mais les plaisirs vulgaires ne les assouvissaient pas; ils attendaient de leur victoire un plus noble butin. Leur épicurisme délicat avait son fondement et ses limites dans un culte mystique de l'humanité. Ce mélange de positivisme exubérant et d'éducation sentimentale, cette confiance dans l'omnipotence magique des bonnes intentions et ce dédain des forces de résistance représentées par les intérêts, les traditions et les préjugés, cette joie de vivre qui s'unissait à l'idéalisme le plus pur, ce déchaînement de passions généreuses et cette impuissance de réflexion et de calcul donnèrent aux premiers jours de la Révolution de 1848 un caractère puéril et charmant : elle parut vraiment le joyeux Carnaval qui annonce le réveil du printemps.

De semblables orgies ont généralement des lendemains moroses. Ces volées d'étourneaux s'étaient lancés à tue-tête contre les carreaux;

la plupart de ces imprudents tombèrent lourdement sur le sol, les ailes brisées. On avait cru toucher le royaume de Dieu, et les formules magiques s'étaient trouvées n'être que de vaines incantations. Sur la ruine des anciens autels, Feuerbach avait proclamé une divinité nouvelle, l'Humanité; comme les autres, ce n'était qu'une idole de bois, une de ces entités stériles que crée l'esprit des mortels et qu'ils sont condamnés à briser bientôt, parce qu'elle est sourde à leurs appels et indifférente à leur misère.

Quelques attardés, comme Gutzkow, peut-être parce que leur valeur intellectuelle était médiocre, persistèrent, et, sans tenir compte de l'expérience, essayèrent de continuer la lutte contre les puissances du passé. On ne les écouta guère. Les Chevaliers de l'Esprit (1850-1852) ou le Magicien de Rome (1858-1861) sont de vastes machines, compliquées et creuses, d'une composition flottante, et les lecteurs négligèrent cette éloquence de réunion publique. Les meilleurs d'entre les combattants, ceux qui s'étaient élancés le plus joyeusement vers la bataille et qui en revenaient épuisés et mutilés, feuilletaient dans leur retraite le *Romancero* (1851), où le plus grand des nouveaux prophètes exhalait les lamentations d'une des générations les plus nobles et les plus malheureuses qu'ait connues l'Allemagne. « O temps admirable, où il me semblait voir les arbres de la forêt s'arrondir — en arcs de triomphe verdoyants, — Où je marchais couronné comme un vainqueur. — Ce beau temps s'est enfui. Quelle tristesse ! — Tout a changé depuis lors, hélas ! — Et elle m'est ravie cette couronne, — que j'ai portée sur ma tête. — Depuis lors, mon âme semble avoir perdu son âme. »

A la rigueur, on vit parfaitement sans âme, à la condition de ne pas refléchir sur sa détresse, et la foule cherchait à s'étourdir dans des divertissements vulgaires. Le théâtre, qui n'est pas un mauvais thermomètre de la santé morale d'un peuple, était dominé par des industriels dont la facilité insipide et la cruelle fécondité fournissaient à des spectateurs indifférents et distraits la fade nourriture qu'ils réclamaient. On regardait un moment comme de la littérature le *Narcisse* de Brachvogel (1856), où quelques critiques imaginatifs aperçoivent encore des intentions profondes, et qui est bien le plus bizarre et le plus nauséabond arlequin de mauvais goût, de platitude ampoulée, de sensiblerie niaise et d'inintelligence historique. Mieux valaient encore après tout les drames de cape et d'épée de Laube, dont *le Comte d'Essex* (1856) conserve toujours la faveur du parterre et qui ne manquent pas de mouvement.

Les maîtres de la scène à cette époque sont, à côté de Rodolphe

de Gottschall [1], Bauernfeld [2] et surtout Benedix [3] et l'excellente et redoutable Charlotte Birch-Pfeiffer [4]. Il peut y avoir profit encore à lire Bauernfeld et Benedix, et, pour peu qu'on y apporte quelque simplicité d'âme, on n'y éprouve aucun ennui; ils ont de la bonne humeur, un esprit réel bien qu'un peu facile, des inventions ingénieuses, l'entente de la scène ; ils ont bien lu les auteurs français et ils se sont assimilé leur manière, avec moins de dextérité dans le tour de main et bien que leurs imitations les plus réussies sentent encore la camelote d'exportation. Leurs malices sont trop appuyées, leur sentimentalisme est trop continu, et il leur manque surtout ce grain d'observation sincère qui relève souvent les inventions de Scribe ou de Lambert-Thiboust. Ils nous entraînent dans un monde de convention que personne n'a jamais songé à prendre au sérieux; — mais ce qu'on leur demandait, n'était-ce pas justement de détourner les pensées d'une réalité intolérable? Leur morale est d'une puérilité extravagante et les préjugés écœurants d'une société mesquine et plate s'y étalent avec magnificence. L'esprit du lecteur ne conserve le souvenir d'aucune des marionnettes qu'ils agitent sur les tréteaux, mais du défilé de ces grisailles confuses, il conserve une impression de dégoût en présence de cette conception bornée et triviale de l'existence, de cette vertu sans panache et de cette sagesse sans dignité. Ces pièces, qui ne renferment ni un mot scabreux ni une situation risquée et que la mère la plus timorée croit pouvoir sans danger laisser lire à sa fille, sont la plus dangereuse des écoles de corruption : avec un cynisme inconscient, elles sacrifient aux plus médiocres

1. Rodolphe de Gottschall, né à Breslau en 1823. Libéral, le ministre Eichhorn lui avait refusé le droit de faire des cours à l'Université de Berlin. Il composa en 1848 ses rutilants *Chants des Barricades*. Ses passions politiques se calmèrent bientôt. Il fit représenter, avec des succès divers, un grand nombre de pièces de tous genres; il a la gloire, douteuse, d'avoir acclimaté en Allemagne la comédie historique : *Pitt et Fox* (1854), *les Diplomates*, etc. Ses drames et ses tragédies, fort nombreuses, relèvent de la même poétique.

2. Bauernfeld (1802-1890). Fonctionnaire autrichien, il se piqua toute sa vie de raisonner, et sa comédie : *Majeur* (1846), où il raillait assez spirituellement le système de Metternich, fit événement. Sa conception du monde demeura toujours celle d'un vaudevilliste, et son optimisme terre à terre résolvait en couplets les plus difficiles problèmes. Il définissait lui-même assez exactement les limites et la nature de son talent en disant « qu'il était un Viennois des pieds à la tête ».

3. Benedix, 1811-1873, acteur et directeur de théâtre. Parmi ses pièces les plus goûtées, on peut citer *le Docteur Wesper*, *le Voyage de Noces*, *Cendrillon*, *le Cousin*, *le Concert*, *le Trouble-Fête*, etc.

4. Charlotte Birch-Pfeiffer (1800-1863). Elle avait, au plus haut degré, le flair de l'actualité et le sens de ce qui plaisait au public; elle a adapté une foule de romans anglais et français.

conventions bourgeoises les droits de la nature et de la passion, elles abaissent l'âme et affadissent l'esprit.

Quand les spectateurs éprouvaient à la longue le besoin d'échapper à ces relents de basse cuisine, ils prenaient un volume de Geibel[1]. Gœthe dans toute sa gloire n'a jamais été lu avec autant de ferveur, n'a pas troublé d'un si doux émoi autant de jeunes filles en mal de printemps. Il paye aujourd'hui chèrement sa gloire surfaite, mais les sévérités de la critique contemporaine n'ont pas très sensiblement diminué l'engouement du public et il demeure un des poètes les plus goûtés du vulgaire. De telles renommées, — et si durables, — supposent nécessairement un nombre respectable de qualités secondaires. Geibel était en effet un fort galant homme et un écrivain très distingué; Maximilien de Bavière avait eu la main heureuse quand, pour présider les *Symposies* royales, il avait choisi ce disciple d'Apollon, consciencieux et bien doué, qui sut toujours, dans une situation délicate, concilier avec grâce une sincérité de bon ton et une adresse sans platitude.

Sa diplomatie ne triompha pas des préventions des Bavarois. Munich était encore une assez petite ville, sans industrie, sans commerce, endormie dans un particularisme soupçonneux; ceux mêmes des habitants qui s'étaient détachés de l'Église catholique, gardaient de leur longue servitude une timidité ombrageuse. Heyse, dans ses amusants souvenirs, raconte qu'il avait une fois passé ses vacances dans un village bavarois : il courait la montagne avec ses enfants et ils usaient pas mal de chaussures; la saison terminée, sa bonne passa chez le cordonnier pour prendre les souliers et lui annoncer leur prochain départ. « Ah ! vous partez, lui répondit le savetier; eh bien! vrai, je n'en suis pas fâché, car je puis bien dire que jamais personne ne m'a donné autant de travail que votre patron. » Plus ou moins, la population entière éprouvait la même aversion pour ces intrus agités qui troublaient sa quiétude accoutumée. Les hôtes de Maximilien demeuraient ainsi isolés dans leur cénacle, sans contact avec la vie, prisonniers dans leur Académie. Geibel était un bon maître pour ses acolytes, bienveillant, large d'esprit, sans morgue et presque sans

1. Emmanuel Geibel, né à Lubeck, 1815, mort en 1884. Un séjour en Grèce, où il rencontra Curtius, eut une grande influence sur le développement de son talent. Ses *Poésies* (1840) attirèrent aussitôt l'attention sur lui. Maximilien l'appela à Munich en 1851 et il y demeura jusqu'en 1868. Ses œuvres dramatiques sont médiocres et n'eurent que peu de succès. Ses compositions les plus achevées sont, avec les *Poésies*, les *Poésies nouvelles* (1856), les *Poésies et Souvenirs* (1864). Les *Appels du héraut* contiennent les chants politiques et patriotiques de Geibel, de 1849 à 1871.

pose, bien qu'il aimât à se montrer de profil et à surmonter d'un fez son visage assez caractéristique. Bodenstedt [1], dont le *Mirza Schaffy* eut un succès prodigieux qu'expliquent suffisamment le vide de la pensée, l'absence absolue d'originalité, le clinquant de la forme et aussi sans doute l'harmonie chantante des vers et la grâce souriante du récit; Paul Heyse, qui est un écrivain d'un autre degré, mais qui doit surtout sa renommée à ses romans et à ses nouvelles en prose, et dont les œuvres supérieures appartiennent à une époque sensiblement postérieure; Lingg [2] et Dingelstedt [3] formaient le noyau de l'École de Munich. Elle se grossissait de temps en temps de quelques recrues de passage, — il y en avait d'illustres, Scheffel par exemple, — et ses tendances générales étaient partagées par un assez grand nombre d'auteurs dispersés à travers toute l'Allemagne. Les poètes de Maximilien, condamnés par la sournoise malveillance des Munichois à ne pas sortir de leur tour d'ivoire, vivaient ainsi loin de la foule et du monde réel, dont les échos n'arrivaient jusqu'à eux qu'adoucis et comme éteints. Leur talent, dans cette retraite forcée, s'anémiait; ils mettaient une sourdine à leurs lyres et ils devenaient de plus en plus des écrivains de salon et de boudoir.

Très rapprochés les uns des autres, ils prirent peu à peu, en dépit de leurs différences profondes, un air lointain de famille; ils avaient des formules analogues, des procédés pareils, des idées communes et

1. Bodenstedt (1819-1892). Précepteur à Moscou, il étudia les littératures slaves, voyagea dans la Géorgie et l'Arménie et en rapporta des impressions et des souvenirs qui devinrent la matière de ses poésies. A côté des *Chants de Mirza Schaffy* (1851), qui ont eu une centaine d'éditions, ses autres recueils : *Anciennes et nouvelles Poésies. Orient et Occident* (1882), furent aussi très bien accueillis. Ses drames et ses récits en prose eurent, en général, peu de succès. Je crois devoir prévenir le lecteur que beaucoup de critiques jugent très favorablement Bodenstedt, et un historien aussi éclairé que Richard Meyer nomme même *Mirza Schaffy* une des œuvres les plus caractérisques de la nouvelle école allemande. Tous cependant avouent que son inspiration n'était ni très personnelle, ni très profonde, mais ils vantent la grâce et la fraîcheur de son coloris, l'harmonie de sa langue.

2. Hermann Lingg (1820) fut découvert par Geibel, qui fit publier ses *Poésies* (1854). Elles sont remarquables par une mélancolie quelquefois assez pénétrante. Il se consacra ensuite à de vastes compositions épiques : *la Migration des Peuples* (1866), où il raconte en 24 livres la chute de l'Empire romain, est une insupportable rapsodie.

3. Dingelstedt (1814-1881) avait débuté par ses *Chants d'un veilleur de nuit cosmopolite* (1841), qui l'avaient classé parmi les poètes révolutionnaires. Il ne renia jamais ses opinions, mais elles ne l'empêchèrent pas d'être directeur des théâtres de Munich et de Berlin, et d'être nommé baron par l'empereur d'Autriche. Il y a dans ses vers plus de rhétorique que d'émotion. Ses romans, malgré quelques parties intéressantes, ne dépassent guère la moyenne.

une conception de l'art assez voisine. Au milieu de l'anarchie des doctrines et de la confusion des systèmes, leur coterie représentait une force. D'ailleurs, leurs idées, à défaut d'originalité et de génie, étaient raisonnables et saines. Les critiques les plus sévères pour Geibel ne contestent pas que son influence sur la poésie lyrique contemporaine, qui a été énorme, — égale peut-être à celle de Heine, — a été souvent heureuse. La Jeune Allemagne, continuant trop souvent sur ce point ou même exagérant les pires négligences des romantiques, comptait volontiers la prosodie et la grammaire au nombre des bastilles qu'elle prétendait démolir. Geibel rappela la littérature au culte de la forme et il eut toujours le respect de son art. Même quand il n'a rien à dire, ses chevilles sont soignées et le métier dissimule adroitement les lacunes de la pensée : les images sont élégantes, la versification est harmonieuse, les rythmes bien choisis ; de pareils vers appellent la musique et beaucoup ont inspiré de charmantes compositions musicales. Les paysages qu'il nous décrit sont tout à fait bien composés. Le ruisseau gazouille et le nid s'agite, la rose « s'épanouit sous l'instinct de l'azur » ; il ne manque rien à ces tableaux, — rien que le mouvement, que l'air, que l'âme même de Cybèle. Ce sont des romances abondantes en souvenirs classiques et où domine la convention, mais elles sont faites de main d'ouvrier, — un ouvrier qui s'est appliqué. Il s'en vantait à bon droit : « Si c'est du ciel que le génie descend sur nous en langues de feu, répondait-il à ses détracteurs, c'est à nous qu'appartient l'effort. Je n'ai jamais cessé de lutter et j'ai passé toute ma vie en travaillant et en grandissant. » Par là, à force de labeur, il s'est haussé à un niveau où ses qualités naturelles ne le portaient pas d'elles-mêmes.

N'empêche qu'elles étaient tout de même un peu pauvres. Il n'est peut-être pas indispensable qu'un poète ait des idées très profondes et très originales, et l'histoire littéraire en connaît d'illustres dont la gloire s'est bornée à paraphraser les refrains changeants de l'opinion. Du moins faut-il que les passions contemporaines, en traversant le cœur de l'écrivain, s'y pénètrent d'une vie personnelle et s'exaltent. Chez Geibel, elles se tamisent. Il est, dans l'acception la plus élevée du mot, un poète de circonstances, en ce sens qu'il compose à l'heure dite les vers que réclame la situation ; il chante le Schleswig en 1848 et la conquête de l'Alsace en 1870, et il y montre ses qualités ordinaires de soin et de convenance : il rencontre le mot juste et l'image attendue, sans oublier les souvenirs d'Isaïe. En présence d'une si savante entente des règles de la rhétorique, on rougirait de parler de procédés ou de suspecter la sincérité du poète.

On a le sentiment pourtant que ses colères sont à fleur de peau, et ses tristesses n'ont jamais troublé son sommeil. Ses chants d'amour sont souvent exquis; je ne dirai pas qu'on devine aisément qu'ils sont dédiés aux deux femmes qu'il épousa, mais ils gardent de leur honnête inspiration quelque chose de convenu, de traditionnel et d'apaisé. De tous les grands lyriques de l'Allemagne, il n'en est pas de moins personnel et chez qui l'on aperçoive mieux ce qu'il y a, non pas d'éternel, mais de rebattu dans le fonds commun de toute poésie.

Les écrivains de l'École de Munich n'étaient pas des réactionnaires, mais des conservateurs libéraux; ils approuvaient les désirs des parlementaires de Francfort, mais ils blâmaient leurs excès; ils ne comprenaient que les révolutions tempérées et ils ne se décidaient pas à prendre parti dans les débats tumultueux « où partout se trouvaient étroitement confondus la nuit et la lumière, le mensonge et la vérité, le droit et le crime ». — Ils s'en remettaient à Dieu, qui a donné le chant au rossignol et le parfum aux roses. Comme leur enthousiasme était sage, leur désespoir savait se faire une raison : « L'hiver répand autour de nous la glace et la neige, écrivait Geibel, mais il faudra bien que le printemps arrive. Souffle, tempête; — souffle avec rage; — sur ses pieds légers, à travers la nuit, s'avance malgré tout l'aube de la jeune année. » — C'est la vieille théorie d'Horace et des Épicuriens : laissons agir le temps; tout passe, même un Frédéric-Guillaume IV. Rien n'est plus commode pour parer les défaillances et justifier les abstentions. Les Wittelsbach n'auraient pas pu désirer mieux que cet écrivain de tout repos, ce poète des commencements de sommeil, dont le chalumeau apaisait les agitations de la fièvre et trompait les fringales populaires.

Sa probité, sa bonne humeur inaltérable, le fonds de confiance qu'il gardait, le mettent malgré tout bien au-dessus de l'autre poète qui, avec lui, domine cette période, — je veux dire qui obtient les plus grand succès de librairie. Scheffel [1] est un des écrivains germaniques qui demeurent le plus complètement inaccessibles aux étrangers, et ses admirateurs, — ils sont légion, — y voient une des preuves de son

1. Joseph-Victor de Scheffel, né à Karlsruhe, en 1826, mort en 1886. Il aurait voulu être peintre, et on trouve dans ses œuvres des preuves de ses dispositions artistiques. *Le Trompette de Sæckingen* (1854) fit de lui l'écrivain le plus célèbre de l'Allemagne; en 1901, on a publié la 256e édition. *Ekkehard* (1856), roman dont la scène se passe au moyen âge, est presque aussi populaire. *Frau Aventiure* (1864), au contraire, eut relativement peu de succès, non pas qu'il soit inférieur aux précédents, mais la mode avait changé. Les chansons d'étudiants qui, plus que toutes ses autres productions, ont contribué à la renommée de Scheffel, ont été réunies dans *Le Gaudeamus* (1868).

génie. Ils l'expliquent par ce qu'il y a en lui d'essentiellement germanique, sa fantaisie, sa conception ironique du monde, par laquelle il rappelle les romantiques. — Ne serait-il pas possible de supposer que, si nous sommes si peu sensibles au talent du Trompette de Sæckingen, c'est que ce talent est de qualité inférieure et que son succès fut surtout déterminé par des causes extérieures. Scheffel avait un cœur sec et une âme indigente; la vie l'ennuyait et il se distrayait en faisant du bruit et en changeant de place. Richard Meyer remarque que ses ouvrages ne sont à proprement parler que des récits de voyages. A ce régime, il a développé ses dons naturels, non pas d'observateur, mais de touriste; il croque gentiment un paysage, il esquisse une silhouette amusante, mais il ne voit que les côtés extérieurs des choses et des hommes. A le lire, nous éprouvons vite le même ennui qu'il ressent lui-même; l'attention s'éparpille au milieu de ce brouhaha, et nous n'emportons de cette course au clocher que des souvenirs estompés et une extrême lassitude. C'est un guide très recommandable pour voyageurs d'agence Cook. Son triomphe, qui n'est pas vraiment de caractère littéraire, eut un peu la même origine que, chez nous, la longue popularité de Henri Murger. Les bourgeois se plurent à ce débraillé qu'ils jugeaient pittoresque, et leurs dames ou leurs demoiselles se pâmèrent devant cette friperie romantique. Les gens les plus rangés mettent volontiers à l'occasion leur chapeau sur l'oreille et il y a dans le cœur de chaque Philistin un Bursch qui sommeille. — Bordées sans conséquence et sans danger ! Scheffel, avec ses allures de casse-cou, est un conservateur, il prêche le respect des conventions sociales et le mariage de raison; il nargue les visionnaires et les prophètes de la science. — Il aurait pu sans doute y avoir quelque courage à s'insurger contre la nouvelle idole et à montrer la vanité des consolations qu'elle offre à nos cœurs inassouvis : mais la révolte chez lui n'est que de la mauvaise humeur et nous ne reconnaissons pas dans ses boutades d'estaminet l'humaine mélancolie de Byron, de Léopardi et de Heine.

Ces fanfares de troubadours errants, ces charivaris d'étudiants, ces aventures d'autres siècles, ce bric-à-brac vieillot amusaient si bien la foule qu'elle se détournait des véritables artistes : Keller, qui n'est jamais devenu populaire, était encore dédaigné par la critique, tandis que Hebbel et Otton-Louis disparaissaient presque inaperçus.

L'inquiétude, l'agitation, la fuite incessante à travers le temps et l'espace, le sarcasme et l'ironie, c'était ainsi que se traduisait, chez une nature vulgaire, le désarroi d'une génération qu'une mauvaise

chance obstinée livrait coup sur coup, après les Gagern et les Radowitz, aux Manteuffel, aux Bach et aux Dalwigk. Hebbel[1] et Otton-Louis souffraient de la même invisible félure, mais leurs douleurs étaient plus fécondes parce que leur âme était plus haute et leur sensibilité plus aiguë. Il serait évidemment ridicule de soutenir que, si Otton-Louis n'a pas dégagé de ses études sur Shakespeare un drame réaliste et vivant, la faute en est aux incohérences de Frédéric-Guillaume IV, ou d'expliquer par le Concordat de Bach ce qu'il y a de tendu, de violent et d'abstrait dans les tragédies de Hebbel. Comment contester cependant que l'atmosphère morale au milieu de laquelle vit l'écrivain, le façonne peu à peu et favorise ou arrête le développement des tares de son tempérament. Hebbel, qui était un disciple passionné de Hegel, dans quelques conditions extérieures qu'on le suppose placé, serait toujours resté un idéaliste, presqu'un symboliste : « l'art est la philosophie réalisée, de même que le monde est l'art réalisé ». — Mais son regard ne se fixerait-il pas plus volontiers sur le monde qui l'entoure, si le tableau était moins lamentable et s'il ne sentait partout autour de lui le même besoin d'échapper au spectacle d'une vie misérable et comme déshonorée. Il se renferme alors toujours plus étroitement en lui-même, se nourrit de son unique substance, et sa pensée solitaire se plaît aux décevantes abstractions et aux subtilités de la casuistique passionnelle. *Agnès Bernauer*, *L'Anneau de Gygès* qui est presque un chef-d'œuvre, *Les Nibelungen*, qui, malgré leurs imperfections, marquent un admirable effort pour entrer en communication intime avec la vieille légende populaire, ne produisent ainsi sur le spectateur qu'une impression incertaine et obscure : elles provoquent la réflexion plus que l'émotion et elles nous laissent au cœur quelque tristesse, parce que nous assistons à l'agonie d'un homme qui fut toujours supérieur à son œuvre et n'a jamais donné entièrement sa mesure.

1. Hebbel, né en 1813 à Weselburen, dans l'Allemagne du Nord, mort en 1869. Fils d'un maçon, sa jeunesse fut très dure et il ne se releva jamais du poids qui l'avait alors écrasé. Il trouva un appui dans ces féroces Danois qui traitaient si durement les Allemands du Schleswig. Ses premières pièces, *Judith* (1840), *Geneviève* (1842), une tragédie bourgeoise, *Marie-Madeleine* (1844), qui est une de ses œuvres les plus remarquables, n'obtinrent qu'un succès littéraire, et d'ailleurs son théâtre n'a jamais attiré la foule. Il se fixa à Vienne, où il demeura jusqu'à sa mort et écrivit ses œuvres capitales : *Hérode et Marianne* (1850), *Agnès Bernauer* (1855), *l'Anneau de Gygès* (1856), et *la Trilogie des Nibelungen* (1862). La critique, longtemps injuste pour lui, tend aujourd'hui à le placer tout à fait au premier rang des auteurs allemands, ce qui est peut-être un peu excessif. La publication de son *Journal* (1885) et de sa *Correspondance* (1890) a beaucoup contribué à ce revirement, et nous y apercevons, en effet, une âme singulièrement élevée et tourmentée par les plus hautes inquiétudes.

La destinée d'Otton-Louis[1] ne fut pas plus heureuse. Les critiques s'amusent volontiers à le rapprocher de Hebbel, bien qu'il ait toujours protesté avec quelque mauvaise humeur contre cette assimilation et qu'il se sépare en effet du dramaturge viennois par bien des points essentiels. — Mais il le rappelle par sa très haute conception de l'art, par les inquiétudes de sa conscience esthétique, par son impuissance à se satisfaire ; à ce point de vue, il n'est pas sans analogie avec Flaubert; il convient seulement d'ajouter qu'il fut toujours maladif et que ses dernières années furent torturées par des douleurs d'entrailles presque continuelles. Après son grand roman, *Entre ciel et terre*, un des plus beaux de la littérature allemande, écrit dans une langue merveilleuse, tout vibrant de vie et d'émotion, il usa ses forces à essayer de fixer quelques-uns des sujets qui se pressaient en foule dans son cerveau surmené, sans parvenir jamais à en rendre la beauté fugitivement aperçue.

De Geibel à Otton-Louis en passant par Scheffel et Hebbel, les symptômes sont différents, mais ils révèlent tous la même diathèse morale. Bavardage gracieux ou défaite de la volonté qui s'est attaquée à une tâche trop lourde, tapage puéril ou désillusions d'une âme qui, froissée par le tumulte hostile du dehors, se hausse vers l'idéal et n'en peut communiquer la beauté étincelante ; ce qui apparaît au fond de cette fièvre de distraction ou de cet isolement farouche, c'est la haine et le dégoût de la vie. Le moment est venu du triomphe du pessimisme. A l'hymne de joie et d'affranchissement de Feuerbach répond la malédiction de Schopenhauer. « Nous ne sommes pas des savants, disaient des ouvriers à l'auteur des *Principes de la Philosophie de l'avenir*, et nous sommes incapables d'apprécier la valeur scientifique de vos leçons ; mais, ce que nous savons et ce que nous reconnaissons, c'est que le mensonge des prêtres et de la foi, contre lesquels vous combattez, est le dernier fondement du système actuel d'oppression et d'indignité sous lequel nous souffrons, et que votre doctrine, qui substitue à la foi l'amour, à la religion l'instruction et l'instituteur au prêtre, est la base solide de l'avenir que nous appelons. » — « Quelle sottise ! répond Schopenhauer. Démolissez toutes les barrières, vous n'en demeurerez pas moins esclaves,

1. Otton-Louis (1813-1865) était un Thuringien. Après avoir essayé du commerce et de la musique, il se retira dans un village près de Meissen et y vécut dans un isolement complet, livré tout entier à ses travaux littéraires : *le Forestier héréditaire*, tragédie bourgeoise (1859), *les Macchabées*, furent plus appréciés des critiques que goûtés par le public; ses romans aussi, *die Heiterethei* et même *Entre Ciel et Terre* (1856), sont plus vantés que lus.

et vos souffrances ne diminueront pas. Ce n'est pas la religion qui nous trompe, c'est la nature entière. » « Notre vie a le caractère d'une mystification, pour ne pas dire d'une brimade; c'est un épisode qui trouble inutilement l'éternelle tranquillité du néant. L'existence n'est qu'un mensonge incessant, dans les petites comme dans les grandes choses. Si elle a promis, elle ne tient pas, si ce n'est pour nous montrer combien ce que nous désirions était peu digne de désir : ainsi nous sommes trompés ou par notre espoir ou par l'objet de cet espoir. » Tout semble avoir pour but de démontrer « que rien ne mérite d'être poursuivi, d'être conquis, d'être appelé, que tous les biens sont vains, que le monde de tous les côtés fait banqueroute et que la vie est une affaire qui ne couvre pas ses frais ».

Trente ans s'étaient écoulés depuis la publication du *Monde comme volonté et comme représentation*, et ce livre, une des œuvres maîtresses du XIXe siècle, si varié, si riche d'observation et d'idées, était resté un quart de siècle complètement ignoré. L'auteur attribuait cette indifférence du public à un complot des métaphysiciens dont il avait dénoncé les jongleries. En réalité, qu'avait affaire de cette doctrine ascétique et sombre une génération qui avait vécu les heures inoubliables de 1813 et dont l'enfance avait été bercée par les promesses de Herder et de Gœthe! — Après 1848, tout change. La terre n'est plus qu'un dépotoir où gisent pêle-mêle les systèmes des philosophes et les programmes des politiques, chiffons usés, manuels défraîchis de marchands d'orviétans. C'est l'heure où commence le succès des *Parerga* et des *Paralipomera* (1851) qui, malgré leur titre rébarbatif, fondèrent la renommée de Schopenhauer. Son influence devait demeurer prépondérante jusque vers 1880, où elle commença à être ébranlée par la vogue de Nietzsche.

Le pessimisme « sans douleur de cet enfant du dimanche » prête aisément à l'ironie, et les joies méprisables de la terre ne laissaient pas que de lui paraître savoureuses; il avait quelques défauts et pas mal de ridicules, et l'on se trouvait mieux de lire ses ouvrages que de l'avoir pour voisin. Cet admirable prédicateur de morale n'était pas un pratiquant; il s'excusait en disant que chacun paie son écot avec la monnaie qu'il a.

Il ne manquait pas d'arguments excellents pour détourner les autres des erreurs qu'il n'évitait pas toujours. — Nous voulons vivre; de là tous nos malheurs, il n'y a de salut que dans l'abdication du désir et la mort de la volonté. Ainsi seulement nous nous élèverons au calme absolu de l'âme et au repos serein de l'indifférence. « L'homme qui a su étouffer en lui le vouloir-vivre, n'est plus qu'un être

purement intellectuel et le miroir transparent où se reflète le monde; rien ne le trouble plus ni ne l'émeut; il regarde en souriant les combinaisons changeantes qui se déroulent devant ses yeux comme de fugitifs mirages », et il trouve dans cette contemplation esthétique la seule joie qu'il lui soit donné d'atteindre.

L'action de cette philosophie — très considérable — fut assez diverse et, dans l'ensemble, assez peu conforme à la pensée essentielle de l'auteur. Les faits ont leur logique et les livres leurs destins. N'est-ce pas un singulier paradoxe de l'histoire que le fatalisme protestant ait donné naissance à la libre Angleterre? — Il n'est guère moins étrange que le pessimisme de Schopenhauer ait été destiné à ouvrir l'ère de Bismarck.

La vie est mauvaise. Soit, et Sénèque a raison : nous ne l'accepterions pas si nous ne la recevions sans avoir été consultés. — Mais, une fois qu'on nous l'a octroyée, puisque nous sommes dans tous les cas obligés d'en subir la loi la plus dure, qui est de la perdre, pourquoi ne pas en épuiser les apparences ? — Le nombre des pessimistes de stricte observance, des sages qui se maintiennent, comme le demande le maître, dans une sorte d'équilibre entre la vie et la mort, sera toujours très restreint. Après tout, le philosophe lui-même n'admet-il pas les plaisirs esthétiques. Et pourquoi ceux-là plutôt que d'autres? et d'ailleurs où s'arrêtent les plaisirs esthétiques ? Le monde n'est qu'illusions, mais quelques-unes sont agréables; la nature nous tend des pièges, mais le meilleur tour à lui jouer n'est-il pas encore de jouir sans raffiner des plaisirs qu'elle nous offre? L'idéalisme kantien de Schopenhauer contribua ainsi à grossir l'armée matérialiste. — Avec cette circonstance aggravante que Feuerbach, lorsqu'il sapait les anciennes doctrines religieuses, ne laissait pas le temple vide, mais proposait à notre adoration l'Humanité, l'Espèce, au perfectionnement de laquelle nous avons le devoir de travailler, tandis que les disciples désabusés du pessimisme ne se laissaient plus leurrer par ces vaines abstractions et réclamaient des satisfactions plus immédiates.

Ceux mêmes qu'une distinction naturelle protégeait contre les appétits sensuels, étaient attirés au matérialisme par l'insolence de la réaction, et la tentation irrésistible d'opposer aux piétistes les arguments les plus massifs gagnait des milliers de lecteurs au pamphlet de Karl Vogt, *Foi de charbonnier et science* (1855), qui avait au moins quelque éloquence, ou au célèbre manifeste de Louis Büchner, *Force et matière* (1855); un engouement qui serait inexcusable s'il ne s'expliquait par la haine de l'intolérance orthodoxe, fit en effet

pendant plusieurs années d'un des pamphlets les plus pauvres et les plus vides qu'ait produits la littérature du XIXe siècle, le bréviaire des défenseurs de la liberté d'examen. Büchner fut destitué, et de même Moleschott, le créateur de l'anthropologie, l'auteur du *Cercle de la vie* (1862) dont le matérialisme s'atténuait d'une sorte de piété naturelle. — Étrange méprise des gouvernants, ainsi que le remarquait Feuerbach, qui s'imaginaient, par quelques mesures de police, « ramener l'humanité à l'enfance » !

En dépit des cruelles souffrances qu'il entraînait, le régime capitaliste améliorait les conditions générales de l'existence, et le besoin de consolations supra-terrestres diminuait à mesure que la vie devenait ici-bas moins intolérable. D'autre part, chaque jour était marqué par de nouvelles conquêtes scientifiques, et les barrières derrière lesquelles s'étaient réfugiées les religions révélées s'écroulaient l'une après l'autre. Darwin publiait en 1859 son livre sur l'*Origine des espèces* dont l'action se manifesta rapidement dans les domaines les plus divers. Buckle, dans son *Histoire de la civilisation* (1859-1861), et Taine dans ses premières études, appliquaient aux questions historiques et morales la méthode des sciences naturelles. Karl Marx, dans sa *Critique de l'Économie politique* (1859), substantielle préface de son livre définitif, le *Capital*, voyait dans l'évolution économique la loi déterminante de l'histoire et dans les conditions de la production la force essentielle qui modèle les sociétés. Rien peut-être ne prouve mieux l'infiltration universelle des doctrines matérialistes que le *Microcosme* de Lotze (1856). En face de Feuerbach, le philosophe de la Révolution, Lotze est le philosophe de la réaction; il nie le progrès et il ne croit pas à la science; son Microcosme cependant « qui n'est qu'une description aussi claire et aussi complète que possible de tous les phénomènes susceptibles d'observation réelle », fait en somme de la philosophie une branche de l'histoire naturelle, et le successeur de Fichte et de Herbart compte sur le progrès de l'industrie pour amener une renaissance esthétique.

Feuerbach et Moleschott, Karl Vogt et Virchow, dans lesquels l'ignorance et la mauvaise foi de leurs adversaires ne voulaient voir que des disciples de Mammon, étaient les prophètes très purs et très nobles d'une religion nouvelle qui, plus logique d'après eux et plus large que les précédentes, apporterait à la terre, en même temps que plus de bonheur, plus de lumière, de justice et de beauté; ils pensaient que la conscience n'est pas diminuée si on lui donne pour base, non plus l'égoïsme individuel, mais la solidarité sociale . Mais il est vrai que leurs conclusions dernières n'étaient pas la conséquence

évidente de leurs prémisses. Quand Feuerbach écrivait : *der Mensch ist was er isst,* — l'homme est ce qu'il mange, — il voulait prouver l'absurdité d'une organisation sociale qui condamne l'immense majorité de la population à un régime de famine : mais n'était-il pas vraisemblable que la plupart de ses lecteurs se diraient simplement : ce qui importe, c'est de nous bien nourrir? — L'histoire générale, quand elle parle des théories philosophiques, s'occupe moins des livres que du public : ce qui lui importe, ce n'est pas la pensée de l'écrivain, c'est la façon dont elle a été interprétée; à ce point de vue, une doctrine n'existe que par ses disciples, et une religion par ses fidèles. En Allemagne, à cette époque, la religion de l'humanité aboutit en fait souvent à celle du veau d'or et elle contribua à préparer les abdications du parti national-libéral, qui, sans se consoler jamais complètement de la perte de la liberté, ne tint pas rigueur à Bismarck, qui ouvrait libre carrière à ses entreprises financières. La prédication matérialiste, s'adressant à une génération fatiguée et désenchantée, menaçait ainsi, en abaissant l'idéal, d'activer la domestication des âmes, sans compter que les formules brutales de quelques polémistes risquaient de rejeter vers la réaction la masse du peuple qui conservait un fonds résistant de croyances traditionnelles.

Heureusement la philosophie de Schopenhauer, qui avait contribué à favoriser la propagande matérialiste, en limitait aussi les dangers, et ses enseignements, très complexes, fournissaient aux âmes les règles d'actions qu'elles n'auraient peut-être pas dégagées sans peine des livres de Feuerbach. Au milieu des phénomènes inconsistants et irréels, dans lesquels le monde se dissout, Schopenhauer ne reconnaissait qu'une réalité véritable : la volonté consciente. Cette substitution de la volonté à l'intelligence, de l'action à la réflexion, qui marquait un retour direct à Kant, était une manière de révolution. Les agitateurs de 1848 continuaient les chimères romantiques quand ils supposaient qu'ils transformeraient le monde par des proclamations somptueuses. Schopenhauer opposa à cet optimisme nonchalant la nécessité de l'effort, évocateur et éducateur d'énergie; il apprit à une génération d'improvisateurs et de fantaisistes le danger des ambitions prématurées et des synthèses incohérentes, et il les mit en garde contre les vanités du sens propre ; il leur enseigna avec la fermeté, la patience et la discipline. Que le pessimisme soit ainsi devenu une des causes du relèvement national, il faudrait pour s'en étonner une bien absolue ignorance de l'histoire ; et que beaucoup de contemporains aient interprété de cette façon la doctrine de Scho-

penhauer, il suffit pour le prouver de rappeler le célèbre roman de Spielhagen : *Les natures problématiques*.

Beaucoup de savants d'ailleurs s'effrayaient des conclusions hâtives des « dilettantes de laboratoires » et, convaincus que la science se compromet sans profit si elle sort de son domaine, ils condamnaient dans le matérialisme une des formes du dogmatisme *a priori*. Le plus illustre des savants d'alors, Helmholtz, qui avait fait en quelque sorte le tour des connaissances humaines et marqué son passage dans chacun des domaines de la science par un de ces travaux qui font époque, donnait à tous l'exemple de la réserve et de la modération[1].

Exerçant en quelque sorte sur la génération nouvelle cette maîtrise générale qu'avait jadis occupée Alexandre de Humboldt, il écartait les turbulents et les fats et substituait définitivement aux enthousiasmes de l'intuition la rigueur méthodique et la conscience scrupuleuse et acharnée.

A côté de Helmholtz, toutes les gloires s'effacent et toutes les découvertes semblent secondaires; et cependant bien peu d'époques pourraient rivaliser avec celle où Clausius attachait son nom au développement de la théorie mécanique de la chaleur; où Guillaume Hofmann (1818-1892), le meilleur élève de Liebig et l'un des expérimentateurs les plus heureux du siècle, inventait les couleurs artificielles et donnait naissance à l'une des industries les plus prospères de l'Allemagne contemporaine; où le génie d'un Kirchhoff (1824-1887) inaugurait vraiment une ère nouvelle dans notre connaissance de l'univers par son livre sur l'*Émission et l'absorption de la lumière et de la chaleur* (1859). Fechter fondait la psychophysique, et Virchow transformait l'histologie par ses travaux sur la Pathologie cellulaire (1858). Sous l'impulsion de Guillaume-Louis (1816-1895) la physiologie se transformait. Oscar Peschel (1826-1875), un des plus remarquables continuateurs de Karl Ritter, rattachait solidement la géographie à la science, et Justus Perthes appelait à Gotha (1854) Auguste Petermann, dont les *Mitteilungen* devaient vraiment achever de faire connaître à l'homme le monde terrestre.

Si l'on songe à l'excellence de l'organisation de l'enseignement

1. Helmhotz (1821-1894). « Peu d'hommes, suivant les belles paroles du critique allemand, ont ouvert autant de voies nouvelles aux plus hautes curiosités, jeté des lumières aussi vives sur les points les plus obscurs de nos connaissances, réalisé ou suggéré de plus retentissantes découvertes. » Son livre sur *la Conservation de la Force* (1847), avait fondé sa gloire. Il inventa l'ophtalmoscope (1851), publia son *Optique physiologique* (1858); il devait plus tard « réhabiliter l'acoustique »; ses théories ont donné presque directemont naissance au téléphone et au phonographe.

supérieur en Allemagne et à l'influence extraordinaire que les Universités ont toujours exercée sur la vie publique, on se rendra compte de la valeur des éléments reconstituants qu'elles répandaient sans cesse dans le pays. En prêchant la fécondité du travail quotidien, la dignité de la tâche modeste acceptée sans murmure et acccomplie sans négligence, elles ramenaient les contemporains à la sagesse suprême que Gœthe avait déjà enseignée, et leur rendaient la joie et la raison de vivre ; elles leur disaient que l'homme n'atteint le bonheur que s'il renonce à le poursuivre et s'il concentre ses désirs dans l'action créatrice. Sous ces influences, un sourd travail de réparation et de germination s'accomplissait partout et une jeune génération grandissait, qui n'avait été que superficiellement atteinte par la catastrophe de 1848, à un âge où les blessures se cicatrisent vite. Assagie et mûrie par des épreuves précoces, non pas abattue, assez indifférente aux théories, avide de mouvement et de réalité, elle n'accordait plus qu'une attention intermittente aux romances de l'école de Munich et aux pantalonnades de Scheffel ; elle voulait des livres plus sincères, d'une observation plus poussée, d'une émotion plus franche et plus simple.

L'école qui, à partir de 1850, a travaillé à dégager de conventions épuisées un idéal littéraire supérieur, avait plus de bonne volonté que de génie et elle n'a laissé aucune de ces œuvres supérieures qui deviennent un des éléments éternels de la pensée nationale. Elle annonce du moins une esthétique nouvelle, plus humaine et plus large. Son action a été peut-être d'autant plus réelle qu'elle avait moins complètement rompu avec les habitudes antérieures.

Parmi ses représentants, quelques-uns, non les moindres, se cantonnent dans les provinces d'où ils sont sortis et dont ils aiment les traditions et les coutumes : à l'idéalisme pangermanique succède chez eux un patriotisme plus étroit, mais aussi plus déterminé et plus concret, et les Reisebilder d'une génération flottante et déracinée font place à des livres tout parfumés d'une odeur de terroir très spéciale. Spielhagen donne pour fond à ses principaux romans Stralsund et les bords de la Baltique près desquels s'est écoulée sa jeunesse ; Freytag doit en partie son succès à la description de la lutte qui met encore aux prises en Silésie les Allemands et les Slaves, et Otton-Louis n'échappe aux obsessions de métaphysique esthétique qui paralysent sa verve productrice que lorsqu'il nous parle de la Thuringe.

L'intime séduction des œuvres de Storm [1], le plus exquis peut-être

1. Théodore Storm (1817-1888). Pendant la période de 1850 à 1860, ses œuvres les plus importantes sont les nouvelles : *Immensee* (1852), *Une Feuille verte* (1855), et surtout les *Poésies* (1855). Les nouvelles de la deuxième période de la vie litté-

des lyriques allemands contemporains, est imprégnée de la subtile odeur de cette terre du Schleswig qui a été, au XIXe siècle, un des points où s'est formée l'âme même de l'Allemagne. Il était né à Husum, à quelques kilomètres de la mer du Nord, et il ne quitta guère son pays que quand les événements politiques le forcèrent à chercher un refuge à Berlin; il ne s'y acclimata jamais et conserva toujours la nostalgie du sol natal. De là, les limites de son talent et les grâces de ses vers, sa mélancolie discrète et presque timide, sa réserve délicate et distante, la pudeur effarouchée avec laquelle il fuit le tapage et l'éclat. Ses grisailles ne tirent pas les yeux et sa voix alanguie ne force pas l'attention. Même aujourd'hui, ni les éloges unanimes de la critique, ni les campagnes prolongées de la Deutsche Rundschau qui a mis à son service sa très réelle influence, n'ont réussi à l'imposer à la foule, et il reste plus illustre que connu.

Storm n'a aucune des qualités du poète épique : il n'a pas d'imagination créatrice, et il n'aime pas sortir de lui-même. Son âme, plus douce qu'énergique, manquait un peu de vigueur et d'élasticité, et, surprise en pleine fleur par l'échec de l'insurrection des duchés en 1848, elle a gardé la mélancolie de la défaite, la crainte de la sensation immédiate et comme un besoin de fuite vers le passé. On l'a souvent comparé aux romantiques, et par bien des points, en effet, il rappelle Brentano et Eichendorff. Mais ce rapprochement même avec des maîtres qu'il ne reniait pas montre mieux la qualité supérieure de son talent et le progrès accompli par suite de l'évolution générale des idées et des mœurs. Non seulement la forme chez Storm ne rappelle en rien l'improvisation hâtive des lyriques du début du siècle ; — cette probité artistique et cette maîtrise de la forme ne le distingueraient pas de Geibel ; — mais surtout, — et par là il se sépare aussi bien de l'école de Munich que de Brentano, — il ne se contente pas de traduire en vers harmonieux les impressions fugaces qui rident la surface de son âme; ses poésies sont l'écho de longues et durables émotions et elles n'ont quelque chose de lointain que parce qu'elles viennent des profondeurs les plus intimes de son être. Il n'est guère de poète qui nous permette mieux de comprendre la parole célèbre qu'un paysage est un état d'âme, et chez qui le monde réel se fonde aussi étroitement avec l'émotion individuelle.

raire de Storm : *Psyché* (1877), *Aquis Submersus* (1877), *Renate* (1878), aux contours plus précis, aux traits plus marqués, sont très intéressantes, — en dehors de leur valeur propre, — parce qu'elles montrent la sensation de libération et d'épanouissement que produisirent en Allemagne les victoires de 1866 et de 1870. Elles sont peut-être moins caractéristiques et personnelles que les écrits antérieurs.

Quelques écrivains poussaient plus avant leur provincialisme et substituaient les dialectes locaux à la langue littéraire ; Klaus Groth[1] et Fritz Reuter ont dû ainsi une partie de leur renommée à l'emploi du bas-allemand. *La source vive* (*Quickborn*) de Groth n'est, quoi qu'en disent des critiques complaisants, que le médiocre pastiche d'un professeur qui a chaussé une idée saugrenue et qui s'efforce de prouver par ses exemples la justesse de ses théories esthétiques. Il reprochait à Reuter de contraindre la muse à garder les vaches, mais mieux vaut la robustesse vigoureuse et saine d'une fille des champs que les mignardises d'une citadine qui joue à la villageoise.

Reuter[2] ne faisait pas de manières et ne songeait pas à imposer à l'Allemagne une nouvelle langue littéraire ; il n'écrivait que pour ses compatriotes immédiats. Il les connaissait bien, se plaisait au milieu d'eux, aimait leurs qualités, s'amusait de leur défauts. Ses lecteurs étaient aussitôt en familiarité avec lui, se retrouvaient dans ses livres, y respiraient avec joie l'air vivifiant et tonique des landes et des prairies du Mecklembourg. Dès ses premiers essais, *Contes et Rimes* (1859), il devint populaire ; ses récits plus développés : *De l'Époque des Français* (1860), *Du temps où j'étais agriculteur* surtout (1862-64), son chef-d'œuvre, achevèrent d'établir sa renommée; on

1. Klaus Groth (1819-1899). La première partie de *Quickborn* est de 1852, la seconde de 1870. Son grand malheur fut d'être avant tout un théoricien. Sa doctrine n'avait d'ailleurs aucune chance de succès; la défaite du parti unitaire n'était pourtant pas assez décisive pour qu'il renonçât, comme le lui demandait Groth dans ses *Lettres sur le Haut et le Bas-Allemand* (1858), à la langue littéraire traditionnelle, ce qui eût rendu à jamais impossible la réconciliation avec l'Allemagne du Sud. Cet effort n'en est pas moins un symptôme curieux du découragement provoqué par les événements de 1848. Si Stahl et Gerlach avaient vraiment été des hommes d'état, ils auraient dû soutenir énergiquement Groth, mais ils ne comprirent pas du tout le sens de ce mouvement.

2. Fritz Reuter (1810-1874), né à Stavenhagen, dans le Mecklembourg-Schwerin. Il subit plus durement que personne les absurdes rigueurs de la réaction. Condamné à mort en 1833, à Berlin, pour avoir fait partie d'une société secrète, il fut traîné de prison en prison et soumis à de véritables tortures jusqu'à la mort de Frédéric-Guillaume III (1840). Il nous a raconté ses souffrances avec beaucoup de modération et de bonne humeur (*Du Temps où j'étais en prison*). Il lui fallut ensuite dix ans pour se refaire tant bien que mal une existence, et il avait dépassé la quarantaine quand il commença à écrire. Qu'il ait conservé son entrain et sa gaieté au milieu de telles épreuves, rien ne montre mieux la solidité de sa constitution morale. Il offre un contraste frappant avec Storm; la résistance à la souffrance prouve sans doute la vigueur, mais aussi, le plus souvent, sinon quelque grossièreté, du moins quelque rudesse. Reuter avait la peau dure, le regard clair, le verbe haut et le geste brusque. Sa psychologie, qu'on loue beaucoup, est surtout extérieure; il décrit merveilleusement la silhouette de ses personnages, mais leurs sentiments ne sont ni très complexes ni analysés avec beaucoup de pénétration.

les lira longtemps avec plaisir, parce qu'ils sont sincères et vivants, que les sentiments y sont honnêtes et simples, que les personnages, directement observés, ont une allure de vérité et de bonhomie. Peut-être cependant les critiques contemporains qui accablent d'épithètes magnifiques le souvenir de Fritz Reuter, ne rendent-ils pas un très bon service à sa mémoire ; car enfin la verve, l'entrain, la franchise, ne suffisent pas pour placer un auteur tout à fait au premier rang. C'est une force d'être un écrivain provincial, mais aussi une limite. On loue volontiers Reuter de n'avoir pas « de métier » : seulement, si le métier diminue d'habitude l'originalité, il est aussi d'ordinaire la condition du *style*, sans lequel il ne saurait y avoir de beauté supérieure. Pour ne pas être tenté d'exagérer les mérites de l'écrivain mecklembourgeois, il suffit, ainsi que l'a remarqué M. Albert Sorel, de songer à Hermann et Dorothée. Ne comparons pas Théocrite à Homère, ce qui n'est pas une raison d'ailleurs pour ne pas goûter la saveur du poète sicilien.

Reuter fut entouré une fois par une bande de collégiens qui, dans leur enthousiasme juvénile, racontèrent au vieux martyr qu'ils avaient formé une société secrète pour fonder la liberté publique : — « Laissez l'Allemagne aller son train oblique et ne m'imitez pas, » leur répondit-il. — Il s'était retiré de la mêlée, et sa gaîté était faite en grande partie d'abdication et de renoncement. Malgré tout cependant, il croyait encore à la victoire et il souriait à l'aurore future : — « Regarde autour de toi, dit le vieux pasteur à l'apprenti qui part pour son tour d'Allemagne ; toute la création est plongée jusqu'au cou dans le péché, et, depuis la chute primitive, elle n'exhale vers le ciel que des puanteurs... Écoute un peu, n'est-ce-pas le rossignol ? Mais si ; c'est lui. Écoute donc ! Quel chant merveilleux !... Oui, la nature est corrompue, et par les splendeurs de cette nature le Diable tente de nous surprendre... Eh ! Eh ! voilà qu'il chante encore ! Comme sa voix pénètre doucement dans nos cœurs ! » — Reuter donnait ici la main à Geibel : la réaction n'arrête pas la marche du temps, elle ne supprime pas la jeunesse.

Ce quiétisme optimiste ne suffisait pas à la génération qui arrivait peu à peu à l'intelligence et abordait le combat avec des forces intactes. En attendant qu'elle trouvât l'écho de ses aspirations politiques dans les Preussische Jahrbücher (1858), elle se groupait autour des *Grenzboten*, que dirigeaient Julien Schmidt et Freytag. Schmidt, le théoricien de l'école néo-libérale, ne s'est pas relevé des critiques de Lassalle : il avait une tendance naturelle « à défigurer les bons auteurs et à leur faire dire le contraire de leur pensée » ; cet étrange défenseur des

classiques les rapetissait à sa taille et les transformait en vulgaires bourgeois. C'est qu'il se défiait de l'idéalisme et qu'il voulait éliminer les dernières traces du venin romantique; si ses procédés trahissaient une lamentable absence de goût, ses conseils étaient sages, et ils avaient des chances sérieuses d'être écoutés, parce qu'ils étaient conformes aux besoins généraux du temps. Il avait l'horreur des entreprises téméraires et le goût des vertus solides qui assurent le bonheur des familles et la richesse des nations. Freytag se chargea d'interpréter et de répandre ses doctrines, qui n'avaient rien d'héroïque, mais qui étaient parfaitement raisonnables.

Il n'y a plus aujourd'hui aucun mérite à dire que Freytag[1] est un écrivain de troisième ordre et un artiste sans valeur. Sans parler même des *Aïeux* qui ne sont qu'une cantate chauvine en nombreux volumes et dont on ne sait s'ils sont plus intolérables par la prétention de la pensée ou la disette de l'imagination — moins résurrection que mascarade, — celles mêmes de ses œuvres qu'on a un moment essayé de présenter comme classiques sont au-dessous du médiocre. Que *les Journalistes* aient longtemps passé pour une comédie de caractère, cela montre seulement ce qu'était le théâtre allemand vers le milieu du XIXe siècle : les *Effrontés* d'Augier sont en comparaison un modèle de réalisme, pour ne rien dire de l'intérêt de l'action et de l'entente de la scène. *Doit et Avoir* est un roman d'une lecture fastidieuse, lent, lourd, long; les caractères sont conventionnels et creux, l'observation superficielle; la morale s'étale, envahissante et prosaïque, c'est de la littérature de pasteur méthodiste. La médiocrité fondamentale de Freytag apparaît jusque dans sa carrière politique; il n'a même pas compris la grandeur réelle des fondateurs de cette Unité germanique qui avait été l'unique rêve de sa vie.

Du moins, il avait une volonté tenace, et comme, dans ses élans les plus audacieux, il ne s'éloignait jamais beaucoup du sol, ses lecteurs suivaient son essor sans essoufflement. Les grosses sonorités de ses parades attiraient de loin la foule, et personne n'a autant contribué que lui à entraîner l'opinion de cette bourgeoisie qui, après les premières hésitations du début, devint le principal appui de Bismarck.

1. Gustave Freytag (1816-1895), originaire de Silésie, prend en 1848 la direction des *Grenzboten*, qui devient le principal organe du parti libéral et du réalisme littéraire; en relations étroites avec le duc Ernest de Saxe-Cobourg et, plus tard, avec le prince royal Frédéric de Prusse, il sacrifie sans hésiter ses goûts et ses amitiés à la politique de Bismarck. Œuvres principales : *les Journalistes*, comédie (1854); les romans : *Doit et Avoir* (1855) et *le Manuscrit perdu* (1864); les romans historiques : la série des *Aïeux* (1872-1880); enfin des études historiques : *Tableaux du Passé allemand* (1859-1862), *Karl Mathy* (1869).

Son action fut ainsi infiniment supérieure à son mérite, et sa vie est plus grande que son œuvre. Il personnifie admirablement le parti national-libéral avec ses timidités, ses contradictions, ses hypocrisies à demi-conscientes, mais aussi avec son acharnement têtu, son esprit de sacrifice et de renoncement, ses ardeurs concentrées, son patriotisme féroce, son orgueil haineux, son instinct de domination œcuménique et sa foi d'une puérilité presque touchante dans la mission providentielle de l'Allemagne et dans la supériorité de sa civilisation et de ses vertus.

Ce parti national-libéral n'était qu'une édition atténuée et corrigée de l'ancien parti de Gotha. Les radicaux impénitents qui, comme Gervinus, maintenaient intact leur programme, avaient perdu tout crédit ; la grande majorité des députés de Francfort et leurs adhérents, convaincus désormais que, pour emporter les obstacles, plus solides qu'il ne l'avaient soupçonné d'abord, qui s'opposaient à l'unité, l'appui des Hohenzollern leur était indispensable, et que la Prusse ne consentirait dans aucun cas à sacrifier son autonomie pour se fondre dans l'Allemagne, se résignaient à subir son hégémonie, puisque c'était le seul moyen d'échapper au morcellement et à l'impuissance. Une école historique, très solidement organisée et très influente, préparait l'opinion publique aux abdications nécessaires et créait peu à peu la légende de la mission germanique des Électeurs de Brandebourg. Ses conclusions paradoxales prenaient aux yeux des lecteurs prévenus une sorte d'autorité religieuse parce qu'elles étaient étayées par un imposant appareil scientifique. Avec une sorte d'hypocrisie inconsciente, fréquente chez les fanatiques, les même érudits qui appliquaient à l'étude des détails une méthode rigoureuse, tiraient de leurs prémisses solidement établies les enseignements les plus fantaisistes. Les préoccupations politiques et l'enthousiasme chauvin étaient si intenses que même Curtius dans son *Histoire grecque* (1857-67) ou Mommsen en étaient comme dominés.

Nulle part mieux que chez ce dernier n'apparaît la manière du savant allemand de cette période. Érudit de grande allure, juriste éminent, épigraphiste incomparable, Mommsen jette à pleines mains dans d'innombrables dissertations les résultats définitifs de ses recherches minutieuses ; par ses exemples et ses leçons, il évoque une armée de travailleurs dont quelques-uns sont des maîtres ; il consacre les meilleures années de sa vie à l'édition de ce *Corpus inscriptionum latinarum* qui demeure un des titres d'honneur du XIXe siècle. Quand il a ainsi donné satisfaction à sa conscience qui est exigeante, il ouvre une libre carrière à ses colères, qui sont aveugles ; il accable de

ses fureurs la France, qui lui fut toujours hospitalière, et il convie ses compatriotes au massacre des Slaves qui ont l'impudence de ne pas accepter la domination germanique ; il fait de l'histoire romaine un pamphlet et il flétrit dans la personne de Cicéron les idéologues qui n'ont aucun goût pour ce despotisme militaire dont il sentit plus tard lui-même la lourde poigne. Dans l'école tumultueuse des historiens politiques qui encombrent la littérature du XIXe siècle, il sera sans doute, avec Treitschke, un de ceux dont la postérité conservera les œuvres, parce qu'il fut un artiste supérieur. Sa langue est merveilleuse, — très supérieure à celle de Ranke, beaucoup trop vantée, — plus personnelle, plus imagée, plus sonore, sans cependant la truculence exaspérée et la tension monotone de Treitschke. Puis il a le don de comprendre et de rendre la vie dans sa complexité infinie. Sans doute, depuis longtemps la philologie allemande avait substitué l'étude de la réalité concrète à la dissection des formes vides et vaines, mais à ses travaux l'âme même manquait encore, et Mommsen la lui souffla, et ce qui n'était auparavant qu'un amas de débris incohérents, se leva et marcha devant nous. La Rome qu'il a ainsi créée de nouveau, est-elle vraiment la Rome antique ? — On l'a contesté avec des raisons assez fortes, mais de semblables protestations signifient bien peu de chose contre de telles résurrections qui ne réussissent qu'au génie.

L'inconvénient du genre, c'est qu'il ne convient pas aux médiocres. Des travaux probes et modestes, tels que ceux de Burckhardt ou de Waitz seront consultés longtemps encore après que les hagiographies de Droysen et de ses émules seront tombées dans l'oubli. Déjà l'on ne lirait plus guère les œuvres de Sybel, si l'adroite et ménagère prévoyance de Bismarck ne lui avait permis de jeter un coup d'œil dans des archives rigoureusement fermées pour des écrivains plus perspicaces et moins dévoués. Sybel n'en demeure pas moins, précisément parce que sa valeur personnelle est médiocre, le type le plus représentatif de l'école historico-politique : esclave de partis-pris qui faussent son regard et rétrécissent son esprit, il n'a d'autre critérium que ses préjugés : il déteste l'Église, parce qu'elle se défie des Hohenzollern, et les Habsbourgs, parce qu'ils n'abdiquent pas d'assez bonne grâce devant leurs jeunes rivaux ; il croit que la Révolution française n'a en rien contribué au progrès de l'humanité, que Bismarck était un pacifiste que n'ont jamais effleuré de mauvais desseins, et que l'Allemagne n'a jamais entrepris que des guerres défensives. C'est le Homais du patriotisme.

Présomptions ridicules, mais redoutables. — Le fanatisme est con-

tagieux. Pour conduire les hommes, il importe peu d'avoir des idées justes et généreuses, pourvu qu'on ait des passions fortes. Les prophètes ne sont pas d'ordinaire très intelligents. Sybel, Freytag et leurs amis nous semblent un peu pauvres d'esprit quans nous lisons leurs livres : il convient seulement de ne pas oublier qu'ils ont été des collaborateurs éminents de Bismarck et de Moltke. Ils combattirent par les excitants les plus énergiques l'anémie qui avait suivi la fièvre de 1848, et ils surent atteindre au fond de l'âme populaire les fibres intimes du désir. Ils débarrassèrent la nation de quelques préjugés qui gênaient sa marche et lui apprirent à faire un choix dans son passé. Ils affectèrent de ne voir dans Lessing que l'adversaire de Molière et dans Gœthe que le juge dédaigneux de la Révolution ; ils s'attachèrent à démontrer que les institutions qui dataient de 1789 n'avaient aucune valeur et que le régime parlementaire émasculait les peuples ; ils ne reconnurent d'autres vertus que la discipline et la soumission. Ils trouvèrent des excuses à la réaction et n'en combattirent que les exagérations les plus absurdes, telles que l'alliance avec les Junker ou l'anarchie politique ; ils s'ingénièrent à prouver au roi de Prusse qu'ils seraient les plus dociles et les moins exigeants des sujets ; pour le rassurer et le gagner, ils plièrent le genou et courbèrent l'échine : *per angusta ad augusta.*

Comme les Jésuites, qu'ils ne détestaient peut-être si fort que parce qu'ils leur ressemblaient étrangement, ils abdiquaient pour conquérir la domination. Peu leur importait que la main d'un maître s'abattît sur la nuque de l'Allemagne s'il la menait à la victoire ; la servitude leur paraîtrait douce du moment que leur souverain serait le meneur du monde. Bismarck, très vite, comprit les services qu'ils étaient capables de lui rendre. Il avait beaucoup de mépris pour les journalistes, mais il connaissait la puissance de la presse, et il avait le plus rare talent pour organiser et préparer l'opinion. Il encouragea ces volontaires, facilita leur propagande, et, comme leur ardeur était sincère, elle devint vite communicative. Sans doute, tous les Sybel et les Freytag du monde auraient pu pendant fort longtemps sans aucun profit hurler à la lune : il fallait pour la décrocher des mains plus vigoureuses. Mais ils avaient créé dans le peuple une sorte d'attente messianique. Il n'est pas bien sûr que, sans eux, la politique de Bismarck eût été possible ; il est très probable que, sans leur appui, même Sadowa n'eût pas donné des résultats décisifs.

La personnalité du Chancelier risque de nous faire oublier le rôle que joua alors dans les événements la nation allemande elle-même, j'entends naturellement la minorité intelligente qui, dans tous les

temps, conduit les masses. Nous avons quelque peine à comprendre l'intensité de la poussée frénétique qui emportait vers la gloire et la domination la masse des Allemands, parce que, depuis lors, les peuples, repus ou lassés, ont été saisis par de nouveaux courants d'idées. La France en particulier caresse aujourd'hui d'autres fantaisies : elle rêve la fraternité universelle, et elle espère ainsi retrouver sur les âmes l'hégémonie qu'elle n'ose plus essayer de reconquérir les armes à la main. Libre à chacun de voir là l'aurore d'un monde meilleur, et ce ne serait pas la première fois qu'un progrès moral aurait été la conséquence paradoxale du triomphe de la violence. Mais nous n'avons pas le droit pour cela de fausser le passé et de ne pas reconnaître que l'histoire du XIXe siècle a été en grande partie déterminée par les exigences de l'instinct de race, — que cet instinct soit naturel ou non, qu'il réponde à une réalité concrète ou qu'il soit une pure conception de l'esprit. Nulle part cet instinct n'était aussi impérieux qu'en Allemagne, parce qu'il y avait été plus comprimé que partout ailleurs. Radowitz, médiocre politique, mais observateur intelligent, écrivait à Frédéric-Guillaume IV, le 20 novembre 1847 : « On laisse entre les mains des ennemis de l'ordre l'arme la plus puissante du présent, la nationalité : toutes les âmes sont malades de la nostalgie d'une Allemagne plus unie, puissante et honorée au dehors ; c'est la pensée la plus populaire et la plus puissante, la seule qui domine les partis et à laquelle se subordonnent les différences de région, de politique et de religion. » — Depuis 1847, cette boulimie d'ambition était devenue encore plus impérieuse. Ce que l'on reprochait à Frédéric-Guillaume IV, bien plus encore que son flirt avec la noblesse ou l'arbitraire de ses ministres, c'était la timidité de sa politique étrangère. Les transformations économiques et le mouvement des esprits, le progrès des sciences et l'affaiblissement de l'idéalisme, les nouvelles tendances esthétiques et la facilité des communications, les intrigues des cours secondaires et le développement des études historiques, les absurdités de la réaction et les complications diplomatiques, tout aboutissait à une même passion : l'unité de l'Allemagne. Le roi, entre Gerlach et Élisabeth, n'entendait pas les supplications qui montaient vers son trône, mais tous autour de lui n'avaient pas l'oreille aussi fermée aux bruits du dehors. Pendant que les libéraux de Francfort faisaient leur examen de conscience, un des hobereaux qui les avaient combattus avec le plus d'acrimonie, un des favoris du roi féodal, M. de Bismarck, songeait qu'il ne serait pas difficile de tirer parti de cette surexcitation universelle.

Il pensait que la Prusse ne pouvait pourtant pas rester indéfini-

ment dans la situation précaire et désagréable que lui avait assignée le congrès de Vienne. Depuis 1815, elle s'était montrée humble, modeste et résignée : cette humilité, peut-être excusable à l'origine, risquait en se prolongeant de devenir dangereuse ; il ne fallait pas que le monde la crût satisfaite ou finie. Dès qu'elle ferait signe de reprendre en Allemagne le rôle qu'elle avait abdiqué depuis un demi-siècle, il était sûr que le pays entier se rassemblerait autour d'elle. — Tranquille de ce côté, il s'occupa de créer une constellation diplomatique favorable et de préparer à l'ambition des Hohenzollern les complicités qui lui étaient indispensables à l'étranger. Les écrivains et les savants avaient rendu possible l'unité germanique : le génie de Bismarck fit de cette possibilité une réalité.

LIVRE II

LES ANNÉES D'APPRENTISSAGE DE BISMARCK

CHAPITRE PREMIER

L'ALLEMAGNE PENDANT LA GUERRE DE CRIMÉE

Perturbation produite par la révolution de 1848 dans la politique des diverses puissances de l'Allemagne : l'Autriche, isolée au dehors et affaiblie par le réveil des nationalités slaves et magyare, abandonne son attitude d'expectative. — Débilité, inquiétudes et agitations des cours secondaires. — L'opinion publique en Prusse au lendemain de la Révolution. — Otton de Bismarck : sa jeunesse, son programme politique. — Ses débuts à Francfort : ses premières luttes avec Thun et Prokesch-Osten. — La crise orientale. — M. de Buol et François-Joseph. — L'alliance austro-prussienne, la triade et la politique du sabot. — Le Congrès de Paris et la situation de l'Allemagne après la guerre de Crimée.

Quand, au mois de mai 1851, les envoyés de la Prusse et des quelques États qui s'étaient jusqu'au bout attachés à sa fortune, eurent repris leur place à la Diète de Francfort, les diplomates affectèrent de croire qu'il ne leur restait plus qu'à reprendre les affaires au point où ils les avaient laissées au mois de mars 1848. Le délégué autrichien, Frédéric de Thun, qui présida la Diète de 1850 à 1852, ne dépassait pas la moyenne des magnats autrichiens. Son éducation avait été soignée, mais timide, et ses relations qui le rapprochaient des Tchèques, le préparaient mal à comprendre les sentiments de l'Allemagne nouvelle. Il n'aimait le travail que par boutades et se reposait volontiers sur ses subordonnés du soin d'étudier les affaires; capricieux et nerveux, avec moins de fonds que d'élan, il supportait mal les luttes prolongées et il passait par des alternatives d'outrecuidance et d'abattement qui donnaient à sa politique quelque chose de

brusque et de décousu. Bismarck qui n'a jamais péché par excès d'indulgence et qui jugeait tous ses collègues avec une amertume caustique, l'accusait de mauvaise foi et de grossièreté : il semble au moins qu'il ait quelquefois manqué de tact et d'esprit. Il présidait les séances avec le sans-gêne d'un grand seigneur, sans gilet, la cravate flottante, faisait faire antichambre à ses collègues, les accueillait sans se lever de son fauteuil et continuait en les écoutant à fumer son cigare. Les mœurs à Vienne présentent un singulier mélange de hauteur et de laisser-aller, et Thun n'y entendait peut-être pas malice ; ses hôtes, très formalistes, étaient choqués par cette fatuité, volontaire ou naïve. Ils y voyaient le symbole d'un changement dans la politique autrichienne, et il est vrai que la Hofburg nourrissait des ambitions plus hautes et surtout plus hâtives qu'à l'époque de Metternich.

On a rejeté sur Schwarzenberg la responsabilité de ce changement et on lui reproche d'avoir engagé son souverain dans une voie semée de chausse-trapes qui aboutissait par Olmutz et Gastein à Kœniggrætz. Le prince de Schwarzenberg ne mérite certes aucune sympathie : ce joueur blasé qui ne cherchait dans la politique qu'une suprême distraction, ce fier-à-bras qui ne connaissait ni son pays ni l'Europe et qui ne comprenait d'autre moyen de gouvernement que l'état de siège, était bien le plus détestable ministre qu'il fût possible d'imaginer pour un pays aussi troublé que l'Autriche et qui exigeait une main délicate et souple. On ne saurait cependant sans injustice flagrante méconnaître les causes profondes qui dictèrent sa conduite ; et, qu'elle ne s'explique pas uniquement par son caractère, nous en trouvons une présomption assez forte dans la persévérance avec laquelle ses successeurs soutinrent la même politique, bien que leur tempérament les inclinât aux concessions et aux atermoiements.

Tant que l'Autriche n'avait eu en face d'elle que des gouvernements très maniables et que l'opinion publique n'avait eu aucune influence sur la marche des événements, Metternich avait jugé inutile de tendre les ressorts du pouvoir, puisque la manière douce suffisait. Suffisamment protégée contre les complications possibles par l'étroite alliance des cours du Nord qui semblait inébranlable, la cour de Vienne, conservatrice par tradition et par intérêt, avait aisément borné son ambition au maintien du *statu quo*. La Révolution de février modifia radicalement la situation, en remettant en quelque sorte en mouvement le monde arrêté dans sa marche par Metternich et Guizot. La Sainte-Alliance, sérieusement compromise par les excentricités de la Prusse, ne parut plus désormais qu'un expédient temporaire, et en effet, depuis lors, l'entente cordiale des puissances septentrionales,

sur laquelle avait été fondée la politique européenne de 1800 à 1848, ne s'est jamais rétablie pour longtemps. Entre le tsar Nicolas et le prince Louis-Napoléon, l'avenir était gros de tempêtes, et les Habsbourgs, menacés à l'Orient et à l'Occident, étaient condamnés à chercher en Allemagne l'appui qu'ils ne trouvaient plus dans la condition générale du monde.

Les diplomates de la Hofburg étaient trop bons catholiques, de plus, pour ne pas savoir que, si l'homme peut longtemps conserver son innocence, une fois qu'il a touché au fruit défendu, il est entraîné de chute en chute. Ils en concluaient que les ambitions prussiennes ne désarmeraient plus, après avoir été éveillées. Peut-être sur ce point péchèrent-ils par excès de prévoyance, et rendirent-ils le mal plus aigu en voulant le prévenir. L'attitude du gouvernement de Berlin cependant et l'élection du 28 mars 1849 justifiaient largement leurs inquiétudes, et si, en face des prétentions nouvelles, ils n'avaient pas revendiqué leurs droits plus énergiquement que jadis, leur réserve eût été considérée comme une abdication.

François-Joseph était d'autant moins disposé à renoncer à l'hégémonie de l'Allemagne que le despotisme de Schwarzenberg le condamnait à chercher hors de ses États héréditaires le centre de son pouvoir. Au lieu de réveiller par des concessions modérées le loyalisme des diverses races qui, à l'exception des Italiens, désiraient relâcher, non briser, le lien qui les unissait à la monarchie, le Prince et ses complices, Stadion, Bach, Schmerling, avaient exagéré jusqu'à l'absurde le régime de centralisation bureaucratique. Un semblable essai, sous Joseph II, avait abouti à la guerre civile ; cinquante ans plus tard, en face de groupes beaucoup moins dociles, plus instruits et mieux organisés, le succès paraissait singulièrement problématique. Il était clair au moins que les populations germaniques de l'Autriche étaient trop faibles à elles seules pour absorber les Magyars et les Slaves. Le prince Schwarzenberg obéissait ainsi à une nécessité inéluctable quand, dans les conférences de Dresde (déc. 1850-mars 1851), il demandait que la monarchie entière fût comprise dans la Confédération.

Manteuffel, soutenu par les protestations de la Russie et de la France, sans combattre ouvertement les projets du Prince, s'attacha à leur enlever toute substance : les petits souverains, qui redoutaient une médiatisation, se groupèrent autour de lui, et Schwarzenberg dut se contenter d'un traité par lequel l'Autriche et la Prusse se garantissaient mutuellement leurs possessions pour une période de trois ans. (16 mai 1851).

Schwarzenberg se porta aussitôt sur un autre terrain. Il voulut pro-

fiter des dissentiments qui mettaient aux prises les États du Sud protectionnistes et la Prusse libre-échangiste pour briser l'Union douanière; il réussit un moment à grouper autour de lui un nombreux cortège de dissidents. — La Prusse, très froidement, répondit par un ultimatum : — « Libre à ceux à qui cela convient, de nous quitter, écrivait le prince Guillaume de Prusse; ils reviendront ! » — Manteuffel leur avait ouvert la porte toute grande : personne n'osa la franchir. Penauds, ils firent amende honorable, acceptèrent les conditions de la cour de Berlin (avril 1853).

Ce nouvel échec, survenu si près du premier, infligé à l'Autriche par des adversaires aussi peu belliqueux, aurait dû être pour elle un avertissement salutaire, attirer son attention sur les difficultés presque insurmontables qui s'opposaient au succès de ses desseins. Comme elle sortait à peine du régime prohibitif, ses ministres n'avaient pas osé promettre qu'elle adhérerait immédiatement au Zollverein, ce qui eût en effet causé sa ruine industrielle et porté le dernier coup à ses finances. Mais l'opposition des intérêts moraux et intellectuels creusait entre les deux pays voisins un abîme encore bien plus infranchissable ! Quelque désorientée qu'on la supposât, jamais l'opinion libérale ne se serait réconciliée avec un protectorat viennois qui n'aurait pas été autre chose qu'une conquête étrangère. Un succès momentané eût provoqué une résistance aussi indomptable que la victoire de Charles-Quint à Schmalkalde ou les entreprises de Ferdinand II. Le succès de Benedek à Kœniggrætz aurait sans doute obligé la Prusse à acheter le concours de la France, ou peut-être assuré pour quelque temps encore le maintien du *statu quo*; quelque décisive qu'elle eût été, elle n'aurait dans aucun cas permis aux Habsbourgs d'établir solidement leur autorité sur la Confédération.

Malgré tout, après la mort de Schwarzenberg (5 avril 1852), ses successeurs furent hors d'état de rompre avec des projets qui se rattachaient aux plus anciens souvenirs et aux besoins les plus intimes de la maison Impériale. Ils les ajournèrent ou les dissimulèrent, mais ils ne cessèrent de travailler sournoisement à faire de la Diète de Francfort l'instrument de leur autorité. Leur tort essentiel fut de vivre dans le passé et de ne pas se rendre compte du changement qui s'était produit depuis un siècle dans les conditions générales de la politique. Ils se trompèrent ainsi radicalement sur les dispositions et sur les forces des cours secondaires, et, en même temps qu'ils se préparaient à eux-mêmes les plus amères déconvenues, ils compromirent dans une série d'agitations et de vaines intrigues leur clientèle, les petits souve-

rains, qui n'auraient eu quelque chance de conserver leur indépendance qu'en se faisant oublier.

Pendant la guerre de Trente ans, un margrave de Bade ou un landgrave de Hesse étaient encore des personnages : mais en 1850, quelle influence réelle pouvaient bien exercer sur les événements un roi de Hanovre ou de Wurtemberg, pour ne rien dire des principicules de Thuringe ou de Saxe ! Aussi, en général, s'acquittaient-ils de leurs fonctions souveraines sans beaucoup de conviction. Leurs armées étaient des plus médiocres, parce que dans aucun cas elles n'auraient suffi à assurer la victoire et qu'elles ne combattraient jamais que comme auxiliaires. Les plus intelligents sentaient qu'ils ne vivaient plus que par convention diplomatique et qu'ils avaient cessé d'être les facteurs de la partie pour ne plus en être que l'enjeu. Ils acceptaient sans plaisir leur effacement, mais ils ne se dissimulaient guère qu'il était inévitable, ce qui est déjà une forme de résignation. Ils vivaient de régime, et ils avaient utilement servi la politique de Metternich, parce qu'il ne demandait à leur faiblesse que ce qu'elle était en mesure de lui offrir, mais la turbulence de ses continuateurs les effarait. Quel avantage auraient-ils trouvé à encourager une mégalomanie dont ils devaient faire les frais ? Surtout, ils avaient peur des responsabilités. Ils se groupaient volontiers autour du président de la Diète, à condition qu'il n'exigeât d'eux aucun dévouement réel, et ils suivaient ses indications pourvu que leurs votes ne les engageassent à rien. Ils entouraient ainsi l'Autriche d'une ceinture flottante d'affections superficielles ; ils redoutaient sa défaite, mais la prévoyaient et songeaient avant tout à une retraite prudente qui leur permît d'obtenir sans trop de peine le pardon du vainqueur.

Au milieu des périls qui les guettaient, ils trompaient leur désœuvrement par des calculs compliqués et des combinaisons fugitives. L'instinct le plus naturel de conservation les poussait à chercher la caution de la France, protectrice traditionnelle « des libertés germaniques ». On les accusait de vouloir recommencer la Confédération du Rhin, et quelques-uns d'entre eux, le roi Guillaume de Wurtemberg par exemple ou le grand-duc de Hesse, pensaient, en effet, si nous en croyons Bismarck, que sous Napoléon Ier les princes allemands, à la condition de fournir leurs contingents, avaient mené une existence assez douce. L'alliance de son héritier n'était pourtant, même pour les moins entichés de préjugés, qu'une carte dernière qu'ils se réservaient de jouer en cas d'extrême péril.

L'indignation qu'affichent à ce propos les historiens prussiens est puérile. Les Hohenzollern ne doivent pas moins de reconnaissance à

la France que les Wittelsbach, et s'ils ont tiré de leurs relations un meilleur parti, cela ne change rien sans doute à la moralité de leur diplomatie. Prétendre, d'autre part, ainsi que Treitschke et ses disciples, que les princes secondaires et les Allemands du Sud n'avaient aucun patriotisme national, c'est fausser complètement la vérité. Jamais ils n'ont sollicité l'intervention de l'étranger que sous le coup d'une contrainte impérieuse, et ils ont toujours alors débattu avec une parcimonie acharnée les conditions qu'il mettait à son appui. Que de persévérance et d'habileté ne fallut-il pas à Richelieu pour grouper autour de lui les adversaires de Ferdinand II ! Avec quel entêtement, ceux mêmes qui lui devaient leur affranchissement. ne disputèrent-ils pas à Mazarin le juste prix de ses victoires ! Au congrès de Rastadt, ce n'étaient pas les petits princes qui s'étaient le plus vite et le plus facilement résignés à céder à la France les provinces rhénanes, et après la chute de Napoléon, ils n'avaient pas été les moins âpres à réclamer Strasbourg. Depuis lors, la passion nationale était devenue si intense et si générale qu'elle avait envahi les esprits les plus secs. Les souverains qui mettaient leurs intérêts dynastiques au-dessus de l'intégrité du territoire fédéral, reculaient du moins devant la répulsion et le dégoût qu'aurait soulevés leur défection. En face de la réprobation unanime de leurs sujets, ils ne se seraient maintenus ensuite que par l'intervention permanente de la France, — et serait-elle en état de les protéger longtemps contre de terribles représailles ! — Ils n'avaient pas plus confiance pour cela dans la constance de Napoléon III que dans la solidité de son trône.

Il ne leur restait plus dès lors d'autre ressource que de chercher à se rapprocher et à grouper leurs forces dans une alliance défensive. En face de l'Autriche et de la Prusse, à demi barbares, ne représentaient-ils pas l'Allemagne véritable, pure de tout mélange, illustre par son antique civilisation ! Pourquoi ne pas essayer de constituer une Confédération du Rhin, indemne de cette ingérence de l'étranger qui avait ruiné et avili l'œuvre de Napoléon ? Garantis par leur étroite entente contre toute menace d'usurpation, les États du Sud et de l'Ouest formeraient le trait d'union entre la Prusse et l'Autriche ; l'Allemagne, divisée ainsi en trois groupes autonomes et solidaires en face des ennemis du dehors, opposerait une insurmontable barrière aux ambitions aventureuses, en assurant à ses propres peuples les conditions de progrès matériel qu'ils désiraient. La conception de cette *Triade* ne mérite pas les railleries qu'elle a attirées à Beust, à Dalwigk et à Pfordten qui en furent les parrains plus ou moins convaincus. Elle s'était déjà souvent offerte à l'esprit des diplomates et il n'est

pas sûr qu'elle n'eût pas été la meilleure solution de la question germanique. Elle avait seulement un inconvénient capital : elle était absolument chimérique. Une semblable combinaison eût été tentée encore avec quelque chance de succès au début du siècle ; en 1850, il était trop tard, et l'histoire avait dès lors prononcé. La Prusse avait pris trop solidement pied dans les régions westphaliennes et rhénanes qui auraient dû être rattachées à la troisième Allemagne, et trop de gens s'étaient accoutumés à voir en elle la gardienne naturelle des frontières. Surtout, les princes qu'il s'agissait de réunir songeaient plus aux griefs réciproques qui les divisaient entre eux qu'au péril commun qui les menaçait : dans les congrès qu'ils rassemblaient à grand fracas, des ministres infatués échangeaient des plans grandioses et des regards jaloux ; puis on se séparait avec d'hypocrites congratulations en se promettant solennellement de conclure — la prochaine fois — cette assurance mutuelle que tout le monde avouait indispensable mais dont personne ne consentait à payer les frais. Ces assemblées stériles et ces déclarations creuses avaient de graves inconvénients : elles entretenaient les petits souverains dans une fausse sécurité et elles agaçaient la Prusse qui s'offusquait de ces conciliabules, bien qu'elle en connût la vanité.

Depuis 1815, elle avait étonné le monde par sa modération, et Schmoller a pu dire que son histoire pendant la première moitié du XIXe siècle était surtout faite d'occasions manquées. Seulement cet esprit de sacrifice n'admettait que des complaisances momentanées et des abdications conditionnelles, et quand Schwarzenberg, brutalement, exigea un renoncement définitif, l'orgueil national se cabra. L'insolence de l'Autriche au moment des négociations d'Olmutz avait ulcéré les plus paisibles. Depuis le Prince royal qui éclatait en sanglots en apprenant que l'armée allait être ramenée au pied de paix, jusqu'aux officiers qui, dans la forteresse fédérale de Mayence, à la grande indignation du roi, crachaient devant les bottes des officiers impériaux, depuis les libéraux qui voulaient que la Prusse se fondît dans l'Allemagne, jusqu'aux adversaires de Francfort, un même sentiment de rancune et de haine soulevait les cœurs, d'autant plus farouche qu'on s'exagérait beaucoup la portée de la victoire autrichienne et qu'on connaissait mal les péripéties qui excusaient dans une certaine mesure l'attitude de la Hofburg. Une légende se créait qui, oubliant les tergiversations au moins bizarres de Frédéric-Guillaume IV, le dépeignait comme le plus fidèle vassal des Habsbourgs, respectueux de leurs droits jusqu'à l'oubli de ses devoirs envers son propre pays. Et quelle avait été la récompense de ses sacrifices ?

L'agression la plus odieuse et la plus noire trahison ! — La leçon devait servir; il fallait rompre à jamais avec une tactique d'effacement et de déférence qui n'avait abouti qu'à de lamentables déboires, revenir à la véritable tradition nationale, celle de Frédéric II.

Le courant était si violent qu'à certaines heures il emportait même les chefs de la réaction, et la mauvaise volonté des ministres viennois finissait par arracher un cri de colère au général de Gerlach, qui voyait cependant dans le rétablissement de la Sainte Alliance l'unique garantie contre la Révolution. Dévoué aux Habsbourgs qui représentaient à ses yeux la tradition et la légitimité, il n'en était pas moins convaincu « que la Prusse avait une situation particulière en Allemagne et, par conséquent, un droit particulier à un principat ». Naturellement, ces sentiments d'orgueil national, contenus chez les chefs de l'extrême droite, éclataient avec une bien autre vivacité chez les hommes qui étaient moins engagés dans les luttes politiques. L'ambassadeur Prokesch-Osten constatait ainsi que ses échecs réitérés n'avaient en rien diminué l'outrecuidance de la Prusse, qui était toujours prête « à se gonfler comme un sous-lieutenant et à nier les traités et le droit », et Rothan, attaché à la légation française, avertissait son ministre que la rancune était le ressort essentiel de la politique berlinoise. Le seul parti qui ne partageât par ces sentiments, le parti catholique, ne représentait qu'une minorité relativement faible, et surtout, bien qu'il fût déjà assez solidement organisé, il était loin d'avoir encore imposé à ses adhérents une discipline rigoureuse.

Cet orgueil indomptable, cette confiance inébranlable dans l'avenir, cette volonté de puissance ne se conciliaient pas aisément avec les tendances de la philanthropie moderne, mais elles révélaient un tempérament singulièrement vigoureux et une constitution solidement trempée. — Les féodaux et les progressistes oubliaient volontiers leurs querelles intestines quand il s'agissait d'attaquer la bureaucratie : ils lui reprochaient ses lenteurs et ses paperasses, son infatuation et son esprit de routine, sa morgue et ses tracasseries. Beaucoup de leurs griefs étaient justifiés, et les mémoires de Harkort ou de von Unruhe nous prouvent que les bureaux en Prusse n'avaient pas échappé aux vices professionnels, l'étroitesse d'esprit, l'égoïsme et l'inertie; ils apportaient souvent dans leurs rapports avec le public une sorte de mauvaise humeur sournoise et méchante, comme pour se venger d'être troublés dans leur quiétude. Même les employés qui avaient une idée plus haute de leurs devoirs, montraient dans leurs rapports avec le peuple une hauteur intolérable et ils affectaient des allures despotiques

et un dédain des formes légales qui provoquaient chez les habitants une sorte d'exaspération. Il faudrait cependant se garder de tirer de ces plaintes des conclusions trop pessimistes : il y avait toujours eu dans l'administration prussienne des hommes d'un talent supérieur; la mémoire des Motz, des Maassen, des Eichhorn, des Kunth, pour ne citer que les plus illustres, n'y était pas oubliée, et leurs traditions se maintenaient au moins en partie. Les fonctionnaires, qui jouissaient en général d'une réelle indépendance, avaient au plus haut degré le sentiment de leur devoir envers la patrie, et avec l'orgueil de leur mission, l'esprit de sacrifice, d'ordre et d'application : ils confondaient volontiers leur propre puissance avec le bien de l'État, mais ils veillaient scrupuleusement aux intérêts qui leur étaient confiés.

Le mot allemand *drillen* qui signifie dresser les recrues, veut dire aussi tracasser et tourmenter; il traduirait assez bien la discipline rude, quelquefois brutale, vigilante aussi et bien combinée, à laquelle la population prussienne était soumise. Grâce à cet entraînement, le peuple dans son ensemble était devenu comme une armée, où tout le monde se sentait les coudes, si habitué à la règle que l'obéissance était devenue un besoin et une joie. Cet esprit de soumission hiérarchique, cette subordination de la fantaisie individuelle à l'intérêt général ont si bien modelé les âmes qu'on les retrouve également dans toutes les classes et dans tous les partis, même dans les groupes d'opposition radicale; rien n'a plus contribué ainsi à favoriser la propagande des socialistes et à accroître leur force d'action que la docilité des ouvriers et leur esprit de solidarité. Les agents du roi ont livré aux chefs de la Démocratie une nation assouplie par des exercices séculaires et rompue à la soumission passive. Sans doute l'influence de la bureaucratie n'a été si puissante que parce qu'elle s'exerçait dans le sens des instincts primordiaux de la race, mais il n'est pas douteux qu'elle a contribué à les déterminer et qu'elle a ainsi donné à la nation son type caractéristique actuel.

Les Allemands du Sud, habitués à un régime plus nonchalant, chez lesquels aussi les influences celtiques sont encore visibles, très épris de liberté individuelle, éprouvaient une sorte de gêne et presque d'effroi en présence de ce peuple qui semblait se plaire à la férule des sergents qui le menaient à la parade. Gerlach avait un jour demandé à Bismarck des renseignements sur la solidité d'un régiment badois : — « Je le crois tout aussi sûr que n'importe quel régiment rhénan, lui répondit Bismarck; c'est-à-dire que je ne crois pas à une pensée de révolte, mais cela ne veut pas dire qu'ils ont l'esprit militaire de

nos régiments. Ces gens-là ne se redresseront pas, comme les nôtres, si, après leur libération, ils reprennent le casque; s'ils se mettent en colère, ils ne crieront pas avec une fierté provocante : j'ai été soldat; l'esprit militaire ne va pas chez eux plus loin que l'uniforme, ne pénètre pas dans la chair et dans le sang. » — Les Prussiens au contraire ne se libéraient jamais de l'empreinte qu'ils avaient reçue à la caserne; ils demeuraient soldats leur vie durant : « Stramm und straff », comme ils disaient avec orgueil et comme le répétaient leurs voisins avec une ironie haineuse. « Stramm und straff », cela rappelait la raideur gourmée et cassante des officiers, la hauteur aristocratique de l'esprit de caste, l'absence de souplesse et la tension continue de la volonté, l'allure brusque et pesante, tout ce qui se traduit dans ce dur pas prussien, martelé et saccadé, qui, à chaque foulée, s'imprime sur le sol comme pour en prendre possession. Rien de plus opposé à l'aimable nonchalance autrichienne, à la bonne grâce souriante des Rhénans, à la paresse placide des Bavarois.

Cet instinct de domination et de commandement, ce besoin de primauté, cet appétit de pouvoir étaient si éloignés de leurs propres instincts que les voisins de la Prusse ne les comprenaient que fort imparfaitement. Leur mollesse d'ailleurs se payait volontiers de mots, et, pour ne pas être obligés de se mettre en frais, ils s'exagéraient la gravité des événements qui venaient de s'accomplir à Berlin. Ils avaient cru apercevoir dans la révolution de 1848 une preuve de la désorganisation de l'État, alors qu'elle avait essentiellement pour cause l'exaspération provoquée par la longue inertie des souverains. Ils ne se doutaient pas surtout que l'échec de 1850 n'avait eu pour résultat que de donner un but précis aux ambitions encore confuses. A part quelques ultras sans crédit réel, les hommes qui dirigaient l'opinion étaient désormais d'accord sur le point essentiel : la mission historique des Hohenzollern est de grouper l'Allemagne sous leur sceptre et ils ne sauraient sans trahison l'ajourner davantage.

Sans doute la réaction nobiliaire aurait à la longue affaibli l'État et compromis le succès; mais la machine gouvernementale était assez solide pour résister quelque temps aux sottises des féodaux et à l'incohérence ministérielle.

Les affaires étaient expédiées régulièrement et les dossiers étudiés avec soin; les impôts étaient modérés, et les budgets, ménagés par la parcimonie des souverains, se soldaient en excédent; le crédit public était assez peu développé, mais surtout parce qu'on ne le sollicitait guère, et que les capitalistes, plutôt que d'obtenir du Trésor un maigre revenu, réservaient leur argent aux entreprises industrielles et com-

merciales. Si les provinces orientales de la monarchie, gênées dans leur développement économique par les tracasseries de la douane russe, ne renfermaient qu'une population assez clairsemée et pauvre, les régions occidentales s'enrichissaient rapidement. Par un effet assez imprévu, la réaction même, loin d'abattre les courages, les poussait aux résolutions extrêmes. L'on sentait en effet que le moyen le plus efficace d'arracher le gouvernement à l'influence des hobereaux rétrogrades était un rapprochement plus intime de la Prusse avec l'Allemagne du Sud et de l'Ouest, et la haine contre l'Autriche s'accroissait de l'irritation que causaient les empiétements de la noblesse et de l'Église.

*
* *

Le délégué de la Prusse à la Diète fédérale, M. de Bismarck[1], avait été désigné pour ce poste par l'extrême droite, dont il avait été jusque-là un des membres les plus intransigeants. Personne n'avait affecté plus de dédain pour les offres du Parlement de Francfort, et Radowitz n'avait pas eu d'adversaire plus acharné et plus mordant. Au lendemain d'Olmutz, il avait défendu la politique de Manteuffel dans un discours retentissant qui avait causé un véritable scandale parmi les libéraux, et il n'avait pas craint de saluer dans l'Autriche « l'héritière d'une antique puissance germanique, qui avait souvent et glorieusement tenu l'épée germanique ». Ce jour-là, il avait vraiment parlé selon le cœur du roi, et, quelques mois plus tard, sur la proposition de Gerlach, Frédéric-Guillaume IV n'avait pas hésité longtemps à confier le poste de Francfort, qui passait pour un des plus importants de la diplomatie, à un homme qui manquait sans doute d'expérience professionnelle et dont les boutades étaient parfois inquiétantes, mais qui était animé d'intentions si pures et qui traduisait si fidèlement les secrètes pensées de son souverain.

Frédéric-Guillaume avait trop d'imagination pour bien juger les hommes, et il parlait trop pour être capable de lire avec soin les discours d'un autre, même d'un de ses favoris. La majorité de la Diète de son côté, qui avait son opinion faite sur Bismarck, s'était uniquement arrêtée aux conclusions, sans s'occuper des considérants, et — ce qui est plus extraordinaire, — on s'appuie souvent encore aujourd'hui sur ce fameux discours du 3 décembre 1850, pour soutenir

1. Bismarck fut envoyé à Francfort le 8 mai 1851 ; il était adjoint au baron de Rochov, avec promesse tacite de succession. Rochov fut nommé bientôt après ambassadeur en Russie et Bismarck lui succéda officiellement le 15 juillet 1851.

que Bismarck était alors absolument hostile à une politique d'extension et qu'il combattait les projets qu'il devait réaliser lui-même plus tard. — Rien n'est moins exact. Dès la première heure, ce qui le sépare en réalité des libéraux, c'est une simple question de tactique et de procédé. Comme eux, avec une intensité de passion plus absolue, il croit à la mission des Hohenzollern, et s'il est disposé à offrir son concours à la cour de Vienne, c'est à la condition qu'elle se contentera d'une situation modeste et presque subordonnée; dès lors, le rôle qu'il lui réserve dans l'alliance qu'il désire avec elle, est au fond assez analogue à celui qu'elle occupe aujourd'hui dans la Triplice. Comme d'ailleurs les Habsbourgs ne lui inspirent aucun sentiment de respect personnel et qu'il est absolument étranger à toute superstition historique, s'ils n'acceptent pas ses propositions, il est parfaitement résolu à les leur imposer par la force. Il ne repousse nullement en principe la pensée d'une lutte fratricide: il entend seulement qu'elle soit engagée dans des conditions favorables et surtout que la question soit nettement posée, de manière que l'enjeu de la lutte en vaille les périls. Entre Bismarck et ses protecteurs de l'extrême droite, dont la politique était dominée par des considérations métaphysiques et sentimentales, apparaît ainsi dès le premier jour une différence fondamentale que les événements vont rapidement agrandir.

Quand il arriva à Francfort, M. de Rochov, qui n'éprouvait pour lui que les sentiments d'affection mitigée qu'inspire d'habitude un coadjuteur, le confina dans la direction de la presse. Le nouveau délégué avait fourni déjà à la *Gazette de la Croix*, dont il avait été un des principaux fondateurs, de nombreux articles qui témoignent d'une remarquable souplesse de talent; il révéla aussitôt une maîtrise merveilleuse dans l'art de préparer et de diriger une campagne de presse. Personne, pas même Cavour, n'a eu au même degré le génie de manier l'opinion. Avec un art souverain, il emploie les procédés les plus divers, insinuations, affirmations tranchantes, démentis captieux, toutes les cordes de la lyre. Et quel tact subtil pour choisir les organes les moins suspects, les traducteurs les plus souples de sa pensée, pour dénicher la feuille de province qui lance discrètement une rumeur lointaine et vague, pour susciter des complices inconscients qui la propagent, pour se servir des journaux étrangers, pour ménager les effets, pour choisir l'heure du tutti qui secoue et emporte les masses!

Nous avons une idée de sa manière dans ses *Mémoires*. Les écrivains allemands se prosternent avant d'en parler, et il est vrai que

c'est un livre éblouissant; mais s'il nous ouvre les jours les plus curieux sur la psychologie si complexe et si riche de l'auteur, il aveugle plutôt qu'il n'éclaire. Laissons même de côté les erreurs de détail, qui sont innombrables, et qui s'expliquent par la date à laquelle ils ont été composés et les incertitudes d'une mémoire qui commençait à fléchir : ce qui apparaît à chaque ligne, c'est la volonté de créer une légende. Et même la mort du chancelier n'a pas arrêté cet effort continu pour dominer l'opinion publique, pour lui imprimer l'image qu'il voulait lui laisser de lui-même. Son adresse savante et invisible a préparé l'apparition successive et fragmentaire de documents variés, lettres, discours, confidences, qui tous émanent de lui, dont l'authenticité est incontestable, qui tous renferment une parcelle de vérité, et qui cependant sont souvent contradictoires et autorisent des affirmations opposées. Avec cela, s'il n'est pas un écrivain de génie, comme le prétendent ses panégyristes, il possède quelques-unes des qualités maîtresses qui frappent et dominent l'imagination. Sa phrase est souvent diffuse, pénible et embarrassée; son récit s'attarde, se traîne dans des redites ou des digressions oiseuses; de même, quand il était à la tribune, il débutait avec quelque hésitation, et il n'a jamais été à proprement parler un grand orateur : ses discours sont trop longs, confus, mal composés. Mais, par moments, dans une secousse brutale, la pensée se dégage des entraves qui la gênent et se résume en formules lapidaires. Et quelle verve aussi, quelle variété de tons, depuis l'ironie et le sarcasme jusqu'à la bonhomie souriante et à l'émotion la plus délicate. — Schleiermacher, au moment de sa Confirmation, lui avait dit : « Tout ce que vous faites, faites-le de cœur, et comme pour Dieu, non pour les hommes. » — Bismarck a toujours affirmé que, pendant sa vie entière, il n'avait jamais oublié ces paroles : ce qui est vrai au moins, c'est que tout ce qu'il faisait, il le faisait de tout son cœur, en se livrant tout entier, sans ménagement, sans réserve. Il vivait complètement chaque minute de sa vie. — De là l'irrésistible séduction de ses écrits. Le lecteur a beau être sur ses gardes; sa réserve est fondue par cette flamme. Bismarck a eu cette habileté suprême d'enchaîner même ses ennemis à son char de triomphe : les socialistes français par exemple ne parlent de lui qu'avec une sorte de tendresse; il suffit, pour s'en convaincre, de lire le livre d'Andler, si prompt à l'excuser, si dur pour ses adversaires, si impitoyable pour ceux qui ne comprennent pas assez l'honneur que leur a fait le chancelier en les englobant dans son Empire.

De là l'envahissement d'une gloire qui a tout effacé! Les généraux

sans lesquels cependant sa diplomatie aurait bien pu aboutir à un désastre; les fonctionnaires qui lui avaient préparé une nation capable de le soutenir, et les patriotes qui lui avaient d'avance tracé son programme; l'Empereur lui-même, qui a bien eu pourtant quelque mérite à gouverner sous un pareil ministre, tout se perd dans l'auréole de son nom; c'est à lui que l'on ramène tout: « Bismarck und seine Welt », Bismarck et son monde. — Il convient de se mettre en garde contre cette conception idolâtre de l'histoire. — Non pas sans doute que la part prépondérante et décisive qui lui revient dans le triomphe final puisse être contestée ou diminuée. — Il n'a pas seulement couronné l'édifice, il l'a bien construit lui-même, de ses mains robustes, mais il avait les matériaux à portée et il a rencontré d'incomparables collaborateurs. Il ne faut jamais oublier qu'une découverte, quelque prodigieuse qu'elle nous paraisse, n'est en somme que l'aboutissement presque fatal d'une infinité de recherches antérieures. Bismarck souriait volontiers quand on parlait devant lui de la science des généraux et de leurs combinaisons tactiques: il avait assisté à plus d'une bataille et il savait de combien de fautes heureuses, de rencontres imprévues et de négligences se compose le succès définitif; en dernière analyse, la victoire finit toujours par revenir à l'armée qui désire le plus le triomphe et à la nation dont les forces sont le plus solidement trempées. Un chef, si résolu qu'il soit, ne peut rien s'il n'apparaît pas à l'heure propice : pour que l'action de l'homme soit féconde, il faut qu'elle se rencontre avec celle de Dieu, c'est-à-dire avec les forces du passé et la poussée de l'avenir. Celui-là seul nous apparaît grand qui est porté sur les épaules de la foule. — « Ce n'est pas en vain que l'Allemagne a travaillé et lutté, écrivait Max Duncker en 1866. L'imagination idéaliste de ses étudiants et de ses démagogues, le constitutionalisme à faible dose des souverains du Sud, l'entêtement des doctrinaires des États secondaires, l'effort lent et grave de la bureaucratie prussienne, la fondation difficile du Zollverein, l'élan impétueux de 1848, les luttes pour la conquête, le développement et le maintien de la constitution de 1852, la ténacité indomptable de la petite noblesse du Nord, la vigilance qui, pendant une paix de cinquante ans, a maintenu l'armée en état de combattre, la persévérance avec laquelle la réforme militaire a été accomplie, tant d'efforts divergents, tant de peines et de désirs, cette complexité inouïe de travaux et de combats avec leurs réactions et leurs luttes, étaient nécessaires pour produire le grand événement par lequel l'Allemagne se prépare aujourd'hui à terminer ses années d'apprentissage. » Les passions qui fermentaient autour de lui, se cristallisèrent dans l'âme de Bis-

marck et se transformèrent en forces de mouvement et d'action. Aucune de ses pensées n'est vraiment originale, en ce sens qu'on en trouve toujours le principe chez quelqu'un de ses contemporains ou de ses prédécesseurs : seulement, il réalisa ce qu'ils avaient conçu. Il avait l'esprit ouvert, l'intelligence éveillée et souple; mais, comme Richelieu, il est surtout grand par le cœur.

Otton de Bismarck était né en 1815 dans la Vieille Marche, à Schœnhausen, sur la rive droite de l'Elbe, sur cette frontière où s'est en quelque sorte forgée la monarchie prussienne et où s'est trempée et endurcie encore la *gens robustissima* de la Basse Saxe. La carrure de cette « race de Huns » revivait dans Bismarck, solidement campé, grand mangeur, grand buveur, assez bon nageur pour sauver un de ses tenanciers qui se noyait, chasseur infatigable, cavalier fougueux que cinquante chutes n'avaient pas guéri de sa témérité : « Cela ne devient ennuyeux, disait-il, que quand le cheval s'abat sur vous. »

La famille des Bismarck, anoblie au XIVe siècle, appartenait à la meilleure aristocratie rurale de la province. Sujets loyaux, mais sans tendresse pour des princes dont ils n'avaient pas toujours eu à se louer, ils vivaient loin de la cour, plus épris d'indépendance que d'honneurs, bons soldats, rétifs au mors, ombrageux et capables de sauvages emportements : *des hommes*, ainsi que le disait Frédéric II de l'un de ces gentillâtres. Le geste prompt, le verbe haut, ils avaient besoin de vastes espaces et ils ne respiraient à l'aise que sur leurs domaines. Bismarck n'a jamais complètement pardonné à sa mère de l'avoir, à six ans, exilé de Kniephoff, pour l'interner dans la pension Plamann à Berlin. Au milieu de ses occupations les plus absorbantes, il lui faudra toujours venir retremper ses forces dans de longues promenades, des chasses, des travaux agricoles. Il a la passion de la nature; mais, bien que l'on aperçoive çà et là dans ses descriptions un rayon de lune romantique, il la regarde moins en poète qu'en propriétaire. Il surveille de près l'administration de ses domaines, il fixe les coupes, il connaît tous les arbres de ses forêts. Il a l'âme d'un paysan et ses préjugés, sa patience sournoise, son dédain des formules et des théories. — « Dans sa vieillesse, raconte Schmoller, quand il assistait aux discussions, les raisonnements les plus solides et les déductions les plus brillantes l'ennuyaient et l'agaçaient : venait-on au contraire à émettre quelque fait précis, à rappeler un phénomène qu'il avait eu l'occasion d'observer lui-même, il était aussitôt convaincu. » — Ce n'est pas un accident sans portée que Bismarck et Cavour, — les seuls hommes remarquables, suivant

une parole célèbre, qu'ait produits le règne de Napoléon III, — aient fait leur apprentissage comme gentilshommes campagnards, alors que la France n'a eu pour la gouverner que des avocats et des professeurs.

Bismarck grandit dans un milieu d'esprit assez libre. Son père, bon homme, plutôt médiocre, après avoir servi honorablement sous Frédéric-Guillaume II, laissait la direction des affaires à sa femme, Louise-Wilhelmine-Mencken, fille d'un conseiller intime de Frédéric-Guillaume III. Louise, beaucoup plus jeune que son mari, assez jolie, agitée, un peu frivole, avait connu le mal du siècle; elle avait de temps en temps du vague à l'âme, mais sa piété était intermittente et son *Credo* assez court. Les influences, en somme plutôt libérales, que subit Bismarck dans sa famille et qui furent fortifiées par celles de ses professeurs de Gœttingue[1], eurent sur son développement intellectuel et moral une action beaucoup plus réelle et durable qu'on ne l'admet généralement. Il fut souvent l'allié des hobereaux et quelquefois leur chef, jamais leur prisonnier; sauf quelques heures, assez courtes, où, dans l'entraînement de la lutte, il développe avec plus de verve que de conviction des théories halleriennes, il nous apparaît beaucoup moins comme un légitimiste que comme un conservateur, et la nuance n'est pas indifférente. Même son dévouement aux Hohenzollern, très sincère, manque évidemment d'onction. — « Le roi est notre seul refuge, écrit Léopold de Gerlach; tout le bien politique qui nous arrive nous vient sinon de lui, du moins par lui. De cette vérité, je suis plus pénétré que jamais depuis 1848, et, que cette conviction, jadis universelle, ait disparu du cœur des hommes, même bien disposés, c'est précisément notre plus grand malheur. » — Cette *foi*, *fides*, comme dit Gerlach, n'avait rien de commun avec le royalisme très laïque de Bismarck. Comme il était pessimiste, il méprisait la foule, et il n'avait aucun goût pour les constitutions démocratiques;

1. C'est tout à fait par erreur que l'on a prétendu que l'enseignement que Bismarck reçut à Gœttingue avait eu un caractère romantique et réactionnaire. Il y arriva en mai 1832; or, depuis l'année précédente et à la suite des troubles qui avaient amené l'établissement d'un régime constitutionnel dans le royaume de Hanovre, l'Université avait pris un caractère très nettement libéral et presque révolutionnaire. Le professeur dont Bismarck suivit le plus assidûment les cours, Heeren, était un esprit très ouvert et très large. Les premiers travaux de Bismarck nous prouvent qu'il était absolument imprégné de souvenirs français. La thèse qu'il présenta en 1836 pour obtenir le titre de référendaire à Aix-la-Chapelle, est un pastiche de J.-B. Say. Le choix de ses amitiés aussi, à Gœttingue et à Berlin, prouve qu'il est loin à ce moment-là d'être enfermé dans la coterie féodale. Ce point me semble très important à établir et de nature à modifier sensiblement la physionomie convenue du Chancelier.

mais il se faisait peu d'illusion sur la valeur réelle des monarques, qui sont presque toujours dominés par des favoris et des favorites, et il supportait aisément qu'on prît des précautions contre leurs faiblesses ou leurs erreurs. Il avait quelque indulgence pour Cromwell; après la défaillance de Frédéric-Guillaume IV en 1848, il avait essayé d'organiser une insurrection militaire, en dehors du roi. Ministre de Guillaume, il ne se gêne pas pour violenter par la force ou la ruse la volonté de son maître, et à la fin de sa vie il mène contre l'Empereur une campagne sans merci. On a souvent alors rappelé à propos de lui le nom de Wallenstein, et en effet, s'il conquérait des royaumes à son souverain, c'est qu'il comptait bien le dominer lui-même.

Ses dispositions morales, ses qualités physiques, les traditions de sa famille, semblaient le destiner à l'armée; sa mère, ambitieuse et mondaine, le poussa vers la diplomatie; il n'est pas sûr qu'il ne l'ait pas toujours regretté. Fraîchement accueilli par le ministre Ancillon, il prit un détour, entra dans l'administration (1835) : Il n'y réussit pas et s'ennuya. Le tran-tran ordinaire des affaires l'impatientait et il se pliait mal aux exigences de la hiérarchie. Il n'eut jamais l'esprit légiste : les formalités juridiques n'étaient à ses yeux que des embarras et il trouvait absurde de trancher par un même texte des cas souvent fort différents; il n'y eut jamais pour lui que des espèces. Il passa par divers postes, s'amusa beaucoup, s'attira d'assez vertes semonces de ses chefs, et fut enchanté quand une occasion s'offrit de quitter une carrière qui ne lui convenait pas. Les affaires de son père périclitaient et les domaines de la famille étaient dans un état lamentable. Il entreprit avec son frère aîné de relever la situation, se chargea de la direction des propriétés de Poméranie (1838). Très bravement, il se mit à sa nouvelle tâche. Il avait déjà quelques connaissances théoriques et pratiques; surtout, il se trouvait ici dans son élément; au bout de quelques années, la situation était débrouillée, les dégâts réparés. Bismarck a désormais de l'argent et des loisirs : il chasse, il voyage en Allemagne, en Suisse, en Angleterre; il lit énormément, un peu au hasard, poésie, philosophie, histoire surtout, — et il recommence à s'ennuyer. Comme sa mère qui avait passé sa vie à courir de distractions en distractions, qui bâtissait et démolissait sans arrêt, il a toujours eu l'âme inquiète, le besoin d'émotions violentes et nouvelles : chasseur fougueux, il se lassait vite si on ne lui offrait à tirer que des perdreaux.

Une légende s'est formée, — sans doute fort exagérée, — sur la vie tapageuse et désordonnée que menait alors le « gentilhomme braque », *der tolle Junker* (1840-1846). Bismarck n'a jamais été un

voisin de tout repos, il avait des idées charmantes et des inventions saugrenues; les femmes lui pardonnaient volontiers ses boutades parce qu'il était beau garçon, danseur infatigable, et surtout parce qu'elles sentaient qu'il les aimait. Les hommes étaient moins en confiance. Ils admiraient sa verve, son entrain, sa vigueur; personne n'était plus brillant convive, hôte plus courtois, meilleur compagnon de chasse; jamais chez lui rien d'affecté, de recherché ou de dédaigneux; il s'adaptait avec une extrême facilité aux milieux les plus opposés et aux situations les plus diverses; il entendait raillerie et admettait la discussion, à condition qu'on sût se défendre; même au moment de sa plus grande puissance, il reste parfaitement simple, sans morgue, avec les grandes manières d'un gentilhomme de race; « il avait le besoin purement humain de vivre en communauté avec des invités qu'il regardait comme ses égaux, au moins dans un salon ». Malgré tout, les hobereaux qui fréquentaient chez lui éprouvaient quelque gêne, s'inquiétaient de ses brusqueries, de ses accès de misanthropie, peut-être aussi de ses curiosités intellectuelles et des audaces de sa pensée; ils n'étaient pas au même niveau et, bien qu'ils eussent des préjugés communs, ils ne faisaient vraiment pas partie du même monde.

Les professeurs, qui ont tant contribué à la gloire de Bismarck, y ont eu quelque mérite, car il ne les aimait guère et les il traitait sans indulgence; il leur reprochait d'avoir l'esprit mesquin, d'être ennuyeux, de toucher des traitements médiocres et de vivre sans faste. « Les cours ne servent à rien, disait-il, on apprend en huit jours dans les cahiers ce qui est nécessaire pour l'examen; les Universités sont l'établissement le plus funeste pour les jeunes gens; ils n'y apprennent qu'à perdre leur santé et à mener une vie inutile. » — Les sarcasmes dont Bismarck accablait les médecins ne l'empêchaient pas à l'occasion de suivre docilement leurs avis. Les notes officielles de l'Université de Berlin prouvent de même qu'il avait été un auditeur au moins assez assidu. Depuis lors, il n'avait pas cessé de s'instruire. Il avait le don des langues, avait appris, en quelques mois, l'anglais qu'il savait très bien, parlait admirablement le français. Il avait un goût très vif pour la poésie, pour Gœthe, pour Shakespeare, dont il était un lecteur assidu. Que de fois n'a-t-on pas raillé Mme de Staël, qui nous a décrit une Allemagne rêveuse et sentimentale, et peu s'en faut qu'on ne l'ait rendue responsable de nos défaites, pour nous avoir tracé un portrait aussi inexact de nos voisins. Pourtant, ce portrait n'était pas faux, mais seulement incomplet. Les Allemands unissent souvent des instincts de mélan-

colie mystique aux appétits les plus solides et ils embrassent dans un même amour la métaphysique et la choucroute. Comme les héros des légendes primitives, Bismarck joignait à un besoin incessant d'activité et à une redoutable exubérance de force physique le sentiment très vif du néant de notre agitation. Les farces bruyantes, les longues chevauchées et les repas abondants ne lui suffisaient pas; ses compagnons de cercle s'en doutaient et ils lui en gardaient quelque rancune.

Il nous en apparaît plus grand aujourd'hui. Avec une ironie souveraine, il s'élève au-dessus de son œuvre et la juge vaine et frivole; les succès qu'il a si furieusement convoités ne lui laissent aux lèvres qu'un goût de cendre. « Je me sens triste, disait-il plus tard à Keudell; je n'ai jamais rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même... J'ai fait du mal, beaucoup de mal. C'est moi qui suis la cause de trois grandes guerres. J'ai fait tuer 80.000 hommes que pleurent encore aujourd'hui leurs mères, leurs sœurs, leurs frères, leurs veuves... Mais tout cela, c'est affaire entre moi seul et Dieu. Je n'en ai jamais retiré aucune joie, et je me sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée. » — Remords! disent les pacifistes. Ce qui prouve que leur psychologie est courte. Le sentiment qu'éprouvait Bismarck ce jour-là et qu'il a si souvent traduit avec une éloquence poignante, sa phrase célèbre, — et si caractéristique, en effet, — sur la ressemblance du squelette d'un Prussien avec le squelette d'un Autrichien, bien propre à nous guérir de tout patriotisme spécifique, l'ennui qui le saisit au milieu de sa plus haute puissance, son besoin maladif de chercher sans cesse de nouveaux adversaires et de nouvelles tâches, il ne faut y voir que l'incurable tristesse de l'âme humaine que la victoire remportée laisse éternellement déçue et qui reste inassouvie au milieu des plus folles ivresses. Seulement, chez Bismarck, ces heures de fatigue étaient courtes et il cherchait un divertissement dans une activité plus fébrile.

Il faisait assez peu de cas de la vie humaine et il avait les nerfs assez solides pour que les champs de bataille qu'il avait traversés ne lui laissassent aucun cauchemar; quand, à l'occasion, dans la Diète, il fait allusion aux horreurs de la guerre, ses paroles sonnent creux. On l'a naturellement accusé de férocité, et il n'a certes aucune ressemblance avec Tolstoï. Faut-il en conclure, comme certains historiens, qu'il n'a rien fait pour le progrès de la civilisation ou même que son œuvre a été néfaste? — Comment savoir si ces grands pétrisseurs de peuples, qui cimentent leur œuvre de larmes et de sang, ne rachètent pas les douleurs qu'ils entassent par les vertus qu'ils évo-

quent et les joies qu'ils répandent? Illusion, si l'on veut; que de millions de cœurs n'ont pas, grâce à Bismarck, battu plus vite; que de poitrines n'ont pas respiré plus allègrement un air plus fortifiant et plus sain! A défaut de sympathie, il a droit au respect, d'abord parce que sa conception de la destinée humaine, hautaine et dure, était du moins noble et vaillante, et ensuite parce qu'il a toujours payé de sa personne et qu'il n'a jamais écarté de lui l'angoisse des sacrifices qu'il demandait aux autres. Dans la soirée du 16 août 1870, il se trouvait chez le roi avec de Moltke; il attendait des nouvelles de ses fils qui, tous les deux, avaient pris part à la bataille de Mars-la-Tour. Un officier d'ordonnance entre, et, à voix basse, fait à Moltke une communication qui paraît émouvoir le chef de l'état-major général. Bismarck comprend son regard : « Cela m'intéresse-t-il? » Alors, l'officier, à voix haute : « Dans la dernière charge du 1er dragons, le comte Herbert de Bismarck est tombé; le comte Bill a été mortellement blessé. » Bismarck, très tendre pour les siens, qui adorait ses enfants, sans un mot, fait seller un cheval et s'élance dans la nuit. Bill, dont le cheval avait buté, s'était relevé sain et sauf, et Herbert, en assez mauvais point, se remit cependant. Mais quiconque a prévu de semblables épreuves et les supporte sans faiblir est protégé contre la flétrissure de l'histoire. Il est possible que ses idées fussent fausses, et il ne s'est jamais dissimulé à lui-même qu'elles n'avaient au plus qu'une valeur fugitive : mais la grandeur de l'homme ne consiste-t-elle pas à se sacrifier pour un idéal chimérique! Savoir que rien n'est rien et combattre avec la fièvre du joueur qui met sa vie sur l'enjeu disputé, être à la fois un poète et un homme d'action, c'est de ce contraste même que sort la prestigieuse puissance que Bismarck a exercée sur ses contemporains et qu'il conserve près de la postérité.

Son inaction, en se prolongeant, lui devenait un intolérable supplice. Il se plaint sans cesse, à cette époque, de sa misère morale, de la sécheresse de son âme, de l'obscurité où il se débat à tâtons; il se plut ensuite à voir dans cette langueur spirituelle un appel de Dieu qui voulait rappeler à lui l'enfant égaré. Ses biographes ont pris au tragique ces inquiétudes et ces langueurs; en réalité, les joies de la terre devaient longtemps conserver pour lui leur saveur. Il avait cependant des instants de mélancolie et il enviait alors la quiète sérénité des chrétiens fervents avec lesquels il avait été mis en relation par son ami Maurice de Blankenbourg. Les spéculations métaphysiques ne l'intéressèrent jamais beaucoup et il n'avait trouvé aucun plaisir à l'étude de Hegel. Il avait du moins, comme tous les Alle-

mands instruits de sa génération, lu les œuvres essentielles de Strauss, de Feuerbach et de Bruno Bauer, et elles avaient sur le moment ruiné chez lui les restes d'une foi qui n'avait jamais été très ardente; « il avait depuis, si nous en croyons Kayserling, qui l'avait vu de près et le connaissait bien, suivi, sans grand scrupule, son instinct dans son amour pour les femmes, et il est probable qu'il avait fait de très sérieuses et douloureuses expériences »; il en était resté endolori et assez disposé à chercher ailleurs un bonheur qu'il n'avait pas trouvé dans la dissipation. Il songeait à faire une fin. La femme de Maurice, pour laquelle il avait eu quelque tendresse, le mit en relation avec une jeune fille, Jeanne de Puttkamer, dont le père était un des principaux chefs de la chapelle orthodoxe et piétiste, où se rencontrait la fine fleur de la noblesse poméranienne et qui fournit par la suite à la réaction quelques-uns de ses séides les plus fougueux. Quand Bismarck lui demanda la main de sa fille, ce fut, nous dit le vieux gentilhomme, « comme s'il avait reçu un coup de hache sur la tête ». Il n'aurait jamais consenti au mariage, si son futur gendre n'eût été en ce moment touché par la grâce.

Kayserling, rationaliste impénitent, pense que ce fut « l'amour qui rendit Bismarck croyant; il avait besoin d'un fond de religion pour dominer ses instincts impérieux; avec l'âge, ses passions érotiques se calmèrent, et peut-être aussi ses aspirations vers un Dieu aux sentiments humains. » Ce n'est pas beaucoup plus faux que l'affirmation de Müsebeck, qui nous le présente comme ayant toujours été un chercheur de Dieu. — « Je ne comprends pas, a dit Bismarck lui-même, comment l'homme qui réfléchit sur sa destinée et ne sait rien ou ne veut rien savoir de Dieu, peut supporter longtemps sa vie. » Il était profondément sincère en écrivant ces lignes, mais c'était la sincérité du moment. Sa piété eut souvent des éclipses, non pas peut-être qu'il ait jamais douté, depuis sa conversion, des vérités essentielles du Christianisme; il avait pris son parti et la question ne l'intéressait plus, mais ses sentiments religieux sommeillaient souvent, et sa foi nouvelle ne fut jamais un des mobiles essentiels de son activité; il adapta ses croyances à ses instincts dirigeants et ils n'en devinrent que plus impérieux.

Il eut quelque peine à convaincre M. de Puttkamer. La lettre qu'il lui écrivit pour emporter ses dernières hésitations est merveilleuse : nous y apercevons déjà les qualités éminentes du futur diplomate, son adroite franchise, son talent incomparable pour découvrir les arguments qui porteront, sa divination psychologique, sa presti-

gieuse habileté à laisser tout espérer sans rien promettre. La conquête de Jeanne ne fut peut-être pas moins difficile : maladive, timide, mélancolique, elle tremblait pour son salut, et la tumultueuse passion de son terrible amoureux l'attirait et l'effrayait à la fois. Bismarck la calma, la rassura, la dompta, comme il dompta plus tard le roi Guillaume, en ne lui faisant que les concessions indispensables. L'idéal religieux des deux fiancés restait très différent : il n'a aucune sympathie pour le piétisme timoré et ratatiné; il ne veut pas qu'on « transforme la belle nature de Dieu en une prison de Pensylvanie, divisée, par des murailles infranchissables, en mille et mille coteries exclusives »; son Évangile, c'est celui de Luther, celui qui a fait la grandeur de l'Angleterre et de l'Amérique, en développant les forces actives de l'âme, et, sûr de l'appui céleste, « il chausse les éperons et lance à travers monts et vallées son coursier ardent, prêt à se rompre le cou, sans terreur ».

Jeanne, désespérant d'obtenir davantage de son prétendant, très épris, mais très entêté, se résigna, et l'union fut conclue (1847). Le mariage fut heureux, non sans quelques tiraillements au début. Bismarck était certainement très digne d'être aimé : il venait à peine de dépasser la trentaine, et la vie rurale avait achevé de tremper ses forces sans l'alourdir : avec sa taille de $1^{m},88$, ses larges épaules, sa forte tête solidement plantée sur un cou vigoureux, il donnait une impression de santé, de courage et de joie. Il portait la barbe entière, et une épaisse couronne de cheveux ombrageait son front élevé et droit; sous des sourcils en broussailles, des yeux profonds et lumineux, d'un bleu perçant, éclairaient la physionomie. Avec cela une parfaite grâce d'allures, la plus charmante courtoisie et la plus naturelle : il était de ceux qui n'ont pas besoin de se surveiller et qui, même dans leur abandon, demeurent grands seigneurs. Il fut un amoureux très passionné, un mari très attentif et très tendre, un père de famille plein de vigilance et de douceur. Jeanne, bonne mère, maîtresse de maison attentive, avait été un peu desséchée et racornie par son éducation et rien ne permet de supposer qu'elle ait été vraiment très intelligente. Son instruction était courte et les conseils discrets que lui donnait son mari à ce sujet ne semblent pas avoir produit des résultats sérieux. Elle n'aimait pas le monde et se réfugiait volontiers chez ses parents, au grand ennui de Bismarck. Elle fut longue à s'habituer à ce tempérament « que la vie dévorait et que le repos tuait »; elle était choquée de ses allures primesautières, de ses saillies, de son irrévérence redoutable qui ne ménageait rien. Plus tard, quand la fougue de la jeunesse fut tombée, surtout quand

la gloire arriva, elle l'entoura de soins dévotieux, mais elle n'avait pas pressenti son génie.

A la Diète Réunie (mai 1847), il défendit avec fracas les thèses les plus scabreuses de l'extrême-droite. Il n'avait aucun des dons naturels de l'orateur, une mauvaise voix, le geste sans ampleur, de la peine à se mettre en train, cherchant ses mots, le débit saccadé et précipité. Du moins, il n'était ni terne, ni monotone; comme il ne s'inquiétait pas des convenances traditionnelles et n'était jamais arrêté par le respect humain, ses ironies étaient savoureuses et ses traits portaient; il avait des trouvailles imprévues, des images poétiques et, de temps en temps, sa mémoire très sûre lui fournissait à propos un souvenir pittoresque ou une citation ingénieuse qui coloraient et animaient le débat. Très maître de lui et bien qu'il ne laissât jamais rien échapper dont il n'eût calculé la portée, il avait le don très rare de paraître se livrer tout entier. Il aimait à donner à sa pensée une allure paradoxale et il s'amusait à scandaliser ses adversaires, quelquefois même ses amis. Bravement, il s'attaqua aux truismes en vogue, défendit l'État chrétien, la monarchie par la grâce de Dieu, le pouvoir constituant absolu du souverain, les prérogatives des Junker. Sur un seul point, il se distinguait des amis avec lesquels il faisait campagne, — essentiel à vrai dire. Il était patriote avant d'être hobereau, et, avec quelque intransigeance qu'il défendît les privilèges de sa caste, ils lui tenaient moins à cœur que la gloire de la monarchie. La dominante dans ses discours, c'est, dès lors, le canon.

En 1848, il fut choqué avant tout par le caractère romantique du mouvement, les phrases creuses, les déclamations banales, le parti-pris de ne tenir aucun compte des traditions et des réalités. Ce bric-à-brac de sensiblerie puérile et de nigauderie optimiste, avec son cortège de déclamations grandiloquentes, de manifestations creuses et d'agitations sans but, qui froissait son esprit précis et pratique, lui était moins intolérable encore cependant que le cosmopolitisme qu'affichaient les démocrates. Il aurait eu quelque sympathie pour une Révolution qui eût commencé par planter le drapeau allemand sur la cathédrale de Strasbourg. Des insurgés qui mettaient en liberté les révolutionnaires polonais et qui parlaient de démembrer la Prusse ne méritaient que des coups de fusils. Il écrivait à Frédéric-Guillaume pour lui prêcher le courage, le rabrouait, à l'occasion, avec une franchise brutale qui scandalisait la reine. Le roi s'amusait de ses boutades et prisait fort son robuste dévouement.

Toujours prêt à courir au danger, il n'avait peur ni des coups ni

des responsabilités. Il étalait son drapeau : « Je suis un Junker, disait-il à von Unruhe, et je veux en avoir les avantages. » Il ne songeait pas à désarmer ses adversaires par des concessions, mais entendait les réduire à merci. « Quand j'ai mon ennemi en ma puissance, dira-t-il plus tard à Beust, il faut que je le détruise. » Après son duel avec Vincke, en 1859, il écrit : « Je ne puis le nier, quand la fumée se fut dissipée et que je vis mon adversaire encore debout, j'éprouvai un sentiment de mauvaise humeur. » De même, quand Wrangel a ramené les troupes dans Berlin (nov. 1848), il regrette que les choses se soient passées en douceur : un petit conflit aurait mis le gouvernement en meilleure posture; on aurait d'un seul coup percé cet épouvantail en baudruche de la démocratie « qui cache, sous la peau du lion, un autre animal, bruyant sans doute, mais inoffensif ». Pendant ces quelques mois, il se démène si bien, il déploie tant de verve et de courage, il joue un rôle si important dans la constitution du ministère Brandenbourg-Manteuffel, que ses amis pensent à le faire entrer dans la nouvelle combinaison. Le roi refuse cependant, par crainte de braver l'opinion, peut-être aussi parce qu'il ne le juge pas assez souple et redoute de se donner un maître. On l'envoie à Francfort, pour qu'il y jette sa gourme, voie le monde et apprenne les grandes affaires. Les journaux s'exclament : comment confier un poste si important à un intrus, sans expérience, sans connaissance technique; pourquoi ne le nommerait-on pas aussi bien capitaine de vaisseau ? Il ne refuserait pas davantage, comme il se chargerait sans hésitation d'une opération, si on le nommait chirurgien d'un hôpital. « L'opération a été faite, répondra plus tard Bismarck, en rappelant fièrement ces reproches de dilettantisme qui ne lui ont jamais manqué, et je crois à la plus grande satisfaction de la plupart d'entre vous. »

Manteuffel, qui flairait en lui un rival, médiocrement ravi de se voir imposer un tel subordonné, surveilla toujours du coin de l'œil « ce galopin, ce lieutenant de landwehr », ainsi que disait avec mauvaise humeur le prince Guillaume de Prusse. Bismarck, dans ses *Mémoires*, joue l'indifférence et le désintéressement; il préfère ses bois à tous les honneurs. Grimaces bien inutiles! En réalité, il était fort ambitieux; il aimait les affaires, la politique, et il aimait aussi la représentation, les honneurs, le décor de la grande vie. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir l'aigreur avec laquelle il parle de son chef hiérarchique, M. de Rochov, dès qu'il le soupçonne de vouloir demeurer à Francfort.

Ses amis l'avaient chargé avant tout de restaurer les relations cor-

diales avec l'Autriche et d'effacer la mémoire des fréquentations suspectes où s'était récemment égaré le roi; ils comptaient, à l'extérieur comme au dedans, supprimer jusqu'au souvenir de 1848. — Faire que le passé n'ait pas existé, c'est une tâche ingrate, et Bismarck y était moins propre qu'un autre. A ses yeux, Radowitz avait eu surtout le tort de ne pas défendre assez âprement les droits des Hohenzollern et de faire trop bon marché de l'hégémonie de la Prusse. « Nous sommes Prussiens, s'écriait-il au moment de la crise, et nous voulons rester Prussiens. Ma patrie est la Prusse..., il ne faut pas fondre la couronne prussienne pour dorer la couronne impériale. Nous voulons tous que l'aigle prussienne étende ses ailes victorieuses et tutélaires de la Meuse au Donnersberg, mais nous la voulons libre, non pas enchaînée par une nouvelle diète de Ratisbonne. » — Pas de compromissions, pas de marchés où l'on jouerait fatalement le rôle de dupes. La puissance doit être, non pas achetée, mais conquise. — Bismarck s'est toujours défendu d'avoir dit que la force primait le droit. Simple querelle de mots. La force ne prime pas le droit, elle le crée : — « On a rappelé ici le souvenir de Frédéric II. Mais ce n'est pas ainsi qu'il eût agi. Je crois plutôt qu'il aurait fait appel à la qualité la plus caractéristique de la nation prussienne, à l'élément guerrier. Il aurait su qu'aujourd'hui encore, comme au temps de nos pères, le son de la trompette qui ordonne le ralliement au drapeau n'a pas perdu son charme pour une oreille humaine, qu'il s'agisse de la défense de nos frontières ou de la gloire et de la grandeur prussiennes. Il aurait pu, avec le même droit qu'il avait conquis la Silésie, après avoir repoussé les offres de Francfort, imposer aux Allemands la Constitution qui devait être la leur, au risque de jeter l'épée dans la balance. Voilà ce qui eût été une politique naturelle prussienne. »

Les amis de Bismarck excusaient alors ses boutades par la chaleur de la jeunesse et ils ne lui en tenaient pas rigueur, parce que personne ne combattait avec plus de véhémence la politique de l'Union. Quand il apprit la retraite de Radowitz (nov. 1850), il eut un accès de joie enfantine, fit, à cheval sur sa chaise, un tour de galop autour de sa chambre et but une bouteille de vin de Champagne. Il n'en était pas plus pacifique pour cela : « Maintenant, laissons venir la guerre, écrivait-il à Wagener, où et avec qui on voudra; toutes les épées prussiennes brilleront claires et joyeuses au soleil » (7 nov.).

Il n'entendait pas supporter « l'impertinence autrichienne » et, au moment d'Olmutz, ses amis ne le calmèrent pas sans peine; il ne soutint la politique de Manteuffel que parce qu'il était convaincu que

le roi était incapable de pousser les choses à fond et que, sous son gouvernement, la victoire même resterait stérile : — il n'aurait pas reculé devant la guerre, disait-il à la Diète; au contraire, il l'aurait conseillée, si on lui avait montré un but qui en valût la peine. La seule base rationnelle d'un grand État, et c'est par là qu'il se distingue essentiellement d'un petit État, c'est l'égoïsme politique, et il est indigne d'un grand État de combattre pour une cause qui n'est pas son propre intérêt; il est facile à un ministre de souffler dans la trompette guerrière et de se chauffer ensuite paisiblement les pieds sur les chenets, tandis que le fantassin là-bas meurt sous la neige; mais malheur à l'homme qui déchaîne de pareilles calamités par point d'honneur ou par romantisme! — En d'autres termes, la guerre est justifiée dès qu'elle rapporte un « gain légitime », c'est-à-dire suffisant. Toute la politique future de Bismarck est renfermée là; et par là aussi s'explique la fortune des Hohenzollern qui n'ont guère connu, comme les rois de France, les guerres de magnificence, et ont été toujours plus soucieux de butin que de gloire. « L'honneur de la Prusse ne consiste pas à jouer le Don Quichotte en l'honneur des célébrités parlementaires, mais à ne pas permettre que quelque chose s'accomplisse en Allemagne sans son autorisation. Voulez-vous faire des conquêtes? Aucun de vous n'y songe. Est-ce un bien? Est-ce un mal? Je ne m'en occupe pas. Je ne veux pas discuter jusqu'à quel point quelqu'un serait heureux de suivre son prince, si celui-ci lui disait : ce pays me plaît, je veux l'occuper. Mais le discours du trône répudie toute pensée de conquête et votre adresse en remercie le roi. Alors, à quoi rimerait une rupture? Et, d'ailleurs, ne vous inquiétez pas; une guerre est toujours facile à provoquer. »

A Francfort, Bismarck essaya d'abord de vivre en bonne harmonie avec son collègue de Vienne; c'était un devoir de loyauté vis-à-vis de ceux qui l'avaient choisi, mais surtout c'était sa maxime ordinaire. Quand il prit le pouvoir en Prusse, au milieu de la crise constitutionnelle, il commença par tendre un rameau d'olivier aux membres de l'opposition. Seulement, il ne proposait jamais la paix que sous forme d'ultimatum : acceptez mes conditions, et je serai très heureux d'être de vos amis. — Mais... — A quoi bon discuter; si mes propositions ne vous plaisent pas, nous nous battrons. — Gerlach entendait autrement les choses : il était assez souvent agacé par les allures insolentes de la Hofburg, mais il faisait au bien public le sacrifice de ses amertumes, tout entier à la pensée de grouper les États conservateurs pour étouffer l'esprit du mal qui minait l'Europe; il se croyait bon Prussien; mais il était avant tout légiti-

miste. Ces billevesées laissaient Bismarck fort indifférent : il n'avait pas peur de la Révolution, et, comme il estimait, avec raison, que, dans l'union des cours septentrionales, son souverain apportait au moins autant qu'il recevait, il demandait qu'on le traitât en égal. Les diplomates viennois hochaient la tête : ils comparaient la Prusse à un homme qui aurait une fois gagné un gros lot de 100.000 francs et qui aurait arrangé son budget sur cette base, et ils lui conseillaient amicalement de « renoncer à l'héritage de Frédéric II ». Bismarck releva vertement l'injure : Si on contestait à la Prusse le rang qui lui appartenait, « elle serait obligée de mettre de nouveau à la loterie. Gagnerait-elle? C'était l'affaire de Dieu! » — Cette franchise déconcerta les diplomates autrichiens : — quelques froissements ne pouvaient pourtant pas effacer les souvenirs communs et les intérêts semblables; n'étaient-ils pas tous Allemands? Et certes le roi n'oublierait, dans aucun cas, la solidarité des peuples germaniques et ses devoirs envers la Confédération. — « J'ai répondu à Buol, écrivait Bismarck, que, dans les dernières années, la Prusse a pu s'apercevoir combien c'était une tâche ingrate que de remplir ses devoirs vis-à-vis de l'Allemagne; aussi s'est-elle résolue à régler d'une manière pratique et bourgeoise ses intérêts financiers et économiques. » — Thun et Buol jugèrent prudent d'interrompre le dialogue. « Ça va bien, pourvu que ça dure, » écrivait Bismarck à son ministre. Il savait bien que cela ne durerait pas.

« Bismarck, écrivait Prokesch-Osten, le nouveau délégué autrichien à la Diète, croit que la Prusse forme le centre du monde. » L'envoyé prussien avait l'épiderme chatouilleux et il était prompt à soupçonner les complots. Prokesch, amateur d'art et de lettres plus qu'homme d'état, avait vécu longtemps en Orient et connaissait assez mal l'Europe; il déguisait sa pensée sous une guirlande de phrases fleuries, sans d'ailleurs dépasser les bornes de la dissimulation professionnelle; il n'était ni malveillant ni agressif, et il avait contribué de son mieux, en 1850, à calmer l'impatience de Schwarzenberg. Bismarck, qui avait accueilli son arrivée par des cris de fureur, le regretta quand il quitta Francfort. En attendant, il lui avait rendu la vie dure : à tout propos, il partait en guerre, le harcelait, le laissait sur le terrain, moulu, courbatu, larmoyant, à demi-mort. Il avait sur ses adversaires deux avantages décisifs : il ne perdait pas facilement son calme et il n'avait pas besoin de détente. La bataille l'amusait et l'entretenait en belle humeur; aussi toutes les occasions lui paraissaient-elles bonnes pour soulever un conflit; organisation de la chancellerie de la Diète, flotte fédérale, fortifica-

tions d'Ulm et de Rastadt, garnison de Francfort, et, sur toutes les questions, il s'engageait à fond, qu'il s'agît d'intérêts vitaux, comme le Zollverein, ou de vaines formules d'étiquette.

Il était hargneux, mais clairvoyant. Il eut le mérite de comprendre très rapidement que la bonne harmonie qui avait longtemps régné entre les deux grandes puissances germaniques avait été à jamais détruite par la Révolution, et que l'Autriche ne renoncerait pas à sa politique d'envahissement, parce qu'elle lui était imposée par les circonstances. A moins que la Prusse ne se résignât à se laisser médiatiser, un choc était inévitable.

La Constitution fédérale, qui accordait en principe les mêmes droits et presque la même influence à des États tels que l'Autriche et la Prusse et aux principautés de Thuringe, était absurde, et elle ne s'était maintenue que parce que jusqu'alors on ne l'avait pas prise au sérieux. Du jour où l'on s'avisait d'en faire une réalité et de s'appuyer sur elle pour imposer à la Prusse une politique qui ne lui convenait pas, on allait à une catastrophe. « Il ne nous resterait alors, écrivait Bismarck au commencement de 1853, qu'à amener notre drapeau ou bien à constater nettement devant la Diète notre manque d'accord; alors, nécessairement, le char fédéral, tiré en avant par le cheval prussien, et en arrière par le cheval autrichien, s'en ira en morceaux. » — La perspective de ce cataclysme épouvantait Gerlach; il suppliait son ami de ne pas pousser les choses à l'extrême; il n'était pas possible que la cour de Vienne ne finît pas par comprendre son veritable intérêt. « Erreur grave, lui répliquait Bismarck, il ne faut s'attendre, en aucun cas, à ce que l'Autriche reconnaisse de son plein gré la haute importance politique de la Prusse en Allemagne. Par moments, elle peut feindre de se rapprocher de nous, mais uniquement dans un intérêt égoïste : quand elle nous tend sa main fraternelle, j'ai toujours l'impression qu'on a la gale là-bas, et qu'on veut nous la communiquer, parce qu'à deux, ces choses se supportent plus facilement. Une entente définitive est impossible, parce que nous barrons la route à son ambition; nous avons beau nous faire petits, un État de 17.000.000 d'hommes est malgré tout trop grand pour lui laisser la place dont elle a besoin. Notre champ d'action ne peut être que l'Allemagne, et, avec les prétentions de l'Autriche, il n'y a pas de place pour deux; aussi, à la longue, nous ne pouvons pas nous supporter; il faut que l'un de nous plie ou soit plié. Jusque-là, nous sommes nécessairement adversaires; c'est là un fait que je tiens pour incontestable, quelque désagréable qu'il puisse être. » Jadis, les deux puissances dirigeantes possédaient en fait un droit de véto

réciproque, et aucune des deux ne présentait une proposition sans l'assentiment de l'autre : maintenant, on veut gouverner à coups de majorités et exploiter la Constitution contre nous; la Prusse ne peut pas se sacrifier, — non pas à l'Allemagne, — mais à l'Autriche..... Après tout, cette rivalité des deux puissances ne date pas d'aujourd'hui et, presque chaque siècle, elle a donné lieu à une grande guerre; il est visible qu'une nouvelle guerre sera encore nécessaire pour régler l'horloge de la Confédération. — Sans doute, un certain nombre de publicistes avaient déjà reconnu dans le dualisme austro-prussien le principal obstacle à l'unité germanique; aucun d'eux n'avait encore sondé le mal avec autant de décision et surtout personne n'avait osé s'avouer que, pour guérir le mal, il n'y avait d'autre remède qu'une opération chirurgicale. « Bismarck était si dominé par la mission de la Prusse, écrit Prokesch, qu'il me parla, à plusieurs reprises, de la nécessité de l'union de l'Allemagne sous la direction des Hohenzollern. Je n'ai jamais rencontré un homme aussi entier dans ses convictions, avec une vue aussi claire de ses volontés et de sa ligne politique. »

« Si un ange descendait du ciel, écrit-il encore, et qu'il ne portât pas la cocarde prussienne, Bismarck le laisserait à la porte; mais si le diable lui offrait un village pour la Prusse, il le mépriserait, mais lui tendrait la main. » — Le diable, pour le moment, c'était l'empereur Napoléon. Dès le lendemain du coup d'état, Bismarck recommandait à ses amis de ménager le Prince-Président et il blâmait la campagne que la *Gazette de la Croix* menait contre lui : « Il ne faut pas dire : fontaine, je ne boirai pas de ton eau, et surtout il ne faut pas que les autres s'imaginent que nous nous laisserions mourir de soif, plutôt que de boire à cette source. » Il fut assez peu édifié de la conduite de la cour, quand il s'agit de reconnaître Napoléon III. La Prusse et l'Autriche, par complaisance pour Nicolas, avaient témoigné une mauvaise grâce qui avait laissé quelque rancune à Paris; elles avaient fini par céder cependant. — Alors à quoi bon ces tergiversations et ces réticences?

La guerre de Crimée fournit à Bismarck l'occasion de préciser ses idées. Les années de 1853 à 1856 ont été très importantes pour son développement politique et pour la formation de l'Allemagne. Il achève alors de se débarrasser des scrupules réactionnaires qu'il traînait encore après lui, et il se sépare définitivement du parti de la camarilla ; il s'affermit dans sa conviction qu'une entente durable et loyale est impossible avec l'Autriche, et, en groupant autour de lui la plupart des cours secondaires, il les habitue à l'idée de l'hégémonie

prussienne. Il ne faut pas cependant, comme la plupart de ses biographes, exagérer l'importance de son rôle à cette époque et lui attribuer le mérite exclusif de la neutralité dans laquelle se renferma la cour de Berlin, et qui fut en définitive si profitable à la Prusse. Même sans lui, elle n'eût jamais rompu avec la Russie, et d'autre part, il convient de ne pas oublier qu'il n'avait pas la responsabilité directe des affaires et qu'il était par conséquent beaucoup plus libre dans ses allures que Manteuffel. Encore nouveau dans la diplomatie, il avait plus de fougue que de prudence; il allait droit devant lui, sans calculer les retentissements lointains de ses résolutions, et il n'est pas démontré que l'attitude, plus ferme et plus nette qu'il prônait, eût produit dès lors des résultats aussi favorables que les hésitations et les timidités apparentes de son ondoyant ministre.

*
* *

La guerre de Crimée fut avant tout une intrigue, adroitement mise en scène par les auteurs du coup d'état : « Il s'agissait, après avoir fait de Napoléon un Empereur, d'en faire l'arbitre des destinées de l'Europe. » A l'origine, on y rencontre la combinaison d'éléments fort divers, menées de l'émigration polonaise et préoccupations cléricales, manœuvres clandestines de Palmerston qui guette l'occasion de renverser les ministres qui l'ont écarté, besoin de distraire la France par une de ces manifestations belliqueuses qui flattent l'opinion sans créer de sérieux dangers, satisfaction offerte à l'armée, rancune de Napoléon, dont Nicolas avait froissé l'amour-propre, et désir de briser la Sainte-Alliance sans risque grave. Avec une psychologie très avisée, les meneurs de l'affaire exploitèrent les défauts de Nicolas, sa hauteur, sa morgue, encore exaltées par le rôle qu'il venait de jouer en 1848, l'espèce de folie des grandeurs et le détraquement moral dans lequel ont sombré, depuis Paul Ier, tant de souverains russes. On l'aguicha, on le poussa à la guerre qu'en réalité il ne désirait pas, qu'il ne prévoyait pas, qui ne pouvait aboutir à rien. Tout le monde en Europe, sauf lui, comprit aussitôt le jeu de la France : elle n'avait rien à craindre de la Russie, et jamais en effet guerre ne fut conduite de part et d'autre avec moins d'acharnement personnel et moins de haine. Il ne s'agissait que de rompre le cadre établi par les traités de 1815 et de préparer de nouvelles possibilités diplomatiques.

Pour le moment, Drouyn de Lhuys, le ministre de Napoléon III, catholique, très intelligent, subtil, et qui ne redoutait pas les spécu-

lations à long terme, ne songeait qu'à une alliance conservatrice de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, qui eût arrêté net toutes les puissances remuantes et « non saturées ». Il savait les terreurs soulevées par le rétablissement de l'Empire et avec quelle facilité une coalition pouvait se reformer à la moindre imprudence; il se défiait des arrière-pensées de son maître, qui, suivant l'expression de Hübner, avait monté en grade, et, après avoir été longtemps regardé comme un imbécile, passait maintenant pour un sphinx. Que cachaient ce regard éteint, « ces traits immobiles, qui lui formaient à la fois un masque et une cuirasse impénétrables! » Le ministre était inquiet de ses projets, de ses amis, et il espérait le protéger contre ses propres imprudences en l'habituant aux bonnes compagnies. Le plan était sage, il ne lui manquait que l'approbation de Napoléon III. Tandis que le ministre s'inspirait de Choiseul et de Talleyrand, le souverain poursuivait en Crimée l'alliance russe, c'est-à-dire la liberté d'affranchir l'Italie et de remanier la carte de l'Europe occidentale; le premier songeait au traité de 1756, le second voulait recommencer Tilsit; celui-là représentait la tradition et la carrière, l'autre la fantaisie et l'aventure.

La situation de l'Autriche était des plus délicates. Elle surveillait avec méfiance les progrès de la Russie vers Constantinople et elle n'aurait pu lui abandonner les principautés et le Danube sans une sorte de suicide. D'autre part, la victoire de Napoléon, c'était le triomphe de la Révolution, le réveil des idées de nationalité; et dans quelle mesure avait-on le droit de compter sur la bonne foi de cet allié taciturne et fuyant, qui ne parlait jamais et mentait toujours? Schwarzenberg aurait peut-être risqué l'affaire; il était en 1852 le seul des ministres étrangers qui touchât la France autrement qu'avec des pincettes, et il ne s'effarouchait pas des combinaisons risquées.

M. de Buol, qui l'avait remplacé, a été jugé, comme la plupart des hommes qui ont dirigé la politique autrichienne au siècle dernier, avec une sévérité excessive. S'il n'avait aucune des qualités supérieures de l'homme d'état, il avait été élevé à bonne école; il avait occupé des postes importants et, quoi qu'en dise Bismarck, il avait une sérieuse expérience des affaires.

Mais il était un peu écrasé par la responsabilité qui pesait sur lui; il ne prenait pas aisément son parti et il donnait ainsi à ses interlocuteurs une impression de déloyauté. Il dissimulait son embarras par un air de hauteur et il avait retenu de ses succès mondains une certaine fatuité qui prêtait à sa politique une allure d'arrogance

et de suffisance. Friedjung, dans son histoire, d'ailleurs admirable, de la crise de 1866, pense qu'il s'exagéra les forces de l'Autriche, et que son tort essentiel fut de ne pas maintenir avec assez de ménagement et d'attention le jeu d'alliances grâce auxquelles les Habsbourgs avaient jusqu'alors dissimulé la faiblesse intrinsèque de leur monarchie. Il me semble plutôt qu'il pécha par pusillanimité; ses démarches, — si l'on fait abstraction du ton des dépêches qui était conforme à la tradition de la Hofburg, — révèlent l'extrême désarroi d'une volonté qui s'abandonne. Dès le premier jour, il renonca à diriger les événements et se laissa emporter par eux.

Son rôle était infiniment embarrassant et ses fautes tiennent beaucoup moins à son caractère propre qu'à l'état général de l'Autriche. L'histoire a une tendance naturelle à se transformer en une collection de biographies et elle exagère presque nécessairement l'influence des individus. En réalité, de même que tous les représentants d'une même génération, en dépit de leurs divergences apparentes et de leurs haines furibondes, sont les prisonniers d'un certain nombre d'idées et sont dominés par une conception analogue du monde, les hommes qui dirigent la politique d'un pays déterminé ont tous comme un air de famille qui efface presque leur physionomie propre et qui les différencie très nettement des ministres des États voisins.

Il est difficile de supposer des esprits et des tempéraments plus opposés que ceux de Hardenberg, de Bernstorff, de Manteuffel et de Bismarck; et cependant entre eux que de points communs : la foi dans l'avenir du pays, le dédain des formules convenues, la persévérance; c'est l'empreinte prussienne et elle leur donne un air de famille. La politique française, préoccupée de distraire une opinion publique mobile et fantasque, est nerveuse, sentimentale et bruyante, éparpillée et incertaine, éprise de coups de théâtre plus que de résultats solides. En Autriche, les ministres souffrent d'une aboulie qui s'explique à la fois par les traditions catholiques et absolutistes qui ont peu à peu usé les volontés, et par le contraste entre les ambitions œcuméniques que le passé a léguées aux Habsbourgs et l'anémie de la monarchie. Ils ont peu de convictions arrêtées et elles ne prennent jamais chez eux la forme de préjugés; c'est qu'ils ont derrière eux un pays qui, depuis des siècles, a été fort médiocrement gouverné, que divisent des haines irréconciliables, et où il ne saurait se former une opinion publique commune; l'État est miné par des maladies chroniques qui rendent la moindre secousse redoutable et excluent, en cas de revers, la pensée d'une résistance vigoureuse et durable.

Les conseillers de François-Joseph sont ainsi dans la condition d'un joueur qui dès le premier coup, met sur la table sa fortune entière et que ruine la première défection de la chance. Ils ne se dissimulent pas les périls qu'ils courent; ils en ont au contraire une vue trop précise, et ils en perdent la liberté de leurs mouvements et la joie de l'action. Leurs convoitises, qui ne sont pas celles de l'ensemble du peuple, sont plutôt chez eux un legs du passé qu'un instinct impérieux; elles viennent de la tête, non du cœur, et ne sauraient leur inspirer ni les solutions hardies ni les imprudences héroïques qui forcent la victoire. Plus préoccupés de tomber avec honneur que de faire violence au succès, ils sont des victimes résignées entre les mains de Dieu et de l'Empereur, et leur dévouement est celui de serviteurs timides et passifs, dont la volonté propre s'incline au moindre souffle d'en haut. Ce sera l'histoire de Rechberg et de Mensdorff, et c'est déjà celle de Buol.

Son autorité était assez mal établie et l'opinion publique autour de lui était incertaine et partagée. La masse de l'armée qu'avait humiliée l'intervention russe, était assez belliqueuse; mais les officiers supérieurs, Windischgrætz, Grünne, le chef du cabinet militaire de l'Empereur, même Hess que l'on représente souvent comme très hostile à la Russie, redoutaient une rupture. Bien que l'on consacrât le plus clair des revenus de la monarchie à l'entretien de l'armée, les régiments étaient incomplets et l'éducation des hommes médiocre. Les Polonais et les Magyars auraient sans doute accueilli la guerre avec joie; il était difficile en revanche d'attendre des Italiens, et surtout des Tchèques et des Croates, autre chose qu'une résignation irritée. Dans ces conditions, les féodaux avaient beau jeu pour représenter les inconvénients d'une alliance avec Napoléon III, et ils n'étaient qu'assez mollement combattus par les catholiques, dont l'influence était prépondérante à la cour et qui étaient partagés entre leur antipathie pour les orthodoxes, leur aversion pour l'Angleterre hérétique et leur défiance pour la France athée et révolutionnaire.

François-Joseph, tiraillé entre ces influences contraires, ne réussit jamais à voir clair dans ses propres opinions. Sévèrement élevé par une mère ambitieuse, sèche et bigote, il avait grandi dans un horizon étroit, où rien n'était de nature à favoriser l'éclosion des passions généreuses et hardies. Arrivé aux affaires trop jeune, au milieu d'une crise terrible, il avait eu pour maître Schwarzenberg dont il avait admiré puérilement les façons de fier-à-bras et qui l'avait mis en garde contre les surprises du cœur. Comme il avait cependant

horreur des révolutions et que son imagination avait été vivement frappée par la haute allure du Tsar, laissé à lui-même, il eût volontiers renoué les traditions de Joseph II et soutenu Nicolas, à condition de recevoir quelques bribes de l'héritage turc. Mais il avait une conscience très haute de ses devoirs vis-à-vis de l'État, il se défiait de ses lumières et il était entouré par les élèves de Metternich qui regardaient comme un dogme la nécessité de défendre l'intégrité de l'Empire ottoman. Son tort, — très réel, — fut de ne pas vouloir s'avouer à lui-même qu'il n'était pas en mesure de payer la dette de reconnaissance qu'il avait contractée; il eut horreur de l'ingratitude à laquelle le condamnaient les circonstances et il en aggrava ainsi les conséquences de la manière la plus fâcheuse. Au lieu d'avertir le Tsar dès la première heure, alors que celui-ci n'était pas irrévocablement compromis, il entretint ses illusions, non certes par mauvaise foi, mais par pusillanimité et par scrupule. Les circulaires ambiguës de Buol, ses notes cauteleuses maintinrent l'Empereur de Russie dans la conviction qu'au dernier moment l'Autriche ne l'abandonnerait pas. Quand il fut enfin en face de la réalité, au commencement de 1854, il était déjà trop engagé pour pouvoir reculer avec honneur. Il accusa François-Joseph de lui avoir tendu un piège, et, dès ce moment, c'est de ce côté que se tournèrent ses plus âpres rancunes; elles étaient en somme fondées, puisque l'Autriche par sa faiblesse lui avait causé plus de mal qu'elle n'aurait pu lui en faire par son hostilité ouverte. François-Joseph cependant, fort de ses bonnes intentions, ne voulait pas prendre au tragique ces colères et il s'efforçait de ne pas pousser les choses à l'extrême. Il persistait à se dissimuler que les circonstances, la force des choses le condamnaient désormais à l'alliance des puissances occidentales, et, s'il ne les décourageait pas, de peur de rester isolé, il leur marchandait avec tant de parcimonie les satisfactions qu'il leur accordait, qu'il devait bientôt les faire douter à leur tour de sa loyauté.

La Prusse était dans des conditions infiniment plus commodes, parce qu'elle n'avait pas d'intérêts immédiats engagés dans la question, et que son alliance importait moins aux adversaires de la Russie. Elle ne fut un moment compromise que par la nervosité maladive de son roi que les algarades de Budberg ou de lord Bloomfield, les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre, mettaient hors de lui, et qui éprouvait le besoin de tomber chaque jour dans les bras de tout le monde. Dans ses élans les plus inconsidérés il ne se livrait jamais complètement et il faisait à sa manière, — qui n'était pas toujours heureuse, — le jeu de Manteuffel, qui, par tempérament et par réflexion, était bien résolu

d'avance à ne pas bouger. Le ministre jugeait d'ailleurs inutile d'afficher d'avance ses résolutions et il laissait à chacun l'espoir de conquérir ses faveurs. Ses tergiversations, — beaucoup plus apparentes que réelles d'ailleurs, — inquiétaient et agaçaient Bismarck, plus jeune, plus en dehors, et dont l'impatience à ce moment-là ne perdait rien à être contenue.

« J'ai la Prusse dans ma poche », disait l'ambassadeur russe à Berlin; en réalité il avait pour lui deux ou trois ministres : le prince Charles de Prusse et une poignée de hobereaux qui apercevaient partout l'hydre de l'anarchie et qui se réfugiaient sous l'épée du Tsar. — Les chefs de la camarilla, ceux que Rothan nomme, d'une façon assez inexacte, le parti russe, von Grœben, Dohna, Niebuhr, Alvensleben, Gerlach surtout, le plus actif et le plus influent, avaient, malgré leurs préventions et leur étroitesse d'esprit, une idée moins simpliste de la politique. Conservateurs et doctrinaires, hantés par les souvenirs de 1815 et désolés par la défection de l'Angleterre et les incartades de Palmerston, ils s'attachaient avec une sorte de désespoir à la volonté de maintenir une entente étroite entre les cours du Nord. Les brusqueries de Nicolas les attristaient et ils s'efforçaient de le mettre en garde contre des coups de tête qui devaient fatalement rejeter les Habsbourgs vers les puissances occidentales; en même temps qu'ils travaillaient à le modérer, ils s'accrochaient à François-Joseph dont ils pressentaient les tentations. Quand ils furent obligés de s'avouer que Buol, plus ou moins franchement, cherchait une entente avec la France, comme la haine de la Révolution était leur idée fixe, ils se rapprochèrent davantage de la Russie, de peur d'être entraînés par l'Autriche dans une politique d'expédients et de compromis, et ils accentuèrent peu à peu leur sympathie pour Nicolas. Ils ne songèrent jamais pourtant à une intervention directe en sa faveur, et celui-ci ne le leur demandait pas.

Bismarck voudrait nous persuader que, dès ce moment, il était en opposition ouverte avec la camarilla et, d'une façon générale, il s'imagine que ses idées avaient dès lors une netteté et une précision qu'elles n'acquirent que peu à peu. Il ne comptait pas beaucoup sur la bienveillance personnelle de Manteuffel, et il était trop soucieux de sa fortune pour ne pas ménager les amis qui lui avaient mis le pied à l'étrier et qui pouvaient le pousser plus haut. Sans aucune difficulté il accourait à Berlin, quand Gerlach l'y mandait, pour jouer près de Manteuffel le rôle d'épouvantail et le réduire à résipiscence. Très fidèlement, il se confessait à son vieux patron, et sans lui

cacher l'évolution de ses doctrines et ses doutes naissants, il les lui présentait sous le jour le plus acceptable, flattait ses préjugés et conservait le ton d'un disciple qui soumet ses hésitations au maître. Peu à peu cependant, dans la discussion, les différences qui le séparaient de la camarilla prenaient une forme plus précise, bien qu'elles demeurassent encore théoriques. Il lui reprochait de s'occuper trop des principes et pas assez des réalités, d'oublier les intérêts essentiels de la Prusse et de sacrifier ses ambitions nécessaires à des scrupules de légitimité ou de constitutionalisme allemand et à de vagues sympathies pour les Habsbourgs. « Pourquoi faire des phrases comme Macbeth au roi Duncan? — Nous jouons l'innocence offensée si on nous reproche de manquer de dévouement fédéral. Pourquoi ne pas dire tout nettement que nous nous soucions de la Diète comme d'un fifrelin, si on ne nous y traite pas avec les égards qui nous sont dus? La monarchie des Habsbourgs est un trois-mâts vermoulu auquel il serait insensé d'attacher la fine corvette prussienne. Sans doute, je ne conseillerai jamais de reculer devant le péril s'il peut rapporter quelque chose. Seulement, au nom du ciel, pas d'alliance sentimentale dans laquelle la conscience de la bonne action accomplie doit servir de récompense au noble sacrifice. Or, il est bien sûr que l'Autriche nous jugera assez heureux d'avoir eu l'honneur de combattre pour elle : elle ne joue pas franc jeu avec nous; elle tirera parti de nous à l'occasion sans nous rien offrir ; elle nous réserve le rôle que Don Juan attribue à Léporello, dans la scène du paysan, et elle ne nous dira même pas merci. Je parierais ma tête qu'elle ne sera jamais notre alliée sincère, pas plus qu'elle ne l'a été dans le passé. » Donc, conserver les mains libres, ce qui est le meilleur moyen de pouvoir les remplir au bon moment, surtout ne pas se laisser compromettre dans une intrigue contre la Russie dont on n'avait rien à craindre et dont la défaite n'ouvrait aucune perspective de profit. Parti de prémisses presque opposés, Bismarck aboutissait à des conclusions très voisines de celles de Gerlach.

Cette politique avait des avantages évidents : elle ménageait les forces de la Prusse et favorisait le progrès de son commerce qui profitait de ce que perdaient les puissances belligérantes; elle achetait à bon compte la reconnaissance de Nicolas qui, dans son isolement, enregistrait soigneusement les moindres preuves de sympathie; enfin, elle permettait à Frédéric-Guillaume d'acquérir une situation prépondérante en Allemagne. Elle lui donnait en effet le moyen de grouper autour de lui les cours secondaires qui n'avaient qu'un désir, maintenir la paix, et que d'anciennes sympathies rattachaient au Tsar,

dans lequel elles voyaient un protecteur naturel. Cependant l'attitude délibérée et tranchante que préconisait Bismarck présentait un danger assez sérieux.

Il était convaincu, — et c'était une opinion alors très répandue en Europe, — que l'alliance anglo-française ne survivrait pas à la guerre et qu'elle serait remplacée dans un délai assez court par une alliance franco-russe. Il ne s'en alarmait pas, parce qu'il était dès lors résolu à entrer dans la nouvelle association qu'il prévoyait. « Sans doute, écrivait-il à Gerlach, une pareille entente était de nature à écœurer les délicats, » et il avouait que les Bonaparte étaient de drôles de partenaires à offrir aux Hohenzollern. Mais puisqu'il le fallait! « Des gens très honorables, et même des princes au moyen âge se sont sauvés par les égoûts plutôt que de se laisser étrangler. » Et d'ailleurs, n'était-ce pas le meilleur moyen d'assurer l'intégrité de l'Allemagne et de détourner de coupables pensées les petits princes qui seraient tentés de renouveler la Confédération du Rhin. Le plus sûr moyen de retenir les hannetons que commençait à attirer la flamme des Tuileries, c'était de leur rappeler que, « ce que pouvait la Bavière, la Prusse le pouvait aussi, et qu'elle pouvait davantage ». Seulement, pour cela, il fallait ne se laisser enchaîner ni par ses propres phrases, ni par les phrases de ses voisins, « mais afficher hautement une politique spécifique prussienne qui se sert des intérêts et des craintes des autres pour faire son chemin, sans souci de sentiments, que tout le monde étale et que personne n'a ». Avec Glinka, l'ambassadeur russe à Francfort, il était plus net encore : « Que nous importe, lui disait-il, en affectant cette brusquerie de gentilhomme campagnard qui surprenait ses interlocuteurs et qui devint plus tard un de ses procédés, que nous importe que vous fassiez des conquêtes en Turquie? Nous ne sommes pas l'Autriche », et il lui parlait ouvertement du rapprochement futur de la Russie avec Napoléon. Glinka faisait des objections; il faudrait donc qu'elle renonçât à ses anciens principes : — La nécessité vous y oblige! — « C'est aussi triste que vraisemblable, » écrivait Nicolas en marge du rapport de Glinka. Bismarck se faisait fort de décider Frédéric-Guillaume à appuyer la combinaison, en quoi peut-être il s'exagérait son influence.

Encore fallait-il au moins qu'on sollicitât l'adhésion du roi, et pour cela, il était bon que la Prusse n'étalât pas ouvertement ses préférences moscovites, ce qui eût désobligé Napoléon et risqué de provoquer des complications désagréables. Car enfin la réconciliation de la France et de la Russie n'était encore qu'une éventualité assez lointaine, et n'était-il pas à craindre que pour la prévenir et pour punir

Frédéric-Guillaume, l'Angleterre ne laissât à Napoléon carte blanche sur le Rhin? Dans cette hypothèse, de quel côté la Prusse eût-elle trouvé des défenseurs? — La bonne volonté des petites cours allemandes était douteuse et leurs forces étaient nulles. Quant à l'Autriche, elle eût pris aisément son parti de l'écrasement de sa rivale, et si elle avait fait mine de protester, on lui eût facilement fermé la bouche en lui offrant une partie de la Silésie qu'elle n'avait jamais cessé de regretter.

Le rôle de Manteuffel consista à adoucir le mécontentement des puissances occidentales et, sans leur rien accorder, à leur prodiguer les témoignages de bonne volonté. Il ne se dissimulait pas les inconvénients de la Confédération et, pas plus que Bismarck il ne faisait grand fonds sur la reconnaissance de l'Autriche; mais il était moins impulsif, plus rassis, et surtout il n'était pas en conflit journalier avec Prokesch et Rechberg. Il lui suffisait de ne rien concéder de sérieux à Buol, il jugeait inutile de lui rompre directement en visière. Il eût été ambitieux aussi bien qu'un autre, mais il avait jugé son maître, et il se dispensait de lui apporter des pigeons tout rôtis, puisqu'il n'ouvrirait pas la bouche pour qu'ils y entrent d'eux-mêmes. « Il y a bien des choses que nous pourrions désirer, disait-il mélancoliquement à M. de Moustier, mais le roi ne prendrait même pas ce qu'on lui mettrait dans la main. » Le plus sage, dans ces conditions, était de ménager tout le monde et de peloter en attendant partie. Le ministre à Berlin complétait et corrigeait son délégué de Francfort, c'est-à-dire qu'il jouait vis-à-vis des ambassadeurs de France et d'Angleterre un rôle très analogue à celui de Bismarck vis-à-vis de l'ambassadeur russe.

Sa tâche était souvent pénible : on le poussait l'épée dans les reins, M. de Moustier le poursuivait de ses ironies et lord Bloomfied l'accablait de ses colères. Manteuffel jurait ses grands dieux que le ciel n'était pas plus pur que le fond de son cœur et que, si la Prusse ne se joignait pas aux puissances occidentales, ce n'était pas sa faute; il se donnait les airs de s'accrocher désespérément aux basques de Frédéric-Guillaume IV toujours prêt à se précipiter dans les bras du Tsar. A plusieurs reprises, il accepta les propositions de l'Autriche signa les conventions qu'elle proposait; malheureusement, il s'y glissa toujours quelque clause qu'il n'avait pas remarquée et qui permit à la camarilla d'annuler ses bonnes intentions. Cette diplomatie manquait d'allure, et les ennemis de Manteuffel avaient beau jeu à l'accuser de mauvaise foi, de platitude et de scepticisme: ils lui reprochaient de ne pas plus tenir à ses idées qu'à ses amis et de

se cramponner au pouvoir; il répondait que c'était pour garantir les intérêts publics et pour éviter les sottises qu'auraient infailliblement commises les doctrinaires, à quelque parti qu'ils appartinssent. On lui prophétisait qu'il ne conquerrait aucune gloire; il y était résigné d'avance, satisfait de réserver l'avenir.

Quand la paix fut signée, on s'aperçut que tout le monde avait perdu à la guerre, sauf la puissance qui y était restée le plus étrangère, la Prusse. A certaines heures, les fautes mêmes réussissent. Pour une fois, l'incohérence avait été le plus avisé des systèmes : la lutte des forces opposées et la rivalité des factions avaient protégé la monarchie contre les fautes où l'auraient facilement acculée les passions de chacun des partis qui se disputaient l'influence.

Rester fidèle à l'amitié russe sans se départir de la neutralité, résister aux sollicitations de la France et aux menaces de l'Angleterre sans encourir leur inimitié, rassurer les cours secondaires en même temps que l'on témoignait à l'Autriche assez d'égards pour qu'elle ne perdît pas l'espoir de séduire la Prusse et ne se décidât pas à quelque mesure irréparable, empêcher la guerre de s'étendre en évitant une mobilisation qui eût compromis les finances, et continuer pendant trois ans cette sorte de danse des œufs, c'était dans tous les cas une entreprise des plus délicates. Elle fut singulièrement compliquée par l'agitation fébrile du roi. Les épreuves et les secousses de 1848 avaient achevé de ruiner sa santé : couperosé, les yeux hors de la tête, la démarche vacillante, les progrès de la paralysie générale dans laquelle il sombra quelques années plus tard se traduisaient chez lui par des alternatives de torpeur et d'effarement. Sa force de travail, qui avait toujours été faible, avait encore diminué; il avait perdu jusqu'à la confiance verbeuse qu'il affectait au début de son règne et il était moins capable que jamais de décision et de clarté. Au début de la guerre, son âme avait été tiraillée par les considérations les plus diverses : en sa qualité de chrétien, il approuvait l'intervention de Nicolas en Turquie, mais il blâmait le cynisme avec lequel le Tsar se plaçait au-dessus des traités; sa foi protestante lui inspirait une vive sympathie pour l'Angleterre, mais il se scandalisait de l'alliance « incestueuse » qui la liait à la France; il détestait dans Napoléon l'usurpateur et le révolutionnaire, mais il admirait en lui le dompteur de l'anarchie, en même temps qu'il était attiré vers le nouveau souverain par certaines affinités de leurs caractères; il conservait un sentiment de déférence respectueuse pour les Habsbourgs, et il était épouvanté à la pensée d'être entraîné par eux dans une guerre contre la Russie. Les traditions de famille et

les impulsions du cœur étaient plus puissantes chez lui que les calculs de l'intérêt, et cependant au fond le plus intime de son être vibraient malgré tout les ambitions ataviques et les regrets de la gloire qu'il n'avait pas su conquérir.

Il ne comptait plus guère sur une revanche de la fortune et, désabusé, il se déchargeait volontiers du soin des affaires sur Manteuffel, ce qui n'excluait pas de brusques algarades qui bouleversaient les plans du ministre. Il lui imposait des ambassadeurs qui agissaient contrairement aux instructions officielles, et il ruinait son crédit en encourageant la fronde d'une série de candidats qui se poussaient sournoisement au pouvoir. Comme chez lui les questions prenaient toujours une forme personnelle, chaque matin on se demandait auquel de ses protégés il offrirait le soin de diriger ses résolutions, comme un galantin offre un bouquet à une dame.

Il était cependant contenu dans ses oscillations par deux sentiments durables. D'abord la haine de la France. Les amabilités qu'il prodiguait à M. de Moustier ne trompaient pas notre ambassadeur : — « Je le dis à regret, écrivait celui-ci ; je ne puis m'ôter de l'esprit l'idée que le roi ne soit un des souverains qui aiment le moins la France » ; cependant qui peut dire l'*altâ mente repostum* de ce prince si mobile et si insaisissable et néanmoins si obstiné dans ses idées, si prodigue de ses paroles et pourtant si dissimulé? — Cette passion fondamentale, où se mêlaient les souvenirs de 1815, l'horreur de la Révolution et une sorte de répulsion native contre les qualités essentielles de l'esprit français, la précision et la clarté, éclataient, si on le pressait trop, dans de brusques explosions qui échappaient à sa prudence et ramenaient brusquement à la surface ce qu'il y avait de vraiment caractéristique et de permanent en lui : « Songez-y ; nous sommes tous soldats. Comment l'honneur prussien permettrait-il de rompre des liens de parenté, des liens de quarante ans[1]? — Si on attaque l'Autriche, c'est moi qu'on attaque. — Si les deux puissances incestueuses, prenant la Révolution pour alliée, la déchaînent sur le monde, alors je fais alliance avec la Russie, à la vie, à la mort. » Bien vite après, il s'excusait, trouvait un biais pour excuser ses paroles.

Que ses préférences de cœur le portassent vers le Tsar, sur ce point aucun doute n'est possible, mais il tremblait de se l'avouer à lui-même. Il vivait dans une perpétuelle épouvante : il avait peur de tout, peur des événements, peur des responsabilités, peur des mots,

1. Le tsar Nicolas avait épousé, en 1817, la fille du roi Frédéric-Guillaume III, la sœur, par conséquent, de Frédéric-Guillaume IV, Alexandra-Féodorovna.

peur des fantômes. Quand les ambassadeurs anglais et français écrivaient que, si le roi se prononçait pour la Russie, une révolution éclaterait à Berlin, ils se moquaient de leurs gouvernements, à moins qu'ils n'espérassent que leurs lettres seraient lues par le cabinet noir et communiquées au roi. Il était vrai du moins qu'une pareille résolution eût vivement irrité les libéraux prussiens : Frédéric-Guillaume le savait et cela suffisait pour le paralyser. — Il se sentait frêle, mal taillé pour la lutte, et il ne demandait qu'une chose, c'est qu'on n'exigeât pas de lui un effort qu'il se sentait incapable de fournir. — Bismarck, à un moment donné, lui conseilla de profiter des négociations avec l'Autriche pour mobiliser : avec ses 400.000 hommes, il offrirait sa médiation aux belligérants et dicterait sa volonté à l'Europe. Il secoua mélancoliquement la tête : « Ce sont là des projets pour un Napoléon, non pas pour moi. »

Les *Occidentaux* spéculèrent sur ces angoisses maladives pour entraîner le roi dans l'alliance anglo-française; ils comprenaient, à côté du ministre de la guerrre, Bonin, et de l'ambassadeur à Londres, Bunsen, quelques conservateurs modérés : Pourtalès, le comte de Goltz, Bethmann-Hollweg, qui trouvaient que décidément Manteuffel s'éternisait au pouvoir. Riches, disposant à la cour et dans la noblesse de relations étendues, médiocrement intelligents, ils avaient pour eux la masse de l'opinion et les sympathies de l'héritier du trône, le Prince Guillaume. Le Prince, qui avait le goût de l'honnêteté et le sens de l'ordre, était très mécontent de l'incohérence et de l'arbitraire tracassier et hypocrite que les piétistes et les féodaux avaient introduits dans l'administration. De Coblentz, où il vivait dans une sorte d'exil honorable, il se plaignait qu'on ne tînt pas compte de ses avis; il gourmandait durement Manteuffel, lui reprochait de ne pas montrer assez d'énergie et de constance, — à quoi le ministre lui répondait doucement qu'il ne fallait pas oublier « que l'unité de l'action était la condition de la force ».

L'éducation diplomatique du Prince était assez peu avancée, et, quand Bismarck, qui ménageait l'avenir et qui avait de temps en temps des entrevues avec lui, lui laissait pressentir ses projets de derrière la tête, il était moins scandalisé encore que stupéfait par cette politique « de collégien ». Bien qu'il eût été cruellement froissé par l'attitude de Nicolas en 1850, il était en réalité beaucoup moins dégagé de préjugés russes qu'il ne le supposait lui-même. Bismarck, qui accablait Glinka de ses grâces et se félicitait de pouvoir concilier son loyalisme prussien avec son dévouement pour le Tsar, n'était pas autrement fâché de ses échecs ; il ne voulait pas sans doute que

la Russie fût mise hors de combat, mais il avait besoin qu'elle fût assez humiliée et irritée pour ne pas regarder de trop près aux conditions du traité futur ; le pacte qu'il comptait lui proposer était en effet très désavantageux pour elle, et elle n'y eût jamais souscrit si la passion de la vengeance n'avait complètement aveuglé Gortchakov.

Cette manœuvre tournante, Guillaume ne la comprenait pas, et elle eût choqué sa droiture. Il demandait que l'on s'unît nettement aux puissances occidentales ; de cette façon, la Russie, isolée, serait forcée d'accepter la paix et elle éviterait les catastrophes où on l'acculait par de vaines et turbulentes sympathies ; on mériterait ainsi sa reconnaissance en s'assurant en même temps l'appui de l'Angleterre. — Le Prince n'ajoutait pas que, par la même occasion, on ruinait l'influence de la camarilla, mais il est permis de supposer que cette conséquence indirecte d'une nouvelle orientation de la politique étrangère ne lui déplaisait pas. C'était aussi le seul avantage qu'elle eût pu produire, car de supposer que Nicolas remercierait sincèrement l'arbitre sans mandat qui l'aurait réduit à se rendre à merci, il fallait quelque naïveté pour le supposer.

Un moment, les « Occidentaux » parurent sur le point d'entraîner le roi en lui traçant un tableau terrible des périls qu'il courait en s'aliénant la France et l'Angleterre : l'Autriche se joindrait certainement aux coalisés et la Prusse serait au ban de l'Europe. Cette perspective laissait Bismarck très indifférent : « Nur Muth, der Tabak raucht sich gut ». — La pensée de cet ostracisme provoquait au contraire chez Frédéric-Guillaume IV une consternation analogue à celle que causait aux souverains du moyen âge la menace d'une excommunication. Pour échapper à ce péril imaginaire, par un reste aussi de vieille déférence pour l'Autriche, il signa avec elle le traité d'alliance du 20 avril 1854. Les deux souverains se garantissaient leurs territoires et un article additionnel stipulait que l'Autriche exigerait de Nicolas l'évacuation des principautés danubiennes ; dans le cas où cette demande l'engagerait dans une guerre avec la Russie et où ses frontières seraient envahies, elle serait soutenue par la Prusse ; si le Tsar incorporait à ses États la Moldavie et la Valachie ou si ses armées franchissaient les Balkans, les deux puissances allemandes s'y opposeraient.

Ainsi, malgré les efforts désespérés de Gerlach et l'étroite surveillance de la reine [1], le roi échappait à la camarilla. Bismarck eut un

1. *Les Souvenirs de lord Bloomfield* donnent sur ce point d'amusants détails. Elle refusait de paraître à un bal donné par l'ambassadeur, et, forcée d'y venir, elle affectait de ne pas voir l'ambassadrice pendant toute la soirée et elle emme-

mouvement de bile. — Il se remit vite. — « Vous êtes fermes, disait finement à Gerlach un Russe qui connaissait bien la situation, et l'on ne doit se laisser ébranler dans la confiance que l'on a en vous ni par vos discours, ni par vos actes. Votre fermeté consiste dans vos sentiments. » — Frédéric-Guillaume IV, en même temps qu'il était poussé par sa propre faiblesse à des actes qu'il était difficile d'accorder avec ses convictions durables, s'amusait à faire peur à ses amis, qui étaient aussi un peu ses tyrans. Il avait le goût du vertige et se plaisait à marcher au bord des précipices : il savait qu'on le retiendrait, et s'il avait signé le traité du 20 avril, il entendait laisser à Gerlach et à Bismarck le droit de l'interpréter. Il avait clairement indiqué ses intentions par la disgrâce de son vieux confident Bunsen et du ministre de la guerre, Bonin. Ce dernier avait dit à la Chambre que, de même que Solon s'était refusé à prévoir le régicide, il était impossible de prévoir une alliance de la Prusse avec la Russie (avril 1854); le roi, qui goûtait les souvenirs de l'antiquité, l'invita à dîner, le serra dans ses bras, puis lui annonça sa destitution.

Bismarck avait dès lors un rare talent pour commenter les textes. La Prusse ne s'était obligée à intervenir que si la Russie prenait l'offensive dans les principautés, et elle savait déjà que Nicolas était résigné à les abandonner ; le traité n'était donc pour l'Autriche qu' « une noix creuse, un pactum de contrahendo, pour la Prusse au contraire un moyen utile d'intervenir si on le saisissait résolument » — Seulement, pas de faiblesse. — « Sa Majesté doit absolument exiger que les ministres boivent plus de champagne ; je voudrais qu'aucun de ces messieurs ne vînt au Conseil sans en avoir bu une demi-bouteille ; alors notre politique prendrait une couleur plus respectable ».

Quant à lui, pour le moment, il s'abrita derrière les cours secondaires : le traité du 20 avril stipulait qu'elles seraient invitées à y accéder. Elles se démenaient fort, un peu par sympathie pour la Russie, beaucoup parce qu'elles éprouvaient le besoin de faire

nait d'autorité, avant le souper, le pauvre Frédéric-Guillaume. Une autre fois, le roi, suivant une tradition constante à la cour, offre un dîner à Potsdam en l'honneur de la reine d'Angleterre; pendant tout le repas, la reine donne des signes d'impatience, puis, quand le repas est fini, le roi sort sur la terrasse avec Bloomfield. Aussitôt, la reine demande à l'ambassadrice : « Quel train comptez-vous prendre pour rentrer à Berlin ? « — « Mais, répond son invitée interloquée, n'y a-t-il pas un train vers 5 heures? » — « Vers 5 heures ! Parfaitement. Vite, vous n'avez que le temps. » Elle rappelle l'ambassadeur, avec lequel le roi avait à peine pu échanger quelques paroles, et littéralement le pousse à la porte par les épaules. On comprend que la situation de l'ambassadeur anglais lui ait paru désagréable et qu'il ait songé souvent à abandonner son poste.

parler d'elles. Elles avaient chacune un ministre des affaires étrangères, et que ferait un ministre des affaires étrangères s'il ne rédigeait pas des circulaires et ne combinait pas des plans! Leurs délégués réunis à Bamberg (mai 1854) étalèrent un zèle ardent pour les intérêts germaniques : ils exigèrent pour la Diète le droit d'intervenir dans les négociations, et recommandèrent en attendant une neutralité absolue. Pendant de longues semaines, on ergota sur le sens du traité. Quand après trois mois de cette *politique du sabot,* l'Autriche eut enfin obtenu l'adhésion de l'Assemblée de Francfort, elle risqua timidement un pas en avant et accepta la « Note des Quatre Points » (8 août 1854). — Aussitôt la Prusse jeta les hauts cris, accusa la cour de Vienne de la compromettre et de ne pas respecter ses engagements : sans doute, elle ne blâmait pas les propositions des puissances occidentales en elles-mêmes, et elle conseilla à Nicolas de les accepter, mais jamais elle ne consentirait à des mesures coercitives pour les lui imposer. Pendant ce temps, les semaines et les mois s'écoulaient, l'armée autrichienne s'énervait, le trésor viennois, assez mal pourvu, s'épuisait, et Buol sentait monter l'irritation de Drouyn de Lhuys et de Clarendon. Prokesch à Francfort jetait feu et flammes. « Il a agoni de sottises beaucoup de ses collègues, écrivait Bismarck, déclaré la Confédération inutile; il a fallu le fuir comme on fuit les morsures d'un chat en colère. » — Ces accès de dépit n'arrangeaient rien, et « Bamberg demeurait la boîte de Pandore d'où sortaient pour l'Autriche toutes les déceptions ».

Les nouvelles de Crimée rendirent un peu de nerf à Buol. Les Russes étaient battus à l'Alma (20 septembre), à Inkermann (5 novembre 1854): on croyait la chute de Sébastopol imminente; il signa avec la France et l'Angleterre la convention du 2 décembre 1854 qui semblait annoncer une prochaine entrée en campagne. Devant cette attitude plus résolue, Frédéric-Guillaume IV se sentit de nouveau « mal à l'aise dans sa peau » ; il avait déjà accepté une convention (26 novembre) qui étendait les engagements du 20 avril. — Bismarck n'était pas satisfait : « l'orgueil ne permet pas à l'Autriche de reconnaître loyalement qu'elle a besoin de nous et de nous traiter d'égal à égal ; elle préfère nous enlacer de ses filets... (Elle oublie) que les alliances entre grands États n'ont de valeur que si elles sont l'expression solennelle d'intérêts réels communs aux contractants ; toutes les clauses du monde ne peuvent suppléer au manque de bonne volonté si l'une des deux parties se sent sacrifiée et traitée *mala fide* ».

En réalité, la tactique de la cour de Berlin était toujours la même, en dépit de ses concessions apparentes, et ses complaisances étaient

purement verbales. Quand Prokesch parla de mobilisation, la Prusse fit la sourde oreille, accepta seulement quelques mesures préliminaires qui ne tiraient pas à conséquence. Bismarck, renchérissant sur ses instructions, donnait clairement à entendre que les armements de l'Allemagne ne visaient pas spécialement la Russie. Il parla si haut que M. de Moustier se plaignit et que Manteuffel lui lava la tête, l'invita à « être plus prudent dans son langage et plus réservé dans ses actes ». Il n'accepta pas la semonce, obtint l'approbation du roi, et, fort de cet appui, continua plus vivement sa campagne contre l'Autriche. Il se moquait de Buol qui « ressentait toutes les angoisses d'un rat dans une maison près de s'écrouler » et qui « donnait le bras à deux ivrognes qui l'entraînaient au gré de leurs passions ». « La politique de Vienne, écrivait-il avec une merveilleuse perspicacité, vaudra au cabinet impérial un rude mal aux cheveux quand l'ivresse sera dissipée... Après la paix, nos relations avec la Russie seront meilleures qu'avant la guerre. Le jour du règlement des comptes viendra, fallût-il l'attendre des années. L'Autriche s'est mise en travers de la route de la Russie comme une barrière pour le moment insurmontable; la politique des Tsars tendra naturellement à renverser cet obstacle. Grâce à ce changement dans la situation nous ne pouvons que gagner en prestige et en liberté d'action, et l'un des grands avantages de notre système d'hésitation, c'est que l'antagonisme de Vienne et de Pétersbourg a pu s'accentuer. » Il sifflait déjà le hallali : — Si la France prenait mal la neutralité armée... et se risquait à des mesures imprudentes que l'on pût exploiter comme des menaces, la Prusse serait enchantée d'aller plus loin. Le parti de la Croix, qui veut la guerre, l'emporterait sur le roi. Manteuffel, à qui tous les souliers sont bons, le droit fédéral dans une main et l'honneur prussien dans l'autre, enverrait une armée sur le Rhin et appellerait la Diète à le soutenir contre la France. La Confédération irait au diable, la confusion serait au comble, et en eau trouble on pêche facilement. — En attendant, les cours secondaires, convaincues désormais que la *complaisance de la Prusse n'était pas inépuisable*, cherchaient auprès d'elle une protection contre les entreprises de Buol, et leurs délégués faisaient leurs confidences à Bismarck; ils ne demandaient pas mieux que de se ranger sous son drapeau, à condition que le roi ne les abandonnât pas. La faveur de l'opinion revenait aux Hohenzollern; « le parti de Gotha relevait la tête », et l'Autriche paraissait mise au ban de l'Allemagne.

Buol recula piteusement, ne tint aucune des promesses qu'il avait faites aux puissances occidentales. Drouyn de Lhuys accourut

(avril 1855) pour relever son courage : discrètement, mais nettement, il rappela à François-Joseph les ambitions du Piémont en Italie et de la Prusse en Allemagne ; il ne fallait pas condamner Napoléon à des liaisons dangereuses ; déjà les lenteurs de la diplomatie viennoise avaient amené l'alliance des puissances occidentales et de Victor-Emmanuel (10 janvier 1855). — Buol était capable de comprendre ce langage, mais son autorité à la cour avait diminué ; les affaires diplomatiques étaient réparties entre cinq ou six conseillers, Kletzel, Meysenbourg, Biegeleben, etc., qui s'accordaient assez mal. Drouyn ne recueillait que des réponses embarrassées et des promesses problématiques. Le traité qu'il remporta, obscur et alambiqué, ne plut guère à Napoléon qui tenait assez peu à une entente cordiale avec l'Autriche ; par paresse et par complaisance, il l'accepta cependant, mais l'Angleterre le repoussa. Drouyn de Lhuys donna sa démission. La France était d'autant plus irritée que le succès de la campagne semblait compromis ; Sébastopol tenait toujours : « Ce qu'on me dit, écrivait de Moustier, ressemble à une oraison funèbre ; on ne se préoccupe que de l'éventualité de nos défaites. » Napoléon ne pardonna pas à l'allié félon qui, après lui avoir promis son concours, le lui avait retiré quand la fortune faisait mine de nous trahir.

Il ne restait à Buol qu'à désarmer en essayant tant bien que mal de sauver la face. Le bilan de la campagne était désastreux. — « Nous avons trouvé le moyen de ne plaire à personne », notait de Hübner dans son journal. — « L'Autriche, écrivait de son côté un observateur pénétrant, est fâchée contre elle-même, contre Dieu, contre le monde, et elle a grandement raison, car avec sa politique ambiguë, elle s'est mis tout le monde à dos. » — Les diplomates prussiens, sans paraître y prendre garde, envenimaient les rancunes : — Oui, oui, vous êtes furieux contre nous, disait Manteuffel à l'ambassadeur anglais, et je le comprends ; mais du moins vous ne pouvez pas nous reprocher de ne pas avoir tenu nos engagements . Nous avons toujours été loyaux envers vous. — La raison sociale Manteuffel était décidément en progrès sur la maison Buol. — Bismarck partait pour Paris faire sa paix avec Napoléon et il rencontrait un accueil très aimable. Sans embarras il reniait ses anciens dieux, faisait discrètement sa cour aux dieux nouveaux. Il était présenté à la reine Victoria, lui confessait qu'il trouvait Paris admirable. — Plus beau que Saint-Pétersbourg. Mais il n'avait jamais beaucoup compté sur l'Angleterre et ce n'était pas de ce côté qu'il dressait ses batteries (septembre 1855).

Il suffisait maintenant, pour conserver les avantages si facilement conquis, de ne pas retomber à la première occasion dans les frayeurs

coutumières. L'année 1855 ne mit pas à de trop rudes épreuves les nerfs de Frédéric-Guillaume.

L'Autriche, contristée et confuse, travaillait tant bien que mal à amadouer la Russie et à rassembler ses partisans débandés. La France, déjà lasse d'une guerre qui ne pouvait lui apporter que la liberté d'en entreprendre de nouvelles, attendait avec impatience la chute de Sébastopol (10 septembre 1855), pour entamer des négociations de paix. L'Angleterre, que l'ouverture des hostilités avait surprise et qui venait seulement d'achever ses préparatifs, était plus belliqueuse, et elle continuait à Berlin ses sommations impératives. Manteuffel les subissait sans émotion : il jugeait Palmerston capable de tout, même de lancer Napoléon sur les provinces rhénanes, mais il comptait pour l'arrêter sur ses collègues du ministère, moins emballés, sur la reine surtout et sur le prince Albert, tous les deux très allemands et fort opposés aux coups de tête.

Sa politique d'abstention et de neutralité bienveillante pour la Russie était pour le moment franchement soutenue par le roi, très secoué par la mort de Nicolas (2 mars 1855). Sa tristesse, sincère, profonde, avait une fois de plus prouvé la force du lien qui unissait les deux familles souveraines. D'après le *Moniteur prussien*, les derniers mots de Nicolas avaient été : « Dites à Fritz de rester toujours le même pour la Russie et de ne pas oublier les dernières paroles de papa. » — Le roi avait éclaté en sanglots, la reine était noyée dans les pleurs. — « Nous saluons notre sœur chérie au milieu de milliers de chaudes larmes, télégraphiait le roi à Alexandra Féodorowna, et nous invoquons les paroles du Seigneur : Bienheureux les pacifiques parce qu'on les nommera les enfants de Dieu. Embrasse Alexandre ; nous conserverons comme une sainte relique les dernières paroles du Tsar. » — Après de semblables effusions, les diplomates les plus aventureux s'étaient tenus pour avertis. Une tradition, généralement acceptée, veut pourtant que, quand les négociations parlementaires s'ouvrirent, Frédéric-Guillaume ait menacé son neveu de rappeler son ambassadeur de Saint-Pétersbourg s'il n'acceptait pas les conditions des vainqueurs, et on attribue à cette démarche le consentement d'Alexandre et la soumission de la Russie. Cette conjecture est si invraisemblable qu'il faudrait pour l'admettre les documents les plus formels : or, d'après Martens, les archives de Pétersbourg ne contiennent aucune allusion à cette pression *in extremis* de la Prusse ; il convient donc de l'écarter absolument.

Jusqu'à la fin, très loyalement, elle était demeurée fidèle à ses amitiés moscovites ; par là, en apparence, elle se trouvait du côté des

vaincus. Manteuffel en était humilié et gêné. De son origine et de son éducation il avait gardé certaines faiblesses bourgeoises, la peur du qu'en dira-t-on, le goût des belles relations, le souci des apparences. A la pensée qu'une quinzaine de diplomates iraient entériner à Paris des résolutions déjà arrêtées, et qu'il n'y serait pas, il se sentait disqualifié, comme le parvenu qui se voit consigné à la porte du salon influent de sa « localité ». Frédéric-Guillaume partageait ces faiblesses. Par une insigne maladresse, ils cachaient mal leurs transes puériles, sollicitaient des protections, accablaient leurs voisins de leurs offres de service, prenaient au sérieux les promesses les plus gasconnes. Naturellement ils s'étaient tout d'abord adressés à la Russie, et le comte Orlov se donnait beaucoup de mal pour obtenir l'entrée de la Prusse au Congrès. — Du moins, il l'affirmait. Il se serait sans doute aisément consolé d'un échec : la Russie avait un intérêt trop manifeste à ce que le roi isolé et ulcéré en fût réduit à se jeter dans ses bras sans conditions.

Manteuffel, qui devinait ce double jeu, cherchait à reconquérir les bonnes grâces de l'Autriche, se mettait humblement à sa remorque, appuyait ses propositions à Francfort; Bismarck comprenait mal que, par crainte d'être oubliés dans la formalité de la signature, on se donnât l'air de capituler.

« Je connaissais une femme de Poméranie qui n'était pas cruelle, et, quand son mari se fâchait, elle disait : laissez donc, il se résignera. C'est le langage des Autrichiens, et comme les autres croient que la Prusse se résignera, notre situation est compromise. » La perspective de ne pas assister à l'ouverture des conférences et de ne pas exprimer « en qualité d'amateur » son opinion sur les préliminaires, ne le désolait pas autrement; quand son chef l'obligea à « battre la chamade », il en fit presque une maladie, eut un accès de fièvre et un vomissement de bile.

Buol, qui gagnait le terrain que perdait la Prusse, jouait la mouche du coche, se donnait pour le dispensateur des destinées européennes et prenait le ton de protection qui convenait « sinon à la plus puissante, du moins à la plus haute cour de l'Europe ». Quand il passa à Francfort en se rendant à Paris, il fit prévenir les délégués qu'il serait heureux de les recevoir, et ils se pressèrent en foule dans son antichambre : « tout le troupeau fédéral était rangé dans la rue sous la conduite de M. de Rechberg. » Bismarck n'était pas venu : il n'entendait pas se confondre avec la masse des *Deorum minorum gentium*. — Buol, galamment, déposa une carte à la légation. Quand la chance le favorisait, il ne manquait pas d'esprit : « Vous pouvez compter,

dit-il à Bismarck, qu'à Paris je ne négligerai rien pour vous faire admettre au Congrès. » — Il tint parole, insista auprès de Napoléon pour que la Prusse ne fût pas exclue. — L'Empereur ne demandait pas mieux, et ce n'était pas de lui que venaient les obstacles, mais de Palmerston. Comme à Olmutz, il était bien difficile de « repousser une demande si modestement formulée ». — La Prusse obtint son billet d'invitation. Bismarck ne décolérait pas : « Je ne voudrais, écrivait-il, être qu'une heure dans ma vie le grand homme que le comte de Buol croit être tous les jours, et ma gloire serait assurée devant Dieu et devant les hommes. » Il ne se consolait pas que son chef eût pris au tragique les mines de ce poltron qui jouait les matamores, « de ce couteau acéré, mais qui ne tranchait pas ».

Dans les séances du Congrès et plus encore dans les réunions qui rassemblaient autour de Walewski la plus brillante société de l'Europe, Manteuffel parut d'abord emprunté et maladroit. — « Il est si piteux, écrivait la comtesse Stéphanie de Tascher de la Pagerie, que von der Pfordten aurait l'air d'un prince à côté de lui. Il a bien l'air d'un homme invité au dernier moment. » — « De tous les plénipotentiaires, écrivait un autre contemporain, c'est assurément celui qui salue le mieux, le plus souvent, le plus complètement. Il se confond en salutations, il n'est que saluts. » — Il finit par trouver pénible le rôle qu'il avait si vivement sollicité et, à plusieurs reprises, devant la morgue des ambassadeurs anglais ou la dédaigneuse condescendance de Buol, il songea à quitter Paris avant la signature du traité. Ces éclats n'étaient guère dans son tempérament et, à la longue, sa modestie lui gagna de précieuses sympathies : ses lunettes d'or, ses allures de professeur, sa réserve plurent à l'Empereur qui s'attacha à faire sa conquête et y parvint assez vite. Gerlach s'en aperçut aussitôt : dans ses lettres, écrivait-il avec mauvaise humeur, « il se défend de sympathies bonapartistes, mais ces sympathies percent partout ».

Le ministre avait assez de finesse pour remarquer que la situation de la Prusse avait été fortifiée par ses dernières campagnes diplomatiques. « Soyez persuadé, écrivait à son oncle Alexandre II au lendemain de son avènement, que je vous serai éternellement reconnaissant pour la position si belle que vous avez su faire garder à la Prusse pendant cette crise et qui nous a été si utile. Que Dieu vous en récompense ! » A certaines heures troublées, ces souvenirs parurent bien s'obscurcir dans l'esprit d'Alexandre ; en dernière analyse, ils l'emportèrent toujours sur les considérations générales, et l'amitié de la Russie, adroitement entretenue par une politique attentive et prudente, allait être désormais la base solide sur laquelle la

Prusse édifia sa grandeur. Sans la reconnaissance obstinée d'Alexandre II, ni 1866 ni 1870 n'auraient été possibles.

L'attitude de Buol au Congrès au contraire et son intransigeance dans les longues négociations qui suivirent avaient porté jusqu'à la fureur la haine que la cour de Vienne inspirait à Pétersbourg. — « C'est François-Joseph qui a tué Nicolas, disait à Bernhardi son beau-frère, officier de l'armée russe. L'Autriche n'en crèvera pas moins. Elle crèvera ! Et avec quel plaisir nous regarderons alors sa ruine, l'arme au bras ! Nous ne ferons plus le métier que nous avons fait jusqu'ici; nous ne jouerons plus les gendarmes de l'Europe ! » — Sous une forme à peine moins brutale, on retrouve les mêmes colères chez les représentants officiels de la diplomatie moscovite. Le successeur de Nesselrode, M. de Gortchakov, avait été choisi (avril 1856) parce qu'on savait combien étaient profonds les ressentiments que lui avaient laissés les négociations qu'il avait été chargé de conduire à Vienne pendant l'été de 1854. Quand il passa à Berlin au mois de juin 1856 et que Gerlach, poursuivant sa chimère, essaya de lui prouver les dangers de l'alliance française et les avantages d'un rapprochement avec François-Joseph, il ne lui dissimula pas qu'il était impossible à la Russie de renoncer à ses griefs. — On vante souvent la diplomatie russe, et elle a dans le détail des affaires de grandes qualités, une adresse que les scrupules n'embarrassent guère, beaucoup de persévérance, l'art d'exploiter les alliances et de faire payer très cher de très modestes services; elle est enjôleuse et tenace, mais il lui manque trop souvent la vertu cardinale des hommes d'état : le souci exclusif des intérêts primordiaux du pays. Elle est trop dominée par ses nerfs, elle ne sait ni pardonner ni oublier et elle ne se demande jamais si elle n'aura pas à payer par de trops cruels regrets les joies passagères de la vengeance. Ici aussi les traditions permanentes et les institutions ont marqué de leur empreinte indélébile les hommes politiques. On sent toujours chez eux les serviteurs de l'autocrate habitué à tout subordonner à ses passions.

L'Autriche avait brûlé ses vaisseaux et elle déployait un grand zèle pour maintenir l'alliance franco-anglaise, dans laquelle elle espérait s'insinuer. Elle avait décidé la France et l'Angleterre à signer avec elle le traité secret du 15 avril 1856, par lequel les trois puissances s'engageaient à maintenir l'intégrité de l'Empire Ottoman et à regarder comme un *casus belli* toute infraction au traité de Paris. Ses intentions avaient été aussitôt devinées aux Tuileries : « On a pensé à Londres et à Vienne, que nous allions être en butte aux cajoleries de la Russie et on a trouvé bon de resserrer l'ancienne

alliance pour nous contenir. » On avait feint d'être dupe, parce qu'il ne convenait pas de précipiter les choses et que d'ailleurs la Russie se montrerait d'autant plus amène que nous serions mieux entourés. Mais on faisait des gorges chaudes de ces diplomates qui mettaient tant d'empressement à courir au secours du vainqueur, et personne ne croyait à la durée de l'intimité nouvelle. « Je crois, écrivait Mme de Damrémont à Thouvenel, qu'on est fort édifié sur la faiblesse militaire de l'Autriche et sur sa conduite cauteleuse depuis deux ans... Je crois donc qu'avant dix-huit mois la guerre éclatera en Italie. » — Sur la date, les pronostics variaient, mais sur le fond des choses l'opinion était unanime. Napoléon, dont la discrétion était la moindre vertu, ne dissimulait guère ses intentions. Il savait qu'il n'obtiendrait pas aisément l'appui de la Prusse, mais il préférait encore briguer les faveurs de la femme qui le haïssait plutôt que de se contenter de celle qui l'avait déjà trahi. — Il était d'ailleurs disposé à faire largement les choses.

Ainsi s'accomplissaient point par point les prophéties du délégué de Francfort. La guerre de Crimée avait bouleversé les alliances et créé en Europe une situation absolument nouvelle : la Prusse avait les mains libres, et, si elle savait profiter des circonstances, elle devait aisément rencontrer l'occasion de quelque marché lucratif à condition de ne pas demeurer empêtrée dans des préjugés vieillis ou des répugnances d'ancien régime. Pour le moment, Napoléon menait le monde. « Mon voisin, disait Léopold de Belgique, a le droit de se glorifier de son bonheur pendant les dernières années, et son étoile brille plus haut que jamais. Il peut tout pour le bien et pour le mal. Nous verrons ce qu'il en fera. » « La France, écrivait de son côté au duc Ernest de Saxe-Cobourg le prince de Chimay, trouve une magnifique compensation à ses projets intimes dans la position qui lui est moralement faite;..... mais enfin, je crois que Votre Altesse pensera comme moi qu'elle espérait peut-être autre chose...; (dans ces conditions), il me paraît bien difficile de conclure à un long repos en Europe.» — Personne n'ignorait que, de 1854 à 1856, on avait agité autour de Napoléon les plus vastes desseins, affranchissement de l'Italie, restauration de la Pologne, union scandinave, remaniement de l'Allemagne. L'Angleterre, qui aurait désiré une défaite plus complète de la Russie, avait renoncé à son projet plutôt que de suivre son allié dans des combinaisons dont elle prévoyait mal les retentissements. Napoléon s'était incliné : l'heure n'était pas venue; mais il était entêté et patient, et maintenant que le faisceau des haines qui avaient accueilli son avènement était brisé, il allait pouvoir reprendre ses plans.

CHAPITRE II

LA PRUSSE ENTRE LA FRANCE ET L'AUTRICHE

L'Europe après le Congrès de Paris. — Napoléon III. — Bismarck et l'alliance française. Les résistances de Frédéric-Guillaume IV et de la camarilla. L'affaire de Neuchâtel. — La lutte de la Prusse et de l'Autriche à Francfort : les projets de Bismarck. — Maladie de Frédéric-Guillaume IV. La Régence. Le prince Guillaume de Prusse. — Bismarck à Saint-Pétersbourg. — Le système des conquêtes morales. La guerre d'Italie. Les entrevues de Bade et de Teplitz. — Échec de la politique du régent.

L'accalmie qui suivit le Congrès de Paris fut très courte. L'horizon était chargé de tempêtes : l'alliance franco-anglaise était fort ébranlée; la Russie se renfermait dans un recueillement plein de mystères; la rivalité de la Prusse et de l'Autriche qui se poursuivait sourdement à Francfort, éclatait de temps en temps par de brusques explosions; la question des duchés danois se rouvrait; les petites cours se démenaient en quête de protecteurs. La vie à Paris était magnifique et agitée. Les Tuileries étaient le rendez-vous des souverains, avides d'étendre leurs territoires ou désireux de fortifier leurs trônes chancelants. L'Empereur les recevait avec une courtoisie gracieuse et empressée, caressait leurs rêves et ne leur ménageait pas ses confidences. — Elles étaient souvent si étranges qu'ils le soupçonnaient de chercher à les tromper. Ils en repartaient plus incertains, incapables de distinguer au milieu de ces nébuleuses combinaisons la part des projets réels et des fantaisies chimériques, persuadés que l'on marchait à une catastrophe; comme pendant le premier Empire, la conviction unanime s'établissait que l'on se trouvait en face d'un épisode qui ne durerait pas. Du moins, il pouvait se prolonger, et surtout il pouvait offrir des chances heureuses dont on devait se hâter de profiter. Les imaginations s'enfiévraient et les convoitises s'allumaient au contact de ce joueur que la fortune n'avait encore jamais trahi et qui faisait paroli à chaque coup. La fièvre de

l'agiotage gagnait, après la Bourse, les cabinets, et l'Europe après Paris.

Napoléon arrivait à la cinquantaine, déjà fatigué, presque usé par les excès et les traverses de sa vie. Avec ses cheveux grisonnants et rares, son épaisse moustache, sa barbiche, son grand nez, ses lèvres épaisses et sensuelles, ses petits yeux gris sans lumière et sans regard, ramassé, les jambes trop courtes, le ventre proéminent, il a inspiré aux artistes du *Kladderadatsch* quelques-uns de leur dessins les mieux réussis. Il est certain cependant qu'il avait une rare puissance de séduction, et presque tous ceux qui l'ont approché ont conservé de lui un souvenir très tendre. La reine Victoria, le prince Albert, qui arrivaient fort mal disposés, furent aussitôt conquis, et la reine parle de son hôte avec enthousiasme; l'enthousiasme tomba, mais l'affection demeura, survécut aux difficultés diplomatiques. « Il est si calme, écrivait-elle, si simple, si naïf même, si heureux qu'on lui apprenne ce qu'il ignore, si doux, avec tant de tact, de dignité et de modestie; ne disant jamais un mot, ne faisant jamais la plus petite chose qui pût me contrarier ou m'embarrasser... Je connais peu de gens à qui je me sois sentie plus prête à me confier et à parler sans réserves... Je me sentais, je ne sais comment dire, en sûreté avec lui. Sa société est particulièrement agréable; il y a en lui quelque chose d'attrayant, de mélancolique, de séduisant. » — Faisons la part très large des circonstances, de la réaction favorable qui résulte de préventions reconnues injustes; il n'en convient pas moins de tenir grand compte de ce jugement d'un témoin impartial, d'autant plus qu'il est corroboré par nombre de dépositions analogues.

Parmi ceux qui servirent Napoléon III, il n'y eut pas que des ambitieux ou des poltrons affolés par la crainte des « partageux ». Pourquoi se sont-ils ralliés à lui? Pourquoi plusieurs l'ont-ils aimé? — Son intelligence était médiocre : les écrits qu'il nous a laissés ne renferment pas une seule idée personnelle et il ne relève même pas par l'expression la banalité de ses théories. Il avait une certaine curiosité d'esprit et quelques connaissances techniques, mais son éducation générale était fort incomplète et son goût misérable; sa sensibilité littéraire était celle d'un boutiquier. Il était incapable d'effort suivi, d'attention intense, de volonté soutenue. Sa vie privée fut souillée des pires scandales et il compromit son nom d'abord et plus tard sa couronne dans les plus scabreuses aventures. Pour racheter ces indigences de l'âme et du cœur, ce ne serait vraiment pas assez de son exquise urbanité, de sa courtoisie charmante, de l'aménité de ses

manières, et elles n'auraient sans doute pas suffi à conquérir le prince Albert, et Ollivier et Prévost-Paradol.

Il semble bien que le secret de son charme, — puisque ce charme ne saurait être contesté, — vient, avant tout, de deux qualités éminentes de sa nature. Tout d'abord, — et bien que cela paraisse paradoxal et ne s'accorde guère avec les pratiques de son gouvernement, — il était bon, et non seulement bon, comme Philippe II par exemple, pour sa famille, mais naturellement et sincèrement bon, bon pour tous, pour ses ennemis comme pour ses amis. Comme il n'avait aucun sens moral et que d'ailleurs il n'apercevait jamais les choses qu'à travers un brouillard, cela ne l'empêcha pas, à l'occasion, d'ordonner ou de permettre des actes abominables, mais il n'aimait pas voir souffrir; il ne connaissait ni la rancune ni la haine et il avait une excuse pour toutes les défaillances. Après sa chute, il ne montra aucune colère, n'eut pas une parole de récrimination.

Puis, il était parfaitement simple, sans affectation et sans pose. Rien en lui ne sentait le parvenu. Il ne se piquait de rien et ne cherchait à dissimuler aucune de ses imperfections. On l'a souvent accusé de manquer de sincérité, et il ne se livrait jamais complètement, mais c'était plutôt par timidité ou encore parce qu'il ne voyait pas lui-même ce qu'il voulait; il ne trompait pas ses interlocuteurs, il les égarait à sa suite.

Bien que Lombroso ait cru pouvoir établir, par le rapprochement des dates, qu'il était bien le fils de Louis de Hollande, il rappelait plus les Beauharnais que les Bonaparte. Romantique et romanesque, l'imagination vagabonde et le cœur inquiet, son regard voilé était comme retourné sur lui-même et il ignorait le monde extérieur; si une secousse lui révélait les obstacles qui s'opposaient à ses désirs, il ne s'en effrayait pas ni ne songeait à les écarter, mais attendait qu'un hasard heureux les éloignât. De là son incroyable entêtement, qui était aussi indifférent aux raisons qu'aux événements, parce qu'il prêtait aux choses une souplesse et une obéissance qu'elles n'ont qu'en rêve. De là aussi ses contradictions : irrésolu à la fois et inflexible, flottant et obstiné, il allait à la dérive en tenant les yeux fixés sur le but.

A l'âge où se forment les caractères et les esprits, il avait eu pour livre de chevet *Le Mémorial de Sainte-Hélène*, et il avait pris au sérieux les théories plébiscitaires de Napoléon Ier, qui se confondaient dans son esprit avec les doctrines de Herder et de Savigny sur le génie des peuples. Sa prétention était de dégager et de *réaliser* l'âme de la France. « L'important pour moi, disait-il à Prokesch,

n'est pas de savoir si, sur une des grosses questions du jour, l'opinion publique est raisonnable ou non, mais si elle existe. Sur ce point, je ne dois pas me tromper, me faire d'illusion; sans cela, je suis perdu. » Mais la voix qui lui répondait n'était jamais que celle de son propre cœur. Élevé à l'étranger, il comprenait fort incomplètement les tendances de cette race française, qui, dans ses emballements mêmes, garde le goût de la raison et le sens de l'ironie. Il surprit un moment son adhésion par la générosité de ses formules, et il n'est pas douteux que son idéal était magnifique. Il se regardait comme choisi par la Providence pour réparer les injustices du passé, affranchir les opprimés et réconcilier les peuples; il y avait chez lui de l'apôtre et du poète; il était tout imbu de Saint-Simon et de Lamartine et il annonçait Jaurès; il croyait à la fraternité humaine et au renoncement des peuples; il n'oubliait qu'une chose, c'est qu'à vouloir précipiter l'évolution historique, on risque de retarder le progrès en créant de nouvelles oppressions. Il est évident qu'un système qui a livré l'Alsace au despotisme germanique et a créé ainsi pour longtemps une barrière de haine entre deux peuples dont l'union serait capitale pour le développement général de la civilisation, était mal conçu et souffrait d'un vice d'origine irrémédiable.

Très vite, les défenseurs des traditions nationales en France s'effrayèrent de ce cosmopolitisme et essayèrent de ramener l'Empereur dans des voies moins périlleuses : il sentit ces résistances et s'en attrista. Personnellement, il n'était pas ambitieux. Il se convainquit cependant bientôt que son désintéressement ne serait compris ni de ses voisins ni de ses sujets et que ceux-ci, en particulier, se lasseraient vite des aventures dont ils couraient tous les risques, s'ils devaient être les seuls à n'en recueillir aucun profit. Pour acheter leur concours, il fut forcé d'alourdir ses projets généreux par des recherches d'indemnités. Insuffisantes, dans tous les cas, pour compenser les périls que créait à la France la transformation de l'Europe, elles avaient surtout le grave inconvénient de fausser la pensée maîtresse du souverain et elles lui enlevèrent le principal bénéfice qu'il pût espérer de sa politique, la condition indispensable aussi de son succès : la confiance des princes et des peuples.

Il s'avouait par instants les difficultés qui naissaient de l'incohérence de ses doctrines et de la complexité de ses désirs, mais il n'avait pas assez de domination sur lui-même pour renoncer aux voluptés intellectuelles qu'il y goûtait; jouisseur et viveur, ses habitudes de débauche avaient très vite usé les faibles ressorts de sa volonté; puis la maladie brisa en lui les derniers restes d'énergie. De

plus en plus, il s'en remit à son étoile, c'est-à-dire qu'il s'abandonna aux événements.

Non pas cependant qu'il renonçât à les incliner dans le sens de ses desseins, mais son activité était intermittente et désordonnée : il aimait les voies obliques, les moyens détournés et les intermédiaires officieux, ce qui achevait de donner à sa politique une apparence de confusion et de mauvaise foi. Il s'exposait ainsi sans cesse à des complications qui le prenaient au dépourvu et qui le condamnaient à des reculades humiliantes ou à des audaces auxquelles ses nerfs se refusaient. Bien que son courage passif ait toujours été extraordinaire, — peu d'hommes ont aussi stoïquement supporté les plus atroces souffrances, — il était susceptible des plus lamentables défaillances, parce qu'il était toujours pris à l'improviste par le danger : il avait les passions d'un joueur sans en avoir l'estomac. Il n'aimait pas la guerre, quoiqu'il se déguisât volontiers en général et qu'il s'occupât avec compétence de questions techniques, et il ne savait ni l'éviter ni la préparer. On éprouverait pour lui plus de pitié que de haine s'il était possible d'oublier qu'il commença par le guet-apens de décembre et qu'il finit par Sedan.

En 1858, il écrivait à Walewski, très soucieux de l'entrevue de Plombières, une longue lettre qui est un des documents les plus caractéristiques que nous possédions sur lui. — Il faut donner un grand ébranlement à l'Europe, « pour que l'opinion publique ne voie plus seulement dans le gouvernement français le croque-mitaine des anarchistes, mais le pouvoir qui a voulu être fort chez lui pour être à même de briser ses propres chaînes et de civiliser et de délivrer les autres peuples. La maison d'Autriche amoindrie, notre influence s'accroîtra immédiatement en Europe. Nos voisins, en Suisse, sur le Rhin, en Belgique, imploreront notre alliance, par crainte ou par sympathie, au lieu de nous mordre les mollets. Alors la France, sans tirer de nouveau un seul coup de canon, pourra obtenir tout ce qu'il est juste qu'elle obtienne et abolir pour jamais les traités de Vienne ». — Plus simplement, Napoléon veut reconstituer l'Europe sur la base des nationalités. Dans quelle mesure sera-t-il possible d'atteindre cet idéal? Que faut-il entendre au juste par nationalité? Comment conciliera-t-on, par exemple, les prétentions fondées sur l'histoire et celles qui s'appuient sur la linguistique ou l'ethnographie? l'Empereur ne se le demande pas. Il compte sur la force des choses. — Il commença son œuvre par l'Italie, en partie parce qu'il escomptait contre l'Autriche l'appui de la Prusse.

A Berlin, au lendemain de la guerre de Crimée, Manteuffel avait tracé le bilan de la situation dans un mémoire si hardi qu'il me semble douteux qu'il ait pu être vraiment remis au roi; il signalait avec une énergie singulière la banqueroute de la réaction : — Si l'on persistait dans la voie suivie jusqu'alors, on serait amené, pour maintenir la paix à l'intérieur, à des mesures qui paralyseraient complètement la Prusse en Allemagne, en face de l'Autriche. Or, la Prusse est un État conquérant... Même si les circonstances ne sont pas favorables aux conquêtes violentes, elle ne doit pas cesser ses conquêtes morales. Il faut donc en revenir à la tradition des Hohenzollern, fondée non sur des doctrines, mais sur l'intérêt. — Le ministre, suivant l'expression de Gerlach, retombait dans son athéisme politique; d'ailleurs, il songeait surtout à libérer sa conscience et il n'espérait ni convertir les hobereaux ni ramener le roi, satisfait s'il parvenait à rendre la camarilla « aussi peu nuisible que possible ».

Bismarck ne se contentait pas à si bon marché. Pendant le Congrès même, le 26 avril 1856, il écrivait le mémoire célèbre, que ses apologistes ont baptisé le « splendide rapport » et qui était comme le résumé de l'expérience qu'il avait acquise à Francfort. — La Prusse s'imagine qu'en cas de péril elle pourrait compter sur l'appui de ses associés. Illusion déplorable : au moment du danger, aucun des princes confédérés ne se ferait scrupule de manquer à ses engagements. Les ministres de Bavière, de Wurtemberg, de Bade, de Darmstadt, de Nassau, m'ont laissé voir jusqu'à l'évidence qu'ils considéreraient comme un devoir de briser leurs liens fédéraux si l'intérêt ou la sécurité de leur souverain étaient menacés... Ils se rappellent qu'en 1813 ils n'ont rien perdu et que la Confédération du Rhin avait du bon, qu'elle leur assurait le pot-au-feu, leur permettait de rendre leurs sujets heureux chacun à sa façon, que, sauf le léger ennui des réquisitions impériales, leur servitude n'avait que des agréments..... Il serait plus absurde encore de compter sur l'Autriche. L'Allemagne est trop étroite pour nous deux et, dans un avenir prochain, nous aurons à défendre notre existence contre notre rivale, sans qu'il dépende de nous de prévenir cette collision.

Puis donc que la marche des choses en Allemagne ne comporte plus d'autre issue, tâchons d'engager la lutte dans de bonnes conditions, c'est-à-dire cherchons des sympathies en Europe. De quel côté? Du côté de l'Angleterre? Elle nous exploitera sans nous rien accorder. L'isolement cependant, à la longue, serait funeste, au moment où se prépare un nouveau groupement des puissances. Un rapprochement entre la France et la Russie est fatal, et rien ne saurait neutraliser la

force qui attire les deux États l'un vers l'autre... Les efforts persistants d'Orlov n'ont pas encore détaché la poire de l'arbre; mais, quand elle sera mûre, elle tombera d'elle-même, et les Russes seront là pour la recevoir dans leur casquette. En présence de cette éventualité imminente, que doit faire la Prusse? Avant tout, ne pas se mettre à la remorque de l'Autriche, garder toutes les portes ouvertes, et se ménager le moyen, à l'heure favorable, de sauter à pieds joints dans l'alliance franco-russe.

— « Malheur, répliquait Gerlach, à celui par qui le scandale arrive. L'apôtre a dit qu'il ne fallait pas faire le mal, avec l'espoir que le bien en sortira. » Ce n'était pas de cette façon que Bismarck interprétait la Bible, et les ministres autrichiens travaillaient pour lui.

Buol, sourdement menacé à la cour par le parti militaire, qui désirait un rapprochement avec la Russie, espérait relever son autorité compromise en étalant un grand zèle pour la puissance de son maître. « Pointu, mais ni large ni profond », à ce que disait Metternich, sérieusement malade, ce qui n'adoucissait pas son caractère, il apportait dans ses relations avec les autres puissances un ton âpre et rogue qui mettait ses propres agents au désespoir. M. de Rechberg, le président de la Diète de Francfort, honnête homme et modéré, aurait volontiers entretenu des rapports amicaux avec ses collègues, mais il était bien obligé de suivre ses instructions, et les conflits, un moment étouffés, reprirent une acuité nouvelle. Bismarck était de fort méchante humeur depuis que la défection des petites cours l'avait ramené à une situation secondaire, très mécontent de la mollesse de Manteuffel et toujours plus convaincu que l'appui de la France permettrait seul à la Prusse de se hausser au rang qui lui revenait.

De son voyage à « Babylone », pendant l'été de 1855, il avait conclu que l'Empire était solidement établi, que l'Empereur n'était pas, comme on se le figurait en Prusse, « le génie du mal », aux profondes combinaisons duquel il convenait d'attribuer tout ce qui se passait dans le monde; il n'avait vu en lui qu'un sentimental naïf, un épicurien bienveillant, peu instruit, d'une intelligence médiocre, avec lequel il serait agréable et sans doute utile de nouer des relations plus intimes. Il le dit sans ambages à Frédéric-Guillaume IV, quand celui-ci lui demanda ses impressions.

Du coup, il fut suspect : les dames de la cour tenaient à l'écart Mme de Bismarck; quand il paraissait à Berlin, les saluts étaient plus distants et les poignées de mains moins chaleureuses; seul, le ministre lui témoignait une confiance plus cordiale, sans doute

parce qu'il ne redoutait plus en lui un successeur prochain. Un incident imprévu atténua les répugnances de Frédéric-Guillaume IV.

La principauté de Neuchâtel, qui appartenait aux Hohenzollern depuis 1707, avait été rattachée à la Suisse en 1814, tout en demeurant sous la souveraineté prussienne. En 1848, une révolution démocratique éclata, et malgré les protestations du roi, elle fut incorporée dans la Confédération. Le 3 septembre 1856, quelques oligarques tentèrent un coup de main pour rétablir l'ancien gouvernement; ils n'avaient aucun appui dans le pays; la tentative fut aussitôt réprimée et les insurgés furent arrêtés. Frédéric-Guillaume exigea la mise en liberté des royalistes emprisonnés. La Suisse refusa et les débats prirent bientôt un ton si violent qu'un moment une rupture ouverte sembla probable. M. de Buol, qui « jouissait plus que personne du bonheur d'être parfaitement désagréable quand l'occasion s'en présentait », opposa à la Prusse mille chicanes, tandis que Napoléon s'entremettait avec la plus extrême bonne grâce. Une conférence se réunit à Paris et elle aboutit à une convention (26 mars 1857) qui, tout en sanctionnant la réunion définitive de Neuchâtel à la Suisse, était assez aimablement rédigée pour satisfaire la cour de Berlin.

Pendant les négociations, Bismarck était venu à Paris. Napoléon, largement, lui avait ouvert son cœur. Il s'était attaché d'abord à rassurer son interlocuteur : — Il ne songeait pas à la frontière du Rhin qui ne pouvait être défendue que si l'on était en possession de la Belgique; or il savait bien que l'Angleterre ne consentirait jamais à une telle expansion de la France; ce ne serait qu'un dépôt contesté, qui engendrerait des coalitions et que l'Europe viendrait un jour nous reprendre. Tout au plus pouvait-il être question d'une légère rectification de frontières, afin de satisfaire l'orgueil national; encore, n'y tenait-il guère. Il préférait une guerre en Italie, non pas qu'il voulût faire de la Méditerranée un lac français, mais la France avait le droit d'y jouer un rôle prépondérant; et puis le Français, bon soldat, médiocre marin, attachait naturellement une importance d'autant plus grande à avoir une marine puissante. Il désirait que la Prusse ne lui fût pas hostile. Elle n'y avait aucun intérêt; il verrait avec plaisir que sa situation fût consolidée en Allemagne, par exemple par l'acquisition du Hanovre et des duchés de l'Elbe. — Bismarck se déclara doublement heureux de cette communication, d'abord parce qu'elle lui prouvait la confiance de l'Empereur, ensuite parce qu'il était peut-être le seul diplomate prussien assez téméraire pour prendre sur lui de ne pas la transmettre à son souverain : jamais il n'accepterait; *vous vous embourberiez.*

Ce n'était pas la première fois que Napoléon essayait de séduire les Hohenzollern. Alors qu'il était encore président, il avait envoyé Persigny à Berlin (janvier 1850) pour sonder le terrain et essayer de profiter de l'irritation provoquée par l'attitude de Nicolas. Pendant la guerre de Crimée, il avait eu beaucoup de condescendance pour les faiblesses de Frédéric-Guillaume IV, et fait bon visage à ses messages. Il n'arrivait pas à Paris de petit prince ou de savant allemand qu'on ne l'accueillît aux Tuileries à bras ouverts et qu'on ne le chargeât d'offres de service; on s'ingéniait à deviner les désirs de la Prusse. — Qu'est-ce qui pourrait bien lui être agréable? — Est-ce que le Hanovre ne lui conviendrait pas ? Cette annexion lui donnerait plus de corps, car elle a vraiment la taille un peu grêle. — Ou la Saxe? qui fait trop de bruit. — Ou encore les duchés de l'Elbe? Napoléon n'écartait même pas la pensée d'une réforme fédérale; il ne dissimulait pas son admiration pour la ferveur patriotique des Allemands : « C'est là vraiment une force plus puissante que toutes les armées... D'ailleurs, s'il était Allemand, il aurait le même enthousiasme; il n'en regrettait que davantage que la Constitution de 1815 laissât si peu de place pour ces idées, et moins encore de garanties. »

Après le traité de 1856, il redoubla d'amabilité. Quand, au mois de décembre 1856, le fils du Prince royal vint à Paris, on l'accabla de prévenances. « On est ici pour le quart d'heure en coquetterie avec la cour de Berlin », notait avec une certaine mélancolie M. de Hübner. Les féodaux étaient fort mécontents de ces agaceries, et Gerlach reprochait à Bismarck de jouer le rôle de tentateur. — La France, lui répondait Bismarck, n'est pour moi qu'un pion, et un pion dont il n'est pas possible de ne pas tenir compte sur l'échiquier politique. La politique ne saurait avoir d'autres inspirations que la poursuite des intérêts de l'État ; — et quel est l'État qui poursuit ses avantages avec plus de cynisme que l'Autriche? Je ne peux pas me défendre contre la logique mathématique des faits, et elle a produit en moi la conviction que l'Autriche ne veut pas, ne peut pas être notre alliée. Elle essaiera de nous couper les jarrets. Ce n'est qu'une question de temps et d'opportunité : elle n'attend que l'occasion de nous porter le coup de grâce, le coup de jarnac. Elle ne se laissera pas détourner par des considérations de fraternité allemande, par la comparaison du mari et de la femme qui se querellent à la maison, mais font corps devant l'étranger. Elle acceptera contre nous l'alliance de la France aussi bien que de la Russie, des démocrates comme des ultramontains. Nos querelles et nos intrigues en temps de paix ruinent l'Allemagne bien plus sûrement qu'une bonne guerre de sept ans, qui éclaircirait au moins la

situation. Forts comme nous sommes, nous demeurons une impossibilité dans le système autrichien ; le but qu'elle poursuit et l'existence de la Prusse actuelle s'excluent mutuellement. Cette incompatibilité est si absolue que même une guerre conduite en commun n'amènerait pas une entente sincère. Plaise à Dieu que je n'aie pas à voir cette cochonnerie de jalousies, de méfiances et d'échecs que serait une coalition austro-prussienne; chacun des deux alliés se réjouirait plus des défaites de son partenaire qu'il ne se désolerait de son propre malheur, et celui des deux qui serait sur l'avant du vaisseau regarderait comme un avantage la submersion de l'arrière.

« Et après l'Autriche, qu'y a-t-il de plus inconsistant, de plus pitoyable, que les petites cours germaniques ? — Les princes, en admettant même leur sincérité, se persuaderont aisément que leur devoir ne leur permet pas de sacrifier leurs peuples à la Confédération, et ce n'est pas seulement la crainte qui les poussera à la défection, mais le *sævus habendi cupido*.

« Si donc une alliance franco-russe à visées belliqueuses venait à se produire, nous ne pourrions pas nous ranger au nombre de ses adversaires, parce que nous aurions de grandes chances de succomber, mais surtout parce que notre victoire, si elle était possible, n'aurait pour nous que les résultats les plus déplorables, puisqu'elle fortifierait la prépondérance de l'Autriche en Allemagne et que nous nous serions sacrifiés pour ses beaux yeux et ceux de la Diète. Vous voulez nous condamner à une politique de sentiment, c'est-à-dire à une politique qui n'exige des autres aucune réciprocité : on accepte nos sentiments, on les exploite, on compte qu'ils nous empêcheront de nous soustraire à cette exploitation et on nous traite en conséquence, c'est-à-dire que l'on nous regarde comme de bonnes dupes et qu'on ne nous remercie même pas.

« Je ne demande nullement que nous nous jetions au cou de Napoléon, mais ne jouons pas la petite oie blanche qui appelle sa mère pour la défendre contre des propositions inconvenantes. Il ne s'agit pas de conspirer contre l'Allemagne; je veux seulement enlever aux autres l'illusion qu'ils sont libres de flirter avec qui bon leur semble, tandis que nous nous laisserions couper des lanières de notre peau plutôt que de la défendre avec l'aide de la France. Notre recette consiste aujourd'hui à nous jeter dans les bras du comte Buol et à répandre dans son sein notre cœur fraternel. Pendant que j'étais à Paris, un comte plaidait en séparation contre sa femme ; c'était une ancienne écuyère et il l'avait prise pour la vingt-quatrième fois en flagrant délit; son avocat, devant le tribunal, le cita comme un

modèle d'indulgence et de générosité. Mais, qu'est-ce que cette indulgence si on la compare à la nôtre vis-à-vis de l'Autriche ! (2 mai 1857). »

La réponse de Gerlach — qui traduisait ici la pensée des cercles officiels, du roi même et du prince Guillaume — à ces lettres d'une logique si serrée, d'un patriotisme si lumineux et d'une verve si savoureuse, est infiniment curieuse parce qu'elle nous révèle complètement la manière de raisonner et l'état d'âme de ces doctrinaires du légitimisme. — Vous m'accusez, écrit-il à Bismarck, de ne pas tenir compte des réalités. Quelle injustice ! Mais, pour que vous me compreniez bien, il convient que je reprenne les choses d'un peu plus loin. A l'époque de Charlemagne, l'extension de l'Église était le principe de la politique européenne, etc..... — Il est évident que Bismarck ne songeait guère à Charlemagne. « Mon principe, concluait Gerlach, est et demeure la lutte contre la Révolution. » — « La Révolution, répond Bismarck, toujours la Révolution ! Sans doute, je veux la combattre, mais où n'est-elle pas ? Combien y a-t-il d'États dans le monde actuel qui n'aient pas leurs racines dans la Révolution ? Prenez l'Espagne, le Portugal, le Brésil, les républiques américaines, la Belgique, la Hollande, la Suisse, la Grèce, la Suède, l'Angleterre qui se vante chaque jour encore de sa glorieuse Révolution. Prenez l'Allemagne. A aucune époque les princes n'ont eu le moindre scrupule à lier partie avec la Révolution. La Révolution n'est pas particulière à la France, et l'esprit de conquête n'est pas propre aux seuls Napoléons. Et quant à la consolation de périr pour une cause sainte, c'est une satisfaction insuffisante, si l'on risque d'entraîner la patrie dans la *victa causa*.

« Les nouvelles de Berlin me disent qu'on me désigne à la cour comme bonapartiste. En 1850, nos adversaires nous appelaient les Viennois. Plus tard, l'on trouvait que nous sentions le cuir de Russie et l'on nous nommait les cosaques de la Sprée. Quand on me demandait alors si j'étais russe ou occidental, j'ai toujours répondu : je suis Prussien. Mon idéal en matière politique est l'absence de préjugé, l'indépendance de tout sentiment de sympathie et d'aversion pour n'importe quel pays étranger. En fait de pays étrangers je n'ai jamais senti quelque sympathie que pour l'Angleterre, et, à l'heure actuelle, je n'en suis pas encore affranchi. Mais les gens de là-bas ne veulent pas de notre affection et, dès qu'on me prouvera que la politique prussienne l'exige, je ferai tirer nos troupes avec la même satisfaction sur les troupes françaises, russes, anglaises ou autrichiennes. » Cette indifférence paraissait scandaleuse à Gerlach, mais le moment était

arrivé où le pouvoir allait passer à des hommes moins incapables de s'affranchir de leurs préjugés.

La santé de Frédéric-Guillaume IV s'altérait rapidement : il avait des crises nerveuses, cherchait ses mots, traînait la jambe ; la reine avouait en pleurant qu'il n'était plus le même, que son intelligence s'obscurcissait. En revenant d'un voyage en Bohême où il avait trouvé de nouveaux sujets de tristesse, il fut malade à Dresde ; à son retour à Berlin, il fut frappé d'une attaque (27 juillet 1857). Quelque temps, on espéra une guérison complète. La camarilla s'accrochait au pouvoir. Même après qu'on eut été obligé de reconnaître que le mal était incurable, la reine essaya de biaiser : le 23 octobre, le prince Guillaume fut nommé lieutenant-général du royaume pour trois mois ; puis, pendant un an, on lui prolongea ainsi ses pouvoirs trimestriels. Manteuffel continuait à expédier les affaires. A la longue, cette incertitude et cette tutelle d'un mort sur son successeur devenaient intolérables. La Prusse n'avait plus de gouvernement ; elle disparaissait du rang des nations au moment où les plus graves événements se préparaient. Napoléon et Alexandre II se rencontraient à Stuttgart (25-28 sept. 1857) et Alexandre II avait ensuite une entrevue à Weimar avec François-Joseph ; la question des principautés danubiennes s'envenimait au point que Thouvenel, notre ambassadeur à Constantinople, menaçait de demander ses passeports. La France répondait au mauvais vouloir que lui témoignait Buol en Orient en lui suscitant des difficultés à Rome, à Naples et dans le Piémont. M. de Hübner était en quarantaine aux Tuileries ; et Napoléon III se rencontrait à Plombières avec M. de Cavour (21 juillet 1858). L'Autriche continuait sournoisement ses envahissements à la Diète, et, au milieu de ses embarras financiers, elle trouvait six millions de florins pour venir au secours de la place de Hambourg dévastée par la crise financière et commerciale qui ébranlait les marchés de l'Amérique et de l'Europe ; l'agitation grandissait dans les duchés de l'Elbe, et les notes qu'échangeaient la Diète et le Danemark devenaient plus aigres.

Au milieu d'une situation si critique, la camarilla, pendant l'été de 1858, songeait à substituer au Prince Guillaume un conseil de gouvernement qui aurait dirigé les affaires sous la surveillance nominale du roi. Bismarck, dont Gerlach avait sollicité l'appui, refusa nettement son concours : il avait dû s'avouer depuis longtemps qu'entre ses anciens amis et lui une collaboration féconde était impossible ; surtout il n'était pas homme à s'obstiner contre l'inévitable. Quel avantage trouverait-on à retarder de quelques mois l'avènement de Guillaume, sinon de le rattacher plus étroitement à

la coterie de Coblentz? Mieux valait lui offrir ses services, alors qu'il y avait encore quelque mérite à se joindre à lui. Il le prévint du complot, le poussa à réclamer son droit. Guillaume refusa de se contenter plus longtemps d'une délégation temporaire. Le 7 octobre 1858, Élisabeth représenta au roi qu'il était nécessaire de prendre une résolution définitive; Frédéric-Guillaume l'écouta sans rien dire, signa la patente par laquelle il nommait son frère Régent du royaume, puis il cacha son visage dans ses mains. Quand il se releva il avait des larmes dans les yeux.

Il traîna encore plus de deux ans et s'éteignit enfin le 2 janvier 1861.

Le nouveau président du conseil, le prince de Hohenzollern-Sigmaringen réunit autour de lui quelques libéraux modérés, Auerswald, Bethmann-Hollweg, le général de Bonin, Schleinitz qui eut les affaires étrangères. Braves gens, sans valeur particulière, qui devaient une certaine popularité à l'opposition fortuite qu'ils avaient faite à Manteuffel. Ils avaient de bonnes intentions, peu d'énergie, moins d'idées. Le Régent comptait se réserver à lui-même la haute direction des affaires, ce qui prouvait sa candeur. Il poursuivit l'expérience jusqu'à l'arrivée de Bismarck au ministère (sept. 1862), et il eut la chance d'éviter les fautes capitales, ce qui est à son honneur; l'épreuve sembla prouver pourtant qu'à lui seul il n'aurait pas conquis à la Prusse la domination de l'Allemagne et l'hégémonie de l'Europe.

Manteuffel se vantait de laisser à ses successeurs un ciel sans nuage, ce qui indiquait une rare puissance d'illusion ou une étrange absence de perspicacité. Trois mois après, dans la réception du 1er janvier 1859, Napoléon III, passant devant M. de Hübner, lui disait d'un ton de bonhomie : Je regrette que nos rapports ne soient pas aussi bons que je désirerais qu'ils fussent. — Entre le canon et le poignard, l'Empereur avait choisi le canon, et les gouvernements qui, pendant quelques mois, s'entremirent plus ou moins sincèrement pour empêcher la guerre, n'avaient guère d'illusions sur le résultat de leurs remontrances pacifiques. Quelle serait l'attitude de la Prusse? S'enfermerait-elle comme en 1854 dans une neutralité hésitante, au risque de s'attirer la haine de tous les partis? Essaierait-elle de mettre les circonstances à profit pour étendre son pouvoir en Allemagne, et par quel moyen? — En achetant la reconnaissance de la cour de Vienne ou en s'unissant à ses ennemis?

L'humeur de Bismarck s'était aigrie pendant les derniers mois, parce que la crise intérieure diminuait sa situation à Francfort. Le

roi de Wurtembeg s'agitait pour rapprocher la Russie de la France ; Beust et Pfordten étaient les bienvenus aux Tuileries ; ces menées ne lui plaisaient guère. Buol, d'après lui, jouait un double jeu dans l'affaire danoise, et pendant qu'il poussait la Diète à des résolutions tranchantes et dénonçait à ses confédérés la tiédeur de la Prusse, il l'accusait à Londres et à Paris d'entretenir ce tumulte belliqueux. « Ils se donnaient tous la main pour rétrécir les mailles du filet de la constitution sur la tête de ce parvenu qui se nomme l'État prussien. » Si on n'arrêtait pas ces envahissements progressifs et calculés, « la politique extérieure de la Prusse serait médiatisée, et elle serait exactement sur la même ligne que la Bavière. Encore la Bavière aurait-elle pour elle l'avantage qu'au pis-aller elle obéirait à ses propres intérêts et passerait dans le camp ennemi. Quant à nous, l'ennemi ne nous recevrait pas ainsi à merci sans plus de façons... Un grand État qui peut et qui veut asseoir sa politique intérieure et extérieure sur la base de ses propres forces, ne doit prêter les mains à une centralisation plus grande des éléments fédéraux que s'il est capable de s'en assurer la direction et de provoquer des résolutions communes qui répondent à sa propre politique. »

Quelque temps plus tard, dans une lettre au nouveau ministre des affaires étrangères, Schleinitz, Bismarck exprimait sa pensée sous une forme plus incisive. — « Que l'on inscrive sur nos drapeaux le mot allemand au lieu de prussien, soit ; mais seulement quand nous serons unis avec le reste de nos compatriotes par des liens plus étroits et plus rationnels que maintenant. Le mot perd de son charme si on en abuse maintenant en l'étendant au *nexus* fédéral... Je vois dans notre situation fédérale un mal qui ronge la Prusse et que nous devrons tot ou tard guérir *ferro et igni*. Si aujourd'hui la Confédération était purement et simplement supprimée sans qu'on mît rien à sa place, par le seul fait de cette conquête négative, j'en suis persuadé, des rapports meilleurs et plus naturels se formeraient entre la Prusse et ses voisins allemands » (12 mai 1859).

Il était ainsi arrivé au programme qu'il devait appliquer en 1866. Ce qu'il fallait avant tout, c'était sortir de la Confédération, se débarrasser « de ce cauchemar, de cette corde que nous avons autour du cou et dont le bout est dans les mains de nos ennemis qui n'attendent que l'occasion de nous étrangler ». Une fois qu'on aura supprimé cette constitution qui fausse les rapports exacts des choses et qui n'a été inventée que pour lier les mains des Hohenzollern, les États secondaires, après quelques lamentations, seront bien obligés de solliciter leur tutelle, puisqu'ils ne peuvent vivre de leurs propres forces

et que la volonté de leurs peuples les contraindra à se rapprocher de la seule puissance capable de protéger l'Allemagne. — C'était la politique de Radowitz, modifiée seulement sur un point essentiel : il ne s'agissait plus de traiter d'égal à égal avec les cours secondaires, mais de leur imposer ses conditions. Dans l'*Union* nouvelle, la Prusse, au lieu de marchander les suffrages, dicterait ses volontés; elle ne se fondrait plus dans l'Allemagne, elle se l'annexerait.

Bismarck était si plein de ces idées qu'il n'hésita pas à s'en ouvrir à von Unruhe, un des anciens chefs de la gauche à l'Assemblée constituante prussienne, qui ne devait pas naturellement garder pour lui ses confidences. — La crainte de voir se renouveler les incidents de 1805-1806, lui disait-il, est chimérique; l'histoire ne se recommence pas. Le danger ne vient pas de la France, mais de l'Autriche, et une alliance avec cette dernière serait un suicide; elle reprendrait sa prépondérance en Allemagne, et les Hohenzollern ne seraient plus que des Électeurs, vassaux de l'Empereur. Que les petites cours se prononcent pour l'Autriche, rien de plus naturel, parce qu'elles ne la croient pas capable de les absorber et que, si la Prusse devenait puissante, elles trembleraient pour leur peau. Sans doute, si l'Autriche était victorieuse, il leur faudrait danser sur sa musique, mais cela leur est bien égal, puisque cette musique est la leur. Contre ces mauvaises volontés, la Prusse n'a qu'un allié, le peuple allemand.

Pour surveiller de près les événements, pour avoir aussi l'occasion d'agir sur le Régent qu'il réussissait par moments à ébranler, mais qui était facilement reconquis à d'autres méthodes, il eût désiré demeurer à Francfort. Le Régent le trouva un peu compromettant et il craignit aussi sans doute de n'avoir pas en lui un instrument assez souple. Il lui donna pour successeur à Francfort Usedom, dont les idées à bien des points de vue n'étaient pas très éloignées des siennes, mais qui n'avait pas de passé et n'apporterait pas dans la discussion la même âpreté, et on l'envoya « rafraîchir » à Pétersbourg (mars 1859).

Les sentiments du Régent pour Bismarck à cette époque étaient assez complexes. Il n'avait longtemps vu en lui que le coryphée d'une politique d'abdication et le complice de la camarilla. Quand, par la suite, le délégué de Francfort commença à lui révéler ses desseins, il en demeura d'abord stupéfait. Il sortait de ses conversations avec lui, ahuri, exaspéré, rouge de colère, mais il était frappé malgré qu'il en eût par cette largeur d'esprit, par cette franchise d'allures et cette furie d'ambition, séduit par cette audace primesautière, par cette vaillance de sous-lieutenant toujours prêt à monter

à l'assaut. Il ne songeait certes pas à lui confier la direction du pays et il fallut un rare concours de circonstances pour qu'il abdiquât ses préventions, acceptât comme premier ministre l'homme qu'il soupçonnait de vouloir tout « mettre sens dessus dessous » ; il se demandait cependant si, plus tard, quand il aurait achevé de jeter sa gourme, on ne trouverait pas l'occasion d'utiliser ses rares qualités. Pour cela, il fallait d'abord qu'il achevât son éducation. Bismarck qui avait un moment songé à « se retirer sous les canons de Schœnhausen » pour y reprendre sa vie de gentilhomme campagnard et faire de la politique en simple batteur d'estrades, sans responsabilité officielle, « en caleçon de bain », comme il disait, accepta en grognant le poste brillant qu'on lui offrait. Il se regardait cependant comme sacrifié à l'Autriche et cela n'était pas fait pour adoucir ses rancunes, pas plus que le milieu dans lequel il tombait.

La politique de la Russie, depuis la fin de la guerre de Crimée jusqu'au moment où, au Congrès de Berlin en 1878, elle fut abandonnée par la Prusse et perdit probablement pour toujours l'espoir d'arriver à Constantinople et d'établir son autorité sur la péninsule des Balkans, n'a été ni très habile ni très heureuse. Sous prétexte de venger la mémoire de Nicolas, son successeur a favorisé la formation dans l'Europe centrale d'une redoutable puissance militaire qui a ruiné l'influence que les Tsars avaient jusque-là conservée en Allemagne, et qui, en couvrant l'Autriche de sa tutelle, oppose aux ambitions moscovites une infranchissable barrière. Il s'est moins soucié de l'avenir que du passé et il a tout sacrifié à une boulimie de vengeance. La Prusse a eu cette chance extraordinaire que, tandis qu'elle était gouvernée par un réaliste qui n'écoutait que les conseils de sa raison et ne poursuivait que son intérêt, ses deux voisins faisaient de la politique d'estaminet. A Paris un rêveur oublieux des traditions nationales, un prophète mâtiné de carbonaro, demandait à des conceptions pseudo-philosophiques de morbides jouissances ; à Pétersbourg, Alexandre II laissait le pouvoir aux mains d'un phraseur vaniteux qui bouleversait le monde pour faire pièce à une infidèle.

Nicolas Ier avait été encore un vrai Russe, âpre au gain, soigneux de son prestige, calculateur et défiant. Comme Catherine II, s'il combattait pour les principes, c'était à condition d'en tirer profit. Au lendemain de la Révolution de 1830, il groupait autour de lui l'Autriche et la Prusse pour écraser l'esprit du mal, mais il ne leur abandonnait pas les petits princes qui, « incapables de subsister par eux-mêmes et ne voulant pas non plus devenir les vassaux de Berlin ou de Vienne,

étaient amenés à chercher un appui au dehors et à s'attacher à la Russie dont ils n'avaient pas à redouter l'action directe ». Sa politique en 1848 n'avait été ni moins prudente ni moins avisée. Son attachement aux principes conservateurs cachait des craintes très concrètes : « La Prusse, disait son ambassadeur Meyendorff au comte Brandenbourg (décembre 1849), n'a pas le droit de se mettre à la tête de l'Allemagne », et il ne dissimulait pas à Radowitz, l'année suivante, que s'il persistait dans ses projets d'Union, « l'intervention de la Russie était une éventualité qu'il fallait avoir en vue. On se préparerait sans cela une surprise tout aussi foudroyante que l'avait été pour beaucoup de Magyars l'expédition de Hongrie ». — Mais, en même temps, le Tsar contenait Schwarzenberg, et, à Dresde, — lui interdisait de pousser trop loin ses avantages; il ne voulait pas laisser compromettre un équilibre dont il profitait.

Nicolas se servait de ses passions, ses héritiers se laissèrent aveuglément dominer par elles. Ils n'eurent d'autres principes que leur haine, qui, comme la peur, est mauvaise conseillère. Quand Alexandre II appela Gortchakov à la direction des affaires, c'est qu'il le jugea mieux fait que personne pour être le ministre des représailles.

Le Chancelier russe approchait de la soixantaine et il avait un peu moisi dans son poste de Stuttgart : son esprit, qui n'était pas très large, s'y était rétréci, et il s'était habitué à confondre la politique avec l'intrigue. Ses qualités étaient toutes de surface, grand seigneur, portant beau, spirituel; il trouvait des traits heureux et des formules pittoresques : il n'en était pas médiocrement fier, prenait des poses devant ses secrétaires et humait avec complaisance les fumées de l'encens le plus vulgaire. Il se prenait lui-même à ses phrases et écrivait si bien qu'il en oubliait de penser. Son dévouement à la Russie et à son souverain ne saurait être mis en doute, mais il confondait les succès de son pays avec les triomphes de sa vanité. Impressionnable et nerveux, il n'y avait de constant en lui que la fatuité. Il parlait trop, parce qu'il parlait bien. Assez négligent dans les affaires, comme beaucoup de Russes, d'une instruction sans profondeur, il avait des caprices d'enfant gâté, des bouderies de galantin et des inadvertances de dilettante. Il se piquait moins de la réalité que de l'apparence du succès et il se souciait plus d'éblouir ses contemporains que de laisser un nom illustre. Il avait pris pour but de sa vie la revision du traité de Paris, ce qui n'eût pas après tout demandé tant d'efforts s'il n'eût voulu donner au relèvement de la Russie les allures d'une apothéose. Il avait accueilli avec empressement les ouvertures de Napo-

léon III, et il poursuivait à ce moment une entente cordiale avec la France. L'entrevue des deux empereurs à Stuttgart avait soulevé beaucoup de poussière (sept. 1857); le Chancelier ne fit rien pour calmer l'émotion de l'Europe : bien au contraire. Quand on l'interrogeait, il répondait avec des airs d'augure, de manière à laisser entendre que les jours de Tilsitt étaient revenus et que les deux souverains s'étaient partagé le monde.

Les initiés n'ignoraient pas que l'entrevue n'avait été rien moins que cordiale. Napoléon III avait été froissé de la réserve avec laquelle étaient reçues ses invites : il avait espéré plus d'abandon, mais c'était justement la moindre qualité d'Alexandre, nature aimable, douce, timide et mélancolique, sans beaucoup de ressort. Le Tsar arrivait aux affaires ébranlé et comme usé par les épreuves de la guerre. Réformateur par devoir, ses goûts le portaient vers la tradition, et il ne répudia jamais complètement les préjugés de Nicolas contre la France. Il admettait avec plus de résignation que d'enthousiasme la nécessité de modifications profondes dans la politique intérieure et extérieure, et les projets de Gortchakov l'éblouissaient moins qu'ils ne l'effrayaient. Napoléon III sentait en lui une sourde antipathie et il hésitait à sacrifier à une amitié aussi tiède l'alliance de l'Angleterre, difficile à vivre et impérieuse, mais loyale et à laquelle il avait dû ses plus solides succès. Ce flirt d'amants transis, où les démonstrations caressantes alternaient avec les bouderies, devait se continuer jusqu'en 1870, sans qu'aucune des deux parties eût peut-être un désir bien sincère d'union, mais en entretenant chez eux de redoutables illusions. A Stuttgart, les deux empereurs s'étaient promis une mutuelle sympathie, et Alexandre, sans prendre d'engagement formel, avait laissé entendre que, dans le cas d'une rupture entre la France et l'Autriche, il adopterait une attitude favorable.

Gortchakov, qui affectait d'ouvrir son portefeuille à Bismarck et qui ne lui laissait lire sans doute que ce qu'il jugeait bon que l'on connût à Berlin, insinuait volontiers que la Russie ne se renfermerait pas toujours dans la neutralité, et Bismarck exagérait encore la portée des paroles du Chancelier pour prouver à Schleinitz les périls d'une alliance avec l'Autriche.

Frédéric II avait tiré de la guerre de Sept ans la conviction que la Russie était le seul adversaire redoutable de la Prusse : que faire contre un ennemi dont les ressources sont presque inépuisables et qui est inaccessible? Il avait depuis lors ménagé avec le plus grand soin la cour moscovite, et ses successeurs, dociles à ses conseils, s'étaient toujours appliqués à conserver la sympathie des Tsars.

Depuis, des liens intimes de parenté avaient ajouté à l'alliance des intérêts la force des affections. Les rapports du nouvel ambassadeur étaient lus à Berlin avec d'autant plus de sympathie que la ligne de conduite qu'il recommandait était en gros conforme aux traditions des Hohenzollern. On avait de plus toute raison de croire qu'il était bien informé. Très en faveur auprès de l'Impératrice mère, il était admis dans les cercles les plus fermés; confident du Chancelier, il était *persona gratissima* auprès d'Alexandre, dont il caressait délicatement l'orgueil en lui parlant russe; grand chasseur, intrépide cavalier, causeur spirituel et caustique, il était la coqueluche des salons. On est toujours un peu conquis par les gens dont on fait la conquête, et Bismarck, quelque solide que fût son cerveau, subissait dans une certaine mesure l'influence du milieu où il se trouvait. Il n'était sans doute inspiré que par le désir de bien servir son pays, mais il apportait dans ses conseils quelque exubérance. En adoptant dès le début une politique nettement hostile à l'Autriche, le Régent se fût gravement compromis vis-à-vis de l'Allemagne, sans être bien sûr de la reconnaissance de Napoléon. Son traditionalisme un peu borné et son bon sens un peu lourd corrigèrent heureusement l'impétuosité de l'ambassadeur.

*
* *

Dans la grande œuvre de l'unité allemande, quelle part revient au souverain et quelle part à son ministre ? — Sur ce point les historiens discutent, et ils discuteront sans doute toujours, parce qu'il s'agit de nuances et que la question n'est pas de celles que tranchent les documents. — A l'étranger, on voit encore souvent dans Guillaume un second Louis XIII, entraîné malgré lui par un autre Richelieu vers la puissance et la gloire. « Avec ses énormes moustaches sur son visage bonasse qui lui donnaient un peu l'aspect d'un roi de féerie », il apparaît à beaucoup comme un homme médiocrement intelligent, peu lettré, content de ce qui se faisait pour lui et autour de lui, se plaisant toutefois à tourmenter son stratège et son ministre, uniquement pour leur faire sentir qu'il était le maître. L'image que nous donnent de lui les *Mémoires* du Chancelier n'est pas très différente de ce portrait de convention, ce qui ne prouve pas qu'elle soit plus exacte. Depuis lors une réaction s'est produite, et quelques écrivains, tels qu'Ottokar Lorenz, peu satisfaits de découvrir dans Guillaume un politique supérieur et un ardent patriote allemand, ont prétendu démontrer que, sans Bismarck, les succès du roi auraient été plus

rapides et plus complets. Des biographes tels que Oncken et Marcks étaient trop pénétrants et trop soucieux des textes pour tomber dans ces exagérations ridicules; ils nous ont du moins prouvé que la nature du roi était beaucoup plus complexe qu'on ne le suppose d'habitude, qu'il était capable de transformation et de progrès, qu'il possédait de remarquables vertus morales, qu'il n'a pas seulement assisté aux événements qui se sont accomplis sous son règne, mais n'a jamais cessé d'exercer une action très directe sur la marche des affaires. Benedetti, qui n'est pas un mauvais observateur, insiste sur le rôle personnel du roi dans les crises décisives de 1866 et de 1870, et, en admettant même qu'il exagère ici un peu la préméditation de son attitude, il n'est guère douteux que ses lenteurs servirent alors de la façon la plus heureuse les activités de son ministre.

Guillaume avait à un degré éminent le don de bien choisir ses auxiliaires, ce qui, après tout, est le talent le plus nécessaire à un souverain; c'est lui qui a appelé aux affaires Bismarck, Moltke et Roon, et, après avoir pressenti leur mérite, il les a soutenus sans défaillance. Il a supporté leurs défauts, ce qui n'allait pas sans abnégation; il n'a jamais gêné leur action, il les a confinés dans leurs attributions personnelles; sa discrétion, son tact, son attention vigilante ont donné à son gouvernement cette tenue et cette suite qui sont la condition du succès. Il n'use pas de la cravache, mais il ne rend la main à sa monture, — le mot peut être employé sans incongruité puisqu'il est de Bismarck lui-même, — que quand l'instant lui paraît venu. Des deux collaborateurs, on ne saurait guère le contester, Bismarck est l'homme de génie : il a l'initiative et l'audace, il est l'inspirateur et l'entraîneur. Guillaume n'a aucune des qualités qui frappent les imaginations et on ne saurait sans flagornerie lui accoler l'épithète de grand; mais il serait presque aussi injuste de dire qu'il fut simplement le bien servi. La haute courtoisie de ses manières, son calme souverain, sa bienveillance pleine de majesté révèlent en lui le maître et, par sentiment du devoir plus encore que par orgueil de race, il n'abandonne aucune de ses prérogatives. Il faut, pour obtenir son concours, commencer par le convaincre, et Bismarck se trouva bien plus d'une fois d'avoir à compter avec une volonté qui, sans le paralyser, le calmait et le protégeait contre l'impatience de ses résolutions. En dépit des contrastes de leur tempérament, ils furent rapprochés d'abord, et ensuite solidement unis, par le fanatisme de leur dévouement à l'État, et aussi par leur conception purement réaliste de la politique. Même sur ces points, il y avait entre eux pourtant quelque nuance : Bismarck, sans dépouiller jamais son

patriotisme spécifique, finit par s'intéresser assez à son œuvre pour travailler avec joie à la transformation de la monarchie, et, pendant une période assez longue, de 1866 à 1879 environ, il parut plus Allemand que Prussien. Le roi ne s'opposa pas à des changements qu'il avait reconnus indispensables, mais il n'en ressentit aucune satisfaction et il regarda, non sans doute comme une déchéance, mais comme une lourde épreuve, l'obligation d'ajouter la couronne impériale à celle de ses ancêtres.

Le trait caractéristique des Hohenzollern, — celui que reproduit aussi la physionomie de Guillaume et qui la domine, — il me semble qu'on l'indique bien par un de ces adjectifs allemands, si riches de sens qu'on est obligé de les analyser pour les traduire. Comme ses aïeux, il était essentiellement *nüchtern*. Nüchtern, c'est l'homme qui a l'estomac vide et dont le cerveau n'est pas obscurci par les fumées de la digestion; c'est le « philistin » que ne séduisent pas les idées à facettes et les tirades sonores, qui admire avec une modestie ironique et inquiète les combinaisons nuageuses des théoriciens et accepte avec résignation l'intervention de femmes éthérées et nerveuses dans un domaine qui n'est pas le leur; c'est le bourgeois que l'imagination ne tracasse pas, qui ne s'occupe guère des lettres et des arts, mais fait sa besogne quotidienne, sans honte et sans ennui; c'est le chrétien calme, ni piétiste ni pointilleux, qui ne raffine pas sur le dogme, mais se repose dans la conviction qu'à chaque jour suffit sa peine et que le devoir accompli aura sa récompense. Ce ne sont pas des vertus très reluisantes, elles n'ont rien d'héroïque ni de prestigieux; ce sont cependant ces qualités de pot-au-feu qui ont fondé jadis la puissance de la monarchie prussienne, comme elles ont en grande partie assuré la grandeur de l'Allemagne moderne. Sombart, observateur pénétrant, se plaît à opposer aux populations méridionales et françaises, fantaisistes, exubérantes, éprises d'art et de joie, ses compatriotes, méthodiques, ordonnés, tout pénétrés du sentiment de la solidarité sociale, facilement satisfaits de la vie, parce que leurs exigences sont modestes et qu'ils trouvent une récompense suffisante dans le travail lui-même. Ces hautes qualités de la race, encore aiguisées par l'*humanisme* qui, de Lessing à Kant et de Herder à Gœthe, avait enseigné à l'Allemagne que l'individu n'a de valeur que par sa soumission aux lois générales et que le progrès est la conséquence insensible et fatale des humbles efforts de tous, prenaient leur sens complet et leur valeur suprême dans ce roi qui n'avait d'autre ambition que de faire parfaitement son métier. — Pas de talents, mais un caractère, — aurait dit Heine avec irrévérence; mais Heine était un

artiste, et certaines valeurs morales lui sont toujours demeurées inintelligibles.

Sans doute, les vertus mêmes de l'Empereur souffrent des limites de son intelligence et de son absence d'imagination; elles ont par moments quelque chose d'étroit et de mesquin : le sens de l'ordre va chez lui jusqu'à la puérilité, et le goût de l'économie jusqu'au ridicule, quelquefois jusqu'à l'odieux. Passe encore qu'il assiste aux cérémonies officielles avec un uniforme râpé, parce que le temps est menaçant, ou qu'il se serve pour répondre aux lettres qu'il reçoit des enveloppes qui les renfermaient; ce ne sont là après tout que les habitudes de lésinerie d'une cour parcimonieuse, et c'est en regardant aux détails que se fondent les bonnes maisons. D'autres faits sont plus graves. — Un jour, en passant sur le champ de bataille, il aperçoit un jeune hussard couché sur le sol; il ordonne à son médecin de voir s'il est bien mort. — Mort. — Il lui fait alors retirer son uniforme pour le renvoyer au magasin avec sa chabraque. — Si les gendarmes nous voyaient, ne put s'empêcher de remarquer Schneider, son lecteur, qui l'accompagnait et nous a raconté l'incident, ils nous arrêteraient comme des hyènes de champs de bataille. — Le dolman était tout neuf, lui répond simplement le roi, et il peut encore rendre de bons services au régiment. — Sa religion aussi est un peu pharisaïque et enfantine : « Croyez-vous, dit-il à ses confidents, que j'eusse pu supporter le lourd fardeau de cette guerre ou que tous ces succès eussent été possibles si je n'avais eu la ferme conviction que la Providence la voulait et qu'elle nous avait choisis pour être ses instruments. » Hypocrisie? — Grimaces? — Pas le moins du monde, mais soumission à des idées traditionnelles et absence d'esprit critique. Jamais il n'a eu la pensée de se demander si vraiment l'Éternel trouvait un plaisir particulier aux holocaustes qu'on lui offrait, pas plus qu'un doute ne l'a effleuré sur les dogmes de son Église. Cela dénote tout de même une certaine pauvreté d'âme, mais cette médiocrité avait ses avantages : elle préservait le souverain des surprises du cœur et, une fois que sa résolution était prise, il ne connaissait ni trouble ni remords.

Au moment où il avait pris le pouvoir, il avait juste soixante ans, c'est-à-dire qu'il avait depuis longtemps dépassé l'âge des impatiences juvéniles, mais les épreuves d'une carrière déjà fort tourmentée l'avaient mûri plutôt qu'elles ne l'avaient usé. Sa mère, Louise, frappée comme tous ceux qui l'approchaient alors de sa ressemblance avec son père Frédéric-Guillaume III, espérait qu'il serait, comme lui, simple, raisonnable, un brave homme (bieder). Son éducation fut

assez dure, laborieuse, pratique, destinée avant tout à lui inculquer la conviction que son premier devoir était de se sacrifier à l'État. Sa première épreuve fut l'abandon de ses projets de mariage avec la princesse Élisa Radziwill; ce fut comme son ordination royale, très douloureuse. Il épousa en 1829 Augusta de Weimar, la petite fille du célèbre protecteur de Gœthe. La princesse, qui avait grandi sous la direction immédiate ou sous l'influence de quelques-uns des hommes qui ont donné sa direction à la pensée moderne, avait un esprit très ouvert, le goût des choses de l'intelligence, une âme élevée et généreuse, et il ne faudrait pas la juger par les épigrammes de Bismarck, qu'elle n'aimait guère et qui la détestait. Toutes les accusations du Chancelier ne sont cependant pas fausses. Augusta avait gardé de son enfance quelque superstition littéraire et elle faisait un peu parade de ses nobles sentiments; elle manquait assez souvent de simplicité et elle tenait à dire son avis dans toutes les questions, même quand on ne le lui demandait pas. Sa nature, très allemande, eut quelque peine à s'accorder avec le caractère, très prussien, de son mari. Les premières années du mariage furent grises; la princesse ne s'amusait pas, et il n'est pas sûr que ses thés esthétiques aient beaucoup distrait son époux.

Très galant homme, il recevait avec affabilité les hôtes qu'on lui imposait, mais il réservait son affection aux officiers de son cabinet. Il aimait l'armée avec passion, suivait les manœuvres, s'intéressait aux moindres détails d'organisation, en signalait les défauts dès qu'il les apercevait et, lentement, patiemment, cherchait les moyens de les corriger. Au moment de la guerre d'Italie, Napoléon III avait reconnu avec angoisse les défauts de l'organisation militaire française : « Nous ne sommes jamais prêts pour la guerre... » A son retour, il avouait au duc Ernest de Saxe-Cobourg que ses victoires n'avaient été qu'un hasard. — Puis, il n'y pensa plus. — Le contraste entre ce pessimisme négligent et l'attention vigilante de Guillaume est caractéristique pour les deux peuples non moins que pour les deux souverains, et il explique bien des choses. Guillaume ne fut pas, à proprement parler, un souverain belliqueux, en ce sens qu'il n'aimait pas, comme Napoléon Ier, la guerre pour la guerre; mais il en admettait aisément la fatalité et il la croyait nécessaire pour entretenir la santé morale de l'armée et du peuple. Il avait reçu le baptême du feu dans la campagne de 1814 et il était tout prêt à recommencer cette chevauchée. — En 1850, comme en 1830, il ne demande qu'à tirer l'épée : « Qui veut gouverner l'Allemagne doit la conquérir; à la *Gagern*, cela ne va pas. » Bien qu'il ait peu de sympathie pour les parlementaires de

Francfort, il regrette que son frère ait refusé la couronne impériale, parce que son initiative aurait provoqué des résistances et que la guerre eût été inévitable : « Grâce à Dieu, l'habit bleu est toujours demeuré victorieux partout où il s'est montré, et souvent il lui a suffi de se montrer ! » — Quand la rupture avec l'Autriche semble imminente, il tressaille de joie en voyant l'enthousiasme de la landwehr, qui lui rappelle l'insurrection de 1813 : — « Peut-être même le mouvement était-il plus sublime parce qu'il n'avait pas été provoqué par une oppression étrangère de sept années. » — En apprenant que Manteuffel a accepté les conditions de Schwarzenberg, il pleure comme un enfant, et, pendant plusieurs années, il ne cache pas sa haine tenace contre l'Autriche ; il refuse de venir à Berlin lors de la visite de François-Joseph. Il éprouve un besoin maladif de venger de n'importe quelle manière l'affront de l'armée prussienne, et c'est en partie ce désir d'en découdre qui, lors de la guerre de Crimée, le jette dans le rang des Occidentaux : « Nous autres, soldats, nous voudrions bien avoir quelque résultat de si longs préparatifs et le temps nous dure. On ne rajeunit pas, et il faudra que je me contente de l'expédition de 1849 dans le grand-duché de Bade. Espérons que le sort de mon fils sera différent ! »

Comment concilier avec ces dispositions la politique des premières années de son règne qui, sans partir des mêmes principes que celle de son frère, aboutissait en fait à des conséquences analogues, puisqu'elle tendait à grouper toutes les forces allemandes contre Napoléon III, pour le plus grand profit de l'Autriche. Ce revirement s'explique avant tout sans doute par la haine de la France et aussi par le sentiment de la responsabilité immédiate.

A mesure que le souvenir d'Olmutz s'effaçait, il avait été amené à se demander s'il n'y avait aucun moyen d'obtenir pour la Prusse l'hégémonie en Allemagne sans encourir l'odieux d'une lutte fratricide. Ses scrupules avaient ouvert son âme aux inspirations de Schleinitz et de la petite coterie pseudo-libérale qui se groupait autour d'Augusta ; il en était un peu devenu le prisonnier pendant son séjour à Coblentz et sa lutte avec la camarilla. Schleinitz et ses amis étaient des ambitieux honteux, qui avaient recueilli l'héritage du parti de Gotha et qui n'osaient pas s'avouer à eux-mêmes leurs désirs. Ils étaient de l'école des chasseurs qui ne tirent pas sur le gibier, mais le supplient de tomber dans leur carnassière. Ils représentaient à Guillaume qu'il valait mieux ne pas violenter les sympathies, mais les mériter à force de prévenances et par l'étalage de nobles sentiments. Il n'était pas très convaincu de l'excellence de leur recette, et nous en

trouvons la preuve dans l'embarras de ses déclarations officielles. Le discours qu'il lut à ses ministres au mois d'octobre 1858 et qui est le programme de ses premières années de gouvernement, parle « des conquêtes morales que la Prusse doit faire en Allemagne par une sage législation, le développement des éléments moraux et l'usage des moyens d'union tels que le Zollverein... Une politique ferme, conséquente, et, si c'est nécessaire, énergique, combinée avec la prudence et la réflexion, lui procurera l'influence politique et la puissance que sa force matérielle à elle seule n'est pas en état de lui garantir ». On ne reconnaît pas dans ces paroles nébuleuses la manière ordinaire du roi. Mais avec sa loyauté ordinaire, il poussa l'expérience jusqu'au bout. Au moment de la guerre d'Italie, il s'appliqua consciencieusement à « ne pas marcher sur les pieds de l'Autriche ou des cours secondaires ». — « En Autriche, en France, en Russie, écrivait Bismarck, nous ne retrouverons pas facilement une occasion aussi favorable pour améliorer notre situation en Allemagne, et nos confédérés sont en excellente voie pour nous fournir un prétexte absolument juste ; il ne sera même pas nécessaire que sans en avoir l'air nous aidions adroitement leur insolence. » — Guillaume resta sourd à la tentation ; il était résolu à étonner l'Allemagne par la franchise de son loyalisme.

Pendant les négociations qui précédèrent la rupture de 1859, la cour de Vienne avait manœuvré avec une telle maladresse que nous y soupçonnerions volontiers une arrière-pensée et comme une préméditation de conflit. Ne chercha-t-elle pas au-dehors une diversion à ses embarras intérieurs? — Une campagne victorieuse arrange bien des choses, et elle comptait sur le succès. — Les chancelleries furent assez peu édifiées de son intransigeance, mais les peuples ne s'arrêtèrent pas à de semblables suppositions et rejetèrent l'unique responsabilité de la guerre sur Napoléon, qui voulait troubler l'eau pour y pêcher plus abondamment.

Le manifeste de François-Joseph, assez habilement, faisait appel à la fois aux préjugés réactionnaires des princes et au chauvinisme des sujets : — « Nos frères allemands comprendront le danger qu'ils courraient à ne pas défendre l'Italie, ce boulevard de l'Allemagne, conquise par des flots de sang allemand. » — Une presse bien stylée développait ce thème dans des articles passionnés : il faut défendre la frontière du Rhin sur le Mincio. Les petits princes jetaient feu et flamme ; « la Bavière armait ; Dalwigk chantait la *Garde au Rhin*, et une seule chose l'embarrassait : à qui donnerait-on l'Alsace? Le roi de Saxe, honnête, prudent, — suppliait, conjurait le Régent de Prusse, en tant

qu'ami, en tant que prince des Teutschen, de ne pas laisser passer cette occasion : faisons face tous comme un seul homme à l'ennemi du repos public, qui heureusement a jeté le masque ! — Si Napoléon n'avait pas été un incurable rêveur, le spectacle aurait été instructif pour lui, et il aurait compris quelle insigne folie il commettait en espérant trouver des complices ou des dupes dans un pays où le patriotisme était si pointilleux. — Il eut un moment de stupeur : « Savez-vous que l'Allemagne devient encombrante, dit-il à Beust; on ne peut plus bouger sans la rencontrer sur son chemin; elle étend sa main d'une part jusqu'au Sund et de l'autre jusqu'à Naples » ; mais il avait au plus haut degré le don d'oublier les faits qui ne cadraient pas avec ses projets.

Au milieu de la fermentation universelle, il y avait cependant une nuance entre le Sud et le Nord. Lassalle, le fondateur du parti socialiste allemand, publiait sur *La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse* une brochure où il développait un système politique très voisin du programme de Bismarck : — « Ne nous laissons pas dominer par des craintes chimériques; ne cherchons pas à reprendre à la France l'Alsace, que l'histoire lui a étroitement unie, et nous n'aurons rien à redouter d'elle; le peuple français n'est pas hostile à l'Allemagne, et la bonne entente entre les deux pays qui sont les foyers les plus lumineux de la civilisation, est la condition du progrès universel; on s'exagère la puissance qu'apportera à Napoléon la libération de l'Italie; la reconnaissance des peuples a ses bornes étroites et l'égoïsme naturel aux nations la contiendra dans des limites naturelles. Napoléon est un usurpateur : cela n'empêche pas que, pour le moment, *ce galérien, traînant le boulet de la fatalité historique,* soutient une cause juste en défendant le principe des nationalités libres et indépendantes, et que cette cause est aussi celle de l'Allemagne. En affaiblissant l'Autriche, il avance l'unité germanique, qui a pour condition la suppression du dualisme, c'est-à-dire la défaite de l'Autriche. Si nous avions pour roi un autre grand Frédéric, il attaquerait aussitôt l'Autriche et ferait l'unité de l'Allemagne. Tout le monde n'est pas forcé d'être un Frédéric II : mais au moins, pendant que la France combat l'Italie, occupons les duchés. L'Angleterre ne pourra faire qu'une opposition diplomatique, et si la Russie proteste, nous soulèverons la Pologne. »

Si les hommes qui avaient dès lors une vue aussi claire étaient rares, les libéraux comprenaient cependant que l'émancipation italienne était favorable à leurs secrets désirs, et ils hésitaient entre leurs traditions pangermanistes qui les poussaient à marcher contre la

France et leur aversion contre l'Autriche. Quand Moltke disait à Bernhardi que la Prusse devait à tout prix attaquer Napoléon sans faire dépendre sa participation au combat d'aucune éventualité et d'aucune condition, puisqu'elle agissait ainsi uniquement d'après ses propres intérêts, Bernhardi hochait la tête, et beaucoup pensaient avec lui que les causes des deux grandes puissances germaniques n'étaient pas si étroitement solidaires. La politique du Régent refléta d'une façon assez adéquate la moyenne de l'opinion publique prussienne.

L'année 1858 avait été remplie par des discussions très aigres entre les cabinets de Berlin et de Vienne et on avait été si près d'une rupture que Buol avait jugé nécessaire d'engager une correspondance personnelle avec Manteuffel pour lui demander d'atténuer le ton des communications officielles. — « Le Prince, lui répondait Manteuffel, a cru nécessaire de vous exprimer ouvertement notre opinion. Si cela vous déplaît, si vous ne voulez pas savoir à Vienne ce que nous pensons et comment nous agirons à l'occasion, soit; nous nous tairons, mais nous empêchera-t-on d'agir? Ce point ne se décidera pas par voie de dépêches diplomatiques. » Il ajoutait, et il répétait à Bismarck, que de tels incidents ne s'oublient pas facilement. Guillaume, qui avait été personnellement mêlé à l'incident, n'était donc pas pour l'instant animé de sentiments très bienveillants pour François-Joseph. De plus, il s'exagérait infiniment les dangers d'une guerre avec la France. Même après Villafranca, alors que chez nous les officiers instruits signalaient les imperfections de notre armée, les écrivains prussiens n'avaient d'yeux que pour l'excellence des canons rayés, la bravoure des zouaves et l'admirable qualité des cadres inférieurs. Il est indispensable de se rappeler le prestige extraordinaire qu'avaient valu à nos régiments les souvenirs du premier Empire et les victoires de Crimée pour comprendre la politique européenne à cette époque. Le Régent admettait bien qu'il ne lui serait pas impossible d'obtenir d'abord quelques succès, peut-être même d'arriver jusqu'à Paris, mais il pensait qu'il « y avait un abîme entre vaincre la France et la forcer à demander la paix ». Il était par conséquent bien résolu à ne pas s'engager trop vite et à ne pas se jeter dans les plus redoutables dangers pour les beaux yeux d'une rivale qu'il n'aimait guère. – « Prenons garde de provoquer la guerre sur le Rhin, écrivait-il au roi de Saxe dans une lettre particulière (17 mars 1859); il s'en est fallu de peu que nous autres, les témoins, nous ne tirions le sabre alors que les duellistes en sont encore à échanger des provocations. Que d'autre part nous tenions nos sabres prêts, c'est très nécessaire... Quand

le moment arrivera, la Prusse ne sera certainement pas la dernière sur le terrain. » — Beust dépassait la mesure quand il écrivait alors de Berlin, que, « si la France attaquait, la Prusse interviendrait... Les dispositions sont actuellement bonnes; vous pouvez, je crois, l'affirmer à Vienne. » — Mais il ne se trompait pas sur les dispositions intimes du Régent, et les dépêches de M. de Moustiers pendant la guerre confirment ses indications. — « J'ai bien senti qu'on ne nous aimait pas à Berlin, » disait le prince Napoléon après son voyage en Prusse. C'était toujours là le fond essentiel, le sentiment irréductible.

Le tort de l'Autriche fut de supposer que cette haine fondamentale emporterait tout et « qu'en le faisant au 1813 », elle entraînerait Guillaume aux résolutions extrêmes. Il fut très mécontent dès qu'il s'aperçut qu'elle voulait lui forcer la main et qu'elle intriguait auprès de la Diète pour le mettre dans l'alternative de se séparer de la Confédération ou de se mettre à la remorque de Francfort. Aussi, quand l'archiduc Albert vint à Berlin, fut-il très froidement accueilli et il s'en retourna sans illusions (avril).

Willisen, envoyé à Vienne par le Régent pour y offrir une médiation armée, fut de son côté reçu sans enthousiasme. — Médiation, alors qu'on comptait sur une alliance sans réserve! On agitait à Vienne les plans les plus grandioses, et Henri V partait pour les Pays-Bas afin d'être en mesure de recueillir la succession de Bonaparte. Le combat de Montebello (20 mai) calma un peu les esprits, et Rechberg rédigea un projet d'entente que Willisen emporta : l'Autriche s'abstiendrait de toute démarche auprès de la Diète et des autres cours allemandes, et la Prusse déclarerait qu'elle interviendrait avec toutes ses forces pour maintenir la situation de l'Europe, telle qu'elle avait été fixée par les traités de Vienne. Les diplomates autrichiens laissaient entrevoir qu'en cas de victoire, la Prusse recevrait la présidence de la commission militaire à Francfort, « si les autres confédérés y consentaient ». — « Un beau prix, disait Bismarck, et pour lequel on peut bien engager la Prusse,... quand on est Autrichien. » — Le Régent était moins exigeant; il tenait surtout à éviter les remords et il n'entendait pas se soustraire à ses obligations fédérales. La combinaison de Willisen lui parut acceptable : l'armée française était engagée tout entière dans la péninsule, et les provinces de l'Est étaient absolument dégarnies; l'occasion était tentante. La nouvelle de Magenta (4 juin) emporta ses dernières hésitations. Le 7, il ordonna la mobilisation de six corps d'armée et il proposa aux cabinets allemands de réunir un corps d'observation sur le Haut-Rhin.

Il avait eu bien soin de s'adresser aux diverses cours, non à la

Diète, afin d'établir qu'il agissait comme souverain indépendant et non par délégation de Francfort. Ces nuances, auxquelles il attachait beaucoup d'importance, ne rassuraient guère Bismarck. Il ne sortait pas de son dilemme : si la Prusse était vaincue, c'était une nouvelle Ligue du Rhin ; si elle était victorieuse, elle n'aurait travaillé que pour l'Autriche qui serait aussi puissante qu'après l'édit de restitution, et « il nous faudrait alors, pour nous affranchir, un nouveau Gustave-Adolphe et un nouveau Frédéric II... Les coups qui nous atteignent ne font pas mal à l'Autriche. En admettant que notre fortune n'empêche pas sa banqueroute, elle se trouvera en situation de se dédommager sur la caisse commune, à nos frais. Si nous faisons la guerre, je crains la trahison de l'Autriche plus que les armées de la France. » — En voyant recommencer les bêtises, il tomba dans des humeurs noires, sans autre réconfort que la pensée de Dieu « qui peut maintenir et détruire le monde et la Prusse » ; après tout, que signifient nos vaines agitations : dans trente ans, peut-être beaucoup plus tôt, la situation de la Prusse et de l'Autriche nous importera peu, si nos âmes ont pour elles la miséricorde du Très-Haut et les mérites du Christ. A la grâce de Dieu ! — Il avouait lui-même que c'étaient là de piètres consolations et il goûtait dans son amertume infinie la sottise de la vie. Sa santé en fut profondément ébranlée et il faut sans doute rechercher dans ses angoisses patriotiques la raison première de la maladie qui faillit l'emporter quelques mois plus tard. — « Si, tous les jours, écrivait-il à Schleinitz, on travaille contre vent et marée, à la petite branche du levier, si l'on trouve dans son propre camp et parmi ses anciens amis la plus méchante résistance, si l'on voit les adversaires gagner sans cesse du terrain, après des années de lutte désespérée, il faut ou bien arriver à un état de haute indifférence diplomatique pour l'avenir de son pays ou bien se voir trahi par ses nerfs. »

Rechberg se félicitait et de Moustiers était inquiet ; il écrivait « que nos rapports avec l'Allemagne étaient dans un état précaire et que pour être maintenus tels quels, ils demandaient la plus grande prudence et les plus grands ménagements ». Cependant, il ne désespérait pas de prévenir les résolutions extrêmes. Le ministère était divisé. Le président, le prince de Hohenzollern, favorable à l'Autriche, n'aimait pas à s'engager à fond, et bien qu'il eût donné des gages de son dévouement en cédant sa principauté à la Prusse, à Berlin on le regardait un peu comme un intrus et on suspectait ses conseils. Schleinitz, oscillant et timide, mais subtil et tenace, s'arrangeait « en concédant la mobilisation, pour en prévenir les conséquences

et en atténuer les effets ». Déjà les manœuvres de Beust, qui poussaient les petites cours « à se risquer seules sur le Rhin » (10 mai 1859), offusquaient le Régent. D'ailleurs la situation devenait plus favorable à Napoléon. Le 16 juin, lord Derby était renversé et remplacé par lord John Russel très bien disposé pour l'Italie. La Russie avait d'abord observé une attitude assez énigmatique, soit que Gortchakov voulût faire sentir à l'Empereur le prix de son amitié, soit qu'il eût à lutter contre les sentiments du Tsar. Il se décida à sortir de son mutisme. Le 18 juin, il répétait trois fois à Bismarck que, si la Prusse attaquait la France, « la guerre générale dans toute l'Europe deviendrait inévitable » et il faisait transmettre une note à Schleinitz, « pour lui permettre de reprendre son sang-froid et de se défendre contre les entraînements du parti national » ; il lavait la tête à un de ses agents qui lui envoyait des rapports enthousiastes sur le mouvement national et lui rappelait qu'il n'était plus un étudiant allemand.

Guillaume n'était pas homme à reculer devant le péril, mais plus l'affaire menaçait de devenir sérieuse, plus il avait le devoir d'exiger des garanties. Beust, dans un de ses premiers voyages à Paris, avait rencontré un vieux représentant des villes hanséatiques qui avait traversé l'Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet, très sourd, un peu en enfance; il lui criait à l'oreille ses grands projets : « Bah! bah! lui répondit l'ancien diplomate; tenons-nous bien tranquille dans notre coin et l'Empereur ne nous fera aucun mal. » *In petto*, beaucoup de souverains allemands étaient de l'avis de ce sage; ils s'avançaient avec audace, parce qu'ils se croyaient sûrs de pouvoir toujours prendre la fuite à temps, et, après avoir compromis la Prusse, ils étaient toujours prêts, comme l'écrivait Boyen, à la laisser dans le pétrin. La sagesse la plus élémentaire ordonnait donc qu'on ne s'engageât pas à la légère.

Après Solférino (25 juin), Windischgrætz arriva à Berlin. Il proposait à Guillaume le commandement des forces allemandes, mais à titre de délégation impériale et en réservant l'indépendance militaire de la Diète; la Prusse conclurait avec l'Autriche une alliance offensive et défensive, dans le but de maintenir en Italie le *statu quo ante bellum*. Une offre si tardive et entourée de tant de réserves, n'était pas de nature à soulever un grand enthousiasme. On apprenait en même temps que, contrairement aux promesses les plus formelles de Windischgrætz, l'Autriche demandait à la Diète de Francfort d'intervenir contre la France et revenait ainsi à son idée première « de majoriser la Prusse » et de la réduire à n'être que l'humble agent d'exécution des autres cours allemandes. — Le Régent n'arrêta pas ses prépara-

tifs militaires, mais il était bien résolu à ne pas se laisser conduire plus loin qu'il ne voulait et il refusa les engagements que lui demandait Windischgrætz. — « Cela ne veut pas dire que la Prusse ne fera pas la guerre, écrivait Boyen,... mais elle la fera parce qu'elle le veut, et non poussée par l'Autriche. Dans tous les cas, la question des petits États doit d'abord être réglée, car il est déjà assez honteux pendant la paix que la Prusse puisse être contrainte par les votes de Nassau et consorts » (10 juillet).

La force des choses était plus puissante que la volonté des hommes. Le Régent, qui en réalité aimait peu l'Autriche, se familiarisait insensiblement avec l'idée de la dépouiller de son hégémonie, et, pour conserver l'Italie, François-Joseph risquait fort de perdre l'Allemagne. Il préféra faire la part du feu, et la convention de Villafranca abandonna la Lombardie à la France (11 juillet 1859).

Guillaume, un peu étourdi par ce revirement soudain, demeurait dans une situation légèrement ridicule, en mauvaise posture vis-à-vis de l'Autriche qui lui reprochait sa trahison comme de la France dont il avait arrêté la marche. Il ne se repentait de rien cependant. « Si c'était à refaire, écrivait-il au roi de Saxe, je n'agirais pas autrement; ma conscience est satisfaite. » Étonné non moins qu'attristé des défiances qu'il rencontrait en Allemagne, il se défendait avec énergie de toute pensée d'usurpation et il n'arrivait pas à comprendre que son ennemi était à Vienne, non à Paris. Il croyait à une attaque prochaine de Napoléon : « Ce sera bientôt notre tour, écrivait-il au duc de Cobourg (14 juillet 1859), et bien plus sérieusement que si nous étions partis du Rhin dans cinq ou six semaines avec nos 300.000 hommes. Ajourner n'est pas renoncer : « Aufgeschoben ist nicht aufgehoben ».

La paix de Villafranca n'avait pas ramené le calme, et, pendant que les ambassadeurs français et autrichiens discutaient à Zurich les conditions de la paix définitive, les populations en annulaient d'avance les clauses. La Toscane votait sa réunion au Piémont (16 août), puis Modène, la Romagne, Parme. Napoléon assistait, incertain et troublé, aux ravages d'un mouvement dont il n'avait pas prévu la violence. Le traité du 23 mars 1860 qui lui livrait Nice et la Savoie, avait provoqué en Europe une sorte d'insurrection morale contre la France. Chaque matin des bruits de guerre couraient : la Suisse croyait sa neutralité en péril, et les Belges envoyaient à Léopold une adresse où ils se déclaraient prêts à braver les plus dures épreuves si leur indépendance était menacée; Palmerston dénonçait au monde « son ancien allié » et enrôlait des volontaires; Garibaldi débarquait en

Sicile (mai), et le roi de Naples quittait sa capitale devant la révolte victorieuse (septembre). Les États pontificaux étaient envahis et le pape ne conservait plus que la campagne romaine. Quand, le 14 mars 1861 le Parlement de Turin proclama Victor-Emmanuel roi d'Italie, le nouveau royaume comprenait l'Italie entière moins Rome et la Vénétie.

L'effet naturel de ces prestigieux incidents avait été de surexciter partout le sentiment national. Les esprits fermentaient en Pologne et les récriminations des habitants du Schleswig-Holstein devenaient plus amères; les chrétiens s'agitaient sous le joug de la Turquie. En Allemagne, les colères accumulées contre nous s'exaspéraient. « Vous ne pouvez vous figurer, écrivait la fille du maréchal de Castellane à son père, combien dans ce pays on est monté contre les Français. Cette hostilité existe autant dans le peuple que dans la société. Il paraît d'infâmes libelles qui sont lus avec avidité. On ne peut ôter de la tête de la majorité du public, quoique pas un mot, pas une action ne puissent confirmer cette opinion, que nous voulons leur faire la guerre sur le Rhin. Les populations rhénanes sont aussi très montées; de là, inquiétude, haine, méfiance. Comme cela n'est basé sur rien, je ne vois pas ce qui pourra remettre les choses d'aplomb et dans le vrai. »

Il n'y a que très peu d'exagération à prétendre que, pendant dix ans, les habitants du Palatinat et du grand-duché de Bade se sont endormis tous les soirs avec la crainte d'être réveillés le lendemain par les Turcos. Il eût fallu une prudence très attentive pour ramener le calme dans les cerveaux hantés par ces peurs maladives, et les assurances de Louis-Napoléon ne portaient pas, parce qu'on sentait qu'il n'était pas lui-même très sûr de ses résolutions. Que l'on approuve ou non la guerre d'Italie, une chose est certaine, c'est qu'une fois l'entreprise commencée, il fallait aller jusqu'au bout. — « Lamartine, écrivait spirituellement Thouvenet, a pu dire de Dieu après la création : — De son œuvre imparfaite, il détourna la face et d'un pied dédaigneux la lança dans l'espace. — Un souverain, si puissant qu'il soit, ne saurait en agir ainsi avec son œuvre. » Et il ajoutait « qu'on n'efface pas une faute par une inconséquence ». Napoléon le sentait bien, mais, en faisant même abstraction de son caractère, il était dans une situation des plus fausses, parce qu'il s'était mis en quelque sorte en dehors de son propre parti.

La politique des nationalités, novatrice et révolutionnaire, n'avait quelque chance de plaire qu'aux ouvriers des villes, qui étaient séparés de l'Empereur par leurs tendances républicaines et le souvenir

du coup d'état. Les classes conservatrices, les paysans et les bourgeois réactionnaires sur lesquels s'appuyait le pouvoir et parmi lesquels se recrutaient exclusivement les députés, étaient traditionalistes et catholiques. Elles désiraient la paix, et elles avaient horreur des guerres de fantaisie qui compromettaient notre sécurité et diminuaient notre puissance relative; elles trouvaient leur représentant dans Thiers qui, malgré ses coquetteries perpétuelles avec le libéralisme, était bien l'esprit le plus réfractaire aux idées nouvelles qu'il soit possible d'imaginer. L'Empereur les devinait méfiantes et hostiles et il cherchait un moyen de les réconcilier avec sa politique. Il n'en apercevait pas d'autre que de contenter leurs appétits chauvins, et, comme Nice et la Savoie étaient vraiment insuffisants pour les satisfaire et que, d'autre part, il savait que l'Angleterre ne tolérerait jamais l'annexion de la Belgique, il tournait involontairement ses regards vers la frontière de l'Est. Il est à jamais déplorable pour la France, pour l'Europe peut-être aussi, que la folie de Napoléon Ier nous ait fait perdre ces provinces rhénanes, qui avaient si facilement accepté notre domination et qu'un régime de liberté aurait bientôt solidement rattachées à leur nouvelle patrie. Seulement, l'occasion était perdue. Rien n'est absurbe en politique comme de vouloir recommencer l'histoire et de prétendre ne tenir aucun compte du passé. Napoléon III était assez averti pour apprécier les difficultés insurmontables que rencontrerait toute tentative sur le Rhin, mais s'il n'espérait pas personnellement grand'chose, il ne croyait pas devoir décourager les ambitions qui s'agitaient autour de lui. Il attendait les événements, sans trop savoir lui-même qui seraient ses dupes, les membres du Parlement français dont il flattait sournoisement les appétits, ou les gouvernements allemands, à qui il prodiguait les protestations de désintéressement.

Les alarmes du Régent, qui s'exagérait beaucoup la noirceur de Napoléon, étaient en somme naturelles, et les événements qui s'accomplissaient en Italie et qui froissaient son respect profond pour la légitimité, n'étaient pas de nature à diminuer sa défiance. Il était d'ailleurs d'autant plus enclin à briguer la faveur de l'opinion publique allemande que l'anarchie autrichienne lui ouvrait de grandioses perspectives. — Le ministère Goluchowski (22 août 1859) se débattait au milieu d'inextricables difficultés : le « Conseil d'état renforcé » (5 mars 1860) avait révélé les divisions irréconciliables des partis, et le diplôme du 20 octobre, équivoque et insuffisant, les avait lancés au combat. Le pouvoir s'effritait entre les mains de chefs sans autorité qui se laissaient arracher tardivement des concessions dont

on ne savait aucun gré à leur faiblesse. En Hongrie, les Vieux-Conservateurs, sur lesquels la cour espérait s'appuyer, étaient débordés par le parti de Deak; les révolutionnaires étaient maîtres des Comitats et remettaient en vigueur les lois de 1848.

La nomination à la place de Goluchowski de Schmerling (13 déc. 1860), dont on connaissait les tendances centralistes, et la patente du 26 février 1861 qui, sous prétexte de compléter le diplôme d'octobre, le modifiait dans ses dispositions essentielles, provoquèrent les protestations indignées des Slaves. En présence de tels embarras, menacée chaque jour d'une guerre avec le Piémont, la cour d'Autriche ne serait-elle pas forcée de renoncer à la domination de l'Allemagne?— « La politique marche vite, écrivait Boyen en 1860. Je regarde comme très vraisemblale une révolution en Hongrie avant six mois, et en Allemagne pas beaucoup plus tard..... La tempête est dans l'air..... De quelque côté que l'on tourne les yeux, c'est une fermentation générale. » — Et c'est dans un pareil moment que la Prusse irait se discréditer en pactisant avec l'ennemi héréditaire!

Le Régent avait proposé à la Diète de Francfort une réforme militaire, très limitée, qui respectait autant que possible les droits des divers souverains et déplaisait fort aux ministres prussiens. Elle n'en fut pas moins repoussée à l'unanimité par la commission. — Mais il semblait qu'aucun échec ne fût capable de lasser la longanimité du Prince. Il accueillait avec reconnaissance les moindres politesses de Rechberg, repoussait les avances du National-Verein, qui s'était constitué pour poursuivre la réforme fédérale, et supportait sans révolte les perfides insinuations que lui attirait son attitude dans la question de Cassel.

Sa peur de se compromettre avec la France frisait le ridicule. Deux fois, Napoléon manifesta le désir de venir à Berlin; le Régent refusa. Quand il consentit enfin à l'entrevue de Bade (16-18 juin 1860), il stipula que les autres souverains allemands y paraîtraient avec lui. — Dans ces conditions, la conférence ne pouvait être qu'assez vaine. — L'Empereur, grave, un peu triste, se renferma dans des déclarations générales, protesta de ses résolutions pacifiques : Guillaume prit acte de ses paroles. La population se montra froide pour Napoléon, presque hostile, réduisit au silence une poignée de Français qui l'acclamaient, fit au Prince de Prusse une ovation chaleureuse. — Les souverains furent moins enthousiastes : on sentait qu'ils étaient venus « pour surveiller le Régent, et c'est en face de lui qu'ils se placèrent, comme une phalange solidement unie ». Les discussions furent aigres-douces : Maximilien II parut sceptique quand Guillaume

lui parla de ses griefs contre l'Autriche ; ni sur la réforme militaire ni sur la question hessoise, on ne se mit d'accord.

Le Régent n'en partit pas moins pour Teplitz où il se rencontra avec François-Joseph (26 juillet), échangea avec lui des toasts un peu plus que polis. Un correspondant de Bismarck lui écrivait : « Nous avons été rasés, et de la belle manière ; et tout cela pour rien, même pas un plat de lentilles. — Le dommage était faible : « Je pars le cœur plus léger, écrivait Boyen ; nous n'avons pris aucun engagement ; surtout nous n'avons rien signé. » L'entrevue de Varsovie ne donna pas des résultats beaucoup plus précis, en ce sens que le Prince repoussa tout traité formel. Mais il mettait toujours une sorte de coquetterie à se fermer la possibilité d'une entente avec la France.

Son zèle était mal récompensé. L'Autriche se montrait dédaigneuse et exigeante, et, à Francfort, les propositions de la Prusse se heurtaient à une sournoise et invincible résistance. La condescendance de la cour de Berlin n'avait d'autre résultat que d'encourager ses rivaux et d'accroître l'anarchie. Les questions vitales traînaient de commission en commission. L'opinion publique s'énervait. Le 14 juillet 1861, à Baden, un étudiant, Becker, tira sur le Régent. — « Je ne fais pas assez pour l'Allemagne, écrivait-il, donc je dois être supprimé. C'est clair, mais un peu raide ! » — Il commençait tout de même à éprouver un certain agacement. Il était patriote : avait-il le droit de laisser l'Allemagne, affaiblie par l'incurie ou l'égoïsme de princes secondaires, à la merci d'une invasion ? — Il était très pieux : est-ce que Dieu, en le protégeant contre Becker, n'avait pas voulu l'avertir ? — Quel était le fruit de sa bonne volonté, de sa loyauté vis-à-vis de ses confédérés, de ses scrupules constitutionnels ? La Prusse, isolée, lassait les amitiés qui s'offraient à elle, sans obtenir en échange la confiance de ceux pour lesquels elle renonçait à ses ambitions naturelles. Il était fatigué de Schleinitz, vraiment trop timide et trop mou. Il eut une entrevue à Bade avec Bismarck (2 juillet) : celui-ci, en atténuant ses plans, en passant ainsi complètement sous silence la guerre qui en était la condition, insista très énergiquement sur l'impossibilité d'obtenir de la diète de Francfort les réformes indispensables. — « L'Allemagne, disait-il au Prince, est nerveuse, parce qu'elle ne se croit pas sûre de l'avenir, et la Prusse ressent très vivement l'injustice des traités qui lui imposent l'obligation de protéger la Confédération entière sans que cette charge implique aucun droit ; et cette situation, aucune amélioration partielle n'en corrigera les inconvénients. La Prusse recevrait-elle à Francfort plus de voix que les autres États réunis, et ce serait justice, puisque, sur 36 millions d'Allemands, il

y a 18 millions et demi de Prussiens, cela ne supprimerait pas les froissements. Le seul moyen peut-être de créer une union durable serait d'établir près de la Diète une représentation populaire, de manière à faire contrepoids aux tendances divergentes de la politique dynastique et territoriale.

La pensée de convoquer un Parlement allemand ne plut guère au Régent. Il remplaça Schleinitz par Berstorff qui passait pour plus résolu, et il accepta un projet de réforme fédérale que lui apporta le ministre de Bade, Roggenbach, et qui n'était pas sans quelque lointaine analogie avec celui de Bismarck. Il n'abandonnait pas son programme de conquêtes morales et d'entente cordiale avec l'Autriche; mais il commençait à s'avouer qu'il y aurait peut-être avantage à exercer une légère pression sur ses alliés récalcitrants. Timidement, il se rapprochait de Bismarck, dont il n'acceptait cependant ni les ambitieuses espérances ni les moyens brutaux. Ses dernières résistances allaient être vaincues d'une part par les événements intérieurs qui le forcèrent à accepter le concours d'un ministre capable de défendre l'autorité du souverain contre les attaques de la Diète prussienne, et ensuite par la pression toujours plus impérieuse de l'opinion publique allemande qui l'obligea à prendre nettement position, en contraignant l'Autriche et les États secondaires à sortir de l'attitude expectante et passive qu'ils avaient en général observée jusque-là. En face de l'agitation croissante, ils crurent en effet nécessaire de revendiquer l'initiative d'une réforme fédérale; dès ce moment, les projets qui menaçaient l'indépendance de la Prusse revêtirent une forme plus précise, et les inquiétudes de Bismarck, qui paraissaient auparavant un peu chimériques, semblèrent justifiées : « Si, en effet, dit excellemment Marcks, la nouvelle Confédération fortifiée devait satisfaire les aspirations nationales, il fallait qu'elle fût un État puissant; or elle ne pouvait l'être qu'en donnant à la collectivité des droits étendus et en les attribuant à la coalition des petits États joints à l'Autriche, c'est-à-dire en médiatisant la Prusse..... Dans aucun cas, celle-ci ne pouvait admettre des résolutions qui auraient anéanti sa puissance..... Un souverain prussien, quelles que fussent ses tendances, si seulement il ne voulait pas sacrifier purement et simplement les intérêts vitaux les plus profonds et les plus naturels de son pays, se trouvait dans la nécessité de s'opposer à de tels changements, même s'ils renfermaient des dispositions utiles; ses voisins, en poursuivant avec ardeur une réforme fédérale, l'obligeaient à opposer son véto à ces tentations novatrices, et, dans le cas où l'on refuserait de tenir compte de son opposition, à se dégager lui-même des entraves qu'il

trainait depuis le Congrès de Vienne » (Erich Marcks, *Guillaume* Ier, p. 163). Guillaume ne se serait peut-être jamais résigné à l'offensive s'il n'avait pas été menacé dans ses droits consacrés et s'il ne s'était pas aperçu que, dans le cas où la transformation de l'Allemagne ne se ferait pas par les Hohenzollern, elle se ferait contre eux. L'Allemagne en 1866 fut conquise par la Prusse, mais cette conquête lui avait été en quelque sorte imposée par l'impérieuse impatience avec laquelle la masse de la nation éclairée sollicitait une revision radicale de la Constitution de 1815.

CHAPITRE III

L'AVÈNEMENT DE BISMARCK AU MINISTÈRE

L'évolution économique et son influence sur les événements politiques. — L'Association nationale allemande. — Le Reformverein : les projets de Beust et de Schmerling. — La question du Zollverein : tension des rapports entre la Prusse et l'Autriche. — La situation intérieure en Prusse : la réforme militaire; Roon au ministère. — L'avènement de Bismarck : le conflit constitutionnel. — Affaiblissement de l'influence prussienne en Allemagne : les projets de l'Autriche. — La crise polonaise et le Congrès des princes à Francfort. — Échec définitif du parti de la Grande Allemagne,

Le 9 février 1860, Bismarck écrivait à Schleinitz : « La méfiance avec laquelle l'Europe entière accueille un caprice d'agrandissement de la France aussi insignifiant relativement que la Savoie, permet au moins d'en conclure qu'une extension de puissance aussi disproportionnée que celle que lui apporterait la frontière du Rhin serait combattue les armes à la main par tous les États, uniquement dans l'intérêt de l'équilibre et abstraction faite de leurs rapports avec la Prusse ; nous n'avons donc pas besoin de nous laisser tellement effrayer par cet épouvantail. » Il ne soufflait sa confiance ni au ministre ni à Guillaume, et leurs alarmes étaient partagées par l'Allemagne entière. Elle suivait d'un œil inquiet les moindres mouvements de nos troupes et elle prenait au tragique les vantardises de la plus indifférente feuille de chou. Elle était humiliée de ses transes et s'en prenait à ses gouvernements dont les jalousies mesquines la condamnaient à l'impuissance.

Ces craintes se seraient sans doute atténuées à la longue ; mais, en dehors de ses préoccupations d'ordre militaire et politique, la rapide transformation économique du pays rendait chaque jour plus odieux aux classes éclairées le régime de morcellement établi par le congrès de Vienne : l'acte fédéral craquait sous la pression du besoin d'activité plus intense et plus libre que fouettait le régime capitaliste.

La crise financière et commerciale de 1857 n'avait pas longtemps arrêté l'essor économique qui avait suivi la Révolution. Au lendemain de cette tourmente passagère, le mouvement déterminé par l'afflux des métaux précieux et par les découvertes qui modifiaient radicalement les conditions de production et d'échange, avait repris un élan nouveau ; la richesse se développait avec une rapidité extraordinaire et elle entraînait le bouleversement des anciennes traditions. On a pu affirmer sans exagération que la vie sociale et les habitudes intellectuelles et morales ont subi un changement plus complet pendant les cinquante années qui ont suivi 1848 que pendant les dix siècles précédents. Jusque-là l'Allemagne était un pays presque exclusivement rural, dont le commerce était faible, qui exportait à peu près uniquement des matières premières, où l'organisation du travail était rudimentaire et où la grande industrie commençait à peine : Berlin avait 150.000 habitants, Breslau 60.000, Kœnigsberg, 55.000 : sur tout le territoire fédéral, on comptait à peine 20 villes de plus de 10.000 habitants. La bourgeoisie se composait de petits commerçants et d'artisans, encroûtés dans leurs habitudes, plus préoccupés de conserver que d'acquérir, qui redoutaient les placements hasardeux et les entreprises lointaines, qui condamnaient les spéculations risquées et les gains excessifs. La législation, qui répondait à ces tendances, exerçait une tutelle tracassière, se défiait de la liberté et du mouvement, préoccupée d'assurer à chacun les moyens de mener une vie modeste et paisible, à l'abri des aléas et des catastrophes.

A cette société se substitue brusquement une vie d'activité intense, d'ambitions hâtives et hardies, de changements rapides, de combinaisons lointaines et complexes. Les classes les plus conservatrices sont emportées dans la poussée universelle : les méthodes agricoles se transforment et les propriétaires ruraux ajoutent à leurs cultures des raffineries et des distilleries. Le sol en Allemagne est médiocre, mais le sous-sol renferme des richesses immenses, qui jusqu'alors avaient été presque complètement négligées ; on commence à les exploiter : les bassins houillers de la Silésie, de la Sarre, de la Ruhr surtout, se développent avec une extrême rapidité ; de tous côtés, des manufactures se fondent et des usines s'élèvent, hauts fourneaux et chantiers de constructions navales, filatures et ateliers mécaniques ; Alfred Krupp fait de l'aciérie qu'avait établie son père en 1810 un des établissements les plus célèbres du monde ; en dix ans, la production du sucre de betterave double, celle du fer passe de 218 à 529.000 tonnes. L'Allemand, par ses qualités naturelles ou acquises, s'adapte supérieurement aux conditions nouvelles de la production ; ses quali-

tés d'invention sont peut-être moins développées que celles des peuples voisins, mais il a l'esprit curieux et ouvert, il ne ménage pas sa peine et il n'est pas, comme le Français, esclave de ses habitudes et prisonnier de ses préjugés ; le protestantisme et l'enseignement universitaire lui ont appris à juger d'après lui-même et à ne pas fermer les yeux à l'expérience ; il voyage, il tient compte des besoins de ses clients, il adopte les procédés perfectionnés, il apporte dans la vie industrielle la rigueur des méthodes scientifiques. Les tendances intellectuelles et morales, très vite, subissent le contre-coup de ces changements matériels : à un peuple de paysans et de professeurs traditionalistes et idéalistes succède une nation d'industriels et de commerçants, avide et calculatrice, roulée dans un tourbillon de pensées et d'actions, intempérante et audacieuse.

La conséquence immédiate de cette évolution économique fut, en étendant l'horizon, d'affaiblir le particularisme local et de lui substituer un patriotisme plus large. Elle rendit aussi plus tangibles et plus intolérables les mille inconvénients matériels qui résultaient du régime politique. On ne saurait exagérer les résultats du Zollverein et la solidité des liens qu'il avait noués entre les diverses parties du pays. Mais on se fait souvent une idée fausse de la situation qu'il avait créée ; il était fort loin d'avoir aboli tous les obstacles qui s'opposaient à la formation d'un grand marché allemand. L'extrême complication des coutumes et des lois, la diversité des poids et mesures et des monnaies, les différences des tarifs des chemins de fer, la mauvaise humeur et la routine des administrations rivales, les exigences stupides des innombrables polices, maintenaient une foule d'entraves qui paraissaient d'autant plus gênantes que les relations se multipliaient et que les habitudes se modifiaient. Était-il possible qu'une nation du XIXe siècle se contentât longtemps d'une constitution qui, dans ses traits essentiels, remontait au moyen âge ? Les institutions, qui avaient limité, mais non supprimé l'autorité absolue des souverains et qui laissaient aux nobles une influence prépondérante, ne répondaient plus aux circonstances ; la bourgeoisie, dont la richesse avait accru la confiance et les ambitions, entendait prendre la direction des affaires et lui donner une orientation nouvelle; elle sentait, très justement, que sa volonté, annihilée jusqu'alors dans les étroites barrières des divers États, deviendrait irrésistible si elle se trouvait réunie dans un Parlement allemand. Pour que ses vœux se transformassent en lois, il fallait, mais il suffisait, qu'elle pût une fois exprimer ses désirs communs.

Sous le coup de l'émotion provoquée par la guerre d'Italie, quel-

ques libéraux s'étaient rassemblés à Hanovre pour étudier les moyens de répandre et de favoriser « l'idée d'une Allemagne unie, avec des institutions fortes vis-à-vis de l'étranger, libres à l'intérieur », et de remplacer la Diète fédérale par un gouvernement central solidement organisé et appuyé sur une assemblée populaire. Dans ce but, ils fondèrent « l'Association Nationale » (16 sept. 1859). Bennigsen[1] en fut le premier président. Il était alors populaire à cause de l'opposition courageuse qu'il menait à la tête des libéraux hanovriens contre Georges V, et il a tenu une place importante dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine, sans avoir jamais joué vraiment un grand rôle. Ainsi que le remarque finement Wagener, il fit par moments figure d'homme d'état, mais c'est qu'il avait alors Bismarck derrière lui. C'était, suivant l'expression allemande, un enfant du dimanche, c'est-à-dire un de ces hommes que la fortune favorise et qui comptent assez sur leur bonheur pour ne pas s'astreindre à de trop pénibles efforts. Il avait des idées généreuses, qu'il défendait dans une langue noble et redondante, sans acrimonie et sans violence, et il se consolait assez aisément de ses défaites par le sentiment de sa supériorité morale. Instruit, laborieux, sans ambition personnelle, il relevait par les manières majestueuses et réservées qui lui étaient naturelles la banalité de ses conceptions, et, dans les occasions solennelles, il traduisait avec une noble dignité les lieux communs de l'opinion; comme Gagern, il était plus propre à décorer qu'à diriger un parti. Il est le type représentatif excellent du futur groupe national-libéral, honnête et médiocre, épris de vertu mais faible devant la tentation, vendu d'avance au maître qui ferait violence à ses scrupules et donnerait satisfaction à ses appétits essentiels.

Bennigsen avait à côté de lui dans le National-Verein des hommes fort distingués : Miquel, qui avait appartenu dans sa jeunesse à l'extrême gauche démocratique, mais avait depuis lors fort atténué ses opinions, bien qu'il fût difficile encore de prévoir l'évolution qui fit de lui par la suite le complice et le protégé de l'extrême droite et des agrariens, très actif, d'une ambition fort éveillée, très mêlé aux questions financières; — Schultze-Delitzsch, qui avait inauguré en 1850 la

1. Bennigsen, né à Lunebourg, 1824, descendant d'une vieille famille noble; entre dans la magistrature, puis abandonne ses fonctions pour pouvoir siéger à la Diète de Hanovre; un des adversaires les plus constants de Borries; fonde l'Association nationale en 1859, mais s'écarte de la Prusse pendant le conflit parlementaire; se rallie à Bismarck après 1866 et devient l'un des leaders des nationaux-libéraux; président de la Diète prussienne de 1873 à 1879; s'éloigne de la politique (1883) au moment où Bismarck s'unit aux conservateurs; président de la province de Hanovre (1888).

première de ces banques coopératives d'avances qui ont conservé son nom et qui ont pris depuis lors un si remarquable développement, désintéressé, animé du plus sincère amour du bien public, d'une instruction fort étendue, quoi qu'en ait prétendu Lassalle ; — Von Unruh, ingénieur distingué, un des chefs de la gauche dans la Diète prussienne de 1848, à qui la pratique des affaires avait enseigné la modération et la patience ; bien d'autres encore. En feuilletant la liste des adhérents de l'Association nationale, on y trouverait presque tous les hommes qui, depuis 1866, ont aidé Bismarck, — quelquefois un peu malgré lui, — à fonder l'Allemagne actuelle. Ils comptaient des sympathies dans la bureaucratie, à Karlsruhe surtout, où Roggenbach et Mathy représentaient la même tendance ; à Berlin, où leurs projets se rencontraient avec les préférences de la reine Augusta et où ils avaient un soutien dévoué dans Max Duncker, qui avait la confiance du jeune prince royal Frédéric, et qui était chargé de la direction de la presse. Les Grenzboten, que rédigeaient Freytag et Julian Schmidt, mettaient à leur service leur notoriété déjà ancienne, et les Preussische Jahrbücher, qui avaient été fondés à la fin de la période de réaction et que Rodolphe Haym dirigeait avec beaucoup de talent, leur ouvraient la bourgeoisie prussienne.

L'Association nationale a donné lieu à quelques monographies, mais elles sont médiocres et purement extérieures. L'histoire de ce mouvement bourgeois n'est pas faite, et il est à craindre qu'elle ne soit impossible, parce qu'il s'agit d'influences subtiles et d'actions infiniment ténues qu'il n'est pas facile de saisir. Nous savons qu'au moment de sa plus grande expansion, elle comprit 25.000 membres. Le chiffre paraît modeste, mais il convient de remarquer qu'elle avait volontairement écarté les ouvriers en imposant une cotisation assez élevée ; c'est-à-dire que ses membres, par leur situation sociale, représentaient une influence très supérieure à leur nombre. Elle ne pénétra guère en Bavière, où le particularisme s'appuyait sur les tendances catholiques, ni même en Wurtemberg, où les démocrates, assez nombreux, avaient peu de sympathie pour la Prusse ; mais elle rallia de nombreuses adhésions dans les États du Nord, et en particulier dans le Hanovre, la Hesse-Cassel et le Nassau, où elle facilita plus tard l'annexion. Elle souleva aussitôt les inquiétudes des cours ; même à Berlin, le roi, tout en repoussant les mesures de rigueur que sollicitaient les autres souverains, la soupçonnait de tendances révolutionnaires et l'accusait de vouloir réformer la société par en bas. Accusations fort injustes ! Son action se borna à publier quelques brochures anodines et à tenir des congrès peu retentissants. Du moins,

elle eut le mérite de poser de nouveau nettement la question de la réforme fédérale et d'en indiquer les conditions nécessaires. — « Seule, une plus grande concentration de la puissance militaire et politique, jointe à l'établissement d'un parlement national, donnera satisfaction à l'opinion publique et permettra à l'Allemagne de développer ses forces intérieures et de défendre énergiquement ses intérêts en face des puissances étrangères. — Or, l'Autriche est hors d'état d'accomplir cette transformation nécessaire. — Nous plaçons donc nos espérances dans le gouvernement prussien. Il sera appuyé par le patriotisme populaire ; les opinions et les partis comprendront les besoins pratiques de l'heure actuelle et se subordonneront au bien commun. »

L'Association nationale profitait assez adroitement du réveil libéral qu'avait encouragé l'avènement au trône de Prusse du nouveau souverain. La presse était plus audacieuse et les réunions plus animées et plus fréquentes. Le jubilé de la naissance de Schiller (nov. 1859) rassembla dans un même enthousiasme des patriotes accourus à Dresde de tous les coins de la Confédération pour prouver que « malgré ses divisions extérieures, l'Allemagne était indissolublement unie ». — Les échos de la fête de Dresde retentirent de l'Océan aux Alpes : dans des centaines de cérémonies, des auditeurs innombrables répétèrent pieusement les vers du poète : Attache-toi à la patrie, à la chère patrie, embrasse-la solidement avec toute la force de ton cœur ; là seulement sont les racines solides de la force. — Pendant les années suivantes, ce fut une série ininterrompue de visites, de fêtes, de congrès ; tous les prétextes étaient bons et tous les orateurs étaient sûrs du succès, pourvu qu'ils parlassent en termes vibrants de la grandeur teutonne ; gymnastes, tireurs, orphéonistes, savants, d'un bout à l'autre du territoire, se grisaient de bière et d'éloquence.

Ces manifestations tumultueuses, ce tapage d'écoliers émancipés, ces *parlottes* qui, suivant l'expression de Freytag, ressemblaient à des crèches d'enfants turbulents, n'avaient en soi rien de bien redoutable. Les membres de l'Association nationale dont beaucoup n'étaient pas dégagés de vieux souvenirs romantiques et qui ne voulaient abandonner aucune des parcelles de la Confédération, cherchaient les moyens de réconcilier les princes avec leurs sujets et ils suaient sang et eau pour trouver des formules vagues qui ménageraient les intérêts contradictoires. Les plus souples artifices de rédaction ne faisaient pas qu'il fût possible de constituer un pouvoir fédéral fort sans imposer aux petits souverains de sérieux sacrifices, et les Unitaires avaient beau se défendre de toute partialité pour les Hohen-

zollern, c'est au profit de cette dynastie seule que pouvait se faire la concentration de l'Allemagne, parce que l'Autriche demeurait profondément impopulaire et que les expériences pseudo-constitutionnelles de Schmerling ne suffisaient pas à lui ramener l'opinion.

Quand Frœbel, qui avait siégé à l'extrême gauche du Parlement de Francfort, mais que l'exil avait assagi et qui, d'ailleurs, avait toujours été favorable à la cause de la Grande Allemagne, reçut du ministère viennois la mission de parcourir le pays, pour frayer les voies à une réforme fédérale qui s'accomplirait sous le patronage de la Hofburg, ses anciens amis le dissuadèrent de se risquer dans une aventure sans avenir : — Vous n'avez pas partagé les souffrances de la réaction, aussi honteuse que stupide, qui a pesé sur nous pendant dix ans, lui écrivait l'un d'eux. Il vous manque la rancune directe et personnelle contre les principaux chefs et les représentants de cette réaction... Il faut une expiation. — Frœbel avait beau rappeler que Frédéric-Guillaume IV n'était pas plus innocent que Schwarzenberg; son argument ne portait pas. C'est qu'en Prusse la responsabilité des fautes commises appartenait surtout au roi, et que la tradition était libérale, tandis que l'Autriche était par définition la forteresse du passé et que, l'eût-elle loyalement voulu, il lui fallait de longs et tenaces efforts pour se dégager de ses alliances et de ses souvenirs. La méfiance et les rigueurs que les partisans des Habsbourgs opposaient à l'Association nationale étaient donc parfaitement naturelles. « Sans doute, il y a des abus, disait Borries, mais où est la perfection ! Mieux vaut le *statu quo* que des réformes dont on ne voit pas le but. D'ailleurs, en dehors du *statu quo*, il n'y a de possible que la table rase. »

Cette fin de non-recevoir, claire et logique, était la seule méthode raisonnable et il n'est pas démontré qu'appliquée avec persévérance, elle n'eût pas calmé la fièvre. Les particularistes, bien qu'ils ne menassent pas grand tapage, étaient cependant assez nombreux, et leurs arguments n'étaient pas sans valeur. Les petits souverains avaient rendu au pays des services éminents et il y avait au moins beaucoup d'exagération dans les accusations dont on les accablait. Leurs armées n'étaient pas toujours très solides et l'organisation militaire fédérale se prêtait certainement mal aux guerres offensives; telle quelle cependant, elle suffisait à décourager les pensées d'agression. Leur administration, un peu routinière, n'était pas, après tout, si détestable, puisque Bismarck reconnut plus tard que la Prusse avait d'utiles leçons à recevoir de ceux qu'elle avait vaincus. Le mor-

cellement gênait le progrès économique, mais en somme il ne l'arrêtait pas, et, d'autre part, il protégeait la nation contre les abus de la centralisation ; il favorisait la vie intellectuelle et scientifique, et, au moment des pires réactions, il laissait ça et là quelque refuge aux libéraux persécutés. — Si les petits rois avaient été bien inspirés, en s'appliquant à ramener, par quelques réformes intérieures inoffensives, l'opinion peut-être plus surprise que vraiment hostile, ils n'auraient permis à aucun prix de toucher à cet Acte fédéral de 1815, qui leur avait offert jusqu'alors un abri tutélaire et que la plus légère secousse risquait d'ébranler : sur cette question, leur intérêt évident était d'être conservateur à outrance. Ils ne le comprirent pas.

Dans n'importe quelle société, les forces de résistance sont si puissantes et les ressources des gouvernements sont si multiples que les tentatives révolutionnaires sont fatalement vaines si elles ne sont favorisées par les connivences involontaires ou réfléchies des ennemis mêmes qu'elles combattent. « On ne meurt, disait Gœthe, que quand on le veut. » Seulement, il arrive sans cesse que les défenseurs du passé sont eux-mêmes contaminés par les idées qu'ils condamnent, qu'ils n'ont plus aucune confiance dans le système qu'ils représentent, et qu'ils deviennent les collaborateurs de leurs adversaires. Vers 1860, les hommes d'état allemands qui, comme Borries, se rendaient compte que leur seule ambition devait être de maintenir le *statu quo*, étaient fort rares, et la plupart de ses collègues, saisis par l'impatience universelle, combinaient à la hâte des plans artificiels et impraticables, qui entretenaient l'agitation, et, en agaçant le roi Guillaume, allaient fatalement le pousser aux résolutions radicales auxquelles répugnaient son loyalisme fédéral et sa timidité.

Des défections significatives s'étaient déjà produites parmi les petits princes : chez le grand-duc de Bade, Frédéric, le gendre de Guillaume, le voisinage immédiat de la France non moins que les liens de famille et la terreur de la démocratie, que lui avait laissée le souvenir de l'insurrection de 1849, avaient développé le patriotisme allemand. D'autres, comme le duc Ernest de Saxe-Cobourg, ne répugnaient pas aux bouleversements qui ouvrent aux ambitieux des perspectives inattendues : leur enjeu était faible, puisqu'ils ne risquaient qu'une ombre de pouvoir. Ces défaillances inquiétaient d'autant plus leurs voisins que l'idée de légitimité fléchissait partout en Europe et qu'ils n'attendaient pas de leurs peuples, en cas d'épreuves, un dévouement inaltérable. Ils cherchaient à tâtons le moyen d'affermir leur pouvoir, et leur clairvoyance même les induisait à des initiatives très imprudentes.

Comme d'habitude, ce fut Beust qui se mit en avant, parce qu'il avait besoin de se remuer, et aussi parce qu'il était un des plus menacés et qu'il avait de l'avenir dans l'esprit. Il était d'ailleurs poussé par le roi Jean qui, très sincèrement, poursuivait une entente avec la Prusse et une meilleure organisation militaire de l'Allemagne. La Diète de Dresde, timidement, avait demandé une réforme fédérale. Beust prit aussitôt la balle au bond : il n'était jamais embarrassé pour rédiger un plan; il s'agissait cette fois de remplacer la Diète par des conférences ministérielles, assistées par une chambre des délégués des diverses assemblées parlementaires. Son projet fut plusieurs fois modifié sans arriver jamais à une forme définitive, et Beust avouait qu'il méritait le reproche « de quelque incertitude et d'un certain manque de précision ; c'était un point de départ, et ses propositions appelaient la critique » ; ce qu'il n'admettait pas seulement, c'était une fin de non-recevoir : elles ne pouvaient être écartées que par « l'offre d'une solution meilleure reconnue exécutable » (automne 1861).

A Vienne, les ministres étaient très divisés. Rechberg, qui avait remplacé Buol quand, au moment de la guerre d'Italie, François-Joseph avait essayé de ramener la Russie, était officiellement chargé de la direction des affaires étrangères. C'était un petit homme, menu, avec des yeux gris très fins sous ses lunettes, un sourire aimable autour des lèvres, qui, en dépit de ses brusques colères, n'avait rien d'un matamore. Il connaissait bien l'Europe et il jugeait que l'Autriche n'y comptait guère d'amis; il redoutait à chaque instant un coup de main de Victor-Emmanuel sur la Vénétie et il savait combien l'ébranlement de l'administration et le mécontentement des peuples rendraient difficile à la monarchie de soutenir une lutte sérieuse. Il croyait que la Prusse était encore l'allié le moins suspect, le plus facile à satisfaire, et il désirait en revenir à la politique d'entente cordiale et de modération de Metternich. Malheureusement, il n'était pas maître chez lui. Le rapporteur des affaires allemandes, de Biegeleben, très écouté et qui méritait de l'être à cause de son expérience, de sa connaissance des affaires, de son rare talent de rédaction, était un doctrinaire : les Habsbourgs étaient, à ses yeux, les chevaliers de l'ordre et de l'Église, fatalement condamnés à lutter contre la Prusse qui, comme l'Italie, incarnait les idées anarchiques. Il était activement soutenu par la plupart des hauts fonctionnaires du Ballplatz, en particulier par le baron de Moysenbourg et Max de Gagern, Hessois comme lui et très hostiles aux Hohenzollern.

Ils se rencontraient dans cette aversion avec le président du ministère Schmerling (déc. 1860). Nulle part le secret des affaires publiques n'est aussi bien gardé qu'en Autriche; les publications de mémoires et de correspondances y sont rares, et nous sommes, par conséquent, fort mal renseignés sur les mobiles des divers acteurs. Il n'est pas très facile ainsi de voir quelle était la pensée dernière de Schmerling et il est possible que sa conduite ait été moins déterminée par des conceptions générales que par des rancunes personnelles et des intérêts momentanés. Le trait distinctif de son caractère était cette vanité de race poussée jusqu'à l'outrecuidance et ce fétichisme de la suprématie germanique que les Allemands étalent avec une si insupportable complaisance au milieu des Slaves et qui leur ont valu, dans l'Europe orientale, de si solides rancunes. Son infatuation et son libéralisme superficiel et verbal ont exercé la plus funeste influence sur les destinées de l'Autriche contemporaine, dont il arrêta l'évolution fédéraliste par la patente du 26 février 1861. Ce Joseph II au petit pied, qui prétendait imposer aux divers peuples de la monarchie l'abandon de leurs aspirations nationales et leur offrait en échange un vain apparat de formes parlementaires, n'avait d'ailleurs aucune des qualités indispensables pour accomplir une œuvre aussi scabreuse: hautain, dédaigneux, n'ayant ni le goût du travail ni l'art de manier les hommes, il affectait vis-à-vis de François-Joseph des allures de pédagogue qui froissaient le souverain, déjà assez mal disposé pour l'homme qui lui avait imposé le contrôle d'une Assemblée. Son passé, son tempérament et sa politique générale faisaient de lui un adversaire déterminé de la cour de Berlin.

Si nous en croyons Frœbel, Schmerling n'était pas, comme on l'a supposé longtemps, un Grand Allemand, mais un Grand Autrichien, c'est-à-dire qu'il pensait surtout à étendre la puissance des Habsbourgs et qu'il n'eût pas été éloigné, sous certaines réserves, de reconnaître à la Prusse une influence prépondérante au nord du Mein. Seulement, il était évident que les Allemands d'Autriche, absolument incapables, s'ils étaient réduits à leurs seules forces, de maintenir sous leur domination les Tchèques, les Polonais et les Magyars, devaient chercher leur point d'appui dans la Confédération, et il ne l'était pas moins que, du jour où la Prusse serait maîtresse de l'Allemagne du Nord, elle exercerait sur les autres États une irrésistible attraction. Schmerling, en admettant même la modération de ses projets primordiaux, était ainsi obligé par les conditions générales de sa situation politique, d'étendre ses ambitions, et il s'y résigna sans peine. Il se faisait fort de triompher sans difficulté des préventions

que les Habsbourgs avaient jusqu'alors rencontrées en Allemagne : quel libéral serait assez aveugle pour ne pas accepter comme chef un homme qui avait introduit à Vienne le régime constitutionnel, ou qui donc oserait prétendre que l'Autriche n'était pas une puissance allemande, alors que la majorité de son Parlement se groupait autour des Herbst et des Schmeykal ! Il ne douta plus du succès quand, en face de l'Association nationale, se constitua l'Association réformiste (Reformverein), qui rallia tous les adversaires de la Prusse.

Au milieu des changements que les vicissitudes d'un règne tourmenté ont imposés à François-Joseph, sur deux points essentiels il a conservé intacte l'empreinte de son éducation première : il est demeuré profondément catholique et il a une idée très haute de la mission de sa race. La fortune l'avait dès lors assez mal traité : il ne désirait pas une revanche sanglante, parce qu'il était humain et qu'il ne se sentait aucun talent de général ; mais il n'oubliait ni ses échecs ni la part qui en revenait à la Prusse et qu'il s'exagérait. Il était ainsi assez disposé à suivre Schmerling dans une campagne diplomatique, dont les risques lui semblaient limités et qui, en cas de succès, eût réuni dans un même triomphe l'Église romaine et la dynastie des Habsbourgs : il se réservait seulement le droit de s'arrêter dès que l'affaire prendrait une tournure menaçante. On a souvent remarqué que François-Joseph s'est toujours séparé de ses ministres le lendemain même du jour où il avait, par un acte important, donné une approbation retentissante à leur système politique : il n'aime pas s'engager à fond et il ne pardonne pas aux hommes qui imposent à sa discrétion une résolution définitive.

Rechberg était moins enthousiaste encore : à parler franchement, disait-il à Frœbel, je suis convaincu que rien de durable ne sortira de ce que nous faisons. Il ne suivait Schmerling que pour démontrer à son maître que ses combinaisons étaient vaines et que la sagesse exigeait une réconciliation avec la cour de Berlin. — S'y prêterait-elle, et de semblables expériences ne laisseraient-elles pas d'inguérissables inimitiés ? Rechberg ne se le demandait pas. Le découragement, universel en Autriche, aboutissait à une imprudence fataliste ; comme on n'attendait que d'un coup de hasard le relèvement de la fortune de la monarchie, les plus prudents acceptaient des spéculations dont ils ne se dissimulaient pas les risques et dont les chances de succès étaient très faibles, mais qui, après tout, pouvaient bien tourner. « Nous marchons à une confusion universelle, disait l'un des plus autorisés. Alors le moment viendra pour l'Autriche de mettre de l'ordre, et elle arrivera ainsi à la tête de

l'Allemagne. » Rien n'était plus éloigné des habitudes de la diplomatie prussienne, mesurée dans ses audaces et tenace au milieu de ses hésitations, que cette incohérente succession de provocations et de défaillances et ces tâtonnements incertains, dictés tour à tour par l'arrogance et la faiblesse.

Dans ce milieu, les vendeurs d'orviétan trouvaient les oreilles ouvertes. Frœbel avait exposé au délégué autrichien à Francfort un plan grandiose. La Confédération serait remplacée par un Empire allemand qui étendrait sa protection sur tous les domaines autrichiens et prussiens; François-Joseph, empereur héréditaire, recevrait les prérogatives nécessaires pour maintenir l'ordre au dedans et la sécurité au dehors; il serait assisté par une Chambre des princes et une Chambre des députés. Ce projet insensé fut pris au sérieux à Vienne : on en atténua seulement les clauses les plus excessives, on remplaça l'Empereur héréditaire par un Directoire de trois membres. Sous une forme comme sous l'autre, il était non seulement inacceptable, mais humiliant pour la Prusse, qui tombait au rang de satellite de l'Autriche.

La circulaire de Beust arriva à Vienne pendant qu'on caressait ces mirifiques espérances. Les imaginations s'y étaient échauffées, et les concessions, plus apparentes que réelles, que le ministre saxon avait cru devoir faire à la Prusse, parurent scandaleuses. Il demandait que les conférences ministérielles fédérales fussent tour à tour présidées par la Prusse et l'Autriche. Biegeleben répondit que la présidence de l'Autriche était le symbole de l'unité fédérale et que, pour y renoncer, elle prétendait que la Confédération lui garantît tout l'ensemble de ses possessions. La cour de Vienne en revenait toujours à sa chimère : médiatiser la Prusse et contraindre son roi à mettre ses armées à la disposition de François-Joseph.

Avec une ironie délicate, Bernstorff loua le travail « de l'homme d'état distingué dont l'activité en ce qui concernait les questions allemandes était vivement appréciée à Berlin »; mais il ne fallait pas demander à la Confédération, qui était une réunion d'États souverains, ce qu'elle ne pouvait donner; elle ne durerait, ce que la Prusse désirait sincèrement, que si on réduisait sa compétence au minimum. Sans doute, il était nécessaire de concentrer les forces de l'Allemagne, mais le seul moyen d'y arriver, était la libre agglomération des divers États à la suite d'accords personnels et libres. — C'était l'application à la grande politique du système qui, dans l'ordre économique, avait abouti au Zollverein. Guillaume, sans admettre encore le moins du monde l'hypothèse d'un recours à la

force, renonçait cependant à obtenir de la Diète de Francfort la réforme constitutionnelle; l'imprudence de ses adversaires le contraignait à reprendre la partie au point où elle avait été abandonnée en 1850 par l'impéritie de son frère (20 déc. 1861).

La simple allusion à la formation dans la Confédération d'une union étroite qui grouperait une partie de l'Allemagne sous le protectorat prussien, provoqua une émotion extraordinaire. Le 2 février 1862, l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, le Hanovre, la Hesse-Darmstadt et le Nassau présentèrent à Bernstorff une note très vive où ils rappelaient à la Prusse les déboires que lui avaient déjà causés des projets analogues, protestaient contre toute tentative de nature à limiter les droits souverains des princes et l'invitaient à prendre part à des conférences où l'on discuterait la création d'un Directoire fédéral assisté d'une assemblée de délégués des Diètes. Bernstorff naturellement refusa de participer à des négociations condamnées à un échec fatal. La situation était très tendue et les adversaires de la Prusse ne cachaient pas que, s'il le fallait, ils ne reculeraient pas devant la guerre pour arrêter ses envahissements.

Rechberg ne voulait pas de rupture, mais, pour complaire à ses alliés, il était obligé de contrecarrer la Prusse, même sur les terrains où il était impossible à celle-ci de reculer. A Cassel, les ménagements de l'Autriche entretenaient les résistances de l'Électeur qui s'entêtait, malgré les avis de Berlin, à refuser à ses peuples les satisfactions constitutionnelles qu'ils réclamaient; il ne céda que quand le cabinet de Berlin ordonna la réunion de deux corps d'armée. L'affaire du Zollverein prit une tournure encore plus menaçante.

Napoléon III venait de signer avec la Prusse un traité de commerce très libéral (29 mars 1862). Le ministre viennois s'émut, invoqua les clauses de l'entente austro-prussienne conclue en 1853, et ses raisons, quoi qu'en dise Sybel, n'étaient pas sans valeur. Bernstorff lui répondit qu'un grand État ne saurait renoncer au droit de modifier ses tarifs commerciaux suivant ses propres intérêts. Rechberg exploita alors la mauvaise humeur des États du Sud, où les protectionnistes étaient nombreux, et reprit la campagne de 1852 contre le Zollverein; en même temps, il invita les quatre royaumes, les deux Hesses et le Nassau, à envoyer des ambassadeurs à Vienne pour y discuter les projets de réforme fédérale. La Prusse signifia aux membres du Zollverein qu'elle regarderait leur refus d'approuver le traité comme une dénonciation de l'Union douanière, et elle reconnut le royaume d'Italie. Guillaume n'y avait pas consenti sans peine, mais les derniers incidents l'avaient irrité; il doutait sérieusement

de la possibilité d'une entente avec l'Autriche et il envisageait avec moins de répugnance la pensée d'appeler aux affaires l'homme qui, dès la première heure, lui avait dénoncé les ambitions irréductibles de la cour de Vienne. Ses dernières résistances furent emportées par l'attitude de la Chambre prussienne dans la question de la réforme militaire.

*
* *

Tel était le désespoir auquel Frédéric-Guillaume IV avait réduit la masse de la nation que l'avènement de son frère avait provoqué un véritable délire de joie. « Depuis dix ans, écrivait en 1858 un des critiques les plus connus de l'époque, voici la première nuit de Noël ou le peuple allemand peut enfin saluer l'année nouvelle avec une foi virile et une sereine espérance. Les meilleurs d'entre nous risquaient de tomber dans un découragement inerte; la foule s'était enfermée en murmurant dans l'égoïste souci des intérêts les plus vulgaires ; nous ressemblions tous à des vieillards... Le nouveau ministère nous a sauvés de la mort. » Dans l'allégresse universelle, on oubliait que Guillaume s'était jusqu'à la dernière heure opposé à l'établissement d'un régime constitutionnel et qu'il avait montré contre les insurgés de 1849 une énergie très voisine de la cruauté. Depuis lors, il s'était séparé de la camarilla et il avait blâmé publiquement, à diverses reprises, les sottises de l'extrême droite. Comment expliquer ce revirement? Sans doute par des causes diverses, l'influence de sa femme Augusta, le mariage de son fils, Frédéric, avec la fille préférée du Prince-Consort (25 janv. 1858), divers voyages en Angleterre, qui lui prouvèrent qu'anarchie et constitution ne sont pas nécessairement synonimes. Surtout sa nature loyale et droite répugnait au mensonge, et, sans avoir pour la Charte une grande tendresse de cœur, il n'admettait pas qu'après avoir juré la Constitution, on songeât, comme son frère, à la supprimer, ou qu'on la faussât, comme Manteuffel, par un système d'interprétations jésuitiques. Maladroitement, les ultras le blessèrent personnellement. Quand il maria sa fille, beaucoup de nobles s'abstinrent, la plupart des membres du parti féodal; il fut obligé de recourir à la ruse pour pouvoir marier son fils à une princesse d'Angleterre; son palais de Coblentz était infesté d'espions; un escroc, Lindenberg, envoyait à Gerlach des rapports sur son compte : Guillaume le poursuivit devant les tribunaux, et le fit condamner; la camarilla obtint sa grâce, avant même que les délais d'appel fussent écoulés. Son fils, le prince

Frédéric, qui habitait en Silésie, en disgrâce comme son père, s'excusait auprès des libéraux de la froideur qu'il leur témoignait : « il se savait observé et avait toute raison d'être prudent ».

En arrivant au pouvoir, le Régent était donc bien résolu à se débarrasser d'une séquelle qui l'avait si cruellement offensé et d'un ministère qui n'avait pas su le défendre. Les libéraux eurent le tort de croire que ce changement de personnes impliquerait une transformation radicale du système suivi jusque-là. Le programme que le Prince présenta à ses ministres, très insignifiant, aurait dû les avertir de leur erreur.

« Il ne saurait être question, disait-il, ni actuellement ni jamais, de rompre avec le passé ; il faut seulement améliorer, écarter avec précaution la part d'arbitraire qui a pu se glisser dans l'administration. Il faut s'opposer, en restant dans la légalité, mais avec énergie, aux idées excessives qui tendent à se répandre ; on doit tenir fidèlement ce qui est promis, sans renoncer aux améliorations nécessaires ; ce qui n'a pas été promis, ayons le courage de l'interdire ; défions-nous des phrases stéréotypées, des formules convenues ; un souverain est fort quand il a une conscience pure, et il a alors le droit de résister au mal. »

Toutes ces restrictions, si claires, si formelles, le public ne voulut pas les entendre ; il n'eut d'oreilles que pour quelques phrases relatives à la religion. — « Dans l'Église évangélique, il s'est développé une orthodoxie qui n'est pas compatible avec ses doctrines essentielles et qui a eu pour résultat de produire l'hypocrisie. Elle a combattu l'Union que j'ai l'intention formelle de soutenir et de favoriser... La piété sincère se montre dans la vie entière de l'homme ; c'est là seulement ce qu'il faut considérer et démêler des manifestations extérieures. » — Comme l'oppression avait pesé sur les âmes d'un poids particulièrement lourd, l'opinion salua dans la défaite de la coterie piétiste l'aurore d'une ère d'affranchissement et elle donna aux paroles de Guillaume un sens fort éloigné de ses intentions.

Il continuait à regarder les idées modernes comme un poison qui corrompt l'esprit public, et il n'avait même pas pris complètement son parti de l'abolition des privilèges féodaux ; il conservait quelque tendresse de cœur pour cette classe des Junker, qui, « après le premier étourdissement de mars, avait montré, pour sauver la patrie, une activité et un dévouement qu'on ne saurait trop admirer, — d'autant plus qu'il n'était pas sûr de ne pas avoir de nouveau à faire appel à sa loyauté.

Avant même 1848, on le nommait « le flaireur de révolution » et il en tirait vanité. Comme il s'exagérait jusqu'au ridicule la force des partis subversifs, qui, en réalité, n'existaient pas en Prusse, il tremblait que la moindre concession n'excitât leur audace et il entendait que le sceptre ne tournât pas en quenouille entre ses mains. « Vous savez depuis longtemps, écrivait-il à Vincke au moment de son avènement, que je fais une grande différence entre la législation parlementaire et le gouvernement parlementaire ; j'admets la première, non la seconde. » — Sur ce point, il n'a jamais varié : la Prusse est une monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire que le souverain s'est engagé à accorder aux sujets certaines garanties, mais ces garanties sont limitées et précises, et elles n'altèrent pas le caractère essentiel de la souveraineté : le pouvoir exécutif appartient au roi seul, qui n'est responsable que devant Dieu ; il choisit ses ministres ; les Chambres peuvent examiner leur conduite et même les censurer; leur vote de défiance a pour but d'attirer l'attention du souverain ; si, après réflexion, il les maintient en fonction, les Chambres n'ont qu'à s'incliner. Elles ont le droit de repousser les lois nouvelles et les surtaxes d'impôts, mais elles ne peuvent modifier l'ordre de choses existant que de l'aveu du souverain, c'est-à-dire que les lois demeurent en vigueur et que les impôts continuent à être régulièrement perçus tant que le roi le trouve bon ; sans cela, on tomberait dans l'erreur des démocrates qui transportent le véto du roi aux Chambres, de sorte que le roi n'est plus que « le président d'une corporation». Sur cette question, aucune transaction n'est possible avec le parti du mouvement. — Cette conception, assez voisine du despotisme éclairé tel que le comprenait Frédéric II, avec cette nuance, d'ailleurs importante, que les délégués de la bourgeoisie sont autorisés à présenter à la couronne leurs doléances et leurs vœux, Guillaume réussit à la faire triompher, et il a donné ainsi à l'histoire intérieure de la Prusse sa marque et comme sa direction. En dépit de l'éclat des discussions et du développement des partis, c'est, en effet, par abus de mots qu'on parle en Allemagne de régime parlementaire; il y a, en réalité, plus de différence, au point de vue du droit théorique, entre la Prusse et l'Angleterre, qu'entre la Prusse et la Russie ; dans les deux pays, la volonté du souverain n'est limitée que par l'action incertaine et diffuse de l'opinion publique, et, s'il refuse une réforme, sa résistance ne peut être brisée que par une révolution.

Les libéraux avaient instinctivement compris qu'il convenait de traiter le Régent avec le plus extrême ménagement. « Il n'a pas brûlé ses vaisseaux, disait très justement Bernhardi; c'est-à-dire que, si on

l'effarouchait, il se rejetterait vers la droite. » Un mot d'ordre courut : éviter les démarches hâtives, rassurer le Prince à force de modestie ; après tout, la réaction n'avait pas été vaincue par la résistance du peuple et il était sage de ne pas abuser d'un succès qu'on devait au hasard bien plus qu'à ses propres forces. Aux élections, on écarta les candidats compromettants. Von Unruh, Rodbertus, Schultze-Delitzsch, qui n'étaient certes pas des démagogues, mais dont le nom rappelait les souvenirs de 1848, s'effacèrent ; les programmes, très anodins, ne réclamaient que l'abolition des abus les plus scandaleux.

Malgré l'intervention désespérée des fonctionnaires, qui trahissaient le nouveau ministère, un sixième à peine des députés de l'ancienne droite fut réélu ; elle tombait de 224 voix à 40 ; les libéraux étaient plus de 200 (novembre 1858).

Cette victoire trop éclatante, bien qu'elle ne fût qu'une approbation des premières mesures de son gouvernement, inquiéta Guillaume. Il avait peur d'être entraîné plus loin qu'il ne l'entendait et il était froissé de l'emportement des amitiés qui s'offraient à lui. Il prêtait aux libéraux des calculs machiavéliques ; ses paroles, ses actes trahirent plus que jamais le dessein de repousser toute compromission suspecte.

Les ministres, très pâles, mais qui comprenaient cependant la nécessité d'offrir quelques satisfactions à la majorité, n'avaient aucune autorité sur lui. Il n'était pas facile à manier, Bismarck en fit l'expérience ; ils étaient paralysés par le respect, assez divisés entre eux ; Auerswald, plus tard Schwerin, qui prit le ministère de l'Intérieur au mois de juillet 1859, étaient affaiblis par la présence dans le conseil de quelques survivants du régime de Manteuffel, Simons, von der Heydt, par la sourde résistance aussi du cabinet militaire. Ils décoraient leur faiblesse du nom de magnanimité et se glorifiaient de ne pas substituer un gouvernement de parti à un gouvernement de parti. Ils laissaient en place les fonctionnaires les plus détestés ; le président de la province du Rhin, Kleist-Retzow, le président du gouvernement de Minden, Peters, ne furent mis en disponibilité qu'à la fin de 1858, et pourtant le Régent avait eu l'occasion de les voir à l'œuvre. Très vite, la droite féodale reprit courage. Embusquée dans la Chambre Haute, elle y disposait d'une majorité éprouvée ; quand le ministère avait, après d'interminables négociations, obtenu du Prince quelque concession que la majorité sollicitait avec impatience, les seigneurs l'écartaient d'un vote dédaigneux ; ils repoussaient ainsi la péréquation de l'impôt foncier, depuis si long-

temps promise, et maintenaient la scandaleuse exemption dont jouissaient les nobles; ils écartaient une loi sur le mariage civil, très insuffisante, mais qui eût au moins limité l'autorité de l'Église.

Les libéraux, au bout de quelques mois, se plaignirent, d'abord doucement, puis avec plus de vivacité. Dans les provinces, en particulier, leur situation était très pénible; les sous-préfets, plus arrogants que jamais : « Depuis le départ de M. de Manteuffel, disait l'un d'eux, je ne lis plus les dépêches des ministres ; que m'importe l'opinion de ces gens-là ! » Le président du conseil, Hohenzollern, avouait que ses agents ne lui obéissaient pas et se reconnaissait hors d'état d'empêcher les abus d'autorité les plus étranges. Encore en 1860, un sous-préfet faisait enlever de nuit, dans sa chambre, un individu parfaitement respectable, mais qui lui avait refusé de régulariser une ancienne liaison; il le gardait huit jours prisonnier, lui faisait balayer les rues avec les condamnés de droit commun : le pauvre diable n'osa pas porter plainte, de peur de s'attirer de nouveaux ennuis. Les ministres, gourmandés, houspillés par leurs amis, obtinrent du Régent quelques concessions insignifiantes ; il leur sut mauvais gré de leur importunité. Les conservateurs jugèrent le moment favorable pour rentrer en scène. Le projet de réforme militaire leur en fournit une excellente occasion.

L'armée prussienne avait été organisée par la loi du 3 septembre 1814, complétée par une série d'instructions publiées de 1815 à 1825. Elle établissait en principe le service universel ; les jeunes gens qui avaient une certaine instruction et qui disposaient de ressources suffisantes pour s'équiper et s'entretenir à leurs frais, étaient mis en congé après un an de service et incorporés avec leur classe dans la landwehr, où les meilleurs d'entre eux recevaient le grade d'officier. Après trois ans de présence au corps, le soldat était renvoyé dans ses foyers ; il faisait alors partie de la réserve pendant deux ans, puis de la landwehr du premier ban pendant sept ans, et pendant sept ans encore de la landwehr du second ban. Les jeunes gens valides qui n'étaient pas incorporés dans la ligne ou dans la landwehr et les hommes de dix-sept à cinquante ans faisaient partie du Landsturm. L'armée permanente était forte de 135.000 hommes, ce qui donnait un effectif réel de 110.000 hommes environ. Il était impossible qu'elle fût ainsi, à elle seule, comme l'avait ordonné la loi, « la grande école de la nation pour la guerre », et elle ne suffisait pas à assurer la défense du pays ; aussi lui avait-on étroitement associé le premier ban de la landwehr. Au moment de la mobilisation, un régiment de ligne et un régiment de landwehr formaient une brigade ; le premier ban de la

landwehr se composait d'hommes de vingt-six à trente-deux ans avec un effectif d'environ 160.000 hommes.

Ce système avait l'avantage de ménager les finances et de n'imposer qu'un minimum de charges à un pays qui, à la suite des exactions napoléoniennes et des suprêmes efforts de 1813, était à bout de souffle. Il répondait d'ailleurs admirablement aux tendances morales et intellectuelles d'une génération idéaliste, qui avait grandi à l'école de Kant et de Fichte et qui avait subi l'influence de la Révolution française. Scharnhorst, Boyen, Gneisenau, Grolmann, étaient de véritables apôtres du patriotisme ; ils croyaient que la justice et le droit finissent toujours par l'emporter et qu'un peuple qui défend son indépendance, est invincible ; ils ne dédaignaient pas sans doute les qualités professionnelles, mais ils attachaient plus de prix aux vertus sociales ; l'armée, telle qu'ils l'avaient conçue, devait bien être vraiment le peuple en armes, et la loi de 1815 a été un admirable facteur d'éducation nationale, précisément parce qu'elle n'imposait aux citoyens que des servitudes raisonnables.

Leurs adversaires les traitaient d'illuminés ; ils niaient que l'esprit civique suffît à remplacer le séjour prolongé à la caserne et ils rappelaient que les insurrections populaires font en général assez pauvre mine en face de régiments exercés. Ils avaient l'oreille de Frédéric-Guillaume III que les nécessités budgétaires avaient seules décidé à accepter le projet de Boyen et qui, à la fois pour des considérations techniques et des raisons politiques, n'aimait pas la landwehr, dans laquelle il voyait une sorte de garde nationale prête pour toutes les émeutes. Il chercha à la fondre plus complètement avec l'armée active et ce fut le prétexte de la retraite de Boyen (1819) ; mais le moment n'était pas favorable à des changements radicaux ; les dispositions essentielles de la loi de 1814 furent conservées. Elle était populaire : les guerres de l'Indépendance ont leur légende en Prusse comme la Révolution en France, et la masse était toujours persuadée que Napoléon avait été vaincu par les volontaires. Par réaction contre ces exagérations, les écrivains militaires tiraient de l'étude des dernières campagnes des conclusions opposées : les troupes françaises de 1813 ne valaient pas grand'chose, et cependant la victoire avait été chèrement payée ; les pertes de la landwehr lavaient été beaucoup plus élevées que celles de la ligne, et ses hésitations avaient plusieurs fois compromis la victoire.

A mesure que s'éteignait la génération des amis et des disciples directs de Scharnhorst, les officiers devenaient plus nombreux qui réclamaient une armée plus entraînée, plus jeune, plus uni-

forme, où les éléments militaires proprement dits tiendraient une place prépondérante. Leurs plaintes étaient d'autant plus vives que depuis 1814 la loi avait été appliquée sans vigueur. Pour des raisons d'économie, on avait expérimenté en 1833 et introduit définitivement en fait depuis 1837 le service de deux ans ; il est vrai qu'on gardait trois mois à la caserne les « recrues de la landwehr », mais ces conscrits de passage oubliaient vite l'instruction rudimentaire qu'ils avaient reçue. De plus, tandis que la population augmentait rapidement, le contingent annuel demeurait à peu près stationnaire ; en 1860, pour une population de 18 millions d'habitants, le chiffre des hommes appelés sous les drapeaux n'était que de 40.000, c'est-à-dire qu'au moins un tiers des jeunes gens valides passait dans la landwehr sans préparation sérieuse.

Une longue période de paix avait produit de plus un certain relâchement. Frédéric-Guillaume IV connaissait mal l'armée et s'y intéressait peu ; la politique là aussi avait accompli son œuvre néfaste. Par camaraderie, par faiblesse, on maintenait dans les cadres des généraux usés qui n'avaient jamais eu d'autre mérite que leur haine contre la Révolution. On ne désignait les chefs de corps que sous le nom de cadavres ambulants, et on sentait d'autant moins l'utilité de les remplacer que leurs subordonnés n'étaient guère plus valides. Pour l'avancement on tenait moins compte du mérite que des opinions. Les habitudes de soupçon et d'espionnage qui s'étaient introduites dans les régiments ruinaient l'esprit de corps : on écartait les bourgeois; l'armée tendait à n'être plus que la forteresse des hobereaux, et elle n'avait ainsi ni la trempe des troupes professionnelles ni la valeur morale des milices armées pour la défense du sol.

Elle était si peu nombreuse, qu'à la moindre alerte, on était obligé de recourir à la landwehr ; ces appels troublaient profondément la vie sociale et causaient dans le pays un mécontentement universel. En 1853, dans une compagnie de 250 hommes, il y avait 242 pères de famille ; beaucoup laissaient les leurs dans la gêne, et, quand ils revenaient, ils ne retrouvaient pas toujours leurs places. Il était évidemment injuste d'imposer des sacrifices aussi durs à des hommes relativement âgés, alors que beaucoup de jeunes gens échappaient à tout service. Les officiers de réserve étaient souvent médiocres, et comme, au moment de la mobilisation, chaque régiment de ligne était rattaché à un régiment de landwehr, l'armée entière était alourdie et affaiblie.

Il convient de ne pas exagérer ces critiques, et il fallait bien que Guillaume lui-même ne doutât pas de la solidité de ses troupes puis-

qu'il était parfaitement résolu à accepter la guerre avec l'Autriche en 1850 ou avec la France en 1859. La cavalerie avait fait de très remarquables progrès depuis vingt ans, et le développement de l'élevage assurait largement le service de la remonte ; le fusil à aiguille que Dreyse avait inventé dès 1824, avait fait ses preuves dans les campagnes de 1849, et, depuis 1855, tous les régiments en étaient pourvus ; les officiers d'état-major recevaient une instruction excellente, les manœuvres étaient fréquentes et sérieuses. La sécurité nationale ne courait donc aucun risque, mais l'armée n'avait peut-être plus les qualités de souplesse et de mobilité qu'exige une politique d'offensive, et les officiers de carrière, presque tous réactionnaires, craignaient de ne pas trouver en elle une soumission assez joyeuse dans une heure de crise politique. Au moment de la mobilisation de 1850, quelques actes d'indiscipline s'étaient produits, isolés, sans gravité : on en avait exagéré l'importance ; on rappelait avec insistance certains incidents ridicules ; dans quelques villes, les hommes n'avaient pas pu être équipés aussitôt et ils avaient fait l'exercice en pantoufles, en casquettes et en chapeaux haute-forme ; pendant l'expédition contre les insurgés de Bade, les marches avaient été lentes et les pertes très élevées. La mobilisation de 1859 prouva que les abus tendaient plutôt à augmenter, et les partisans d'une réforme militaire en prirent texte pour renouveler leurs doléances.

Parmi les officiers, le besoin d'une réorganisation était universellement ressenti, et, au milieu des plans qui se croisaient, il est très difficile de distinguer la part qui revient aux principaux auteurs de la réforme et d'attribuer à chacun d'eux sa légitime part de gloire. Mais, quelque rôle qu'aient joué, dans les discussions préalables, Clausewitz, Voigts-Rheetz, Hartmann ou Alvensleben, l'opinion publique ne s'est pas trompée quand elle a vu dans la réorganisation militaire avant tout l'œuvre personnelle du Régent. Non seulement il en a vraiment suscité la pensée et il en a poursuivi l'exécution avec une rare constance ; mais c'est bien lui qui en a définitivement arrêté les lignes essentielles. En 1827, il signalait les inconvénients de la loi de 1814 ; il revenait à la charge en 1832 après les affaires de Belgique. Dès ce moment, sa pensée était parfaitement arrêtée et elle ne varia que sur des détails secondaires : il fallait rompre définitivement avec le système des milices, renforcer l'armée active dans ses effectifs et son instruction, et lui incorporer une partie de la landwehr. Excellent officier supérieur, très versé dans les détails du service et leur attribuant volontiers une importance exclusive, il n'avait pas beaucoup d'imagination et ne croyait guère aux forces

morales : l'idéal de Scharnhorst et de Boyen lui semblait puéril. « Il suffit d'un an pour faire un fantassin, lui disait un jour Grolmann. — Comment un an ! lui répondit le Prince ; il ne faut pas plus de trois mois ; mais pour faire un soldat, il faut au moins trois ans. »

Frédéric-Guillaume IV partageait son opininon, mais il ne voyait aucun inconvénient à ajourner la question parce qu'il était bien résolu à éviter toute guerre et qu'il ne voulait à aucun prix engager des dépenses qui l'auraient mis dans l'obligation de convoquer les députés de la nation. Lambin et hésitant, sans contester les critiques de son frère dont il reconnaissait la compétence supérieure, il n'essaya pas le moins du monde de remédier aux abus, qu'aggrava rapidement le service de deux ans. Il avait appelé au ministère Boyen, et lorsque le prince Guillaume s'ouvrit à celui-ci de ses projets, le vétéran des guerres de l'Indépendance les repoussa avec une véritable indignation.

Sous le ministère de Manteuffel, quelques améliorations de détail ne satisfirent pas le Prince ; même le rétablissement du service de trois ans en 1856 ne fut à ses yeux qu'un palliatif insuffisant, et son impatience était telle que, bien qu'il se fût fait une loi de ne rien entreprendre de grave tant qu'il gouvernerait par délégation de son frère, il profita de l'occasion que lui offrit un mémoire du lieutenant-colonel Clausewits (1858) pour remettre aussitôt la question sur le tapis. Il repoussa le retour au service de deux ans et la diminution de l'effectif de paix des bataillons ; mais il se rallia aussitôt à la pensée d'incorporer désormais le contigent entier, ce qui permettrait, pour peu qu'on prolongeât le service de la réserve, de disjoindre l'armée de ligne et la landwehr. Au mois de juin de 1858, il s'entretint de ses intentions avec le général Roon, qu'il connaissait depuis la campagne de Bade en 1849 et qui renchérit sur ses idées : « Au point de vue militaire et politique, disait-il, la landwehr était si corrompue, qu'elle n'était qu'un danger et que mieux valait la supprimer. » Dans ce but, il proposa un plan très compliqué, fort dangereux, et qui devait être définitivement écarté. Roon a eu le mérite d'exécuter la réforme, mais son amour-propre, qui était grand, s'est beaucoup exagéré la part qu'il avait eue dans la préparation. Son mémoire fut envoyé au ministre de la guerre Bonin, et une commission fut chargée de l'examiner. Le général de Voigts-Rheetz, qui passait avec raison pour un des officiers les plus distingués de l'armée, et le lieutenant-colonel Hartmann repoussèrent le projet de Roon ; mais, comme Clausewitz, ils insistèrent sur la nécessité d'incorporer le contingent entier (63.000 hommes au lieu des 38.000 qui recevaient l'instruction mili-

taire), et proposèrent de rattacher étroitemement à l'armée active les trois premières classes de la landwehr, tandis que les quatre dernières classes ne seraient appelées que pour la défense des frontières. Leurs propositions ne plurent guère au Régent, mais il profita de la mobilisation de 1859 pour entrer dans la voie de l'application. Après les préliminaires de Villafranca il ramena à leur effectif de paix les 36 régiments d'infanterie qui avaient été mobilisés, mais il maintint à côté d'eux 36 nouveaux régiments qui furent composés des plus jeunes classes de la landwehr, des réservistes et de quelques troupes de la ligne; il créa de même dix nouveaux régiments de cavalerie.

La réforme était introduite avant qu'on en eût arrêté les principes. Une grande commission militaire, présidée par Wrangel, finit par accepter les projets de Clausewits et de Voigts-Rheetz, modifiés sur plusieurs points essentiels par le Régent. Le contingent annuel était porté à 63.000 hommes; les trois plus jeunes classes de la landwehr étaient rattachées à l'armée active; le nombre des cadres des bataillons était doublé et les nouveaux régiments de réserve étaient assimilés aux régiments réguliers; le service actif demeurait fixé à trois ans pour l'infanterie et était porté à quatre pour la cavalerie. — Le ministre de la guerre qui prévoyait l'opposition de la Diète, demandait quelques adoucissements : mais Alvensleben, adjudant général, et Edwin de Manteuffel, qui avaient l'oreille du roi, déclarèrent toute discussion inutile. Il est incontestable que le projet tel qu'il fut réalisé appartient en propre à Guillaume, qui, après avoir un des premiers signalé l'urgence d'une réorganisation militaire, avait suscité les principaux projets et les avait modifiés dans leurs dispositions essentielles, de manière à créer une armée qui répondît à son idéal personnel.

Il s'efforça de ramener Bonin, pour qui il avait une vieille et réelle affection ; mais ils étaient séparés par une question de principe. Le ministre accusait les conseillers du Prince de vouloir séparer « l'armée du pays » ; du moment où elle deviendrait indifférente au peuple — et comment s'intéresserait-il à des régiments de prétoriens? — « la Prusse aurait perdu les conditions nécessaires de son existence ». Assez négligent de nature, peu désireux de compromettre une popularité dont il était vain, il invoquait des raisons d'économie et de tactique parlementaire qui irritaient le Régent : « Dans une monarchie comme la nôtre, écrivait celui-ci, le 24 novembre 1859, le point de vue militaire ne doit pas être rétréci par des considérations économiques et financières ; car c'est sur notre force militaire que repose la situation européenne de l'État dont ensuite tout dépend. » — Les Hohenzollern n'ont jamais admis que leurs pouvoirs de chefs

militaires fussent limités : « L'organisation de l'armée et le système de défense du pays, disait Frédéric-Guillaume IV le 9 mars 1851, relèvent exclusivement de la couronne, ce droit lui a été expressément reconnu par la Constitution et je n'ai pas la moindre intention de me le laisser contester. » Les idées de Guillaume sur ce point étaient plus absolues encore : il était le chef unique du pouvoir exécutif, il avait le devoir de garantir la défense du royaume, il devait donc être libre d'en assurer les moyens ; il remplaça Bonin par Roon (5 déc. 1859), qui présenta à la Chambre le projet de réforme militaire (10 février 1860).

Si les libéraux avaient été bien inspirés, ils l'auraient accepté sans récriminations, et il est probable qu'ils s'y seraient résignés s'ils avaient été exactement renseignés sur la situation. Sortis d'un suffrage restreint, sans autre appui qu'une bourgeoisie dont l'éducation était très incomplète et dont le courage avait été très ébranlé par les luttes récentes, leurs forces étaient médiocres et, comme l'avenir le montra, leurs âmes mêmes étaient mal trempées pour les résolutions hardies. Dans ces conditions, mieux eût valu certainement ne pas engager le combat sur un terrain particulièrement épineux et ne pas opposer au Régent une résistance qu'il devait fatalement prendre pour une offense personnelle. Des tacticiens plus expérimentés et plus adroits auraient saisi l'occasion pour prouver hautement leur loyalisme, et en méritant la reconnaissance du Prince, ils l'auraient définitivement engagé dans la voie du libéralisme où il ne s'aventurait encore qu'avec une trop visible hésitation. Lorsque cependant certains historiens reprochent à la gauche de s'être laissé dominer par des raisons de puéril amour-propre ou d'avoir manqué de patriotisme, ils faussent grossièrement les faits. La vérité est que les droits essentiels du Parlement se trouvaient en jeu et qu'il s'agissait de savoir si la Prusse était vraiment une monarchie constitutionnelle, — et, quant au manque de patriotisme, sans parler de ce qu'a de ridicule une semblable accusation adressée à des hommes tels que Forckenbeck, von Unruh et même Sybel, ce fut au contraire l'ardeur même de leur passion nationale qui poussa la plupart d'entre eux à combattre les projets de Roon.

Sous le coup de l'émotion provoquée par la guerre d'Italie, beaucoup de libéraux jugeaient le moment venu de reprendre l'œuvre si maladroitement abandonnée par Frédéric-Guillaume IV, et, sans parler, comme en 1848, de fondre la Prusse dans l'Allemagne, ils ne voulaient pas du moins accentuer encore les traits qui rendaient odieuse à ses voisins la monarchie des Hohenzollern. Qu'une réforme

militaire fût nécessaire, ils l'admettaient sans difficulté et ils n'auraient pas reculé devant les plus lourds sacrifices, si seulement ils avaient eu pour but de développer les institutions de Scharnhorst et de Boyen : mais au contraire, on les supprimait. Les apologistes de Roon affirment que l'armée, grâce à lui, est devenue plus solide, plus alerte, quelquefois même, qu'elle coûte relativement moins cher ; aucun n'a eu l'idée de soutenir qu'il a créé une armée populaire. Roon ne dissimule pas dans ses *Mémoires* qu'il voulait fortifier le pouvoir, le rendre plus indépendant de l'opinion, et Guillaume lui-même ne s'inspirait pas de considérations purement techniques ; il voulait des régiments qui fussent bien dans ses mains, qu'il fût libre de lancer à l'heure qu'il lui plairait sur l'ennemi qu'il leur désignerait. La gauche s'alarmait d'autant plus de ces tendances qu'elle connaissait le faible du Régent pour la noblesse. Celle-ci avait toujours été maîtresse de la diplomatie ; Manteuffel lui avait subordonné l'administration ; les grades d'officiers lui avaient été jusqu'alors presque exclusivement réservés ; allait-on encore fortifier sa situation en diminuant le rôle de la landwehr et en favorisant la formation d'une armée prétorienne, dont les souverains seraient à la fois les chefs et les prisonniers? C'est alors que la Prusse serait vraiment le paradis des Junker. — Idéal vraiment séduisant à offrir aux Allemands de l'Ouest et du Sud !

L'armée nouvelle suffirait-elle d'ailleurs à assurer la défense du pays dans le cas d'une guerre sérieuse? — Le ministre l'affirmait, mais Forckenbeck, très laborieux, très intelligent, et qui avait étudié la question sous toutes ses faces, le contestait, et l'événement ne lui donna pas tort, puisqu'en 1866 et en 1870 il fallut faire appel à la landwehr. — N'eût-il pas été plus sage dès lors de chercher à améliorer celle-ci au lieu de consacrer toutes les ressources du pays à maintenir pendant trois ans sous les drapeaux l'effectif complet des régiments de ligne? Personne n'ignorait que la plupart des officiers admettaient que deux ans de service suffisaient ; à quoi bon imposer au pays une dépense inutile? — On voulait une armée de parade, qui permettrait de distribuer aux Junker des sinécures, et les bourgeois, comme d'habitude, solderaient l'addition. — Ces raisons excellentes tiraient une force nouvelle de l'état d'esprit des députés qui commençaient à se lasser d'une sagesse qui attendait toujours sa récompense. Vincke, le chef de la majorité depuis que le comte Schwerin avait été appelé au ministère, était un orateur très remarquable ; il avait de la verve, du bon sens et du courage, mais il manquait vraiment un peu de souplesse et de moelleux ; il menait ses

hommes à la baguette, et plus d'un commençait à regimber sous le joug. — « Tout tient ici par un fil de laine, écrivait Forckenbeck dès le mois de janvier 1859, le ministère avec le Régent, les ministres entre eux, les ministres et la majorité libérale. »

La session de 1860 fut complètement perdue, par la faute surtout de Schwerin, qui ne sut ni obtenir du Prince les concessions de détail qui eussent apaisé l'opinion ni éclairer ses amis sur les périls de la situation. On finit par se mettre d'accord sur une équivoque : la loi militaire, qui n'avait aucune chance d'être votée, fut retirée, et la Chambre accorda un crédit de 9 millions de thalers pour l'entretien des nouvelles unités tactiques jusqu'au 1er juillet 1861.

La Chambre avait cru sauvegarder ainsi son droit et réserver l'avenir, mais elle n'avait obtenu des ministres que des déclarations vagues, et son indécision était de nature à encourager les adversaires du régime parlementaire. Le Régent, en clôturant la session (23 mai 1860), exprima son amer regret « de retards qui pourraient n'être pas sans inconvénients, si vous ne m'aviez accordé les moyens par lesquels j'assurerai[1] le développement des forces du pays. Je vous remercie, ajouta-t-il, de l'unanimité de votre vote; elle me prouve que la nécessité d'une réforme militaire a été enfin comprise et que la question qu'il est absolument indispensable de régler sera résolue dans le plus bref délai. » — Il gardait ses positions et il était en effet puéril de lui accorder les fonds nécessaires pour former les nouveaux bataillons, si l'on n'était pas résigné à le suivre jusqu'au bout. Le ministre termina rapidement l'organisation des régiments supplémentaires et le roi[2] leur distribua leurs drapeaux dans une revue solennelle.

L'attitude de la majorité s'explique — sans se justifier — parce qu'elle ne niait pas qu'il fût utile de relever le contingent annuel et par conséquent d'augmenter le nombre des unités tactiques. Seulement, elle exigeait en retour la réduction du service à deux ans et le maintien intégral dans sa situation antérieure de la landwehr que Roon reléguait dans une pénombre peu glorieuse. En dehors même des considérations techniques qui éloignaient le roi de toute transaction, la Diète soulevait ainsi une question de principe qui rendit la lutte sans issue. Elle partait du principe anglais : qui tient la bourse, est maître de l'autorité, et elle entendait faire acheter le vote des

1. Le texte primitif portait, au lieu de *Je, mon gouvernement;* et, au lieu de *assurerai, pourra assurer*. Le Régent avait tenu à indiquer son action directe et sa résolution bien arrêtée d'agir.

2. Je rappelle que le Régent devint Roi par la mort de son frère, Frédéric-Guillaume IV, dans la nuit du 1er au 2 janvier 1861.

crédits par diverses concessions. Son triomphe eût impliqué une véritable transformation constitutionnelle : à la place d'une monarchie militaire, contrôlée, mais non limitée par une assemblée élue, on aurait eu une royauté parlementaire, dirigée par les représentants de la nation. La gauche était certes parfaitement dans son droit et même dans la logique en essayant de fixer et d'étendre ses attributions. Elle se trompait seulement sur ses forces. Le peuple, dont elle ne sortait pas directement, ne s'intéressait guère à des luttes théoriques dont il n'apercevait pas la portée, d'autant plus que l'opposition n'avouait pas ses arrière-pensées et se les dissimulait à elle-même. Elle n'avait d'autre chance de succès que la faiblesse du gouvernement et il était peu adroit de provoquer le roi justement sur le point où il était le plus convaincu de son droit et le plus rebelle à toute idée de transaction.

Elle avait le vague sentiment de son imprudence, et, en 1861, elle vota de nouveau les crédits « temporairement » pour une nouvelle année. Chaque mois qui s'écoulait rendait plus difficile et plus blessante pour le roi toute tentative de retour en arrière.

Quelques députés se lassaient de cette politique d'atermoiements. Les plus résolus se groupèrent autour de Waldeck, de Schulze-Delitzsch et de Forckenbeck, et décidèrent d'adopter une attitude nettement libérale, « sans se laisser arrêter par des considérations d'aucune nature (mars 1861)». On les appela à ce moment les Jeunes-Lithuaniens : ils se recrutèrent surtout parmi les représentants de la Prusse Orientale et des provinces rhénanes. Comme ils comptaient dans leurs rangs des hommes très distingués, Hoverbeck, Virchow, von Unruh, Mommsen, comme de plus ils avaient pour eux une grande partie de la bourgeoisie éclairée, lasse de cet éternel piétinement sur place et aussi peu satisfaite de la politique extérieure du gouvernement que de ses ménagements pour les féodaux, ils exercèrent bientôt à la Chambre et au dehors une assez grande influence.

Plus les expériences suscitées dans le pays par l'ère nouvelle avaient été excessives, et plus amères étaient les déceptions qui avaient suivi. Dans plusieurs États voisins, le Nassau, la Hesse-Darmstadt, l'opinion arrachait aux souverains des concessions sérieuses. — La Prusse resterait-elle seule fermée à l'esprit nouveau, et était-ce là le moyen de gagner la sympathie de l'Allemagne ? Était-il indispensable de saigner à blanc le pays pour entretenir des régiments qui, avec de pareils chefs, ne serviraient jamais à rien ? C'était toujours la même antienne : on ne réunissait à grand fracas une armée que comme pour rendre les capitulations plus honteuses, car

personne à la Chambre ne doutait plus que Schleinitz et le roi, par faiblesse, et les Junker, par trahison, finiraient toujours par accepter en dernière analyse les ordres de Vienne.

A mesure que l'opinion se montrait plus impatiente, le roi devenait nerveux et se demandait avec angoisse s'il n'avait pas commis une imprudence coupable en se rapprochant des libéraux. Les conservateurs guettaient ses remords et lui peignaient sous un jour très alarmant les intentions de la gauche ; ils avaient maintenant un auxiliaire précieux dans le général de Roon. Albert-Théodore de Roon (1803-1879) était un officier consciencieux et appliqué, qui avait été professeur du prince Frédéric-Charles, le fils du prince Charles, le plus jeune fils de Frédéric-Guillaume III, et avait publié depuis des travaux géographiques honorables. On a souvent surfait sa valeur, et ses talents ne dépassaient pas une moyenne très distinguée, mais ses services furent éminents parce qu'il fut mis à la place qui lui convenait. Soutenu par le chef du cabinet militaire, Edwin de Manteuffel[1], qui partageait avec lui la confiance du souverain et qui, s'il n'était pas toujours exempt de vanité personnelle et d'esprit d'intrigue, joignait à un très vif dévouement personnel pour son maître un ardent patriotisme prussien, aidé par des collaborateurs éminents, tels que l'inspecteur général von Peucker et le général von Hartroll qui fut son plus fidèle et son plus actif auxiliaire, il transforma les établissements d'instruction militaire, réorganisa l'académie de guerre et prépara ainsi un corps d'officiers homogène, qui fournit au chef d'état-major le personnel dont il avait besoin, à la fois capable d'initiative et uni par son éducation et ses habitudes d'esprit ; il étudia avec Moltke le plan de mobilisation et il hâta le rassemblement des troupes en plaçant dans les commandements généraux le centre des opérations préparatoires ; comme Moltke aussi, il fut un des premiers à comprendre l'importance des voies ferrées et il fut par là un des organisateurs de la guerre moderne. Il aida le roi à rajeunir les cadres, à renforcer l'esprit de corps et à développer l'entrain et la solidité des régiments. Travailleur obstiné, dur pour les autres comme pour lui-même, susceptible et vaniteux, il mania sans pitié cette implacable discipline prussienne qui courbe sous son niveau les fronts les plus rebelles.

[1] Edwin de Manteuffel (1807-1885), chef du cabinet militaire du roi 1857, commande l'armée prussienne dans le Schleswig 1865, chasse Gablenz du Holstein et succède à Vogel de Falckenstein 1866. Pendant la guerre de 1870, il est opposé à Faidherbe, puis conduit l'armée du Sud au secours de Werder contre Bourbaki. Commande l'armée d'occupation en France. Gouverneur d'Alsace-Lorraine 1879-1884.

Nul n'était moins fait pour manier une Assemblée. Ses allures sévères et tristes, sa démarche saccadée, sa parole impérieuse et sèche, son regard provocant donnaient l'impression d'un contradicteur hargneux et grincheux ; il était toujours prêt à payer de sa personne, c'est-à-dire qu'il traitait toutes les affaires comme des questions d'honneur, ce qui ne rend pas les transactions commodes. Comme son instruction était étroite et qu'il manquait de littérature, il était incapable d'entrer dans les raisons de ses adversaires et il n'attribuait leur opposition qu'aux calculs les plus mesquins.

Son orthodoxie rigide ne voyait dans l'homme que corruption, dans le monde qu'un lieu de souffrances et d'épreuves, et dans ce combat qu'est la vie, il n'estimait que la bravoure et ne croyait qu'à la force. — « Si j'ai bien lu l'histoire, disait-il, son principal caractère est la lutte pour la puissance et l'extension de la puissance. » L'État avait donc pour mission essentielle de développer ses moyens de combat et d'écarter sans merci les niais ou les traîtres qui lui en refusaient la possibilité : encore en 1878, il disait que le « seul espoir de rendre la santé au corps social était d'enlever au bistouri les excroissances malsaines » ; il y avait du Joseph de Maistre, avec moins d'envergure et de frénésie, dans ce luthérien fervent qui avait rétréci la doctrine du maître et n'était plus qu'un saint de Cromwell.

Entré par obéissance dans un ministère libéral, il déclina toute responsabilité dans la politique générale du cabinet, s'isola dans ses bureaux. Cette réserve lui pesa vite : il avait des passions impérieuses, qu'il dominait d'habitude par un effort de volonté ; quand elles faisaient brusquement explosion, il se justifiait en se disant qu'il obéissait à sa conscience. Avait-il le droit d'assister inactif à des intrigues qui menaçaient de ruiner la monarchie ? Il avait pour son maître un attachement féodal : « Que des députés osassent discuter ses ordres, que des ministres surtout lui marchandassent leur concours, c'était une infamie et une impiété. Il ne cacha pas longtemps son opinion, réveilla l'orgueil dynastique du roi, le supplia de sortir « du cloaque constitutionnel » ; — « Je me sens blessé profondément dans mes sentiments les plus intimes, lui écrivait-il, et mon cœur de soldat prussien ne saurait supporter la pensée que mon Seigneur et mon Souverain place une volonté étrangère au-dessus de la sienne. » Il lui faisait un cours de droit politique que Gerlach et Stahl n'auraient pas désavoué : « La Constitution n'est pas un contrat qui crée aux deux parties des droits égaux ; elle a été octroyée par le roi, et il ne saurait oublier qu'il n'est pas lié par elle comme par un traité qui lui imposerait des obligations fermes, mais par sa propre volonté, et que ses engagements dépen-

dent ainsi de sa libre décision : « Vous êtes le seul maître, vous ne devez souffrir aucune contrainte. »

Naturellement, la question de la réforme militaire revenait sans cesse dans les lettres et les conversations du ministre. D'accord avec Manteuffel, il repoussait les plus indifférentes concessions, suggérait toujours de nouvelles exigences : création de régiments de cavalerie, constructions de casernes, augmentation de la garde. Peu à peu la question politique passait au premier plan, et il serait sans doute injuste de dire que Roon et les féodaux, toujours très puissants à la cour, se souciaient moins des intérêts de l'armée que de la victoire de leur parti, mais ils mettaient une complaisance évidente à confondre la cause de la défense nationale avec leur propre domination.

Depuis la mort de son frère, Guillaume se sentait plus près de Dieu, plus sûr de ses résolutions, renonçait à la mascarade libérale à laquelle il avait paru se prêter un moment. A Kœnigsberg, où il était allé prendre de sa propre main la couronne sur la table du Seigneur pour se la mettre sur la tête (18 oct. 1861), il promit, du bout des lèvres, de maintenir la constitution : puis, abondamment, il parla du droit intangible de la Dynastie, supérieur à tout ce qui est humain; il rappela à l'armée qu'elle avait le devoir de défendre son souverain contre tous ses ennemis, de quelque côté qu'ils vinssent; il adressa à la Diète une harangue pincée et sèche comme une réprimande. Il était manifeste qu'il ne conservait plus rien des sympathies qu'on lui avait assez gratuitement prêtées pour la gauche.

Comme la majorité des ministres persistait à ne vouloir gouverner qu'avec le concours de la Diète, Roon, avec colère, flétrissait ces séides des radicaux : — ils se vantaient de leur popularité, mais ils avaient pour eux les voix les plus tapageuses, non les plus autorisées ; leurs théories, qui, bien qu'ils s'en défendissent, aboutissaient à la souveraineté populaire, étaient à la rigueur conciliables avec une pseudo-monarchie telle que les monarchies de la Belgique, de l'Angleterre ou de la France sous Louis-Philippe, non avec la saine et véritable royauté prussienne par la grâce de Dieu. Le moment était venu de briser les chaînes de l'aigle et d'en finir avec une expérience déjà trop prolongée. Malheur à qui joue avec le diable. Si l'on se hâtait, il n'y avait aucune résistance sérieuse à redouter, et d'ailleurs qu'importait? Du bain de sang d'une révolution, la Prusse peut se relever fortifiée ; dans le cloaque révolutionnaire, elle pourrira sans espoir de salut.

Quoi qu'il en dît, la partie était grosse à jouer et les candidats au ministère n'étaient pas nombreux; mais Roon en avait un, c'était Bis-

marck, qu'il avait rencontré pour la première fois en 1835, à Zimmershausen, chez les Blankenbourg, ses parents, et avec lequel il était depuis lors resté en relations assez suivies. — Comment expliquer la confiance qu'inspirait au conservateur méthodique et pointilleux le casse-cou qui se souciait aussi peu des traditions que des droits acquis? — Sans doute, le Général n'avait pas encore complètement mesuré la distance qui le séparait de son protégé; il avait été d'autant plus charmé par ses qualités de verve et d'audace qu'elles lui manquaient à lui-même; il connaissait l'ardeur de son chauvinisme; ils appartenaient enfin au même cercle social et religieux, et Roon crut trouver là une garantie suffisante.

Bismarck se lassait de donner des consultations que personne n'écoutait. Il n'avait aucune raison de se déplaire à Pétersbourg, mais il jugeait qu'il n'avait plus grand'chose à y gagner; il avait dépassé quarante-cinq ans, et, bien que son tempérament vigoureux fût sorti à peu près intact des longues et sérieuses maladies qu'il venait de traverser, ces crises étaient une indication : pour accomplir l'œuvre qu'il méditait, il ne devait pas attendre que la vieillesse affaiblît ses facultés et glaçât son cœur. Depuis de longues années il rôdait autour du pouvoir et se morfondait à attendre cette autorité suprême que, plusieurs fois déjà, il avait cru saisir et que ses souverains hésitaient toujours à confier à son effrayant génie. Il sentait l'heure favorable et l'occasion propice; s'il ne saisissait pas la fortune quand elle s'offrait, ne s'éloignerait-elle pas pour toujours? — Napoléon, rongé par une maladie perfide, vieillissait rapidement : ne serait-il pas emporté par quelque crise subite ou ne se lasserait-il pas de rêves dont sa pensée défaillante ne poursuivait plus que par sursaut la réalisation. Guillaume avait soixante-quatre ans; s'il disparaissait, ou si, dans un accès de découragement, il renonçait à la couronne, le pouvoir passerait aux mains du prince Frédéric. L'avènement d'un souverain bonasse, soumis aux influences anglaises, entouré d'une coterie libérâtre, qui se paierait de mots et de phrases, fermait à jamais l'avenir au représentant d'une politique de combat. Aussi, quand, au mois de juin 1861, au moment où le dissentiment entre le roi et ses ministres à propos du sacre prit une tournure aiguë, le ministre de la guerre, encouragé par Edwin de Manteuffel, appela Bismarck à la rescousse, l'ambassadeur se hâta-t-il d'accourir.

Il arriva trop tard (9 juillet 1861); le roi avait cédé et la crise était conjurée. Ce replâtrage ne tiendrait pas longtemps, et il faudrait bien se décider à percer l'abcès, qui était mûr. Bismarck, assez froidement reçu pourtant par le roi que son arrivée inopinée avait désagréable-

ment surpris, lui exposa ses idées. Il s'étudiait à habituer peu à peu à sa personne et à son programme le vieux souverain qui n'aimait pas les décisions improvisées. Il se plaça nettement sur le terrain de la politique extérieure, et il n'y a jamais eu en réalité pour lui d'autre question que celle de la grandeur prussienne. « Depuis le commencement de ma carrière, disait-il le 9 juin 1879, je n'ai jamais eu qu'une étoile directrice : par quels moyens, de quelle manière puis-je amener l'unité de l'Allemagne, et, une fois que cette *unité* a été constituée, comment fortifier, développer cette *unité* et l'établir de telle façon qu'elle soit maintenue à l'avenir par la coopération de tous. » Rien ne résume mieux sa volonté constante, avec cette restriction que l'unité de l'Allemagne l'intéressait surtout parce qu'elle était la condition de la puissance de la Prusse. — On s'extasie souvent sur la variété de son action et le nombre de ses avatars, et il est vrai qu'il avait l'esprit ouvert à tous les souffles du siècle et qu'il a conservé jusque dans sa vieillesse une remarquable puissance de renouvellement. Ces changements cependant qui nous étonnent, ne sont que superficiels; qu'il s'engage dans une lutte furibonde contre l'Église ou qu'il poursuive la revision des tarifs douaniers, qu'il s'unisse aux libéraux pour transformer la législation industrielle et commerciale ou qu'il leur impose les lois de protection ouvrière, ce ne sont là pour lui que des moyens pour enfoncer plus profondément dans le sol les bases de l'Empire qu'il a édifié; il a beau revêtir tour à tour les fonctions de ministre des finances ou du commerce, il n'est jamais que le ministre des relations extérieures[1].

— L'opposition de la Diète, dit-il au roi, n'a quelque importance que parce que l'opinion est mécontente et troublée, et celle-ci est déconcertée parce qu'on n'assure pas au pays les satisfactions d'amour-propre auxquelles il a droit. Voilà quinze ans que nous avons donné à la nation le goût de la politique, et, comme nous n'offrons à ses appétits aucune proie digne d'elle, elle cherche sa nourriture dans le ruisseau. C'est que, libéraux au-dedans, nous sommes conservateurs au-dehors; nous faisons bon marché des droits de notre souverain et nous respectons avec une piété superstitieuse ceux des autres princes, sans que d'ailleurs, de tous ces princes que nous ménageons,

1. Ce point a été mis en relief avec une très grande force par Charles Benoist dans son livre sur Bismarck, si pénétrant et si solide (p. 122) : « L'Empire : consolider et renforcer l'Empire; après l'avoir fait, le faire vivre, le faire survivre; après l'avoir planté dans le sol, l'enraciner dans les lois, les mœurs, les habitudes allemandes. C'est pour consolider et renforcer l'Empire, qu'il entreprend et sa réforme financière et sa réforme administrative. »

un seul nous soit reconnaissant de notre charité chrétienne. Je suis fidèle à mon souverain jusqu'aux moelles; quant aux autres, je ne sens pas dans mon corps entier une fibre qui vibre pour eux. Dégageons-nous de ces vaines considérations légitimistes, ne cherchons que notre propre intérêt, acceptons sans fausse honte les alliés qui s'offrent à nous, assurons ainsi à la Prusse l'hégémonie de l'Allemagne; quand l'orgueil national sera satisfait, vous verrez ce que pèsent dans la balance ces progressistes et ces libéraux. »

Une fois encore le roi se déroba, mais Bernstorff, à qui il confia la direction des affaires étrangères, ne se regardait lui-même que comme un ministre par intérim.

Aux élections de 1861 (décembre), quinze conservateurs seulement furent nommés. Les libéraux avaient accentué leur programme; la gauche, les Jeunes Lithuaniens, devenus les Progressistes, obtenaient 83 sièges. Le roi les traitait de républicains : « Ce n'est pas moi qui dois régner, disait-il, c'est eux. » Ils protestaient avec indignation, et il simplifiait en effet outre mesure. A côté de quelques démocrates, Twesten, Waldeck, le gros du parti se composait de modérés qui ne songeaient guère à renverser les Hohenzollern. Seulement, il y a beaucoup de formes de républiques, et, sur le fond des choses le roi n'avait pas si tort : Hoverbeck, Forckenbeck et leurs amis pensaient que, dans les questions essentielles, le dernier mot doit appartenir aux électeurs et ils plaçaient ainsi le centre du pouvoir non plus au Palais, mais dans la Chambre. Ils demandèrent au gouvernement de présenter un budget plus spécialisé, ce qui leur eût permis d'exercer une action directe sur l'administration et sur l'armée. Guillaume répondit en dissolvant la Chambre (9 mars 1862) et, quelques jours après, il accepta la démission des ministres libéraux, Schwerin, Patow, Auerswald. Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen qui avait remplacé un peu auparavant Hohenzollern à la présidence du conseil et qui subissait l'influence de Roon, était un grand seigneur, peu actif et maladif; à la Chambre Haute, dont il avait longtemps dirigé les débats, il avait joué un rôle de conciliation et il n'avait ni les talents ni les goûts d'un ministre de combat, mais la situation fut plus forte que sa volonté de modération. Les candidats libéraux furent poursuivis sans pudeur; les fonctionnaires dont le zèle reculait devant les pratiques les plus éhontées, furent menacés et frappés. Plus encore que sur le terrain de la politique extérieure, l'ère nouvelle aboutissait au-dedans à un lamentable fiasco; l'opinion publique se retournait avec fureur contre ce roi qu'elle avait accueilli avec un enthousiasme naïf et qu'elle accusait de l'avoir trompée. Jamais

peut-être Frédéric-Guillaume IV lui-même n'avait été plus impopulaire.

Ce qu'il y avait de pire, c'est que ce luxe de violences ne servait à rien. La loi électorale des trois classes avait été très adroitement combinée, dans l'hypothèse où le péril viendrait d'en bas; or, maintenant, l'opposition se recrutait presque exclusivement dans la haute et la moyenne bourgeoisie; il se trouvait ainsi que la réaction de 1849 avait frayé les voies à l'opposition. La question militaire n'était pas uniquement une question politique, mais aussi, — et peut-être surtout, — une question sociale. Le mot d'ordre, c'était le respect de la volonté nationale, mais c'était aussi : à bas les gentillâtres. La bourgeoisie, en combattant la réforme qui réduisait à rien l'importance de la landwehr dont elle fournissait les cadres, défendait sa propre influence dans l'État et elle apportait au combat la fougue et la ténacité qui marquent d'ordinaire les luttes de classes. Que signifiaient en présence de telles passions et d'intérêts aussi primordiaux des menaces dont l'unanimité de la résistance émoussait l'aiguillon? — Aux élections de 1862 (mai), les conservateurs ne gardèrent que 10 sièges et nombre de modérés furent battus par des libéraux plus accentués; les progressistes (135 voix) formèrent le groupe de beaucoup le plus nombreux; unis au centre gauche qui sur les points essentiels partageait leurs doctrines, ils disposaient à la Chambre d'une énorme majorité.

Les ministres, médiocres, sans grande surface, étaient fort embarrassés de leur personnage et ils eurent une assez piteuse attitude. Ils n'auraient pas mieux demandé que de clore par quelques concessions un débat mal engagé; beaucoup de libéraux de leur côté auraient volontiers accepté un compromis qui les aurait tirés d'une situation dont leurs succès momentanés ne leur cachaient pas les périls. Il leur était pourtant impossible de ne pas exiger quelques concessions et ils réclamaient avec persistance le service de deux ans qui, comme l'événement l'a prouvé, n'était en rien incompatible avec l'existence d'une armée solide. Mais le roi était absolument résolu à n'abandonner aucun des moindres détails de son programme militaire.

Les conservateurs le suppliaient de ne pas céder. Ils avaient été fort alarmés des derniers événements : « Les élections ont été très tumultueuses, écrivait Maurice de Blankenbourg, on ne m'écoutait pas; les paysans étaient comme ensorcelés. » Si on n'arrêtait pas le mal par une intervention énergique, les pires catastrophes étaient possibles. « Dans les époques révolutionnaires, écrivait le prince

Frédéric-Charles, — et nous sommes vraiment en révolution, — la satisfaction provoquée par les concessions ne dure que quelques jours..... les progressistes veulent aller plus loin, jusqu'au but logique, la Terreur et la République; ils prétendent aujourd'hui obtenir peu à peu et lentement ce que les révolutionnaires de 1848 poursuivaient sur les barricades. » Comme le bruit s'était répandu que Roon allait quitter le ministère, le prince Charles écrivait à son frère dans un accès de désespoir : « Le roi, mon très gracieux maître, doit savoir que ce changement ébranlerait profondément le corps des officiers, et cependant, contre les démocrates, les soldats seuls peuvent protéger et aider. »

Guillaume passa quelques mauvais jours, hanté par le cauchemar de 1848, tiraillé d'un côté par Roon qui invoquait ses sentiments d'honneur et de courage, de l'autre par sa femme et son fils qui lui montraient le danger d'une rupture avec la Diète, l'impopularité qui, dans toute l'Allemagne, en rejaillirait sur les Hohenzollern. Pendant quelque temps, ils semblèrent l'emporter, et Roon parut prêt à accepter un compromis. Puis, le 18 septembre 1862, peut-être par ordre du roi, il se rejeta brusquement en arrière, somma la Chambre de voter *in extenso* les propositions royales. Devant cette mise en demeure brutale, la Diète se cabra et repoussa les crédits par 308 voix contre 11 (23 septembre). Hohenlohe, Bernstorff et von der Heydt refusèrent de gouverner sans budget régulier et donnèrent leur démission.

A ce moment, la lutte est engagée à fond et des deux côtés tout retour en arrière semble impossible. Le roi est acculé au coup d'état ou à l'abdication. Au-dehors, la situation n'est pas moins mauvaise : les adversaires de la Prusse s'agitent et ses partisans se découragent ou se dispersent. Les projets de réforme fédérale de Beust et de Schmerling rencontrent à Francfort de nombreuses sympathies, et la monarchie, affaiblie par des discordes intestines, est menacée d'un conflit dans lequel elle trouvera en face d'elle l'Allemagne entière. Comment Guillaume ne se souviendrait-il pas qu'un homme lui a prédit dès le premier jour qu'on ne désarme pas certaines rivalités et que les conflits où sont engagés les intérêts vitaux des États ne se résolvent pas par des paroles conciliantes. D'ailleurs, il n'a pas le choix, puisque tout le monde se dérobe autour de lui. Edwin de Manteuffel et Roon jugent « la poire mûre », et Bismarck, qui avait été nommé ambassadeur en France (22 mai 1862) reçoit à Avignon une dépêche de Roon : « *Periculum in morâ*. Dépêchez-vous » (18 septembre). Le 20 il est à Berlin.

Le roi, encore au dernier moment, hésite et se trouble. Quand Roon lui reparle de Bismarck, il cherche des faux-fuyants : « Il ne voudra pas ; et puis il n'est pas là; il n'y a pas moyen de s'entendre avec lui. » Roon l'arrête : « Il est ici, il obéira à l'ordre de Votre Majesté. » Cependant le Prince royal est accouru, dépêché par sa belle-famille, qui redoute un coup d'état et plus encore une alliance avec la France. Tel est l'instinctif recul du roi devant le serviteur dont il pressent à la fois le génie et les exigences, qu'il est tout prêt à abdiquer. Mais son fils s'effraie des responsabilités qui le menacent, se contente d'obtenir la promesse que la Constitution ne sera pas supprimée.

Guillaume est cependant encore fort irrésolu quand il se décide à recevoir Bismarck à Babelsberg (22 septembre). Les déceptions récentes l'ont convaincu de la nécessité d'une politique moins longanime et il ne repousse plus absolument la pensée d'un rapprochement avec la France; mais, en acceptant au moins dans ses grandes lignes le programme de son ambassadeur, il redoute d'être conduit par lui plus loin que ne le lui permettrait sa conscience. Comme l'a dit très justement Marcks, même après que les esprits ont pris contact, la différence des caractères et des tempéraments subsiste : « La nature du roi, réservée....., virile, mais douce, d'une netteté qui redoute toute souillure, mais par cela même incapable, dans le choc de la réalité, dans le tumulte de la politique, d'accomplir par elle-même de grandes choses, puisque, pour les exécuter, il faut enfoncer le bras jusqu'au coude dans la poussière et la boue et qu'elles réclament des résolutions audacieuses et la liberté hautaine des décisions compromettantes, était choquée par la puissance démoniaque de Bismarck; il fallait qu'elle se vainquît elle-même avant de se livrer à lui. »

Il essaie de réserver sa liberté, stipule des garanties, pose ses conditions. « Ma conscience, lui dit-il, me défend d'accepter les volontés de la Diète et je ne trouve aucun ministre disposé à me soutenir; je suis donc résolu à renoncer au pouvoir, et j'ai déjà rédigé l'acte d'abdication. » Bismarck le rassure, se fait fort, avec le concours de Roon, de former un ministère. « Mais vous maintiendrez la réforme militaire? — Sans doute. — Même contre l'opposition de la Chambre? — Parfaitement. — Alors mon devoir est de ne plus abandonner le combat. » Sur le fond des choses, Bismarck, d'après ses propres déclarations, n'avait aucun parti-pris et il eut pour sa part parfaitement admis le service de deux ans; seulement il s'agissait, en assurant le triomphe de la prérogative royale, de conquérir la confiance

de Guillaume, et pour cela, nous dit-il, il eût réclamé le service de dix ans si son maître le lui eût demandé.

Le roi lui remet alors un mémoire, très détaillé. — Bismarck l'arrête : « A quoi bon vouloir ainsi fixer l'avenir ? Pour le moment, il s'agit uniquement d'empêcher le Parlement de saisir l'autorité; une période de dictature sera peut-être nécessaire. » Guillaume n'insiste pas, déchire son mémoire. Heure décisive dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe moderne ! Dès la première rencontre, Guillaume s'inclinait devant une volonté plus ferme et une pensée plus audacieuse que la sienne. Souvent, par la suite, il essaiera de reprendre sa liberté d'action, et Bismarck devra soutenir contre lui des luttes qui l'irritent et l'épuisent; il finira toujours par le traîner à sa suite, vaincu et docile, sur le sentier vertigineux de la puissance et de la gloire. Le 23 septembre 1862, la nomination de Bismarck était officielle : le même jour la Chambre repoussait les crédits. Le conflit entrait dans sa phase aiguë et une ère vraiment nouvelle cette fois commençait pour la Prusse et pour le monde.

*
* *

Ni les libéraux ni le public ne soupçonnaient les projets diplomatiques de Bismarck et le rôle qu'il avait joué à Francfort. On ne connaissait guère de lui que ses boutades de 1848 et on ne voyait dans ce hobereau tumultueux et fantasque qu'un serviteur à tout-faire de la réaction féodale. Son avènement produisit en Prusse une impression analogue à celle qu'avait causée en France sous Charles X la nomination de Polignac.

Pourquoi aurait-on choisi ce fanfaron d'absolutisme si ce n'est pour les basses œuvres d'un coup d'état? Dans une commission de la Diète, Virchow l'attaque avec véhémence : Bismarck, très calme, tire de sa poche son porte-cigares et y prend un brin d'olivier. — « Je l'avais cueilli à Avignon, dit-il au président, et je voulais le présenter à la Chambre comme gage de paix, mais je vois qu'il est encore trop tôt. »

Les parlementaires qui aperçurent là une ironie de mauvais goût se trompèrent radicalement sur son caractère et ses intentions. Il était tout prêt à signer la paix, si l'on acceptait son ultimatum. Il a toujours affirmé qu'il n'aimait pas la guerre, et c'était vrai : il aimait la victoire. A condition que ses adversaires lui abandonnassent ce qu'il exigeait, il les tenait quittes. Cette modération, — qui ne ressemblait guère sans doute à l'humilité évangélique, — fut une des raisons essentielles de ses prodigieux succès. Il avait le mérite — très rare et

très haut — de ne jamais perdre la maîtrise de lui-même. Nerveux au point que les contrariétés se traduisaient aussitôt chez lui par de véritables maladies, tourmenté par de terribles accès de colère et par des crises de lassitude et de dégoût, avec un besoin constant de projets et de mouvement, il avait une imagination inépuisable, mais il ne se laissait pas mener par elle, et il évita la faute la plus commune aux victorieux, la plus dangereuse aussi, celle d'étendre ses espérances à mesure que la fortune le favorisait; il supportait les fumées du triomphe aussi bien que celles du vin, et au lendemain du succès le plus extraordinaire, il offrait volontiers aux vaincus les mêmes conditions que la veille du combat. En revanche, il n'abandonnait la lutte qu'après avoir réalisé le programme qu'il s'était fixé dès la première heure.

Vis-à-vis de la Diète, il prit aussitôt position : — Les concessions que le roi a faites à la nation, il n'entend ni les retirer ni les réduire, mais il ne permettra pas qu'on les interprète contre lui; la Prusse n'est ni l'Angleterre ni la Belgique, et, dans toutes les questions litigieuses, le dernier mot appartient au souverain. La Constitution a des lacunes, pourquoi voudrait-on en tirer des conséquences défavorables à la monarchie? Le budget, comme toutes les lois, naît de l'accord des trois pouvoirs : Chambre des seigneurs, Chambre des députés, Royauté; si cet accord n'est pas obtenu, comme il faut bien pourtant que le pays vive, le gouvernement acceptera la responsabilité d'assurer la marche régulière des affaires, sauf à poursuivre une réconciliation avec la Diète et à obtenir d'elle par la suite un bill d'indemnité. Dans les litiges qui s'élèvent à propos de la Charte entre le souverain et les sujets, il n'y a pas d'arbitre possible, et la question de droit devient ainsi en fait une question de force. — Les libéraux, non sans hypocrisie, se voilèrent la face, crièrent à l'immoralité, reprochèrent au ministre d'avoir affirmé que la force prime le droit. Il s'en défendit avec quelque subtilité. — Pure querelle de mots. Il n'est guère contestable que jusqu'à présent le droit historique n'a jamais eu d'autre origine que la victoire; — et que prétendait dire d'autre Montesquieu quand il définit la loi le rapport qui découle de la nature des choses?

Il n'était pas facile de concilier la théorie du ministre avec les textes[1]. — Les libéraux, en grande partie sincères, se défendaient de toute

1. Article 99 de la Constitution : « Toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat seront évaluées d'avance pour chaque année et réunies dans un budget. Ce budget est fixé chaque année par une loi. » — Article 104 : « Toute dépense qui dépasse les prévisions budgétaires doit être approuvée par une résolution postérieure des Chambres. »

pensée d'usurpation, multipliaient les déclarations de loyalisme, s'appliquaient à renfermer le débat dans une question de chiffres. Tactique absurde, parce qu'il était ridicule de soutenir que la Prusse était hors d'état de payer quelques millions de plus. C'est que leur cause, juridiquement bonne, était matériellement très faible. Ils n'avaient pas seulement contre eux la puissance des traditions, les colères de la noblesse et de l'armée, et cette religion des Hohenzollern qui demeurait vivante dans l'immense majorité des populations; ils étaient surtout presque sans exception pénétrés jusqu'aux os par le virus monarchique, et ils savaient bien qu'ils n'iraient jamais jusqu'aux mesures radicales, le refus du budget, l'appel à la nation. Ils étaient dans la situation des diplomates qui sont bien résolus, dans tous les cas, à ne pas en appeler au canon. Quand Lassalle leur conseillait de suspendre leurs séances, de forcer ainsi le gouvernement à avouer ses desseins, et de rendre sensible à tous par leur abstention l'anarchie constitutionnelle que créait l'obstination du ministre, ils levaient les épaules; ils ne se souciaient pas d'appeler les masses à leur aide, non seulement parce qu'ils n'étaient pas sûrs de leur concours, mais aussi parce qu'ils redoutaient leur manque de délicatesse et de mesure. Ils s'effrayaient des conséquences naturelles qu'aurait facilement déduites de leurs principes la logique simpliste de la foule; au milieu de leurs emportements, ils mettaient une sourdine à leurs paroles et ils ménageaient leurs coups.

Bismarck connaissait de longue date ces républicains honteux qui n'osaient pas s'avouer à eux-mêmes leurs désirs, et il ne prit jamais l'affaire au tragique. Non pas qu'il méconnût la force des « impondérables » et qu'il dédaignât la puissance de l'opinion ; mais encore fallait-il que ces éléments insaisissables pussent se cristalliser et que l'opinion menaçât de se traduire par des actes. Il savait que derrière ces orateurs, il n'y avait personne, et il était bien convaincu que jamais ils n'essaieraient de construire une barricade. Même au moment où les passions sont le plus excitées, pendant l'été de 1863, quand le groupe conservateur de la Diète est si réduit qu'il suffit d'un omnibus pour le conduire tout entier à la Chambre, quand les municipalités des principales villes prennent contre le roi une attitude factieuse, il sait quelle petite pluie suffirait à abattre cette tempête de vent. A l'occasion, il fait la grosse voix, il rabroue durement ses contradicteurs. C'est sa manière ordinaire, et ces éclats sont nécessaires à sa santé. Au fond, il s'amuse de cette lutte qui aiguise sa verve, lui permet de déployer son esprit, son humour, sa fécondité de ressources inépuisable. On l'a accusé d'avoir inventé le conflit, ce qui est fort inexact

puisqu'il n'avait été appelé au pouvoir que pour réduire la majorité, et il y a même quelque injustice à affirmer qu'il l'a entretenu, puisque, dans aucun cas, le roi n'aurait accepté une transaction. Mais il l'envenimait par des mesures au moins inutiles et dont mieux que personne il connaissait l'illégalité, ainsi cette ordonnance du 1er juin 1863 qui introduisait en Prusse le système napoléonien des avertissements aux journaux et soumettait leur existence au bon plaisir du gouvernement. Elle exaspéra les plus modérés et ils votèrent une adresse de défiance : ils refusaient de coopérer à la politique d'un ministère avec lequel aucune réconciliation n'était plus possible. La Chambre fut dissoute.

A la nouvelle Diète, en dépit d'une pression gouvernementale qui dépassa tout ce qu'on avait vu jusque-là, sur 352 députés, les progressistes occupèrent 143 sièges, et le centre gauche, qui n'était guère moins animé, 110 (octobre 1863). La majorité, par 207 voix contre 107, vota une nouvelle adresse de défiance (18 décembre), et par 275 voix contre 51, repoussa les crédits demandés pour l'expédition du Schleswig. Bismarck prévint l'opposition qu'elle faisait fausse route en s'engageant ainsi sur le domaine de la politique étrangère : « En pareille matière, le laïque ne connaît pas l'ensemble du jeu. Virchow m'a accusé de n'avoir aucune idée d'une politique nationale; je peux lui renvoyer son reproche, en supprimant l'épithète : il ne comprend rien à la politique. C'est une ignorance qui n'est pas moins grande ailleurs que chez nous, mais il est rare de trouver dans les autres Parlements une telle audace d'affirmations, une pareille assurance d'opinions, unies à un semblable degré d'ignorance. » L'avertissement était loyal, mais il est difficile d'admettre que l'orateur, en parlant ainsi, cherchât à convaincre la Diète et à se concilier ses sympathies.

Il pensait, très justement, que plus le combat serait ardent, plus sa situation près du roi serait inattaquable. Beaucoup de conservateurs lui étaient hostiles. Au mois de janvier 1862, Perthes suppliait Roon de ne pas mettre sa confiance dans un homme, « qui agissait trop révolutionnairement au dehors pour être conservateur au dedans; la Révolution ne se laisse pas localiser; c'est un chancre qui ronge autour de lui ». Roon lui-même par moments se demandait où aboutiraient ces fanfaronnades. Le cabinet militaire était assez mal disposé pour le ministre, et Edwin de Manteuffel, insinuant, tenace, n'aurait pas été fâché de se substituer à lui Le souverain était travaillé par sa femme, par son fils qui soutenait ouvertement les libéraux : après l'ordonnance sur la presse, celui-ci avait, dans un discours public, à Dantzig, désavoué la politique de Bismarck.

Guillaume avait des accès de découragement, pendant lesquels il

songeait à l'échafaud de Charles Ier. Le nouveau Strafford savait le moyen de le relever, s'adressait à son honneur d'officier prussien : puisqu'après tout, il faut toujours mourir, quelle plus belle fin que de tomber en défendant la prérogative royale ! — Ces exhortations auraient perdu leur prix du jour où le conflit eût abouti à un armistice. Au mois de mai 1863, Forckenbeck et quelques députés avaient imaginé une transaction honorable ; les progressistes, bien qu'ils jugeassent un peu excessives les concessions consenties, talonnés par les radicaux qui menaçaient de leur enlever leurs sièges, étaient prêts à se contenter d'un médiocre traité. Bismarck profita d'un incident de séance pour réveiller les passions amorties, accusa la gauche d'insulter les ministres, refusa de reconnaître l'autorité du président, rompit toutes relations avec le Parlement. « Pour pouvoir être utile, écrivait l'ancien président du Conseil, Hohenzollern, il est nécessaire d'avoir en face du roi un caractère de fer, et, sans tenir compte de ses qualités ou en les bravant, de marcher au but qu'on a reconnu utile à l'État. » En agitant le spectre rouge devant son maître et en attisant ses colères contre les fauteurs de désordre, Bismarck l'habituait à se laisser peu à peu dériver vers une politique que le roi n'aurait jamais adoptée, s'il eût été laissé à ses propres inspirations.

Le grief le plus sérieux des libéraux contre les meneurs de la réaction, c'est qu'ils écartaient des Hohenzollern les sympathies de l'Allemagne : ils en étaient restés à la théorie des conquêtes morales ; comme les parlementaires de Francfort et le parti de Gotha, auquel beaucoup d'entre eux avaient appartenu, ils pensaient que la Prusse devait acheter son hégémonie en se rapprochant le plus possible des habitudes et des mœurs des peuples qui accepteraient sa protection. — Bismarck ne dédaignait pas les sympathies de ses voisins, pourvu qu'ils ne les lui vendissent pas trop cher, mais il comptait sur elles pour achever son succès, non pour le préparer. « Ce n'est pas du libéralisme de la Prusse que s'occupe l'Allemagne, disait-il à une commission de la Diète, mais de sa puissance; il faut qu'elle rassemble ses forces et qu'elle les tienne prêtes pour le moment favorable. Les frontières du royaume, telles que les a fixées le Congrès de Vienne , ne se prêtent pas à une vie politique saine ; ce n'est pas par des discours et des votes que se résolvent les grandes questions, — les hommes de 1848 et de 1849 le crurent et ce fut leur erreur, — mais par le fer et le sang. » Les députés souriaient de ces rodomontades, mais Bismarck pensait comme le libéral Max Duncker qu' « en définitive la force est toujours populaire », et il savait bien

que dès qu'il aurait prouvé la sincérité de ses ambitions, la plupart de ses adversaires les plus acharnés passeraient dans son camp.

Il avait tout de suite posé ses conditions à Karolyi, l'ambassadeur de François-Joseph. — « Il faut que nos rapports deviennent meilleurs ou pires ; nous désirons qu'ils s'améliorent, mais cela dépend de vous. » — Karolyi, un peu interloqué, discuta les griefs de Bismarck, s'efforça d'en prouver l'inanité ; au moins ne suffisaient-ils pas pour faire oublier la communauté des intérêts supérieurs ; en face de l'ennemi national on se trouverait toujours réuni. — « Erreur redoutable, répliqua le ministre ; même dans ce cas, la conduite de la Prusse dépendra uniquement de celle de l'Autriche ; si cette dernière persiste dans son attitude, elle n'a à attendre de nous que des sentiments hostiles. — L'Autriche ne peut pourtant pas renoncer à son influence en Allemagne. — Portez votre centre à Pest. »

Comme à la Chambre des députés, il lui tendait le rameau d'olivier, et il est parfaitement exact qu'il n'était pas décidé à attaquer l'Autriche, mais il était dès lors résolu à revendiquer pour la Prusse une meilleure situation en Allemagne et à l'exiger par la force, s'il n'y avait pas d'autre moyen. Il prévoyait d'ailleurs que la cour de Vienne, effrayée par ses ouvertures, s'appliquerait à établir plus solidement sa prépondérance à Francfort et que ses manœuvres, en irritant Guillaume, le pousseraient à approuver plus aisément des solutions radicales. Il aimait cette tactique offensive qui affolait ses adversaires par la perspective des périls dont il les menaçait, et lui permettait ensuite de prendre avantage des imprudences auxquelles il les avait lui-même acculés.

En attendant, il montrait aux autres gouvernements qu'il n'était pas homme à se laisser berner et que l'heure des atermoiements était passée. Il envoya par un chasseur à l'Électeur de Hesse une lettre si péremptoire que, deux jours plus tard, l'Électeur congédiait son ministère et accordait à ses sujets les concessions qu'il leur refusait depuis plus de dix ans. — Il déclara à Francfort que si l'on adoptait le projet autrichien de réforme fédérale, il rappellerait son représentant ; Rechberg, épouvanté, s'arrangea pour laisser voter contre la résolution autrichienne, des princes qu'il eût facilement convertis à ses idées, et le plan fut enterré. — Succès de portée secondaire mais qui indiquaient clairement que le pouvoir était passé dans des mains plus fermes.

Pour le moment où des luttes sérieuses s'engageraient, ce qui importait avant tout, c'était de concilier à la Prusse la sympathie des grandes puissances voisines. Justement, comme entrée de jeu, la fortune apporta

à Bismarck une merveilleuse occasion de mériter sans peine les bonnes grâces de la Russie.

La fermentation prodigieuse produite par la formation de l'Unité italienne ne se calmait pas. D'un bout à l'autre de l'Europe courait comme un frisson de printemps, les opprimés secouaient leurs chaînes, les morts s'agitaient dans leurs tombeaux. La Roumanie annonçait au monde sa renaissance (1862), les Magyars réclamaient la constitution de 1848, les Tchèques revendiquaient les droits de la couronne de Saint-Venceslas, et les rayas de la Bulgarie et de la Crète s'agitaient sous le joug du sultan. — Nulle part Magenta et Solférino n'avaient provoqué de plus ardentes espérances qu'à Varsovie. Quelles revanches les Polonais n'avaient-ils pas le droit d'attendre des sympathies françaises, maintenant qu'elles ne seraient plus paralysées par la pusillanimité d'un Louis-Philippe et qu'elles seraient appuyées auprès du successeur du grand Empereur qui avait restauré le grand-duché de Varsovie, par un avocat aussi autorisé que le comte Walewski.

Dans l'année 1862, quelques scènes de désordre s'étaient produites en Pologne. L'année suivante l'agitation s'étendit, se propagea dans la Lithuanie et dans la Russie rouge et prit figure d'insurrection. Les bandes de rebelles, mal armées, peu nombreuses, étaient hors d'état d'opposer une résistance sérieuse à l'armée régulière; mais les autorités moscovites ne parvenaient pas à rétablir le calme, et leur situation devint assez difficile.

Les Czartoryski avaient aussitôt sollicité l'intervention de Napoléon. Bien qu'il n'eût pas, semble-t-il, une sympathie personnelle très vive pour les Polonais, il ne se défendait pas de quelque pitié pour leurs souffrances, et, quand Mme Cornu lui rappelait que, dans son enfance, il avait porté l'uniforme de uhlan polonais, il en concluait, avec le fatalisme puéril qui était un des traits essentiels de son caractère, que la Providence l'avait prédestiné à réparer une des injustices les plus monstrueuses de l'histoire. A plusieurs reprises, il avait sondé à ce sujet les diplomates russes et ils ne l'avaient pas découragé. Les relations entre Paris et Pétersbourg demeuraient bonnes, sans être vraiment cordiales : c'était un de ces flirts qui, en se prolongeant trop, risquent de ne jamais aboutir à un mariage. Alexandre II, très légitimiste, avait été choqué par les usurpations de Victor-Emmanuel, et il jugeait la politique de Napoléon trop incohérente et trop énigmatique pour qu'il fût possible de s'unir à lui avec honneur. « Que la poire soit mûre ou non, disait Gortchakov à Bismarck en 1860, le Tsar veut qu'elle ne tombe pas, mais qu'on la rattache. » Peut-être

eût-il été converti par son Chancelier ; mais celui-ci attendait vainement des Tuileries les paroles décisives qu'il désirait. On restait, des deux côtés, sur un pied d'aimable coquetterie, et, bien que Bismarck connût très exactement le fond des choses, cet étalage réciproque de petits soins ne lui causait aucune joie. Il était bien résigné, du jour où elle serait accomplie, à sauter à pieds joints dans l'alliance des deux empereurs ; mais, depuis Francfort, il avait réfléchi et il se demandait si son adhésion leur paraîtrait très précieuse et s'ils l'achèteraient par de sérieuses concessions ?

L'affaire de Pologne l'inquiéta. — Aucun sentiment n'est plus universel en Allemagne et plus profond que la haine des Slaves. Des luttes dix fois séculaires ont accumulé dans les âmes d'inexpiables rancunes dont ne parviennent pas à se dégager même les hommes qui se croient affranchis des préjugés ethniques et des superstitions patriotiques. La haine de la France s'est atténuée aujourd'hui chez d'assez nombreux Allemands au point de disparaître presque complètement, parce qu'ils nous regardent comme une quantité négligeable, et nos pâles velléités de revanche ne provoquent désormais chez eux guère plus de colère que de crainte : mais, même au moment où leur sentiment national était le plus surexcité contre nous, les inimitiés qu'ils nourrissaient à notre égard se panachaient au moins de quelque envie, et elles étaient dans une certaine mesure un hommage à notre glorieuse histoire et à la supériorité de notre civilisation. L'antipathie que leur inspirent les Slaves est au contraire un curieux mélange de mépris et de terreur : ils voient en eux une race inférieure, mais souple, opiniâtre et rancunière, dont les ressources sont presque inépuisables et dont les brusques revirements ont à plusieurs reprises déconcerté leur offensive victorieuse ; ils la redoutent comme une héritière possible et ils suivent avec méfiance les progrès de ces rivaux dont le triomphe ne serait pas seulement la ruine de l'hégémonie germanique, mais, d'après eux, une menace pour la civilisation en général.

L'attitude de Nicolas qui était intervenu sans discrétion dans les affaires de l'Europe centrale, avait accru l'hostilité ambiante, et telle était l'aversion qu'inspirait la Russie, qu'on pardonnait aux Polonais leur origine, parce qu'ils étaient ses ennemis. Bismarck s'étonnait d'une exception dont rien, suivant lui, ne justifiait l'inconséquence. Disposé, comme la plupart de ses compatriotes, à s'estimer trop haut la puissance de la Russie, il ne faisait pas pourtant à la Prusse l'injure de supposer que l'appui de la Pologne lui fût nécessaire. Et que vaudrait cet appui ? Faudrait-il l'acheter par le démembrement de la

monarchie ? En résumé, Bismarck détestait les Polonais par raison ; il les détestait plus encore instinctivement, par atavisme : leurs qualités lui déplaisaient autant que leurs défauts, il leur reprochait leurs tendances anarchiques, leur soumission à Rome, leur invincible ténacité, la grâce de leurs femmes qui rendaient les jeunes gens allemands infidèles à leur langue maternelle, et jusqu'aux sympathies qu'ils rencontraient parmi les libéraux, ses ennemis. Sur ce point, il n'a jamais varié. Au milieu de sa carrière si mouvementée et de ses combinaisons si diverses, les Polonais sont à peu près les seuls avec lesquels il n'ait jamais cherché à lier partie et pour lesquels il n'ait eu que des paroles de mépris et de colère.

Quoi qu'on en ait dit, il ne se trompa pas une minute sur les forces réelles de l'insurrection. Il était moins sûr des combinaisons politiques auxquelles elle pouvait donner prétexte. Napoléon, dont les idées sur la matière étaient enfantines, bornait ses désirs à une reconstitution du grand-duché de Varsovie. Solution bâtarde dont Bismarck lui avait aussitôt signalé la vanité. Dans quelques cercles pétersbourgeois on parlait vaguement de reprendre les projets d'Alexandre Ier et d'accorder à la Pologne une assez large autonomie. Le ministre prussien était fort peu édifié par la sottise de Gortchakov qui écoutait de pareilles sornettes; quel exemple à donner aux Slaves de la monarchie ? Et puis, la Russie n'était-elle pas déjà assez redoutable sans qu'elle fortifiât encore sa situation en se réconciliant avec ses sujets occidentaux? L'ambition des politiques moscovites n'était-elle pas déjà assez envahissante ? Fallait-il la solliciter encore en transformant en fidèles vassales ces provinces frontières toujours prêtes pour le moment à se retourner contre le corps de bataille ?

Bismarck était de la lignée des grands tacticiens, c'est-à-dire qu'il se traçait un plan général d'action, il occupait des positions qui, dans tous les cas, étaient avantageuses, mais il ne se piquait pas de prévoir d'avance les incidents de la campagne et attendait les événements pour les exploiter. Klaczko, dont le témoignage n'est pas négligeable parce qu'il a été mêlé de près aux événements et qu'il était en mesure d'être bien renseigné, croit qu'il pensa un moment à annexer la Pologne russe. Il est vrai qu'il reçut assez mal les émissaires des insurgés, mais il n'était pas homme à se découvrir avant l'heure. D'autre part, il pressait les habitants de Kalisz de demander une garnison prussienne; ses émissaires, Keudell entre autres, un de ses confidents particuliers, parcouraient le pays ; il entamait des négociations avec le prince Czartoryski. — En somme, il se tenait prêt, très préoccupé de l'attitude de Gortchakov qui, « par besoin de popu-

larité, était sans défense devant le courant libéral. Les instructions qu'emportait Alvensleben à Pétersbourg trahissaient clairement ses craintes : « Le roi est profondément convaincu, disait-il, que toute émancipation de l'élément polonais en Russie étendrait son effet même de ce côté de la frontière. » — Plutôt que d'accepter la formation à ses portes d'un foyer permanent d'insurrection, mieux vaudrait encore occuper Varsovie. — Et pourquoi pas? — « En trois ans, tout serait germanisé. »

Il aimait autant ne pas en faire l'épreuve. Son intérêt lui commandait donc, en rassurant Gortchakov, de l'éloigner de toute concession. A peine l'insurrection avait-elle pris une apparence d'organisation qu'il envoya à Pétersbourg un confident du roi pour offrir ses bons offices. Gortchakov le remercia du bout des lèvres : il jugeait la démarche hâtive et indiscrète : la Russie n'avait besoin de personne pour mettre à la raison quelques centaines d'étourdis. — Bismarck n'en doutait pas, mais il avait cru l'occasion favorable pour agir sur l'imagination et le cœur d'Alexandre, et il n'avait pas mal calculé.

Dès le début des troubles, une campagne de presse adroitement conduite avait soulevé l'opinion publique européenne contre la Russie. Le Tsar était mis au pilori de la civilisation, et on flétrissait comme un piège tendu à ses malheureux sujets ses mesures libérales, qui n'avaient pas toujours été très adroites, mais qui avaient été certainement loyales et inspirées par les sentiments les plus généreux. Alexandre, comme beaucoup de Slaves, avait les nerfs impressionnables et la mobilité irréfléchie d'un enfant ; sa spontanéité le livrait sans défense à ceux qui, dans une heure de détresse morale, venaient à son secours. Il n'avait que faire des régiments prussiens; mais, en présence de l'amitié offerte avec tant d'empressement, alors que la France, infidèle et perfide, prenait parti pour les rebelles, le souvenir des liens qui unissaient les Hohenzollern et les Romanov se réveilla chez lui avec une intensité extraordinaire. Depuis lors, même après 1871, même après le Congrès de Berlin, ses sentiments personnels de respect et d'affection pour l'oncle loyal et bon qui lui avait tendu la main quand tout le monde se détournait de lui, demeurèrent un des facteurs essentiels de la politique européenne. L'insurrection polonaise marque comme la crise du règne de Napoléon III : elle a rendu impossible un rapprochement sérieux de la France et de la Russie, scellé pour de longues années l'alliance de Pétersbourg et de Berlin, permis l'écrasement du Danemarck et, par là, préparé Kœniggrætz.

Alvensleben, entraîné par la chaleur de reconnaissance que rencontraient ses déclarations aimables, envoya à Berlin un projet de convention (8 février 1863) : les troupes des deux pays se prêteraient une mutuelle assistance, et les régiments russes seraient autorisés à franchir la frontière pour poursuivre les bandes insurrectionnelles. L'idée venait d'Alexandre, et elle fut très médiocrement accueillie par les généraux russes et par Gortchakov. Le Chancelier soupçonnait Bismarck de jouer un double jeu et avait eu vent de ses intrigues en Pologne ; il ajouta au projet quelques mots qui lui enlevaient toute importance : « Cet arrangement durera tant que la situation l'exigera et que les deux gouvernements le trouveront convenable. » On s'expliquerait difficilement dans ces conditions l'émotion que souleva le traité à la Chambre prussienne, si on ne songeait à l'extrême excitation des esprits. La convention resta lettre morte et elle n'eut aucune conséquence militaire, mais les résultats politiques en furent considérables.

Le 11 février, dans une entrevue avec lord Buchanan, l'ambassadeur anglais à Berlin, Bismarck l'avait préparé à la conclusion d'une alliance entre la Prusse et la Russie et même, le cas échéant, à une occupation de la Pologne par la Prusse. — « L'Europe n'y consentira jamais. — Qu'appelez-vous l'Europe ? — L'union de plusieurs grandes puissances. — Oui, mais êtes-vous unis ? — La France ne peut pas permettre un nouveau partage. »

Buchanan s'avançait beaucoup. Jusque-là Napoléon avait montré beaucoup de réserve, et Gortchakov lui témoignait sa confiance en communiquant à M. de Montebello la convention du 8 février. Billaud, répondant à Jules Favre, venait de condamner formellement l'insurrection. — Mais les partisans de la Pologne, le prince Napoléon, Walewski, trouvaient un auxiliaire dans Drouyn de Lhuys qui, à la suite de la tentative de Garibaldi sur les États pontificaux et de la bataille d'Aspromonte, avait repris le ministère des affaires étrangères (octobre 1862). — L'expérience de 1854 ne l'avait pas découragé et il comptait sur une réconciliation cordiale avec Vienne, à la fois pour rendre à la France en Europe son prestige compromis par la guerre de 1859 et, en ramenant à l'Empereur les sympathies catholiques, pour arrêter à l'intérieur les progrès de l'opposition libérale qui devenait redoutable.

Pour relever la Pologne, — et c'était le projet qui depuis 1772 avait périodiquement hanté la pensée des diplomates, — le seul moyen pratique était de rattacher à la Galicie les provinces russes occidentales. L'Autriche abandonnerait en échange la Vénétie, ce

qui donnerait satisfaction à l'Empereur et liquiderait définitivement une question encombrante. Dans la pensée de Drouyn de Lhuys, ce n'était là qu'une entrée de jeu. Il était probable que la Prusse s'opposerait à un remaniement qui menaçait de lui coûter Posen et peut-être la Prusse occidentale : pour peu qu'elle donnât barre sur elle, elle n'aurait à s'en prendre qu'à son imprudence si on modifiait contre elle la constitution de l'Allemagne, et l'Autriche, débarrassée grâce à la France d'un rival redouté, ne refuserait pas une part du butin à sa généreuse alliée. Naturellement, il s'agissait-là de projets de longue haleine et Drouyn de Lhuys se gardait de rédiger un programme précis, mais son esprit, qui avait de la hauteur et de l'ambition, caressait avec indulgence de vastes espoirs; il trouvait un interlocuteur attentif dans M. de Metternich, l'ambassadeur autrichien à Paris, et un instrument enthousiaste dans M. de Gramont, notre représentant à Vienne, catholique, exubérant et très porté à se regarder comme le favori de la fortune.

Ce plan, tout à fait classique, construit d'après les règles les plus pures de la tradition du XVIIIe siècle, indiquait chez ses auteurs une ignorance absolue de la réalité. Les hommes d'état français de 1850 à 1870 connaissaient fort mal l'Allemagne, parce que leur éducation s'était faite à un moment où elle ne jouait qu'un rôle secondaire dans les affaires de l'Europe. Drouyn de Lhuys, comme presque tous ses contemporains, avait grandi dans la conviction que les domaines de l'Empire étaient des « terræ nullius », des propriétés vagues, et ce préjugé invétéré ne leur permettait pas d'attacher l'importance qu'ils méritaient aux rapports très précis et très exacts qu'ils recevaient de nos agents. Leurs connaissances historiques étaient insuffisantes et leurs préjugés ou leurs appétits leur en voilaient les leçons : sans cela les négociations des princes protestants avec Henri II ou Richelieu leur auraient facilement révélé l'intensité du patriotisme germanique, même à l'époque du morcellement et de la décadence politique de l'Allemagne. En 1863, toute puissance qui aurait consenti à reprendre avec nous la politique de la Ligue du Rhin, eût été immédiatement mise au ban de l'opinion, et les princes qui nourrissaient pour nous les sentiments les plus bienveillants, avouaient qu'ils seraient incapables de nous soutenir si nous ne nous enfermions pas dans la plus extrême réserve. Le seul homme, à Paris, qui eût une idée assez exacte de cet état des esprits, c'était l'Empereur lui-même; malheureusement, il ne s'arrêtait pas volontiers à des réflexions qui lui étaient pénibles, et, bien qu'il aperçût le danger des combinaisons chimériques où

on l'engageait, il n'avait pas le courage de les répudier une fois pour toutes.

Drouyn de Lhuys proposa à Vienne et à Londres d'adresser à la Prusse une note identique où, dans des termes amicaux, on lui exprimerait les regrets qu'avait soulevés son entente peu édifiante avec la Russie. L'Angleterre, qui depuis longtemps redoutait un rapprochement étroit entre la France et Pétersbourg, le poussait sournoisement en avant, sauf naturellement à l'abandonner au moment décisif. L'Autriche, qui, en principe, n'eût pas été éloignée d'accepter le marché qu'on lui offrait, se défiait des revirements soudains de Napoléon et ne se fût engagée à fond que si elle eût été sûre de l'adhésion formelle de l'Angleterre. D'autre part, elle avait de nouveaux griefs contre la Prusse, et elle n'était pas fâchée non plus d'éloigner Paris de Berlin.

Rechberg et lord J. Russel, le président du cabinet de Londres, firent observer à la France qu'il paraîtrait singulier de s'adresser d'abord à la Prusse qui n'était pas dans l'espèce la principale intéressée, et Drouyn, pour ne pas rester sous le coup d'un échec, fut amené à interpeller directement la Russie. Au nom des stipulations du Congrès de Vienne, qui avaient garanti une constitution à la Pologne, on lui demanda des réformes radicales. — Il était bien évident d'avance qu'elle repousserait des exigences aussi humiliantes qu'inopinées, et de pareilles négociations sont absurdes si elles n'ont pas pour but d'amener une guerre. A Paris, on s'y préparait, on discutait des plans de campagne. Mais par où attaquer ? — Par l'Autriche ? — Ce n'était pas très aisé et elle n'y eût pas volontiers consenti. — Par la Baltique ? — M. de Bismarck déclarait qu'il s'y opposerait par tous les moyens, même par les armes.

L'opinion russe s'était peu à peu montée et elle n'eût toléré aucune concession ; de leur côté les journaux français menaient une campagne tapageuse. Gortchakov déclara qu'après avoir été l'apôtre de l'alliance française, il en était la victime ; il ne voulait pas en être la dupe. Le Tsar écrivit à Guillaume pour lui demander son concours contre la France, et même contre l'Autriche si celle-ci se laissait enjôler par Napoléon. — Le roi ne désirait par une rupture avec Vienne ; Bismarck ne voulait pas non plus se brouiller définitivement avec Napoléon et il n'entendait pas se mettre à la remorque de Gortchakov : il n'aimait que la musique qu'il faisait lui-même. Il mit en garde le Tsar contre les dangers d'un coup de tête : si on attaquait l'Autriche, on la jetait ainsi dans les bras de la France ; mieux valait ne pas brusquer les choses, ramener peu à peu François-Joseph.

Quant à la Prusse, on ne devait pas douter de ses sentiments, mais elle ne pouvait pas se donner des allures de provocatrice, parce qu'elle fournirait à ses adversaires en Allemagne un prétexte pour lui refuser de l'aider à défendre les provinces rhénanes. — Il était difficile de se dégager avec plus de bonne grâce, et le Tsar ne sut pas mauvais gré à son oncle de réserves aussi délicatement formulées, d'autant plus que l'orage se dissipa vite et que la défection des partenaires de Napoléon rendit plus piquante sa déconvenue. Les flatteurs de Bismarck disaient qu'il avait le génie de l'amitié : ses refus même étaient utiles à ses alliés (juillet 1863).

La Russie avait mobilisé son armée; les Slavophiles l'emportaient décidément sur les Occidentaux, auxquels ils reprochaient d'avoir par leurs hésitations et leurs faiblesses compromis la sécurité de l'Empire; le rappel du grand-duc Constantin laissait les mains libres à Berg et à Mourawief qui, de Varsovie et de Vilna, faisaient aux insurgés une guerre sans merci. Au mois d'octobre, la Lithuanie était pacifiée et les bandes qui parcouraient encore la Pologne, n'osaient plus nulle part tenir tête aux troupes. Gortchakov avait donc le droit de répondre avec quelque ironie aux notes identiques de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre (12 août), et la situation de Napoléon qui partait en guerre pour soutenir une révolte qui n'existait plus, à la tête d'alliés qui battaient déjà en retraite, était presque ridicule.

A Berlin cependant, on accusait Bismarck d'incohérence et de caprice, et ces attaques ne venaient pas seulement du camp libéral : — « Quels bonds! écrivait Perthes à Roon, quels changements continuels! Alliance avec la France et la Russie, sans tenir compte de l'Angleterre et de l'Autriche. — Rapprochement commercial avec la France, la Russie négligée, l'Autriche traitée de bas en haut : convention commerciale avec la France. — Rapprochement intime avec la Russie : convention du 8 février..... Un homme qui a tant d'idées et d'idées changeantes, et qui les transforme en dépêches et en notes est un homme très dangereux, qu'il se nomme Frédéric-Guillaume IV ou Bunsen ou Arnim ou de quelque autre manière que ce soit, et quelque honorable et intelligent qu'on le suppose. » « Chaque fois qu'on remue un pion, répondait Bismarck aux députés de la Diète, ceux qui ne voient qu'un coin du damier s'imaginent que c'est une nouvelle partie qui commence; ils ne connaissent pas la pensée du joueur et ils l'accusent de ne pas suivre son idée. » Les événements récents ne l'avaient pas mal servi. Napoléon avait maladroitement froissé le Tsar et était en délicatesse avec l'Autriche et l'Angleterre à qui il reprochait, non sans quelque justice, de l'avoir berné; la Russie avait

été gagnée par d'aimables prévenances, et la Hofburg, comme en 1854, s'était aliéné les sympathies de tout le monde. — La confusion était universelle et la défiance générale. Au milieu de cette anarchie, les coups de main et les surprises étaient faciles.

Rechberg, avisé et clairvoyant, sentait l'orage et recommandait la plus extrême prudence; comme on ne l'écoutait pas, il offrit sa démission. François-Joseph, de mauvaise humeur, la refusa. Courageux, mais par accès, avec plus d'élan que de vigueur, facilement séduit par des rêves de gloire, mais se défiant de ses forces et de son étoile, il croyait se couvrir contre les dangereuses complications qui pouvaient sortir de ses présomptueux desseins en retenant auprès de lui des ministres raisonnables et timides auxquels il imposait des résolutions qu'ils désapprouvaient; il ne s'apercevait pas qu'il écartait ainsi les dernières chances de succès.

Rechberg, docilement, s'attela de nouveau à la réforme fédérale, bien convaincu qu'on courait à un échec, s'en consolant d'avance, puisque ces fameuses conceptions étaient imaginées par ses rivaux, Schmerling, qui y cherchait une dérivation aux difficultés intérieures, et Biegeleben qui espérait supplanter son ministre.

La cour de Vienne était le rendez-vous de tous les agités : Ernest de Saxe-Cobourg, toujours par monts et par vaux; le comte de Tour-et-Taxis, très riche, qui avait épousé une belle-sœur de François-Joseph et qui ne désespérait pas de reconquérir pour sa maison l'immédiateté qu'elle avait perdue; Beust; les délégués du Reformverein. Par moments, on se fût dit revenu au début du XVIIe siècle, alors que Christian d'Anhalt étendait à travers l'Allemagne le réseau de ses intrigues, et, comme alors, les rivalités politiques se compliquaient de passions confessionnelles. Bismarck plus tard a prétendu expliquer les événements de 1850 à 1870 par un vaste complot tramé par les Jésuites pour entraîner la ruine de la Prusse : ce roman fantaisiste a été inventé au moment du Kulturkampf, pour justifier les représailles contre l'Église. Il n'est pas douteux cependant que les événements d'Italie avaient désolé les âmes pieuses et effrayé le clergé; partout les catholiques se rapprochaient, s'organisaient, et ce n'était pas aux Hohenzollern qu'allaient leurs sympathies.

Vers le milieu de 1863, de mauvaise grâce, les uns poussant les autres, les ministres autrichiens partirent à la conquête de l'Allemagne. — L'affaire eût-elle réussi si elle eût été poussée avec vigueur, et aurait-on jamais obtenu des princes qu'on appelait à Francfort qu'ils offrissent à François-Joseph la couronne impériale? — Quelques historiens le supposent, mais c'est une hypothèse bien invraisemblable,

et elle s'accorde mal avec ce que nous savons des dispositions des diverses cours et avec la suite des délibérations. Il est parfaitement certain dans tous les cas que parmi les metteurs en scène, presque aucun ne croyait au succès et que la plupart sentaient qu'ils faisaient le jeu de la Prusse en soulevant de nouveau avec fracas cette question de la revision de la Constitution qui n'était possible en réalité que par l'exclusion de l'Autriche. A certaines heures, les faits et les hommes conspirent pour préparer la ruine des États et la décadence des dynasties.

Le projet Frœbel, repris et refondu par Schmerling, par Rechberg et par Tour-et-Taxis, n'était, sous une forme insidieuse et dissimulée, qu'une nouvelle édition des projets de Schwarzenberg. — Bismarck qui pensait alors que les « affaires extérieures ont leur but en elles-mêmes et sont plus hautes que toutes les autres », laissait tranquillement s'enferrer les brouillons qui risquaient de mettre l'Europe en feu pour le plaisir de conserver la bienveillance de leur maître en lui offrant pour sa fête un parterre de rois comme enfants de chœur : « Si on dépouille l'animal de la vapeur des phrases, disait-il en parlant du projet autrichien, il reste un si pauvre squelette qu'il vaudrait mieux ne pas montrer au peuple que même cela ne peut pas être réalisé. » Il savait que le résultat de cette agitation serait de ramener aux Hohenzollern l'opinion désabusée.

Guillaume avait les nerfs moins solides. Dans une entrevue à Gastein avec François-Joseph (3 août), il lui avait présenté ses objections : l'affaire demandait un peu plus de mystère et il ne serait pas mauvais, avant de s'engager à fond, de se mettre d'accord. — L'entrevue avait été très courtoise; l'Empereur prit les politesses du roi pour un commencement d'hésitation et il poussa sa pointe. Les considérants du mémoire communiqué par la cour de Vienne à Guillaume étaient plutôt désagréables : — Il était impossible que l'état « chaotique » actuel se prolongeât plus longtemps; si la Prusse refusait son consentement, on serait obligé d'agir sans elle. C'est-à-dire que, si elle ne se soumettait pas, on la menaçait de former un Sonderbund dont elle serait exclue. Aussi, quand le roi fut invité à se joindre aux souverains allemands qui allaient se réunir en Congrès à Francfort, Bismarck le pressa de s'abstenir et de ne pas répondre à un appel qui avait des apparences de sommation.

Il ne le convainquit pas sans peine. Non sans doute que Guillaume ne fût soucieux de l'honneur de sa couronne ou des intérêts de sa monarchie. Seulement, il souffrait à la pensée d'être en quelque sorte au ban de l'Allemagne. Marcks, qui a étudié avec beaucoup de

finesse l'évolution psychologique du roi, a montré qu'il lui a fallu une sorte d'héroïsme pour triompher, à un âge avancé, de ses habitudes intellectuelles et morales, et pour sacrifier ses goûts et ses préférences aux nécessités politiques et à la grandeur de l'État. Dans son développement moral, deux crises eurent une acuité particulière et entraînèrent une lutte douloureuse : la première, au mois d'août 1863, quand il est contraint par son devoir de Hohenzollern de se séparer des princes, ses confédérés, et de décliner l'appel que lui adresse son suzerain légitime, fut très dure et très cruelle ; la seconde, au mois de janvier 1871, quand il accepte le titre d'Empereur d'Allemagne, ce qui lui semblait impliquer le reniement de son vieux patriotisme spécifique prussien, ne fut peut-être pas moins pénible, mais elle n'affecta pas le même caractère aigu. Guillaume s'était habitué aux concessions et il prévoyait depuis longtemps le sacrifice qu'on lui demandait; il avait vieilli aussi et ses forces de résistance n'étaient plus intactes; sa tristesse se manifesta par des accès de mauvaise humeur, il ne songea pas cependant à se révolter contre l'inévitable.

En 1863, bien que l'autorité de M. de Bismarck fût déjà solidement établie, le roi ne s'était pas encore livré à lui sans restriction et sans esprit de retour. Maintenant, l'heure des résolutions définitives était arrivée. En refusant de prendre sa place au Congrès des princes, Guillaume abandonnait l'entente cordiale avec les Habsbourgs; bien plus, il répudiait le système des conquêtes morales, rompait le pacte fédéral et se plaçait hors de l'Allemagne pour la conquérir. Si les conséquences dernières de son schisme ne lui apparurent pas sur-le-champ, il en aperçut au moins en partie la portée possible, et aussi la valeur de la prise qu'il donnait à M. de Bismarck sur sa volonté. Cela suffit pour apprécier ses angoisses et l'on mesurera assez le mérite de la victoire qu'il remporta sur lui-même en songeant à ce que son frère eût fait à sa place. Les rancœurs des dernières années n'avaient pas effacé chez Guillaume le souvenir de l'antique fraternité qui liait les Hohenzollern aux Habsbourgs, et résister à l'Empereur lui semblait toujours une sorte de félonie. Au dernier moment, ses vieux instincts de loyalisme germanique et de fidélité féodale se réveillèrent si impérieux qu'il fût venu à Francfort, renfrogné et bourru, mais vaincu, si Bismarck ne l'eût empoigné par la garde de son épée et ne lui eût barré la route. Ce jour-là, le ministre mit vraiment la main sur l'âme de son maître et lui dicta sa volonté. Ce fut sa première conquête en Allemagne, la condition de celles qui suivirent, non pas la plus aisée.

Par aversion, par tradition, par timidité, les femmes s'étaient coalisées contre lui, Augusta, la Reine douairière, la Grande-Duchesse Louise de Bade. — Nettement, il déclara que si le roi allait à Francfort, il donnerait sa démission dès son retour à Berlin. Les Autrichiens dépêchèrent encore auprès de Guillaume le roi Jean de Saxe, dont il appréciait la loyauté et dont les arguments l'émurent. « Trente princes souverains, répétait-il, et un roi pour courrier. » — La lutte dura jusqu'à minuit; le roi, brisé, après une crise de larmes, dut se mettre au lit. « Je voulais passer chez toi après la soirée chez ma fille, écrivait-il à Jean de Saxe, mais chez elle j'ai été pris d'un malaise tel que je n'ai pu rentrer qu'à onze heures pour me coucher... Que Dieu te bénisse pour ton amitié pour moi! Si, après un dur combat, je suis obligé d'en rester à ma décision et d'attendre le résultat de votre travail sans prendre part à vos délibérations, je n'ai agi en cela que d'après les inspirations de ma conscience. Que Dieu te bénisse! Excuse le tremblement de l'écriture. »

Bismarck n'était guère moins accablé. — « Lorsque je lui eus enfin arraché la lettre de refus, a-t-il raconté plus tard à Busch, je me sentis si faible et si épuisé que je pouvais à peine me tenir debout. Je chancelai derrière la porte et j'étais si nerveux qu'en la fermant, le bouton me resta dans la main. L'aide de camp de service me demanda si je me trouvais mal. — Non, lui dis-je; maintenant je me sens bien de nouveau. » Il reprit vite son sang froid, s'il est vrai, comme il l'a affirmé dans la suite, qu'il fit garder les issues de la maison royale par un régiment, afin d'empêcher qui que ce fût de pénétrer auprès du roi[1].

Les renseignements que nous possédons sur le Congrès des princes à Francfort (22-31 août) ne sont ni très nombreux ni parfaitement concordants. Il paraît que François-Joseph déploya des talents inattendus de président; Jean de Saxe était le leader de la majorité. L'opposition ne se composait que de quelques souverains de quatrième ordre groupés autour du Grand-Duc de Bade. Mais les adversaires de la Prusse étaient assez peu unis et ils n'étaient pas le moins du monde résolus à pousser les choses à l'extrême. Les débats trai-

1. Sur le détail des faits, il plane toujours quelque incertitude. Bismarck lui-même les a racontés de façon différente. D'après Sybel, qui tient évidemment l'incident de lui, il aurait brisé une assiette qui se trouvait sur la table avec des verres : « Il me fallait casser quelque chose; maintenant je respire. » — Ces contradictions ne sauraient modifier le sens des événements et le rôle des personnages. Assez d'autres témoignages établissent la nervosité du ministre et la peine que lui donna son maître « à dresser et à mater ». C'est vers cette époque qu'il aurait dit : « On pousse le vieux coursier à coups d'éperons jusqu'au bord du fossé; là, il prend peur, et, avec une brusque secousse, se rejette en arrière. »

nèrent : il faisait chaud, les fenêtres étaient ouvertes ; les chauves-souris entrèrent dans la salle des délibérations du vieux palais de Tour-et-Taxis. De guerre lasse, on vota une résolution que beaucoup n'acceptèrent que parce qu'ils étaient convaincus qu'elle ne les engageait à rien. « La situation privilégiée de la Bavière, écrivait le vieux roi Guillaume de Wurtemberg, est une injustice pour les autres rois ; mais dans les circonstances actuelles, il nous a fallu céder. D'ailleurs, je dois remarquer que l'opinion publique attend très peu de Francfort et de sa constitution. »

Schmerling avait escompté les déceptions que la politique extérieure de Bismarck causait aux libéraux et qu'avait amèrement traduites l'assemblée générale du Nationalverein au mois d'octobre 1862. — « Nous étions prêts, disait le comité directeur, a confier la direction de l'Allemagne au chef du plus puissant État allemand, à la condition qu'il se montrât digne de remplir sa mission historique. Mais depuis lors qu'est-il arrivé ? — La Prusse n'est plus la protectrice, mais l'ennemie la plus redoutable des intérêts nationaux. Les sentiments du Nationalverein n'ont pas changé. Si cependant les hommes qui gouvernent aujourd'hui l'État prussien et qui, condamnés par leur peuple lui-même, travaillent à la ruine de sa puissance, osaient essayer de prendre en mains la direction de l'Allemagne, leur insolence n'aurait pas d'adversaire plus énergique que l'Association. » — « La Prusse, écrivait Ernest de Saxe-Cobourg, qui se consolait assez aisément des maladresses de Guillaume, a laissé perdre toutes les chances favorables de ces dernières années et elle a fourni à sa rivale l'occasion de prendre sa place. »

Il se trompait sur la gravité de ces querelles d'amoureux qui divisaient les libéraux et la Prusse. Un congrès de trois cents députés des diverses diètes de l'Allemagne qui siégeait à Francfort en même temps que les princes, se prononça contre le projet de réforme de Rechberg, et l'Association générale le condamna plus formellement encore (octobre 1863).

Les princes n'étaient guère plus enthousiastes. Quand Rechberg leur demanda d'installer le Directoire dont on avait voté le principe, Beust parla de la nécessité de ne pas diviser l'Allemagne ; la Bavière ne voulait pas se brouiller avec Berlin. — Ces défections n'étonnèrent guère le ministre autrichien qui cherchait un prétexte pour se dégager. Les nouvelles de Paris étaient peu rassurantes. Napoléon, qui, ainsi qu'il le disait à Goltz, l'ambassadeur prussien, aurait donné beaucoup pour que la question polonaise n'eût jamais existé, essayait

de couvrir sa retraite en proposant la réunion d'un Congrès qui réglerait le situation générale du monde. — Le fondement sur lequel reposait l'ordre politique, les traités de Vienne, s'écroulaient de toutes parts; il fallait prévenir les dangers qui naissaient de cette anarchie; l'Europe verrait peut-être quelque avantage à ce que « la capitale d'où est parti tant de fois le signal des bouleversements, devînt le siège de conférences destinées à jeter les bases d'une pacification générale ». — Bismarck loua fort cette intention généreuse; il était bien sûr que Gortchakov n'accepterait jamais l'idée d'un Congrès où il comparaîtrait comme accusé.

Rechberg fut épouvanté. Il n'apercevait autour de lui qu'embûches et pièges : la France avec laquelle il avait flirté, dénonçait les traités de Vienne; les princes allemands auxquels il avait offert sa protection, se dérobaient. Il se jura bien de ne plus succomber à des tentations aussi périlleuses, d'en revenir à la politique de réserve et d'entente cordiale avec Berlin, qui ne promettait pas des résultats grandioses, mais qui, pratiquée avec adresse, pouvait tout de même produire quelques avantages appréciables et qui, croyait-il, écartait les aléas les plus redoutables. Il renonça sans arrière-pensée à son hégémonie sur la Confédération. Le Congrès de Francfort fut ainsi la dernière tentative du parti de la Grande Allemagne. L'événement avait prouvé que tous les essais de réforme fédérale sous la direction de l'Autriche étaient nécessairement stériles; Rechberg borna désormais ses ambitions à maintenir le *statu quo*.

L'opinion se résignerait-elle longtemps à cette inertie, et la Prusse se tiendrait-elle pour satisfaite de la situation que lui offrait Rechberg et qui impliquait malgré tout une certaine infériorité et la garantissait mal contre les suprises de l'avenir? Elle avait le vent en poupe et elle méritait sa fortune : elle savait ce qu'elle voulait, elle le disait clairement, elle ne trompait personne, elle se montrait modérée et courtoise ; elle évitait les agitations inutiles. — Quand Rechberg fit mine de venir à résipiscence, Bismarck ne lui tint pas rigueur. Aux premières ouvertures, il ne prit pas seulement le doigt qu'on lui tendait, mais la main entière. Et comme il n'avait pas d'autre désir que de faire plaisir à ses nouveaux amis et de leur offrir une occasion de gagner les sympathies de l'Allemagne, il les emmena avec lui à la conquête des duchés danois.

LIVRE III

LA FIN DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION DES DUCHÉS

Le traité de Londres et son interprétation. — Les désirs de Bismarck et sa politique jusqu'en 1863. — Avènement de Christian IX : l'attitude de la Diète de Francfort. La Prusse et l'Autriche se séparent d'elle. — La guerre de 1864. — Moltke. — Le traité de Vienne (1864) et les conséquences de la campagne des duchés. — La Prusse réclame le Schleswig-Holstein : les premières difficultés avec Vienne; démission de Rechberg. — Mensdorff-Pouilly : l'Autriche revient à une politique d'hostilité contre la Prusse.— Les hésitations de Guillaume : il accepte l'idée de l'annexion des duchés.— Menaces de guerre : la convention de Gastein.

L'affaire des duchés danois était une de ces questions compliquées et obscures que la diplomatie classique se plaisait à entretenir et qui, à un moment donné, offraient aux souverains ambitieux un prétexte décent où amorcer leurs entreprises : tels ces fameux droits des Hohenzollern sur la Silésie, que Frédéric II chargeait Podewils de parer et de servir, pendant qu'il envahissait les États de Marie-Thérèse. Bismarck, qui avait eu l'occasion de s'occuper de l'affaire dès son entrée dans la vie politique, en savait ce qu'il était nécessaire de savoir, c'est-à-dire que, depuis un demi-siècle, les érudits et les légistes épiloguaient sur les textes, que les cabinets échangeaient des notes, et que les uns et les autres avaient si admirablement embrouillé les choses qu'il était également facile de soutenir les causes les plus diverses.

A la suite de l'insurrection du Schleswig en 1848, l'Angleterre et la Russie avaient obtenu des puissances européennes leur adhésion au

protocole de Londres (8 mai 1852), qui garantissait l'intégrité de la monarchie danoise et réservait au prince Christian de Glücksbourg l'héritage de Frédéric VII. Les termes de la convention étaient assez clairs ; le prince Christian d'Augustenbourg, qui avait des titres plus ou moins sérieux à la succession des duchés, avait reçu une indemnité de 11.250.000 francs. C'était un fort bon prix. Quelqu'un lui soutenait un jour que ses droits ne valaient rien. « Comment, rien ! Ils valent beaucoup au contraire, et la preuve c'est que nous les avons déjà vendus trois fois. » L'affaire paraissait réglée et le Danemark respira quelque temps.

Bismarck, à Francfort, avait été chargé de débattre avec le prétendant le prix de son renoncement ; il avait gardé plusieurs jours les fonds dans sa caisse ; il n'avait aucun doute sur l'équité de l'accord et aucune sympathie pour cette famille d'Augustenbourg, besogneuse et chicanière, ingrate et félonne, qui avait répondu par la trahison à la confiance des rois de Danemark et qui vendait maintenant les imbéciles qu'elle avait poussés à l'insurrection. Frédéric d'Augustenbourg, le fils de Christian, après avoir profité du marché, en contestait la validité : la couronne est un fidéi-commis et le détenteur éventuel n'a pas le droit d'en disposer au détriment de sa famille. Pauvres arguments auprès du délégué prussien !

Les raisons ethnographiques et philologiques des professeurs qui invoquaient les droits des nationalités, ne le touchaient guère davantage. Les souverains danois avaient longtemps témoigné à l'Allemagne une sympathie voisine de l'engouement ; que les faveurs dont ils comblaient les immigrés eussent à la longue éveillé la jalousie des Scandinaves, il n'y avait pas à s'en étonner et il était puéril de prendre ces rivalités au tragique. Aussi Bismarck en 1848 condamna-t-il sans ambages l'imprudence de Frédéric-Guillaume IV qui, par complaisance pour de vagues théoriciens, mettait la loyale armée prussienne au service de rebelles soulevés contre leur souverain légitime.

S'il jugeait absurde de partir en campagne pour défendre une charte vieillotte et ambiguë, il n'eût pas été très difficile dès lors de le convertir à une politique nettement annexionniste : — « Ah ! si le roi me faisait appeler et me disait qu'il s'agit de conquérir une province, alors ce serait une autre question ; on pourrait partir de ce point de discussion. » — Les libéraux rougissaient de son cynisme ; au fond, ce qui les poussait comme lui, c'était un ardent désir de domination et de puissance. Il s'agissait bien de reprendre une de ces marches que la négligence des souverains ou le malheur des temps avaient peu à peu détachées de l'Empire, de reconstituer l'Allemagne

intégrale ; aujourd'hui les duchés, demain l'Alsace, en attendant les provinces baltiques, la Bohême, etc. ; ils entendaient faire leurs preuves de patriotisme, montrer qu'ils sauraient comme les anciens souverains être non seulement les défenseurs, mais les « agrandisseurs » de l'État. Ici, tout se réunissait pour animer ces passions envahissantes : la faiblesse de l'adversaire, l'obscurité des droits historiques, le caractère même des populations qui, sans être aussi impatientes du joug danois que l'affirmait une presse bien stylée, étaient accessibles aux suggestions des pangermanistes.

Le Danemark, dépouillé de la Norvège en 1814, était essentiellement constitué, en dehors des deux grandes îles d'Elseneur et de Fionie, par la presqu'île de la Chersonèse cimbrique qui prolonge entre la Baltique et la mer du Nord la plaine de l'Allemagne septentrionale. Elle est divisée en deux parties très inégales par l'Eider qui naît à quelque distance de Kiel, sur la Baltique, et se jette dans la mer du Nord. Ici, se trouvaient au moyen âge la frontière de l'Empire et la ligne de démarcation entre les Allemands et les Scandinaves. Au Sud, le Holstein était habité par une population exclusivement germanique ; au delà, le Schleswig avait été peu à peu pénétré par des colons allemands qui avaient occupé la partie méridionale ; le Nord était demeuré danois ; au milieu, une zone mixte, que se disputaient les deux races. Le Holstein comptait environ 600.000 Allemands, et ils étaient au nombre de 250.000 à 300.000 au nord de l'Eider, en face de 150.000 Danois. Abandonnerait-on éternellement ces Germains à l'oppression étrangère ? — Ce n'était pas la faute des libéraux si leur bonne action était aussi une bonne affaire et si la côte du Schleswig offre une suite de ports bien abrités où l'Allemagne fonderait les établissements maritimes qui lui manquaient encore.

Bismarck n'ignorait pas la valeur des rades de Kiel, de Flensbourg et d'Apenrade, et il ne demandait pas mieux que de débarrasser le Danemark de territoires qui étaient à la convenance de la Prusse. Il n'était pas fâché que la question des duchés demeurât ouverte et que la Diète de Francfort lui préparât d'utiles prétextes d'intervention. Seulement il n'était pas dupe des arguments qu'elle invoquait et il pensait qu'à vouloir trop presser les événements, on risquait d'aboutir à un résultat précaire et médiocre. Il lui importait assez peu que les duchés fussent séparés de la monarchie danoise si on y installait un prince qui, menacé par la Prusse, chercherait fatalement une protection à Vienne. En 1862, il écrivait à Blixen, le président du Conseil à Copenhague, pour lui annoncer son entrée au ministère et, comme à Karolyi, il lui donnait le conseil de déplacer le centre de gravité de

la monarchie et de former l'unité scandinave qui serait l'alliée de l'Allemagne unie; « mais, dis à tes compatriotes que, s'ils ne sont pas disposés à entrer dans mon plan, je serai forcé de les paralyser, pour n'avoir pas un ennemi dans le dos, si je dois attaquer d'autres points ». Ses désirs étaient donc très précis et ses ambitions très arrêtées, ce qui ne veut pas dire qu'il n'ait pas envisagé des solutions très diverses; il avait pour habitude de compter avec les circonstances et de ne pas forcer la fortune. Il s'agissait pour le moment de ne pas se lier trop vite les mains et, comme quand il allait chasser les bécasses, il n'avançait un pied qu'après avoir tâté le terrain.

Frédéric-Guillaume IV, trop pressé, avait durement expié son imprudence; Bismarck ne voulait pas retomber dans les mêmes erreurs et, dès que l'affaire se réveilla à Francfort, il mit Manteuffel sur ses gardes. « L'Autriche, lui disait-il, fort indifférente aux duchés et secrètement favorable au Danemark qui la soutient à la Diète, ne cherche qu'à nous nuire; elle stigmatise en face de l'Allemagne nos lenteurs, et elle nous dénonce à l'Europe comme des ambitieux qui soulèvent gratuitement des difficultés; payons-la de la même monnaie et, en étalant à Francfort un zèle peu compromettant, enfermons-nous dans une expectative inerte, jusqu'au moment où les puissances étrangères seront rassurées, ou jusqu'au jour où les circonstances générales nous permettront une initiative plus hardie. » La temporisation était assez facile, parce que la dernière insurrection avait purgé le pays des éléments les plus turbulents, et les grands propriétaires avaient mis une sourdine à leurs récriminations depuis que le ministère danois suivait une politique nettement réactionnaire. Leur patriotisme germanique se réveilla du jour où les libéraux reprirent le dessus à Copenhague, et ils se plaignirent que l'on menaçât leur nationalité, dès l'instant où leurs privilèges personnels furent contestés. Leurs griefs, fort exagérés, n'étaient pas tous imaginaires.

Un certain nombre d'États allemands n'avaient pas adhéré au traité de Londres, et il n'avait pas été ratifié officiellement par la Diète. Les partisans des Augustenbourg en concluaient qu'à la mort de Frédéric VII, les duchés qui n'étaient pas soumis à la même loi successorale que le royaume, devraient reprendre une existence indépendante. Ni la Prusse, ni l'Autriche n'acceptaient cette thèse, puisqu'elles avaient solennellement reconnu le traité de Londres, mais elles y avaient introduit des clauses ambiguës et obscures par lesquelles le roi de Danemark s'était engagé à respecter les privilèges des duchés; elles l'accusaient de violer ses promesses, et aucune des proposi-

tions par lesquelles il cherchait à les contenter, ne trouvait grâce auprès de leurs ministres, gardiens vigilants et scrupuleux des droits des citoyens, quand il s'agissait de sujets étrangers.

Ces chicanes et cette mauvaise foi évidente exaspéraient les Danois. Pendant fort longtemps, leur aveugle tolérance avait favorisé une propagande séparatiste que quelque fermeté eût aisément arrêtée. La révolte de 1848 les avait tirés de leur indifférence, et le patriotisme, surexcité au nord comme au sud de l'Eider, avait déterminé la formation d'un parti radical qui voulait établir plus solidement l'unité de la monarchie. Il faisait assez bon marché du Holstein, rattaché à la Confédération et purement allemand; mais il voulait fondre avec le reste du royaume le Schleswig qu'aucun lien politique ne réunissait à l'Allemagne et qui renfermait au moins une importante minorité danoise. — La Diète de Francfort, pour contrecarrer ses projets, réclamait d'abord pour le Holstein une autonomie très large, puis exigeait que cette autonomie s'étendît aussi au Schleswig, parce que, disaient ses légistes, « les deux duchés ne forment qu'un seul corps politique, qu'ils sont rattachés par un *nexus socialis* et qu'ils doivent suivre les mêmes destinées ». Ce raisonnement triomphal, pour lequel l'Allemagne se passionnait et où l'on retrouve le pédantisme doctrinaire de ses professeurs, reposait comme l'a avoué depuis un des principaux collaborateurs de Bismarck, Lothar Bucher, sur un contresens : le fameux *up ewig ungedeelt* (non séparé pour l'éternité) ne signifie pas du tout que les deux duchés ne pouvaient pas être séparés l'un de l'autre, il eût fallu dire *ungescheiden* — mais simplement que chacun d'eux ne pouvait être morcelé.

Les discussions de Francfort maintenaient une certaine agitation dans les duchés et, quand les Danois, menacés dans leurs possessions légitimes, traqués par des juristes ergoteurs et des diplomates sans foi, destituaient un fonctionnaire suspect ou déplaçaient quelques pasteurs et quelques maîtres d'école fanatisés, les Allemands poussaient des cris de fureur et invoquaient le ciel et l'Europe contre les tyrans de Copenhague. La Prusse et l'Autriche, pour ne pas se singulariser, faisaient chorus, mais tout ce charivari n'aboutissait à rien et Bismarck avertissait Manteuffel de ne pas le prendre au sérieux.

Bien que l'Angleterre fût la gardienne naturelle du traité de Londres, les cabinets britanniques, par déférence pour la reine et le prince Albert, prêtaient beaucoup plus d'attention qu'il n'eût convenu aux criailleries allemandes, et la France n'était pas beaucoup plus adroite.

Nos ministres rabrouaient volontiers la Diète de Francfort : —

« On fait au Danemark des conditions impossibles, écrivait M. de Thouvenel ; que dirait-on à Berlin si on demandait une constitution particulière pour le duché de Posen, tout en le fondant dans la monarchie, et que dirait-on à Vienne, si l'on demandait de soumettre la constitution commune à l'approbation de la Diète de Hongrie? Il est clair que la logique ne mène pas le monde. » — Malheureusement, l'opinion de l'Empereur était beaucoup moins ferme, et ses sympathies pour le Danemark, dont les difficultés actuelles avaient leur première origine dans sa fidélité à Napoléon Ier, étaient contrebalancées chez lui par sa théorie des nationalités. Dès 1858, il déclarait à un agent de Manteuffel qu'il ne ferait pas la guerre dans l'intérêt du Danemark, et, à plusieurs reprises, il avait très clairement indiqué qu'il ne s'opposerait pas à une annexion prussienne. Il fallait laisser à ces bonnes volontés le temps de mûrir. On a prétendu qu'afin d'entretenir la querelle ouverte, Bismarck sous main avertissait les ministres danois de ne pas prendre au sérieux les observations de la Diète. Dans tous les cas, il affectait beaucoup de détachement dans ces discussions constitutionnelles et il étalait un extrême scepticisme à propos des griefs des Schleswigois. Il prouvait ainsi à l'Europe sa mansuétude et il poussait le Danemark vers des rigueurs dont il tira ensuite parti contre lui.

On prévoyait la mort prochaine de Frédéric VII. Les ministres danois, encouragés par le mariage du prince de Galles avec la fille de Christian de Glücksbourg, l'héritier du trône, firent signer par Frédéric la patente du 30 mars 1863, qui accordait au Holstein une très large autonomie, mais assimilait le Schleswig au reste de la monarchie. En Allemagne, ce fut un tollé unanime, et la Diète de Francfort, pour obliger les ministres à renoncer à leurs desseins, ordonna une exécution fédérale dans le Holstein (1er oct. 1863). Au milieu de cette agitation, Frédéric VII mourut (15 nov.), et, conformément aux stipulations du traité de 1852, Christian IX prit le pouvoir.

Ce traité, l'Europe aurait-elle la volonté d'en imposer l'observation aux duchés? Le Danemark avait-il le droit de l'invoquer alors qu'il n'en avait pas observé les conditions et n'avait pas respecté l'autonomie du Schleswig? — Des Alpes à la Baltique et du Rhin à l'Oder, les journaux, les Universités, le Nationalverein embouchèrent la trompette guerrière, réclamèrent l'indépendance des duchés, et proclamèrent les droits de Frédéric d'Augustenbourg. — Le prince lui-même se mit en campagne, s'indigna contre les intrigants qui avaient arraché à son père une renonciation sans valeur ; ses réclamations furent favorablement accueillies, non seulement par les petites cours,

ravies de voir naître une nouvelle principauté, mais même à Berlin, où Guillaume et surtout sa femme et son fils étaient fascinés par ces fanfares romantiques qui leur rappelaient leur jeunesse. — Bismarck laissait faire : ce tapage le servait, l'excusait vis-à-vis des puissances étrangères : « que le Danemark prît garde, leur disait-il; qu'il n'exaspérât pas des passions que les gouvernements ne seraient pas toujours maîtres de réprimer » quant à lui, il travaillait de son mieux à calmer les esprits, il fallait qu'on l'y aidât et qu'on tînt compte de sa bonne volonté.

La dernière campagne diplomatique de Napoléon et l'échec du Congrès avaient laissé l'Europe en plein désarroi, la France brouillée avec la Russie et en froid avec l'Angleterre, l'Autriche alarmée, chacun se défiant de son voisin et si dominé par ses rancunes que les intérêts généraux étaient rejetés au second plan. Bismarck en profitait, mais il ne se découvrait pas et ménageait les transitions : si l'opinion publique anglaise se rebiffait et exigeait le respect des droits de Christian IX, la France et la Russie suivraient presque certainement, et il était probable que l'Autriche se rallierait à eux. Un contre quatre, c'était une proportion dangereuse; deux contre trois, cela irait déjà mieux. — Bismarck, en même temps que, très correctement, il reconnaissait Christian IX et donnait ainsi un gage de la pureté de ses intentions, saisit l'occasion que lui offrait la récente déconvenue de l'Autriche au Congrès des Princes pour se rapprocher d'elle. Il réservait à Rechberg le rôle de paravent et comme de chandelier. D'ailleurs il protestait de sa loyauté : seulement, s'il respectait, par déférence pour l'Europe et par scrupule de conscience, un traité qui lui était désagréable, il était juste que Christian IX, qui en avait les avantages, en remplît les conditions, qu'il garantît les privilèges des duchés. « De quelle manière? lui demandaient les envoyés de France; posez vos conditions. — Ah! non, c'est son affaire; si j'avais à vous vendre un cheval de deux cents louis, je ne commencerais pas par vous confier que je vous le céderais à la rigueur pour cent, car aussitôt vous ne m'en offririez plus que quatre-vingts ». Il ferrait le poisson, énervait ses adversaires par ses récriminations vagues, ses exigences croissantes, ses concessions aussitôt reprises, il fatiguait l'Europe et il attendait le moment psychologique où la poire tomberait d'elle-même dans sa besace.

Napoléon n'y voyait aucun inconvénient : — « Le Schleswig réuni au Holstein, disait à Bismarck notre représentant à Berlin, voilà un beau morceau; j'espère que vous ne le laisserez pas au prince d'Augustenbourg ». — L'Empereur lui-même offrait son appui à Goltz

avec une insistance presque gênante. « Je serai toujours conséquent, lui disait-il ; j'ai combattu pour l'indépendance de l'Italie, j'ai essayé d'intervenir en faveur de la Pologne; je ne puis pas avoir d'autre sentiment en Allemagne. » Il finit par envoyer à Berlin le général Fleury qui passait pour le confident le plus intime de ses pensées. Devant celui-ci, Bismarck loua fort la magnanimité de Napoléon ; son idée de Congrès était belle et il comprenait qu'il n'y renonçât pas aisément; la Prusse serait certainement heureuse de le servir; mais franchement, on ne pouvait lui demander de renoncer à Posen ; plutôt mourir, plutôt céder les provinces du Rhin. « Le mot des provinces du Rhin a été prononcé, écrivait Fleury ; faut-il insister ? » « Ne parlez pas du Rhin », lui répondait l'Empereur. Pourquoi cette discrétion? Napoléon, qui ne se livrait complètement à personne, même à ceux qui étaient le plus près de son cœur, craignait-il de se compromettre en s'ouvrant à son envoyé de ses projets lointains? Ou bien, jugeait-il, mieux avisé certainement sur ce point que Fleury, qu'à la première parole précise, Bismarck se rejetterait brusquement en arrière, et craignait-il d'effaroucher par des exigences prématurées une ambition qu'il fallait laisser se développer pour en profiter ? — C'est possible, mais rien ne permet de l'affirmer, rien n'indique qu'à ce moment ou plus tard, il ait obéi à des calculs égoïstes plutôt qu'à des considérations théoriques et qu'il ait songé à des acquisitions territoriales, au moins de quelque importance et autrement que dans ces surprises de concupiscence que la raison condamne et réprime aussitôt. — Mais, à défaut de l'Empereur, bien d'autres en France pensaient au Rhin, et Bismarck, sans se découvrir et par une phrase fort innocente, avait aguiché leurs convoitises et s'était préparé leur complicité.

Quelque avantage que lui assurât la bienveillance de Napoléon, Bismarck hésitait à s'engager à fond, parce qu'il craignait que Rechberg ne lui taillât des croupières. Que ce dernier s'unît à la Diète de Francfort pour soutenir la cause d'Augustenbourg, et aussitôt la situation de la Prusse devenait délicate, parce que très probablement l'Angleterre se rallierait à une solution qui mettrait fin dans des conditions acceptables, sinon satisfaisantes, à un inextricable imbroglio. — Dans ce cas, Bismarck était obligé d'abandonner ses espoirs de conquête, à moins d'accepter sans condition l'alliance de Napoléon, ce que le roi ne lui aurait pas permis et ce qu'il redoutait lui-même. Heureusement pour la Prusse que Rechberg était dans une de ces heures de mauvaise humeur où les esprits les plus rassis sont emportés à la dérive; il avait hâte de prouver à ces principicules qui acca-

blaient François-Joseph de leurs protestations et lui tournaient le dos dès qu'on mettait leur bonne volonté à l'épreuve, qu'il n'avait aucun besoin de leur concours. Cette sempiternelle affaire des duchés, ces discussions de droit d'état qui lui rappelaient trop le Parlement de Vienne, cet étalage de principes démocratiques et de revendications nationales qu'il était si facile de retourner contre l'Autriche, l'exaspéraient : mieux valait encore Bismarck que la clique des Cobourg et des grands-ducs de Bade, et puisqu'il était décidément impossible de passer à l'ordre du jour sur la question danoise, on avait encore plus de chances d'aboutir à un résultat raisonnable avec la Prusse qu'avec la Diète fédérale.

Au Reichsrat, l'opposition, qui n'était pas toujours aussi bien inspirée, lui signala le piège où il allait tomber et le danger des mauvaises compagnies. — Oui, lui disaient les libéraux, il fallait marcher au secours des Allemands des duchés ; mais à la tête de l'Allemagne entière, non dans une coalition louche avec un État dont il est trop facile de prévoir les intentions. La Prusse a à peine digéré la Silésie qu'elle se jette sur une autre proie, et à son char de triomphe, c'est vous qui vous attelez, vous, le ministre de cette Autriche dont elle n'a jamais cessé de miner la puissance ! De joyeuses fanfares fêtent l'entrée des troupes autrichiennes dans le Holstein : sur quel air sonnera-t-on la retraite ?

Rechberg se donnait du cœur en pensant que le conflit constitutionnel, alors à son paroxysme à Berlin, imposerait beaucoup de prudence à Bismarck : et puis, pour le surveiller, le meilleur moyen n'était-il pas de marcher avec lui ? Il lui proposa une convention par laquelle les deux États renonçaient à toute acquisition personnelle : les duchés ne seraient séparés du Danemark que si les deux puissances alliées y consentaient. « A quoi bon, lui répondit Bismarck, nous lier ainsi les mains par des stipulations prématurées qui encourageront la résistance des Danois ? N'anticipons pas sur les événements. » — Il n'était nul besoin d'être grand clerc pour deviner le sens de cette réponse dilatoire. Mais Rechberg ne voyait que des périls autour de lui ; menacé par la France, en froid avec la Russie, discrédité en Allemagne, sans influence auprès de son maître, avec un pays déchiré par les factions, il choisit la solution qui lui parut ajourner le danger et il se donna la satisfaction d'humilier son rival, Schmerling, dont les ambitions allemandes étaient désormais abandonnées sans retour. Peut-être était-ce payer ce plaisir un peu cher que de l'acheter par la ruine de l'Autriche. Rechberg était certainement un très loyal ministre, qui avait souvent donné des preuves de sens et de tact ; il

regretta vite son erreur, s'efforça de la réparer, et, s'il était resté aux affaires, il eût peut-être détourné les conséquences les plus graves de sa faute. Il n'en demeure pas moins que l'initiative de ce rapprochement fatal avec Bismarck lui appartient et qu'il porte ainsi la responsabilité première, la plus lourde, de la désastreuse campagne diplomatique qui aboutit à Kœniggrætz.

Pendant qu'à l'envi les rivaux naturels de la Prusse, Napoléon et François-Joseph, s'attelaient à sa fortune, Bismarck rencontrait à Berlin une opposition qui gênait un moment sérieusement sa politique. Les criailleries des députés, qui, en elles-mêmes, le laissaient parfaitement indifférent, trouvaient un écho à la cour, et même auprès du roi. Moltke et Roon, conservateurs, mais avant tout soldats et épris de conquêtes, entraient encore assez facilement dans les vues du ministre, non sans trouble et sans remords. Ses autres collègues, dès qu'ils avaient entrevu ses lointains projets, l'avaient cru fou : Comment supposer que l'Europe tolérerait jamais l'annexion des duchés à la Prusse; — et que dirait l'Allemagne ? On courait à un nouvel Olmutz.

Le roi était fort soucieux, tourmenté par sa femme, son fils, qui, favorables tous deux à Augustenbourg, reprochaient à Bismarck de compromettre la destinée de la monarchie pour un maigre butin qu'il n'obtiendrait probablement pas. Par moments, le ministre, isolé, battu en brèche, désespéra. — « A quoi sert de parler et de crier. Sans la main de Dieu, l'affaire est manquée, et la postérité comme les contemporains jetteront sur nous la responsabilité. A la grâce de Dieu ! Il sait sans doute combien de temps la Prusse doit durer encore. Mais, s'il faut qu'elle disparaisse, quelle douleur ! » — Il était d'ailleurs parfaitement résolu à ne pas rester aux affaires s'il n'imposait pas son opinion.

Le conflit était toujours le même qu'en 1849. « Vous croyez, écrivait Bismarck à Goltz, que la Prusse peut chercher son point d'appui dans l'opinion publique, les Chambres, les journaux, etc. Pure fantasmagorie ! Ces braillards nous fourniraient-ils la force nécessaire pour nous opposer aux grandes puissances de l'Europe ? — Mais, objectez-vous, est-ce un appui bien sérieux que l'Autriche et avons-nous le droit de compter que notre accord avec elle durera longtemps ? — C'est l'affaire de l'avenir. — Il est possible que cette entente aboutisse à la guerre. — Pourquoi pas ? Je n'ai absolument aucune aversion pour la guerre, bien au contraire, et vous pourrez peut-être vous convaincre bientôt qu'elle est aussi dans mon programme, à condition seulement que nous en fixions les conditions,

que nous en choisissions le moment et que nous en retirions les bénéfices ; nous faire les instruments et les dupes de la Diète, c'est un jeu qui ne me convient pas ; courir le risque de rompre avec l'Europe et de subir un Olmutz pire que le précédent, uniquement pour le plaisir de créer un nouveau petit État ! Merci ! » — Guillaume du moins avait le respect des textes et il savait gré à Bismarck de poser le débat sur le terrain des traités. Un vote de la Chambre qui se prononçait en faveur d'Augustenbourg et qui lui parut un empiétement sur les attributions légitimes du souverain, acheva de dissiper ses irrésolutions. Rassuré de ce côté, Bismarck engagea rapidement l'action, et tout d'abord il se débarrassa du concours encombrant de la Confédération.

Christian IX, très pacifique, animé pour l'Allemagne de sentiments extrêmement bienveillants, était surveillé de près par les radicaux, et ils n'admettaient à aucun prix l'abandon de la célèbre Patente de l'Eider, c'est-à-dire de la constitution du 30 mars 1863 qui réunissait le Schleswig au Danemark. Devant cette attitude, Frédéric d'Augustenbourg avait pris le titre de duc de Schleswig-Holstein, et la Diète de Francfort, pressée par l'opinion publique et poussée par quelques écervelés tels que Beust, s'apprêtait à proclamer ses droits (nov. 1863). — A ce moment Bismarck, traînant Rechberg à la remorque, à la grande stupeur de tous, s'oppose nettement à ce qu'on reconnaisse Frédéric VII : — Christian IX a des titres légitimes et réguliers, ils ne sauraient être contestés ; la question de la succession dans les duchés n'est pas en jeu, le prince d'Augustenbourg, dont l'intervention n'est fondée sur rien, doit être écarté. — La Bavière et la majorité de la Diète protestent : déjà les troupes fédérales, Hanovriens et Saxons, ont pénétré dans le Holstein ; elles ont commencé une guerre de conquête, elles veulent rétablir sur son trône un prince allemand. « Nous ne souffrirons pas que l'on nous compromette ainsi vis-à-vis de l'Europe, répondent Bismarck et Rechberg, et puisque la Confédération refuse de tenir compte des traités, nous prenons désormais l'affaire en mains » (déc. 63-janv. 64).

Et ils posent leur ultimatum. — Les droits de Christian IX sont fondés sur la convention de Londres qui garantit aux duchés des prérogatives violées par la Constitution de l'Eider ; nous respectons le traité, nous entendons aussi qu'il soit respecté par les autres. Si le roi de Danemark ne retire pas dans les quarante-huit heures la charte du 30 mars, les troupes austro-prussiennes occuperont le Schleswig. — Solution élégante, qui ne donne pas le change à l'Europe, mais qui offre un prétexte suffisant à tous ceux qui, par timidité, par calculs, n'attendent qu'une occasion pour sacrifier le Danemark. Comment

s'y prendront les cabinets pour déjouer une trame aussi bien ourdie et pour démasquer le jeu de ce ministre qui, esclave de sa parole, pousse jusqu'au scrupule le respect des protocoles et n'hésite pas, pour prouver sa bonne foi, à rompre en visière avec une démagogie de princes turbulents ? Et comment aussi la diplomatie n'éprouverait-elle pas quelque bienveillance pour ce juriste pointilleux qui tire un si adroit parti des textes ? Pour le moment, la conscience de Guillaume est rassurée, l'Autriche est compromise, la France et la Russie laissent entendre qu'après tout les Danois n'ont pas le droit d'opprimer les Allemands.

La Diète fédérale est rejetée dans l'ombre : première revanche de 1848. Jadis, le Parlement de Francfort prétendait dicter sa politique à Frédéric-Guillaume IV ; maintenant la Prusse règle seule une question où l'Allemagne entière est intéressée. Beust et ses comparses s'indignent de cette intolérable usurpation : c'est une des humiliations les plus dures qui leur aient été infligées, un premier essai de médiatisation ! Ils s'agitent, lancent des motions bruyantes et écrivent des circulaires amères. — Et puis ? — Tant que la Prusse et l'Autriche sont demeurées sur la réserve, la majorité de Francfort a montré beaucoup d'audace : elle faisait blanc de son épée et partait gaiement en guerre contre l'Europe ; elle savait qu'on ne la prenait pas au sérieux, et, le cas échéant, elle comptait bien sur l'appui des deux grandes puissances. Mais maintenant que celles-ci, sans ambiguïté, condamnent sa politique, sa situation devient singulièrement délicate ! Soutiendra-t-elle malgré tout Frédéric VII, et jusqu'à quel point ? — Bismarck, nettement, a averti Beust que l'affaire pourrait se gâter : « Faites-y attention ; si cela continue, nous finirons par venir à Dresde. » — Le roi Jean rappelle son ministre à la modération : — « Déchaîner une guerre intérieure dans le dos d'une guerre extérieure, lui écrivait-il, je considère qu'il est impossible de concilier cette conduite avec mes devoirs vis-à-vis de la Confédération et de l'Allemagne. » — Il savait bien que l'agitation en faveur d'Augustenbourg était factice, que l'Allemagne au fond ne se souciait que d'une chose, remettre la main sur cette marche septentrionale qui lui assurerait une situation prépondérante dans la Baltique ; la Diète avait entretenu la question, détourné l'attention de l'Europe, soulevé peu à peu l'opinion publique : son rôle était terminé. Dès que la partie sérieuse s'engageait, le premier rang passait à l'État qui pouvait jeter dans la balance le poids d'une armée redoutable.

Le 20 janvier 1864, 37.000 Prussiens et 23.000 Autrichiens entraient dans le Holstein ; ils occupaient Schleswig (1er février) et

refoulaient les Danois dans le Jutland et derrière les lignes de Düppel. Cette première partie de la campagne fut médiocrement menée, et la guerre en général ne justifie guère l'enthousiasme des historiographes officiels ou les lyriques exclamations du Prince royal qui avait été attaché à l'état-major avec une situation assez peu définie. Les succès des armées prussiennes en 1866 et en 1870 n'ont aucun équivalent en histoire ; ils ont inspiré au monde une telle épouvante que personne depuis n'a sérieusement envisagé la pensée de contester l'hégémonie des Hohenzollern ; l'opinion publique en a conclu que leurs troupes avaient été commandées par des généraux de génie, ce qui n'est pas exact, ou du moins ce qui ne l'est que dans un certain sens. Les triomphes des Allemands s'expliquent — et ce n'est certes ni en diminuer la gloire ni surtout en réduire l'importance — beaucoup moins par la supériorité éminente de quelques chefs que par les qualités générales de l'ensemble des soldats et des officiers et par l'excellence de leur organisation militaire.

On a caractérisé très justement la campagne d'Italie (1859) en disant que ce fut une déroute en avant. Mais la plupart de nos expéditions antérieures, — et je n'excepterai même pas quelques-unes des plus célèbres campagnes du premier Empire — nous donnent une impression analogue ; je veux dire que tout y trahit l'improvisation, que la part du hasard y est énorme et que le succès y est déterminé, ou bien, — le plus souvent, — par une rencontre d'incidents fortuits, ou bien par les splendides trouvailles d'un général inspiré. Dans les guerres contemporaines, ces éléments accidentels n'ont pas sans doute cessé de jouer un rôle, qui peut être décisif, et il est probable que la présence d'un archiduc Albert sur les champs de bataille de Bohême, celle d'un Chanzy à Metz ou même celle d'un Pélissier à Paris, auraient modifié les événements dans une proportion appréciable. Du moins, — et c'est à mon sens l'enseignement le plus intéressant à tirer de l'étude des ces événements, — les Allemands, en perfectionnant dans une proportion inconnue jusqu'ici les méthodes et les institutions militaires, ont diminué de façon très sensible le rôle de la chance et réduit au minimum les risques du jeu. Benedek en avait le sentiment en 1866, et Napoléon III aussi, avec plus de netteté, quand en 1870 il disait aux soldats que la campagne serait longue et difficile. Il est aisé d'imaginer telle ou telle manœuvre qui eût arrêté la marche des Prussiens, mais il ne semble pas qu'aucune défaite eût pu entraîner pour eux des conséquences aussi désastreuses que celles qu'eurent Kœniggrætz pour l'Autriche, et Frœschwiller pour la France. C'est qu'ils ont su appliquer à la guerre les dons

essentiels de la race : le sens du détail, la conscience méticuleuse, la persévérance et l'application ; ce sont ces mérites qui ont dompté la fortune sur les champs de bataille, comme ils avaient dès lors établi la gloire de leurs savants et comme ils ont plus tard fait la richesse de leurs industriels. Ces qualités, peut-être serait-il plus exact d'écrire ces vertus, elles apparaissent à un degré éminent dans les deux officiers, très distingués, qui ont préparé et organisé la victoire, dans Roon et Moltke (1800-1891).

Moltke était aussi éloigné que possible du type conventionnel sous lequel notre imagination se plaît à se représenter les grands chefs d'armée : rien ne rappelle en lui un Murat, un Lannes ou un Ney. Ce général, à qui revient, — justement, — l'honneur des succès les plus décisifs qu'aient encore enregistrés les annales du monde, Sadowa, Sedan, Metz, la Lisaine, n'a jamais commandé une brigade ou un régiment. Avec sa haute taille, son grand nez d'aigle, ses lèvres fines et serrées, ses gestes mesurés et lents, taciturne et compassé, il avait moins les allures d'un officier que d'un magistrat de l'ancien régime ; disciple de Clausewitz, il se rattachait par lui à Scharnhorst, et comme Scharnhorst aussi, il n'imposa pas sans peine son autorité aux généraux de troupe qui se défiaient de ce rat de bibliothèque et le soupçonnaient de vouloir introduire en Prusse les habitudes du Conseil aulique autrichien. Il était difficile de se tromper plus lourdement sur ses tendances et ses intentions ; mais il est vrai que les apparences permettaient aisément cette erreur. Moltke était en effet avant tout un théoricien, et sans doute le théoricien militaire le plus pénétrant que connaisse l'histoire, supérieur même à ce point de vue à Napoléon. — Cela ne veut pas dire que, comme général, il puisse être comparé, même de loin, à l'Empereur; — il n'en avait ni la fécondité prodigieuse d'invention, ni la variété de ressources, ni les illuminations soudaines ; même ses panégyristes hésitent, quand ils parlent de lui, à prononcer le mot de génie. Seulement il avait admirablement compris les conditions propres de l'art militaire moderne et les lois qui en résultent fatalement; il savait la quantité de science qu'il comporte, et la part qu'il convient de laisser à l'inspiration et au hasard. La marque essentielle de ce théoricien, c'est qu'il n'était pas dominé par la théorie et qu'il avait à l'occasion le courage de violer les règles les plus sages et les mieux fondées quand une nécessité supérieure l'exigeait; il était assez maître de la méthode pour ne pas s'y asservir.

Son instruction était variée autant que profonde; il avait le goût des plaisirs délicats et des nobles distractions; dilettante passionné,

il connaissait à fond Bach et Beethoven. Il n'était même pas incapable de fantaisie et d'humour; à quarante et un ans (1841), il avait épousé une jeune fille de seize ans, et il sut s'en faire aimer. C'est qu'à sa raideur se mêlait beaucoup de souplesse et que ce savant était avant tout un psychologue. Il aimait la guerre, par tradition patriotique et par réflexion, — intimement convaincu comme Roon que la lutte est l'élément normal de l'humanité et qu'un peuple qui n'essaie pas d'imposer aux autres sa prépondérance, perd une partie de sa force morale ; — il l'aimait surtout en artiste parce que nulle part les facultés les plus diverses n'ont un champ plus large de développement et parce qu'il y trouvait le terrain d'action le plus approprié à ses qualités naturelles. Mecklembourgois d'origine, il avait fait ses études et ses premières années de service en Danemark; il continuait ainsi la lignée de ces étrangers qui ont eu une part prépondérante dans la formation de la puissance prussienne : Stein, Hardenberg, Scharnhorst, Gneisenau, même Blücher, n'étaient pas nés dans les États de Frédéric-Guillaume III; des trois généraux vraiment supérieurs qu'a produits le règne de Guillaume, Moltke, von Gœben et Blumenthal, ce dernier seul est de vieille souche brandebourgeoise. Ces Allemands qui venaient à Berlin chercher l'emploi de leurs talents, avaient pour leur patrie adoptive des ambitions sans limites. Moltke prévoyait depuis longtemps la ruine de la Confédération germanique : « Tout cela finirait par la guerre, et... la Prusse périrait ou prendrait à la tête de l'Allemagne la place qui lui convenait. » Pour mériter sa domination, il fallait qu'elle rendît ses frontières à la patrie commune; dès 1840, dans une brochure passionnée, il réclame l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ; il y revient en 1859, étudie un plan d'invasion en France. Seulement, chez lui, le patriotisme n'affectait pas le caractère mystique et piétiste qu'il revêtait par exemple chez Roon, et il n'attachait qu'une médiocre importance aux doctrines ethnographiques; il n'aimait ni les grands mots ni les théories nébuleuses; il n'invoquait pas le Dieu des Batailles, et sa religion était teintée de rationalisme. Il avait l'esprit clair et le sens des réalités. La comparaison paraîtra bizarre, mais la lumière naît parfois de ces rapprochements étranges : il me fait penser à Lessing qui, comme lui, est surtout un théoricien, mais un théoricien si pénétrant et si libre qu'il produit parfois l'illusion du génie créateur; il appartient à la catégorie de ces hommes qui semblent donner plus qu'ils n'ont en eux et dont on dirait que leurs œuvres dépassent leur génie.

Ses plans de campagne ont été l'objet de critiques qui ne sont pas uniquement inspirées par la haine ou l'envie; ils ont été justifiés par

le succès, plutôt qu'ils ne rendaient ce succès fatal. Il n'empêche qu'il ait eu deux mérites essentiels, et tels que l'art militaire en a été transformé. — D'abord et avant tout, il n'a pas cherché à éliminer de la guerre la part de contingence et d'incertitude qu'elle contient fatalement ; il n'a jamais songé à plier les choses à un plan précis ; il est toujours parti de ce principe, qui ne semblera banal qu'à ceux qui ignorent l'histoire, qu'il faut agir suivant les circonstances, c'est-à-dire qu'il importe, — et qu'il suffit — de donner aux chefs de corps des directions générales en leur laissant ensuite une extrême liberté; jamais chef n'a eu au même degré le respect de l'initative individuelle. Seulement, — et ce fut là son second mérite, — cette dose de hasard inévitable, il la limita le plus possible, en premier lieu en perfectionnant l'outillage, puis surtout en créant un corps d'officiers animé d'un même esprit et chez lesquels le libre concours d'habitudes analogues et comme d'instincts uniformes devait produire l'unité d'inspiration et d'action.

Appelé en Turquie par Mahmoud pour collaborer à la transformation de l'armée turque, il avait travaillé de son mieux à « aiguiser le vieux cimeterre » ; le désastre de Nézib (1839) lui apprit l'inanité des réformes hâtives; il avait rapporté de son expérience l'horreur de l'improvisation et l'épouvante de la formule française : « on se débrouillera ». Quand, en 1857, le Régent l'appela à la direction de l'état-major général[1], il se proposa avant tout de fixer à chacun sa tâche et de l'y préparer; il développa l'étude systématique des institutions étrangères, la description scientifique des événements militaires, l'observation minutieuse du terrain ; il organisa un service géographique admirable ; il comprit que la guerre doit se transformer suivant les conditions générales de la civilisation. A son retour de Turquie, à un moment où beaucoup de bureaucrates raillaient les chemins de fer, il n'avait pas hésité à placer ses économies, — une quarantaine de mille francs, — dans l'entreprise du chemin de fer de Hambourg à Berlin ; il avait deviné dès lors que les transports rapides transformeraient la stratégie. Il sentait que celui des deux adversaires qui prend l'avantage dès le début de la campagne obtient une supériorité qu'il est singulièrement difficile de lui enlever ensuite.

1. On s'extasie d'habitude sur le flair merveilleux de Guillaume qui avait su choisir dès le premier jour l'instrument de sa gloire future. Sans diminuer le moins du monde le mérite du Régent, il convient cependant de remarquer que le chef de l'état-major général n'avait pas alors la direction des opérations militaires. L'influence de Moltke, très faible en 1864, contestée pendant toute la campagne de 1866, n'a été prépondérante qu'après Kœniggrætz.

Il ne fallait peut-être pas un génie transcendant pour reconnaître que l'armée, faite pour la guerre, doit être toujours prête à entrer en campagne : cependant, jusqu'à lui, personne ne s'était clairement inspiré de cette nécessité et ce sont ces vérités simples qui transforment le monde et fondent l'hégémonie d'un peuple. La mobilisation allemande de 1870 dont il avait préparé les plans, est vraiment un des triomphes de l'esprit humain, une des merveilles de la science moderne, et le sublime esthétique de ces combinaisons éclate quand on songe à ce qui se passait en France à la même heure. A ce moment, les laïques le plaignaient : comment suffisait-il à cette besogne si compliquée ? Ne pliait-il pas sous la charge ? « Mais non, répondait-il en souriant; je n'ai rien à faire; les ordres sont donnés, il n'y a qu'à attendre qu'ils soient exécutés. » Les calculs avaient été revus avec soin, les courroies de transmission fonctionnaient bien : chacun, d'un bout à l'autre de l'Allemagne, gagnait sans confusion la place où son activité serait le plus utile, tout se coordonnait et s'enchaînait. — Maintenant un Moltke aurait-il été possible dans un autre pays, et sa pensée aurait-elle rencontré ailleurs le concours des disciplines et des dévouements qui lui étaient indispensables ? — Dans tous les cas, son action ne fut si féconde que parce qu'elle s'exerçait dans le sens même du caractère national. Ce n'est pas l'amoindrir que de voir en lui un des types les plus représentatifs d'un peuple qui possède à un degré éminent les qualités les mieux appropriées à la civilisation scientifique contemporaine, le goût de la discipline et de l'ordre, l'amour et le respect de la tâche quotidienne, la continuité dans l'attention, la faculté de trouver sa joie dans la part prise à une œuvre d'intérêt public.

Ce sont ces vertus que Moltke s'attache à créer dans le corps d'état-major, qui avait été déjà préparé par ses prédécesseurs, le baron de Müffling et Krauseneck, mais qu'il transforme et pénètre de son esprit, ce qui ne veut certes pas dire qu'il étouffe chez ses subordonnés l'initiative et l'audace. Au contraire, il leur apprend qu'un officier a pour devoir suprême d'assurer le succès de la patrie et que, pour cela, non seulement il doit oublier ses intérêts propres et donner l'exemple à ses hommes, mais qu'il ne doit se laisser arrêter ni par une sensiblerie pusillanime ni par la crainte des responsabilités. Bismarck, qui n'aimait pas beaucoup les généraux, faisait volontiers des gorges chaudes sur les prétentions de ces stratèges qui s'imaginaient diriger les événements : « Quelques hommes échangent des coups de fusil, leurs camarades accourent, puis une autre compagnie, et voilà la bataille engagée. » Il n'avait pas si tort ; seulement,

si les hommes accouraient ainsi au feu, si tous marchaient du même pas, c'est que Moltke avait insufflé à ses élèves sa pensée; sans leur demander le sacrifice de leur indépendance, il les avait rompus à un système de voyages et d'études qui avait développé en eux la même manière de comprendre et de juger; comme il avait soin aussi de faire passer sans cesse les officiers de l'état-major dans le service actif, il avait peu à peu communiqué à l'armée entière son inspiration et, suivant l'expression de Goltz, donné à l'esprit militaire de tous la tournure qui conduit à la victoire.

Les résultats de son influence n'apparurent que très peu dans la campagne de 1864. L'état-major général, quand il en avait reçu la direction en 1857, n'avait qu'une ressemblance très lointaine avec ce qu'il est de nos jours, et le nombre des officiers qu'il avait sous son commandement ne dépassait pas 67. Moltke n'était alors que le chef d'un bureau technique, et nullement le généralissime désigné en cas de guerre; ses relations directes avec le roi étaient rares, et ce n'était pas lui, mais le ministre qui prescrivait leurs directions aux commandants en chef. Encore en 1866, au début de la campagne, son influence est loin d'être prépondérante, et ce n'est qu'au mois de juin qu'il devient l'organe exclusif du commandement supérieur. En 1864, il eût désiré être le chef d'état-major du vieux maréchal Wrangel : on lui préféra Vogel de Falckenstein, et celui-ci, qui connaissait sans doute ses désirs, ne montra aucun empressement à suivre ses avis. Ses apologistes aujourd'hui tendent à diminuer outre mesure le rôle qu'il joua alors, parce qu'ils jugent avec raison que les opérations furent médiocrement conduites; mais il est vrai qu'il serait injuste de rejeter sur lui la responsabilité des fautes qui furent commises, puisqu'il n'intervint qu'indirectement et qu'à la fin de la campagne seulement on tint vraiment compte de ses indications.

L'opinion publique ne vit d'ailleurs que les résultats et ne soupçonna pas les maladresses. Les alliés avaient franchi l'Eider le 1er février, avant même que leurs forces fussent complètement rassemblées, pour empêcher les Danois de continuer leurs réquisitions au sud du Danewerk et aussi parce qu'il importait que le succès fût acquis avant que le printemps rendît à la flotte danoise la liberté de ses mouvements : le général de Méza se retira aussitôt derrière les retranchements qui, sur une longueur de 80 kilomètres, coupaient la presqu'île de l'Ouest à l'Est, de la Treene à la Schlei. Wrangel voulut enlever de vive force les lignes ennemies, et ses subordonnés lui signalèrent en vain son imprudence. Aussi une attaque de Frédéric-Charles, qui commandait l'aile droite prussienne et essaya à

Missunde de forcer le passage de la Schlei fut-elle repoussée (2 fév.). Mais la ligne des Danois était trop étendue, et de Méza qui craignait de se voir fermer la retraite, se replia précipitamment (6 février). Les Prussiens occupèrent sans coup férir une position qui passait pour inexpugnable et ramassèrent 140 canons; l'armée danoise était complètement démoralisée; Gablenz infligea à son arrière-garde un sérieux échec à Oeversée (6 février); le gros des forces scandinaves se retira au nord-est de Flensbourg, dans la presqu'île de Sundewitt, derrière les lignes de Düppel, tandis que le reste se réfugiait sous les remparts de Frédéricia dans le Jutland.

Les Autrichiens se seraient volontiers arrêtés là; ils ne voulaient ni trop affaiblir le Danemark dont ils ne désiraient pas la ruine, ni exaspérer les princes secondaires qui, en défendant la cause de Frédéric d'Augustenbourg, servaient les intérêts des Habsbourgs. Bismarck envoya à Vienne Edwin de Manteuffel pour dépeindre à François-Joseph les noirs projets de Napoléon qui ne cherchait qu'à brouiller les souverains allemands afin d'occuper la Vénétie. Rechberg craignit de se trouver entre deux feux et consentit à l'invasion du Jutland (commencement de mars). Les coalisés reprirent alors leur marche en avant, assez lentement. Tandis que Frédéric-Charles dans un assaut vigoureux enlevait Düppel (18 avril) et infligeait à l'ennemi une perte d'environ 5.000 hommes, le Jutland était occupé jusqu'au Lym-Fjord, et Frédéricia, menacée par Gablenz, était évacuée (29 avril).

Ces résultats, malgré tout, ne répondaient que très imparfaitement aux désirs de Moltke et aux espérances de son gouvernement; dans les duchés mêmes, la mollesse manifeste avec laquelle les opérations avaient été menées avaient excité la défiance universelle, et l'opinion accusait la Prusse d'en revenir aux errements de 1849 et de ménager le Danemark. C'est, en effet, que les conditions du combat étaient loin d'être égales. Les Danois, très inférieurs en nombre, — ils étaient à peine 35.000 en face de 60.000 Austro-Prussiens, — comptaient dans leurs rangs une foule d'officiers de réserve, fort médiocrement instruits; beaucoup de soldats avaient à peine quelques mois de présence au corps; un tiers d'entre eux, recrutés dans les duchés, se battaient sans entrain; surtout, leur chef était paralysé par la pensée qu'il commandait la seule armée de la monarchie; qu'il vînt à être battu, il ne restait plus rien. — Les généraux prussiens n'avaient tiré qu'un très médiocre parti de cette situation et ils n'avaient entrepris aucun mouvement d'une réelle envergure; leur campagne se résumait en une série de velléités abandonnées, et de

poursuites timidement conduites. Ils n'avaient su ni envelopper l'ennemi au Danewerk, ni profiter de la démoralisation qu'avait jetée dans ses rangs une retraite précipitée, ni enlever l'île d'Alsen; quelque bravoure qu'eussent montrée les régiments prussiens à l'assaut de Düppel et quelque graves qu'eussent été les pertes des Danois, l'importance du succès de Frédéric-Charles était singulièrement atténuée par ce fait qu'au moment de l'attaque, la place allait être évacuée, et les vainqueurs reconnurent bientôt que la position ne valait pas les sacrifices qu'elle avait coûtés; elle avait rendu les services qu'elle pouvait rendre en retenant pendant deux mois et demi les forces coalisées [1].

Comment expliquer ces retards et ces hésitations! Avant tout sans doute par les lenteurs, souvent calculées, des Autrichiens. Ensuite, par la médiocrité du général en chef et la mauvaise organisation du commandement. Wrangel, qui avait été un brillant colonel, n'avait donné d'autre preuve de ses talents militaires que l'occupation de Berlin en 1848; il était vieux, assez négligent et très infatué de son mérite; on lui avait donné comme chef d'état-major Vogel de Falckenstein qui ne semble pas lui-même avoir été un général fort remarquable; à côté, le Prince royal, chargé d'abord de maintenir la bonne entente entre les Autrichiens et les Prussiens, puis de discuter avec Wrangel les mesures que celui-ci comptait prendre. Falckenstein était en correspondance directe avec le ministre de la Guerre; Moltke envoyait des projets dont personne ne savait s'ils avaient une valeur impérative. De là, des froissements, des contradictions, un flottement perpétuel. Le seul homme de guerre vraiment supérieur, le colonel Blumenthal, chef d'état-major du prince Frédéric-Charles, qui eût voulu pousser plus hardiment les opérations, se heurtait à des résistances insurmontables. En somme, après trois mois de campagne, les Danois n'étaient pas même complètement expulsés du continent, ils conservaient une partie du Jutland et même du Schleswig (l'île d'Alsen), surtout ils gardaient l'espoir de continuer la résistance tant qu'ils n'avaient pas été attaqués dans les îles, et jusque-là leur apparente invulnérabilité rendait beaucoup plus difficile le rôle de la diplomatie prussienne dans la conférence qui allait s'ouvrir à Londres.

Heureusement pour Bismarck que les cabinets européens s'occupaient beaucoup plus de leurs intrigues ou de leurs desseins person-

1. Je ne fais ici que résumer les critiques de l'état major prussien dans son *Histoire de la guerre du Danemark*, Berlin, 1886 et 1887.

nels que de l'équilibre européen ou du maintien des traités. Les sympathies de Russel, de Clarendon et de Palmerston pour le Danemark étaient contrebalancées par les tendances allemandes de la cour et par les hésitations de l'opinion qui craignait d'ouvrir à la France la route du Rhin. Drouyn de Lhuys eût peut-être réussi cependant, s'il se fût montré plus énergique, à entraîner Russel et il eût suffi aux cours occidentales de quelque résolution pour que Rechberg s'inclinât; Bismarck, bon gré mal gré, aurait été obligé de le suivre; il eût été facile surtout d'obtenir la proclamation de Frédéric d'Augustenbourg, ce qui eût été un moyen terme acceptable. Mais Drouyn avait encore sur le cœur sa mésaventure polonaise et il trouvait que se mettre en campagne pour recevoir des soufflets était une perspective qui n'avait rien d'attrayant; il exigea du cabinet britannique des engagements formels : vous me demandez d'intervenir contre la Prusse et l'Autriche; jusqu'à quel point êtes-vous décidé à nous soutenir? Chaque fois l'Angleterre se déroba. Napoléon eût été navré d'une rupture avec la Prusse : irait-il combattre dans les duchés le principe des nationalités qu'il avait proclamé? Il suggéra l'idée de consulter les populations. Excellent moyen pour brouiller les cartes. La conférence se sépara sans avoir rien fait (25 juin); le Danemark était sacrifié et Bismarck avait les mains libres.

« Je ne veux plus avoir à faire avec cet homme sans foi ni loi, disait Clarendon à Beust, ni avec son nègre, Rechberg. » Colères impuissantes qui laissaient fort indifférent le ministre prussien. Il était arrivé à la conférence avec l'assurance que la France verrait sans ennui l'annexion à la Prusse de la partie allemande des duchés. Pendant les négociations, il avait manœuvré avec une merveilleuse dextérité, soufflant la division entre les grandes puissances, d'une courtoisie si délicate pour Napoléon III que celui-ci lui pardonnait de combattre ses propositions et de repousser sans en avoir l'air les propositions d'entente cordiale qui arrivaient sans cesse de Paris, lançant tour à tour en avant la Confédération et l'écartant d'un geste dédaigneux. Quand, un moment, il s'était agi de restituer les duchés à Christian IX, il avait ordonné aux commissaires prussiens de soulever l'opinion publique, « de faire donner toute la meute », et il s'était retranché derrière les droits de Frédéric VIII. Pour prouver à Rechberg son désintéressement, il avait encore chargé son ambassadeur, Bernstorff, de mettre en avant l'Union personnelle des duchés avec le reste de la monarchie danoise, « de façon à ce qu'elle ne fût pas adoptée, mais à ce qu'elle n'échouât pas devant l'opposition de la Prusse ». Il avait à la fin lassé les résistances et déblayé la route;

il n'avait plus qu'à encaisser le plus rapidement possible les bénéfices que l'Europe renonçait à lui contester.

Les opérations cette fois furent plus vigoureusement poussées : Wrangel avait été remplacé par le prince Frédéric-Charles avec Moltke pour chef d'état-major. Quatre jours après la reprise des hostilités, Herwarth de Bittenfeld et Blumenthal enlevaient l'île d'Alsen (29 juin), et ce hardi coup de main, l'événement militaire de beaucoup le plus important de la campagne, brisait le courage des Danois et leur prouvait qu'ils n'étaient même plus en sûreté dans leurs îles ; le Jutland septentrional était occupé. Les débats du Parlement anglais venaient d'ailleurs de démontrer que le Danemark n'avait à compter sur aucun secours extérieur. Il sollicita une suspension d'armes (20 juillet). Les préliminaires de Vienne (1er août), confirmés par la paix du 30 octobre 1864, abandonnaient à la Prusse et à l'Autriche les duchés de Schleswig, de Holstein et le Lauenbourg.

Quelques jours plus tard, le roi envoyait à Bismarck l'Aigle noir pour le remercier de la persévérance, de l'activité et de l'énergie, grâce auxquelles la situation politique et militaire de la Prusse avait été fortifiée. Éloges mérités. L'affaire des duchés est vraiment pour Bismarck ce qu'avait été la campagne d'Italie pour le général Bonaparte, et jamais son jeu n'a été plus brillant. On sent qu'il s'agit d'un début, que le ministre tient à donner sa mesure, qu'il apporte aussi dans son entreprise un entrain et une fraîcheur d'impression qu'il ne retrouvera plus au même degré. Dans cet art incomparable, on ne sait ce qu'il convient d'admirer davantage, la largeur de la conception primitive ou la délicatesse de l'exécution, la fermeté du dessein ou la souplesse de la manière, la finesse psychologique qui mesure et limite les dangers ou le courage qui accepte les risques nécessaires, le don de manier les hommes et d'exploiter leurs vertus, leurs rêves et leurs manies, ou le talent d'adapter les procédés aux circonstances et de précipiter ou de ralentir le mouvement.

Tant de génie fût pourtant demeuré inutile si Bismarck n'avait joint à ses dons éminents la vertu que Mazarin appréciait le plus chez ses diplomates, le bonheur. Car enfin, il n'était pas impossible que Napoléon ne fût pas un illuminé, Gortchakov un fat, les ministres anglais des poltrons et Rechberg un sot, et cela suffisait pour que ces machinations compliquées n'aboutissent qu'à un échec. L'intérêt de l'Europe à ne pas laisser démembrer le Danemark était manifeste, et il ne fallait qu'une perspicacité modeste pour deviner les ambitions de la Prusse et un courage moyen pour les arrêter à leur première manifestation. Ou bien, si quelque cabinet était disposé à les sou-

tenir, il était vraisemblable qu'il ne laisserait pas déchirer les traités et s'accomplir un acte de piraterie aussi flagrant sans prendre ses précautions, sans exiger des garanties précises et du noir sur du blanc. *Do ut des*, disait Bismarck lui-même. Il avait eu la chance invraisemblable de rencontrer des partenaires dont l'esprit était troublé autant que leur cœur était chancelant; qui, comme Rechberg, pour fuir un danger incertain, se jetaient dans un maquis épineux dont ils ne devaient plus sortir, ou, comme Napoléon, suivant le mot d'une femme d'esprit, mettaient le feu à l'Europe pour cuire un œuf à la coque. Maintenant que Bismarck savait ce qu'il pouvait attendre de la sottise de ses adversaires, il n'avait qu'à aller de l'avant. Il se sentait porté par la force des choses, c'est-à-dire par cette puissance mystérieuse qui est comme la résultante de l'évolution historique antérieure, qui « soutient les hommes d'État qui la favorisent et renverse ceux qui la combattent ». La gloire de Bismarck n'est pas obscurcie par cette complicité des événements et des hommes, parce que son intervention personnelle était indispensable pour déterminer le changement qui se préparait et qui, bien qu'il fût dans la logique des choses, aurait parfaitement pu sans lui ne pas se produire à cette heure et de cette façon; il en est comme transfiguré ; il nous apparaît, non plus seulement comme un politique supérieur, mais comme l'instrument de la fatalité historique et l'accomplisseur du destin.

Les duchés arrachés au Danemark, qu'en ferait-on ? — Dès le premier jour, Bismarck avait ressenti le coup de foudre des désirs impérieux : il faut que nous les ayons. — De quelle façon? Le plus simple était encore de les incorporer au royaume, et le ministre n'avait pas caché ses espoirs à la Chambre. Il avait une vive antipathie et quelque mépris pour Frédéric d'Augustenbourg, n'oubliait pas qu'il avait tenu dans ses mains cet argent dont le prétendant s'était servi pour conspirer contre le pays qui avait acheté son désistement. Passe encore quand il s'agit de fonder un grand Empire : alors la fin justifie les moyens ! Mais s'abaisser à de louches compromissions pour ajouter à la machine déjà si compliquée de la Confédération un rouage au moins inutile, une pareille conduite était sans excuses. Bismarck la jugeait d'autant plus sévèrement que les partisans de Frédéric d'Augustenbourg se recrutaient exclusivement à Berlin parmi les libéraux : la gauche de la Diète, la reine Augusta, le Prince royal et sa femme, cette clique pour laquelle le ministre nourrissait une de ces haines vigoureuses que ne désarmèrent ni les années ni les circonstances.

Comme cependant il n'était pas très aisé de se débarrasser du

prétendant, il voulut en avoir le cœur net, le fit venir, lui posa ses conditions (1er juin 1864) : les duchés supporteraient les frais de la guerre ; le prince établirait un gouvernement conservateur ; une convention militaire reconnaîtrait au roi la disposition et le commandement des troupes ducales ; la Prusse aurait le contrôle du canal maritime qui serait construit dans les duchés ; elle occuperait les deux forteresses qui en garderaient l'accès.

Frédéric connaissait les sentiments de Bismarck à son égard et il savait que, de ce côté, il ne trouverait jamais qu'un appui précaire. S'il acceptait les conditions de la Prusse, c'est-à-dire s'il abdiquait ses droits souverains, il risquait fort de perdre les sympathies de ses protecteurs naturels, l'Autriche et les cours secondaires, et une fois qu'elles l'auraient abandonné, quel bon billet que de vagues déclarations de Bismarck ! Il louvoya, fit quelques réserves. Au premier mot, son interlocuteur s'indigna, l'accusa d'ingratitude, le soupçonna de noirs complots. En réalité la résolution de Bismarck était prise d'avance ; cet entretien n'était qu'un argument nouveau qu'il avait voulu se fournir à lui-même, un moyen aussi de confondre les partisans d'Augustenbourg : — On n'exigerait pourtant pas de lui qu'il sacrifiât les intérêts du royaume à un usurpateur qui, avant même d'être installé, liait partie avec les ennemis des Hohenzollern !

Et après tout, quels titres avait-il, ce candidat qui faisait le renchéri ! Que valaient les parchemins moisis qu'il apportait ! Bismarck chargea les syndics de la couronne d'étudier l'affaire, en conscience, sans parti pris. Après plusieurs mois de recherches, ils répondirent que les titres de Frédéric ne supportaient pas l'examen. Ceux du duc d'Oldenbourg, qu'on avait un moment poussé en avant, étaient aussi frivoles ; ils ne se seraient appliqués, à la grande rigueur, qu'à une infime partie des duchés. Le véritable possesseur était le roi de Danemark. « Ne l'avais-je pas toujours dit ? s'écria Bismarck. Or, puisque le roi, par le traité de Vienne, a remis ses droits à la Prusse et à l'Autriche, nous seuls sommes valablement autorisés à disposer des territoires qu'il nous a abandonnés (décembre 1864). » Déjà il avait sommé les Saxons et les Hanovriens de vider les lieux, immédiatement. « Nous sommes venus comme mandataires de la Diète, répliqua Beust, nous ne partirons que sur l'ordre du Parlement de Francfort. » Il rappela les soldats en congé et fit transporter les caisses publiques à Kœnigstein. Quand il vit que l'Autriche ne le défendait pas, il se calma, et, le 7 décembre 1864, les représentants de la Prusse et de l'Autriche prirent officiellement possession des duchés.

Bismarck ne se dissimulait pas qu'il serait plus malaisé d'obtenir

la renonciation de François-Joseph qui était désormais propriétaire des duchés, au même titre que Guillaume.

« La guerre de 1866, a écrit Moltke, n'est pas née de l'obligation de défendre l'existence menacée de la monarchie ; le gouvernement prussien en avait reconnu la nécessité, il l'avait longuement préméditée et préparée à loisir ; il ne poursuivait pas une extension de territoire ou un profit matériel, mais une conquête morale, l'établissement de son hégémonie. » — Ces paroles magistrales résument avec une louable franchise et une clarté souveraine la pensée même de Bismarck : depuis le jour où il avait abordé les affaires, il était persuadé qu'il n'y avait pas place dans la Confédération pour deux grandes puissances, que la Prusse ne pouvait abandonner sa situation en Allemagne « sans se détruire elle-même », et que, comme l'Autriche ne renoncerait jamais à abdiquer ses titres traditionnels, un conflit était inévitable. Quand il était parti en guerre avec Rechberg, il avait certainement pressenti les complications probables de cette collaboration et, dès l'origine, il y avait aperçu l'occasion de cette explication définitive qu'il recherchait depuis si longtemps.

Selon son habitude cependant, tout en suivant son idée, il n'écartait pas sans discussion les solutions différentes qui se présentaient, et il ne précipitait rien : « plus je travaille dans la politique, disait-il, et plus ma foi diminue dans les calculs humains ». Entendez, non pas qu'il attendait paresseusement la fortune, mais qu'il ne la violentait pas ; il se contentait de la solliciter. Pourquoi l'Autriche ne ferait-elle pas amende honorable et ne travaillerait-elle pas de bonne amitié à la grandeur de la Prusse? Tout arrive. Bismarck rappelait volontiers le mot de Talleyrand : dans chaque alliance il y a un homme et un cheval ; il s'arrangea toujours pour ne pas être le cheval. Si Rechberg acceptait ses conditions, pourquoi lui retirerait-il ses bonnes grâces? — Sans doute, il ne se promettait de son entente avec Vienne que des avantages limités ; ce ne serait jamais qu'un mariage de raison qui ne comportait que des extases raisonnables ; d'autres fiancées étaient plus aguichantes : mais n'auraient-elles pas de fâcheuses exigences? Et puis les occasions de rupture ne manqueraient jamais et il était inutile de brusquer l'opinion.

Le 22 août 1864, avant même que la paix de Vienne eût été définitivement signée, les souverains alliés et leurs ministres eurent une entrevue à Schœnbrunn, et Bismarck, assez clairement, posa ses conditions. — L'entente cordiale, si heureusement inaugurée, était grosse de perspectives favorables, si elle était loyalement pratiquée, sans

arrière-pensée et sans jalousie mesquine. Elle était comparable, non pas à une association commerciale, où chacun des associés touche un dividende proportionnel aux capitaux engagés, mais à une réunion de chasse où chacun emporte ce qu'il a tué; cette fois-ci, le gibier est passé à portée de fusil de la Prusse; l'Autriche n'a que faire des duchés, elle sera plus favorisée une autre fois. « Autrement dit, demanda Rechberg, vous voulez annexer le Schleswig-Holstein. Sur ce point, je n'ai pas qualité pour décider. »

Guillaume, ainsi directement mis en cause par son ministre, répondit évasivement. Bismarck savait bien que certaines convoitises ne s'oublient plus, dès qu'elles ont été allumées. Rechberg, qui commençait à connaître son partenaire et qui voulait mériter ses bonnes grâces, aurait pour sa part aisément renoncé aux duchés; il réclamait seulement une petite indemnité, le comté de Glatz par exemple, qui ouvrait la Bohême et la Moravie à l'invasion étrangère. « Pas de marché, lui répliqua Bismarck; un Hohenzollern ne vend pas ses sujets; le roi verrait une offense dans une semblable proposition. » Rechberg n'insista pas. « Du moins, demanda-t-il, la Prusse garantirait l'intégrit éterritoriale de la Monarchie? » Bismarck déclina tout engagement précis.

La veille de l'entrevue de Schœnbrunn, il avait envoyé Roon à Châlons, en lui recommandant la plus extrême réserve. Napoléon accabla le général de prévenances, le nomma Grand-Croix de la Légion d'honneur et lui fit porter les insignes de sa décoration dans sa chambre par le prince impérial. Roon, en conclut que, depuis que la Prusse était forte, on la recherchait davantage et qu'elle devait, pour conserver cette situation avantageuse, augmenter son armée. Sa raideur plaisait beaucoup plus à Bismarck que l'empressement de son ambassadeur à Paris, qu'il accusait de se jeter à la tête de l'Empereur.

M. de Goltz, très fin, affectait pour l'Impératrice une passion romanesque dont on ne lui savait pas mauvais gré; il avait l'oreille de Napoléon qui lui faisait volontiers ses confidences et il servait avec beaucoup d'adresse et de succès les intérêts de son pays. Depuis le jour où, sous Frédéric-Guillaume IV, le hasard des circonstances l'avait jeté dans l'opposition, il avait adopté quelques poncifs libéraux; il agaçait son chef en lui parlant de l'opinion publique, et davantage encore en manifestant par moments certaines velléités d'indépendance : à Berlin, on le traitait de songe-creux et on l'accusait de se laisser jouer par Napoléon. En réalité, Goltz, qui voyait les choses de près, n'était pas mal servi par ses tendances vaguement

idéalistes; il avait deviné que les ambitions égoïstes de l'Empereur n'étaient pas très ardentes, qu'il redoutait la guerre et qu'il ne désirait vraiment que l'affranchissement complet de l'Italie. Bismarck n'admettait pas sans difficulté la possibilité d'une complexion psychologique si absolument contraire à sa propre nature. Il se défiait aussi, non sans raison, de Drouyn de Lhuys, et il était convaincu que le cabinet des Tuileries, pour brouiller la Prusse et l'Autriche, se hâterait de communiquer à Vienne les ouvertures qu'il recevrait de Berlin. Il ne s'en offusquait pas, mais il se tenait sur ses gardes.

Il répondait par de bonnes paroles aux avances qui lui arrivaient de Paris, et il flattait les manies de l'Empereur en répétant à tous les échos qu'il n'avait aucun plaisir à retenir par la force des populations hostiles à l'Allemagne et qu'il ne demandait pas mieux que de restituer au Danemark le Schleswig septentrional. Il n'oubliait pas pourtant qu'une intimité trop affichée avec Napoléon froisserait la Russie, inquiéterait l'Angleterre et rejetterait l'Autriche vers les petites cours allemandes; la Prusse, ainsi isolée, serait alors obligée d'accepter sans discussion les conditions de la France, et c'était précisément ce qu'il redoutait. Il ne se résoudrait à ce pacte infernal que s'il était poussé à bout, s'il pouvait au moins alléguer pour sa justification qu'il n'avait pas eu d'autre moyen de défendre la Prusse contre les embûches de ses ennemis. Il se réservait néanmoins l'alliance française comme une ancre de salut et il ne voulait pas froisser Napoléon qui ne lui eût pas pardonné de garantir la Vénétie à l'Autriche.

Il aurait volontiers accordé du moins à Rechberg quelque menue satisfaction, pourvu qu'elle ne lui coûtât rien. Le Zollverein venait d'être renouvelé (12 novembre 1864), après de longues négociations qui s'étaient terminées par un nouveau triomphe de la politique prussienne sur ses alliés, les petits princes germaniques. L'Autriche poursuivait un traité de commerce avec l'Union douanière allemande, et ses diplomates désiraient y maintenir la clause de la convention de 1853, en vertu de laquelle des pourparlers devaient s'ouvrir entre les deux parties avant l'expiration du traité pour préparer un rapprochement commercial plus étroit. L'événement avait assez prouvé la valeur réelle de cette formule : Rechberg y tenait, à la fois pour éprouver la sincérité de la Prusse et pour fermer la bouche à Schmerling, qui le rendait responsable de l'échec du Congrès des princes à Francfort et l'accusait de séparer l'Autriche de l'Allemagne. Bismarck ne voyait aucune raison de refuser une promesse de négocier qui ne préjugeait rien sur le résultat. Il fut très vivement combattu

par le ministre du Commerce, Itzenplitz, et surtout par Delbrück qui était le conseiller le plus écouté en pareille matière. Nous connaissons aujourd'hui les arguments de Delbrück[1], et ils ne durent pas faire grande impression sur Bismarck : « quand deux parties, disait Delbrück, s'engagent à négocier une entente mutuelle, il est évident que chacun des contractants doit s'abstenir de tout acte qui rendrait cette entente impossible, et il n'est pas douteux que la clause de 1853 a sensiblement gêné la politique économique de la Prusse. Plus on attache de prix à une entente cordiale avec l'Autriche, plus il convient de se garder de conventions qui ne peuvent être que le germe de dissentiments futurs. La Prusse, en consentant à la demande de Rechberg, se rendrait coupable d'un mensonge conscient ; elle sait que dans sept ans elle repoussera aussi bien qu'aujourd'hui une union douanière avec l'Autriche, et cependant on voudrait qu'elle promît de négocier sur ce point. Elle se repentirait de cette fausseté, comme on se repent toujours d'un mensonge. »

Ces considérations vertueuses portaient sur l'esprit du roi. Il se rappelait l'assaut furieux de Schwarzenberg contre le Zollverein, et il voyait dans l'article 25 du traité de 1853 un reste de l'humiliation d'Olmutz ; il voulait indiquer une bonne fois à l'Autriche qu'elle ne devait plus se risquer sur un terrain que la Prusse se réservait. En dépit des arguments de Bismarck, il s'entêta ; comme il cédait toujours sur les questions principales, il n'était pas fâché, à l'occasion, de se donner la fête de quelque indépendance. Devant cette preuve flagrante de mauvais vouloir, Rechberg, dont la situation à Vienne était déjà fort compromise, quitta le ministère (27 octobre 1864).

On alla choisir, pour le remplacer, un ancien officier de cavalerie, qui avait servi avec distinction et que l'on chargeait volontiers des besognes ingrates. Mensdorff-Pouilly était un parfait galant homme, fort riche, qui avait de hautes alliances, mais que ses antécédents et son caractère désignaient assez mal pour ces délicates fonctions. Il avait l'esprit juste, le sens rassis, beaucoup de droiture, et, comme il connaissait bien la monarchie, il ne désirait pas la guerre ; malheureusement il manquait d'expérience et de souplesse, et très défiant de ses propres lumières, il n'osait résister ni aux désirs de François-Joseph, pour lequel il avait une affection presque servile, ni aux suggestions des bureaux, qui lui inspiraient un aveugle respect. Il laissa la bride sur le cou à Biegeleben et à Schmerling.

1. Le mémoire qu'il rédigea à cette occasion a été inséré dans ses *Souvenirs*, qui viennent d'être publiés (Lebenserinnerungen von Rud. v. Delbrück, 1905, II, p. 32).

La situation de celui-ci était des plus compromises. En Hongrie, non seulement le parti de Deak, mais même les Vieux-Conservateurs étaient en lutte ouverte contre lui ; les Tchèques avaient cessé de paraître au Reichsrat (1864) ; la Galicie était en état de siège, des échauffourées éclataient à Venise et à Padoue ; le budget se soldait par un déficit de 60 millions de francs. Les Allemands centralistes s'en prenaient à Schmerling de leurs déconvenues ; ils lui reprochaient de violer la Constitution, et le ministre, autoritaire et violent, obligé d'ailleurs de ménager l'Empereur, qui n'avait aucun goût pour le régime parlementaire, répondait à leurs récriminations par des professions de foi amères et blessantes. Il fallait bien, cependant, qu'il amadouât de quelque manière ses derniers partisans, et, pour plaire à la majorité du Reichsrat, qui demandait que l'on s'opposât aux projets séparatistes de la Prusse (6 décembre 1864), il chercha à se rapprocher des petites cours allemandes. Il revenait donc au système de 1849 et de 1863, et c'était en effet la conséquence nécessaire de l'établissement du régime centraliste en Autriche, mais c'était aussi le point de départ presque fatal d'une rupture avec la Prusse.

François-Joseph avait déclaré à la cour de Berlin que la retraite de Rechberg ne changerait rien à sa politique : « Notre action commune, écrivait-il à Guillaume, est notre œuvre propre, et mon souci est que notre alliance soit maintenue et même fortifiée. » Les faits répondirent mal aux paroles. Bientôt la diplomatie autrichienne s'étonna des tergiversations de Bismarck dans la question des duchés, défendit avec chaleur les droits d'Augustenbourg, incrimina les moindres démarches des émissaires prussiens. Biegeleben avait la plume dure et l'expression cinglante ; ses notes furent relevées sans ménagement à Berlin ; des deux parts, les esprits s'échauffèrent et une odeur de poudre se répandit dans l'air.

L'acerbe polémique des diplomates viennois faisait le jeu de Bismarck. Le sort de Frédéric d'Augustenbourg laissait assez indifférente l'opinion publique allemande : du moment que les duchés avaient été enlevés au Danemark, elle n'en demandait pas davantage. En Prusse, sauf une poignée de députés progressistes qui n'étaient pas très sûrs d'être suivis sur ce point par leurs électeurs, tout le monde désirait l'annexion, mais beaucoup éprouvaient une certaine pudeur à confesser leurs convoitises. Au premier rang, le roi lui-même.

Depuis un demi-siècle, on était sevré de gloire et affamé de revanche ; on ressassait l'humiliation d'Olmutz, la reculade de Bronzell : Düppel et Alsen avaient enfin délivré les âmes d'un horrible cau-

chemar, qui attristait la vie et paralysait la volonté. « Enfin ! un point lumineux après un temps douloureux si long ! écrivait Guillaume à Boyen. Vous dépeindre les moments où j'ai exprimé ma reconnaissance à mes troupes et où j'ai lu sur leurs visages la conscience et la joie du devoir accompli, c'est impossible. » La joie du souverain s'exaltait encore à penser que la victoire était son œuvre propre, qu'il avait créé l'armée nouvelle, seul, malgré le Parlement. Et il lui faudrait abandonner ces provinces qui étaient déjà si chères à son âme ! Quelle misère !

Il luttait honnêtement contre la tentation, réfrénait ses convoitises. — Les historiographes officiels exagèrent jusqu'au ridicule ses scrupules et l'habileté que déploya Bismarck pour en triompher; mais l'erreur serait plus grave encore de croire que Guillaume avait déjà pris son parti du péché et n'était plus retenu que par la crainte des conséquences matérielles du rapt qu'il méditait. Ses angoisses morales étaient sincères et profondes; seulement il était évident qu'il accueillerait comme une délivrance les prétextes qui lui permettraient de s'affranchir de ses remords, et les menaces de l'Autriche, en lui persuadant que l'honneur lui défendait d'abandonner ses conquêtes, le rendaient de moins en moins rebelle à l'idée d'une annexion.

Bismarck surveillait cette évolution psychologique et la hâtait de son mieux. Il avait d'abord ravivé le conflit parlementaire qui avait un moment paru s'apaiser. La majorité, quand la Diète avait été convoquée au début de 1865, après un an d'absence, était revenue assez déconfite ; ses votes platoniques demeuraient lettre morte, et le gouvernement percevait sans difficulté les impôts qu'elle refusait de voter ; ses orateurs prédisaient les plus sombres catastrophes, et l'armée remportait des victoires retentissantes ; la prospérité publique se développait rapidement et le nouveau tarif douanier favorisait l'essor de l'industrie. Les masses populaires échappaient visiblement à la direction des libéraux. Bien que, depuis la mort de Lassalle, le grand agitateur socialiste (1864), l'Association générale des ouvriers allemands qu'il avait fondée (1863), ne s'étendît guère et que ses progrès fussent arrêtés par la médiocrité et les querelles de ses chefs, les travailleurs étaient détournés des questions constitutionnelles par les préoccupations économiques et ils étaient en général au moins aussi hostiles à la majorité de la Chambre qu'au ministère ; les progressistes n'avaient derrière eux que quelques milliers de bourgeois, dont beaucoup avaient été ébranlés par les récents triomphes militaires et qui, dans aucun cas, ne seraient allés jusqu'à l'insurrection.

Beaucoup de députés, séduits par le succès et gagnés par l'enthousiasme de leurs électeurs, sentaient chanceler leurs opinions et se demandaient s'ils n'avaient pas méconnu le ministère. Comme les collègues de Bismarck, même Roon, désiraient aussi une réconciliation, les premières séances furent très calmes. — Le chef du cabinet, sans motif apparent, dénonça bientôt l'armistice : il piqua au vif par ses sarcasmes l'amour-propre de ses adversaires, provoqua en duel Virchow, un des chefs des progressistes ; la majorité défendit à Virchow de se battre et il obéit. Il n'avait rien de mieux à faire, mais les passions étaient réveillées, et la gauche, d'autant plus furieuse qu'elle sentait sa situation plus menacée, se répandit en motions imprudentes. Le roi fut persuadé qu'aucune réconciliation n'était possible avec ces intransigeants et ces fous, et sa mauvaise humeur n'épargna pas la faction libérale de la cour, sa femme, son fils, le prince d'Augustenbourg surtout, leur protégé.

Frédéric, naturellement, cherchait à gagner les sympathies des habitants des duchés. On le représenta comme un démagogue, un rebelle qui trahissait les protecteurs qui avaient arraché son pays à la tyrannie gothique. Il fut invité à quitter les provinces qu'il agitait par sa présence. Il refusa d'obéir : le roi vit là une offense personnelle et il approuva sans hésitation les mesures qui, sous couleur d'assurer l'ordre public, établissaient plus solidement l'autorité des administrateurs prussiens et qui, sans exclure un retour en arrière, le rendaient du moins plus invraisemblable et plus douloureux.

L'Autriche s'émut : ses droits sur les duchés étaient égaux à ceux de la Prusse, et celle-ci ne pouvait pas préjuger de leur sort sans son aveu. Bismarck ne le niait pas ; mais, en attendant qu'on se fût mis d'accord, était-il possible de laisser se créer aux portes de la monarchie un foyer révolutionnaire et fallait-il renoncer à tirer parti de la conquête ! Libre à l'Autriche d'imiter son exemple ; elle manquait d'appétit, ce n'était pourtant pas une raison suffisante pour empêcher les autres de se mettre à table. Il était prêt, d'ailleurs, à reconnaître Augustenbourg, à la seule condition que les intérêts de la Prusse fussent sauvegardés, et il indiqua son ultimatum (22 fév. 1865) : le prince remettra au roi l'administration militaire des duchés, les postes et télégraphes, les places fortes, le canal des Deux-Mers. « Plutôt une annexion pure et simple, répondit Mensdorff, que cette pseudo-souveraineté qui introduirait dans la Diète de Francfort un vassal des Hohenzollern. » Il sollicita l'appui des cours secondaires, lança en avant la Bavière et la Saxe ; à son instigation, elles expri-

mèrent l'espoir que les cabinets de Vienne et de Berlin remettraient bientôt le pouvoir au duc Frédéric VIII (25 mars 1865).

Ainsi, la Hofburg en revenait toujours à sa vieille tactique de coalition : elle ameutait la majorité des principicules pour imposer à la Prusse une politique contraire à ses intérêts. Le roi, en réponse, signa le décret qui transportait à Kiel la station maritime de Dantzig. C'était un premier acte de prise de possession sur lequel il ne serait pas facile de revenir.

Bismarck continuait à étaler les intentions les plus conciliantes : comme gage de son désintéressement, il offrit à l'Autriche de renoncer à la plupart de ses exigences si seulement elle substituait à Augustenbourg un autre prétendant, le duc d'Oldenbourg. Il savait bien que, liée par ses engagements avec les petites cours, elle n'était pas en mesure d'accepter; et, quand elle refusa, il exploita adroitement sa réponse. Guillaume commença à croire que Vienne cherchait une querelle et il autorisa son ministre à interroger discrètement les cabinets de Paris et de Florence. Le 29 mai, dans un conseil de cabinet à Berlin, Bismarck proposa nettement l'annexion : « Elle amènera probablement une guerre avec l'Autriche, mais tôt ou tard cette guerre est inévitable, et, pour le moment, la situation européenne paraît favorable; dans une question aussi grave, les ministres ne peuvent pas peser sur la décision du souverain; il doit se prononcer librement; s'il choisit la guerre, il sera suivi joyeusement par le peuple tout entier. » Roon parla dans le même sens. On le savait d'esprit rassis, très conservateur, opposé à une alliance avec la France; son attitude produisit une impression profonde sur le roi, que ses instincts inclinaient déjà ici aux résolutions radicales.

Quand Bismarck vit à Karlsbad, où il avait accompagné Guillaume, M. de Gramont, notre ambassadeur à Vienne, il ne lui dissimula pas la gravité de la situation : la paix ne serait maintenue que si l'Autriche cédait sur tous les points, condescendance bien invraisemblable. Il renouvelait à Napoléon l'assurance qu'il était prêt à restituer au Danemark les districts purement danois du Schleswig, ce qui ne l'engageait pas à grand'chose; il avait bien soin, d'ailleurs, de réserver Düppel, que des considérations stratégiques ne lui permettaient pas d'abandonner. En même temps, Usedom prévenait le ministère italien qu'une occasion se présenterait bientôt d'occuper la Vénétie.

La situation de l'Italie était difficile; le brigandage désolait les provinces méridionales, le déficit atteignait, de 1859 à 1864, près de trois milliards. A la suite de la convention du 15 septembre 1864,

qui transportait la capitale de Turin à Florence, Minghetti avait été renversé et avait fait place à La Marmora (26 septembre). Le nouveau ministre, personnellement timide, sans illusion sur la valeur de la jeune armée italienne, n'avait aucune sympathie pour Bismarck qui déjà, en 1862, lui avait fait des ouvertures et s'était ensuite brusquement rapproché de l'Autriche; il le soupçonnait de vouloir compromettre l'Italie, sauf à l'abandonner quand, grâce à elle, il aurait obtenu de la cour de Vienne les concessions qu'il désirait. Mais que signifient les résistances individuelles contre la force des situations? La convention du 15 septembre, qui ajournait indéfiniment l'occupation de Rome, avait révolté le patriotisme italien ; on ramènerait l'opinion en lui offrant la conquête de la Vénétie. La Marmora, très français et rempli d'illusions sur la puissance et surtout sur le génie politique de Napoléon, refusait de prendre aucune résolution sans l'aveu de la cour des Tuileries. Mais les conseils qu'il recevait de Paris le poussaient à l'action. Son ambassadeur, Nigra, qui était un diplomate de premier ordre, l'esprit clair et le cœur haut, l'exhortait à aller de l'avant, sans exiger de l'Empereur des engagements trop précis, qu'il semblait désormais incapable de prendre. Ne suffisait-il pas que l'on connût ses intentions, et elles n'étaient pas douteuses : il venait de les indiquer encore en envoyant comme ambassadeur à Berlin, Benedetti, le protégé de Rouher et de Thouvenel (oct. 1864.) En attendant que le moment vînt de rassembler les mailles du réseau que Bismarck tendait sur l'Europe, Roon et Moltke profitaient de l'hospitalité que leur offrait l'Autriche à Karlsbad pour faire rectifier par leurs officiers les cartes de Bohême et préparer les routes d'étapes.

La chute de Schmerling (30 juillet 1865) ajourna les hostilités. La gauche du Reichsrat, convaincue enfin qu'en face de la résistance opiniâtre des Slaves et des Magyars il était impossible de conserver la constitution du 26 février, avait voulu se ménager une mort honorable et elle avait bravement refusé les crédits qu'on lui demandait. Son attitude avait emporté les dernières indécisions de François-Joseph, depuis longtemps travaillé par les féodaux et les catholiques. Il appela au ministère Belcredi et le chargea de chercher une entente avec les Hongrois et les fédéralistes. Pour l'instant, les Allemands centralistes étaient battus, et les Slaves et les Magyars, à peine échappés à leur domination, faisaient assez bon marché de l'influence des Habsbourgs à Francfort : Maurice Eszterhazy, qui représentait dans le cabinet de Vienne les féodaux hongrois, avait à ce moment la faveur de l'Empereur qui comptait sur lui pour amener

une réconciliation avec la Diète de Pest; Maurice très catholique, par conséquent assez peu bienveillant pour la Prusse, était un esprit inquiet, hésitant, circonspect, qui redoutait fort les solutions brutales. Débarrassé des brouillons qui le poussaient en avant malgré lui, Mensdorff, que les récents incidents avaient épouvanté, prêta une oreille complaisante aux médiateurs bénévoles qui, dans de pareilles circonstances, offrent volontiers leurs conseils aux gouvernements dans l'embarras.

Le comte Bloome, ambassadeur à Munich, trouva un compromis qui parut acceptable. Puisque le condominium créait des difficultés inextricables, on y renoncerait en pratique, en en respectant le principe : l'Autriche administrerait seule le Holstein, et la Prusse le Schleswig ; Kiel deviendrait port fédéral sous l'administration prussienne ; la Prusse recevrait, avec le contrôle du canal qui serait construit entre la Baltique et la mer du Nord, une route à travers le Holstein ; les duchés danois entreraient dans le Zollverein ; l'Empereur d'Autriche cédait au roi de Prusse ses droits sur le Lauenbourg moyennant 14.500.000 francs.

Tous les avantages de la convention de Gastein (14 août 1865) étaient pour la Prusse ; elle lui assurait la possession des points stratégiques décisifs, elle mettait la cour de Vienne en mauvaise posture vis-à-vis des princes allemands, qu'elle paraissait sacrifier de nouveau : elle plaçait François-Joseph dans une situation humiliante vis-à-vis de Guillaume, à qui il vendait pour une somme assez modique une partie de ses droits de souveraineté. Bismarck l'avait d'autant plus facilement approuvée qu'elle ne terminait rien. Il avait tâté l'Autriche et il s'était rendu compte qu'elle était atteinte d'une sorte de paralysie de la volonté. Il était évident que, dans les conditions nouvelles de l'Europe, au milieu de l'émoi universel des nationalités, en face d'un adversaire buté à une idée fixe tel que Napoléon III, lorsque la fidélité des peuples de la monarchie était ébranlée par le plus déplorable système de tyrannie et d'incohérence et que les deux tiers des provinces étaient en état d'insurrection latente, il était absurde de poursuivre les rêves mégalomanes qui avaient jadis hanté la fantaisie de Joseph II : prétendre ainsi à la fois conserver la Vénétie, arrêter sur le Danube les progrès de la Russie et conserver l'hégémonie en Allemagne, c'était assumer une tâche qui ne répondait ni aux désirs des peuples ni aux ressources du pays. Mensdorff, Eszterhazy et François-Joseph en avaient bien le vague sentiment, mais ils reculaient indéfiniment devant les sacrifices nécessaires et ils ne se résignaient aux concessions que quand elles leur étaient dictées par les événe-

ments, c'est-à-dire quand elles n'étaient plus utiles. Bismarck avait le droit de supposer que les adversaires qu'il avait jusque-là trouvés à la fois arrogants et timides, incertains et présomptueux, ne deviendraient pas brusquement des politiques avisés et pondérés, et il ne voyait aucun inconvénient à leur faire crédit de quelques nouvelles fautes. Il considérait dès lors l'annexion des duchés comme accomplie, il ne s'agissait plus pour lui que d'y rattacher une nouvelle et plus vaste entreprise. Pour cela, la connivence de la France lui était indispensable. Il partit pour Paris afin de se rendre un compte plus exact de la situation.

CHAPITRE II

KŒNIGGRÆTZ

Les négociations avec la France : la politique de Drouyn de Lhuys et celle de Napoléon. — L'entrevue de Biarritz (oct. 1865). — Le roi s'habitue à l'idée d'une rupture avec l'Autriche. — L'alliance italo-prussienne (8 avril). — Les négociations de François-Joseph et de Napoléon : la convention du 12 juin. — Le projet prussien de réforme fédérale. La rupture. — La campagne de Bohême. Les armées et les généraux. Les batailles de Nachod et d'Iitchin. — Kœniggrætz (3 juillet 1866). — Ruine de l'armée de Benedek : les derniers combats.

Pendant les dernières crises, Bismarck avait largement profité des dispositions amicales de Napoléon ; il s'attendait à ce qu'on lui présentât à l'improviste la carte à payer et il restait sur ses gardes. — « Nous n'avons aucune raison, écrivait-il à Goltz le 20 février 1865, de supposer à la France une affection sentimentale pour la Prusse, de même que notre politique est affranchie de ces dispositions pour quelque puissance que ce soit ; nous ne nous étonnons pas qu'elle suive une politique quelque peu contradictoire ; elle obéit aux lois naturelles de l'égoïsme politique. Je ne trouve rien dans la personne de l'Empereur et dans la méthode de sa politique qui puisse altérer cette manière de voir. Ni la France pour la Prusse, ni nous pour la France, ne pouvons être des alliés à toute épreuve. Notre attitude vis-à-vis d'elle est déterminée par la supposition toujours présente qu'elle n'est guidée que par ses propres intérêts et par la conviction que nous agissons de même. » — Bismarck, dans cette dépêche qui était destinée à ralentir les ardeurs un peu exubérantes de Goltz, exagérait visiblement sa pensée : il s'était déjà demandé à plusieurs reprises s'il n'y avait pas, malgré les vraisemblances, un grain de sympathie romanesque dans la bienveillance que Napoléon témoignait à la Prusse, et s'il ne serait pas possible d'en tirer parti. Il se défendait de son mieux contre des imaginations qu'il jugeait dangereuses, et il se disait aussi que, bien que la Constitution laissât à

l'Empereur la libre direction des affaires étrangères, le souverain était pourtant obligé de compter avec les traditions, avec l'opinion publique, avec ses ministres, et que, même s'il avait la volonté de favoriser sans indemnité les progrès de la Prusse, il n'était pas sûr qu'il en eût la puissance.

Au moment où la rupture avec l'Autriche paraissait imminente, il avait indiqué à Lefèvre de Béhaine, qui gérait l'ambassade pendant un congé de Benedetti, les conditions qu'il serait disposé à accepter : la restitution au Danemark des districts danois du Schlesvig septentrional, l'indépendance de l'Italie jusqu'au Tagliamento, le droit éventuel pour le gouvernement de l'Empereur d'étendre son influence partout où on parlait français dans le monde. — Comme Lefèvre de Béhaine ne releva pas la conversation, Bismarck résolut de s'adresser directement à Napoléon. Drouyn avait répondu à la Convention de Gastein par une circulaire très acerbe : « Nous regrettons, disait-il, de ne trouver d'autre fondement à ce traité que la force, d'autre justification que les convenances réciproques des deux copartageants. C'est là une pratique dont l'Europe actuelle était déshabituée et il en faut chercher les précédents aux âges les plus funestes de l'histoire. » Ces violences, contraires aux usages diplomatiques, révélaient une extrême mauvaise humeur et il était visible que le ministre regrettait que la guerre n'eût pas éclaté. — Pourquoi ? — Bismarck le soupçonnait : il s'agissait de savoir si Drouyn de Lhuys reflétait exactement la pensée de son maître.

Drouyn n'avait pas cessé de poursuivre la pensée d'une alliance autrichienne; mais, comme il savait que l'Empereur ne renoncerait jamais à l'émancipation complète de l'Italie et que François-Joseph de son côté n'abandonnerait la Vénétie que s'il y était forcé par un péril suprême, il désirait une rupture entre Berlin et Vienne. L'Autriche oublierait alors ses anciens griefs, et, pour se venger de son nouvel ennemi et rétablir sa puissance en Allemagne, elle laisserait la France s'avancer jusqu'au Rhin. Le ministre reprenait ainsi le système d'alliances des derniers Bourbons, qui était considéré par les diplomates de la carrière comme le plus rationnel et le plus sage, en lui prêtant une tournure offensive qui, d'après lui, était de nature à séduire l'opinion publique et à ramener quelque popularité au régime impérial assez discrédité par les derniers événements.

En dehors même des objections de principe que son plan pouvait soulever, son tort — très grave — fut de ne pas étudier d'assez près les conditions du succès et de ne pas envisager les diverses faces de la question. Au moment de la conférence de Londres, comme le prince

de la Tour d'Auvergne pressait le ministre anglais de prendre un ton plus déterminé, Malmesbury lui fit sagement observer que, comme l'armée française et l'armée anglaise n'avaient pas de fusils à tir rapide, il jugeait impossible une guerre avec la Prusse. Drouyn de Lhuys n'eut pas une minute la pensée de se demander si l'alliée avec laquelle il se proposait de lier partie, était vraiment en état de soutenir le choc de son adversaire ; complètement trompé sur ce point par ses tendances catholiques et conservatrices, il ne prit pas au sérieux les luttes nationales qui minaient la dynastie des Habsbourgs, et il fut ensuite absolument désarçonné par la défaite de l'Autriche. Il ne semble pas douteux qu'au début, il lui eût été facile d'obtenir de Bismarck quelques avantages, secondaires, non méprisables cependant : le Luxembourg, peut-être l'évacuation de Mayence par la garnison prussienne : il dédaigna ces profits médiocres, qui n'auraient pas satisfait l'opinion. Malheureusement il ne songea pas que les risques sont toujours en proportion des gains convoités et il ne se mit pas en garde contre les surprises de la fortune. Sa politique compte encore des admirateurs, et, au point de vue diplomatique, elle n'était pas plus déraisonnable que celle de Bismarck, avec cette différence que celui-ci marchait avec l'esprit du siècle et qu'il avait derrière lui Guillaume et Moltke.

Nous connaissons fort mal ce qui se passa entre l'Empereur et Bismarck dans la célèbre entrevue de Biarritz (octobre 1865). Le récit de Sybel est d'une invraisemblance absolue dans les détails et il est infirmé par les indications qui furent à diverses reprises données par l'Empereur et qui nous ont été rapportées par Duruy, par le maréchal Randon, par Persigny ou par Émile Ollivier. — Ce qui paraît certain, c'est que les deux interlocuteurs se montrèrent très réservés : Bismarck, par défiance et de peur que ses confidences ne fussent aussitôt rapportées à l'Autriche ; l'Empereur, parce qu'il ne savait pas au juste ce qu'il voulait. Il ne suivait Drouyn qu'avec une visible répugnance et il ne regardait pas comme si aisé de faire flotter le drapeau tricolore sur Mayence, Coblentz et Trèves. Malheureusement, il n'avait pas le courage de répudier nettement des ambitions désormais chimériques, mais que la bourgeoisie française caressait par une vieille habitude. Si, comme l'affirme É. Ollivier et comme l'Empereur le lui a sans doute déclaré, il n'avait vraiment en vue que l'affranchissement de la Vénétie, on ne voit pas pourquoi il ne s'en expliqua pas clairement, de manière à prévenir les malentendus. Il est possible qu'il n'ait jamais nettement envisagé d'autre profit, et c'est même assez probable ; mais il ne se refusait pas

cependant à d'aimables tentations, et il ne voulait pas fermer définitivement la porte à la fortune. Convaincu, avec ses ministres, que l'armée autrichienne était supérieure à l'armée prussienne, il poussait sournoisement Bismarck en avant, avec le secret espoir qu'il pourrait profiter des embarras dans lesquels son imprudence jetterait la Prusse. — De quelle façon ? — Il ne le savait pas très précisément ; cela dépendrait des circonstances et sans doute aussi des exigences de l'opinion. Personnellement, il se fût volontiers contenté d'une rectification de frontières ; il eût réclamé ainsi les limites de 1814, Landau, Sarrebrück, de manière à pouvoir déclarer au monde une fois de plus que les traités de 1815 avaient cessé d'exister. Comme d'ailleurs la Prusse et l'Autriche sortiraient du combat très affaiblies, il leur imposerait ses conditions, qui seraient accueillies avec joie parce qu'elles seraient dictées par les intentions les plus magnanimes : la Prusse étendrait son influence sur l'Allemagne du Nord ; l'Autriche, libérée de l'Italie, contiendrait vers l'Est les ambitions moscovites, et la Moyenne Allemagne, groupée dans une confédération pacifique, deviendrait l'alliée naturelle de la France dont elle n'aurait rien à redouter et à laquelle elle s'unirait pour assurer la paix définitive de l'Europe.

Ces plans, dans lesquels se retrouvent les tendances contradictoires de l'âme de l'Empereur, son machiavélisme innocent et sa générosité nébuleuse, son cosmopolitisme incertain et ses réminiscences napoléoniennes, son fatalisme aussi et l'incertitude de sa pensée comme repliée sur elle-même, formaient le plus étrange contraste avec la manière simple et directe de Bismarck. Ils se distinguaient par la méconnaissance la plus fantastique de la réalité. Car enfin on aura beau dire qu'il nous est facile aujourd'hui de prophétiser après l'événement, il ne fallait pas cependant une étude bien attentive pour aperçevoir la gravité des maux qui minaient la puissance de l'Autriche; et surtout comment supposer que l'Allemagne consentirait à cette division en trois tronçons, qu'on prétendait lui imposer, puisque c'était précisément l'impuissance politique à laquelle l'eût condamnée éternellement cette division, qui lui était devenue intolérable. L'idée de faire du Mein une barrière infranchissable est une des conceptions les plus baroques qui ait jamais pu germer dans le cerveau d'un faiseur de projets. Il était certain d'autre part que si, après avoir poussé la Prusse à engager les hostilités, on lui barrait la route au moment où elle se flatterait de saisir le fruit de ses efforts, on s'exposait à déchaîner dans l'Allemagne entière les plus formidables colères. Mieux eût valu encore

accepter franchement la lutte en réclamant hardiment les provinces rhénanes.

Mais l'Empereur avait le plus vif désir d'éviter la guerre ; il n'appartenait pas à « la catégorie de ces grands économes qui, soigneux d'amasser de l'argent, savent le dépenser à propos pour éviter une perte plus grande ». Il espérait que la chance lui sourirait sans qu'il eût besoin de risquer son enjeu. Depuis quelque temps, de plus, il était miné par la souffrance, et au mois de juillet 1865, Larrey avait diagnostiqué la présence d'une pierre dans la vessie. La maladie, que l'on dissimulait, mal soignée, s'aggrava, imposant à l'Empereur ces terribles angoisses qui abattent les plus fermes courages et suppriment la pensée. Il traversa une de ces crises mortelles au mois de juillet 1866, et, pendant les semaines où l'avenir du monde se décida, la France n'eut pas de gouvernement, sans que d'ailleurs il soit permis de supposer que Napoléon, même s'il eût été bien portant, eût trouvé en lui la rapidité de conception et le courage nécessaires pour limiter les déplorables retentissements de ses erreurs d'esprit et de cœur.

Ce qui est vrai seulement, c'est que les causes de la catastrophe dépassent la personnalité du souverain et qu'il convient de les chercher dans l'évolution entière de la France nouvelle qui, tiraillée entre des tendances contradictoires, ne parvenait pas à opter entre la politique du passé et celle de l'avenir, entre les traditions conservatrices et l'optimisme révolutionnaire, entre les défenseurs de l'équilibre européen et les prophètes des nationalités. Les diplomates de carrière dont Thiers fut à cette époque le porte-parole, demandaient que l'on maintînt les traités de Vienne qui, s'ils nous avaient enlevé les conquêtes de la Révolution, garantissaient notre sécurité en établissant sur nos frontières des petits États, divisés et contenus par leur ambition réciproque : il suffisait d'un geste, moins encore, d'une volonté d'abstention nettement formulée, pour arrêter le fracas des convoitises qui s'agitaient autour de nous. Cette politique, pour manquer de panache, n'en avait pas moins le grand avantage d'éviter les embuscades et les fondrières, et elle répondait certainement aux véritables désirs de l'immense majorité du pays, épris avant tout de tranquillité. Les jeunes gens, les démocrates, les représentants des doctrines humanitaires qui avaient préparé la révolution de 1848, rougissaient de ces calculs mesquins. Fallait-il imposer à la France le rôle qui avait jadis discrédité l'Autriche ? Le pays qui avait le premier proclamé les droits des peuples, deviendrait le garde-chiourme des nations et n'aspirerait à d'autre gloire que celle de continuer la

Sainte-Alliance ! Qu'il aidât au contraire les esclaves à briser leurs chaînes, et il trouverait dans leur reconnaissance une garantie plus sûre que dans les calculs mesquins des gouvernements; les nations satisfaites oublieraient leurs rancunes, et une ère nouvelle de paix et de travail fécond s'ouvrirait sous l'hégémonie morale de la France. — Générosité téméraire et magnanime, qui aurait peut-être réussi si elle avait été suivie avec une persévérante loyauté et sans arrière-pensée.

Ces deux tendances, conservatrice et révolutionnaire, se combattaient dans l'âme de l'Empereur, ou plus exactement, ses conceptions idéalistes se heurtaient aux invincibles répugnances du parti réactionnaire sur lequel il s'appuyait à l'intérieur. Depuis la guerre d'Italie, il était en butte aux défiances des catholiques qui, avec les démocrates, représentaient la seule force réelle du pays, et il cherchait un moyen de désarmer leurs inquiétudes et de les réconcilier avec ses desseins personnels; il reculait ainsi devant les conséquences nécessaires de ses conceptions cosmopolites et il les compliquait, malgré lui et sans conviction, de desseins de piraterie; il ne comprenait pas que ses ténébreuses et incertaines machinations lui enlèveraient fatalement la seule récompense qu'il eût été raisonnable d'attendre de sa politique aventureuse, c'est-à-dire la reconnaissance des nations affranchies, et que ces transformations, qu'il aurait seul rendues possibles s'accompliraient contre lui, du moment où il prétendait les limiter et les exploiter.

Bismarck, qui n'avait pas lu sans doute jusqu'au fond de cette âme troublée et faible, rapporta du moins de Biarritz la conviction que l'inconsistance de la politique impériale offrait à un joueur résolu une chance qu'il importait de saisir. L'important, le moment venu, serait de faire vite. *Beati possidentes* : une fois en possession du gage désiré, on ne le lui arracherait pas aisément.

A peine de retour à Berlin, il rouvrit les hostilités contre l'Autriche. La situation qu'avait créée à celle-ci la convention de Gastein était aussi absurde que dangereuse. Comme elle ne pouvait pas conserver indéfiniment le Holstein et qu'elle ne voulait pas le céder à la Prusse, elle était forcée de favoriser les menées d'Augustenbourg, et Gablenz, qui commandait à Glückstadt, par nonchalance et par tactique, laissait une assez large liberté d'action aux partisans de Frédéric VIII. Bismarck l'accusa de déchaîner les passions subversives : la Prusse restait en principe copropriétaire des deux duchés et elle n'admettait pas qu'on affaiblît ses titres de possession. Non seulement Roon et Moltke, mais Edwin de Manteuffel, plus timoré, conseil-

laient des résolutions énergiques. Dans le conseil des ministres du 28 février 1866, Guillaume sur qui le chef du cabinet militaire avait une sérieuse influence, admit que, plutôt que de renoncer aux duchés, il faudrait recourir aux armes. Puis, il fit un nouveau pas en avant, accepta la pensée d'élargir la question et de reprendre les projets de réforme fédérale; il écrivit à Napoléon pour lui demander ses intentions et il décida d'envoyer Moltke en Italie pour s'entendre avec Victor-Emmanuel.

« Mon père ! disait plus tard le Prince royal, le Chancelier en obtient tout ce qu'il veut. Supposez qu'il lui propose une alliance, — je ne dis pas avec Garibaldi, celui-là a été général, et s'allier à un général, cela va tout seul, — mais avec Mazzini; le roi, navré, ferait deux ou trois fois le tour de la chambre, en se frappant le front: Bismarck, Bismarck, qu'est-ce que vous voulez faire de moi? puis il s'arrêterait : Êtes-vous bien sûr que l'intérêt de l'État l'exige? » — En 1866, l'autorité du ministre était loin d'être ausssi solidement établie; plus d'une fois, il lui fallut encore éperonner, comme il le disait irrévérencieusement, le cheval qui, au pied de l'obstacle, se cabrait; il eut à soutenir des luttes qui le jetaient sur son lit, grelottant de fièvre, anéanti. Bien qu'au fond de son âme Guillaume eût déjà accompli son sacrifice, il avait encore besoin de quelques mois pour rassurer sa conscience et pour mettre Jéhovah de son côté. La manière de Frédéric II était plus alerte et moins alambiquée; il n'avait d'autre Dieu que l'État et il ne croyait pas nécessaire de faire intervenir le Seigneur dans ses combinaisons diplomatiques. Guillaume, et même dans une certaine mesure Bismarck, bien qu'à un degré infiniment moindre, aimaient à se persuader que leur cause était celle de l'Éternel; disciples de Nietzsche avant la lettre, ils ne s'affranchissaient pas cependant de leur éducation biblique, et ce mélange, savoureux pour le psychologue, est un peu déconcertant pour le moraliste. Il est permis de se demander ce qu'aurait pensé Kant de ce pot-pourri d'ambition et de bigoterie, de pieux scrupules et d'adroites combinaisons, et peut-être aurait-il jugé que la gloire de Sadova et de Sedan n'efface pas complètement cette déformation de la conscience et cette profanation de la religion. Ce qui ne m'empêche nullement de reconnaître que l'unité allemande a été l'occasion et la source d'admirables sacrifices et d'héroïques dévouements et que, dans l'ensemble, elle a probablement accru dans des proportions appréciables la valeur matérielle et morale de l'humanité.

Guillaume, peut-être involontairement, mêlait à ses pieuses résistances une pointe de calcul, et sa conscience ne le retenait que jus-

qu'au jour où les circonstances lui paraissaient absolument favorables. « Vous ne sauriez croire, disait-il après Kœniggrætz à un témoin digne de foi, à quel point il m'a été difficile de prononcer le mot décisif. Si j'avais été uniquement prince et soldat, la pensée d'une guerre m'aurait transporté de joie. Mais, dans ma situation, j'avais conscience de ma responsabilité et j'ai différé la rupture aussi longtemps que l'honneur de la Prusse l'a permis. » Angoisses profondément respectables et qui furent des plus utiles à la monarchie. Le roi, qui sur ce point était l'antipode de Bismarck, n'avait ni nerfs ni imagination; on affirme qu'il n'est jamais sorti de sa bouche un sarcasme ou un juron, et ses emportements les plus vifs ne se traduisaient que par un : Hum ! accentué. Son calme modérait et complétait la fougue de son ministre et, en 1866 comme en 1870, il eut le mérite de retarder la rupture jusqu'au moment précis où l'opinion publique allemande et européenne en rejeta la responsabilité sur ses adversaires.

Les paroles qui venaient de Paris étaient toujours aussi vagues. Du moins Napoléon donnait une preuve de sa bonne volonté en encourageant La Marmora à entrer en conversation avec Berlin. L'Empereur, très désireux d'assurer la sécurité du pape à Rome en détournant d'un autre côté les convoitises italiennes, négociait avec la cour de Vienne l'achat de la Vénétie : la cour de Florence offrait un milliard, et l'affaire était en bon chemin quand Bismarck, qui avait eu vent de ces pourparlers, proposa à l'Autriche de céder à la Prusse ses droits sur le Holstein contre une indemnité pécuniaire (nov. 1865). Il était facile de prévoir l'effet que produirait à Vienne une semblable insinuation à un pareil moment. Est-ce qu'on s'imaginait que les Habsbourgs étaient en liquidation et que la monarchie était à l'encan ! François-Joseph, très froissé, rompit les négociations avec Florence.

La Marmora et Napoléon avaient cependant conservé l'impression qu'il ne tenait plus guère à Venise que par point d'honneur et que, si on lui fournissait un prétexte suffisant, il s'en débarrasserait volontiers. Justement une occasion s'offrait : une révolution avait éclaté à Bukarest où le prince Couza avait été détrôné (23 février 1866). Pourquoi l'Autriche ne recevrait-elle pas les provinces danubiennes en échange de la Vénétie ? — L'idée soumise à Napoléon ne lui déplut pas. Comme il était probable pourtant qu'elle soulèverait quelques objections à Vienne où l'on craindrait d'irriter encore la Russie déjà assez mal disposée, il était nécessaire de forcer la main à François-Joseph, et le meilleur moyen

pour cela était de l'inquiéter par un rapprochement entre Florence et Berlin.

Au mois de novembre 1865, Bismarck avait signé un traité de commerce entre l'Italie et le Zollverein, ce qui avait entraîné la reconnaissance de Victor-Emmanuel par l'Allemagne. Au début de 1866, les premières ouvertures sérieuses de la part de la Prusse arrivèrent à La Marmora. Il les accueillit très froidement, rappela les offres de Usedom l'année précédente, au moment même où était signée la convention de Gastein. Il voyait dans la nouvelle tentative de la Prusse l'intention d'empêcher une entente entre Florence et Vienne; d'ailleurs, il désirait éviter un conflit, parce qu'il n'avait confiance ni dans ses soldats ni surtout dans les talents militaires de Victor-Emmanuel. — Nigra, très animé et très belliqueux, le poussait en avant, lui répétait à satiété que, si la France ne se prononçait pas plus ouvertement, c'était uniquement par crainte que l'Autriche effrayée ne reculât sur tous les points et ne déjouât ainsi les calculs de la politique impériale : « Elle regardait comme son intérêt vital que les deux grandes puissances allemandes ne fussent pas d'accord entre elles »; il ne fallait donc pas se laisser tromper par le mutisme de Napoléon et ses réponses d'oracle; il désirait une entente étroite entre la Prusse et l'Italie.

La Marmora envoya à Berlin le général Govone; il l'avait mis en garde contre les diplomates prussiens et lui avait recommandé une extrême réserve. Govone, d'esprit très délié, fut assez vite conquis par la franchise de Bismarck. — Celui-ci ne lui dissimula pas les difficultés de la situation; personnellement, il était convaincu de la nécessité de la guerre, mais il demeurait toujours possible qu'au dernier moment le roi refusât de le suivre ; il se laisserait d'autant plus facilement convaincre que les chances de succès seraient plus grandes; si l'Italie s'abstenait, en présence de la réserve étrange de Napoléon, il reviendrait en arrière, et la Vénétie serait perdue pour longtemps.

Le ministre italien s'entêtait, demandait des engagements fermes que refusait Bismarck. Napoléon rassura La Marmora, lui promit même de le soutenir si, au dernier moment, la Prusse se dégageait et que l'Autriche essayât de se venger. — Le 8 avril 1866, Govone et Bismarck signèrent un traité d'alliance offensive et défensive. — La rédaction en était assez bizarre, en ce sens qu'elle n'imposait pas des obligations égales aux deux parties : — Si les propositions que le roi de Prusse avait adressées aux autres États allemands n'aboutissaient pas et qu'il se trouvât amené à prendre les armes, l'Italie,

aussitôt après, déclarerait la guerre à l'Autriche; dès lors les hostilités seraient poursuivies par les deux puissances alliées avec toutes leurs forces et elles ne concluraient de paix ou d'armistice qu'après entente mutuelle; le traité perdrait toute valeur si, dans l'intervalle de trois mois, la Prusse n'avait pas rompu avec l'Autriche.

Pourquoi ces réserves qui avaient effarouché La Marmora et qui auraient pu facilement induire l'Italie en tentation de trahison? — Nous ne pouvons guère les expliquer que par la volonté de Guillaume qui refusait encore de s'avouer la nécessité d'une rupture, surtout ne voulait pas en accepter la responsabilité, tenait à être l'offensé. Quant à Bismarck, — bien qu'il n'aimât guère les protocoles trop précis qui ferment l'avenir, — il est difficile d'admettre qu'il crût encore à un raccommodement *in extremis* : il faisait des plans de campagne, répartissait les armées, critiquait les projets de Moltke. Napoléon pas plus que lui ne doutait de l'imminence des hostilités, et dès le 23 mars, Nigra, sur son ordre, invitait La Marmora à préparer un débarquement sur la côte de l'Adriatique.

Devant ces provocations calculées, les ministres autrichiens perdaient peu à peu leur sang-froid. Belcredi, le nouveau chef du conseil, nourri dans les souvenirs de la pure tradition autrichienne et dans la haine des Hohenzollern rebelles et traîtres, écoutait volontiers les insinuations de Biegeleben, que hantaient de vagues réminiscences de la guerre de Trente ans ; d'ailleurs son influence sur les affaires extérieures était nulle et il n'était même pas toujours averti de la marche des négociations. Mensdorff et Eszterhazy, pacifiques et pusillanimes, n'osaient pas s'opposer à l'impétuosité de leurs collègues. Les généraux, bien que la campagne de 1864 eût été plutôt de nature à dissimuler les effets du fusil à aiguille, se défiaient à la fois de leurs soldats, de leur administration et de leurs alliés éventuels, et ils redoutaient un conflit. Leur pessimisme même fit le jeu de Bismarck et hâta la crise.

Comme l'organisation de l'armée autrichienne était défectueuse et que surtout le temps nécessaire à la mobilisation était beaucoup plus long qu'en Prusse, l'état-major viennois crut indispensables quelques mesures de prévoyance. Ses intentions n'étaient nullement agressives et ses précautions étaient largement justifiées par les appels qui leur arrivaient de Dresde : on n'avait pas oublié à Berlin les avantages qu'avait tirés Frédéric II de sa brusque occupation de la Saxe en 1756, et on y avait agité la question de surprendre Mayence et d'envahir la Saxe sans déclaration de guerre. Bien entendu, cela n'empêcha pas Bismarck, dès qu'il connut les mouve-

ments de troupes ordonnés par l'état-major autrichien, — le service d'informations prussien était excellent, — de remplir l'Europe de ses protestations et de demander au roi des représailles. La presse, adroitement stylée, envenima l'affaire; on échangea des plaintes amères, des accusations injurieuses, des récriminations acerbes. Peu à peu la polémique s'éleva à un tel degré que l'ouverture des hostilités parut imminente.

Mensdorff, qui, avec une bonne foi absolue, affichait les intentions les plus conciliantes, déjoue un moment les projets de Bismarck en proposant un désarmement simultané (18 avril). — Le ministre prussien, aussi navré que jadis Schwarzenberg à Olmutz, en tombe sérieusement malade : il ne dormait pas, ne supportait aucun aliment. Sur ces entrefaites, les généraux autrichiens, émus des armements de l'Italie dont on leur a grossi l'importance, ordonnent de mobiliser les forces des provinces méridionales de l'Empire (21 avril). — Du coup Bismarck recouvre le sommeil et l'appétit : — la voilà bien, la mauvaise foi traditionnelle de l'Autriche ; elle demande à la Prusse de désarmer, et, quand celle-ci, loyalement, aura remis ses armées sur pied de paix, elle sera traîtreusement surprise par sa rivale qui aura réuni des forces supérieures dans des provinces éloignées. Avec un pareil adversaire, aucune réconciliation n'est possible. — « Je ne saurais dissimuler à Votre Majesté, écrit-il au roi, qu'en admettant même qu'on réussît pour le moment à éviter la guerre, elle nous menacerait de nouveau, peut-être avant quelques mois et dans des conditions moins favorables. Quiconque, comme le serviteur dévoué de Votre Majesté, a suivi de très près depuis seize ans la politique de l'Autriche, ne peut avoir aucun doute sur une hostilité qui est la règle dominante ou plutôt unique de ses actes. » Une note maladroite du cabinet de Vienne (26 avril) apporte à ses paroles une sorte d'illustration : Mensdorff demandait que les deux puissances déclarassent à Francfort qu'elles étaient disposées à remettre les droits que le traité de Vienne leur avait conférés sur les duchés au prétendant que désignerait la Diète ; si la Prusse refusait, l'Autriche se réservait de saisir de l'affaire l'Assemblée fédérale. Guillaume, piqué au vif, laisse le champ libre à son ministre.

Celui-ci avait déjà pris l'offensive. Le 9 avril, il proposait la convocation d'un Parlement national, élu au suffrage universel et chargé de préparer la réforme fédérale. — Dans sa profonde et pénétrante biographie de Bismarck, qui est peut-être l'œuvre maîtresse de la jeune école historique, Lenz date de cette note du 9 avril une évolution radicale de la pensée de Bismarck qui abdique son

patriotisme particulariste prussien pour devenir vraiment un homme d'état allemand. — Je ne suis pas bien convaincu que Bismarck ait jamais dépouillé la défroque du Junker brandebourgeois aussi complètement que l'admet Lenz. Sa conversion dans tous les cas fut très lente et progressive. Mais il est vrai qu'au moment où il posait nettement la question de l'unité germanique, il avait pris son parti des sacrifices qu'exigerait l'hégémonie de la Prusse et il était résigné aux concessions essentielles sans lesquelles l'opinion n'eût jamais accepté la prépondérance des Hohenzollern. Comme toujours, il subordonnait ses préférences théoriques aux nécessités historiques, et, pour atteindre son but, il acceptait les conditions auxquelles le succès était subordonné.

Il n'avait pas peur du suffrage universel. — N'envoyait-il pas au corps législatif de Paris les députés les plus dociles et les plus maniables? Les majorités libérales, au contraire, qui menaient contre le cabinet prussien une guerre aussi acharnée qu'impuissante, sortaient d'une loi censitaire très étroite. On supprimerait leur opposition en noyant la bourgeoisie, doctrinaire et frondeuse, dans la masse des paysans, dociles à leur seigneur et à leur pasteur. Il aimait à répéter que les rois sont les alliés naturels des pauvres et des humbles et que les Hohenzollern avaient toujours été les souverains des gueux ; il avait été en relations assez étroites avec Lassalle, avait encouragé ses projets, et, sur sa demande, la cassette royale avait accordé des subventions aux sociétés coopératives qu'avait essayé de fonder l'agitateur socialiste. Il donnait volontiers asile dans ses bureaux à d'anciens démocrates, et il avait dès lors parmi ses collaborateurs les plus dévoués un révolutionnaire, Lothar Bucher, qui avait été condamné pour avoir refusé l'impôt en 1848 et avait été obligé de se réfugier en Angleterre. Bucher était un esprit remarquable, d'une instruction fort étendue, d'une mémoire prodigieuse, — c'était sa seule vanité. Il avait conservé de son passage à travers les assemblées de 1848 un patriotisme intense et un mépris hautain pour les phraseurs et les bavards; il avait plu par là au ministre et lui était bientôt devenu indispensable par sa réserve, sa froideur, sa rare puissance de travail et ses remarquables talents de rédaction ; il avait servi d'intermédiaire entre les radicaux et son chef qu'il avait aidé à guérir de quelques préjugés.

La proposition du 9 avril causa au début plus de scandale que d'enthousiasme. Que la Diète accueillît sans plaisir un projet dont le but était transparent, personne ne s'en étonna. Les députés libéraux et les chefs du Nationalverein ne prirent pas non plus au sérieux

dans son nouvel avatar le hobereau qui, depuis plusieurs années, gouvernait sans budget et qui venait encore récemment de traîner devant les tribunaux les députés coupables d'avoir dénoncé son despotisme. Bismarck ne s'alarma pas de ces résistances. Il fallait un certain temps pour qu'une manœuvre aussi imprévue portât tous ses fruits et on en aperçut bien vite les premiers effets. En dehors des meneurs, trop engagés, la foule des unitaires et des libéraux, depuis longtemps convaincue que l'unité devait être fondée par les Hohenzollern, donna aussitôt des signes d'hésitation : pourquoi repousser sans examen les avances du ministre qui, quels que fussent ses torts passés, reconnaissait les droits de la nation; les plus impatients, les plus influents aussi, les étudiants, les professeurs, inclinaient à penser qu'on n'accepte pas en vain certaines formules et que Bismarck, en admettant même que sa bonne foi fût suspecte, demeurerait prisonnier des mots qu'il évoquait. En somme, l'opinion, jusque-là très hostile à la Prusse, se divisa, et ce revirement ne fut sans doute pas assez rapide pour empêcher les princes de se grouper autour de l'Autriche, mais leurs appréhensions naturelles s'en accrurent et ils n'apportèrent à la cour de Vienne qu'un appui tardif et un concours incertain.

A Berlin, les premiers ordres de mobilisation avaient été lancés (5 mai). L'émotion grandissait en Europe et elle se traduisait en France par le célèbre discours de Thiers (3 mai 1866), un des plus solides qu'il ait prononcés, un des moins chargés de bavardages personnels et de truismes pseudo-historiques. — Après avoir flétri les complicités hypocrites qui avaient permis le démembrement du Danemark, il indiqua les conséquences fatales de la guerre imminente, la Prusse s'annexant l'Allemagne du Nord, courbant sous son hégémonie les États du Sud, étendant sur l'Autriche sa protection léonine; ce serait le rétablissement de l'Empire de Charles-Quint qui s'appuierait cette fois non plus sur l'Espagne, comme au XVIe siècle, mais sur l'Italie. La France qui avait eu tant de peine à se débarrasser de l'étreinte des Habsbourgs, allait-elle laisser constituer sur ses frontières une domination plus redoutable encore? Le gouvernement qui tolérerait une pareille transformation, trahirait son devoir, et aucun accroissement de territoire ne rachèterait la honte d'une politique « qui consentirait à recevoir un salaire pour la grandeur du pays indignement compromis dans un avenir prochain ». — Il n'est pas sûr, comme le répètent volontiers les historiens allemands, que Thiers incarnât à ce moment l'âme même de la France, déchirée en réalité par des aspirations contradictoires; il traduisait du moins

avec une rare pénétration les inquiétudes de la bourgoisie traditionaliste et il ne se trompait pas en affirmant que même alors il était encore facile d'arrêter l'essor de l'aigle germanique. L'Empereur fut froissé dans ses sentiments les plus intimes par cette évocation précise d'une politique conservatrice qui traduisait une conception si éloignée de la sienne, et il répondit au discours de Thiers en répudiant hautement « ces traités de 1815, dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure (discours d'Auxerre, 6 mai).

Ses idées s'étaient-elles précisées depuis le mois d'octobre et ses ambitions étaient-elles devenues plus concrètes? — Les documents semblent plutôt prouver le contraire. Il est vrai que, à plusieurs reprises, Victor-Emmanuel et les Italiens pressèrent Bismarck de lui faire sa part, « de lui donner à manger », afin de n'avoir plus rien à redouter de ce côté. — Mais cela prouve surtout qu'ils avaient les dents longues et qu'ils jugeaient les autres d'après leur propre estomac. Quant à l'Empereur lui-même, dans une conversation avec Goltz, il fait une fois une allusion, très vague et très fugitive, à une extension de territoire, — et c'est tout. Or, quelles que fussent ses habitudes de dissimulation, il est difficile de supposer que, s'il eût vraiment été tourmenté par une pensée de conquête, il n'eût pas essayé d'amorcer une négociation, et il est bien plus malaisé encore de comprendre qu'il n'ait pas dans ce cas pris la moindre précaution pour se saisir des territoires qu'il convoitait. On ne les lui abandonnerait pas gracieusement; il le savait depuis longtemps, Bismarck le lui avait répété, et il n'avait aucun doute sur ce point. S'il les voulait cependant, il fallait donc qu'il s'en emparât. A quel moment y a-t-il songé? — A ceux qui lui conseillaient de prendre le Rhin, il répondait que, s'il essayait, les Allemands le jetteraient dans le fleuve. Pessimisme évidemment peu propre à le pousser aux entreprises. En somme, pour établir le grand complot qu'il aurait médité contre l'Allemagne, on ne peut invoquer contre lui ni un commencement d'exécution, ni une parole précise, ni un texte.

Ce n'est pas à dire que, par moments, avec ce goût de régularité géométrique qui était une des manies de son caractère, il ne s'amusât à redresser la carte du monde ; son goût esthétique souffrait de la configuration de la nouvelle France et il eût trouvé élégant que le Rhin formât la limite de ses domaines. Mais s'attrister des sottises qui nous avaient coûté nos frontières naturelles, ce n'est pourtant pas la même chose que se préparer à les recommencer! — Il écartait vite ces regrets décevants et bornait ses désirs à laisser après lui une

Europe plus satisfaite et plus conforme aux aspirations populaires que celle qui existait à son avènement. S'il trompait quelqu'un à ce moment, c'était beaucoup moins Bismarck que Drouyn dont il n'ignorait pas les ambitions, mais qu'il n'était nullement résolu à suivre dans une voie aussi semée de fondrières.

Malheureusement, son désintéressement était si contraire à toutes les habitudes et si invraisemblable que personne ne le prenait au sérieux, et l'attitude de sphinx dans laquelle il se complaisait et qui s'expliquait par sa langueur native, par son abattement physique, par un certain besoin de jouer au Jupiter omnipotens, en même temps que par le désir de ne pas ameuter la bourgeoisie et ses propres ministres qu'aurait scandalisés un semblable oubli du devoir professionnel, autorisait les pires suppositions. Pendant l'été de 1866, l'Allemagne vécut dans l'attente d'une invasion française, et les haines séculaires se retrempèrent dans ces longues angoisses. Elle n'admit jamais par la suite l'idée que Napoléon avait bien pu ne pas avoir l'intention de l'attaquer : ses mauvais desseins avaient été déjoués par les événements, mais il n'attendait que l'occasion de prendre sa revanche; elle se regarda dès lors comme en état de légitime défense.

Ses griefs n'étaient pas tous sans valeur. Nous sommes prisonniers du temps où nous vivons et les adversaires les plus intransigeants n'en sont pas moins dominés par un fond d'idées communes. De même que Thiers, quand il repoussait la pensée de conquérir les provinces rhénanes, était sans s'en rendre compte déterminé par le principe des nationalités, l'Empereur n'osait pas aller jusqu'au bout de sa doctrine, et, sans contester la légitimité des vœux de l'Allemagne, il redoutait de les voir se réaliser complètement. Il favorisait ainsi à la fois les ambitions et les limitait, déchaînait les passions et prétendait les refréner. Aucun système n'aurait pu être plus fantasque, et aucun jeu plus funeste. Donner et retenir ne vaut. Lancer en avant la Prusse et l'arrêter en plein triomphe, ouvrir au patriotisme germanique les plus grandioses perspectives et exiger qu'il se contentât de satisfactions illusoires, attendre qu'une armée soit grisée par le combat et la victoire pour lui ordonner de faire volte-face, une conception aussi saugrenue n'a pu naître que dans une imagination démente que la maladie et l'âge avaient achevé de détraquer. Napoléon avait cependant déjà vu en Italie les conséquences d'un système analogue. Comment Bismarck aurait-il supporté à la longue les barrières puériles dans lesquelles on voulait l'enfermer? La tentation serait vraiment trop forte de bousculer les dernières résistances par-

ticularistes et d'abolir les rancunes qu'auraient laissées ses procédés, en soulevant le patriotisme contre le fantoche qui prétendait dicter ses lois à l'Allemagne. Il ne lui fut pas difficile de porter à leur paroxysme les colères qui depuis 1815 n'avaient jamais complètement disparu et qu'avaient réveillées les derniers incidents. Napoléon avait raison plus tard quand il affirmait qu'il n'avait pas voulu la guerre avec l'Allemagne : seulement il l'avait rendue inévitable par ses incohérences, ses contradictions, ses silences énigmatiques et ses vétos tardifs, par ses complicités hypocrites et ses interdictions illogiques.

Le 30 avril, Metternich lui offrit une dernière chance de salut : l'Autriche remettrait la Vénétie à la France, qui serait libre d'occuper les provinces rhénanes; en échange, François-Joseph recevrait la Silésie. — Si Napoléon avait vraiment nourri les projets ambitieux qu'on lui prête d'habitude, il eût certainement accepté aussitôt. Il savait que Bismarck ne lui abandonnerait la moindre parcelle du territoire allemand que s'il était aux abois; que jamais, il ne céderait Mayence et Coblentz. — L'Empereur, a-t-on dit, pouvait craindre un piège, un brusque retour de François-Joseph vers Berlin. — Au point d'exaspération où celui-ci était arrivé, l'hypothèse était bien invraisemblable.

Napoléon se borna à demander timidement à l'Italie si, en face des nouvelles dispositions du cabinet de Vienne, elle ne pourrait pas se dégager du traité du 8 avril. La Marmora fit quelques objections : il avait donné sa parole. En réalité, il craignait une explosion du parti anti-français, qui ne voulait pas augmenter encore sa dette de reconnaissance envers l'Empereur. — Était-il si difficile pourtant de gagner les quelques semaines au bout desquelles le traité serait périmé? Mensdorff mis au courant aurait bien réussi à prolonger les négociations.

Bismarck faisait justement à ce moment même des propositions qui pouvaient aisément donner matière à des discussions interminables. Un diplomate prussien, frère du général de Gablenz qui administrait le Holstein au nom de l'Autriche, avait imaginé un projet de transaction que le ministre n'avait pas repoussé et qu'il l'avait chargé de présenter à la Hofburg. — Il est difficile de supposer qu'il ait très vivement désiré le succès d'une combinaison qui était en réalité fort avantageuse à l'Autriche et, en lui permettant d'établir solidement sa domination sur l'Allemagne du Sud, empêchait peut-être pour toujours la formation de l'unité germanique. Le ministre d'autre part, jouait une très grosse partie; il n'était pas sûr de

Napoléon ni très satisfait de l'attitude de la landwehr, dans les régions rhénanes et silésiennes surtout où les prêtres étaient favorables à l'Autriche ; mouvements superficiels et sans conséquence, mais qui avaient troublé le roi et renouvelé ses hésitations. Le ministre voulait une fois de plus lui fournir la preuve que les concessions les plus excessives ne suffiraient pas à désarmer leurs ennemis.

Le bon sens le plus vulgaire conseillait à l'Autriche de ne rien précipiter, de laisser à l'Italie le temps de se ressaisir pendant que Benedek achèverait de compléter ses forces. Mais Bismarck, depuis plusieurs mois, avait si bien harcelé ses adversaires qu'ils avaient perdu tout sang-froid; ils n'avaient plus qu'une idée, en finir, n'avoir plus rien à démêler avec un diplomate sans foi dont chaque offre était un piège et qui dénaturait les paroles les plus loyales. François-Joseph répondit à Gablenz qu'il était désormais trop tard (28 mai).

Napoléon, qui ne désirait plus du tout la guerre depuis qu'il était sûr de l'affranchissement de la Vénétie, remit alors en avant son idée favorite et proposa la réunion d'un Congrès. Clarendon et Gortchakov approuvèrent; Bismarck aussi, sans joie, parce qu'il jugeait imprudent de mécontenter l'Empereur, et que l'occasion était excellente pour donner un nouveau gage de ses intentions pacifiques. François-Joseph, moins bien inspiré, mit à son acceptation des conditions qui rendaient sans objet la réunion du Congrès (1er juin). « Vive le roi ! » s'écrie le ministre prussien en apprenant la maladresse de la cour de Vienne. — Comme en 1870, sa fécondité d'invention et sa ténacité, bien servies par les lenteurs et la réserve de son souverain, avaient affolé l'ennemi au point qu'il ne distinguait plus les feintes les plus grossières et qu'il se jetait tête baissée dans les chausses-trappes. Bismarck jurait ses grands dieux qu'il était prêt à tout pour éviter la guerre ; mais, vraiment, que faire en présence de tels furieux ! Les pacifiques sont exposés à de fâcheuses rencontres ! — L'Europe savait à quoi s'en tenir, mais elle feignait de croire ce qu'on lui racontait, parce qu'elle se dispensait ainsi d'avoir des remords. Depuis lors de candides professeurs, — « je ne connais rien de plus bête qu'un professeur », disait le Chancelier, — ont accepté argent comptant ces racontars, et la légende s'est peu à peu créée d'un ministre paterne, débonnaire, qui ne demandait qu'à vivre paisible au milieu d'honnêtes voisins, mais qui a bien été forcé de se défendre contre leurs perfides manœuvres. Aujourd'hui, des apologistes plus intelligents travaillent à ruiner cette hagiographie niaise qui fausse si complètement la physionomie du fon-

dateur de l'unité germanique ; ils avouent franchement ce qu'il y a en lui de supérieur, d'infernal si l'on veut et de démoniaque, comme disent les Allemands, c'est-à-dire de surhumain.

L'Autriche, résolue désormais à la guerre, venait de signer avec Napoléon la convention secrète du 12 juin, qui, comme on l'a remarqué, est un bien étrange instrument diplomatique : — Napoléon observera une neutralité absolue et s'efforcera d'obtenir de l'Italie une attitude analogue ; en revanche, l'Autriche cédera la Vénétie à la France qui la rétrocédera à l'Italie et qui garantira l'intégrité du territoire pontifical ; dans le cas où il se produirait en Italie des mouvements spontanés de nature à mettre en question l'unité du royaume, Napoléon n'interviendra pas et laissera les populations maîtresses de leur sort. Si la fortune est favorable à l'Autriche en Allemagne, elle obtiendra des compensations pour les princes de la maison impériale qui ont été dépouillés de leurs possessions dans la péninsule ; elle ne ratifiera aucun remaniement de territoire de nature à modifier l'équilibre européen qu'après entente avec la France. — Que recevait l'Autriche en échange de la Vénétie ? Nous ne le voyons pas. Et quel état d'âme étrange que celui de ces diplomates qui abandonnent d'avance une province que les envahisseurs ne seront jamais en état de leur arracher ! — Rien ne donne mieux l'idée du pessimisme qui régnait à la cour de Vienne, de l'espèce de résignation mélancolique avec laquelle on se précipitait dans une guerre que l'on semblait provoquer et dont on n'attendait que les pires désastres. C'était une politique de débâcle qui devait fatalement aboutir à une catastrophe, et la convention du 12 juin, par l'espèce de fausse sécurité qu'elle créa, aggrava encore les périls de la situation. Elle ne fut d'ailleurs guère moins funeste à Napoléon. Convaincu par les promesses de Goltz et de Bismarck que la Prusse suivrait docilement ses indications et rassuré désormais par l'abnégation de l'Autriche, il se complut dans l'illusion d'une sorte d'arbitrage latent et il attendit sans émoi l'heure de prononcer sa sentence souveraine.

Le 1er juin, le délégué autrichien avait averti la Diète de Francfort qu'en présence de l'attitude de la Prusse, François-Joseph était disposé à remettre à l'Assemblée fédérale le soin de régler définitivement la question des duchés ; le général de Gablenz allait convoquer les États du Holstein afin de connaître les désirs des habitants. Bismarck répondit par une circulaire foudroyante : — « Il n'y a plus aucun doute, les ministres impériaux désirent la guerre à tout prix, en partie pour obtenir des succès sur le champ de bataille, en partie

pour se dégager de leurs difficultés intérieures, et même dans l'intention avouée d'améliorer les finances, de la monarchie, soit par des contributions imposées à la Prusse, soit par une banqueroute honorable » (4 juin). — Puisque l'Autriche rejetait avec cette désinvolture les conditions stipulées d'un accord commun à Gastein, la Prusse rentrait en possession des droits que le traité de Vienne lui avait conférés sur l'ensemble des duchés. Manteuffel pénétra immédiatement dans le Holstein (7 juin) que Gablenz évacua sans résistance. Bismarck, qui avait hâte d'en finir avec ces interminables préliminaires, aurait voulu au moins une escarmouche, et les lenteurs de Manteuffel, qui faisait la diplomatie en soldat et la guerre en diplomate, l'irritaient fort. Quand il n'eut plus rien à attendre de ce côté, il essaya de pousser en avant La Marmora, lui demanda de franchir la frontière, de manière à placer le roi, toujours hésitant, en face d'un fait accompli. — La Marmora refusa de prendre l'initiative des hostilités.

Bismarck apporte alors à la Diète de Francfort un projet de réforme fédérale qui exclut l'Autriche de l'Allemagne et établit à côté de l'assemblée des souverains un Parlement élu au suffrage universel (10 juin). —L'Autriche répond en accusant la Prusse de menacer la sécurité générale et, pour défendre contre elle la Confédération dont ses projets mettent en question l'existence, elle demande à la Diète de mobiliser l'armée fédérale (11 juin). Ses propositions, légèrement modifiées par la Bavière, sont votées à une faible majorité (14 juin). M. de Savigny, le délégué prussien, déclare aussitôt que ce vote entraîne la dissolution de la Confédération; mais l'existence de la nation allemande ne dépend pas de quelques formes variables et il s'agit maintenant de trouver pour elle une expression nouvelle plus conforme à la réalité et aux besoins des peuples.

Dans ses conversations familières, Bismarck revendiquait fièrement la responsabilité d'une rupture qui ne lui avait pas été imposée, qu'il avait voulue et poursuivie lentement, à laquelle il avait contraint et ses ennemis et son maître. Il s'agissait de vaincre ou de périr.—« Je joue ma tête, je le sais, disait-il à Vilbort; j'irai jusqu'au bout, dussé-je la porter sur l'échafaud. Ni la Prusse ni l'Allemagne ne pouvaient demeurer ce qu'elles étaient, et pour qu'elles deviennent ce qu'elles doivent être, il n'y avait pas d'autres moyens. » — « Peut-être, disait-il encore à lord Loftus, l'ambassadeur d'Angleterre, la Prusse succombera-t-elle; dans tous les cas, ce sera un vaillant et honorable combat. On ne meurt qu'une fois et mieux vaut mourir que d'être battu. » — La campagne diplomatique de 1864 avait été le chef-d'œuvre de son esprit; celle de 1866 est celle où apparaissent le

plus complètement les traits héroïques de sa nature, son intrépidité et cet amour du risque qui est la condition des succès décisifs et la marque des âmes bien trempées.

La déclaration de neutralité de Napoléon (11 juin) était assez amphigourique : — il eût désiré pour les États secondaires une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important; pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le Nord; pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. Il se défendait de « toute idée d'agrandissement territorial, tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu »; il ne pourrait « songer à l'extension de nos frontières que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance et si les provinces limitrophes demandaient par des vœux librement exprimés leur annexion à la France ». — Bismarck était assez satisfait : dans quelles provinces les habitants solliciteraient-ils l'honneur de devenir les sujets de Napoléon ? — Peut-être dans le Luxembourg. Maigre butin qu'on ne contesterait pas. — L'Empereur seulement résisterait-il toujours à la pression de ses ministres, à la poussée de l'opinion, aux exigences du Parlement, qui, en face du péril public, tirait sur sa chaîne?

Le ministre en concluait qu'il fallait pousser l'attaque à fond et porter à l'ennemi des coups rapides et mortels. Il était en relations avec les chefs de l'émigration magyare et il chargeait le général Klapka d'organiser une légion hongroise; il invitait l'Italie à frapper au cœur. Il avait lui-même sommé ses voisins de désarmer dans les vingt-quatre heures, et, sur leur refus, les Prussiens avaient envahi le Hanovre et la Hesse (16 juin). La rapidité de ces décisions lui ramenait l'opinion, non seulement en Prusse, où, depuis quelque temps déjà, la faveur populaire s'éloignait de la Gauche, mais dans l'Allemagne de l'Ouest et du Nord où les sentiments particularistes s'effaçaient devant la défiance qu'inspirait Napoléon. « Nous nous faisons maintenant la guerre, disait Guillaume au représentant d'une des petites cours alliées à l'Autriche; nons nous réconcilierons plus tard en faisant une autre guerre en commun. » — C'était l'impression qui se dégageait peu à peu : l'Allemagne réglait ses affaires, comme il lui convenait, sans que ses dissentiments et ses arrangements regardassent personne; tant pis pour l'intrus qui s'immiscerait dans des querelles qui ne le concernaient pas.

*
* *

Il était dès lors certain qu'en général les États de la Confédération

qui avaient pris parti pour l'Autriche n'apporteraient à la guerre qu'une conviction nonchalante et un acharnement modéré. Bismarck avait même espéré longtemps l'appui ou au moins la neutralité de l'Allemagne méridionale. A Bade, le Grand-Duc, qui avait tout fait pour éviter de rompre avec la Prusse, donna l'ordre à ses généraux de se réserver et de traîner les opérations en longueur. Pfordten, à Munich, était très tenté par les offres de Bismarck qui proposait à la Bavière le commandement des troupes de l'Allemagne du Sud. Il finit pourtant par se prononcer pour Vienne et la plupart des princes de quelque importance l'imitèrent.

Il était trop visible que la victoire de la Prusse et l'exclusion de l'Autriche aboutiraient dans un délai plus ou moins rapproché à leur médiatisation et il était naturel qu'ils essayassent un dernier effort pour sauver leur indépendance. Mais depuis tant d'années déjà ils voyaient venir la catastrophe qu'ils n'en ressentaient plus la même horreur. Sauf les démocrates, qui n'avaient d'influence réelle qu'en Souabe, et les catholiques, puissants en Bavière, mais dont l'organisation était encore loin d'être terminée, la masse de la population était indifférente; les classes les plus riches, les plus éclairées et les plus influentes, étaient nettement favorables à la Prusse ; à Hanovre, à Dresde, les Diètes s'étaient prononcées contre la guerre ; cette tiédeur réagissait sur le moral des régiments où les réservistes étaient nombreux. A l'exception de la Saxe, les armées de ces petits États qui ne vivaient que par la protection de l'Europe, étaient fort médiocres : Les bataillons qui devaient former les divisions fédérales, n'avaient ni les mêmes règlements ni les mêmes modèles de fusils ; les chefs se jalousaient et se surveillaient ; les vices qui avaient paralysé la Confédération pendant la paix, continuaient à agir pendant la guerre. Personne ne songeait à l'intérêt général. C'est ainsi que Pfordten, qui n'aimait pas l'Autriche à côté de laquelle il combattait, refusa d'envoyer en Bohême le général von der Tann qui, d'après le plan primitif, devait rallier l'armée de Benedek. La présence de ses forces sur l'Elbe supérieur eût peut-être modifié le résultat de la campagne; isolées, elles se renfermèrent dans une défensive timide et n'exercèrent aucune action sur la marche des événements.

Le gouvernement autrichien faisait remarquer à la cour de Munich que son attitude ressemblait fort à la neutralité, et il traduisait assez exactement ainsi l'état moral de l'Allemagne. Balancée entre les répugnances de ses souverains et les aspirations des meilleurs de ses enfants, retenue par ses traditions et sollicitée par ses instincts, elle renonçait en quelque sorte à faire un choix et attendait, pour la

ratifier, la décision de la fortune. — Abdication première par laquelle s'expliquent celles qui suivirent, si nombreuses. En 1848, l'initiative était partie des libéraux de l'Ouest et du Sud, et peu s'en était fallu qu'ils n'entraînassent à leur suite le pays entier; victorieux, ils auraient justement réclamé une influence prépondérante, et, si Frédéric-Guillaume IV eût accepté la couronne de leurs mains, quelques promesses qu'il eût obtenues, il n'en fût pas moins demeuré le complice, par conséquent le serviteur de la démocratie. « Crois-tu que cet aigle t'ait été donné sans condition et gratuitement ? » disait Bismark, par allusion à une scène célèbre du Freischütz, en mettant en garde le roi contre un marché qui menaçait à la fois la puissance de la royauté et l'autonomie de la Prusse. Maintenant il n'avait plus rien de pareil à craindre. L'Allemagne ne prétendait plus déterminer elle-même ses propres destinées, et elle assistait résignée et passive aux combats où se débattait son avenir. A quel titre aurait-elle ensuite imposé ses conditions ?

Depuis plusieurs années les politiques prussiens songeaient à la guerre et ils avaient tendu dans ce but tous les ressorts de l'État; l'événement les trouva prêts, et la machine avait été si minutieusement montée qu'à l'user les frottements furent négligeables et qu'elle donna son plein rendement. Un des maîtres de la littérature allemande contemporaine, Fontane, aime à se servir pour caractériser ses héros de l'épithète : schneidig. Il entend par là : l'allure nette et presque tranchante, l'horreur des demi-mesures, le courage intrépide jusqu'à la bravade. Aucun adjectif ne me paraît résumer plus complètement les qualités éminentes des chefs de l'armée prussienne en 1866 et en 1870 : ils surent toujours ce qu'ils voulaient et ils marchèrent droit au but, sans regarder ni de côté ni en arrière. On a toujours avec eux l'impression qu'ils jouent leur va-tout; la victoire est femme, elle ne se refuse pas à ceux qui la violentent.

Au milieu de ces audacieux, Moltke fut le plus hardi. Son plan de campagne n'était guère conforme aux doctrines que l'on a extraites de l'histoire napoléonienne, et il est certain qu'en faisant déboucher en Bohême, fort loin l'une de l'autre, deux masses qui furent pendant plusieurs jours exposées à l'assaut successif d'un ennemi supérieur en nombre et maître des positions intérieures, il atteignit les limites extrêmes de la prudence et peut-être même les dépassa. — Lanfrey a ainsi démontré que Napoléon violait pitoyablement les lois de la stratégie et que sa victoire de Marengo était contraire aux principes de l'art. — Les tacticiens en chambre, qui décernent l'éloge et le blâme, semblent ne s'être jamais demandé si une part essentielle du génie mili-

taire ne consiste pas dans le pressentiment obscur des résolutions que dicteront aux adversaires leurs habitudes d'esprits, le tempérament de leur peuple et le caractère de leurs soldats. Ce que nous appelons témérité, n'est donc chez eux que prescience et flair supérieur; ils devinent le point jusqu'où ils peuvent oser, et l'événement les justifie. Il est vain ensuite et puéril de s'inscrire en faux contre le succès.

En dernière analyse, tout ici-bas aboutit à un acte de foi. Moltke eut foi dans l'organisation de son armée, dans la supériorité de son fusil, dans la solidité de ses hommes, dans l'instruction de ses officiers d'état-major, dans l'audace de ses chefs de corps; il eut foi dans l'avenir de son pays. En présence de l'Autriche, tatillonne, ankylosée et haletante, — comme, hélas! aussi, en présence de la France, anarchique et frivole, — il représente la pleine maîtrise de soi-même et la volonté de vaincre à tout prix.

Il n'hésite pas à dégarnir complètement les provinces occidentales, afin de rassembler sur le point décisif des forces suffisantes. Il néglige de même, au début, les Allemands du Sud, qui peuvent mettre en ligne une centaine de mille hommes, mais qui ne seront pas en mesure d'entrer en campagne avant deux ou trois semaines. Il n'envoie même que des troupes de qualité médiocre et en nombre assez inférieur contre le Hanovre et Cassel : il compte sur la hardiesse de ses généraux pour compenser l'infériorité de leurs ressources. Le 15 juin, l'Électeur et le roi Georges V ont refusé de rien abandonner de leurs droits souverains et d'accepter les conditions de la Prusse; le 19, Cassel est occupé et l'Électeur est envoyé prisonnier de guerre à Minden. Le 17, Gœben entre à Hanovre.

L'important était de prévenir la jonction des Bavarois et des Hanovriens : les 18.000 soldats du roi Georges, médiocrement équipés et insuffisamment encadrés, renfermaient des éléments excellents et auraient apporté un précieux renfort aux commandants des forces de la Haute Allemagne, le prince Charles de Bavière et von der Tann. Le plan de Moltke fut un moment compromis par les fautes de Vogel de Falckenstein. Vogel, dont la bravoure et l'audace allaient jusqu'à la témérité, corrigeait ses imprudences par l'entêtement de ses résolutions; mais son talent manquait d'envergure et de souplesse, et, très jaloux de son autorité, assez infatué de son mérite, il ne mit pas beaucoup d'empressement à tenir compte des instructions qui lui arrivaient de Berlin. Avec un peu de décision et de rapidité, Georges V aurait brisé le cordon de troupes qui lui barrait le passage. Il s'engagea dans des négociations stériles qui retardè-

rent sa marche. Le 27 juin, son général, Arentschild, rencontra, à quelque distance de Langensalza, le général Flies, qui n'avait avec lui que 9.000 hommes, de qualité secondaire, et lui infligea des pertes sensibles. A la suite de ce succès, si Georges se fût emparé de Gotha, il eût été libre de se replier vers le Sud par la forêt de Thuringe; il crut impossible d'exiger de son armée un nouvel effort. Pendant la nuit, Beyer et Manteuffel accoururent, et l'armée hanovrienne capitula (28 juin). En dehors de la Hesse Électorale et du Hanovre, les princes de l'Allemagne du Nord avaient adhéré à l'alliance que leur avait proposée Guillaume. Moins de quinze jours après l'ouverture des opérations, les plaines septentrionales étaient complètement pacifiées.

Bien que l'Autriche eût été obligée par l'hostilité de l'Italie de diviser ses forces et que la défense de la Vénétie immobilisât 80.000 hommes de ses meilleures troupes, sa situation, au début, ne paraissait pas mauvaise. La Bohême, avec la Saxe qui lui sert en quelque sorte de bastion, forme au centre de l'Allemagne une forteresse qui s'avance comme un coin vers les plaines de l'Elbe moyenne. L'état-major prussien, qui croyait beaucoup trop à l'ardeur belliqueuse de la cour de Vienne, avait longtemps redouté un raid qui amènerait l'ennemi jusqu'aux portes de la capitale. Les Autrichiens, bien loin de nourrir de si audacieux desseins, ne songèrent même pas à défendre la Saxe. Herwarth de Bittenfeld occupa Dresde sans coup férir (18 juin), et l'armée de l'Elbe donna la main à la première armée, que commandait Frédéric-Charles et qui, concentrée vers Gœrlitz, menaçait la Bohême. Les Saxons, sous les ordres du prince royal Albert, se replièrent au sud des montagnes et prirent contact avec Clam-Gallas qui commandait un corps autrichien. Quoiqu'Albert eût réussi à accomplir heureusement sa retraite, ces premiers mouvements marquaient un succès stratégique appréciable pour les Prussiens; ils avaient emporté sans effort les approches de la citadelle naturelle que constitue la Bohême et ils se préparaient à donner l'assaut au corps même de la place, qui était encore presque complètement dégarni.

Pendant que les Prussiens prévoyaient une pointe sur Berlin, les Autrichiens, de leur côté, s'attendaient à les voir déboucher par la dépression que l'on désigne sous le nom de Porte-Morave et qui met en communication l'Oder supérieur et la Morava; c'est la route la plus directe sur Vienne, et elle est assez mal couverte par la forteresse d'Olmutz. Pour arrêter cette invasion, les Autrichiens avaient concentré leurs forces en Moravie, et les Prussiens en avaient conclu

qu'ils méditaient une descente en Silésie. Moltke, depuis plusieurs semaines, insistait sur la nécessité d'ouvrir les hostilités, afin de ne pas perdre l'avantage de la mobilisation plus rapide; les refus du roi l'avaient longtemps condamné à la défensive, et, pour protéger la Silésie, il avait peu à peu renforcé la deuxième armée que commandait le prince royal Frédéric-Guillaume et qui avait fini par compter près de 130.000 hommes. Les Prussiens étaient ainsi divisés, au moment où ils allaient prononcer leur offensive, en deux masses, trop éloignées pour se prêter, pendant quelque temps, un appui utile. Le mal n'était pas très grave, parce que chacune des deux armées était assez forte pour opposer à une attaque de l'ennemi une résistance sérieuse, et Moltke comptait « les concentrer en avant ».

L'erreur initiale des Autrichiens sur le plan de campagne de l'ennemi eut au contraire pour eux des conséquences irréparables. Ils s'étaient attardés dans une position excentrique et il leur eût fallu beaucoup de rapidité et de décision pour modifier assez tôt leurs desseins et occuper à temps, en Bohême, les positions intérieures qui leur auraient permis de manœuvrer entre les deux armées d'invasion et de les battre isolément. Au lieu de cela, ils ne se mirent en route que quand ils eurent terminé leur concentration. Les 180.000 hommes que Benedek avaient réunis autour d'Olmutz et que suivait une masse énorme de voitures et de provisions, s'ébranlèrent seulement le 18 juin dans la direction de Josephstadt, où ils devaient prendre position et rallier les 60.000 combattants d'Albert de Saxe et de Clam-Gallas.

La Bohême est protégée au Nord par les monts Métalliques, les monts de Lusace et les monts des Géants. Ces divers massifs, en retrait l'un sur l'autre, laissent de nombreux passages qui ont été souvent utilisés par les Prussiens pendant le XVIIIe siècle. Les armées d'Herwarth de Bittenfeld et de Frédéric-Charles qui, de Saxe et de Lusace, s'avançaient vers Münchengrætz et Reichenberg, ne rencontraient sur leur route aucune difficulté grave. Au contraire, les monts des Géants, dont les pics les plus élevés dépassent 1.500 mètres, couvrent une région accidentée et sauvage, où le Prince royal ne s'engageait qu'avec une légitime inquiétude. Le gouvernement autrichien avait repoussé avec dédain les offres patriotiques des habitants du pays et de la jeunesse de Prague, qui demandaient à former des légions de volontaires et à défendre les défilés : il craignait de contracter envers les Tchèques une nouvelle dette de reconnaissance; surtout, la moindre initiative populaire prenait à ses

yeux des apparences d'insurrection; la guerre était affaire de gouvernement, et les sujets n'avaient qu'à exécuter docilement les ordres qu'ils recevaient des autorités compétentes. Celles-ci ne firent rien d'ailleurs pour arrêter ou ralentir la marche de l'armée de Silésie.

L'envahisseur, en débouchant des montagnes, rencontre l'Iser et, s'il en force le passage, l'Elbe, qui descend des monts des Géants et décrit un vaste demi-cercle vers le Sud et l'Ouest avant que la Vltava (Moldau) l'emporte vers l'Allemagne. Joseph II avait fondé, sur la rive gauche du fleuve, la forteresse de Josephstadt, qui forme comme le réduit du bastion bohême. C'est là que Krismanitj, le chef d'état-major de Benedek, résolut de rassembler ses régiments et de livrer à l'ennemi une bataille décisive. Pourquoi laisser les envahisseurs occuper un tiers du pays et leur abandonner sans coup férir des positions admirables! — Krismanitj avait cru se conformer ainsi aux enseignements que les théoriciens militaires avaient tirés des guerres du XVIIIe siècle; il était secrètement sollicité, dans cette tactique d'ajournement et de retraite, par une certaine faiblesse de cœur qui était universelle dans le camp autrichien et que ne justifiait pas complètement la supériorité de l'adversaire.

Les Autrichiens opposaient aux Prussiens des forces presque égales (250.000 hommes en face de 280.000); mais, tandis que les Prussiens disposaient encore de réserves considérables, ils avaient mis en ligne, pour cette première rencontre, toutes les troupes sérieuses de la monarchie; comme les généraux danois en 1864, Benedek et Krismanitj étaient paralysés par la pensée qu'ils ne pourraient pas en appeler d'une première défaite.

Au milieu du chaos de nationalités ennemies qui composent l'État habsbourgeois, l'armée seule représente l'unité de la monarchie; elle avait sauvé l'Empire en 1848, et, depuis lors, les divers ministères qui s'étaient succédé, quelque opposés que fussent leurs systèmes, s'étaient appliqués à la tenir en haleine : malgré le désarroi des finances, le budget de la guerre était très convenablement doté; les officiers tenaient le haut du pavé, l'Empereur ne se montrait jamais qu'en uniforme. Ces soins n'avaient pas été inutiles. La guerre de 1859 avait été honorable : les soldats avaient fait, en général, bonne contenance et il s'en était fallu de bien peu qu'ils ne forçassent la victoire. Après la paix, l'état-major et le ministère, très loyalement, avaient passé leur examen de conscience; ils s'étaient efforcés de corriger les défauts que les événements avaient signalés et de profiter des enseignements qui semblaient se dégager de la campagne : ils y avaient mis même quelque excès, et la docilité avec

laquelle ils avaient introduit la tactique française ne fut pas une des moindres causes de leurs échecs.

Tant de bonne volonté et d'application avait produit des résultats appréciables. L'artillerie autrichienne était excellente, avec un matériel très supérieur à celui de l'artillerie prussienne, dont un tiers se composait de pièces lisses, de portée et de justesse faibles, et qui ne furent à peu près d'aucune utilité. De plus, les Prussiens regardaient alors comme une sorte d'infamie la perte d'un canon, et leurs artilleurs ne songeaient qu'à ne pas compromettre leurs batteries; enfin, comme l'artillerie était reléguée en queue des colonnes, elle se trouvait à 10 ou 20 kilomètres en arrière, entrait trop tard en ligne et n'exerçait qu'une médiocre influence sur le sort du combat. L'artillerie autrichienne, au contraire, fière de sa supériorité, fit preuve d'une hardiesse et d'un esprit de sacrifice admirables et il parut un moment qu'elle compenserait à elle seule toutes les imperfections de l'armée.

Bien que Benedek n'ait pas su demander à sa cavalerie l'effort qu'il était permis d'en attendre et que ses ordres aient souvent paralysé la hardiesse d'Edelsheim qui, avec un autre chef, eût rendu des services éminents, les escadrons autrichiens, bien conduits et remarquablement montés, gardèrent, presque partout, la supériorité sur la cavalerie prussienne, dont le rôle fut médiocre et qui ne montra pas plus d'audace et d'activité dans le service d'éclaireurs que de décision dans la poursuite.

Malheureusement, les forces vives de l'armée autrichienne étaient minées par un certain nombre de vices constitutionnels qu'il était presque impossible de corriger parce qu'ils avaient leur origine dans la nature même de la monarchie. Les généraux n'ignoraient pas, par exemple, l'immense avantage qu'assuraient à la Prusse la simplicité et la rapidité de son système de mobilisation; mais pouvait-on introduire, — et c'était la condition de toute réforme sérieuse, — le recrutement régional, tel qu'il était pratiqué en Prusse? Allait-on former une armée tchèque, polonaise, magyare ou italienne, et ces régiments nationaux ne deviendraient-ils pas les instruments de tentatives insurrectionnelles? Tant que le gouvernement persistait dans un système de centralisation et de despotisme qui soulevait contre lui des haines universelles, il fallait bien dépayser les soldats et entretenir entre les races des rancunes qui empêchaient un soulèvement général. Seulement, on payait la paix intérieure par l'impuissance au dehors.

La mobilisation achevée, les inconvénients de ce régime de disper-

sion et de défiance ne disparaissaient pas. Les soldats étaient braves, rompus à la fatigue, très dociles. La plupart se battirent bien, les uns par dévouement dynastique, les autres parce qu'ils détestaient les Allemands. Ça et là cependant, des défaillances se produisirent : dès les premières rencontres, la proportion des Italiens dans le nombre des disparus est étrange; les Magyars aussi parurent parfois un peu hésitants; les officiers de certains régiments sont visiblement inquiets, ne sont pas sûrs de leurs hommes; cela suffit pour ralentir l'élan d'une attaque, pour laisser passer la minute où la victoire hésite.

Les régiments les plus solides et les mieux disposés montrent plus d'élan et d'impétuosité que d'intelligence : c'est que la moyenne d'instruction de l'armée autrichienne est beaucoup plus basse que celle de l'armée prussienne. D'abord, dans certaines provinces, la Galicie, certaines régions de la Hongrie, l'ignorance populaire est extrême; surtout le système de recrutement admet de très nombreuses exceptions et la bourgeoisie est en fait absente de l'armée : les officiers inférieurs et les sous-officiers sont exclusivement des soldats de carrière, braves et bien exercés, mais routiniers et ignorants, alors que le service universel et le volontariat d'un an mettent à la disposition des généraux prussiens un matériel très abondant de subordonnés intelligents, instruits, capables d'interpréter à l'occasion les ordres qu'ils reçoivent et de concourir par leur initiative à la bonne marche de l'ensemble.

Les armées que commanda Moltke sont probablement les meilleures qui aient jamais paru sur les champs de bataille; je ne vois guère à leur comparer que les armées françaises d'Allemagne de 1795 à 1802, lorsqu'elles n'avaient pas été atteintes par l'influence napoléonienne et que les cohortes de la liberté n'étaient pas encore devenues la garde prétorienne d'un despote. En 1866, la Prusse réunissait dans un savoureux amalgame des vertus et des facultés dont je n'oserais pas dire qu'elles sont contradictoires, mais qu'on ne rencontre pas souvent ensemble. Demeurée à demi-féodale, elle trouvait dans ses hobereaux une pépinière presque inépuisable d'officiers, rompus au métier, orgueilleux de leurs fonctions, et qui obtenaient facilement la soumission et le respect de leurs soldats, pliés dès l'enfance à la discipline et habitués à la domination de l'aristocratie. Ces recrues, dociles et maniables, n'étaient pas cependant ignorantes, et surtout, les régiments renfermaient une proportion appréciable d'étudiants qui apportaient dans les rangs la conviction patriotique et l'enthousiasme moral qu'ils avaient puisés dans l'enseignement des

Universités. L'armée était ainsi à la fois nationale et professionnelle, souple et ardente, ouverte aux méthodes scientifiques les plus modernes et imbue des convictions traditionnelles. Non seulement les luttes politiques des dernières années, superficielles et renfermées dans un cercle assez étroit, n'avaient laissé aucun souvenir, mais, dans le pays entier, le culte de la royauté ne comptait guère d'hérétiques et celui de la patrie n'avait pas un renégat. On eût vainement cherché la trace, dans ces régiments de Bohême, de ces tendances cosmopolites ou de cette sensiblerie humanitaire qui, en France, commençaient à se transmettre du monarque aux sujets et qui, de même qu'elles obscurcissaient la pensée de Napoléon, troublèrent en 1870 la conscience et énervèrent l'âme de plus d'un combattant. En Prusse, les soldats pas plus que les officiers ne raffinaient sur leur devoir, ils marchaient simplement au combat, au nom de Dieu, pour le roi et pour la patrie, et, quand ils tombaient, la pensée ne leur venait pas de se demander si leur sacrifice était raisonnable et fécond.

Cet état d'âme, qui suppose d'habitude d'assez graves imperfections morales, la dureté, le chauvinisme impérieux, le mépris du faible et du vaincu, l'hypocrisie aussi, engendre d'autre part d'héroïques vertus, l'esprit de solidarité, l'oubli des préoccupations égoïstes, la confiance et la joie. Moltke s'était appliqué à développer ces dons d'initiative et d'audace. Il laissait aux chefs d'armées une très large indépendance, leur indiquait seulement des directions, les grandes lignes, le but à poursuivre. Le même système était plus ou moins appliqué à tous les rangs de l'armée. La discipline, rigide, non étroite, n'était pas un asservissement aveugle à un règlement mort, mais une collaboration vivante à une œuvre commune dont tous désiraient le succès avec la même passion.

Rien de semblable dans l'armée autrichienne. Les officiers prussiens se recrutaient presque exclusivement dans la noblesse, mais ils n'avançaient que s'ils donnaient des preuves d'application et de talent; à Vienne, l'éclat du nom et la faveur de la cour tenaient lieu de mérite, et les grades supérieurs étaient trop souvent occupés par des hommes qui n'étaient nullement préparés à leurs fonctions et en prenaient très à leur aise. Le gouvernement réservait ses préférences aux serviteurs les plus dociles; les chefs de corps, à leur tour, exigeaient avant tout de leurs subordonnés l'observation minutieuse des règlements; à la longue, les volontés s'étiolaient et les âmes se racornissaient; un vent de routine et d'ennui desséchait les cœurs, les ordres s'exécutaient à la lettre, lentement, sans que personne

s'avisât jamais de suppléer à l'oubli d'un supérieur ou de compléter ses indications. La discipline était à la fois molle et accablante, méticuleuse et relâchée.

Il serait d'ailleurs injuste d'attribuer exclusivement la responsabilité des imperfections de l'armée autrichienne à François-Joseph ou à ses conseillers militaires; il faut aussi faire une large part aux habitudes de nonchalance et de laisser-aller générales en Autriche, et qui sont comme une tare du tempérament méridional, moins capable d'effort soutenu que d'élan, qui procède par à-coups et qui, jusqu'à présent, n'a pas réussi à se plier aux exigences de la vie moderne, avec son esprit de ponctualité, de rigueur et de méthode. Il convient enfin d'y voir la trace des longues influences catholiques et jésuites. Le Catholicisme impose au fidèle l'abdication de sa volonté, et les Jésuites exigent de leurs élèves qu'ils s'en remettent sans réserve à leur direction. Une fois cet acte de renoncement obtenu, ils se prêtent à plus d'un accommodement et ils pardonnent bien des faiblesses : les âmes s'endorment dans une dévotion aisée et, rassurées par le sacrifice suprême qu'elles ont consenti, suivent la nature. Les officiers autrichiens donnent trop souvent, — à l'armée comme dans la vie, — l'impression qu'ils ne sont pas là pour leur propre compte; ils ont pris, une fois pour toutes, leurs sûretés et ils se désintéressent du résultat. Dans le conflit décisif où se joue alors l'avenir de l'Allemagne, ce n'est pas seulement Moltke qui est victorieux de Benedek, c'est Luther et Kant qui l'emportent définitivement sur Canisius et Lamormain.

Rien n'illustre mieux ces différences profondes des âmes que la nature des sentiments des généraux des deux armées pour leurs souverains respectifs. Roon et Moltke, moins irrévérencieux que Bismarck, ont pour le roi un dévouement plus attendri. Leur affection, cependant, malgré le relent féodal qu'elle conserve, va surtout à l'État qu'incarne le souverain; elle garde ainsi comme un caractère impersonnel et, par là même, plus indépendant; elle n'implique pas le renoncement des convictions propres : Moltke, Roon, Bismarck surtout, sont, en face du monarque, des conseillers libres, incapables de lui sacrifier les intérêts du pays. — Le dévouement de Benedek pour François-Joseph ressemble à la dévotion d'un moine pour son Dieu. Par obéissance, il avait accepté un commandement qui écrasait ses forces. Il le savait, il l'avait dit et répété. Le chef naturel de l'armée de Bohême était l'archiduc Albert, le plus remarquable général de la dernière moitié du XIXe siècle, stratégiste autrement personnel et inventif que Moltke. Pour des raisons que nous

connaissons mal, on l'envoya en Vénétie, ce qui était faire trop d'honneur à la médiocre armée de La Marmora et de Cialdini. Benedek ne connaissait pas la Bohême, il n'avait aucune confiance dans ses subordonnés dont la noblesse dédaignait sa modeste origine, il ne se faisait aucune illusion sur ses talents stratégiques : il se sacrifia aux supplications d'Albert et aux prières de François-Joseph. C'était une âme candide, d'une simplicité enfantine, d'une modestie touchante; après la défaite, il n'accuse personne, dévore avec un héroïsme sublime les humiliations dont on l'accable; la lecture de ses lettres est édifiante : ce qu'on y cherche en vain, c'est la passion de la victoire, c'est la fièvre et l'enthousiasme. Les saints honorent les défaites, mais ce sont les héros qui les empêchent.

Divisionnaire excellent, très brave au feu, avec une grande action personnelle sur les hommes, son instruction était peu étendue et il avait pour les *savants* quelque dédain et un respect touchant. Il remit son sort entre leurs mains, n'intervint ni dans la préparation du plan de campagne ni dans la direction des mouvements; il se réservait pour le jour du combat. Son chef d'état-major, Krismanitj, était un hâbleur, dont l'assurance imposait à ses camarades : « Je vous ai toujours battu aux échecs, disait-il à un de ses compagnons qui lui exprimait ses doutes; je serai de même victorieux sur ce terrain. » Grand liseur, sans critique et prisonnier de son érudition, il ne voyait dans la guerre qu'une suite de combinaisons et de manœuvres qui ont en elles-mêmes leur valeur suffisante et, faisant table rase des exemples de Napoléon et même de Frédéric II, il avouait pour maîtres les généraux du XVIIIe siècle, Lascy en particulier. Quand, pendant la guerre de la succession de Bavière, le roi de Prusse avait envahi la Bohême, il avait suffi aux Autrichiens de s'établir dans une position bien choisie sur l'Elbe, et bientôt l'ennemi, inquiet et décontenancé, avait été forcé de battre en retraite. Pourquoi ne pas reprendre un plan ainsi prouvé? Krismanitj oubliait qu'en 1778, Frédéric, vieilli, ne voulait que donner un avertissement à Joseph II, tandis qu'il s'agissait maintenant d'une guerre au couteau.

Le 22 juin, Moltke lançait l'ordre célèbre qui prescrivait aux armées prussiennes de pénétrer en Bohême et de chercher à se joindre dans la direction d'Iitchin. Il n'ignorait pas que le Prince royal, à l'Est, était exposé à de sérieux dangers : encouragé par la lenteur de Benedek, il s'était décidé à une témérité dans laquelle il voyait un expédient raisonnable pour sortir d'une situation difficile qu'il n'avait pas créée. Afin d'abréger la crise, il recommanda au

chef de la première armée, le prince Frédéric-Charles, de s'avancer aussi rapidement que possible, dès qu'il aurait pris contact avec Herwarth, « de manière à dégager le Prince royal qui, avec l'armée la plus faible, avait à remplir la tâche la plus difficile ». Ses instructions furent mollement exécutées.

Le prince Frédéric-Charles (1828-1885) était le fils du prince Charles, le troisième fils de Frédéric-Guillaume III; sa jeunesse avait été sans joie, son éducation dure et sèche avait aigri une âme naturellement hautaine et violente; il apportait dans ses distractions plus d'emportement que de goût, et sa verve insolente et cynique ne reculait ni devant les anecdotes colorées ni devant les orgies tapageuses. Mieux doué que son cousin, le prince Frédéric-Guillaume, sans être cependant un général de premier ordre, il aimait la guerre, et il avait quelques-unes des qualités qui commandent la confiance, la rapidité de la décision, la constance de la volonté et la justesse du coup d'œil. Ses facultés ne se développèrent qu'assez lentement et il n'a donné vraiment sa mesure que dans la campagne de France. Son commandement en 1864 ne lui avait apporté aucune gloire particulière et, en 1866, il parut d'abord accablé par la responsabilité qui pesait sur lui. Son chef d'état-major, le général de Voigts-Rheetz, timide et réservé, ne se livrait pas aisément et paraissait prendre à tâche de dissimuler ses remarquables dons naturels; à côté de lui, Stulpnagel, que rattachait au prince une ancienne collaboration, attirait à lui les affaires au point d'en être écrasé. Sous leur direction incertaine, la première armée n'avança que lentement et leurs retards laissèrent à leurs adversaires un répit qui eût pu rendre la campagne beaucoup plus sanglante et moins décisive.

Avec 140.000 hommes, ils poussèrent devant eux Clam-Gallas et le prince Albert, qui couvraient l'Iser avec 60.000 Austro-Saxons. Les avant-postes autrichiens furent refoulés à Hühnerwasser et à Liebenau, et les ponts de Turnau et de Podol furent enlevés (26 juin). Benedek, dont les forces s'étaient enfin concentrées près de Josephstadt, avait pris d'abord la résolution de se jeter sur Frédéric-Charles avant que le Prince royal débouchât des montagnes. Seulement, il s'arrêta pour avoir des renseignements sur ce qui se passait vers sa droite; Albert de Saxe, laissé à ses seules ressources, essaya en vain de reprendre Podol, et les Prussiens demeurèrent maîtres des passages de l'Iser supérieur.

Ces premiers combats avaient démontré d'une manière éclatante la supériorité du fusil Dreyse; les Prussiens tiraient quatre ou cinq coups par minute, pendant que les Autrichiens en tiraient un, et,

dans presque toutes les rencontres, les pertes furent proportionnées à la rapidité du tir. Les troupes les plus braves sont vite démoralisées quand elles n'ont plus confiance dans leur arme.

D'autant plus que la tactique des Autrichiens accrut leurs pertes dans d'énormes proportions. Les Prussiens avaient compris que le progrès des armes à feu rendait très coûteuses et incertaines les attaques directes; ils avaient enseigné à leurs hommes à se défiler en profitant des accidents de terrain, se blottissaient dans les bois, se dissimulaient derrière les buissons, puis surgissaient brusquement sur les flancs et les derrières de l'ennemi. Les Autrichiens s'étaient persuadés au contraire qu'en 1859 ils avaient été vaincus par la furie française et ils en avaient conclu que les charges par masses sont irrésistibles. Quand ils croyaient l'ennemi ébranlé par le feu de l'artillerie, ils couraient à l'assaut en colonnes serrées; accueillis par le feu meurtrier de tirailleurs invisibles, ils arrivaient au pied des positions absolument épuisés et incapables d'un suprême effort; il ne restait plus à leurs chefs qu'à les ramener en arrière sous une grêle de balles. Cette tactique offensive qui offrait un si étrange contraste avec la timidité de l'action stratégique, usa très rapidement les forces des soldats et elle explique le désarroi dans lequel tombèrent la plupart des divisions après les premières rencontres. A Reichshoffen, des erreurs analogues aboutirent à un résultat semblable.

Malgré ces causes d'infériorité et les premiers échecs de ses divisionnaires, Benedek, du 27 au 29 juin, conservait encore quelques bonnes chances, et, s'il se fût jeté avec toutes ses forces sur le Prince royal, il lui eût infligé sans doute des pertes assez graves pour retarder sensiblement sa marche. Il ne sut pas profiter de cette dernière avance de la fortune et, dès lors, le destin de la campagne fut décidé.

Le prince royal Frédéric-Guillaume (1831-1888), qui commandait la deuxième armée, était alors dans la pleine force de la jeunesse. On savait qu'il n'approuvait pas la politique de Bismarck, et il avait accentué un peu plus que ne l'exigeait la tradition, l'attitude d'opposition qu'affectent volontiers les héritiers présomptifs. Sa mère, Augusta, sa femme surtout, la fille préférée du prince Albert et de Victoria, pour laquelle il avait une affection passionnée et un peu soumise, lui avaient inspiré le goût, sinon l'intelligence des idées modernes. Très ambitieux, il regrettait les procédés brutaux du ministre de son père et il eût préféré soumettre l'Allemagne par la persuasion. Il appartenait encore à la génération romantique et il faisait vaguement songer à son oncle, Frédéric-Guillaume IV, par ses aspi-

rations et par ses attitudes, par une certaine absence de précision dans ses désirs comme par un goût assez marqué pour les affirmations contradictoires. Seulement, il avait été mieux élevé et surtout il était plus solidement entouré.

Il était beaucoup moins populaire dans l'armée que Frédéric-Charles. On savait qu'il s'était opposé à la guerre et, bien qu'il eût, suivant la tradition de sa maison, passé par tous les grades et qu'il se fût acquitté toujours avec une extrême application de son métier militaire, les officiers lui reprochaient la variété de ses curiosités et l'indépendance de ses instincts. Il gagna vite les sympathies par sa magnifique prestance, l'aisance de ses manières, la simplicité de ses habitudes et la bienveillance de son accueil ; enveloppé de façon un peu théâtrale dans son manteau de général, — il ne s'est jamais guéri de quelque tendance au cabotinage, — le brûle-gueule à la bouche, il savait parler au soldat, l'encourager, le consoler. Dire qu'il était brave ne serait que donner une idée fort insuffisante de son courage : en réalité, il ne paraissait pas avoir le sentiment du danger, et son calme moral, l'empire sur lui-même qu'il conservait dans les crises les plus graves, étaient admirables. Dans la vie courante, il ne se décidait pas aisément, se plaisait à collationner les avis; mais il avait compris qu'en campagne, ce qui importe avant tout, c'est la résolution, la constance et la volonté, et il réussissait à dompter son indécision naturelle. Il rachetait par ses qualités morales ce qui lui manquait peut-être du côté de l'esprit. Ses talents stratégiques étaient modestes; il ne se le dissimulait pas et il suivait docilement l'inspiration de ses officiers, Stosch et surtout de Blumenthal, son chef d'état-major, un des chefs les plus remarquables qu'ait produits la Prusse, un de ceux qui ont le plus contribué à fonder sa puissance. L'accord entre le prince et son entourage était absolu; on le savait loyal, reconnaissant, toujours empressé à signaler les mérites de ses lieutenants, et cette confiance réciproque assurait l'unité des opérations.

Arrivé à la frontière le 26, le Prince royal dirigea immédiatement ses colonnes vers le pays coupé de défilés et de ravins qui s'ouvre entre les monts des Géants et ceux du pays de Glatz, par les trois routes de Trautenau, d'Eipel et de Skalitse. Les officiers étaient préoccupés; sur ces sentiers escarpés, les soldats s'avançaient péniblement ; il avait fallu emporter plusieurs jours de vivres, la chaleur était accablante. Par une étrange inadvertance ou un calcul plus extravagant encore, les Autrichiens, au lieu de défendre le débouché des passages, laissèrent partout enlever les positions qui commandent

l'issue des vallées, pour essayer ensuite de les reprendre. Le 27 juin, à la gauche du Prince royal, Steinmetz, très dur et très énergique, repoussa toutes les tentatives de Ramming pour le déloger de Nachod et le renvoya fort malmené. Mais au centre, Bonin, arrêté par Gablentz à Trautenau, fut pris d'une terreur inexplicable et battit brusquement en retraite.

A ce moment (soir du 27), la situation des Prussiens, sans être sérieusement compromise, présentait quelque danger; la reculade de Bonin et les retards de Frédéric-Charles que les habiles manœuvres du prince de Saxe détournaient vers le Sud, laissaient en présence du gros de l'armée autrichienne le Prince royal qui n'avait à lui opposer que deux corps fatigués, encore en partie engagés dans la montagne et qui ne pouvaient entrer en ligne que lentement. Benedek, au lieu de se jeter avec ses forces rassemblées sur Steinmetz, ordonna à ses lieutenants de se tenir sur la défensive et de se borner à contenir la deuxième armée, tandis que lui-même marcherait à la rencontre de Frédéric-Charles sur l'Iser. Krismanitj n'avait pas voulu renoncer à son plan : seulement il était désormais trop tard, et les troupes autrichiennes, troublées par de perpétuels changements de direction et inquiètes de ces colonnes ennemies qu'elles sentaient s'avancer de tous les côtés, commencèrent à donner des signes de lassitude et de tristesse.

Le danger bénévolement créé par l'obstination et la sottise de Krismanitj fut encore accru par la « Schlamperei » autrichienne, c'est-à-dire la négligence, le désordre, le laisser-aller. Les ordres arrivaient tard, mal rédigés, incomplets; les divisionnaires ne connaissaient pas les plans du quartier général et chacun d'eux agissait à sa guise, suivant son tempérament et son caprice; les combats commençaient à l'aventure; les régiments qui ne se sentaient plus dirigés abandonnaient les positions qu'on leur avait confiées pour se lancer en avant, et étaient ensuite ramenés en désordre par un feu foudroyant. C'est ainsi que le 28, l'archiduc Léopold qui, malgré les ordres du généralissime, avait attaqué à fond à Skalitse, fut écrasé par Steinmetz pendant que Gablenz était battu à Soor.

Vers l'Iser, Albert de Saxe, pour faciliter l'offensive de Benedek, soutenait autour d'Iitchin une bataille acharnée (28 juin); le combat s'annonçait bien quand Benedek, tardivement, l'avertit que les progrès du Prince royal le déterminaient à renoncer à son projet. Rien n'est plus délicat et plus dangereux que d'interrompre un combat : les Autrichiens, arrêtés dans leur élan, se replièrent au milieu d'une extrême confusion. Dans la journée du 28, la situation s'était ainsi

complètement retournée, et c'est sans doute de ce jour-là plutôt que du 3 juillet qu'il convient de dater l'ère de la grandeur prussienne. Le matin, la fortune est encore incertaine : malgré leurs premiers succès sur l'Iser et leur victoire de Nachod, les Prussiens n'ont pas réussi à déboucher des montagnes; une de leurs divisions est en pleine retraite; les Italiens viennent de subir à Custozza une défaite (24 juin) dont les conséquences seront encore aggravées par les divisions de Cialdini et de La Marmora et qui va les immobiliser pendant plusieurs semaines. Le soir, tout est changé : rien ne s'oppose plus à ce que la deuxième armée se déploie dans la plaine de Bohême et elle est en communication avec Frédéric-Charles; Albert de Saxe est coupé de ses relations directes avec le quartier général; les corps de Clam-Gallas et de l'archiduc Léopold sont en complète dissolution; Benedek écrit à sa femme qu'il est « dans une situation désespérée » et il télégraphie à François-Joseph pour le supplier de signer la paix à tout prix.

— « Faire la paix est impossible, lui répondit l'Empereur. J'ordonne, si c'est inévitable, de battre en retraite. Une bataille a-t-elle eu lieu? »—Benedek vit là, avec raison, la résolution de ne pas céder avant une épreuve définitive, et, au lieu de se replier sur Olmutz, comme il l'avait d'abord projeté, il attendit l'ennemi. Au moment d'engager le combat, il avait retrouvé un peu de calme ; on s'était exagéré les pertes matérielles des premières rencontres, les Saxons avaient rejoint l'armée; les divisions se réorganisaient. Après tout, la partie n'était pas encore perdue. Moltke cependant, qui venait d'arriver en Bohême avec le roi, voyant Benedek s'arrêter, conçut la pensée d'une manœuvre qu'il renouvela à Sedan et dans laquelle on a voulu voir la marque propre de son génie. Le Prince royal et Frédéric-Charles continueraient à marcher isolément et ils ne se réuniraient que sur le champ de bataille, de manière à broyer l'ennemi dans un étau de fer. Si la manœuvre réussissait, le succès était foudroyant, et en face d'un adversaire aussi ébranlé que Benedek, le risque dans tous les cas était faible. L'entrée en ligne du Prince royal détermina seule sans doute le désastre des Autrichiens, mais même s'il ne fût pas arrivé, la situation des Prussiens n'eût pas été le moins du monde compromise[1].

1. Ce fait a été contesté, d'abord par les Autrichiens, qui trouvent une consolation dans la pensée que leur défaite a été fortuite et accidentelle, et ensuite par Blumenthal, dont la vanité était encore supérieure au talent, et qui tenait naturellement à rehausser l'importance de son rôle. Mais une étude sérieuse des documents ne laisse aucun doute sur ce point : à certains moments, l'offensive des Prussiens a été arrêtée, mais jamais, dans toute la journée, les Autrichiens n'ont

Benedek avait commis une imprudence grave en acceptant la bataille sur la rive droite de l'Elbe qu'il avait à dos, mais la position qu'il avait choisie était très forte. Elle était couverte par un affluent de l'Elbe, la Bystritsa, grossie par les pluies récentes. Les Autrichiens étaient solidement établis sur des collines hautes de 50 à 100 mètres, dont les pentes escarpées s'abaissaient vers la rivière et étaient balayées sans obstacle par l'artillerie établie au sommet. Toutes les tentatives des Prussiens pour déloger de Chlum le centre ennemi furent repoussées, et si Fransetsky se maintint, au prix d'efforts héroïques et de pertes sérieuses, dans les bois de Sviep, sa situation était difficile. Déjà quelques régiments avaient été ramenés en désordre vers la Bystritsa, et Benedek eut un moment l'idée de se jeter avec ses réserves sur l'ennemi très fatigué. Cette offensive eût peut-être déblayé le terrain jusqu'à la rivière ; il n'est pas probable qu'elle eût donné des résultats décisifs : les succès relatifs des Autrichiens pendant la matinée avaient été achetés par des efforts excessifs qu'ils n'étaient pas en état de renouveler; une partie importante des forces prussiennes n'avait pas encore été engagée; les divisions qui auraient pris l'offensive auraient perdu l'avantage de la position et auraient été vite ramenées par les ravages du fusil à aiguille. Bismarck raconte qu'en voyant les soldats se replier en désordre, il avait eu un moment d'émoi ; il tendit son porte-cigares à Moltke qui le prit, choisit consciencieusement le cigare qui lui parut le meilleur, et l'alluma. Peut-être y avait-il quelque affectation dans ce calme; rien pourtant jusqu'alors n'avait déjoué ses calculs. Frédéric-Charles, dans sa pensée, n'avait jamais eu d'autre rôle que celui d'occuper et de détourner Benedek, la victoire devait être décidée par le Prince royal dont on commençait à apercevoir les lignes à l'horizon.

Prévenu dans la nuit que la Première armée attaquerait le lendemain matin, Blumenthal avait aussitôt mis ses colonnes en mouvement, et après une longue et pénible étape au milieu de champs détrempés par la pluie, il avait pris contact vers midi avec la droite

été en état de les déloger de leurs positions. Il est vrai que, d'après Stosch, le roi, « à plusieurs reprises, parla de l'analogie de cette bataille avec celle d'Auerstædt et qu'il avait déjà considéré la possibilité d'une retraite », et Boyen confirme sur ce point le témoignage de Stosch. Mais voir dans ces discussions théoriques une pensée ferme et supposer que Bismarck et Moltke eussent aussi aisément lâché prise, c'est ce qu'il est impossible d'admettre. L'organisation militaire des Prussiens et leur armement étaient trop supérieurs pour que leur victoire ne fût pas fatale dans toutes les conditions. Maintenant, elle pouvait être plus ou moins complète, et il est bien évident que la médiation de Napoléon eût pris une autre valeur si la bataille de Kœniggrætz avait laissé subsister une armée autrichienne.

autrichienne. Sa marche fut favorisée par l'obscurité que le brouillard et la fumée avaient répandue sur le champ de bataille, par les hauteurs qui dissimulaient son approche à Benedek, et surtout par la fascination qu'avait fini par exercer sur les combattants la lutte contre Frédéric-Charles. Ils avaient peu à peu si bien oublié le danger qui menaçait leur droite que Thun et Festetits, emportés par leur ardeur, s'étaient engagés à fond contre Fransetsky et avaient presque abandonné les hauteurs de Maslovied dont Benedek leur avait confié la garde. Brusquement tirés de leur sécurité par l'attaque de Blumenthal, ils ne réussirent pas à arrêter sa marche, et la Deuxième armée pénétra ainsi presque jusqu'à Chlum, au centre de la position ennemie. Déjà la gauche autrichienne, installée sur des positions médiocrement choisies, avait été débordée et se repliait en désordre. Ainsi menacé sur ses ailes, coupé de sa retraite sur Josephstadt, pressé de toutes parts par un ennemi qui se sentait déjà sûr du succès et dont le triomphe décuplait les forces, Benedek échappa à une destruction complète grâce à l'héroïsme admirable de sa cavalerie et surtout de son artillerie, qui fit preuve d'un dévouement incomparable et réussit à contenir jusqu'au soir la poussée des Prussiens (3 juillet 1866).

Moltke et Guillaume ne se rendirent pas compte aussitôt de l'importance du succès qu'ils venaient de remporter. « Ce n'est pas une véritable victoire, répondait le roi, assez maussade, à ceux qui le félicitaient; l'ennemi s'est retiré dans le meilleur ordre et avec toutes ses batteries. » « Notre victoire n'est pas importante, disait de son côté Moltke, et nos troupes sont absolument épuisées. » Cette erreur explique la mollesse avec laquelle la poursuite fut tout d'abord conduite. Peu à peu cependant, la vérité apparut. La journée du 3 juillet avait coûté aux Prussiens 10.000 hommes. Benedek en avait perdu 43.000, tués, blessés ou prisonniers, et 187 canons. Son armée, sauvée d'une ruine immédiate par la lenteur des Prussiens, n'était plus qu'un troupeau de fuyards incapables de résistance. « Je vais m'efforcer de rassembler l'armée, télégraphiait-il à l'Empereur le soir de la défaite; si l'ennemi nous poursuit, je doute d'y réussir. » Il se réfugia sous les murs d'Olmutz avec les débris de ses régiments. Quand, après quelques jours de repos, il voulut reprendre la route de Vienne, il se heurta aux colonnes du Prince royal; l'attitude de ses troupes à Roketnitse et à Tovitchov (15 juillet) lui prouva qu'elles étaient absolument hors d'état d'affronter de nouveaux combats; il se rejeta vers le nord et arriva en Hongrie par les Petites-Carpathes et le Waag. Les vainqueurs poussèrent hardiment en avant, sans rencontrer nulle part de résistance. Le 18, leur quartier général s'établissait à Nikols-

bourg, et le 21, les têtes de colonnes de Frédéric-Charles étaient à deux jours de Vienne.

« Le monde s'écroule », disait quelques jours plus tard le cardinal Antonelli; « le fusil à aiguille est roi », écrivait le *Times;* « l'horloge de l'Allemagne est fixée pour un siècle », disait de son côté Bismarck. L'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, nommé généralissime, n'abandonna pas pourtant la partie; il organisa rapidement la défense du Danube et il comptait mettre en ligne avant quelques semaines plus de 200.000 hommes. Les forces de l'Allemagne du Sud étaient intactes; tout pouvait encore être réparé. « Seulement, du courage, Messieurs, disait Albert en arrivant à Vienne; du courage et ne pas perdre espoir! » Mais le courage et l'espoir, n'était-ce pas précisément ce qui avait manqué le plus pendant toute la campagne, et un homme, quelque vaillant que fût son cœur, parviendrait-il à galvaniser ces volontés défaillantes? De tous côtés s'élevait un concert de récriminations discordantes ou de lâches supplications. Après le premier sursaut de stupeur, Vienne retombait à son scepticisme frivole et ses magistrats déclaraient sans ambages au souverain qu'ils préféraient l'occupation étrangère aux ennuis d'un siège. Les Allemands de la monarchie étaient fiers de la victoire de la Prusse. Les Magyars prêtaient l'oreille aux appels de Bismarck et ils refusaient tout subside tant que l'Empereur n'aurait pas proclamé une constitution qui garantirait leur autonomie; pourquoi d'ailleurs auraient-ils contribué à conserver à l'Autriche sa prépondérance dans la Confédération? Depuis tant de siècles déjà, ils souffraient de l'hégémonie et de l'outrecuidance germaniques, et ils souriaient à l'espoir de fonder une Autriche purement autrichienne, où ils joueraient un rôle prépondérant. Les sentiments des Slaves étaient moins précis : leur loyalisme était sincère et profond et ils nourrissaient pour les Allemands une haine invétérée encore exaspérée par les exactions de l'occupation étrangère; Tandis que leurs instincts les poussaient à désirer la continuation de la guerre, leur raison leur en montrait le double danger. Si la Prusse obtenait de nouveaux triomphes, elle exigerait la cession de la Bohême, — ce qui était pour eux la perspective la plus abhorrée, — et si elle était vaincue, l'Autriche reprendrait la présidence à Francfort, c'est-à-dire qu'elle redeviendrait une grande puissance germanique et qu'elle continuerait à favoriser les Allemands au détriment des Slaves. Perspective peu séduisante et bien faite pour tempérer leur intransigeance.

De tous les côtés ainsi, la révolte et le doute. L'Autriche avait fait jusqu'alors figure de grande puissance, mais ses souverains n'avaient

pas su créer un esprit national; dans ce milieu composite, chaque groupe ne songeait qu'à ses intérêts et à ses besoins particuliers et l'immense majorité de la population saluait comme une délivrance la défaite qui la séparait de la Confédération. François-Joseph ne comptait plus, pour atténuer les conséquences de sa défaite, que sur l'appui de la diplomatie française. L'amitié tardive de Napoléon III ne fut ni moins décevante ni moins fragile que le dévouement de ses propres sujets.

CHAPITRE III

CONFÉDÉRATION DU NORD

La médiation de la France. Les préliminaires de Nikolsbourg et la paix de Prague. — La soumission des États du Sud : les traités avec la Bavière et le Wurtemberg. — Les demandes de compensation de Napoléon ; leur échec. — Conséquences désastreuses de la politique impériale en 1866. — Les annexions. — Triomphe définitif de l'absolutisme monarchique en Prusse : le parti national-libéral ; alliance de la royauté et de la bourgeoisie capitaliste. — La Constitution de 1867. — La transformation économique de l'Allemagne. Delbrück. — Le Parlement douanier et les résistances des États du Sud.

Le 1er juillet, à la suite de la dépêche de Benedek qui lui annonçait les premiers revers, François-Joseph avait résolu d'arrêter à tout prix les hostilités du côté de l'Italie, de manière à rassembler ses forces vers le nord ; le 2, Metternich offrait la Vénétie à Napoléon en le priant d'obtenir de Victor-Emmanuel un armistice immédiat. Mais les Italiens, navrés par la défaite de Custozza et plus encore par l'humiliante retraite de La Marmora et de Cialdini, écouteraient-ils si aisément les conseils de la France ? Si Napoléon d'autre part exerçait sur Florence une pression trop indiscrète, il sortait de la neutralité et méritait les justes reproches des vainqueurs. Il se récusa, à moins que l'Autriche ne sollicitât ses bons offices vis-à-vis de la Prusse comme vis-à-vis de l'Italie. François-Joseph, assez déçu, n'était plus en état de se montrer difficile ; il accepta la médiation de la France.

La victoire de Kœniggrætz avait produit en Europe une sorte de stupeur et, en dépit des sympathies personnelles de leurs souverains pour Guillaume, ni l'Angleterre ni la Russie n'admettaient sans émoi la formation au centre de l'Europe d'une puissance militaire de premier ordre. Alexandre, en félicitant son oncle, insinuait que la magnanimité honore les vainqueurs ; Gortchakov rappelait à Drouyn de Lhuys que l'existence de la Confédération germanique était garantie par les puissances signataires des traités de Vienne ; plusieurs

semaines après, il reprenait encore l'idée d'un congrès, et le ministre anglais, lord Derby, accueillait favorablement ses ouvertures. Que les résolutions de Gortchakov fussent très fermes et qu'il eût été possible d'entraîner la Russie jusqu'à une action comminatoire, c'est assez invraisemblable, mais il est certain que Drouyn, qui n'aimait pas la Russie et qui faisait trop souvent de la politique avec ses nerfs, répondit à Gortchakov sur un ton de persiflage qui découragea vite la bonne volonté du Chancelier, et notre pessimisme, peut-être fondé, maladroitement étalé dans tous les cas, ne contribua pas peu à faciliter le succès d'Edwin de Manteuffel que Guillaume se hâta d'envoyer à Pétersbourg pour ramener le Tsar à ses sentiments naturels de sympathie et d'affection.

L'appel à l'Europe eût impliqué pour la France l'abandon de toute arrière-pensée, tandis que Drouyn jugeait le moment venu de mettre la main sur les compensations territoriales qui étaient à ses yeux la condition tacite, mais formelle, de l'appui que l'Empereur avait prêté à la Prusse. Ses convoitises étaient partagées par la grande majorité du personnel politique impérial qui comptait sur un heureux coup de main diplomatique pour rendre quelque prestige au régime. Seulement, le parti des conquêtes n'était d'accord ni sur les moyens à employer, ni même sur le but lui-même. Un groupe, auquel l'appui du prince Napoléon prêtait une certaine force, voulait maintenir l'entente avec la Prusse dont il escomptait la complaisance et, pour la lui faciliter, il tournait ses regards vers les pays non allemands, tels que le Luxembourg et la Belgique, que Bismarck, à plusieurs reprises déjà, avait fait mine de nous offrir.

Drouyn avait des sympathies pour la Belgique, il savait que nos projets de ce côté rencontreraient l'opposition irréductible de l'Angleterre, et il pensait, avec quelque logique, que, puisque c'était la Prusse qui allait s'agrandir, c'était à elle de payer un dédommagement légitime. Il savait qu'il faudrait lui forcer la main, et, dès que la nouvelle de Kœniggrætz lui arriva, il demanda à l'Empereur d'appeler immédiatement la Chambre et de préparer une mobilisation générale. Le décret de convocation fut signé par l'Empereur (5 juillet) et le maréchal Randon s'engagea à réunir 250.000 hommes avant vingt jours.

Il se faisait sans doute quelques illusions, et l'attaché militaire de l'ambassade prussienne à Paris, de Loë, affirmait au roi que la France n'était pas en situation de mettre sur pied plus de 150.000 hommes, et encore au bout de plusieurs semaines. Il était absolument convaincu que Napoléon ne pouvait pas entreprendre une guerre sérieuse et

il est incontestable que notre armée était dans un état d'infériorité manifeste. Les études relatives à l'introduction d'un fusil à tir rapide avaient été poursuivies avec la plus impardonnable lenteur, et les fabriques de Châtellerault venaient à peine de recevoir l'ordre de fabriquer 1.500 chassepots. Rien n'avait été fait ni pour rajeunir les cadres, ni pour relever les effectifs, ni pour créer des réserves, ni pour rendre la mobilisation plus rapide. Drouyn, qui songeait certainement à la possibilité de la guerre, avait commis une lamentable imprudence en ne pas s'assurant qu'au moment voulu il trouverait derrière lui les forces nécessaires ! Mais il n'est pas démontré malgré tout que la France fût absolument dépourvue de ressources et condamnée à l'inaction.

Moltke a toujours prétendu qu'il était prêt à faire face des deux côtés, et Bismarck étalait en présence de Benedetti une confiance absolue. Il est certain qu'il eût accepté la rupture plutôt que de céder une portion du territoire germanique. Non pas peut-être que, personnellement, il n'eût été, comme Cavour, capable d'acheter par un sacrifice héroïque la grandeur de son souverain, mais son maître ne l'eût pas permis, et l'opinion publique se fût insurgée. La politique de fer et de feu qu'il avait imaginée n'avait qu'une excuse, la volonté de tirer l'Allemagne de l'impuissance dans laquelle elle avait végété jusque-là ; du jour où il eût pactisé avec Napoléon, il n'était plus qu'un forban, contre qui se coaliseraient les particularistes et les unitaires, les défenseurs du passé et les représentants de l'avenir.

Il n'en était pas moins assez inquiet. L'armée prussienne, si elle avait relativement peu souffert du feu et si l'ardeur de ses officiers avait été exaltée par ses victoires, avait été soumise à un régime des plus rudes, et la rapidité de sa marche l'avait très ébranlée. Bismarck s'extasiait fort sur la piété des soldats et sur leur humanité, mais son témoignage est suspect. Les journaux tchèques nous donnent des mœurs des conquérants une idée moins idyllique. « Les paysans de Bohême, écrit l'ambassadeur anglais, Bloomfield, qui n'est pas hostile à la Prusse, sont montés au plus haut degré d'exaspération... Il semble que les Prussiens n'osent pas quitter leurs postes militaires et qu'on a à redouter l'organisation de guérillas. L'esprit de revanche qui fermente ne se calmera pas aisément. » — Les procédés des vainqueurs n'étaient pas plus doux en Allemagne qu'en Bohême : partout où ils arrivaient, ils faisaient main-basse sur tout ce qu'ils rencontraient, enlevaient « jusqu'au bois de charronage en œuvre, aux barres des vieilles roues, aux tables en bois, aux guérites devant les casernes ou sur les places publiques ; c'était une véritable

razzia ». A Francfort, un des bourgmestres, désespéré par les exactions et les réquisitions, se pendit. « J'ai assisté, écrivait une dame de la ville, au passage des Croates, des Pandours, des Russes avec leurs cosaques et leurs Baschkirs, des armées napoléoniennes avec leurs terribles maréchaux ; je n'ai jamais vu un terrorisme, un régime du sabre comme ce que nous avons vu en 1866. » La bonne dame exagérait, et ses souvenirs de 1813 s'étaient un peu effacés : les Prussiens ne sont pas des croquemitaines et ils ont des qualités, même après la victoire. Sans être plus chastes que les Français, ils sont moins habitués à mêler la galanterie à la guerre, sont aussi plus timides vis-à-vis des femmes; ils n'aiment pas le gaspillage et leur exploitation est méthodique. Il est vrai pourtant que leurs vertus ne sont pas aimables et leur sécheresse et leur morgue enlèvent tout agrément au premier contact avec eux. La cour de Napoléon était pleine de suppliants qui imploraient la protection de l'Empereur. Bismarck menaçait Benedetti, en cas d'intervention française, de proclamer la constitution de 1849 et de soulever l'Allemagne entière contre nous; mais est-il bien sûr que, au milieu de ces populations, au moins surprises, ses appels eussent rencontré un écho unanime et que les libéraux eux-mêmes se fussent si chaleureusement rangés sous la bannière de cet insurgé de la dernière heure ? Le roi se fût-il prêté à cette pantalonnade? L'armée autrichienne se réorganisait rapidement sous la direction de l'archiduc Albert, et dans le combat de Blumenau (22 juillet), qui fut interrompu par l'armistice, en admettant même que la rencontre eût dû se terminer, si elle s'était prolongée, par la victoire des Prussiens, — ce qu'affirment leurs historiens, mais ce qui n'est pas évident, — elle avait montré une remarquable solidité ; les troupes de l'Allemagne méridionale, presque intactes, représentaient une force considérable, et l'arrivée d'un corps d'armée français eût immédiatement arrêté les progrès de Manteuffel et probablement obligé Moltke à évacuer la Bohême, c'est-à-dire à abandonner tout le fruit de la campagne. Le choléra avait éclaté en Moravie et faisait des ravages rapides; les Magyars ne répondaient pas aux appels de Klapka ; un morceau du Trentin aurait vite calmé les scrupules de l'honneur italien. En somme, et quoi qu'en pensât alors de Loë, les hommes d'état français auraient pu avec quelque énergie imposer à la Prusse de sérieuses concessions et, dans tous les cas, s'il fallait avoir la guerre, nos chances étaient beaucoup moins défavorables en 1866 qu'en 1871 [1].

1. M. de Loë avait donné à son gouvernement les indications les plus précises. — « Je réponds, avait-il dit au roi, que la France est incapable actuelle-

Bismarck s'appliqua à amortir les velléités combatives de Drouyn et pour cela il flatta les manies de l'Empereur, sauf à chercher plus tard sa revanche. Napoléon pour des raisons multiples redoutait la guerre et il l'avait montré en retirant immédiatement le décret de mobilisation que lui avait arraché Drouyn. La maladie de la prostate dont il souffrait depuis plusieurs années, s'était aggravée et il traversait à ce moment même une crise effroyablement douloureuse. Les ambassadeurs qui furent alors en rapport avec lui, furent frappés de la décomposition de ses traits, de son apathie, de sa démarche accablée; c'était un cadavre, et de sa bouche ne s'échappaient que des aveux de désespoir : je ne peux pas, je ne peux pas! Il était parti pour Vichy; il eut une syncope qui se prolongea de telle sorte qu'on le crut mort (premiers jours d'août). Au milieu des brumes où sombraient ses facultés, quelques idées fixes surnageaient : la défiance de l'Autriche, la politique des nationalités et des grandes agglomérations, l'horreur des traités de 1815. Isolé au milieu de ministres qui poursuivaient des buts parfaitement concrets, mais divers, et incapable de leur dicter ses volontés bégayantes, il laissait à chacun de ses interlocuteurs l'illusion de sa sympathie et se réservait seulement de se dérober au dernier moment. Sur un point essentiel, Bismarck était résolu à ne pas céder : la réforme fédérale et l'expulsion de l'Autriche de l'Allemagne. Le reste n'était à ses yeux que secondaire, parce qu'il savait bien que la Prusse, même si elle demeurait enfermée dans ses anciennes frontières, exercerait une influence irrésistible sur les petites cours, du jour où les caprices d'indépendance de ces dernières ne seraient plus encouragés par la Hofburg.

Il ne désespérait pas de trouver une rédaction qui, sur ce point, parût acceptable à Napoléon. « Pour l'instant, l'Empereur nous est acquis », écrivait Goltz dès le 11 juillet. Le même jour, Drouyn disait à l'ambassadeur autrichien : « Nous savons que l'exclusion de l'Autriche de la Confédération forme la condition *sine qua non* », et il ajoutait que la France n'interviendrait pas, ce qui supposait l'approbation des demandes de la Prusse. Le lendemain, Napoléon confirmait lui-

ment d'entreprendre une grande guerre; » et à Moltke : « La France n'est pas en état d'intervenir avec des forces importantes. » Quelques généraux français partageaient son opinion; ainsi Bourbaki : « Vous battrez les Autrichiens comme plâtre. — Ce n'est pas l'opinion de vos camarades. — Je le regrette, et je crains que cette ignorance ne nous coûte cher. » (De Loë, *Lebenserinnerungen*, 1906, p. 89.) Le gouvernement impérial connaissait cette opinion de de Loë : si Napoléon avait voulu la guerre, n'aurait-il pris aucune précaution? — D'ailleurs, l'entrée en ligne de 150.000 Français eût donné à l'Europe le temps d'intervenir et rendu singulièrement délicate la situation de la Prusse.

même à Beust, envoyé à Paris par le roi de Saxe et François-Joseph pour solliciter l'appui de la France, que la veille on avait pris un engagement vis-à-vis de la Prusse et qu'on avait adopté en principe la réforme fédérale. Bismarck, au moment où il expédiait à Paris un envoyé extraordinaire, le prince de Reuss (7 juillet), chargé d'éclaircir la situation, n'en demandait pas davantage, et le 8, il télégraphiait encore à Goltz que les conditions de la paix ne dépasseraient pas sensiblement la révision de la constitution germanique, sauf qu'il était indispensable que les adversaires et les partisans de la Prusse ne fussent pas traités de la même manière.

Bien qu'il n'eût donc pas d'inquiétudes bien graves sur le résultat, l'indiscrétion de la France ne lui en laissait pas moins une sourde colère. La modération qu'il était résolu à observer lui devenait intolérable du moment qu'elle paraissait imposée, et si, malgré tout, il obtint une paix « qui en valait la peine » et qui dépassait même en fait ses plus brillantes espérances, il ne pardonna pas au gêneur qui se donnait l'air de protéger ses ennemis et qui lui arrachait, non pas la réalité, mais les satisfactions orgueilleuses du triomphe. Il avait accueilli par un accès de colère les premières dépêches où Napoléon lui offrait sa médiation : il me le paiera. Il n'était pas homme à oublier de pareilles dettes, et il était sûr que l'Allemagne entière partagerait ses rancœurs et le suivrait avec joie contre le *welsche* insolent qui avait affecté de soumettre à son visa la constitution qu'elle entendait se donner. Dans la nation prussienne surtout et dans l'armée, arrêtée par le véto de Napoléon aux portes de Vienne, les allures jactancieuses de notre diplomatie et les platoniques conjurations de l'Empereur provoquèrent une frénésie d'indignation et comme une fureur sanguinaire. Pour s'en étonner, il faudrait oublier les rancunes lentement accumulées par la longue impuissance de l'Allemagne et l'espèce de congestion que devait produire l'ivresse de la victoire versée brusquement dans des âmes depuis longtemps tourmentées par la volonté de domination. Et que les hommes d'état français n'aient pas pressenti cette explosion de haines farouches, cela prouve que leur psychologie était peu pénétrante et que leurs connaissances historiques étaient pauvres.

Bismarck dompta ses nerfs et dissimula sa mauvaise humeur. A chaque jour suffit sa peine. Il ajourna sa vengeance, s'occupa de terminer l'affaire en train : on verrait plus tard, quand l'Europe se serait habituée à la grandeur de la Prusse, que l'Autriche serait désarmée, et l'Allemagne du Sud réconciliée. Il ménagea l'amour-propre de Napoléon, gagna du temps, ne révéla ses desseins que

par degré, de manière à faciliter à l'arbitre imprudent qui s'était jeté sur sa route la retraite qu'il sentait qu'il désirait. On lui demandait un armistice : — très volontiers, mais il était lié vis-à-vis de l'Italie. Sous-main, il la poussait à poursuivre les hostilités, et elle se montrait fort belliqueuse, depuis que ses armées ne rencontraient plus personne devant elles. Pendant qu'on échangeait des notes entre Berlin, Vienne, Florence et Paris, les Prussiens continuaient leur marche, poussaient leurs avant-gardes jusqu'aux portes de Vienne, achevaient de battre et de disperser les Allemands du Sud.

Napoléon jouait un personnage ridicule. Le coup de théâtre de la cession de la Vénétie avait un moment flatté l'opinion publique en France (5 juillet), mais cette impression s'effaça vite. La situation était piteuse de ce maître Jacques qui prodiguait à tous de bonnes paroles que personne n'écoutait, de ce bravache qui recevait des cadeaux et ne savait même pas protéger ceux dont il les acceptait. « Savez-vous, disait une dame à Vitzthum, ce que racontera l'histoire : le mot est un peu léger, mais si vrai : quand la vertueuse Autriche se fut enfin résolue à accorder ses faveurs à Napoléon, elle ne trouva... qu'un Abélard après l'opération. »

Chaque jour de retard diminuait les chances heureuses d'une intervention armée : les petits princes accouraient à Nikolsbourg solliciter leur pardon ; en Autriche, les luttes politiques se réveillaient et les Hongrois se montraient toujours moins désireux de reconquérir pour les Habsbourgs la présidence de la Confédération germanique. Les rapports d'Alexandre II et de son oncle étaient redevenus très affectueux. A mesure que les conséquences de la bataille de Kœniggrætz apparaissaient plus clairement, la France s'alarmait et l'opinion publique s'irritait des criminelles imprudences de son souverain, qui jouait avec la grandeur et la sécurité du pays. Napoléon commençait à se demander s'il serait toujours libre de contenir les angoisses qui montaient autour de lui et s'il ne serait pas acculé à une rupture qui, après avoir été si longtemps ajournée, aboutirait à une catastrophe. Il n'avait plus qu'un désir, sortir à tout prix du guêpier où il s'était fourré. Le 14 juillet, il accepta les préliminaires que lui apportait Goltz : dissolution de la Confédération germanique et union sous l'hégémonie de la Prusse de tous les États au nord du Mein ; les États du Sud seraient libres de former entre eux une union qui jouirait d'une existence internationale indépendante. Il se donnait ainsi l'illusion de maintenir le programme qu'il avait proclamé avant la guerre, et ses ministres auraient le droit de répondre à l'opposition que l'Allemagne était moins redoutable

qu'auparavant, puisqu'elle était morcelée en trois tronçons. Sophismes qui ne trompaient personne, pas même ceux qui les débitaient, mais qui étaient de nature à irriter encore les désirs des unitaires allemands et à précipiter la transformation commencée.

Les préliminaires du 14 juillet prévoyaient l'annexion à la Prusse des duchés danois. Goltz, bien en cour, obséquieux, remuant, très au fait des intrigues du palais et sachant à qui s'adresser pour déjouer la mauvaise volonté de Drouyn, arracha à l'Empereur la promesse qu'il ne s'opposerait pas à ce que la Prusse conservât le Hanovre, la Hesse-Cassel, Francfort, 3 à 4 millions d'habitants (19 juillet). Les négociations s'ouvrirent sur ces bases à Nikolsbourg (22 juillet). Bismarck les poussa très vivement, ne lésina pas sur les détails. François-Joseph avait pris son parti : l'expérience des dernières semaines lui avait enlevé ses dernières illusions; il n'avait aucune raison pour défendre très vivement les intérêts des principicules qui l'avaient si mal servi et qui ne lui demandaient que de ne pas les compromettre davantage par sa stérile protection; il n'avait de devoirs réels que vis-à-vis du roi de Saxe et, très loyalement, il lui offrit de recommencer les hostilités pour garantir son indépendance. Jean refusa ; on ne lui imposait aucun sacrifice territorial et depuis longtemps il était préparé à l'hégémonie prussienne.

La résistance vint du côté où elle paraissait le moins à supposer. Guillaume faisait volontiers parade de son désintéressement : « Mon père, mon frère et moi, écrivait-il à la princesse Alice de Hesse au mois de mars 1866, nous avons toujours été soupçonnés de vouloir dévorer nos confrères, les princes allemands, alors qu'aucun de nous n'y a jamais pensé. » Il est vrai que, quelques mois plus tard, il ajoutait un post-scriptum à sa lettre : « Naturellement, si on nous force à la guerre, nous ne ménagerons plus rien. » Il avait réussi à se persuader qu'il n'avait pris les armes que pour déjouer les complots de perfides voisins.

Dieu avait condamné leurs trames criminelles, et les coupables devaient être punis. Que désirait-il au juste? Il n'est pas très facile de le préciser, mais il fallait qu'aucun des complices n'échappât à un juste châtiment : l'Autriche perdrait le coin de Silésie que lui avait laissé Frédéric II et une partie de la Bohême; la Bavière céderait Ansbach et Bayreuth. Bismarck lui fit observer qu'il ne convenait pas d'empiéter sur le rôle de la Providence ; il ne se considérait pas, quant à lui, comme un justicier, mais comme un homme d'état, et sa mission n'était pas de venger la morale, mais de rechercher ce qui était avantageux à son pays; après tout, l'Autriche, en essayant d'étendre

son influence dans la Confédération, n'avait pas agi autrement que la Prusse, et il n'était pas prudent de la pousser à bout, d'autant plus qu'il n'était pas sûr que l'on n'eût pas un jour besoin d'elle. Quelques milliers de sujets nouveaux ne fortifieraient guère la puissance de la monarchie; que le roi fût chargé seulement dans la Confédération du commandement militaire et de la direction diplomatique, cela suffirait pour lui assurer en Europe une autorité éminente. — Le vieux souverain ne fut pas convaincu : le temps était passé où il parlait de faire des conquêtes morales en Allemagne! Sous le badigeonnage libéral, le vrai Hohenzollern reparaissait, rancuneux et âpre à la curée, beaucoup moins soucieux de traîner après lui un cortège d'illustres vassaux que d'acquérir quelques arpents de terre. Bismarck nous a laissé dans ses *Mémoires* un dramatique récit des luttes acharnées qu'il dut soutenir à Nikolsbourg contre son maître. Les détails en sont manifestement inexacts, mais il est certain que Guillaume, furieux « contre les diplomates qui gâtent ce que gagne l'épée », refusa longtemps la « paix honteuse » qu'on lui proposait. Pour le décider, le ministre appela à la rescousse le Prince royal, moins exclusivement prussien et que séduisait fort la perspective d'une restauration du Saint-Empire.

Les préliminaires furent signés à Nikolsbourg (26 juillet), et la paix définitivement conclue à Prague (23 août). La Confédération germanique était dissoute, et les États au nord du Mein formaient avec la Prusse une union fédérale étroite; les États au sud du Mein pourraient former entre eux une union de l'Allemagne du Sud qui jouirait d'une existence nationale indépendante; les liens nationaux à conserver entre l'Union du Sud et celle du Nord seraient librement réglés par une entente commune. L'Autriche acceptait la réunion de la Vénétie au royaume d'Italie et transférait à la Prusse ses droits sur les duchés de l'Elbe; cependant les populations du Schleswig septentrional seraient de nouveau réunies au Danemark, si elles en exprimaient le désir par un vote librement émis (art. V); l'intégrité territoriale de la Saxe serait respectée, mais la Prusse se réservait de régler par un traité avec le roi de Saxe sa situation dans la nouvelle confédération du Nord. L'Autriche reconnaîtrait le nouveau régime que la Prusse établirait en Allemagne, y compris les changements territoriaux.

Cet instrument diplomatique était très habilement obscur. En fait, la Prusse avait carte blanche et on savait qu'elle userait largement de ses droits. Sur les instances de Drouyn, appuyé cette fois énergiquement par Rouher qui craignait d'être en mauvaise posture devant

la Chambre, l'Empereur autorisa Benedetti à présenter la carte à payer : la frontière de 1814, les provinces rhénanes de la Bavière et de la Hesse, le Luxembourg (5 août 1866). Piètre dédommagement en face des gains énormes de la Prusse ! Bismarck depuis a dramatisé l'incident : à l'en croire, il aurait déclamé, mis la main sur la garde de son épée. Ces allures ne lui étaient pas familières et il ne croyait pas encore le moment venu de rompre nettement en visière à l'Empereur. Seulement, il s'arrangea pour ébruiter l'incident, déchaîna ses journaux. Le vacarme fut tel que Napoléon s'excusa, désavoua Drouyn : « Le véritable intérêt de la France n'est pas d'obtenir un agrandissement de territoire insignifiant, mais d'aider l'Allemagne à se constituer de la manière la plus favorable à nos intérêts et à ceux de l'Europe. » Réflexions sages, mais un peu tardives.

Bismarck exploita les terreurs plus ou moins sincères des princes allemands en face des revendications françaises pour lier étroitement les États du Sud à sa politique. A Karlsruhe, le grand-duc Frédéric, que son Parlement avait forcé à prendre parti pour l'Autriche, avait hâte de retrouver sa place dans la clientèle de son beau-père. Le grand-duc de Hesse, Louis III, n'avait pas l'âme aussi magnanime et il conservait pour ministre Dalwigk, qui avait été avec Beust un des champions les plus ardents de la Triade. Dalwigk avait l'esprit hardi et peu de préjugés : il redoutait moins pour l'indépendance de la Hesse la France que les Hohenzollern, et il eût salué avec joie l'arrivée des pantalons rouges. Bismarck, qui n'espérait pas le convertir, s'arrangea pour le réduire à l'impuissance. Il est probable que Louis III n'eût pas été mieux traité que Georges V si le Tsar n'était intervenu en sa faveur ; il dut acheter cher sa grâce : payer une indemnité de guerre de 3 millions de florins, céder divers petits territoires, entre autres le landgraviat de Hesse-Hombourg qui lui était échu quelque temps auparavant, à la mort du dernier landgrave, en tout 75.000 habitants ; les districts au nord du Mein, c'est-à-dire la province de la Haute-Hesse et les régions de Kostheim et de Kastel entrèrent dans la Confédération du Nord, 250.000 habitants sur 800.000 ; une garnison prussienne occupa Mayence ; le reste du pays conserva son indépendance, sauf que l'administration des postes et télégraphes passa à la Prusse et que les troupes, organisées à la prussienne, furent pendant la paix comme pendant la guerre placées sous le commandement du roi. On comprend que la population n'ait pas attaché grand prix à l'ombre d'autonomie qui lui restait ; à la première occasion 32 députés contre 15 demandèrent la fin de ce régime

hybride et l'entrée de la Hesse entière dans la Confédération du Nord. Le grand-duc n'avait pas l'habitude de se régler sur le désir de ses sujets et avec l'appui de la Chambre Haute il s'obstina à attendre un meilleur avenir. Sa mauvaise humeur n'avait aucune importance.

Les deux seuls États sur lesquels les adversaires de la Prusse pussent désormais compter, étaient la Bavière et le Wurtemberg, et on s'en exagérait fort à la fois les rancunes et les ressources. Non pas que la Bavière, avec ses cinq millions d'habitants, son histoire glorieuse, ses paysans soumis aux influences cléricales et très hostiles à la Prusse, n'offrît aux particularistes des éléments sérieux de résistance. Mais l'opinion publique y était divisée; non seulement dans la Bavière rhénane et la Franconie, industrielles et en partie protestantes, les unitaires étaient nombreux ; mais, dans l'ensemble du pays, les libéraux et la bourgeoisie cherchaient dans un étroit rapprochement avec la Prusse une protection contre la domination des ultramontains. Le parti de l'indépendance était d'ailleurs désorganisé par les défaillances de son chef naturel, Louis II (1864-1886), qui n'aimait certes pas la Prusse et qui était très jaloux de ses droits souverains, mais qui, trop faible pour essayer de lutter contre le courant, noyait dans des torrents d'harmonie ses soucis et ses tristesses. Quand, à dix-neuf ans, il avait succédé à son père, grand, mince, avec ses longs cheveux noirs, ses yeux profonds, il avait séduit tous les cœurs ; il semblait descendre d'un monde supérieur, et il est certain du moins qu'il ne vivait pas sur la terre. « Votre Altesse doit bien s'ennuyer, lui demandait une fois le célèbre chanoine Ignace de Döllinger, à un moment où une ophtalmie grave condamnait le jeune prince à porter un bandeau sur les yeux. — Moi? Pas du tout. Pourquoi m'ennuierais-je ? » Il garda toujours ses regards tournés sur lui-même et il traversa la vie sans la voir. Le sentimentalisme de ses parents, de sa mère en particulier, Marie l'Ange, s'exaltait chez lui, tournait à la monomanie et à l'hystérie. Les affaires le fatiguaient et il s'en déchargeait sur ses ministres qu'il refusait même de recevoir et qui ne parvenaient pas toujours à lui arracher les signatures nécessaires. Il se réfugiait dans la rêverie, dans l'art, dans la musique surtout. Il s'était pris d'un amour maladif pour Wagner, lui écrivait des lettres délirantes; l'opinion publique s'émut de ce caprice et Louis dut se séparer quelque temps de son ami; sa passion contrariée en devint plus violente. Au moment où éclata la guerre de 1866, il adressa à son armée un ordre du jour tumultueux : « Je ne me sépare pas de vous, je suis en esprit au milieu de mes soldats. » Puis il s'échappa, au milieu de la nuit, et courut soumettre à Wagner

un plan de théâtre qu'il avait demandé à Semper pour y monter la Tétralogie. Moltke était un amateur de musique classique, très éclairé, et Bismarck aimait, quand il avait les nerfs trop tendus, que Keudell lui jouât une sonate de Beethowen. Seulement, l'art n'était pas pour eux une obsession, mais une distraction. La fortune faisait bien les choses : au triumvirat prussien, Guillaume, Bismarck et Moltke, elle opposait, comme défenseurs des libertés germaniques : Gortchakov, Napoléon et Louis II, un fat, un rêveur et un fou, tous les trois d'ailleurs fort intelligents dans leur genre.

Le roi de Wurtemberg, Charles Ier, qui avait succédé à Guillaume en 1864, n'avait pas les mêmes élans artistiques que son voisin, et les questions matérielles l'intéressaient davantage. Bien qu'il n'eût pas la verdeur d'appétits et la conviction professionnelle qui distinguaient son père, il voyait sans aucun plaisir la perspective de la domination prussienne. C'était un des points, assez rares, sur lesquels il était parfaitement d'accord avec ses sujets. Les Souabes, qui se regardent comme les représentants les plurs purs de la race germanique, ne s'étaient pas guéris de l'idéalisme de 1848, et les démocrates étaient nombreux parmi eux. Très attachés à leurs franchises locales, épris de libre discussion, avec un goût très marqué pour les hautes spéculations, ils détestaient la morgue des Prussiens, leur discipline étroite et la platitude de leur pensée, leur réalisme mesquin et leur foi pharisaïque, et ils se refusaient à reconnaître l'Allemagne dans la caserne où on les attirait. Le roi, encouragé dans ses sentiments particularistes par sa sœur, la reine Sophie de Hollande, dont les sentiments favorables à Napoléon étaient bien connus, et protégé dans une certaine mesure par son étroite parenté avec la cour de Russie, ne voulait pas cependant pousser les choses à l'extrême, parce qu'il n'ignorait pas la force de ses adversaires et qu'aussi les déclamations de ses radicaux, plus bruyantes pourtant que dangereuses, lui causaient quelque agacement. Il suivait l'inspiration de son ministre Varnbüler, adroit tacticien parlementaire, assez courageux pour ne céder que ce qu'il était absolument impossible de sauver, assez intelligent d'autre part pour apprécier la portée des changements produits en Europe par la bataille de Kœniggrætz et pour ne pas exaspérer le vainqueur par d'inutiles tracasseries.

Bismarck, qui avait ajourné jusqu'à son retour à Berlin les négociations avec la Bavière et le Wurtemberg, accueillit fort durement les envoyés de la Bavière, Pfordten et Bray : ils n'avaient personne derrière eux ; ils paieraient pour les autres. Assez émus, ils le soupçonnaient cependant de n'avoir pas dit son dernier mot ; ils furent

fixés quand il leur révéla les demandes de Benedetti. — L'allié qu'ils avaient invoqué, essayait de les dépouiller! Et ils étaient protégés par cette Prusse qu'ils avaient combattue ! L'Allemand ne saurait trouver d'ami que dans l'Allemand. Oublions nos démêlés, ne songeons qu'à la patrie commune. Plus de cession de territoire; tout au plus quelques rectifications de frontière, une indemnité de guerre, modérée, et un traité d'alliance. — Pfordten et Varnbüler, à qui le ministre avait joué la même comédie, étaient probablement tentés de reprocher à la France sa pusillanimité bien plus que ses audaces. Pour le moment ils n'avaient rien à attendre d'elle; ils firent chorus avec Bismarck pour maudire l'ennemi héréditaire. Le 22 août, la Bavière et la Prusse signèrent une alliance offensive et défensive, par laquelle elles se garantissaient mutuellement l'intégrité de leurs territoires et, dans ce but, mettaient en cas de guerre leurs forces militaires à la disposition l'une de l'autre; le roi de Prusse prenait aussitôt alors le commandement supérieur. Le Wurtemberg et Bade avaient déjà signé des conventions analogues (13 et 17 août). C'est le lendemain du traité militaire conclu avec la Bavière que Bismarck, par la paix de Prague, reconnaissait « l'existence internationale indépendante des États du Sud ». Beust l'accusait plus tard à ce propos d'avoir dépassé les bornes du machiavélisme, en violant ainsi d'avance une paix qu'il se préparait à ratifier.

Dans la suite, quand ils furent revenus de leur premier émoi, les ministres bavarois et wurtembergeois ergotèrent et tirèrent sur leur chaîne; ils affirmèrent qu'ils n'avaient jamais cru livrer purement et simplement leurs forces à la Prusse, réclamèrent le droit d'interpréter le traité et d'examiner chaque cas librement. Les simagrées de leur pudeur effarouchée ne trompaient pas Beust, et il savait ce qu'était une innocence qui avait supporté de tels assauts.

Les ministres français, qui menaient grand tapage de l'indépendance des États méridionaux, n'avaient pas beaucoup plus d'illusions. Malheureusement, malgré leurs récentes expériences, ils avaient l'étrange naïveté de supposer qu'avant de mettre la main sur l'Allemagne du Sud, Bismarck achèterait à Napoléon un consentement qui lui était cependant fort inutile désormais. Après l'échec de la demande de Benedetti, Drouyn de Lhuys, brutalement désavoué par l'Empereur, avait donné sa démission. Rouher, qui, en attendant l'arrivée de de Moustiers, dirigeait les affaires et qui n'avait d'autre pensée que de rendre moins difficile sa position devant le Corps Législatif, envoya aussitôt à Benedetti un nouveau projet de traité que l'ambassadeur présenta à Bismarck après l'avoir atténué : l'Em-

pereur reconnaîtrait les annexions de la Prusse, et celle-ci lui faciliterait l'acquisition du Luxembourg; il ne s'opposerait pas à une réunion fédérale de l'Allemagne du Nord avec les États du Sud et, d'autre part, s'il était amené à faire entrer ses troupes en Belgique, la Prusse lui apporterait son concours armé (20 août).

Bismarck avait à diverses reprises essayé de dévier vers Bruxelles les ambitions de Napoléon et il n'avait aucun motif de se scandaliser d'un projet qu'il avait en quelque sorte suggéré. Mais il n'avait plus besoin de la France et il n'était pas homme à accepter des engagements qui ne lui ouvraient aucune perspective avantageuse. Il écouta Benedetti aimablement, demanda quelques rectifications au traité, les lui fit écrire de sa propre main, sur du papier officiel, et garda la minute sous prétexte de la soumettre au roi. Quand l'ambassadeur revint, quelques jours plus tard, il lui conseilla d'aller prendre les eaux à Karlsbad : il ne refusait rien, mais la chose était délicate; l'Empereur était-il bien sincère? Ne se servirait-il pas du traité pour compromettre la Prusse vis-à-vis de l'Angleterre? — Benedetti avait perdu ses dernières illusions : il laissait entre les mains de son adversaire comme précieux trophée ce projet de traité que Bismarck publia, en 1870, en le post-datant, de manière à fournir à l'Europe, qui ne demandait pas mieux, un prétexte pour nous abandonner.

Tant bien que mal, le cabinet des Tuileries essaya de sauver la face par la circulaire La Valette du 16 septembre 1866, qui affichait un optimisme de parade, brutalement démenti par l'aveu qu'il était nécessaire de réorganiser nos forces militaires. Le gouvernement impérial, par un mélange presque invraisemblable de maladresses et d'incorrections, avait réussi à la fois à compromettre la sécurité nationale et à discréditer les idées les plus généreuses. Il avait permis et provoqué la guerre sans en prévoir les péripéties possibles et sans se préparer aux éventualités qu'elle devait nécessairement créer; la victoire de la Prusse, qu'il favorisait, l'avait effaré et il n'avait su ni mériter sa reconnaissance ni contenir ses ambitions; il avait froissé l'Italie, après avoir subordonné à son émancipation la sécurité de la France, trahi la confiance de l'Autriche dont il avait accepté de défendre la cause, et jeté dans les bras des vainqueurs les États du Sud, dont l'indépendance était un des points essentiels de son programme. Il avait grandi la victoire de Bismarck en paraissant la lui contester, surexcité le patriotisme germanique par des revendications mesquines, présentées sans conviction et retirées sans dignité. Il était arrivé ainsi à ce résultat prodigieux et déplorable que l'unité

de l'Allemagne qui, presque au même degré que celle de l'Italie, s'était faite par la France, se faisait contre la France.

*
* *

Maladresses d'autant plus redoutables que la puissance de la Prusse était plus formidable. « Quel tournant dans notre histoire « (welch' ein Abschnitt), écrivait Guillaume à Augusta le 28 juillet, en lui annonçant les préliminaires. C'est par la grâce de Dieu, dont le sentiment était puissant dans notre armée, que ce résultat extraordinaire a été atteint ! »

La paix n'était pas encore signée, que le ministère présentait à la Diète de Berlin un projet de loi relatif à l'annexion du Hanovre, du Nassau, de la Hesse-Cassel et de Francfort (16 août-21 septembre); le 24 décembre, les duchés de l'Elbe étaient réunis à la couronne. La Prusse, qui comptait auparavant 19.300.000 habitants, en avait désormais 23.800.000 ; elle s'accroissait de 4.500.000 nouveaux sujets : Hanovre, 1.950.000 ; Hesse-Cassel, 850 ; Nassau, 470 ; Francfort, 90 ; les duchés, 1.100.000 ; plus la Hesse-Hombourg, divers territoires cédés par Darmstadt, quelques cantons thuringiens, Orb, Caulsdorf, Gersfeld, enlevés à la Bavière ; son territoire s'augmentait de 1.300 milles carrés, presque le quart de ses possessions antérieures. Des entraves par lesquelles les ennemis des Hohenzollern avaient cru embarrasser leur marche, le souvenir même disparaissait. On avait morcelé leur royaume en deux parties isolées et on avait intercalé entre les provinces de l'Est et de l'Ouest des États que leur situation précaire condamnait à chercher au loin des alliances : ces États avaient cessé d'exister. On leur avait fermé l'Océan, — et ils étaient les maîtres des côtes de la mer du Nord jusqu'à la Hollande. Leurs nouvelles acquisitions n'étaient pas, comme sous Frédéric-Guillaume II, des provinces lointaines, à demi-barbares et habitées par une race étrangère et hostile, mais des régions riches, depuis longtemps rattachées au royaume par des relations actives et dont la fusion avec le reste de la Monarchie ne présenterait sans doute que des difficultés momentanées. La Prusse était désormais en situation d'exercer sur le reste de l'Allemagne une attraction irrésistible et de supporter sans faiblir le rôle de grande puissance que lui avaient imposé prématurément les succès militaires de Frédéric II.

Quelques maladroits jouèrent les renchéris : pourquoi n'avait-on pas supprimé tous les petits États. — « Même nos alliés ! » leur répondit Bismarck. Déposséder des souverains contre lesquels il n'avait aucun

grief! Le prenait-on pour un pirate? — Discrètement, il insinuait que la probité a tôt ou tard sa récompense et que la loyauté attire la confiance : il y avait encore en Allemagne des princes qu'il convenait d'apprivoiser. Et ces ménagements coûtaient si peu!

Une poignée d'idéalistes, fort clairsemés, derniers débris de la génération de 1848, confessèrent leurs scrupules. Le sort des princes dépossédés ne les touchait guère, mais ils étaient choqués de la brutalité des procédés du gouvernement et des annexions sans phrase : pourquoi ne consultait-on pas les populations? L'exposé des motifs du projet de loi, sans hypocrisie, invoquait le droit de conquête et la raison d'état. Théories barbares et indignes des temps modernes, objectaient les démocrates; il ne se trouverait pas un juriste pour l'endosser. — Ils s'avançaient beaucoup, et les professeurs allemands ont plaidé des causes plus scabreuses.

Bismarck s'attrista de la mauvaise foi de ses adversaires : — Jusqu'à quand serait-il condamné à répéter qu'il n'avait jamais dit que la force prime le droit. Il avait dit seulement que certaines questions ne sont pas des questions de droit, mais des questions de force, et que celui-là, par conséquent, a raison qui reste définitivement maître du champ de bataille. Ici, de même, deux intérêts, deux passions étaient en présence : d'une part, les répugnances des populations qui refusaient de devenir prussiennes; de l'autre, « le droit de l'Allemagne qui voulait exister, respirer et vivre, et le droit et le devoir de la Prusse d'assurer à cette nation allemande la base nécessaire à son existence. » — En Europe, ces distinctions parurent nébuleuses et la dialectique cynique de Bismarck causa quelque scandale. Sa doctrine, qui n'était d'ailleurs que la traduction en clair des aphorismes de Hegel, était parfaitement conforme à la réalité historique. Mais elle gênait les hypocrites ou les timides dont l'âme avait été affadie par la « morale des faibles ». Ils essayaient de dégager du Christianisme et de la Révolution française une conception juridique et morale différente, plus humaine et plus douce, respectueuse de la conscience individuelle et ménagère des droits des peuples. Cette conception, qui n'a jusqu'à présent recruté de prosélytes que parmi les vaincus, était encore bien obscure et vague, et, à tout prendre, il n'est pas démontré qu'elle soit supérieure à celle de Bismarck, c'est-à-dire plus productrice de bonheur et de vertu; elle présente de plus un point très vulnérable, en ce sens qu'elle ne frappe la violence que d'une condamnation suspensive et n'oppose à la conquête qu'une protestation intérimaire. Aujourd'hui, que survit-il dans la plupart des provinces néo-prussiennes des résistances et des colères soulevées par le rapt de 1866! Cette

sanction tardive suffit-elle à le justifier? Et si oui, à quel titre condamner de nouvelles annexions, qui, dans un demi-siècle, seront devenues tout aussi respectables? « Au début de toutes les légitimités, écrivait jadis Bismarck à Gerlach, il y a la Révolution, c'est-à-dire la force. »

Le principe des annexions fut voté par 273 voix contre 14. Le gouvernement avait déjà commencé l'œuvre d'assimilation; pas toujours avec beaucoup d'adresse. Bismarck disait qu'il fallait en prendre son parti et accepter les gens comme ils sont, avec leurs défauts qui sont l'envers de leurs qualités. Plus ou moins, les fonctionnaires prussiens, ponctuels, probes, instruits, intelligents, mais d'une intelligence un peu étroite et compassée, traitaient de haut les populations. Ils étaient persuadés qu'ils leur apportaient une culture supérieure et ils leur inculquaient sans ménagement les règlements et les habitudes du royaume; cette éducation parut souvent pénible à ceux qui n'avaient pas été dressés tout petits à la discipline frédéricienne. Les instructions venues de Berlin étaient plutôt rigoureuses. Guillaume, dans sa proclamation aux Hanovriens, après les avoir félicités de la fidélité qu'ils gardaient à leur ancien souverain, en concluait qu'ils lui témoigneraient un dévouement aussi sûr : qu'ils se fissent une raison, reconnussent le fait accompli. Le langage de Bismarck était plus clair encore : nous ne souffrirons pas de résistance, nous la briserons. Il brûla les étapes, introduisit aussitôt le régime fiscal prussien, le service universel. Il prévoyait une explication prochaine avec la France et voulait avoir le plus vite possible toutes ses ressources disponibles.

Même les unitaires gémirent parfois sous la tutelle qu'ils avaient sollicitée : les impôts étaient lourds; les recrues, durement traitées; les fonctionnaires, hautains et tracassiers. Malgré cela, l'opposition ne prit jamais un caractère dangereux. Dans les Duchés, l'agitation en faveur d'Augustenbourg, très artificielle, s'apaisa vite, et la déconvenue de la population, brusquement soumise aux charges d'un grand État, se traduisit simplement par l'élection au Reichstag de députés libéraux. La résistance fut plus sérieuse dans les districts du Schleswig septentrional où les Danois étaient en majorité et où l'article V du traité de Prague laissait aux habitants l'espoir de revenir à leur patrie naturelle. Bismarck ne l'avait accepté que par complaisance pour Napoléon, « pour ne pas trop tendre l'arc », et avec l'intention bien arrêtée de ne pas l'appliquer. Il déclara d'abord qu'il repousserait tout arrangement qui compromettrait la défense du pays; plus tard, il eut des difficultés avec sa conscience : avait-il le

droit de livrer aux représailles scandinaves les pauvres Allemands, et ils étaient nombreux, égarés dans ces parages! Si parfois la diplomatie française s'impatientait de ces délais, il lui faisait remarquer qu'elle n'avait aucun titre à s'ingérer dans la question, parce que la France ne figurait pas parmi les signataires du traité de Prague. Il atteignit ainsi le moment de se faire relever de ses engagements par l'Autriche (Convention du 11 octobre 1878). Les Danois du Schleswig s'attendaient depuis longtemps à ce dénouement et ils ne se découragèrent pas, mais le député protestataire qu'ils parviennent en général à faire élire au Reichstag et qui va mélancoliquement se joindre à l'opposition intransigeante, ne peut guère que maintenir de platoniques revendications qui gênent assez peu le gouvernement.

A Francfort, la bourgeoisie, très durement exploitée par Vogel de Falckenstein et Manteuffel et menacée dans ses privilèges, n'oublia pas aisément l'avidité des vainqueurs; mais la masse de la population avait peu de sympathie pour une oligarchie égoïste dont le joug avait durement pesé sur elle, et le développement de la prospérité matérielle de la ville enleva vite son aiguillon à la résistance. A Wiesbaden, les unitaires étaient depuis longtemps en majorité. Dans la Hesse-Cassel, les intolérables manies de Frédéric-Guillaume Ier et la lutte constitutionnelle interminable avaient usé le loyalisme; seuls, quelques féodaux intransigeants et quelques pasteurs orthodoxes conservèrent au souverain légitime leur incorruptible et stérile fidélité.

Dans le Hanovre, les partisans de Georges V formèrent un parti assez hétérogène, mais influent, où se coudoyaient les officiers irrités d'une défaite qu'ils attribuaient à la trahison, les ecclésiastiques que blessait l'indifférentisme berlinois, les nobles et les patriciens bourgeois, menacés dans leurs prérogatives, et les fournisseurs de la cour, privés d'une clientèle lucrative. Sous la direction d'un tacticien de premier ordre, Windthorst, le plus redoutable adversaire que Bismarck ait jamais rencontré dans le Parlement, la faction des Guelfes maintint longtemps ses positions, et après un demi-siècle, elle n'a pas encore désarmé. Le ministre, que ces guérillas n'effrayaient guère, pressé cependant d'en finir, redoutant aussi l'intervention de l'Angleterre, obtint de la Diète (1868, février) les moyens d'acheter la renonciation des princes dépossédés : l'Électeur de Hesse serait mis en liberté et rentrerait en possession de ses revenus personnels; Adolphe de Nassau aurait 15 millions de florins; Georges V, les intérêts de 16 millions de thalers.

Malgré cela les Guelfes n'abdiquèrent pas leurs espoirs : le pays

était couvert de cercles légitimistes et ils comptaient de nombreux complices dans les administrations, les employés des chemins de fer, même la police; Georges V recevait des adresses couvertes de milliers de signatures et il organisait une légion de volontaires. Bismarck l'accusa de violer les engagements tacites qui avaient été la condition de sa générosité ; il stigmatisa au Reichstag les Coriolan qui voulaient déchirer le sein de leur mère et, comme ses apostrophes rencontraient quelque scepticisme, il flétrit les imprudents dont l'optimisme aveugle compromettait la sécurité nationale : le chambellan endormi du roi Duncan n'apercevait pas non plus le poignard de Macbeth ; son devoir à lui était d'être prévoyant, et il n'y manquerait pas (30 janvier 1869). — La majorité, intimidée, lui laissa la libre disposition des 12 à 1.500.000 francs que représentaient les intérêts annuels du fonds guelfe, pour qu'il pût surveiller les menées de ces chouans et observer ces reptiles malfaisants jusque dans leurs antres. Ce « fonds des reptiles » lui a fourni de 30 à 35 millions de francs, et le roi seul était informé, en gros, de l'emploi qu'il en faisait. Les adversaires du ministre ont souvent affirmé que l'affaire des indemnités n'avait été mise en scène que pour soutirer à la Diète les fonds secrets qu'elle ne lui aurait pas sans cela aussi largement accordés. Il s'en servit pour compléter son bureau de la presse et développer son système de propagande ; il groupa autour de lui une série de journalistes et de feuilles, officielles, officieuses ou bienveillantes, qu'il poussait tour à tour en avant suivant les besoins de sa politique et qui lui permettaient de guider l'opinion au doigt et à l'œil. Les excédents qui ne laissaient pas que d'être importants, il les employa à combattre les ennemis de l'État, c'est-à-dire ceux qui ne suivaient pas docilement ses inspirations. Les libéraux qui lui avaient voté ces crédits, ne se trouvèrent pas mieux de sa reconnaissance que Napoléon : dans plus d'une campagne électorale, le fonds des reptiles ne contribua pas peu à la défaite de leurs candidats.

Pour le moment, l'enthousiasme patriotique étouffait chez eux jusqu'à l'instinct de la conservation. Non moins que les Autrichiens, ils avaient été battus à Kœniggrætz, et ils étaient heureux de leur défaite ; ils faisaient leur *mea culpa* et adoraient avec une piété de néophytes le Dieu qu'ils avaient longtemps méconnu. Dès 1862, un des journalistes les plus perspicaces de l'Allemagne, Constantin Rœssler, écrivait : « Que le gouvernement de M. de Bismarck déploie une action énergique, continue, irrévocable, dans la question allemande ; il ne faudra pas longtemps pour qu'on oublie ce qu'il a dit, fait ou permis aujourd'hui ou hier. Alors, nous en aurons fini avec

la réaction, mais aussi avec l'opposition. Il y aura des résistances au début; mais, d'un bout à l'autre du pays, retentira, avec un bruit d'avalanche, le cri d'une nation que le verbiage a réduite au désespoir : une dictature pour un homme. » Le sauveur attendu était là et vers lui montait un tumulte de soumission.

Pour ne pas être emporté par le courant, il fallait de l'héroïsme. Les progressistes s'honorèrent par leur clairvoyance : vieilles barbes de 1848, juristes obstinés, doctrinaires qui mettaient les principes au-dessus des faits. Waldeck, Virchow, Gneist, Hoverbeck, une poignée de démocrates, avec eux, qui refusaient même alors de renier le dogme de la souveraineté populaire et de renoncer aux libertés nécessaires, essayèrent d'attirer l'attention de la majorité sur les dangers de son abdication et sur le régime d'arbitraire auquel sa complaisance allait pour longtemps condamner le pays. Leur patriotisme n'était pas moins vif que celui de la foule, mais il était plus généreux et plus large : l'Allemagne dont ils se réclamaient, ce n'était pas celle de Arndt, de Jahn et de Hegel, mais celle de Kant, de Schiller et de Fichte ; il leur semblait étrange qu'au moment où la Germanie renaissait, on lui demandât de brûler ses vrais titres de gloire, et qu'il fallût, pour vivre, perdre les raisons de la vie. Leur vaillance n'arrêta pas la masse qui se ruait à la servitude.

Bismarck, très habilement, facilita les conversions qui n'attendaient qu'un prétexte honorable. Il avait plus de mépris que de colère pour cette lignée de professeurs et de docteurs, aussi ignorants que des enfants en matière politique et que leur science individuelle n'empêchait pas d'être des niais, si on les réunissait. Ces bavards, qui auraient vite conduit l'État aux abîmes si on avait mis entre leurs mains la conduite des affaires, seraient sous une direction habile d'utiles instruments. Maintenant que l'événement avait assagi leur exubérance et que la prépondérance de la couronne était pour longtemps hors de cause, pourquoi ne pas acheter le concours du Parlement par quelques concessions inoffensives ?

En dépit de l'ardente propagande des Universités, le particularisme avait en Allemagne des racines profondes et vivaces, et Bismarck s'en exagérait peut-être encore la solidité ; il savait que le nouveau régime ne s'établirait certainement pas sans froisser des traditions redoutables et sans léser d'innombrables intérêts. Il suffit de songer aux tempêtes que déchaîne en France la suppression d'une sous-préfecture ou le déplacement d'un rectorat pour comprendre l'émoi que devait provoquer un cataclysme tel que celui de 1866. Pour vaincre la coalition des égoïsmes, des préjugés et des inerties, ce n'était pas

trop du concours passionné et confiant de toutes les bonnes volontés, et ces collaborations, où les trouverait-on, sinon dans le camp libéral?

Parmi les féodaux, quelques intransigeants, comme Louis de Gerlach, avaient dès lors rompu avec le ministre révolutionnaire, dont l'impudente cupidité portait de si rudes coups à la légitimité. Les autres se tenaient sur la réserve, ahuris par ces bouleversements, mal à l'aise dans l'édifice nouveau, où ils ne reconnaissaient plus la vieille monarchie des Hohenzollern. Ils s'attachaient désespérément aux débris du passé, exigeaient que les nouveaux venus se pliassent à leurs coutumes et à leurs lois. Jamais, quelle que fût leur passion d'unité, les populations de l'Ouest et du Sud ne se fussent arrangées à la longue du régime piétiste et féodal qui s'était maintenu à l'est de l'Elbe. Bismarck, jusqu'à la fin de sa vie, n'a guère vu dans l'Allemagne qu'une annexe de la Prusse : mais enfin il faisait effort pour étendre son âme et il comprenait que les Hohenzollern, maintenant qu'ils avaient accompli leur destinée, devaient devenir les souverains de tous leurs sujets. Il sentait qu'une union exige des concessions mutuelles et il admettait que l'on modifiât l'ancienne maison de manière à ce que les étrangers qu'on y avait poussés ne s'y trouvassent pas trop dépaysés. Or, ces changements, que les conservateurs repoussaient avec horreur, comment les réaliser sans l'appui de la gauche?

Enfin, bien qu'il ne se fût pas encore spécialement occupé des questions économiques, il avait beaucoup lu, beaucoup voyagé, et il n'ignorait pas l'importance de l'industrie et du commerce dans les sociétés modernes. L'Allemagne ne conserverait l'hégémonie qu'elle avait conquise par les armes que si elle était riche. Le ministre du Conflit était ainsi amené par la force des choses à chercher ses alliés dans la bourgeoisie capitaliste, c'est-à-dire parmi ses anciens adversaires.

Dans le discours du trône qu'il soumit au roi avant de quitter la Bohême, il reconnaissait que la Constitution supposait le vote régulier du budget et il demandait un bill d'indemnité pour les dépenses engagées malgré la Diète. Le roi s'effara : il était maître du champ de bataille et on lui demandait de capituler! Les conservateurs faisaient chorus. « Tous ces gens-là, disait le ministre, n'y voient pas plus loin que leur nez. Avec les ennemis on s'en tire, mais avec les amis! Ils portent presque tous des œillères et n'aperçoivent qu'un coin du monde. » — Il leur remontra qu'il ne s'agissait pas de capitulation : il ne reniait aucune de ses théories, n'abandonnait

pas les droits de la Couronne. Ses discours à la Diète ne laissèrent aucun doute sur ce point : — il ne regrettait rien, et, le cas échéant, il agirait comme il avait agi. Seulement, pour l'instant, on avait des affaires plus urgentes; quant à lui, il était tout prêt à ajourner la discussion *sine die*; libre à la Chambre de son côté de maintenir sa thèse, puisque, aussi bien, il était sûr qu'elle lui accorderait désormais les crédits dont il aurait envie. — Guillaume, lourdement, insista : à un moment où aucun budget régulier n'était voté, il avait eu le devoir d'agir comme il avait fait ; il y était forcé et il recommencerait si des situations analogues se reproduisaient. Décidément le vieux souverain n'avait guère le maniement des hommes : à quoi bon mettre les points sur les i et accabler des vaincus qui ne demandaient qu'à sauver la face !

Aux dernières élections, faites cependant le 3 juillet, avant que l'on connût la victoire décisive, l'opposition avait été fort éprouvée : les conservateurs gagnaient une centaine de sièges, et avec l'appoint des *vieux libéraux*, qui n'étaient que des ministériels honteux, ils balançaient la majorité. Les luttes de la tribune semblaient mesquines depuis qu'on en avait goûté d'autres, plus enivrantes. Le président Simson, libéral, doux, aimable, rencontrant Bernhardi, se félicitait que son fils, qui avait fait la campagne comme officier de réserve, eût reçu le baptême du feu : « Il faut, pour le bonheur d'une famille prussienne, qu'un de ses membres au moins ait entendu siffler les balles. » La guerre, en réveillant les instincts permanents de la race, batailleuse et violente, avait chassé d'un coup d'aile les mirages qui avaient un moment trompé l'ennui d'une nation inoccupée.

Au mois de septembre 1866, une vingtaine de députés se détachèrent de la gauche et annoncèrent que, sans renier leurs principes, ils étaient cependant déterminés à soutenir le gouvernement dans sa ligne générale ; ils formèrent le noyau du parti national-libéral qui s'organisa définitivement au mois de novembre et qui resta pendant dix ans le pivot de la politique allemande. Il a suscité des railleries piquantes et il les a méritées par sa face de Janus et les contradictions de son âme, tiraillée par des passions opposées. Il me semble qu'on a été en général injuste pour les hommes qui le composaient et qui, s'ils n'avaient rien de prestigieux, étaient en général de très honnêtes gens, parfaitement probes et loyaux. Sincèrement attachés au régime constitutionnel, ils subordonnaient leurs désirs à l'accomplissement de l'unité et, par conséquent, à la volonté de Bismarck, dont ils avaient une fois pour toutes accepté la tutelle. Résignés d'avance à un rôle sacrifié, ils apportaient à la tribune des amendements qu'ils retiraient

en gémissant, dès que le maître refusait de les contresigner; leur histoire n'est ainsi qu'une retraite continue et ils comptaient les sessions par leurs échecs, toujours navrés, jamais découragés. Leur servitude volontaire ne s'explique pas, — sauf peut-être pour quelques chefs tels que Miquel, — par des ambitions personnelles, puisqu'ils faisaient profession de ne pas rechercher le pouvoir et, de fait, la reconnaissance de Bismarck n'alla jamais jusqu'à leur confier quelque ministère. L'erreur serait grande pourtant d'en conclure que leur action sur le gouvernement a été nulle, ou de croire que leur humilité ne trouva pas sa récompense. Ils se recrutaient en général parmi les représentants de l'industrie et du commerce, et le premier rôle qui, chez les progressistes, appartenait aux juristes et aux professeurs, Gneist, Virchow, Mommsen, Forckenbeck, revenait chez eux aux économistes, Lasker, Bamberger, von Unruh; les principes leur tenaient moins à cœur que les intérêts, ou du moins ils se préoccupaient moins de limiter le pouvoir royal que de détruire les restes du régime féodal, qui arrêtaient encore l'essor de la prospérité publique. En retour de leur docilité, ils obtinrent de Bismarck des réformes économiques considérables, et l'alliance de la bourgeoisie capitaliste avec le ministre du Conflit donna à l'Allemagne nouvelle son caractère : elle fit d'elle ce qu'elle est depuis, une puissance militaire et industrielle de premier ordre.

Bismarck avait remis le soin de préparer les divers titres de la nouvelle Constitution fédérale à des spécialistes, Delbrück, Reck, Roon, Philippsborn, Heydt; puis Savigny et Max Duncker avaient rédigé deux avant-projets. Aucun ne plut au maître : on n'avait pas assez ménagé les apparences; jamais les États du Sud ne passeraient par une porte aussi étroite : « Il fallait se tenir dans les formes plus près de la Confédération d'États, en se rapprochant, dans la pratique, de l'État fédéral, employer des termes élastiques qui ne choquent pas, mais d'une vaste portée »; le mieux serait encore de conserver le plus possible les coutumes traditionnelles, au lieu de faire jaillir de la tête du président une Minerve armée de pied en cap. Personne mieux que Lothar Bucher n'était capable de l'aider à imaginer les formules captieuses et les institutions à surprises. Dans l'après-midi du 13 décembre 1866, le ministre lui dicta le canevas du projet qu'il présenta ensuite aux représentants des vingt et un États réunis à Berlin pour entendre ses propositions.

La Confédération de l'Allemagne du Nord comprend la Prusse, la partie de la Hesse-Darmstadt située au nord du Mein, le royaume de Saxe, les grands-duchés de Mecklembourg-Schwerin, de Mecklem-

bourg-Strelitz et de Saxe-Weimar, les duchés d'Oldenbourg, de Brunswick, de Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Anhalt, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sondershausen, Waldeck, Reuss branche aînée et Reuss branche cadette, Schaumbourg-Lippe, Lippe, et les villes libres de Lubeck, Brême et Hambourg. Les matières sur lesquelles s'exerce la compétence législative de la Confédération sont : les droits d'établissement et de naturalisation, les passeports, l'exercice de l'industrie, les assurances, la colonisation et l'émigration, le commerce et les douanes, les monnaies et les poids et mesures, les banques, les brevets d'invention, la protection du commerce à l'étranger et les consulats, les chemins de fer, la navigation fluviale, les postes et télégraphes, le droit commercial, le droit pénal et la procédure, l'armée et la marine, l'hygiène publique. Les lois fédérales priment les lois des États particuliers.

Bismarck s'est toujours vanté de n'avoir imposé aux divers gouvernements que les sacrifices absolument indispensables : ils conservaient ainsi leur administration propre et leurs finances indépendantes, les cultes, l'enseignement, les travaux publics et la justice. Seulement, les attributions, assez larges, que retiennent les États particuliers, ils ne les possèdent que dans la mesure et aussi longtemps que la Confédération ne juge pas nécessaire de se les attribuer, et, si la modération des Empereurs et la puissance des traditions ont écarté jusqu'à présent des usurpations trop scandaleuses, l'autorité de la Confédération ne s'en est pas moins étendue sur des domaines importants, le droit civil par exemple, que n'avait pas prévus la Constitution. L'Allemagne est encore un pays de très large décentralisation, mais la souveraineté de ses princes n'est plus qu'un principe théorique et un souvenir historique.

Dans la Confédération, le pouvoir réel appartient à la Prusse, dont l'omnipotence est dissimulée par le Bundesrat (le conseil fédéral). Chaque souverain y est représenté par des commissaires révocables et y possède le même nombre de voix que dans l'ancien Plenum de Francfort ; la Prusse, qui a hérité des voix du Nassau, de la Hesse, du Hanovre, du Holstein et de Francfort, dispose de 17 suffrages, la Saxe de 4, le Mecklembourg-Schwerin et le Brunswick de 2, chacun des autres États de 1, en tout 43. Pour avoir la majorité il suffit à la Prusse de gagner cinq des petites principautés qui ne sauraient avoir d'autre volonté que la sienne. Sur les points d'importance primordiale, par exemple dans les questions d'organisation militaire, aucun changement ne peut être introduit que si la Prusse n'oppose pas son véto.

Les petits souverains ne se coaliseraient-ils pas dans le Bundesrat pour défendre par une obstruction sourde les pauvres débris de leur ancienne indépendance et entraver les projets du président de la Confédération? — Bismarck opposa au Conseil des Princes une Assemblée populaire (Reichstag), composée de 297 députés élus pour trois ans, au scrutin secret, par le suffrage universel et direct. L'idée du suffrage universel avait été probablement évoquée chez Bismarck par l'exemple de ce qui se passait en France; elle avait mûri pendant le conflit, en partie sous l'influence de Lassalle, avec lequel il avait eu une série d'entretiens. Isolée en face de la bourgeoisie, la royauté avait failli succomber; en ouvrant le Parlement à une classe nouvelle, elle préparait des compétitions dont elle serait l'arbitre.

Bismarck avait pris d'ailleurs ses mesures pour que ce Reichstag, qui l'aiderait à vaincre les résistances féodales et particularistes, ne gênât pas son autorité. — Il a le droit d'interpellation et vote des adresses, mais ses manifestations sont platoniques, puisqu'il n'a aucun moyen de faire prévaloir ses volontés et qu'il n'a pas à sa barre des ministres responsables. Il vote les lois et a même le droit d'initiative, mais ses propositions demeurent lettre morte, si elles ne sont pas acceptées par le Bundesrat et le président de la Confédération. Il arrête chaque année le budget, mais les principaux chapitres de la loi de finances ont un caractère de permanence. Le projet de Constitution fixait en effet une fois pour toutes l'effectif de paix à 1 p. 100 de la population et le chiffre des dépenses militaires à 225 francs par homme, de sorte que le budget de la guerre échappait complètement à la compétence du Reichstag. Un journaliste français écrivait alors qu'il ressemblait aux crécelles que l'on donne aux enfants : il grogne, mais il tourne. Ses droits réels se bornent à repousser les lois nouvelles et les surcharges d'impôts, et son histoire n'a jamais été qu'une série de vaines joûtes d'éloquence ; il lui est arrivé de faire prévaloir ses désirs, mais uniquement quand ils étaient conformes à ceux du Chancelier.

Entre ces deux assemblées, dont l'une symbolise la réunion des regrets superflus et l'autre celle des vœux impuissants, l'autorité effective appartient au Président du Bund, au roi de Prusse. Chef suprême de la marine et de l'armée, il veille à ce que la Confédération soit toujours en état de défense, règle l'organisation des troupes, leur fonction, leur instruction, leur répartition, leur commandement, nomme les officiers supérieurs; elles lui prêtent serment de fidélité et obéissent sans conditions à ses ordres; leur drapeau, — noir, blanc et rouge, — est le drapeau prussien légèrement modifié.

Le roi de Prusse représente la Confédération au dehors; il déclare la guerre, sous réserve de l'approbation du Bundesrat, à moins que le territoire national ne soit menacé, et signe les traités, qu'il soumet ensuite à l'examen de ses alliés ; il nomme les employés de la Confédération et les révoque ; il ordonne l'exécution fédérale contre les membres négligents ou rebelles.

Ses pouvoirs, il les exerce par l'intermédiaire et sous la responsabilité du Chancelier fédéral, qui est ainsi, par délégation, le véritable souverain de l'Allemagne. On l'a dit bien souvent, la Constitution de 1867 n'a pas été seulement faite par Bismarck, elle a été faite pour lui, taillée sur sa mesure; les historiens se sont épuisés à trouver des images assez pleines pour nous donner une idée exacte de son omnipotence : président du Conseil des ministres en Prusse, ministre des affaires étrangères, chancelier de la Confédération, il est la clé de voûte de l'édifice, la cheville ouvrière d'où dépend l'organisme, le moteur qui donne seul l'impulsion à la machine.

Les libéraux signalèrent la vanité des articles de la Constitution qui proclamaient la responsabilité du Chancelier : il était trop distant, trop élevé, sa chute causerait des retentissements trop lointains, et personne n'aurait le courage, pour combattre quelques abus, de provoquer une crise presque révolutionnaire ; on soumettait l'Allemagne au régime plébiscitaire, ce qui était l'opposé même des principes parlementaires.

Bismarck repoussa les divers amendements qui visaient l'établissement d'un cabinet soumis au contrôle du Parlement, moins parce qu'il redoutait les empiètements de l'Assemblée que pour ne pas accroître l'influence de ses collègues, pour ne pas être obligé de leur reconnaître un droit de contrôle sur ses actes. Il voulait que ses collaborateurs ne fussent que ses subordonnés; il avait horreur des conflits de compétence, des superstitions professionnelles, des *frictions* qui naissent des coteries et des préjugés. Pour les éviter, par un système assez compliqué, au lieu de ministères, il créa dans le Bundesrat une série de commissions, de bureaux. Le Conseil fédéral devint ainsi en même temps qu'une Chambre Haute, un Conseil d'état où se préparèrent les lois et le budget. Dans ce but, il fut réparti en sept sections (armée, marine, douanes et contributions, commerce, voies de communications, justice, comptes) ; la Prusse eut partout la présidence et elle désigna seule les membres des commissions de l'armée et de la marine. Ces bureaux ont donné peu à peu naissance aux Offices impériaux, mais les secrétaires d'état qui les président ne sont responsables que devant le Chancelier.

Quand ils connurent les propositions de Bismarck, les princes réunis à Berlin s'alarmèrent de l'annexion à peine déguisée qui les menaçait. On avait beau leur représenter que l'autorité qu'ils perdaient comme souverains, ils la retrouvaient comme membres de la Confédération et qu'ils n'abdiquaient qu'en faveur du Bundesrat, c'est-à-dire de leurs délégués : le raisonnement leur paraissait spécieux. Mais que signifiaient leurs doléances !

L'œuvre de centralisation napoléonienne avait relativement peu atteint l'Allemagne centrale; le bariolage de la carte y rappelait encore l'anarchie féodale, et quinze souverains minuscules s'y partageaient un territoire assez peu étendu. En Thuringe, la branche aînée ou Ernestine des Wettin, réduite après Mühlberg (1547) à une situation secondaire par l'usurpation de Maurice de Saxe, possédait le grand duché de Saxe-Weimar-Eisenach (280.000 habitants) et les duchés de Saxe-Cobourg-Gotha (170.000 habitants), de Saxe-Meiningen (180.000 habitants) et de Saxe-Altenbourg (140.000 habitants). Ils étaient séparés du royaume de Saxe par les princes de Reuss-Greiz, branche aînée (45.000 habitants), et de Reuss-Schleiz, branche cadette (90.000 habitants); les domaines des princes de Schwarzbourg-Rudolstadt (70.000 habitants) et de Schwarzbourg-Sondershausen (65.000 habitants) s'étendaient dans la région de la Saale, au pied des collines de Thuringe. Le prince d'Anhalt, descendant de l'illustre famille des Ascaniens, qui avait possédé au moyen âge les deux Électorats de Brandebourg et de Saxe, gouvernait, sur les deux rives de l'Elbe moyenne, entre Magdebourg et Wittemberg, 200.000 sujets. Des quatre États du centre, ni le Waldeck, à l'ouest du Weser moyen, vers les sources de la Lippe, avec ses 56.000 habitants, ni la Lippe-Detmold (100.000 habitants), ou la Lippe-Schaumbourg (30.000 habitants), sur le versant de la forêt de Teutobourg, dans le Moyen Weser, n'avaient jamais joué de rôle politique. La maison de Brunswick, branche aînée des Welfs qui régnaient à Hanovre, était plus illustre, mais ses 300.000 sujets ne lui permettaient guère de faire figure dans le monde, et le duc Guillaume, compromis par ses alliances et sans enfant, n'avait ni les moyens ni le désir de défendre bien énergiquement une autorité depuis longtemps sans valeur. Cette longue énumération ne donne d'ailleurs qu'une idée fort incomplète de l'extraordinaire morcellement de ces États qui se composent presque tous non de territoires contigus, mais de parcelles minuscules, souvent enchevêtrées de la manière la plus bizarre avec les possessions prussiennes. Pour se cristalliser en opposition ouverte, la mélancolie de ces souverains en miniature aurait eu besoin d'encou-

ragements et d'appui, et ils ne trouvaient autour d'eux qu'inertie et résignation.

Ils avaient compté sur la Saxe. Réduite à 800.000 habitants par les traités de Vienne, celle-ci s'était rapidement développée depuis que l'abolition des plus lourdes charges féodales (1832) et les réformes de Lindenau avaient favorisé l'essor de l'agriculture. Plus tard, grâce aux chemins de fer, elle était devenue une des régions les plus industrielles de l'Europe : Leipzig était toujours le principal centre de la librairie allemande; Freiberg, Chemnitz et Zwickau étaient prospères et riches, et, sous l'administration timide mais bienveillante du roi Jean, qui en 1854 avait succédé à son frère Frédéric-Auguste II, la population avait dépassé deux millions et demi d'habitants. Jean, dont la France avait à grand'peine sauvé la couronne, craignait que la moindre imprudence ne réveillât des ambitions mal éteintes et des défiances très ombrageuses. Il s'était séparé de Beust et il avait prévenu son nouveau ministre Friesen qu'il tiendrait ses récents engagements avec la même scrupuleuse exactitude qu'il avait rempli ses devoirs vis-à-vis de l'ancienne Diète ; il avait donné des gages de sa loyauté en commençant à réorganiser son armée sur le modèle prussien. S'il avait été homme à renier sa parole, les garnisons qui occupaient encore Dresde et Kœnigstein lui auraient rappelé la prudence que lui commandaient les événements.

L'Oldenbourg (315.000 habitants), divisé en trois provinces, dont la plus importante, le duché d'Oldenbourg proprement dit, avec 250.000 habitants environ, s'étend sur la rive gauche du Weser, pauvre et sans industrie, ne pouvait guère songer à prendre la place abandonnée par la Saxe, et moins encore le Mecklembourg. Relativement populeux (550.000 sujets dans le grand-duché de Schwerin, et 100.000 dans celui de Strelitz), celui-ci était demeuré le refuge des institutions féodales; la Constitution y remontait au xvie siècle; la Chevalerie dominait dans les diètes, et le régime seigneurial y pesait d'un poids si accablant sur les populations rurales qu'en vingt-cinq ans cent mille émigrants avaient quitté le pays. La noblesse, uniquement occupée de ses intérêts, acceptait patiemment l'hégémonie étrangère, pourvu qu'on respectât ses immunités et qu'on ne limitât pas ses prérogatives.

Bismarck, assez durement, fit comprendre aux délégués récalcitrants que le moment des discussions oiseuses était passé; pour calmer les scrupules des plus obstinés, il leur permit de consigner leurs réserves dans le procès-verbal de clôture. Puis, Guillaume remercia ses alliés de leur abnégation : « Il n'aurait pas mis moins

d'empressement à se sacrifier lui-même, si la Providence ne l'avait pas placé à la tête du plus puissant des États confédérés » (janvier 1867).

Le rôle du Reichstag Constituant qui se réunit le 27 février 1867 ne fut pas beaucoup plus glorieux. Les libéraux arrivaient fort déconfits. Leur première rencontre avec le suffrage universel avait été malheureuse et, dans les anciennes provinces prussiennes, ils avaient obtenu à grand'peine un tiers des sièges, encore avec l'appoint des Polonais et des Catholiques. Ils ne firent figure que grâce aux renforts qu'ils reçurent des autres régions de l'Allemagne. Parmi ces nouveaux venus, quelques hommes distingués, Braun, de Nassau et surtout Miquel et Bennigsen, de Hanovre, prirent tout de suite un rôle assez important.

Bennigsen, qu'avait mis en relief sa lutte contre Georges V et le zèle qu'il avait déployé dans la fondation du Nationalverein, avait de l'allure, une certaine majesté naturelle et comme un vernis d'homme d'état. Bien que ses connaissances fussent superficielles, que son application fût médiocre et son intelligence banale, il gagna vite l'oreille du Parlement, parce qu'il exprimait avec une certaine noblesse des idées moyennes, et la majorité l'applaudissait, parce qu'elle se reconnaissait en lui. Ces succès de surface lui suffisaient et il désirait moins le pouvoir que la popularité ; parfaitement honnête, il était incapable de trahir ses idées par ambition, mais il n'aimait pas la lutte et il avait le goût et le respect du succès. Miquel, avec plus de ressources dans l'esprit, moins de scrupules et plus d'intrigue, s'occupait de préférence des questions économiques; elles avaient développé chez lui le dédain des formules et le sens très aigu de la réalité, il n'aimait pas à se trouver du côté des vaincus et il avait trop d'avenir dans l'esprit et d'entregent pour ne pas ménager le pouvoir. Ces néo-Prussiens devaient d'ailleurs en partie leur élection à l'appui de l'administration et ils ne voulaient pas se montrer ingrats, d'autant plus qu'après avoir si vivement appelé la réforme fédérale, ils auraient eu mauvaise grâce à chicaner sur les détails.

Les libéraux des anciennes provinces étaient plus fermes sur les principes. Ils comptaient dans leur camp des hommes fort remarquables, le vieux démocrate Waldeck dont les persécutions n'avaient pas altéré la foi ni l'âge amorti la verve, l'illustre juriste Gneist, Virchow, que ses travaux sur la pathologie ont illustré et qui joignait aux plus rares qualités du savant une ardente pitié pour la souffrance humaine, Hoverbeck dont la vie ne connut jamais de défaillance, Schulze-Delitzsch, qui personnifiait, sans originalité, mais avec distinction, l'économie politique classique. Dans ce groupe d'hommes, aussi

honorables par le caractère que par le talent, Forckenbeck avait acquis une autorité particulière par la solidité de ses convictions, l'étendue de ses connaissances et la modération de son esprit; incapable de trahir ses opinions, il les présentait sous la forme la moins agressive, et son tact, non moins que sa puissance de travail et la dignité de sa vie, lui assurait un crédit qui ne s'arrêtait pas aux limites de son parti. A côté de lui, quelques débutants commençaient une carrière qui devait être glorieuse : Eugène Richter, le futur leader des progressistes, nouveau venu dans le Parlement, se renferma dans une réserve modeste. Édouard Lasker, qui avait été un des fondateurs du parti national libéral, avait vite attiré l'attention par sa rare facilité, la netteté de son programme et sa parole acérée, nerveuse et brillante. Venu de Pologne et juif de naissance, son talent portait les traces de son origine. Peu d'hommes ont joué un aussi grand rôle dans la préparation des réformes juridiques et économiques qui ont constitué l'Allemagne nouvelle; il savait cependant que sa religion lui interdisait les postes supérieurs qui, seuls, eussent pu satisfaire son ambition, et, s'il avait assez de philosophie pour se faire une vertu d'une renonciation forcée, l'amertume qu'il éprouvait se traduisait par une certaine âpreté et quelque tendance au radicalisme. Il avait l'âme assez haute pour détester l'injustice en elle-même, mais on sentait dans ses revendications une part de mélancolie personnelle, et son autorité y perdait ce qu'y gagnait son éloquence.

En somme, le Parlement de 1867, pas plus d'ailleurs que ceux qui lui ont succédé, ne manquait d'orateurs vigoureux, de débatteurs alertes, de tacticiens adroits. Leur courage et leur talent honorèrent leur défaite; ils ne changèrent pas les événements, parce que les circonstances leur étaient trop défavorables et qu'ils n'étaient pas portés par l'opinion. Ils avaient beau indiquer les périls de l'avenir, rappeler à la majorité et au pays les conséquences de leurs capitulations; on les écoutait, on les applaudissait, jusqu'au moment où Bismarck montait à la tribune et criait : « Messieurs, vive l'Allemagne, vive l'armée ! » — Aussitôt un tollé assourdissant, les faibles murmures de la gauche étaient étouffés et on suspectait une trahison dans la réserve la plus vénielle.

En vain la gauche se débattit; elle n'obtint ni l'insertion dans la Constitution de quelques principes généraux qui auraient garanti au peuple un minimum de liberté, ni la responsabilité ministérielle, ni même une indemnité pour les députés. Seuls, les articles relatifs aux dépenses militaires, qui supprimaient pour toujours la prérogative financière du Parlement, rencontrèrent une opposition obstinée. Bis-

marck et la majorité finirent par se mettre d'accord sur un amendement de Forckenbeck, vague et obscur, qui sauvegardait en principe le droit du Reichstag, sans affaiblir en fait l'autorité du souverain : le budget de la guerre était accepté conformément aux propositions du gouvernement jusqu'au 31 décembre 1871; par la suite, l'effectif de paix serait fixé par voie de loi fédérale. La gauche se flattait ainsi de réserver l'avenir; « vous organisez un conflit futur », lui disait Bismarck. Cette première capitulation du Parlement n'annonçait pas cependant des dispositions très héroïques, et, depuis, toutes les fois que la question militaire s'est de nouveau posée, après une discussion plus ou moins vive, le ministère a toujours fait prévaloir sa volonté.

A la Diète de Prusse, les progressistes, sans grand espoir, combattirent encore la nouvelle Constitution qui menaçait les faibles garanties consacrées par la Charte de 1852 et enlevait à la Chambre le contrôle qu'elle exerçait, du moins en principe, sur les dépenses essentielles. On les accusa de particularisme et la Constitution fédérale fut votée par 226 voix contre 91 (8 mai 1867). Naturellement, les autres diètes ne firent pas une plus longue résistance, et la nouvelle organisation entra en vigueur le 1er juillet.

« Ne vous inquiétez pas », répondait Bismarck aux impatients qui lui reprochaient de ne pas avoir taillé en plein drap et d'avoir encore trop ménagé les petits souverains; « mettez seulement l'Allemagne en selle, elle saura bien marcher. » Elle ne marcha pas, elle galopa, et les années qui suivirent Kœniggrætz furent marquées par une série de réformes radicales qui, en modifiant les habitudes du pays et en intéressant au maintien du nouveau régime la classe la plus active et la plus riche, scellèrent l'unité et firent une réalité vivante de ce qui n'était, même après le vote de la Constitution nouvelle, qu'une présomption théorique. Cette œuvre législative, moins connue que les triomphes diplomatiques et militaires, n'est guère moins remarquable ; et que Bismarck en ait aperçu la nécessité, qu'il ait vaincu, pour l'accomplir, les timidités du roi, les inquiétudes de ses collaborateurs les plus sûrs et ses propres répugnances, rien ne prouve mieux la hauteur de son esprit.

La légende voit encore trop souvent dans le Chancelier une sorte d'ogre brutal et farouche, haut en couleur et fort en gueule, marchant joyeusement vers son but sans jeter un regard sur le monceau de ruines et de cadavres accumulés autour de lui. Il est vrai qu'il ne connut jamais, je ne dis pas, le remords, mais même le doute ; malgré tout on le méconnaît absolument, si l'on croit qu'il portait légèrement les terribles responsabilités qu'il avait assumées. On ne joue pas ces

parties effroyables dont l'enjeu est l'existence même de la patrie, on ne regarde pas sur le champ de bataille les mourants dont le dernier regard pourrait être un reproche, sans une prodigieuse dépense de force nerveuse. A cinquante-deux ans, la santé de Bismarck était déjà profondément ébranlée par la vie à outrance qu'il menait, par l'excès de travail, par son hygiène extravagante aussi. De 1866 à 1870, il fut presque tout le temps malade, avec des vomissements de bile, des douleurs névralgiques, des crises de neurasthénie; obligé de se réfugier à Varzin où le poursuivait le tracas des affaires, il revenait incomplètement remis reprendre le harnais. Les moindres contrariétés avaient un retentissement douloureux sur ses nerfs surexcités.

Il était exaspéré par les sournoises intrigues dont il était entouré, les maladresses de ses auxiliaires, la défection de ses anciens amis : après Louis de Gerlach, Senfft-Pilsach, Maurice de Blankenbourg. Même Roon, le fidèle compagnon des jours difficiles, trop mêlé aux événements pour ne pas reconnaître la nécessité des changements qui s'accomplissaient, était saisi de tristesse « en voyant les résultats, éclatants sans doute, mais tout autres que ceux qu'il avait espérés, auxquels on était arrivé et on paraissait devoir arriver. » Entre les deux amis, unis par une longue complicité, des malentendus surgissaient, et de longues négociations n'amenaient pas sans peine un replâtrage qui les laissait également froissés et mécontents. Le roi, qui avait une confiance absolue dans son ministre, restait cependant au fond du cœur fidèle à ses anciennes préférences, ouvrait l'oreille aux insinuations malveillantes. Le Chancelier ne lui savait aucun gré de ses soumissions tardives et il soulageait ses colères par des boutades amères contre le maître pointilleux, tatillon, qui se permettait de modifier les dépêches les plus laborieusement méditées, qu'on n'était jamais sûr d'avoir en main et qui usait ses plus résistantes montures.

Pestant et grondant sous le collier, il s'avançait malgré tout, aiguillonné par les « conseillers de gouvernement », tourmenté par un prurit de nivellement et de progrès, emportant avec lui ses collègues du ministère qui, ahuris, s'accrochaient au passé et s'arc-boutaient pour ralentir sa marche. « L'ancienne Confédération, avait-il dit au Parlement de 1867, n'atteignait pas, à deux points de vue, le but pour lequel elle avait été constituée ; elle ne garantissait pas la sécurité nationale, et, d'autre part, elle n'affranchissait pas le développement de la prospérité publique des entraves que lui opposait la configuration historique des frontières intérieures. » Tout d'abord, il s'occupa d'assurer la puissance militaire de l'Allemagne. Moyennant quelques

adoucissements financiers, le grand-duc de Saxe-Weimar, les ducs de Saxe, les princes de Reuss et de Rudolstadt remirent à la Prusse le soin d'organiser leurs troupes; les contingents des Lippe et des Villes Hanséatiques furent purement et simplement incorporés dans l'armée prussienne. Dans les États plus importants, des inspections rigoureuses talonnèrent l'indolence des gouvernements. Il fut bientôt certain qu'au bout de très peu d'années il n'y aurait plus aucune différence entre les régiments des divers pays et que la nouvelle Confédération disposerait d'une armée incomparable.

Les populations des provinces qui avaient jusqu'alors mené sous leurs petits souverains une existence sans gloire, mais aussi sans fatigue et sans souci, connurent alors les lourdes charges qu'impose la puissance, et beaucoup regrettèrent leurs vœux imprudents. Pour les réconcilier avec le nouveau régime et leur permettre aussi de supporter sans fléchir les impôts très lourds, il était indispensable de provoquer l'essor de l'activité économique et, pour cela, d'accomplir, avec l'appui du Reichstag, des réformes qui, en Prusse, se seraient heurtées à l'invincible opposition de la Chambre des seigneurs. Bismarck n'admettait pas qu'on lui forçât la main, et si la majorité du Parlement témoignait quelque impatience, il la rabrouait vertement. « J'avais toujours le sentiment, dit Forckenbeck, le président de la Diète prussienne, de siéger au-dessus d'un baril de poudre; une maladresse, et une explosion emportait tout. » Le Chancelier regardait comme une injure personnelle la moindre critique, partait en guerre dès qu'il était question de responsabilité ministérielle ou du droit des députés, d'autant plus irascible qu'il n'était pas toujours maître de donner à la gauche les satisfactions personnelles qui partout apaisent si facilement les assemblées. Il lui fallut deux ans pour obtenir du roi le départ du ministre de la justice, le comte zur Lippe, davantage pour écarter le ministre des finances, von der Heydt, qui avait de l'aplomb et de l'agilité, mais qui manquait de fond et de sérieux. Nouvelle bataille pour imposer à Guillaume Camphausen, qui avait de lointaines accointances libérales (1869). Quand, au lendemain de ces luttes sourdes dans le Cabinet, Lasker et Bennigsen présentaient quelques motions destinées à étendre l'autorité du Reichstag ou à garantir la liberté individuelle, le Chancelier les recevait sans aménité. La majorité courbait la tête, ajournait ses demandes; elle sentait que, malgré lui souvent — plus dans tous les cas qu'il ne l'eût souhaité, — le ministre travaillait pour elle. Une fois encore, la force des choses était plus puissante que la volonté des hommes.

Le développement du régime capitaliste qui avait été une des

causes essentielles du mouvement unitaire, avait reçu des récents changements politiques une nouvelle et brusque impulsion. Non seulement la Constitution fédérale abolissait les innombrables entraves qui avaient survécu au Zollverein, mais surtout la fièvre de production et d'activité, encore limitée auparavant à certaines régions, atteignait désormais les groupes que les anciennes constitutions retenaient encore dans un état de torpeur et de stagnation. Partout l'existence se transforme et les convoitises s'allument; les habitudes de voyage et de luxe se répandent, la lutte pour l'existence devient plus féroce; les traditions s'effondrent, les antiques barrières craquent et tombent en morceaux, le vieil idéalisme classique s'effeuille. Une nation nouvelle, âpre au gain et avide de jouissances, exige qu'on ouvre à son impatience un champ aussi large que possible où elle déploiera ses forces bouillonnantes.

Bismarck ne cessait pas de voir le *peuple vrai* dans la population des campagnes dont la ténacité traditionnelle maintient seule l'État au milieu des fluctuations de l'opinion, et il avait toujours aussi peu de goût pour les grandes villes; il comprenait du moins qu'elles sont de nos jours la matrice des idées et les inépuisables productrices de richesses : aussi, quand leurs députés le pressaient de balayer les vestiges du moyen âge qui traînaient sur le sol et qui obstruaient l'avenir, il sentait que leurs désirs étaient justes, parce qu'ils étaient conformes aux nécessités générales. Après tout, ces niveleurs impatients travaillaient pour lui, minaient les derniers souvenirs du particularisme, affaiblissaient la coterie féodale, coupable de n'avoir plus confiance en lui.

Comme il n'avait ni le temps ni les connaissances spéciales nécessaires pour prendre directement en mains les réformes juridiques et économiques, il chercha un collaborateur capable de le suppléer dans une certaine mesure. Il était depuis longtemps en relations avec Delbrück qui, conseiller rapporteur, puis directeur du commerce et de l'industrie, avait été mêlé de très près aux négociations du traité de commerce conclu avec la France en 1862 et au renouvellement du Zollverein (1864); la solidité de ses études, sa clarté de vue, son alerte activité, peut-être aussi son indépendance de caractère lui avaient plu; il le nomma directeur de la Chancellerie fédérale, puis, en 1868, ministre sans portefeuille. Delbrück, qui avait une très haute idée de ses lumières et tenait tête même au Chancelier quand il croyait les principes en jeu, avait peu de goût pour le gouvernement parlementaire et il n'y avait pas à craindre qu'il reniât les principes d'autorité. Il avait l'art cependant de cacher sa volonté très arrêtée

sous des formes courtoises qui plaisaient aux libéraux, peu habitués à être traités avec déférence. D'ailleurs, sur le fond des choses il était d'accord avec eux, et, tout imbu des doctrines de l'économie classique, il avait pour idéal la liberté sans limite de la concurrence et du travail.

Les ordonnances et les règlements qui rattachaient encore dans une certaine mesure l'individu au sol et s'opposaient ainsi au progrès de la grande industrie qui a besoin de trouver à un moment donné les ouvriers qui lui sont nécessaires, disparurent rapidement (Suppression des passeports, 12 octobre 1867; consécration complète et absolue, pour tous les habitants, du droit de fixer leur domicile sur n'importe quel territoire de la Confédération; suppression des lois restrictives relatives au mariage, 4 mai 1868; loi sur l'assistance judiciaire, 21 juillet 1869).

La loi du 17 août 1868 établit un système uniforme de poids et mesures, en prenant pour base le mètre et le système décimal. La réforme du système monétaire fut décrétée en principe et elle fut appliquée dès que l'indemnité de guerre payée par la France permit d'introduire l'étalon d'or (1873). La loi du 27 mars 1870 amorça la réforme des banques d'émission, de manière à apporter quelque ordre dans la confusion des papiers-monnaie en circulation.

Le code général de commerce et la loi sur les lettres de change qui étaient déjà en vigueur dans le Zollverein, furent étendus à toute la Confédération, et on institua à Leipzig un tribunal suprême de commerce dont les arrêts unifièrent peu à peu les coutumes et donnèrent plus de sécurité aux transactions. La fondation des sociétés par actions ne fut plus soumise à l'autorisation de l'État (11 juin 1870).

L'esprit d'entreprise, ainsi débarrassé des entraves qui le gênaient encore, se développa avec une sorte de fureur : de tous côtés surgirent des sociétés, qui n'étaient pas également solides et honnêtes, et, quand la spéculation fut encore affolée par les milliards français, un véritable délire d'agiotage s'empara des esprits. Des centaines de banques jetèrent leurs actions sur le marché ; les villes se transformèrent et les terrains acquirent des prix fantaisistes; de nouvelles voies ferrées ouvrirent à l'industrie et au jeu les provinces encore demeurées à l'écart, jusqu'au moment où le marché surmené s'effondra. A la période des Gründungen (des fondations), succéda le krach de 1873 qui entassa les ruines matérielles et morales. Crises de jeunesse à laquelle aucune nation n'échappe! Quelque douloureuses qu'en aient été les conséquences individuelles, le krach n'ébranla pas

l'édifice de la prospérité publique et ralentit à peine l'accroissement vertigineux de la richesse générale.

Les lois qui limitaient le taux de l'intérêt furent abolies, et la liberté de commerce de l'argent, proclamée (15 novembre 1867). La propriété littéraire et artistique fut reconnue et protégée (11 juin 1870). La poste fut réorganisée : le monopole de Tour-et-Taxis qui s'appliquait encore à un territoire peuplé de trois millions et demi d'habitants, fut racheté; l'unité de taxe, inaugurée, et le prix du port de lettre, fixé à 10 pfennigs (douze centimes et demi) pour l'ensemble du territoire fédéral; les services furent améliorés et les cartes postales, introduites. L'honneur de ces réformes revient surtout à Henri Stephan, qui joignait à une remarquable puissance de travail et à une rare force de volonté, une audace féconde et un véritable génie administratif; il fut un des principaux fondateurs de l'Union postale universelle, et son nom mérite d'être retenu parmi ceux des bienfaiteurs de l'humanité.

Le Reichstag invita le Chancelier à présenter une loi sur les chemins de fer, pour mettre fin à l'exploitation anarchique et à la concurrence ruineuse des compagnies en fixant des principes uniformes de construction et d'exploitation. Les règlements relatifs à la navigation maritime et fluviale furent améliorés; les péages de l'Elbe, supprimés; la représentation consulaire, organisée; l'état-civil des Allemands domiciliés à l'étranger, régularisé.

Par une singulière rencontre, les industriels qui augmentaient leur production si rapidement que, malgré le merveilleux développement de la consommation, le marché intérieur ne leur suffisait pas, et les agriculteurs qui, pendant les dernières années avaient facilement écoulé leur récolte et vu s'accroître dans de larges proportions la valeur de leurs domaines, étaient également favorables au libre-échange, et, malgré les plaintes de quelques manufacturiers du Sud, personne ne songeait à abandonner la politique hardie et large que la Prusse avait toujours suivie depuis la fondation du Zollverein et à laquelle elle avait donné de nouveaux gages dans le traité de 1862 avec la France. D'importantes réductions de tarifs furent votées, en particulier pour les fers, sans que les progrès de l'industrie métallurgique fussent arrêtés par la concurrence étrangère. Les procédés de Nicolaï, qui avait trouvé l'acier fondu en 1815, avaient assuré la prospérité d'Essen, et les produits de l'usine Krupp attiraient à ce moment même à l'Exposition de Paris l'admiration universelle. L'usine, fondée par Bœrsig, qui, en 1833, avait fabriqué à Berlin la première locomotive, livrait maintenant bon an, mal an, un millier de machines. Dans les domaines

les plus divers, le progrès était aussi rapide. Le sol fournissait en abondance la houille, les minerais de fer et de plomb, les engrais minéraux ; les industries textiles étaient en pleine prospérité ; une source nouvelle et presque infinie de richesse s'ouvrait avec les industries chimiques.

Le régime économique nouveau était fondé sur l'extrême division du travail, la production en masse, la concentration des capitaux, le renouvellement fréquent de l'outillage, la rapidité des échanges et l'extension du marché ; il entraînait la ruine des petites exploitations, et beaucoup d'artisans et de patrons indépendants sombraient dans le prolétariat. La réaction aurait voulu protéger la petite bourgeoisie contre cette décadence en restreignant la concurrence et en favorisant plus ou moins franchement les corporations. Au contraire, la loi du 21 juin 1869 proclama définitivement la liberté du travail : les corporations perdirent leurs privilèges et leurs derniers monopoles ; chacun put à ses risques et périls exercer la profession qui lui convenait, ouvrir autant d'établissements qu'il jugeait bon, embaucher autant d'ouvriers qu'il pourrait en employer ; les différences légales entre les villes et les campagnes disparurent ; le colportage fut autorisé. La liberté de coalition fut reconnue.

Un code pénal fut voté (31 mai 1870), et, dès 1869, Lasker et Miquel firent adopter par le Parlement une motion qui demandait que la compétence de la Confédération fût étendue au droit civil et à la procédure.

Il était absurde de laisser subsister au milieu de l'Allemagne moderne le régime administratif prussien, encore tout embarrassé de survivances féodales. Même après l'abolition des corvées, les Junker conservaient dans leurs communes de véritables droits régaliens : ils exerçaient la police locale, nommaient les pasteurs et les syndics du village, inspectaient l'école ; ils avaient la haute main dans les assemblées de cercles. Quand on essaya de toucher à leurs privilèges, ils défendirent avec l'énergie du désespoir la dernière forteresse où ils s'étaient cantonnés. Le ministre de l'intérieur, Frédéric-Albert d'Eulenbourg, très vaniteux, eût volontiers attaché son nom à une réforme importante, mais sa nonchalance indifférente n'aimait que les victoires sans lutte. Bismarck qui avait trouvé en lui un collaborateur très sûr au moment du conflit, hésitait à se séparer de lui : il craignait de pousser au paroxysme la colère des conservateurs et, plus encore, de susciter de trop vives espérances chez les libéraux dont il n'acceptait l'alliance qu'à condition et à qui il ne voulait pas se livrer. La réforme administrative traîna ainsi encore plusieurs années ; la

« fameuse ordonnance libérale des cercles », ainsi que la nommait amèrement Roon, ne fut votée qu'à la fin de 1872, après qu'une fournée de seigneurs eut brisé la résistance de la Chambre Haute.

L'organisation financière marcha aussi assez lentement, et Bismarck n'était pas très satisfait de son nouveau ministre, Camphausen, qu'il accusait de manquer d'initiative et de vigueur et qui en effet vivait d'expédients. La Constitution de 1867 attribuait à la Confédération les revenus des douanes, des impôts indirects communs et des postes et télégraphes. Comme ces recettes ne couvraient pas les dépenses, le surplus nécessaire était fourni par les contributions matriculaires des divers États, calculées pour chacun au prorata de sa population. Ce système était fort injuste, puisqu'il frappait de taxes égales des pays de richesses fort dissemblables, et, en justifiant les récriminations des particularistes, il discréditait le nouveau régime. Le Chancelier proposa au Reichstag une série variée de redevances sur le tabac, le pétrole, l'alcool, la bière, le sucre. Ses projets n'eurent aucun succès : les particularistes rencontrèrent ici l'appui des libéraux qui ne voulaient pas que le gouvernement disposât de ressources considérables et destinées à s'accroître régulièrement, ce qui leur eût enlevé les faibles moyens d'action qu'ils conservaient encore. Presque tous les plans financiers du gouvernement furent ainsi repoussés, et ce n'est que tout à fait dans la dernière partie de sa vie que Bismarck parvint à en réaliser une partie encore assez minime.

Ces échecs de détail s'effaçaient devant la grandeur de l'œuvre accomplie. Quand le roi, en 1870, jetait avec un légitime orgueil les yeux sur le terrain parcouru et parlait « des grands succès obtenus dans un temps relativement court », il ne faisait que devancer le jugement de l'histoire. « Nous légiférons trop, disait un conservateur, nous travaillons trop vite ; il faudra bientôt passer son temps à lire les lois et il ne nous en restera plus pour vivre. » Même les étrangers s'étonnaient de cette activité, et les Anglais remarquaient que le Parlement allemand abattait plus de besogne en quatre ans que les assemblées britanniques dans un demi-siècle. C'est qu'il s'agissait de rattraper le temps perdu et de gagner la sympathie du peuple « en lui donnant l'assurance que les espérances qui se rattachaient à la Confédération ne seraient pas perdues ».

*
* *

Au moment des discussions relatives à la constitution fédérale, Bismarck n'avait pas caché qu'il espérait bien compléter un jour

l'unité germanique. Quand, au printemps de 1867, les particularistes de Bavière et de Wurtemberg firent mine de protester contre les conventions militaires, il les menaça de ne pas renouveler le Zollverein, et les Diètes de Stuttgart et de Munich, avec plus ou moins de bonne grâce, acceptèrent son ultimatum. Encore ne leur accorda-t-il la prolongation de l'Union douanière qu'à des conditions fort dures : les divers États renonçaient au véto qu'ils possédaient auparavant; l'organisation et la direction de l'association appartenaient au Bundesrat grossi des délégués des États du Sud (six pour la Bavière, quatre pour le Wurtemberg, trois pour Bade; la Hesse qui n'avait qu'une voix dans le Bundesrat, en avait trois quand il s'agissait de questions commerciales). Le Bundesrat renforcé était présidé par la Prusse qui négociait les traités de commerce et les présentait ensuite au Conseil fédéral et au Parlement douanier. Celui-ci était formé par le Parlement fédéral accru des députés du Sud, élus dans les mêmes conditions que ceux du Nord, proportionnellement à la population : « Chaque député est le représentant du peuple tout entier, sans que sa liberté puisse être liée par des instructions ou des mandats impératifs ».

Au mois de novembre 1867, après l'accession du Mecklembourg et de Lubeck, qui étaient jusqu'alors restés en dehors du Zollverein, l'Union douanière comprenait une population de 38.000.000 d'habitants et embrassait l'Allemagne entière, moins les deux grandes places de commerce, Brême et Hambourg, qui demeuraient ports francs. Que signifiait dès lors l'indépendance de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade, déjà asservis à la Prusse par les traités militaires et dont la vie économique se mêlait à la sienne par un inextricable réseau d'habitudes et d'intérêts? L'Unité germanique était faite, il n'y avait plus qu'à la proclamer.

Les libéraux regardaient comme certain qu'à la première entrevue les frères du Sud et du Nord, que les intrigues du Welsche avaient voulu séparer, tomberaient dans les bras les uns des autres. Leurs calculs furent déçus en partie, précisément parce que les populations méridionales, qui avaient en fait obtenu ce qu'elles désiraient, n'avaient plus aucune raison de sacrifier leur autonomie. Le Parlement douanier s'acquitta de ses fonctions spéciales avec beaucoup de compétence, et l'activité féconde qu'il déploya forme un heureux contraste avec la torpeur des anciennes conférences douanières que, pendant les dernières années, les rivalités des gouvernements avaient presque frappées de paralysie; il ratifia une série de traités de commerce, vota un très remarquable règlement douanier (1869), très

libéral, fort bien étudié, et qui fut accueilli avec joie par les commerçants. Mais, sans affectation, les députés du Sud se renfermèrent dans leurs fonctions. On les accablait de prévenances, on les traînait de banquets en banquets : ils répondaient aimablement, mais en pesant leurs paroles et sans abandon. Ils ne voulaient pas vivre en dehors de l'Allemagne, mais en marge. Ils avaient reçu les confidences des députés annexés, dont le sort leur paraissait plus digne de pitié que d'envie ; beaucoup parmi eux étaient protectionnistes et ils jugeaient le Midi sacrifié au Nord. Surtout les habitudes d'esprit, les mœurs, les coutumes, les tempéraments étaient trop opposés. Les méridionaux s'étaient battus sans conviction en 1866, leur défaite ne leur avait pas laissé de rancune, et ils reconnaissaient sans fausse honte les vertus de leurs vainqueurs. Seulement ces vertus trop acquises ne leur inspiraient aucune sympathie ; ils regrettaient de ne pas trouver chez leurs associés ces qualités de simplicité patriarcale, de franchise souriante et de facile bonhomie qu'ils résument par le mot de Gemüth ; ils avaient le goût de la liberté plus que de la gloire, et, pourvu que leur sécurité fût garantie, ils se consolaient facilement de n'opprimer personne. Leur modestie prenait sa revanche dans le monde de la pensée et ils se plaisaient aux systèmes grandioses et aux hardiesses de la métaphysique ; la raillerie berlinoise, caustique et sèche, qui n'est qu'une sorte de blague sans bonne humeur et sans fantaisie, les froissait, et ils étaient choqués par les contradictions perpétuelles de ce peuple qui n'a d'indépendance que dans l'esprit, non dans le caractère.

L'erreur grave du gouvernement français, et il fut cependant averti par ses agents, fut de ne pas comprendre la nature de ces répugnances et leurs limites ; un frondeur n'est pas nécessairement un révolté et on ne renie pas un dieu parce qu'on conteste quelques points du dogme. Les Prussiens n'étaient pas des frères très agréables et on aimait autant ne pas vivre trop près d'eux. Cela ne veut pas dire qu'on fût prêt à les trahir.

Cette antipathie était d'ailleurs compensée dans une certaine mesure par les jalousies intimes qui divisaient les États méridionaux. A plusieurs reprises, le gouvernement bavarois essaya de préparer la formation d'une Confédération du Sud, proposa à ses voisins des conférences militaires, des réunions diplomatiques périodiques.

Bismarck ne s'y opposait pas. Ses sympathies et ses haines personnelles ne laissaient pas que d'avoir quelque part dans ses résolutions ou du moins dans ses plans de campagne. Sa réconciliation avec le Prince royal de Prusse, complète en apparence, n'avait pu effacer chez

lui le souvenir des conflits récents et il gardait une aversion insurmontable pour la reine Augusta. Cette antipathie s'étendait à sa fille, la Grande-duchesse de Bade, et au mari de celle-ci, Frédéric; il n'aimait pas davantage les libéraux du grand-duché, Mathy, Freytag, qu'il trouvait encombrants et dont les effusions intempestives l'agaçaient. Il avait au contraire un certain faible pour Louis de Bavière, et, à ses yeux, les Wittelsbach, sortis du vieux sol germanique, méritaient plus d'égards que les souverains de Bade ou de Wurtemberg, qu'il regardait comme des parvenus inventés par le caprice napoléonien. Il avait longtemps borné son ambition à étendre la prépondérance des Hohenzollern sur l'Allemagne septentrionale et il était au moins en partie sincère quand, à la veille de sa rupture avec l'Autriche, il essayait de négocier avec la cour de Munich et lui offrait la direction de la Haute-Allemagne. Ottokar Lorenz croit que, même après sa victoire, il n'avait pas complètement renoncé à son programme : « Affirmer, dit-il, qu'il n'a pas favorisé la formation d'une Confédération du Sud, c'est vouloir ne tenir aucun compte de tous les documents de 1867 à 1870. » Il exagère; les ambitions du Chancelier s'étaient fort accrues et à aucun prix il n'aurait laissé aux Wittelsbach en Allemagne un rôle analogue à celui des Hohenzollern. Du moins les traitait-il avec beaucoup de ménagements, de peur de les pousser à un coup de tête et de les jeter complètement entre les bras de l'Autriche et de la France, ce qui eût été la source de très grosses difficultés.

Il était assez disposé à admettre que le meilleur moyen de les retenir était précisément de flatter leur ambition, et il ne voyait aucun inconvénient à ce que les ultramontains de Bavière frayassent avec les Badois, pour lesquels il ne redoutait pas la contagion du particularisme. Il calmait de son mieux la pudeur effarouchée du cabinet de Karlsruhe qui repoussait avec indignation les avances de Munich, en lui représentant « qu'il y avait toujours moyen de s'assurer une porte de derrière ». Quand on lui demandait si la paix de Prague interdisait l'entrée de l'Allemagne du Sud, en totalité ou en partie, dans la Confédération du Nord, il répondait que ces discussions doctorales étaient dangereuses et stériles, et que mieux valait, « ne pas écrémer le pot de lait, de crainte que le reste ne s'aigrît ». Au mois de février 1870, Lasker essaya de lui forcer la main, proposa au Reichstag un vœu favorable à la réception immédiate du grand-duché de Bade dans la Confédération du Nord. Le Chancelier remit vertement à leur place ces laïques qui s'aventuraient sur ses domaines réservés. — Ils ne comprenaient donc rien!

A quelle place l'action de Bade s'exerçait-elle avec le plus d'utilité? Était-ce dans la Confédération ou au milieu des États du Sud, près desquels il jouait le rôle de ferment. Ces cerveaux brûlés avaient autant de bon sens que Percy qui, après avoir tué une demi-douzaine d'Écossais, se lamente sur la monotomie de la vie : il ne se passe rien, il faut un peu d'animation! Belle affaire que de donner aux étrangers un prétexte légitime de plainte, en violant les conditions qu'il avait lui-même dictées.

Ses coups de boutoir dissimulaient tant bien que mal la déception que lui causait la marche des événements. Les élections de 1868 avaient prouvé la force que conservait le particularisme dans le Sud : en Bavière, les libéraux n'avaient eu que 12 députés contre 27 patriotes et 10 indécis ; dans le Wurtemberg, ils avaient été battus dans les 17 circonscriptions ; même à Bade et en Hesse, leur succès n'avait été ni complet ni facile. Les particularistes avaient constitué dans le Parlement douanier le parti de l'Allemagne du Sud qui comptait 57 membres. Depuis lors, les idées unitaires avaient encore perdu du terrain. La situation était très tendue à Darmstadt, où Dalwigk resta au ministère jusqu'en 1871 et où Frédéric III déclarait qu'il préférerait perdre sa couronne plutôt que de tolérer dans son armée un seul officier prussien.

A Karlsruhe, bien que la mort du ministre Mathy (février 1868), un des survivants du parti national de 1848, qui devait à son passé une autorité particulière, eût jeté un moment le désarroi parmi les partisans de la Prusse, le danger n'était pas très sérieux. Le ministère de la guerre avait été confié à un général prussien, de Beyer, et l'armée, réorganisée suivant les inspirations et sous la surveillance de Guillaume, était secrètement rattachée au 8e corps fédéral. Le nouveau ministre, Jolly, continuait la politique de son prédécesseur, et les libéraux, qui lui reprochaient de ne pas assez apprécier leurs services, lui étaient vite ramenés par l'épouvante que leur causaient les catholiques, qui possédaient la majorité réelle dans le pays et qu'une adroite loi électorale tenait seule en échec. Les unitaires se défendaient mal cependant d'un certain abattement, et, en dépit des assurances formelles que lui prodiguait Bismarck, le grand-duc ne se consolait pas de voir toujours s'éloigner l'abdication après laquelle soupirait.

La situation était beaucoup plus grave dans le Wurtemberg, Varnbüler, bien qu'il eût imposé à ses Chambres, non sans peine, le traité d'alliance avec la Prusse et une nouvelle loi militaire et qu'il eût introduit dans l'armée le fusil prussien, demeurait suspect à

Bismarck qui, en 1868, dans une lettre fulminante, l'accusait de laisser le champ libre à une coupable agitation anti-prussienne et de faire de son pays la sentine des pires éléments révolutionnaires. Cette algarade ne modifia pas la ligne de conduite de Varnbüler; il respectait ses engagements, mais se réservait le droit de les interpréter, parfaitement d'accord sur ce point avec la cour.

Le roi Charles voulait bien être l'allié des Hohenzollern, mais non pas leur séide. Il n'avait aucune sympathie pour les démocrates qui formaient la moitié de la Chambre, et il était peu édifié par l'attitude du journal « le Beobachter » et de Karl Mayer, qui parlaient de lui racheter sa couronne moyennant indemnité; mais il les combattait sans vigueur, afin de contenir par eux les partisans de la Prusse. L'opinion était favorable aux radicaux, le pays se couvrait de cercles populaires, et des adresses revêtues de 150.000 signatures demandaient le remplacement de l'armée permanente par des milices analogues à celles de la Suisse. Le comité des finances, sans aller aussi loin, accepta la proposition de 45 députés qui réclamaient la réduction du budget de la guerre (1870); le ministre, qui avait vainement combattu le vote, se retira. Charles jugea les radicaux un peu compromettants, éloigna le ministre de l'intérieur suspect de faiblesse pour les démocrates, et confia le portefeuille de la guerre au général Sückow, dont les sympathies prussiennes étaient connues. Il ne voulait pas malgré tout imposer au pays des sacrifices excessifs : le service actif était réduit à deux ans et la landwehr n'existait que sur le papier. Parmi les officiers, la campagne de 1866 avait laissé des souvenirs assez amers, et Varnbüler ne faisait rien pour modifier leur attitude.

Tandis qu'à Stuttgart l'opposition était menée par les démocrates, à Munich, la campagne contre la Prusse était conduite par les ultramontains. Le prince Clovis Hohenlohe-Schillingsfürst, qui fut plus tard gouverneur de l'Alsace et, après la retraite de Caprivi, chancelier de l'Empire allemand (1884), était depuis longtemps en Bavière le chef du parti anti-autrichien, et c'est à ce titre qu'en 1866 il avait remplacé Pfordten comme ministre des affaires étrangères. Il avait fait voter l'Union douanière et il désirait vivre en bons termes avec Bismarck. Mais sa complaisance n'allait pas jusqu'à trahir ses devoirs envers son souverain. Il avait de l'esprit, de la bonne humeur, mais sa clairvoyance manquait un peu de sang-froid et il lui arrivait d'aggraver les périls en cherchant à les éviter. Il avait contre lui les princes, la Chambre Haute et la majorité du pays, et ne se maintenait tant bien que mal que grâce à la bienveillance tou-

jours précaire du roi et à l'appui des libéraux, à qui une pression officielle très énergique avait pour un moment donné la majorité dans la Diète. Pour les satisfaire, il présenta une loi qui enlevait au clergé la surveillance de l'école. C'était s'attaquer à un ennemi plus fort que lui, à un moment où les esprits étaient très surexcités par la convocation du concile du Vatican. Les élections du 22 mai 1869 brisèrent la majorité libérale, et, quand le roi prononça la dissolution de la Chambre, de nouvelles élections assurèrent le triomphe des ultramontains. Le roi essaya encore de maintenir Hohenlohe, mais la lutte était impossible; il passa la main au comte Bray-Sternbourg (7 mars 1870).

Bray, bon catholique et bon Bavarois, connaissait bien l'Europe et il avait vu de près la décadence de l'Autriche; aussi redoutait-il les imprudences. On était dans un marais, et, plus on s'agiterait, plus l'enlisement serait rapide. Il s'enferma vis-à-vis de Bismarck dans la plus extrême réserve, et, s'il combattit les demandes des ultramontains qui auraient amené la désorganisation de l'armée, il ne fit rien pour en hâter la transformation sur le modèle prussien. La loi qui fixait à six ans le temps de service était très mollement appliquée et les effectifs étaient réduits outre mesure par des congés excessifs; la Bavière avait conservé ses règlements particuliers d'exercices et de manœuvres, son système d'administration militaire; elle avait adopté le fusil Werder, « de sorte, affirmaient les officiers prussiens, qu'il n'y avait pas plus de ressemblance entre l'armée bavaroise et celle de la Confédération du Nord, qu'entre les armées prussienne et française ».

« Ne vous y trompez pas, disait Windthorst dès 1868, le moment du flux de l'unité est passé; nous nous trouvons maintenant dans un fort remous. » Le roi Guillaume était mélancolique. « L'unité s'accomplira, disait-il, mais quand? » Miquel se plaignait, après la tentative de Lasker, que la réponse du Chancelier eût ajourné aux calendes grecques la solution de la question allemande; Roggenbach croyait que la tentative de 1866 avait échoué et que Bismarck sentait lui-même qu'il avait assumé une tâche impossible.

Pessimisme singulier et qui ne répondait guère à la réalité. Bismarck avait parfaitement raison contre ses adversaires quand il affirmait que le roi Guillaume possédait dans l'Allemagne entière une autorité telle qu'aucun empereur depuis cinq siècles n'en avait exercé de pareille et que, depuis les premiers Hohenstaufen, l'unité du pays n'avait jamais été aussi réelle. « Le nom d'Empereur seul manque, mais le nom ne fait rien à la chose. » Il était bien obligé de

s'avouer cependant qu'il s'était exagéré la puissance d'attraction de la Confédération du Nord, que les particularistes ne désarmaient pas et que les barrières ne s'effondreraient pas d'elles-mêmes. « Qu'est-ce que la frontière du Mein ? avait dit Miquel au Parlement constituant. Une station où l'on fait halte pour prendre du charbon et de l'eau, souffler un instant et se remettre en route. » Or, voici que la machine n'avançait plus, et il semblait probable que, chaque délai rendrait la fusion plus difficile. Le Chancelier jugea le moment venu de précipiter le mouvement qui languissait. Quelques diplomates à courte vue prenaient au tragique l'opposition qu'il rencontrait et s'imaginaient que l'Allemagne, frémissant sous le joug, n'attendait qu'une occasion pour s'affranchir des Hohenzollern. Il connaissait mieux son peuple et la trempe du patriotisme germanique. Les particularistes ne puisaient leur force de résistance que dans la sécurité absolue de l'Allemagne ; du jour où elle paraîtrait seulement menacée, leurs aversions superficielles ne tiendraient pas une heure en face de la haine de l'étranger et de la soif de domination. Les partis ne sont pas la nation. Dans les circonstances ordinaires ils font illusion, parce qu'à un solide noyau de fanatiques adhère une masse diffuse de demi-convictions et de préférences vagues ; mais qu'une question capitale surgisse qui intéresse les passions primitives et les instincts essentiels, ils se désagrègent et sont emportés par le flot. Bismarck savait que, pour faire sauter la barrière aux plus récalcitrants, il suffirait qu'un pantalon rouge apparût à l'horizon. Les années qui s'étaient écoulées depuis 1866 avaient été bien remplies ; les terreurs qu'avaient soulevées en Europe les victoires de Bohême s'étaient atténuées ; les provinces annexées s'étaient résignées ; la réorganisation militaire était achevée. Le moment était venu de terminer l'œuvre commencée par le fer et par le sang.

*
* *

Une guerre nouvelle était si bien dans la logique des événements que le pays, absorbé daus cette attente, n'accordait plus qu'une attention distraite aux autres phénomènes de la vie sociale. Tous les talents étaient comme requis pour la grande œuvre de l'Unité, et l'on regardait presque comme des réfractaires les distraits ou les raffinés qui commettaient l'anachronisme de supposer qu'un peuple peut avoir autre chose à faire qu'à gagner de l'argent ou à remporter des victoires. Ce serait cependant négliger un coin important de la vie de l'Allemagne que de ne pas essayer de mar-

quer les principaux courants intellectuels qui l'agitaient alors. Que d'ailleurs, en dépit de l'indifférence de la foule, la vie littéraire et artistique n'ait pas été à ce moment indigne d'intérêt, il suffira sans doute pour le prouver de rappeler que, de 1860 à 1870, Heyse et Raabe produisent leurs œuvres les plus remarquables, que Hamerling arrive à la renommée, que la peinture, avec Makart, Feuerbach et Bœcklin, se dégage des influences qui ont si longtemps gêné son développement, que c'est l'époque enfin où Wagner termine les *Maîtres Chanteurs, l'Anneau des Niebelungen* et *Tristan*.

Si les critiques allemands parlent volontiers de décadence à propos de maîtres dont plusieurs exercent sur nous un charme singulier, ils n'entendent certes pas contester le prestigieux et troublant pouvoir de quelques-uns d'entre eux sur les imaginations et les cœurs; ils s'inquiètent seulement de ce qu'ils ont de violent et d'excessif, de l'exaltation frénétique de leur sensibilité, des subtiles angoisses qui tourmentent leur conscience esthétique, de leurs élans fougueux suivis de brusques prostrations. Cette surexcitation des facultés émotives, cette *Reizbarkeit* que Lamprecht signale comme la caractéristique de l'époque contemporaine, cette recherche des procédés les plus tumultueux, ce besoin maladif de divertissement, s'expliquent à la fois par l'intensité et le surmenage de la vie moderne, et aussi par le lent travail accumulé des générations antérieures, dont les nouveaux venus sont comme le produit luxuriant et morbide. Héritiers d'une longue lignée de turbulents chercheurs d'aventures qui ont remué trop d'idées et sont revenus de tous les systèmes, ils continuent à errer dans les temples désolés où tant d'idoles se sont écroulées tour à tour, mais on sent bien qu'ils ne possèdent plus la foi rayonnante et joyeuse de leurs devanciers. La métaphysique n'est chez eux qu'un prétexte et un voile à travers lequel on aperçoit leur lassitude et leur ennui. Les meilleurs n'ont plus désormais d'autre culte que la Beauté, et c'est sur elle seule qu'ils comptent pour régénérer le monde. La plupart des autres ne sont que des continuateurs timides qui récitent sans conviction des formules épuisées. Défenseurs attardés de causes séniles et discréditées, ils semblent gagnés par le scepticisme ambiant; ils ne se soucient guère du triomphe et ils semblent demander pardon pour leur dogmatisme intempestif. Ils ont été pénétrés par trop d'influences contradictoires et leurs convictions se diluent dans un éclectisme élégant. Leurs haines sont courtoises comme leurs ambitions sont modestes, parce que leur marche est embarrassée par les emprunts qu'ils font à leurs adversaires.

Les révoltes d'un Strauss ou d'un Feuerbach prouvaient encore la redoutable puissance des doctrines contre lesquelles ils se ruaient d'un si furieux élan. Plus que leurs attaques, l'épreuve du pouvoir avait été funeste aux orthodoxies religieuse et politique. — Lotze continuait à être le parangon des défenseurs du passé, et rien ne prouvait mieux combien les traditions féodales et chrétiennes se dissolvaient sous l'action érosive des mœurs nouvelles. Les hobereaux, qui redoutaient pour leurs fils la contagion des idées subversives, les lui envoyaient, comme auparavant, à Gœttingue, où, comme Stahl, il dénonçait la misère de la raison et mettait en garde ses jeunes auditeurs contre les pièges du sens commun. Il n'y apportait cependant ni la même solidité pesante ni la même ardeur farouche que l'implacable juriste. Lotze est lui-même trop épris « de la magnificence lumineuse et sonore de la réalité » pour que ses lecteurs ne s'attardent pas sur la terre ; il avait un sens très vif de l'esthétique moderne, et son style, d'une élégance un peu gracile et sèche, s'échauffe pour nous décrire la beauté que recèle la civilisation contemporaine. Son Dieu même n'est que l'artiste suprême qui s'amuse à s'offrir le plus chatoyant des spectacles. Nous saura-t-il mauvais gré si, à son exemple, nous ne voyons dans la vie qu'un jeu, dans la vérité qu'une nuance miroitante et dans le devoir qu'une parure? Il y a entre les sectaires qui avaient essayé de convertir l'Allemagne et le nouvel apôtre de la tradition, la même différence qu'entre les redoutables mystiques qui fondèrent l'Ordre des Jésuites et leurs aimables disciples du XVIIe siècle, pour lesquels la dévotion n'est qu'un raffinement de politesse et le vernis de l'honnête homme. Sa sincérité n'est pas contestable, mais sa conviction n'est pas contagieuse, parce qu'il s'y mêle une sorte de détachement. Il propose, après tant d'autres, une solution de l'énigme du monde, mais sans se flatter d'apporter le mot définitif, et il tient moins à nous persuader qu'à nous montrer qu'il n'est dupe de rien, pas même de sa foi. Son ironie voilée et discrète, peut-être inconsciente, faisait de lui le conducteur naturel d'une aristocratie étiolée qui ne pensait plus à la Croisade et qui songeait moins à convertir la foule qu'à s'en distinguer.

A première vue, Hartmann, dont la *Philosophie de l'Inconscience* (1869) fut saluée comme une renaissance de la haute spéculation, semble indiquer une ardeur plus juvénile. Hegel lui-même ne nous avait jamais accablés d'une pareille avalanche d'*a priori* et de syllogismes ; sous ce déluge de métaphysique, nous perdons pied et il nous reste juste assez de lucidité pour admirer la dextérité avec

laquelle l'imperturbable interprète du monde nous montre l'Univers créé et déterminé par l'union et par l'opposition de l'Idée et de la Volonté. Quand nous reprenons haleine, nous distinguons assez vite les fragments incohérents dont s'est formé un système annoncé avec tant de fracas et de hautaine assurance. La question n'a pas en soi grande importance tant qu'il ne s'agit que de philosophie transcendante, mais quand Hartmann veut bien redescendre sur la terre, il ne semble pas que son essai de synthèse l'ait heureusement inspiré.

Le monde se développe suivant un plan rationnel et sage, et le progrès se dégage normalement de la lutte des égoïsmes ; au moment fixé, apparaît le héros qui doit donner à l'humanité l'impulsion nouvelle qu'elle attend ; cet homme nécessaire ne manque jamais à son heure, parce qu'il n'est que l'incarnation des besoins obscurs qui fermentent autour de lui, et sa puissance est irrésistible, parce qu'il accomplit la loi de l'Univers en réalisant les aspirations instinctives de la conscience générale ; les niais qui se mettent en travers de sa route sont écrasés par la roue de la destinée, sans que leur défaite mérite une larme et sans qu'ils aient même le droit d'accuser le génie providentiel qui les broie. Hartmann, avant que des rhumatismes l'eussent transformé en philosophe, servait dans l'armée prussienne : son livre n'est souvent que le Commentaire de Hegel par un officier qui, désolé de n'avoir pu suivre ses camarades sur le champ de bataille, veut au moins justifier et hâter leurs triomphes : — les particularistes auraient mauvaise grâce à s'inscrire en faux contre l'évolution nécessaire de l'histoire.

Que leur vaudra leur soumission? Pas grand'chose, et Schopenhauer corrige ici Hegel d'une façon assez inattendue. Si le monde est aussi bon qu'il peut être, cela ne signifie pas qu'il vaille grand'chose, et quelques progrès qu'on suppose, il est vraisemblable que les heures seront toujours infiniment rares où l'homme s'élèvera au-dessus du zéro de la neutralité, c'est-à-dire de l'absence de souffrance. Les rêveurs qui nous présentent dans l'avenir une humanité guérie des maux qui la rongent et régénérée, nous trompent, et leurs fadaises puériles s'évanouiront, comme se sont déjà évaporées les consolations des prêtres et comme s'effritent entre nos mains les joies terrestres que nous convoitons. Hartmann nous dépeint les mirages décevants dont nous leurre l'Inconscient, avec infiniment de verve et de fougue ; ses adversaires l'ont acccusé d'y apporter quelque coquetterie, et il se met visiblement en dépense d'esprit. Il est clair bien que le succès ne lui était pas indifférent et il pensait, comme Renan, que de toutes les vanités, la gloire littéraire est la moins vaine. Ses pré-

occupations d'écrivain nous inspirent déjà quelques doutes sur la sincérité de son détachement, et les prophètes ne convertissent guère les foules, qui songent tellement à l'approbation de la presse. Si le monde est mauvais, pourquoi se donner tant de mal pour lui arracher un sourire ?

Ainsi mis en garde, nous nous apercevons vite des faiblesses et des incohérences d'un système qui n'est pas plus original pour être composé d'éléments empruntés à des maîtres opposés. De quel droit exiger de nous que nous travaillions au progrès, puisqu'en définitive ce progrès ne signifie rien ? Quel avantage saurions-nous trouver à être du côté des vainqueurs, alors que les triomphes de ceux-ci ne leur préparent qu'une nouvelle désillusion ? Puisque l'Univers est toujours sûr de rencontrer sa voie, pourquoi ne laisserions-nous pas l'Inconscient agir sans nous ? — Hartmann a voulu compléter Hegel par Schopenhauer ; il n'a réussi qu'à les affadir et comme à les user l'un par l'autre. Il nous choque souvent par l'audace fanfaronne de ses affirmations, il nous amuse quelquefois par ses observations ingénieuses ou profondes, il ne nous fournit jamais un mobile d'action. Lotze a pour disciples des dilettantes blasés qui suivent d'un regard ironique la succession des phénomènes et se consolent de leur impuissance en contemplant le pittoresque spectacle des ruines amoncelées sur leur passage ; Hartmann ne rallie autour de lui que des résignés qui n'ignorent pas que, quelque parti qu'ils choisissent, ils n'ont à attendre que des déceptions et des regrets.

Sur ces métaphysiciens qui jonglent trop adroitement avec des affirmations qu'ils n'ont pas toujours l'air de prendre très au sérieux, les continuateurs de l'École de Feuerbach ont au moins l'avantage de la clarté. Leur façon de résoudre les problèmes est d'une simplicité enfantine : ils les suppriment. Reste à savoir si l'instinct religieux, inné ou acquis, peu importe, est si facile à abolir et s'il suffit de nous prêcher que nous devons borner nos regards à la terre pour nous guérir de la nostalgie du Ciel ? Les stoïciens déjà avaient nié la souffrance, ce qui malheureusement n'est peut-être pas tout à fait la même chose que la guérir. Les coryphées du matérialisme du moins croient à leur panacée ; leurs convictions sont d'autant plus absolues qu'elles sont exclusivement négatives et qu'elles sont surtout inspirées par des haines ; mais leurs colères sont généreuses et leurs révoltes ont leur origine dans une sublime espérance. A l'opposé de Hartmann et de Lotze, ils ont moins d'idées que de passions, et chez eux le cœur est plus grand que l'esprit.

J'ai eu l'occasion de connaître quelques jeunes naturalistes qui

revenaient d'Iéna, où ils avaient suivi les leçons de Hæckel. Ils parlaient de lui comme d'un prophète ; il leur avait communiqué sa flamme et il les avait transformés en missionnaires d'un nouvel Évangile, l'Évolution. C'est un fait assez caractéristique qu'aujourd'hui, au moment où la lutte contre la tradition a pris sa forme la plus aiguë, les libres penseurs français aient pu songer qu'un des meilleurs moyens de recruter des partisans à leur cause, était encore de répandre ses écrits de propagande populaire. L'*Histoire naturelle de la Création* (1868) est en effet un excellent livre de polémique, animé d'une espérance si intense qu'au bout d'un demi-siècle elle n'a pas perdu ses rayons. Il est permis de se demander si c'est bien là le genre de succès que doit le plus désirer un savant. Hæckel échauffe plus qu'il n'éclaire. Il appartenait à la catégorie de ces audacieux qui courent vers le but d'un élan si présomptueux qu'ils s'égarent facilement à travers les dédales de la route. Chez lui, trop souvent, l'imagination trouble la vue : ses expériences demandent à être refaites et ses déductions sont plus hardies que solides. A distance, son bagage positif paraît assez mince. Mais il serait injuste de le juger uniquement d'après ses découvertes concrètes. Que d'idées n'a-t-il pas répandues ! Que de polémiques fécondes n'a-t-il pas provoquées ! Combien de savants ont trouvé en lui le principe de leurs recherches et l'inspiration de leur vie ! Il a été en Allemagne le véritable apôtre de la doctrine de Darwin, et, en admettant même qu'il l'ait exagérée et faussée, il a contribué à lancer ainsi la pensée humaine dans une voie nouvelle. Les hypothèses synthétiques n'ont jamais qu'un moment de vogue, mais il suffit qu'elles donnent au travail une orientation féconde pour qu'elles soient justifiées.

Hæckel protestait contre les accusations de matérialisme. Il entendait par là, comme Moleschott, que sa philosophie ne se ramenait pas à un épicurisme vulgaire, et il ne libérait pas plus l'homme de ses devoirs qu'il ne le dépouillait de ses plus hautes jouissances. Ainsi limitée, son apologie était inutile, puisqu'elle n'était nécessaire que pour les adversaires de mauvaise foi, qu'il était par conséquent impossible de convaincre. Il avait des instincts très hauts et il n'avait besoin d'aucun appui pour se tenir ferme dans la vie. Il voyait le premier devoir de l'homme dans la sincérité, dans le respect absolu de sa personnalité. Il était lui-même incapable de trahir la vérité, aussi bien par intérêt que par faiblesse ou par respect humain. Peut-être même lui arrivait-il parfois de forcer la mesure ; il avait le goût du clairon et ses aphorismes prêtaient à ses pensées une pointe de bravade et d'affectation.

Dühring, qui est avec lui à ce moment le principal meneur de la lutte contre les doctrines spiritualistes, n'était ni moins véhément ni moins courageux. Comme Hæckel, il demandait avant tout à ses disciples d'être francs envers eux-mêmes et de rejeter les masques dont par une fausse pudeur ils se couvraient le visage ; à ce point de vue, son influence sur Nietzsche et sur l'École individualiste contemporaine a été beaucoup plus sensible qu'on ne le suppose volontiers. Ceux-là sont en général dédaigneux des draperies qui n'ont aucune tare à dissimuler, et Dühring n'avait rien à perdre à se montrer en pleine lumière. Chassé de l'Université de Berlin par une de ces intrigues sournoises auxquelles se sont toujours plu les Orthodoxies, pauvre, aveugle, il continua son œuvre avec la même fermeté, et ce qui était plus méritoire, avec la même sérénité. Dans sa *Valeur de la vie* (1865), il avait célébré avec une mystique ferveur la splendeur de la réalité. L'existence est bonne, même dans ses souffrances ; ne blasphémons pas contre elle ; acceptons-la virilement dans les conditions où elle nous est offerte, et, quand le moment sonnera pour nous de retomber dans l'éternel néant, soumettons-nous sans faiblesse, avec, sur les lèvres, une dernière action de grâce pour l'heure de conscience et de pensée qui nous a été accordée. La nature ne nous trompe pas, elle cherche le bonheur et elle nous invite à collaborer à son dessein ; ne nous laissons plus attrister par toutes les fantasmagories judaïques ou par les fioritures helléniques ; développons en nous la volonté d'action et les appétits généreux. Ayons de beaux enfants, élevons-les bien, et réjouissons-nous en songeant qu'ils seront meilleurs et plus heureux que nous. — Après tout, ce n'est pas là un idéal vulgaire, mais il ne prend toute sa valeur que quand il est éclairé par l'éloquence flamboyante et chaude de Dühring, et aussi par son exemple. Sa vieillesse ne connut ni défaillance ni tristesse et il ne cessa pas d'adorer la splendeur de cette lumière qu'il ne voyait plus. Mieux que Schopenhauer et que Feuerbach, mieux que Wagner, chez qui le goût du renoncement était surtout cérébral et qui avait des besoins impérieux et des exigences fantasques, il prouva que l'ascétisme n'est pas une des conditions nécessaires de la vertu suprême et il sembla incarner en lui la sainteté de l'humanité future.

Malheureusement sa grandeur morale ne paraissait guère contagieuse et la plupart de ceux qui se réclamaient de ses doctrines, les rabaissaient à leur taille, qui était médiocre. Il est parfaitement exact qu'il n'est pas d'une bonne méthode de juger un système par ses conséquences. Il n'en demeure pas moins qu'en une matière qui

touche de si près à l'intérêt social, il n'est pas indifférent de savoir comment le vulgaire traduit la pensée des maîtres. Les industriels qui couvraient l'Allemagne de leurs fabriques, suivaient les conseils de Dühring et ils travaillaient au bonheur commun en abaissant les prix de revient et en multipliant les objets de consommation. Seulement les moyens leur cachaient trop complètement le but, et le développement moral n'était pas toujours en proportion directe de l'augmentation de la richesse. Les mœurs étaient plus brutales et les égoïsmes plus farouches; les fortunes, trop rapidement édifiées, surexcitaient les appétits et exaltaient le goût du plaisir et du luxe; la grande industrie entassait dans ses bagnes des millions d'ouvriers dont elle usait les corps et avilissait les âmes. De toutes parts, c'était une lutte furieuse et sans merci; chacun poussait devant soi, indifférent et farouche, hypnotisé par l'argent qu'il fallait conquérir à tout prix. Nous nous habituons si vite aux choses que nous ne nous étonnons plus d'un régime au milieu duquel nous avons grandi. D'ailleurs, depuis un demi-siècle, une sorte de tassement s'est produit : l'intervention de l'État, les résistances des classes ouvrières, les scrupules moraux mêmes de la bourgeoisie ou une intelligence plus affinée de ses intérêts ont apporté quelque ordre dans ce chaos, protégé dans une certaine mesure les prolétaires, refréné les passions les plus furibondes. A ce moment, la société et la conscience publique avaient été également surprises par ce déchaînement du capitalisme. On était comme en pleine débâcle, et ceux qui n'étaient pas roulés eux-mêmes dans le courant, étaient d'autant plus ahuris et révoltés qu'ils avaient connu un régime absolument différent et comme idyllique, où le travail était lent, les désirs modestes, les ambitions limitées. Ils avaient le sentiment très net, et en somme, très exact, d'être emportés par un véritable cataclysme : la terre tremblait sous leurs pas et le ciel se voilait.

La tentation était naturelle de rejeter la responsabilité des changements qui se précipitaient sur les hommes qui avaient mis le plus audacieusement en question les antiques croyances. La prédication matérialiste n'en exerçait pas moins une influence souvent prépondérante sur l'évolution intellectuelle. Elle contribuait à ramener les écrivains à l'observation plus exacte de la réalité; elle favorisait dans la peinture le triomphe des coloristes; elle s'infiltrait surtout dans les classes populaires et les préparait à la propagande du socialisme. Karl Marx venait de publier le premier volume de son œuvre maîtresse, *Le Capital* (1867), qui n'était guère que la transposition en matière économique des théories de Feuerbach, de Dühring et de Hæckel.

L'éclosion presque foudroyante de la *Sozialdemokratie* allemande serait inexplicable sans cette obscure initiation philosophique ; les âmes avaient été comme délestées de leurs respects ataviques, et, avant même d'avoir entendu l'appel des chefs qui leur offraient de leur ouvrir la Terre promise, la foule était déjà gagnée à leurs doctrines.

Les classes éclairées, sans se rendre un compte très précis du travail qui s'accomplissait à leurs pieds, sentaient cependant fléchir les étais sur lesquels s'était jusqu'alors fondée leur autorité. Disposant désormais du pouvoir, en ce sens qu'elles faisaient voter les lois nécessaires à leurs intérêts de classe, elles méprisaient les piétistes qui leur prêchaient le renoncement et la charité, mais elles redoutaient les idéologues et les enthousiastes, qui, après avoir été un moment des alliés utiles, revenaient par un détour aux anciennes mélopées de morale et d'ascétisme. Les matérialistes étaient ainsi proscrits à la fois par les représentants du passé qui détestaient leurs prémisses, et par les vainqueurs du jour qui repoussaient leurs conclusions. Comme, d'autre part, il était impossible que les oracles de Hartmann ou les théorèmes de Lotze se répandissent au dehors d'un cercle assez restreint, la masse se résignait à un positivisme nonchalant. Les grandes écoles philosophiques ou religieuses, qui avaient tour à tour ou simultanément dominé les esprits depuis 1848, étaient arrivées à une sorte de stérilité et elles avaient perdu leur force d'attraction. De même qu'en 1840, on était saturé de systèmes *a priori*. Comme alors aussi il ne sembla pas que, dans un pays où l'imagination créatrice n'a jamais été très active et où les facultés d'observation étaient encore incomplètement développées, cette rupture entre la philosophie et la littérature fût très favorable à celle-ci.

Les œuvres absolument belles sont les seules qui se suffisent en quelque sorte à elles-mêmes et nous ne sommes pas tentés de leur demander une conclusion et comme une preuve de leur utilité, en dehors de l'émotion esthétique qu'elles suscitent en nous ; il est infiniment probable que la Vénus de Milo n'a jamais réfléchi sur l'énigme du monde. Dans un pays tel que l'Allemagne, où le regard se replie en quelque sorte sur lui-même et où la vie intérieure est intense, la littérature était née de la critique et elle avait mis sa gloire à n'être que la parure de la métaphysique. Ses productions supérieures avaient toujours été celles qui supportaient les gloses les plus abondantes et prêtaient à de riches commentaires. Quand, vers 1860, les écrivains, gagnés par l'indifférence d'un public fatigué d'abstractions, essaient de secouer le lourd bagage d'idées que traînaient leurs prédécesseurs, ils en paraissent d'abord moins allégés que

dépouillés. Comme ils n'ont pu acquérir tout de suite les qualités d'exécution et le tour de main qui assurent toujours quelque valeur aux livres français, ils gardent dans leur nouvelle manière un air d'embarras et d'emprunt, et nous sommes tentés de ne voir dans leur renoncement qu'un aveu d'indigence et un témoignage d'humilité. Leur affranchissement n'est d'ailleurs le plus souvent qu'incomplet et ils ne prouvent leur émancipation qu'en se réclamant à la fois de maîtres différents et en amalgamant tant bien que mal des doctrines contradictoires. Ils sont éclectiques, non parce qu'ils ont un génie assez personnel pour ne pas devenir les captifs d'un système déterminé, mais par une sorte d'hésitation qui se prête docilement aux suggestions les plus diverses. Miroir mobile et incertain d'impressions passagères, leur âme fuyante n'est jamais soulevée jusqu'au fond par des convictions intimes et ardentes, mais traversée par des courants passagers qui en rident la surface. Ils semblent moins affranchis qu'incertains, et leur émotion n'est pas communicative parce que leurs sensations ne dépassent pas l'épiderme. Ils souffrent eux-mêmes de leurs faiblesses et ils essaient de nous donner le change par des éclats de voix ou des gestes exubérants, mais ils ne réussissent d'habitude qu'à nous étonner ou à nous fatiguer.

Cette tension et cette exaltation factice sont les défauts les plus saillants de Spielhagen[1]. Bien que son activité se soit prolongée jusqu'à nos jours, il est par excellence le représentant de la période du *Conflit* et le type de cette bourgeoisie libérale qui n'aperçut la grandeur de Bismarck qu'au lendemain de Kœniggrætz. Même alors, elle lui garda quelque rancune de ses coups de boutoir. Fascinée par la victoire, elle ne pouvait s'empêcher de jeter un regard de regret vers ses rêves de jeunesse, et elle suivait le maître en rechignant et en grognant. Spielhagen, de même, qui faisait profession de réalisme, porta toute sa vie la chaîne de la « Jeune Allemagne », dont il avait reçu ses premières leçons. Henri et Jules Hart, les coryphées des *Modernes*, lui ont consacré une de leur plus brillantes « Passes d'armes », et leurs critiques sont aussi acerbes que justes : sa conception du monde est frivole et plate, son observation rapide et incertaine ; ses héros sont en bois ; ils gesticulent avec emphase pour nous

1. Spielhagen, né à Magdebourg, 1829. Il s'établit à Berlin en 1862, où il dirigea plusieurs journaux littéraires très répandus. Ses premières nouvelles parurent en 1857 et, en 1861, il publia son premier grand roman : *Les Natures problématiques*. Ses œuvres les plus importantes sont : *Dans le Rang* (1866), *Enclume et Marteau* (1869), *L'Inondation* (1877), son *Autobiographie* (1890). Son influence sur les romanciers contemporains a été considérable, et Sudermann en particulier a très profondément subi son action.

prouver qu'ils vivent, mais plus ils remuent et mieux ils nous montrent les ficelles qui les secouent. Il est de bon ton aujourd'hui de ne parler de Spielhagen qu'avec un sourire et il prête à la raillerie par ses inventions extravagantes et par l'abus du romanesque, plus près d'Eugène Suë que de Balzac. Avec ses multiples défauts qui sont criants, il a du moins une qualité qui n'est pas indifférente : il n'est pas ennuyeux.

Au fond, ses ennemis lui reprochent surtout de ne pas avoir rempli tout son programme et ils flétrissent en lui une sorte de renégat qui, après avoir aperçu la vérité, s'est détourné d'elle par timidité et par respect humain. Ils ne songent pas que de longues années sont nécessaires pour qu'un principe atteigne sa clarté définitive et qu'il est bien rarement donné à ceux qui élaborent un système, non seulement de l'appliquer, mais même d'en apercevoir le sens véritable. Leurs sévérités ne sont pas plus fondées que celles dont les socialistes accablent les progressistes de 1860, qui avaient certes peu de goût pour la démocratie, mais qui lui frayaient les voies en défendant la liberté de discussion et en sauvant au moins les formes extérieures du parlementarisme. Si Spielhagen n'a pas réussi à s'affranchir du joug des traditions au milieu desquelles s'était formée sa jeunesse, il en a du moins aperçu l'insuffisance, et qu'il n'ait pas toujours conformé ses ouvrages à ses propres doctrines, ce ne fut jamais chez lui que la faute de son esprit, qui était étroit, non celle de son courage.

Assagi par les événements de 1848, non pas intimidé par la réaction, ses livres sont avant tout des livres de combat. C'est pour cela que leur succès fut éclatant... et passager. Il eut le mérite de comprendre, non pas sans doute le premier, mais plus nettement qu'aucun de ses devanciers, que le roman est la forme qui convient le mieux à la littérature contemporaine, la plus simple, la plus adéquate au but qu'elle se propose. C'est une observation qui nous paraît banale, mais qui alors avait encore besoin d'être démontrée : nous le voyons bien par Guillaume Jordan, par exemple, le contemporain de Spielhagen, qui n'était ni une âme médiocre ni un écrivain sans valeur, et qui gaspillait son talent dans de grandioses et fastidieuses épopées[1].

1. Guillaume Jordan, né à Insterburg, dans la Prusse Orientale en 1819, est un des représentants les plus typiques de la Jeune Allemagne sur son déclin. Les caractères de l'école apparaissent chez lui avec une exagération provocante, l'infatuation, la tendance didactique et prédicante, la vulgarité des idées, mais aussi la chaleur des convictions, la flamme et la bonne volonté. Son Mystère, *Le Démiurge* (1852-54), renferme quelques passages éloquents. Son œuvre la plus célèbre, *Les Nibelungen* (1867-1874) ne nous paraît si mauvaise que par l'inintelli-

Spielhagen prend bravement place en pleine bataille : il regarde autour de lui, et sa manière virile et franche nous prévient en sa faveur par sa loyauté et sa droiture. Il ne procède pas par allusions et n'aime pas les faux-fuyants. Il a aussi, très nettement, le sens de la solidarité humaine et l'intelligence du milieu ; il sait *situer* ses personnages. Son roman : *Dans le Rang* (1866), qui n'est pas un de ses meilleurs, — trop divers, où le romanesque s'étale avec une insolence pénible, où d'ailleurs le héros principal, dans lequel l'auteur a voulu représenter Lassalle, est vraiment trop dénaturé et amoindri, — nous expose du moins, clairement, — trop clairement même et pesamment, — la théorie maîtresse de l'auteur ; l'homme isolé est impuissant, et si quelques-uns nous paraissent marcher si vite, c'est qu'ils sont soulevés par le flot du siècle. Ce mouvement général, il cherche à nous en donner l'idée, et il y arrive quelquefois : les *Natures Problématiques* (1860) nous laissent une impression assez frappante de l'état des esprits à la veille de 1848, et la *Tempête* (1876), trop touffue, comme d'habitude, et trop compliquée, nous décrit avec une réelle vigueur la transformation de l'Allemagne et les angoisses que connut la génération de combattants qui, après avoir assuré la victoire de son peuple, s'étonnait des résultats de son triomphe. Il faut avoir l'âme bien tendre à la tentation pour accuser Spielhagen d'immoralité parce que chez lui les jeunes gens s'embrassent volontiers à pleine bouche. En réalité, il avait le cœur bien situé et l'âme pure, et son vieil idéalisme était choqué par le débordement des égoïsmes qui s'étalaient autour de lui. Il n'est pas plus juste de l'accuser de mauvaise humeur et de timidité, puisque Roon et même Guillaume ne se sont pas toujours trouvés à l'aise dans l'Empire qu'ils avaient fondé : il n'est pas jusqu'à Treitschke qui n'ait traversé des heures de mélancolie, je dirais presque de repentir.

Seules les natures généreuses et nobles connaissent de telles tristesses. Si l'on songe encore que Spielhagen a toujours fidèlement servi une cause qui n'était pas celle des puissants et qu'il a vaillamment poursuivi son labeur sans concession et sans faiblesse, si l'on pense à la fécondité presque inépuisable de son imagination, on sera sans doute disposé à reconnaître que la Jeune Allemagne n'a pas produit d'écrivain qui soit digne de lui être comparé. Ce qui lui manquait, et ce qu'il était impossible qu'elle acquît, c'était le culte de

gence absolue du passé qu'elle révèle chez l'auteur. Les préoccupations contemporaines qui la remplissent expliquent l'enthousiasme avec lequel elle fut accueillie : en quelques années, elle eut plus de vingt éditions et on en vendit plus de 100.000 exemplaires.

l'art et le sens de la beauté. Elle était trop éprise de réformes immédiates, trop dominée par les questions du jour, trop préoccupée de programmes à formuler ; elle devait demeurer jusqu'à la fin une littérature de réunions publiques, et Spielhagen est ainsi surtout un écrivain de bibliothèques populaires. Son nom demeurera, non pas son œuvre, malgré ses très honorables qualités littéraires, parce qu'il a été trop étroitement mêlé aux querelles des partis, ce qui n'est pas du tout la même chose que d'être le héraut de la pensée nationale.

Il n'est donné de se survivre qu'à de très rares génies. Spielhagen au moins a vécu, et c'est déjà une victoire. Les écrivains conservateurs qui prolongent dans la littérature proprement dite la lignée des boudeurs et des apeurés, n'ont jamais été que des ombres inconsistantes et vagues, qu'épouvantait la lumière du jour. Treitschke, qui, à la vérité, n'avait pas l'humeur commode, a durement rabroué Riehl[1], qui, à Münich, psalmodiait avec douceur ses antiennes en l'honneur du particularisme et du passé. Les coups de boutoir du redoutable polémiste n'étaient pas nécessaires, et les causes sont compromises qui sont obligées de compter parmi leurs meilleurs champions des soldats tels que Riehl. Il est souvent placé par les critiques allemands parmi les classiques; je suppose qu'ils veulent dire par là qu'il n'avait ni une idée nouvelle, ni une inquiétude d'esprit. C'est un auteur sain, non moderne, dit un de ses biographes, assez favorable. Il appartenait à la catégorie de ces timides qui voient un péril dans chaque mouvement et, dans chaque question, une impiété. Il détestait les chemins de fer et la musique de Wagner, l'industrie et l'exégèse, et c'est pour nous mettre en garde contre ces diableries qu'il répand sur nous l'averse continue de ses homélies édulcorées : malheureusement on a souvent constaté que les traités d'édification n'agissent que sur les croyants. L'idéal de Riehl est le vieil Empire germanique à son déclin, avec ses petites cours, ses pauvres idées, son étiquette pointilleuse, et, pour nous rendre le goût de la perruque et des chanoinesses, il nous accable de son bric-à-brac de pacotille. Le résultat, très rapide, c'est un impérieux besoin de casser les vitres pour échapper à cette atmosphère lourde et grise, à moins, ce qui est possible, que nous ne nous soyons endormis.

Riehl ne manqua pas pourtant d'imitateurs, et en général la nou-

1. Riehl (1823-1897). Professeur dans plusieurs Universités de l'Allemagne Méridionale et Occidentale, il eut une heure de très réelle influence. On lui attribue l'honneur d'avoir créé l'histoire de la civilisation. Le titre seul de ses recueils est déjà caractéristique : *Histoires du Vieux Temps* (1865-66), *Un Soir de Fête* (1888), *Du Coin* (1875).

velle historique a été toujours un des genres favoris en Allemagne. Comment expliquer cette vogue, qui ne paraît pas près de finir? — Par le dégoût de la réalité et le besoin d'oublier le présent? Par une faiblesse congénitale de la vision qui s'effraie du contact direct des choses et ne se hasarde à les contempler qu'avec un certain recul? Peut-être encore par le respect du passé qui, chez nos voisins, s'allie parfaitement avec les opinions les plus radicales. — Seulement, ce qui est une vertu en politique, est souvent un inconvénient en art. Un écrivain subtil peut s'amuser à éclairer en quelque sorte les idées courantes en les transportant dans un siècle lointain, et son ironie ne sera pas sans saveur; ou bien il sera intéressant de nous montrer dans leur verdeur primitive des passions qui se sont depuis effacées et comme rouillées. Mais à quoi bon remonter au XVIIe siècle pour nous dépeindre nos contemporains, — à moins cependant qu'on ne confonde les oripeaux avec les caractères et les inventaires avec l'étude du milieu?

C'est l'erreur dans laquelle tombent d'ordinaire les professeurs qui travaillent dans l'archaïsme ou l'exotisme. Ils ont lu trop de livres et compulsé trop de documents; la poussière des bibliothèques qu'ils ont soulevée demeure collée à leurs héros, et ils exhalent une odeur de parchemin moisi. Au fond, toutes ces compositions se valent, en ce sens qu'elles ne valent rien, et Ebers, dont la notoriété ressembla un moment à de la gloire, quel qu'ait été d'ailleurs le succès de sa *Fille d'un roi d'Égypte* (1864) et surtout, par la suite, de son *Homo sum*, n'est pas très sensiblement différent de Dahn, qui passe pour savoir très bien l'histoire des rois barbares et dont le talent le plus remarquable est l'adresse avec laquelle il publie toujours le même livre sous des titres variés. Au moins écrivait-il en prose, ce qui le distingue heureusement de Lingg qui, dans ses vingt-quatre chants de la *Migration des Peuples* (1866-1867) nous raconte les invasions germaniques jusqu'à l'établissement des Lombards en Italie.

Ce sont aussi des épopées pseudo-historiques que les grandes machines de Hamerling[1], *Ahasver à Rome* ou le *Roi de Sion*, c'est-à-

1. Hamerling (1830-1887). Né dans la Basse Autriche, il sortait d'une famille très pauvre; après avoir pris une part assez modeste aux troubles de Vienne, il fut professeur à Trieste, puis se retira à Gratz, où il resta jusqu'à sa mort. Il a beaucoup écrit, des poésies lyriques : *Un Chant du cygne du romantisme* (1862); des épopées : *Ahasver* (1866). *Le Roi de Sion* (1869); des drames : *Danton et Robespierre;* sans parler de poèmes qui ne rentrent dans aucun genre nettement déterminé : *Vénus en Exil* (1858), *Aspasie* (1876), *L'Homunculus* (1878), immense satire, où il essaie de résumer sa doctrine. Très discuté de son temps, il paraît avoir aujourd'hui un regain de faveur.

dire la révolte des Anabaptistes à Munster, mais relevées par un grand souffle de poésie et un très noble effort de pensée. Elles lui valurent avec une réputation retentissante des amitiés généreuses dont les subventions lui permirent de se consacrer tout entier à ses travaux. Il les reçut avec reconnaissance, surtout parce qu'elles étaient une consécration de sa gloire et flattaient son orgueil, qui n'était pas médiocre. Autrement, il n'avait pas de besoins, menait une vie austère et simple, dans une chambre nue et vide, et les demandes qu'il adressait à la Fortune n'étaient pas excessives. Il ne vivait que par l'imagination. Si Rosa, qu'il courtisait, lui préférait un de ses amis plus hardi, il se réconfortait au spectacle de leur bonheur ; il ne demandait à l'amour que son parfum, et ses passions, qui furent nombreuses, ne compromettaient guère la pureté de ses mœurs. « De l'âme de la création, écrivait-il, pleuvent des fleurs de beauté et d'amour ». Il ne tenait guère à les cueillir lui-même, mais il s'exaltait en pensant à elles, et « messager sacré, il chantait en rythmes joyeux la rougeur du matin qui s'éveillait, le royaume du beau qui s'avançait ». « Il plongea dans le gouffre de la légende, dans les mines de l'histoire et dans la nuit de la pensée pour saisir la magnificence variée et changeante de la vie entière. » Il continuait Brentano, de même que Spielhagen achevait l'œuvre de Gutzkow. Il ne reniait pas ses origines, mais il avait sur ses maîtres deux avantages essentiels : il terminait ses entreprises et il se défiait de l'improvisation. Artiste consciencieux et probe, il se donnait tout entier et ne ménageait ni son temps ni sa peine. Son défaut était peut-être de trop s'appliquer, de vouloir mettre trop d'idées dans ses vers et trop de couleurs sur sa palette : ces vastes compositions sont des fresques conçues par Cornelius et exécutées par Makart. Elles intéressent et elles fascinent, mais elles accablent. Nous sommes étonnés, éblouis, aveuglés ; nous ne sommes pas satisfaits. Au milieu de ces fanfares éclatantes, dans ce défilé de tableaux somptueux, la pensée maîtresse manque, et l'unité d'inspiration. — La vie aussi. — Jusqu'à la fin, le romantisme allemand, qui a donné naissance à tant d'œuvres charmantes ou exquises, a été incapable de produire un caractère qui se tienne, qui se dresse en pied dans les imaginations, que nous voyions agir devant nos yeux. Il ne faudrait peut-être faire exception que pour certains personnages de Wagner, pour Hans Sachs surtout, mais les *Maîtres chanteurs* sont la moins romantique de ses pièces. Que reste-t-il dans la mémoire après la lecture d'*Ahasver*, qui est à mon gré la plus achevée des œuvres de Hamerling ? Des images splendides, des descriptions magnifiques, des idées curieuses, une très

réelle admiration pour l'écrivain ; mais n'est-ce pas sa condamnation que nous pensions sans cesse à lui ?

On n'est vraiment pas fâché après cette orgie de mots flamboyants de se mettre au vert dans les rues ombreuses et désertes où nous promène Raabe [1], mais si les procédés diffèrent radicalement chez le poète autrichien et chez le conteur de la Basse-Saxe, ils ont plus d'un défaut commun, dont le moindre n'est pas une absence complète de naïveté et un étalage importun de leur personnalité. Raabe n'a pas comme Hamerling le goût des voyages au long cours, bien qu'il nous promène d'un bout à l'autre de l'Allemagne, et il se plaît davantage dans la société de ses contemporains. A mesure que son talent est devenu plus mûr, il s'est intéressé au présent, et les nouvelles historiques sont devenues moins fréquentes, moins reculées aussi. Il ne s'est jamais cependant complètement guéri de ses habitudes de jeunesse, et s'il aime son époque, c'est à condition de retrouver en elle le souvenir du passé. Dans la collection très variée et très complète des personnages qu'il nous présente, on rencontre à peu près tous les types de l'Allemagne, sauf les Berlinois. C'est sans doute qu'il se sentait un peu dépaysé dans la nouvelle capitale. Faut-il pour cela, comme l'ont fait quelques critiques, l'accuser de manquer de patriotisme ? — Ce serait excessif; mais du moins, il n'a jamais été tout à fait à l'aise dans l'Empire, et les vertus qu'il préférait n'étaient pas celles des batailleurs et des conquérants.

Malgré le nombre très respectable des éditions de ses ouvrages, Raabe n'est pas vraiment un écrivain populaire. Il a en revanche des admirateurs très fervents et comme une Église de dévots qui partagent ses répugnances, sourient de ses malices et se sentent fiers de comprendre ses traits d'esprit, d'une innocente sournoiserie. Le maître, qui a confiance dans leur sagacité, ne monte pas en chaire pour leur prêcher sa sagesse, — ce qui le distingue avantageusement de Riehl. — Cela ne l'empêche pas de leur prodiguer avec une abondance un peu encombrante les trésors de son expérience : « Regarde vers les étoiles et fais attention à la rue. » La devise est généreuse ; il est dommage qu'elle n'ait pas toujours été comprise de la même façon. Quelques commentateurs n'ont voulu y voir que des conseils de pru-

1. Raabe, né en 1831, dans le Brunswick. Sa *Chronique de la rue des Moineaux*, qui parut sous le pseudonyme de Jacques Corvinus, eut un très bruyant succès. Il a publié depuis une cinquantaine de volumes. Les critiques divisent généralement sa carrière en trois périodes, en laissant de côté les premiers essais : pessimisme, humorisme, décadence. Les romans écrits de 1860 à 1870 correspondraient à peu près à la période pessimiste. Il va sans dire que cette division schématique comporterait bien des réserves.

dence : évite les faux pas et ne te heurte pas aux grands de la terre. Interprétation injuste, je le crois : de bons esprits cependant ne l'ont pas repoussée. C'est que Raabe, bien qu'il soit très personnel, n'a pas une individualité très indépendante et que son âme est un peu timide et renfermée. Ses procédés littéraires le montrent clairement. Quand on le lit, on est sans cesse tenté de noter des réminiscences : voilà du Hoffmann ou du Jean Paul, et voici du Dickens. Le succès de sa *Chronique de la rue des Moineaux* l'avait sacré humoriste, et, depuis lors, il a tenu son rôle avec une attention touchante et monotone. Il n'oublie jamais que, si ses lèvres sourient, il convient qu'une larme perle sous sa paupière, et « ceux qui ne peuvent pas pleurer, dit le vieux chroniqueur russe, se mouillent les yeux avec leur doigt ». Il est rare que Raabe soit obligé de recourir à cet artifice, parce qu'il s'intéresse vraiment à ses personnages ; mais, comme chez Daudet, dont il n'a ni la verve ni la poésie, le procédé perce un peu trop et le sentiment dégénère en sensiblerie. Pour se plaire avec lui, il faut non seulement beaucoup de tendresse de cœur et de *Gemüthlichkeit*, mais aussi une forte dose de cette naïveté qui lui manque. Ceux qui ont le malheur d'avoir trop lu sont si souvent exaspérés par ses manies, par ses effets trop appuyés et trop prévus, par la répétition des mêmes trucs, et jusque par les noms qu'il donne à ses héros, qu'ils risquent de ne pas être justes pour lui et de ne pas apprécier assez haut ses qualités qui ne sont pas banales.

Les trois romans qu'il a composés de 1860 à 1870 : *Der Hungerpastor* (1864), *Abu Telfan* (1868) et *Schüdderump* (1870), sont assez moroses et on ne se douterait guère qu'ils ont été écrits dans le premier émoi de la victoire. Raabe venait de découvrir Schopenhauer, et, avec sa plasticité ordinaire, il s'était modelé à son image. Il est étrange cependant que l'influence du philosophe ait été plus active sur lui que la vue de la tragédie héroïque qui s'accomplissait sous ses yeux. Ce qui n'est guère moins singulier, c'est aussi le moment où, avec Paul Heyse, qui quitte alors Munich pour Berlin, l'école de l'Art pour l'Art étend sa domination sur une partie appréciable des classes éclairées de l'Allemagne.

Nous n'aimons guère en France les humoristes et nous les comprenons mal. Aussi est-il probable que mon jugement sur Raabe est injuste. Avec Heyse [1], au contraire, nous sommes exposés à un excès

1. Paul Heyse est né à Berlin, en 1830, et il a la finesse de jugement, la précision un peu sèche et la netteté d'aspect, un peu raide dans son élégance, qui sont propres aux habitants de cette ville. Fils d'un professeur éminent, il grandit au milieu d'un cercle d'hommes distingués et de fins lettrés. Ses premiers essais,

d'indulgence. Sa mère était juive, de sorte qu'il n'était qu'à demi de sang germain. L'Italie fut vraiment sa patrie d'adoption et il est tout Latin par son goût de précision et de clarté, par son entente de la composition, par son instinct de l'harmonie. Avec lui nous sommes de suite en confiance, presque en intimité, et il nous inspire cette sympathie cordiale qui, à l'étranger, nous porte vers un de nos compatriotes. Pour apercevoir les limites de son talent, nous avons besoin de le comparer à un des grands conteurs français, à Maupassant par exemple. Nous distinguons facilement alors ce qui lui manque pour être un écrivain de tout premier ordre.

Non pas, comme on le répète souvent, que ce soit un esprit timide ou qu'il recule devant les questions graves, et il faut une extraordinaire complaisance pour découvrir en lui un réactionnaire; il a attaqué les piétistes et les orthodoxes avec une étrange vigueur et il les a jugés avec une malveillance presque inique. Il est exagéré aussi de dire qu'il trouve un tel plaisir à arrondir ses phrases qu'il oublie d'y enfermer une pensée. Il a eu seulement le dangereux bonheur de savoir écrire avant d'avoir quelque chose à dire, et cette chance prématurée n'a pas laissé que d'avoir quelque influence sur le développement de son esprit. Il a toujours gardé, avec l'horreur du pédantisme, de la déclamation et du fatras, une réserve un peu distante, et il n'a jamais voulu traduire que des sentiments dignes d'être exprimés en termes choisis. De toutes nos misères, les seules qui retiennent sa curiosité sont celles qui ont une allure littéraire, c'est-à-dire qui se manifestent par des gestes harmonieux et de nobles attitudes.

Brandes, qui le goûte fort et qui lui a consacré un de ses articles les plus pénétrants, a remarqué que, chez lui, les sujets se présentent d'ordinaire sous une forme sculpturale. Ses *Nouvelles* sont une succession de bas-reliefs. Chacun d'eux est charmant, mais nous ne voyons pas toujours le lien qui les rattache. Il montre le résultat des passions, non l'évolution des caractères. Ses personnages sont aussi un peu conventionnels et arrangés. On l'a accusé de mépriser la foule et de dédaigner les humbles. En réalité, — et c'est plus grave, — il ne les voit pas, parce que son œil ne s'arrête que sur ce qui

à dix-huit ans, prouvent déjà de remarquables qualités de style. Il séjourna longtemps en Italie et fit ensuite partie du cercle que présidait Geibel à Munich (1854-1867). La liste de ses ouvrages est considérable, traductions, poésies lyriques et épiques, drames : *Les Sabines* (1859), *Adrien* (1865), *Hans Lange* (1866), *Kolberg* (1868) ; des romans : *Les Enfants du Monde* (1873), *Dans le Paradis* (1875). Ses *Nouvelles* demeurent son principal titre de gloire (une vingtaine de volumes).

caresse sa rétine. Il n'a pas de préjugés, il a du *style*, et le besoin de beauté chez lui devient une sorte de tyrannie. C'est un néo-florentin, et après tout ce n'est pas là un si mince éloge.

Ses tragédies, qui sont nombreuses, ont souvent obtenu les suffrages des délicats qui ne recherchent au théâtre que les qualités qui ne sont pas dramatiques. Pour empoigner la foule, elles sont à la fois trop discrètes et trop distinguées, trop chargées aussi de réflexions et d'intentions. L'auteur s'intéresse plus aux idées qu'aux personnages, et ses personnages eux-mêmes, il les étudie et les analyse plutôt qu'il ne les anime d'un souffle de vie. Ces défauts, qui apparaissent aussi dans ses romans et qui en rendent la lecture un peu pénible, s'atténuent sensiblement dans ses *Nouvelles*. Plusieurs sont exquises, et elles témoignent en général d'une souplesse de fantaisie, d'une grâce et d'une finesse de sentiment qui en font le régal des connaisseurs. Parmi les écrivains de l'École de Munich, aucun n'a eu une intelligence artistique aussi juste et autant d'*atticisme*, un doigté aussi sûr; aucun n'a su avec la même perfection approprier les procédés au sujet et n'a au même degré l'intuition de la nuance qui convient à chaque matière; aucun enfin ne nous donne autant le sentiment d'une aisance souveraine. L'art ici est si merveilleux qu'on finit par l'oublier.

Pourquoi cette perfection ne nous émeut-elle pas davantage? — Il serait injuste sans doute de parler de poncif. Peut-être cependant manque-t-il aux héros de Heyse ces imperceptibles tares qui donnent à la physionomie son caractère individuel. Il ne viendra sans doute à l'esprit de personne de comparer Heyse à Octave Feuillet, et il y a chez lui une tout autre vigueur de pensée et une variété de conception infiniment supérieure : c'est déjà trop cependant qu'il évoque en nous le souvenir du romancier français par une certaine affinité de tendances. Son élégance est un peu mondaine, sa psychologie un peu raffinée et exceptionnelle, ses harmonies un peu trop soutenues, et les plis des vêtements de ses personnages sont arrangés par une main trop savante. Nous sommes des êtres grossiers que l'ambroisie continue fatigue vite. Je ne dirai pas que nous voudrions plus de flamme et de sentiment, puisque l'auteur est vraiment ému et que nous ne doutons pas de la sincérité de la sympathie que lui inspirent ses héros : nous désirerions seulement que son émotion se dissimulât moins et qu'au lieu de rougir en quelque sorte d'elle-même, elle apparût davantage au dehors. Nous nous lassons à la longue de ces problèmes un peu lointains, dont la singularité nous voile la portée générale. Les personnages, très variés, finissent cependant par nous

paraître monotones, parce qu'ils sont recouverts d'un vernis semblable et qu'ils baignent dans une atmosphère invariable : il y a là trop de fins profils, de nobles âmes et de poses charmantes. La *société* nous cache le monde ; nous sommes dans un salon où ne pénètrent pas assez les bruits de la rue.

Heyse n'est pas indifférent aux questions générales qui agitent ses contemporains et il a prouvé qu'il était capable de sacrifier à son patriotisme ses intérêts personnels. La politique pourtant ne l'a jamais occupé qu'à ses moments perdus : c'est qu'il n'est pas vraisemblable que la fondation de l'Unité germanique ait sensiblement modifié dans ses éléments essentiels le problème de l'amour. Stendhal n'aimait pas Metternich, mais il jugeait que les duchés de Modène ne sont pas un mauvais terrain de culture pour les passions humaines. Heyse a plus de chaleur que Stendhal, mais il reste tout de même un peu prisonnier de ses habitudes psychologiques et il n'accorde aux changements qui s'accomplissent autour de lui que les moindres de ses pensées.

Les tendances naturelles de son esprit le mettent ainsi souvent en dehors des préoccupations qui dominent la masse de la nation, et, comme pour Raabe et Hamerling, cela crée une sorte de malentendu entre les lecteurs et l'écrivain. Suivant Hegel, la philosophie, dans laquelle s'exprime l'évolution de l'humanité, n'est jamais que le reflet des événements et elle ne saurait les précéder. De 1860 à 1870, la littérature paraissait avoir quelque peine à suivre la course haletante de la nation ; elle musait en route et s'égarait sur les flancs et à l'arrière-garde de l'armée ; séparés du peuple et réduits à leurs forces individuelles, les auteurs les mieux doués perdent cette flamme d'inspiration et cette puissance supérieure qui naissent seulement d'une entière communion avec la masse. Leurs livres ne nous saisissent jamais qu'à moitié, parce que nous n'y retrouvons que le murmure de leurs propres existences, et non le tumulte majestueux de la foule en marche. Ils vivent comme en marge du monde et ils perdent ainsi leur empire sur lui. Cette sorte de divorce durera jusqu'à Nietzsche[1].

Il est parfaitement possible, d'ailleurs, que la postérité goûte plus que nous les rares talents de Heyse, de Raabe, de Hamerling, et

[1] On pourrait s'étonner de ne pas rencontrer ici le nom de Keller (1819-1890), un des plus remarquables écrivains de l'Allemagne contemporaine, qui avait dès lors publié ses ouvrages les plus importants. Je l'ai laissé de côté parce que sa renommée est sensiblement postérieure à 1870 et que son influence ne s'est exercée que sur la génération suivante.

même de Spielhagen, et il est certain qu'ils ont eu l'honneur d'accomplir et de réaliser le programme qu'avaient seulement élaboré les écoles antérieures. Ils résument le long effort du siècle et ils en sont le fruit luxuriant et savoureux. Ils sont une conclusion. C'est ce qui leur nuit à nos yeux : nous cherchons en vain dans leurs œuvres le frisson de l'avenir. Aussi, pour ceux qui sont moins curieux de résultats que de promesses, l'histoire de l'art à cette époque paraît plus digne d'attention que celle de la littérature. Non pas qu'il offre à notre admiration des œuvres achevées : Piloty ne vaut pas Spielhagen, et je préfère Hamerling à Makart et Raabe à Knaus ou à Defregger. Seulement, il y a ici une curiosité plus intense et une plus vigoureuse poussée pour briser les moules dans lesquels des docteurs tyranniques avaient emprisonné la pensée créatrice.

Les *Nazaréens* ne méritent peut-être pas la sévérité avec laquelle on les juge d'habitude[1], et leur sincérité, leur ardeur mystique, leur culte de la beauté idéale protègent leur souvenir et justifient la pieuse dévotion que leur garde une poignée de fidèles attardés. Quelque importance cependant que l'on attribue à la noblesse des sentiments, la pureté du cœur n'est pas une condition suffisante de la justesse du dessin, et, en pareille matière, la théorie de Heyse est juste, qui demande que la splendeur de l'âme se révèle à nous par la beauté de la forme. Aux premiers maîtres d'ailleurs, naïfs et candides, s'était bientôt ralliée la tourbe des imitateurs qui avaient réduit en formules ce qui n'était chez les initiateurs qu'une aspiration instinctive. Ils s'étaient grisés d'esthétique et avaient converti les ateliers en séminaires de métaphysique; ils avaient enseigné que la nature n'est pas une maîtresse superbe et victorieuse qu'il convient d'implorer et d'adorer, mais une esclave que son vainqueur doit mépriser et traiter de haut. Toute l'histoire de l'art allemand au XIXe siècle se résume dans un effort continu pour se guérir de cet idéalisme maladif, pour retrouver une âme ignorante et des yeux clairs, que la lecture n'ait pas usés et qui soient capables de contempler la lumière du jour et le rayonnement de la chair.

Une des causes qui retardèrent sa convalescence, c'est qu'il vécut longtemps dans un isolement à demi-monacal, relégué dans des centres secondaires, Munich, Dusseldorf, où les artistes, renfermés dans un cercle étroit, étaient abandonnés sans distraction à leurs discus-

1. J'ai parlé moi-même d'eux avec une rigueur excessive. Je continue à les aimer aussi peu, mais je suis tout disposé à avouer que mon antipathie prouve surtout certaines lacunes de mon goût.

sions d'écoles et à l'inquiétude de leurs consciences. Ils auraient trouvé à Berlin une atmosphère plus saine et plus tonique ; les fantômes ne hantent guère les palais des Hohenzollern et ils n'ont guère connu les tourments des âmes distinguées qui raffinent sur le devoir. Si Adolphe Menzel (1815-1905) est un des plus remarquables artistes du XIXe siècle, c'est en partie parce qu'il a grandi sous cette discipline de bon sens et de solide activité. « Ce qu'il faut étudier à fond, disait-il, ce à quoi nous devons nous attacher, c'est ce qui nous entoure chaque jour ; l'art ancien n'est pas arrivé autrement à son développement. » Sa vie ne fut que l'application de cette doctrine, ou plutôt, car il n'est pas exact de parler ici de doctrine, elle ne fut que la vaillante exécution d'une tâche acceptée avec joie et poursuivie sans défaillance. Indifférent aux murmures qui, au début, accueillirent son œuvre, étranger aux querelles qui agitaient les ateliers, très capable de progrès, il se transforme non pas sous des influences d'école, mais par un libre et personnel effort et il a sur ses contemporains une incomparable supériorité : il sait reconnaître la beauté qui se trouve partout autour de nous, puisqu'elle n'est qu'une catégorie de la vie, et il est assez vivement pris par elle pour ne pas éprouver le besoin d'y rien ajouter ; il ne cherche ni à nous étonner par son esprit ni à nous éblouir par la profondeur de sa pensée, pas même à nous émouvoir. Peut-être y réussit-il un peu trop complètement. Des critiques allemands, non des moindres, ont prononcé à propos de lui le nom de Rembrandt. Ces exagérations ridicules ne sauraient s'expliquer que par la prodigieuse vanité nationale dont sont capables chez nos voisins les juges les plus éclairés : chez eux, on ne rencontre que des génies. Si l'action de Berlin a protégé Menzel contre la sensiblerie et l'emphase, elle ne pouvait le garantir de certains défauts : quelque absence d'imagination, une précision qui frise la sécheresse. Nous louons la solide probité du peintre, la fermeté de son regard qui, d'un coup d'œil, saisit l'objet entier, ligne et couleur, et nous le rend dans sa plénitude, la justesse de son observation. Nous sentons cependant que nous n'avons en face de nous qu'un très haut et très noble ouvrier d'art, — et ce n'est certes pas un titre médiocre. Que l'on compare pourtant le *Sacre de Napoléon* au *Couronnement de Guillaume Ier* et l'on s'apercevra aisément de ce qui manque à Menzel : la chaleur communicative, la flamme, le coup d'aile.

On le dénigra longtemps, on l'admira ensuite, on ne l'imita pas. — Un peu par sa faute, — il n'attire pas ; — davantage, parce que ses contemporains n'étaient pas encore capables de le comprendre. Frédéric-

Guillaume IV, qui l'appréciait, le trouvait un peu pauvre d'idées, et quand il voulut disputer à Louis Ier la direction des esprits et transporter de Munich à Berlin la souveraineté artistique, il appela près de lui Cornelius et Kaulbach. Ils offrirent à son imagination métaphysico-historique d'inépuisables motifs de méditation.

Quand nous contemplons les immenses compositions de Kaulbach (1805-1874), un adage bien connu se présente à la mémoire : il convient de tout prendre au sérieux et de ne rien prendre au tragique. Kaulbach au contraire est tragique sans être sérieux; je veux dire qu'il lui manque la conviction et la spontanéité. Ses dons naturels, qui n'étaient pas méprisables, ont été gâtés par le milieu dans lequel il a grandi. Il était sensuel, ce qui n'est pas si condamnable chez un artiste, et même un grain de libertinage n'était pas sans excuses après un aussi long carême. Seulement, il avait honte de son tempérament et se drapait de son mieux dans sa robe de prophète. Il avait, comme beaucoup de peintres, un respect superstitieux de la critique et, dévotieusement, il s'inclinait devant les idoles du jour, la réflexion et l'idée, avec une piété d'autant plus bruyante qu'il n'était pas lui-même très sûr de son orthodoxie. Il n'échappait pas malgré tout aux sarcasmes de Cornelius, et il est vrai qu'en dépit de son application, ses qualités natives se trahissaient par l'adresse de la composition et une certaine violence de coloris qui chatouillait agréablement ses contemporains. On dirait par instant un Diderot qui, timidement, essaie d'écrire, à l'ombre de Bossuet, une amplification de l'*Histoire Universelle*.

Que restait-il cependant des écoles de Munich et de Dusseldorf si elles perdaient leurs vertus cardinales, la naïveté et la pureté ? Au moins retrouvait-on ces qualités enfantines dans Schwind (1804-1871), en qui s'épanouissaient au soir du romantisme la fraîcheur et la grâce qu'il avait jusqu'alors assez vainement poursuivies. La tradition exige qu'on le compare à Schubert, parce que l'émotion qu'il éveille en nous est surtout musicale, parce qu'il a aussi la simplicité candide du maître qui a le mieux ressenti le charme lointain et la subtile mélancolie de la poésie populaire. Schwind fuit tout ce qui est affecté ou maniéré, ou plutôt il semble ignorer ce qu'est la recherche ; il ne traduit pas la nature, peut-être même ne la regarde-t-il pas : il en devine la vie mystérieuse et il essaie d'en rendre le parfum ; il a vu de ses propres yeux les kobolds, les ondines et les elfes, et il les évoque dans une atmosphère si harmonieuse et si souriante que nous oublions les gaucheries de l'artiste, qui ne sont pas toutes également involontaires, l'incorrection de son dessin et la pauvreté de sa palette. Il

prêchait aux jeunes gens le culte de la tradition et il les mettait en garde contre les séductions des procédés modernes. Sa voix insinuante ne portait pas loin et elle ne retenait personne. Ses contemporains étaient convaincus désormais que ni la religion ni la philosophie ne suffisent à l'éducation de l'œil, et une longue théorie de jeunes gens partaient pour Paris et venaient se mettre à l'école de maîtres nouveaux.

On ne saurait exagérer l'action de l'art français sur l'Allemagne depuis 1840. Delacroix, Couture, l'école de Barbizon, Corot, Courbet, les impressionnistes ont été tour à tour les inspirateurs des peintres germaniques; ils ont rencontré en eux des disciples dociles qui ont imité leurs procédés et écouté leurs leçons avec la même humilité empressée et le même enthousiasme crédule que montrent depuis 1870 nos Universités à s'assimiler les méthodes des professeurs d'outre-Rhin. Emprunts honorables pour les deux nations qui cherchent au dehors ce qui leur manque : le ridicule ne commence que quand on rougit de ces ferveurs de néophytes et qu'on essaie de les dissimuler.

Ce que les Allemands apprennent à Paris, c'est avant tout à voir. Comme jadis les jeunes gentilshommes à Versailles, ils y terminent leurs humanités, se dégorgent de leur érudition et de leur pédantisme, s'habituent à regarder directement la nature et la vie. Trois noms suffisent à marquer les étapes successives de l'évolution qui, sous l'influence de la France, modifie alors les goûts du public et les tendances de l'art, Piloty, Makart, Feuerbach. Bien que Bœcklin soit né en 1827 et qu'il appartienne ainsi à la génération des Begas, des Lenbach et des Feuerbach, il n'est arrivé que plus tard à la pleine possession de son talent. Sans doute, dès 1860 ses paysages italiens avaient attiré l'attention sur lui, et Janitschek croit que le *Grand Pan* qu'il exposa en 1856 le révèle déjà tout entier. — Peut-être, mais il ne prend son sens complet que parce que nous possédons ses œuvres postérieures, et si Bœcklin était mort en 1870, nous ne le comprendrions vraiment pas.

Piloty (1826-1886) a subi le sort de Spielhagen qu'il rappelle par plus d'un côté, la fougue, le mouvement, l'éclat, et aussi par le goût du romanesque, la rhétorique et l'emphase. Les réalistes modernes sont implacables pour lui, bien qu'il ait été un de leurs précurseurs et qu'il ait suscité en son temps des colères analogues à celles qui les ont accueillis à leurs débuts. « Le mérite de Piloty, écrivait en 1860 Vischer, qui le goûtait peu, sera d'avoir, à l'exemple de ce qu'avaient fait Gallait et de Bièfve pour la Belgique, acclimaté à Munich la peinture proprement dite. » Sa *Fondation de la Ligue* (1856) souleva

d'ardentes controverses, parce qu'elle rompait avec les habitudes acceptées. Ces vastes compositions nous semblent aujourd'hui assez froides, et nous avons perdu le goût de la peinture d'histoire et de la couleur locale. Nous lui savons assez peu de gré de l'exactitude avec laquelle il s'efforçait de restituer les costumes et du soin qu'il mettait à rechercher les bibelots authentiques. En peinture cependant, un bibelot a plus de prix qu'une idée, et s'il attachait tant de soin aux détails, c'est parce qu'il espérait ainsi produire sur nous une impression vivante et complète et nous offrir, au lieu de morceaux isolés, rapprochés avec plus ou moins de nonchalance, un tableau harmonique dont toutes les parties se fondraient pour évoquer l'émotion esthétique.

La pensée était juste et l'effort était louable. L'exécution demeura médiocre. Les œuvres des élèves ou des émules de Piloty peuplent les musées et les collections, — non pas peut-être pour la plus grande joie des visiteurs. Les tableaux militaires surtout, abstraction faite des sujets qui n'ont pour nous rien de plaisant, nous paraissent médiocres, sans être d'ailleurs plus mauvais que ceux qui garnissent nos expositions. Même là cependant, on aperçoit un désir d'exactitude et de vérité : Camphausen (1818-1885), et surtout Bleibtreu (1828-1892) se sont efforcés avec une incontestable bonne volonté d'échapper à la tradition, de reproduire ce qu'ils ont vu de leurs propres yeux et de nous donner la sensation de la bataille moderne. Peut-être n'ont-ils aussi complètement échoué que parce qu'une bataille, même prévue et préparée par un Moltke, se dissout en une infinité d'épisodes, et qu'il suffit de vouloir mettre quelque ordre dans ce chaos pour choquer notre sens de la réalité. Le seul peintre de la guerre jusqu'à présent, c'est Verechtchagin, parce que, dans le combat, il ne nous montre que la mort.

Le public tire son chapeau devant les peintres militaires, mais il goûte davantage le *genre*. Un sujet piquant, grivois ou larmoyant, une exécution poussée et léchée, des reflets amusants, son enthousiasme n'en demande pas davantage; et ce furent des qualités de cet ordre qui fondèrent la renommée de Louis Knaus (né en 1829, chevalier de la Légion d'honneur en 1867), qui a été peut-être le peintre le plus fêté et le plus comblé d'honneurs du XIXe siècle. Ses admirateurs, et ils sont innombrables, le rapprochent volontiers de Greuze. C'est lui faire trop d'honneur, bien d'ailleurs que Greuze ne soit pas un si merveilleux modèle. Mais l'élégance de Knaus est plus banale, son sentimentalisme plus mièvre, sa grâce moins souriante, et surtout il y a dans le maniérisme de Greuze une certaine bonhomie qui est

remplacée chez Knaus par un air de condescendance et de suffisance insupportables. On sent en lui l'homme de bon ton qui, en descendant jusqu'au peuple, se sait gré de sa bienveillance, et la nature ne lui plaît que si elle a fait un brin de toilette. Les paysans de Defregger (né en 1835) de même viennent tout droit de l'Opéra-Comique, et, comme la foule de ceux qui n'aiment pas vraiment la campagne, il a besoin que sa curiosité soit accrochée par un détail piquant et un costume pittoresque.

Knaus et Defregger, Camphausen et Bleibtreu, et, d'une façon générale, les élèves de Piloty, ne nous paraissent si médiocres que parce que nous les jugeons avec des yeux habitués à d'autres tableaux, où la vérité est serrée de plus près, où la nature se manifeste sans colifichets et sans falbalas. N'oublions pas cependant qu'ils ont fait l'éducation de la critique et qu'ils ont contribué à la guérir de ses préjugés invétérés. Ils fardaient la vie, mais ils la regardaient, et ils ont commencé à réconcilier l'art avec la réalité et à le ramener du passé au présent.

Ils n'avançaient que lentement, parce que les préventions étaient tenaces. Quand Rietschel (1804-1861) osa sculpter à Weimar Gœthe et Schiller (1857) et un peu plus tard Lessing à Brunswick dans le costume du XVIIIe siècle, les *classiques* firent retentir l'Allemagne entière de leurs clameurs indignées, et les premières œuvres de Reinhold Begas (né en 1831) soulevèrent des huées. Begas n'a pas toujours un goût très pur, ses groupes sont tourmentés et violents, et on a dit heureusement qu'avec lui la sculpture allemande arrivait à la décadence sans avoir eu sa période de maturité. Mieux vaut encore cependant cette exubérance et cette redondance que la médiocrité correcte et vide du pseudo-classicisme. Même les œuvres les plus discutables de Begas renferment des morceaux de choix; ses statues ont tous les défauts du monde, on y sent du moins le sang courir sous la peau. L'artiste est incomplet et incertain, mais le technicien est d'ordre tout à fait supérieur, et quelques-uns de ses bustes comptent parmi les œuvres les plus saisissantes de la sculpture contemporaine.

Par ses tendances, par ses défauts aussi, il forme comme la transition entre Piloty et Makart. De la gloire de Makart (1840-1884) il ne reste déjà plus rien, et il ne reste pas grand'chose de ses tableaux qui se sont altérés avec une rapidité extraordinaire. Ceux qui ont eu la chance de voir quelques-unes de ses toiles grandioses dans le premier éclat de leur exubérante jeunesse, n'ont aucune peine à comprendre le prestige qu'il exerça. Ses *Sept péchés capitaux* (1869)

scandalisèrent les bonnes âmes; mais, est-ce que le mérite essentiel d'une peinture consiste vraiment à nous détourner de la chair? On raconte que Makart peignait ses tableaux sans autre souci que de flatter les yeux par un scintillant amalgame de couleurs : l'œuvre terminée, un de ses amis la baptisait. Authentique ou non, l'anecdote suffit à mesurer la distance parcourue depuis Cornelius. Makart représentait une rupture trop violente avec les traditions et avec les tendances nationales pour obtenir autre chose qu'un succès momentané. L'idéalisme ne devait pas tarder à reprendre l'avantage, mais transformé et vivifié, sinon par le maître viennois, du moins par les influences générales qui s'étaient manifestées en lui.

Anselme Feuerbach[1] avait horreur de Makart, le *décorateur*, le peintre d'étoffes. Ils avaient pourtant traversé les mêmes ateliers et adoré les mêmes dieux; ils avaient le même *Credo*, le culte passionné de la nature, et jusqu'au même rite, l'étude acharnée du modèle vivant. Seulement, ce qui pour Makart était le but même de l'art, n'en était pour Feuerbach que la condition. Il n'avait pas assez de railleries pour les anciens idéalistes qui ne vivaient que par l'esprit et qui ne voyaient dans la peinture qu'une transposition colorée de la philosophie. La nature n'est pas une servante, elle est la mère souriante et douce dont nous ne devons jamais détourner les regards; il faut que l'artiste se fonde en elle; que son âme s'identifie avec celle même de Cybèle, de manière à ce qu'elles ne forment plus qu'un être inséparable, et que dans le cœur et dans le cerveau de l'artiste se dégage le type absolu de la beauté dont les êtres visibles ne sont que l'imparfaite réplique. Théories dangereuses qui risquent fort d'aboutir à l'allégorie et à l'abstraction, mais qui sont fécondes chez Feuerbach, parce qu'elles sont vraiment sorties de l'ivresse de la contemplation.

Malheureusement, chez lui, le tempérament est inférieur à la volonté, et il lui manque pour être un maître ce qui fait le génie, la sérénité radieuse de ceux qu'a marqués l'inspiration divine. Le public, qui avait applaudi à ses premières productions, ne comprit pas la noble grandeur de ses œuvres les plus fortes. Aujourd'hui encore, malgré les avertissements de la critique, il n'apprécie guère que ses *Enfants*. Il semble bien d'ailleurs que la peinture n'agit guère sur la foule, qui ne s'intéresse jamais vraiment qu'aux sujets, non à

1. Anselme Feuerbach (1829-1880). Ses œuvres les plus caractéristiques appartiennent à une époque un peu postérieure. Cependant, sa *Pieta* et surtout son *Banquet de Platon* (1869) nous le montrent déjà en pleine possession de son talent et de son système.

l'exécution. La musique au contraire emporte dans une même ivresse les ignorants et les savants, et les prophètes de l'avenir, qui prêchaient une ère nouvelle de justice et de joie, s'adressaient à elle pour réconcilier dans une sainte communion les classes ennemies.

La gloire de Wagner n'est plus aujourd'hui contestée, et son éclatant triomphe nous a débarrassés des épileptiques qui voulaient nous forcer à saluer en lui, non seulement un des poètes les plus captivants et les plus sublimes du XIXe siècle, mais une sorte de Messie dans lequel se serait exprimée et comme épuisée la pensée même de l'humanité. Il est permis, tout en l'admirant, d'avouer que ses conceptions étaient quelquefois fantasques, que son orgueil, qui était immense, a souvent nui à la clarté de ses vues, et que ses inventions, qui n'étaient pas toutes aussi nouvelles qu'il l'affirmait, n'avaient pas toujours la portée qu'il leur attribuait. Il a beaucoup écrit sur son art, de l'excellent et du médiocre. Heureusement que ses traités de métaphysique dramatique sont destinés à dormir dans les bibliothèques et que ses drames demeurent. Il n'est pas démontré qu'ils n'eussent pas gagné à être précédés de moins de réflexions : il y a chez lui parfois comme une pléthore de pensée et une débauche de spéculation. Les personnages, trop bourrés d'idées, finissent par n'avoir plus ni chair, ni sang ; ils pérorent, prêchent, prophétisent ; leur pathos nous laisse froids. Faust fait moins de gestes que Wotan : nous le connaissons mieux pourtant et nous croyons davantage à son existence. Et ce danger d'une ambition systématique et ampoulée nous apparaît aussi clairement dans les détails que dans l'ensemble. L'union intime de la musique et de la parole par exemple, qu'il proclame comme un dogme souverain, Wagner ne l'obtient qu'au prix d'obscurités déconcertantes, en recourant à des archaïsmes ou à des néologismes étranges, par des artifices aussi fâcheux que ceux qu'il reproche si durement aux autres librettistes. Vétilles d'ailleurs que nous oublions vite, parce que si le musicien est quelquefois le prisonnier de ses théories, celles-ci ne sont du moins à l'origine que la justification des procédés que lui dicte son génie. Il est artiste avant d'être philosophe et il façonne sa doctrine sur le modèle de son inspiration.

Sa sensibilité est exquise et son âme vibre à tous les souffles du jour. Les commentateurs se disputent sa pensée, et leur lutte n'est pas près de finir. Les socialistes le réclament comme un de leurs précurseurs, et les bismarckiens le rangent parmi les disciples du terrible réaliste ; il chante l'hymne de la force et le cantique du renon-

cement; après avoir abattu les autels du Christ, il lui relève un temple magnifique; il est tour à tour pour Nietzsche un objet d'adoration et de mépris, et non pas uniquement par la faute de Nietzsche. En réalité, on peut tout trouver chez lui, et les diverses phases du siècle se sont comme reflétées dans son esprit.

Au moment de l'agitation démocratique et républicaine qui bouleverse les âmes vers 1840, il écrit *Rienzi;* dans les *Maîtres Chanteurs* et les *Nibelungen,* il est l'écho des appels d'un peuple qui cherche dans le passé de sa race la justification de ses instincts de combat, et les trompettes qui annoncent l'entrée en scène du roi Henri l'Oiseleur sont les joyeuses fanfares qui saluent le restaurateur de l'Empire; Parsifal est comme le prélude de la crise mystique qui, vers la fin du siècle, pousse aux pieds de la croix une nation surmenée et qui ploie sous ses trophées. Il a suivi tous les maîtres, le Christ et Feuerbach, Schopenhauer et la Jeune Allemagne; il a connu les ivresses du sacrifice et bu à pleines lèvres à la coupe parfumée de la volupté. Et ces sentiments contradictoires, ces aspirations opposées, elles ne se succèdent pas chez lui, mais elles sont en même temps maîtresses de son cœur. On peut sans doute distinguer dans sa pensée comme dans sa vie des périodes assez tranchées; mais, si on ne veut pas avoir de lui une idée fausse, il convient de se rappeler sans cesse que dans chacun de ses avatars successifs, sa nature primitive et essentielle demeure, ondoyante et complexe, infiniment riche et variée. Son existence n'est qu'une harmonie infinie dont il est impossible de détacher quelques fragments sans les appauvrir et les dénaturer.

Le *Leit-motiv* qui domine ces variations, c'est le romantisme, et le siècle entier en est si imprégné qu'à travers ses remous, il apparaîtra sans doute essentiellement à la postérité sous cet aspect, comme une prodigieuse réaction contre le mécanisme du XVIIIe siècle[1]. Wagner

1. Wagner (1813-1883) est né en pleine période romantique. Il composa : *Rienzi* (1840), *Le Vaisseau Fantôme* (1843), *Tannhauser*, *Lohengrin* (1850). Obligé de fuir l'Allemagne à la suite de la révolution de Dresde (1849), où son rôle ne fut pas d'ailleurs très actif, il séjourne d'abord en Suisse, puis est appelé à Munich (1864) par Louis II, qui, même après qu'il a dû le laisser s'éloigner, reste son protecteur passionné. La grande période créatrice de Wagner s'étend de 1850 à 1870, sans qu'il soit possible de fixer une date précise pour ses principaux chefs-d'œuvre, parce que chacun d'eux fut repris plusieurs fois, remanié, transformé : *La Tétralogie*, *Tristan* (représenté à Munich en 1865), *Les Maîtres chanteurs* (1868). *Parsifal* tut terminé en 1873, mais l'idée remonte à 1852. Les écrits de polémique et de doctrine les plus importants datent de la même époque : *L'Art et la Révolution*, *L'Œuvre d'art de l'Avenir*. C'est en 1867 que Louis II demanda à Semper, l'illustre architecte saxon, le plan d'un théâtre consacré à Wagner. La première pierre fut posée à Bayreuth en 1872, et le théâtre inauguré en 1876.

est romantique à la fois par les tendances secondaires et extérieures de son esprit, son goût un peu puéril dans son exagération pour la poésie populaire, sa vénération superstitieuse du mythe, ses affectations d'archaïsme et de concision, mais surtout, — et cela seul importe, — par le fond même de sa pensée, par son adoration mystique de l'art, par son mépris pour la science, par sa religiosité nuageuse et attendrie, par son patriotisme nébuleux et flamboyant. Il doit à Hoffmann sa doctrine sur l'union intime de la musique et du texte, et il emprunte à Heine le sujet de son *Vaisseau Fantôme*, où, pour la première fois, il s'affranchit des formules consacrées; ce sont les romantiques qui lui ont révélé Wolfram d'Eschenbach et les épopées du moyen âge et ils lui ont appris à pénétrer de nos pensées modernes les poèmes primitifs. Sur un seul point, — essentiel à vrai dire, — il se sépare d'eux, la perfection de sa technique et son admirable conscience professionnelle. Le malheur des romantiques, — et ce fut la cause de leurs échecs, — était d'avoir voulu réaliser leur idéal artistique par des moyens qui lui étaient contradictoires. Ils cherchaient à traduire dans leur complexité infinie et leurs mystérieux enchaînements les instincts les plus voilés de l'âme et à donner l'expression de l'unité même de la vie; ils s'efforçaient d'évoquer des sensations et des images et non d'exprimer des idées ou des sentiments. Pour cela, les mots étaient des éléments imparfaits, puisqu'ils supposent toujours une certaine précision et que, malgré nous, nous demandons un sens à la poésie la plus vaporeuse. Les romantiques s'aperçurent vite qu'ils n'atteignaient pas le but poursuivi; ils en souffrirent, et leur faiblesse désolée avoua sa défaite dans la fameuse *ironie* qui nous déconcerte et nous glace. La musique au contraire, simple et multiple, qui se prête à toutes les interprétations et assure à l'auteur la collaboration de ceux qui l'écoutent, permettait à Wagner de donner sa pleine mesure et de produire enfin l'œuvre grandiose et émouvante qu'ils avaient seulement rêvée.

Je sais bien que cela ne s'accorde guère avec ce que les critiques les plus compétents regardent comme la pensée fondamentale du maître, telle qu'elle se trouvait déjà annoncée et comme résumée dans une phrase célèbre de Gluck : « J'ai cherché, écrivait Gluck dans la préface d'*Alceste*, à ramener la musique à son véritable rôle qui est d'appuyer la poésie, de manière à fortifier l'expression des sentiments et à relever l'intérêt des situations, sans interrompre l'action et sans la défigurer par des ornements inutiles. » Sans contester le moins du monde la valeur des modifications que Wagner apportait ainsi à la

technique de l'opéra dont Meyerbeer et Halévy avaient donné le modèle et sans nier l'extrême importance qu'il leur accordait, il m'est impossible d'y attacher une valeur prépondérante, et peut-être les musiciens ne sont pas ici les meilleurs juges, parce que ce n'était pas à eux qu'il s'adressait d'abord. Il était plus lyrique encore que dramatique, et son âme était trop ardente pour ne pas déborder partout. Ce qu'il nous disait, c'étaient ses aspirations, ses élans douloureux, ses tristesses désespérées, et ses œuvres ne sont si poignantes que parce qu'elles sont avant tout la confession d'un des hommes qui ont le plus complètement vécu toute la vie. « Ce qui nous frappe chez lui, dit Schuré qui fut un de ses admirateurs des premiers jours, comme un trait original et tout à fait personnel, c'est d'une part un sensualisme violent, effréné, de l'autre un mysticisme transcendant... Sa musique surprend par un mélange de séduction insinuante et d'accents aigus, d'une puissance extraordinaire... Elle passionne, excite, exalte, sans donner le grand apaisement. Sous toutes ses splendeurs, elle garde quelque chose d'amer ou d'inconsolé. » Il n'est pas indifférent que son premier apôtre ait été Liszt, un des esprits les plus tourmentés, un des cœurs les plus tumultueux du siècle.

L'art de Wagner n'a sur nous un si long et si torrentueux retentissement que parce qu'il est comme le cri de la misère humaine que les joies les plus enivrantes ne rassasient pas et qui ne trouve même pas la paix dans le renoncement. Les ardeurs les plus folles de la possession ont ébranlé ses nerfs, et il a dans un sanglot frénétique crié le néant de son désir et l'horreur de ses conquêtes. La terre a eu beau le bercer de ses plus tendres caresses, elle n'a pas guéri son inconsolable désespoir. Il n'a pas, comme l'ont répété des disciples maladroits, donné la forme définitive de l'art, il a été l'interprète le plus poignant, parce qu'il en était le plus convaincu, d'une époque qui a, plus qu'aucune autre, connu l'angoisse de la vie; il a prétendu dire le dernier mot de la philosophie du siècle, il en a du moins écrit le Cantique des cantiques.

A l'Allemagne même, il a rendu un inestimable service. « Je suis convaincu, écrit un critique qui ne manque d'habitude ni de sens ni d'esprit, que le jugement de la postérité sur chaque Allemand qui a joué un rôle politique ou littéraire dans la dernière partie du XIXe siècle, sera déterminé par le plus ou moins d'intelligence qu'il aura montré de l'œuvre de Bismarck. » Le critérium est tout de même un peu étroit, et, comme il n'était guère contesté, la nation courait grand risque de tomber dans un fétichisme grossier. Elle n'y a pas complè-

tement échappé, mais il était nécessaire que quelques-uns de ses enfants lui rappelassent qu'il y a des gloires supérieures à celles des conquérants. Quelque puérile qu'ait été souvent la religion wagnérienne, elle était cependant une protestation de l'idéalisme en face des abus de la force, et cette protestation prenait une valeur singulière quand elle sortait des œuvres d'un des plus nobles fils de la Germanie, d'un de ceux aussi qui avaient le plus souffert de sa faiblesse et appelé sa renaissance avec le plus de prières et de larmes.

Pour le moment, on ne l'écoutait guère quand il parlait de justice et de pitié et qu'il invitait les peuples en armes à une réconciliation fraternelle... « Patrie bien aimée, écrivait aussi Hamerling, puisse le destin te réserver ses plus douces faveurs. Mais, je t'en supplie, dans la poussée de ton nouvel effort, que la lourde chaleur du jour n'étouffe pas ce qui pendant des siècles a fait ta gloire... Quelque éclatantes que soient les couronnes que te tresse la réalité, ô mon peuple, ne renverse pas les statues de l'idéal... N'écoute pas les faux prophètes qui veulent te convertir à une sagesse mondaine et d'après lesquels le bonheur des peuples a pour condition l'égoïsme brutal et la politique sanglante et féroce de la forêt primitive. » C'est en grande partie parce qu'elle ne trouvait pas dans les écrivains l'écho de ses espoirs que la masse se détournait d'eux. Grisée de ses premiers succès, elle appelait d'autres triomphes. Les seuls conseillers dont elle écoutait la voix étaient ceux qui l'excitaient à de nouveaux combats, et elle ne leur demandait que de fournir des prétextes à ses appétits et à ses colères.

Les historiens et les professeurs qui avaient les premiers sonné le ralliement demeuraient sur la brèche, et leurs coups de clairon stridents et aigus enivraient les esprits et remplissaient les cœurs d'un délire sacré. Treitschke[1] menait le train, et au premier rang battait la charge.

Les Universitaires d'aujourd'hui éprouvent quelque embarras à parler de lui, et ils le jugent un peu compromettant. Sans aucun respect humain, il défendait avec un cynisme candide les thèses les plus scabreuses; il frayait avec les agrariens et les antisémites et

1. Treitschke (1834-1896), professeur à Dresde, puis à Fribourg, qu'il fut obligé de quitter à cause de ses sentiments prussiens. Il prit, en 1866, la direction des *Preussische Jahrbücher*, la grande revue unitaire. Professeur à l'Université de Berlin (1874). Son *Histoire de l'Allemagne au XIXe siècle*, l'œuvre de sa vie, ne commença à paraître qu'en 1879, mais son influence est bien antérieure et il est déjà tout entier dans ses *Historische und Politische Aufsætze* (1865).

rejetait d'un revers de main les voiles hypocrites dont ses collègues paraient leur passion. Il m'en semble plus grand, et je ne sache guère dans toute la littérature historique d'auteur plus digne d'admiration et qui, d'une poigne plus solide, s'empare de l'âme du lecteur. On lui reproche son injustice, l'âpreté de ses haines, et il n'est guère contestable qu'il se soucie peu de l'exactitude. Ses portraits ne sont que des apothéoses et des caricatures. Il a pour juger les hommes une règle infaillible et facile : les uns ont annoncé et servi la grandeur de la Prusse ; ce sont des héros et des saints; les autres l'ont combattue, ce sont des niais et des traîtres. Il était sourd, et cette infirmité a eu sur le développement de son esprit une influence décisive : jamais une objection n'est arrivée jusqu'à lui et il n'entendait que la voix des instincts qui bouillonnaient au fond de son être.

Il est d'ailleurs puéril de l'accuser de fausser l'histoire ; il la traitait seulement comme Feuerbach demandait au peintre de traiter la nature; il la pétrissait avec sa propre chair et il ressuscitait le passé à son image. Par là, il fut grand. Metternich et Frédéric-Guillaume III sont morts, et que nous importe ce que fut leur action réelle, si ce n'est pas cette action qui a transformé la postérité, mais l'image qu'elle s'en est faite ; et cette image, c'est celle que Treitschke lui a imposée. — Et quel vaillant champion, sincère et loyal, la poitrine en dehors et la tête haute, incapable de dissimuler ses projets sous des mines sournoises ou des hypocrisies doucereuses, implacable pour ses adversaires, dévoué à ses amis jusqu'à admirer leurs fautes, toujours prêt et toujours alerte, flamberge haute et claironnant. Quand on l'entendait à Berlin, on était supris d'abord de son débit saccadé par de profondes respirations, et on avait grand'peine à se retrouver dans ses phrases coupées à la diable ; mais on éprouvait une sorte d'épouvante à voir le respect dévotieux avec lequel l'écoutait un auditoire frémissant. Qu'on était loin du temple serein de la science! On se fût dit transporté dans un mystérieux sanctuaire où des adeptes hypnotisés recevaient les oracles d'une farouche et implacable divinité. Les jeunes gens savaient qu'il avait lui-même subi de dures épreuves et que, pour la patrie, il avait arraché de son cœur mutilé les fibres les plus douloureuses.

Il leur disait que l'Allemagne est la seule nation pure et noble, qu'elle porte dans ses mains le flambeau de la vertu et de la civilisation, qu'elle a pour mission d'exterminer le mal et d'assurer la victoire de l'Impératif catégorique. La guerre contre l'Autriche avait été nécessaire, mais elle n'était qu'un épisode : l'adversaire véritable, il était au delà du Rhin ; il fallait le poursuivre dans ses repaires et,

en écrasant la Babylone moderne, préparer à l'humanité une ère nouvelle dont la race germanique serait la lumière et la sève.

De près ou de loin, dans les Universités ou dans les Écoles, le même enseignement de représailles et de haine enflammait les passions et déchaînait les colères. De tous côtés, un cri de guerre s'élevait contre l'Erbfeind. Bismarck allait offrir à ces fureurs accumulées l'occasion qu'elles appelaient.

LIVRE IV

LE NOUVEL EMPIRE GERMANIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DE LA GUERRE DE 1870

L'opinion en France après 1866 et les responsabilités du gouvernement impérial. — Bismarck prévoit la rupture et s'arrange pour la rendre inévitable. — L'affaire du Luxembourg. — Les négociations de la France avec l'Autriche : l'entrevue de Salzbourg. Les projets de triple alliance : ils ne prennent à aucun moment une forme précise. — L'Empereur ne prépare ni ne désire la guerre. — Dans quel sens et jusqu'à quel point est-il permis de dire que Bismarck est responsable du conflit ? — La candidature de Léopold de Hohenzollern.

Les historiens allemands ont assez mal compris en général la nature de l'émoi que créa chez nous la bataille de Kœniggrætz et ils se sont fort exagéré la part que prirent dans nos résolutions l'envie, la vanité froissée et l'ambition déçue. Le peuple français se regardait sans doute comme le premier peuple du monde, mais quelle est la nation qui n'a pas d'elle-même une semblable opinion, sans que cela tire à conséquence! Le propre de ces sentiments primordiaux est de ne pas être le moins du monde ébranlés par les événements extérieurs, et, comme ils découvrent toujours un détour pour se satisfaire, ils se concilient aisément avec les plus fâcheux renoncements. Les Français s'imaginaient qu'ils dirigeaient le monde par leur pensée, leur esprit, leur génie, et cette royauté intellectuelle leur suffisait. Pendant la crise de 1866, Duruy, ministre de l'instruction publique, avait demandé à l'Empereur d'occuper les provinces rhénanes. Idée d'historien qui ne trouvait guère d'écho dans la foule et ne préoccupait que des fantaisistes, tels que Persigny ou Girardin, dont l'auto-

rité était moindre que l'imagination. Que dans la bourgeoisie quelques braves gens éprouvassent à l'occasion une vague tristesse au souvenir de Waterloo, et qu'en jetant les yeux sur la carte, ils regrettassent que les conquêtes de la République eussent été perdues par les fautes de Napoléon, c'est certain ; mais le nombre de ces chauvins était assez faible, et surtout, chez la plupart d'entre eux, il ne s'agissait que d'un de ces amours de tête qui ne sont guère créateurs d'action. Leur passionnette n'avait aucune chaleur communicative et leur influence était infiniment moins profonde et moins sérieuse que celle des Pangermanistes actuels en Allemagne.

La vie en France était alors singulièrement plus facile et moins dure que dans la plupart des autres pays; les mœurs étaient douces; l'aisance, générale; les besoins de luxe, universels. Les progrès de la richesse et les habitudes de bien-être aboutissaient à un positivisme matérialiste qui se modifiait suivant les milieux et se teintait çà et là de religiosité humanitaire, de façon à flatter les tendances généreuses de la race, qui ne montre nulle part autant de frivolité que dans ses haines et qui se plaît à donner une tournure générale à ses besoins momentanés. La doctrine de la fraternité des peuples se substituait à celle de la lûtte pour l'existence, et Gobineau, le précurseur de Nietzsche et le prophète de la force, n'avait pas un seul disciple. Vivre et laisser vivre, cette formule, qui quelquefois se voilait de poésie et d'abnégation, résumait l'idéal d'une génération déshabituée des sacrifices et des combats.

Après Sadowa, elle eut le sentiment que son repos et sa sécurité étaient brusquement compromis. Elle connut, suivant l'expression de Mérimée, « l'angoisse étrange qui saisit le spectateur du Don Juan de Mozart, lorsqu'il entend les mesures qui préludent à l'entrée du Commandeur ». — « Je regrette, disait à l'Empereur la reine Sophie dans une lettre célèbre, que vous ne voyiez pas le danger d'une puissante Allemagne et d'une puissante Italie. C'est la dynastie qui est menacée et c'est elle qui en subira les conséquences. » Malheureusement, l'opinion comprenait bien qu'il n'était pas possible de séparer la cause du pays de celle de son chef et qu'ils subiraient ensemble le châtiment « du vertige qui avait frappé la politique impériale depuis l'origine jusqu'à la fin de ce grand conflit ». Troublée dans une quiétude dont elle s'était fait un mol oreiller, elle ne pardonnait pas à son gouvernement d'avoir compromis sa sécurité. « Ce que je reproche surtout à ce qui se fait, écrivait notre ambassadeur à Rome le 17 septembre 1866, c'est de n'être pas français. Faites de la politique à la diable, si vous voulez, mais ne faites pas de la politique d'utopistes

et de songe-creux. Faites de la politique française... L'Empereur n'a pas charge des peuples; il a charge du peuple français». Ces plaintes traduisaient l'impression unanime : nous étions parfaitement tranquilles; à quoi bon bouleverser l'Europe pour nous créer bénévolement des rivaux qui avaient les dents longues et qui, non contents de leurs domaines, commençaient visiblement à songer aux nôtres!

Napoléon, qui n'était pas un esprit vulgaire, était un esprit faux. L'affirmation peut paraître paradoxale, mais elle ressort de tous les documents : il n'aimait pas la politique, il aimait les *grands desseins* et les combinaisons de métaphysique mondiale, ce qui n'est pas du tout la même chose, ou, plus exactement, ce qui est le contraire. Sentimental et sensuel, peu tourmenté par l'ambition, il ne supposait pas aux autres les appétits continus et l'énergie véhémente qu'il ne connaissait pas; il avait foi dans la sagesse des peuples et il escomptait un rapide apaisement des esprits. Son fatalisme satisfait n'était partagé par personne, et, quand Thiers, avec plus de véhémence que de réflexion, signalait les périls qui résultaient pour nous de l'accroissement de la Prusse, il était évident qu'il exprimait la pensée, non seulement de l'opposition, mais de l'immense majorité des députés et même des ministres.

Ceux-ci étaient dans la situation la plus fausse. Ils jouaient les fanfarons, pour ne pas être forcés d'avouer que leur maître avait commis une de ces erreurs élémentaires qu'aucun peuple ne pardonne; mais, en fait, ils éprouvaient les mêmes angoisses que Thiers, — peut-être même avec plus de sincérité, — et ils gardaient à la Prusse une sourde rancune qui aggravait les moindres incidents. Ils accusaient Bismarck d'avoir trompé la France, ce qui n'était pas complètement exact, puisqu'il n'avait rien promis et qu'il s'était tout au plus borné à ne pas détruire les illusions qui s'étaient cristallisées dans l'entourage de l'Empereur, et leur colère neurasthénique se traduisait par une maussaderie pointilleuse qui paraissait rechercher les occasions de rupture sans s'y préparer sérieusement. Ils ne réfléchissaient pas que, dans l'état de susceptibilité émotive qui accompagne chez les peuples les années de puberté, le sentiment national germanique exigeait d'infinis ménagements et qu'il avait besoin d'être rassuré et non aiguillonné.

Dans ces années déplorables où la destinée de la France fut scellée pour longtemps, tous les partis furent également coupables, et quelques-uns des défauts du caractère national éclatèrent sous une lumière crue : le manque de sang-froid, l'ignorance de l'étranger, la tendance à compter sur la fortune plus que sur son propre courage, l'infa-

tuation, l'absence de méthode et de logique. Thiers et la bourgeoisie dont il fut à ce moment le représentant, eurent sans doute le mérite de comprendre la gravité et le sens des événements qui s'étaient accomplis, mais ils n'eurent pas la sagesse d'accepter franchement des changements désormais irréparables et de consentir avec dignité les abdications partielles qu'ils nous imposaient; ils n'eurent pas d'autre part le courage de se résigner aux sacrifices nécessaires pour assurer la défense du pays. Le gouvernement impérial de son côté n'osa pas les exiger et ses coupables complaisances au-dedans mirent le sceau à ses défaillances antérieures.

Le seul moyen de prévenir la guerre eût été de développer nos armements et de réformer notre système militaire dont les campagnes précédentes avaient cruellement révélé les imperfections. On s'agita beaucoup, on réunit des commissions, on fit voter en 1868 une loi nouvelle sur le recrutement et on se donna ainsi l'air devant l'Europe de poursuivre des desseins belliqueux, mais tout se borna à des projets; rien ne fut fait pour hâter la mobilisation, relever les effectifs et constituer des réserves solides. Les discussions du Corps législatif, où les demandes du maréchal Niel se heurtèrent à l'insurrection des préjugés et des égoïsmes et qui donnaient aux auditeurs l'impression « de conférences militaires dans une maison de fous, » jetèrent le jour le plus fâcheux sur l'état moral des députés, et les ministres manquèrent à leur devoir le plus élémentaire en reculant devant cette lamentable coalition de calculs mesquins et de lâchetés. Niel lui-même, loin d'être l'administrateur de génie que l'on s'est plu depuis à découvrir en lui, ne se rendait pas un compte exact des ressources immenses de la Prusse. Ses premières propositions étaient déjà fort insuffisantes; orateur disert et amoureux des succès de tribune, il ne les maintint pas intégralement et se contenta en dernière analyse de réformes nominales. La garde nationale mobile, la seule création nouvelle qu'eût ordonnée la loi de 1868, ne représentait aucune force réelle, et on ne saurait vraiment en vouloir beaucoup au maréchal Lebœuf, lorsqu'il prit la succession de Niel après la mort de celui-ci (1869), d'avoir renoncé à organiser cette réserve pseudo-militaire qui, dans les conditions où elle avait été votée, n'était qu'un élément d'indiscipline et de désordre.

Il eut malheureusement des torts plus sérieux. Très brillant divisionnaire, d'intelligence médiocre et d'instruction nulle, sans la moindre connaissance des conditions de la guerre moderne, c'était une sorte de Calonne militaire, et ses allures de tranche-montagne bon enfant plaisaient au souverain et à la majorité qui ne deman-

daient qu'à être trompés pour se dispenser des efforts que la population eût péniblement supportés. Ses déclarations outrecuidantes étaient accueillies sans critique par l'extrême droite qui, mécontente des caprices libéraux du maître, cherchait l'occasion de revenir au régime dictatorial. Ces ultras, que deux invasions n'avaient pas guéris d'un chauvinisme turbulent, avaient quelque crédit dans l'armée et à la cour, et ils avaient l'oreille de l'Impératrice, catholique, ignorante et orgueilleuse.

A mesure que l'Empereur vieillissait, elle exerçait sur la marche des affaires une influence plus réelle, et ses imprudences étaient incomplètement contenues par le ministère qui n'avait d'autre appui que la volonté flottante du souverain, et par la majorité de la Chambre elle-même, exposée aux surprises d'un patriotisme ombrageux autant que pusillanime quand il s'agissait d'accepter la responsabilité de dépenses nouvelles. Ainsi, tandis que la presque unanimité du pays désirait ardemment la paix et que le souverain lui-même redoutait et détestait la guerre, la politique française, timide et ergoteuse, incertaine et jactancieuse, donnait sans cesse prise sur elle aux adversaires qui la guettaient, en même temps que la négligence de notre administration militaire les induisait en tentation perpétuelle.

De 1815 à 1870, la haine de la France était universelle en Allemagne, et particulièrement en Prusse ; l'opinion unanime était qu'en 1815 nous avions échappé par la lâche complaisance de l'Angleterre et de la Russie, à la juste punition de nos crimes, que Waterloo n'avait pas suffisamment vengé Iéna, et que le moment viendrait de nous enlever les provinces que Louis XIV avait arrachées à l'Empire. Quelques démocrates, très clairsemés, nous montraient seuls de timides sympathies, à condition que nous ne retombions plus dans nos précédentes erreurs. Bismarck naturellement n'était pas au nombre de ces radicaux, ce qui ne signifie pas qu'il convienne d'attacher trop d'importance, comme on le fait souvent, à quelques boutades de jeunesse, dans lesquelles se trahissait l'ardeur du sang bien plus qu'elles ne révélaient des desseins réfléchis. Les paroles féroces par lesquelles, pendant la campagne de 1870, il soulageait sa nervosité et que nous a rapportées Busch, ne tirent pas davantage à conséquence. Il y avait dans le Chancelier beaucoup du barbare, je veux dire qu'il se livrait tout entier, sans réflexion, sans réserve, à ses sentiments momentanés, et l'éclat de ses colères n'était pas toujours en proportion directe de l'intensité de ses sentiments. Il n'est pas certain qu'il ait jamais éprouvé contre nous, même au moment

de ses plus fougueuses invectives, la religieuse colère qui remplissait l'âme de la plupart de ses compagnons et que Mme de Bismarck traduisait dans son lugubre jargon biblique. Il connaissait bien nos défauts, mais ils ne lui étaient pas tous antipathiques, et il ne dédaignait pas les vertus aimables et solides d'une race qui n'eût pas fait mauvaise figure dans le monde sans son incorrigible manie de mettre à sa tête les chef les moins dignes de la représenter. Il était aussi peu romantique qu'il est possible à un Allemand, c'est-à-dire que les souvenirs du passé ne l'affolaient pas, et il était depuis longtemps consolé de la mort de ce pauvre Conradin, méchamment mis à mal par Charles d'Anjou. Comme Strasbourg ne rentrait pas directement dans la zone d'influence prussienne, la perfidie de Louis XIV lui était moins douloureuse, et il ajournait aisément le moment de rendre les Vosges à l'Allemagne. De tous les politiques d'outre-Rhin, il était probablement un de ceux qui avaient au début le moins de préventions incurables contre nous et avec lequel il eût été le plus facile de conclure une paix perpétuelle.

Rien ne permet d'affirmer que, quand il était allé trouver Napoléon à Biarritz, en 1865, il nourrissait l'arrière-pensée de le punir un jour de ses complaisances. Il s'attendait même à ce qu'on lui en demandât le prix, mais il se réservait de le discuter et il ne voulait pas qu'on essayât de le prendre en traître. Il avait l'épiderme chatouilleux, et l'indiscrète apparition de Benedetti en 1866 lui déplut fort, — moins encore que les hosanna triomphaux des journaux officieux français qui menaient un tapage assourdissant pour dissimuler le piteux échec de la médiation impériale. La presse allemande répondit à ces rodomontades avec beaucoup d'aigreur, et ses récriminations, qu'elles aient été déchaînées ou non par Bismarck, eurent dans tout le pays un retentissement prodigieux. Ce jour-là, il vit jusqu'au fond de l'âme de son peuple; il songea que, si l'amitié de Napoléon lui avait été utile, son hostilité pouvait lui rendre des services encore plus éminents, et que le meilleur ciment de l'unité nationale serait le sang versé dans une croisade contre l'ennemi héréditaire.

Au commencement de 1869, il accorda une audience au général hongrois Türr : Je dois vous prévenir, lui dit celui-ci, que s'il entrait dans vos intentions de faire la guerre à la France, il me serait impossible de vous suivre. « Je vois encore, ajoute le général, l'étincelle qui brilla dans son œil quand il vit sa pensée devinée; il sut cependant se contenir d'une manière que je ne pus assez admirer, et il me dit gaiement : Je ne veux pas de guerre avec la France; je le disais encore il y a quinze jours au général Ducrot, de passage

ici. » — Cette anecdote, souvent citée, ne prouve absolument rien, et les autres textes que l'on invoque pour y découvrir la pensée du Chancelier, ne sont pas plus clairs. Comme toutes les fois qu'il s'agit de démêler les intentions, nous en sommes réduits aux conjectures, et les conclusions auxquelles nous arrivons n'ont qu'une valeur purement subjective.

Nous ne risquons pas du moins de nous égarer en admettant que, dès 1866, il avait envisagé l'hypothèse d'une guerre avec la France, et, en somme, il ne l'a pas nié ; il a seulement affirmé qu'il ne l'avait pas provoquée, ce qui ne veut pas dire qu'il n'ait pas travaillé à la rendre inévitable. Il était sincère aussi quand il disait qu'il n'eût jamais entrepris une guerre qui ne lui aurait pas paru juste; seulement une guerre était juste à ses yeux dès qu'elle était la condition nécessaire d'un gain reconnu légitime; c'est à ce titre que la guerre de 1864 avait été juste, et aussi celle de 1866. L'unité de l'Allemagne impliquait-elle fatalement à ses yeux une rupture avec la France? Non, si celle-ci ne s'y opposait pas; mais il était infiniment probable qu'elle se mettrait en travers de ses désirs, et dans ce cas il n'y aurait d'autre moyen que de balayer sa résistance. La conviction du Chancelier sur ce point fut bientôt arrêtée, d'autant plus qu'il était absolument hors d'état de comprendre les sentiments, assez complexes à la vérité et contradictoires, qui combattaient à ce moment tragique dans l'âme des Français. Il n'y a plus aujourd'hui en Allemagne un seul écrivain sérieux qui maintienne dans son intégrité la légende, répandue par Bismarck, d'une France implacable et traîtresse, nourrissant de longues années la pensée d'une invasion jusqu'au jour où, jugeant ses forces supérieures, elle se rue sans motif sur un voisin qui ne pensait pas à mal et par cette agression gratuite le jette dans une sorte de fureur d'indignation. Ces accusations niaises sont désormais reléguées dans les manuels scolaires où elles servent à fausser l'esprit des jeunes générations et à justifier l'occupation de nos provinces. Mais les historiens qui ont les premiers répandu ces contes bleus traduisaient très exactement l'opinion de la foule qui a cru en 1870 avoir été assaillie par nous. Le Chancelier lui-même, qui savait à quoi s'en tenir sur les détails de la cause, se persuadait facilement qu'il n'avait fait que prévenir les intentions de ses voisins, parce qu'il n'aurait jamais supporté quant à lui qu'une puissance formidable se constituât sur ses frontières et qu'il prêtait naturellement aux autres les intentions qui, dans un cas pareil, auraient été les siennes.

Il était dans son tempérament, du jour où il fut arrivé à la

conviction que la rencontre était fatale, qu'il s'arrangeât de manière à en fixer le moment, c'est-à-dire qu'il combinât les choses de telle sorte que ses adversaires fussent forcés de le provoquer à l'heure qu'il jugerait favorable. Il conservait ainsi le droit d'affirmer qu'il n'était pas responsable du conflit, et ses protestations d'honnête homme n'étaient pas absolument inexactes, en ce sens que ses pratiques n'excluaient pas la possibilité d'une solution pacifique ; elles la rendaient seulement fort improbable. Il laissait toujours en quelque sorte à l'ennemi une porte de retraite, très basse à la vérité et broussailleuse, par laquelle il était invraisemblable, mais non pas complètement absurde, qu'il passât. Il y gagnait la sympathie de l'opinion et surtout il réservait une part à la fortune et laissait en quelque sorte la décision à Dieu. Il y a toujours du joueur dans le politique le plus prévoyant, et le Chancelier, après avoir tendu le piège, s'en remettait à la Providence du soin d'y amener ses ennemis.

L'affaire du Luxembourg fut-elle déjà un de ces guet-apens sournoisement aménagés ? C'est un des points les plus obscurs de cette période, un de ceux qui irritent le plus notre curiosité, précisément parce qu'il est permis d'affirmer dès maintenant qu'il ne sera jamais éclairci. Il n'est même pas possible de concevoir quels documents nous apporteraient sur ce point la vérité certaine. Car Bismarck seul savait ce qu'il avait voulu alors, et ses confidences seront toujours suspectes. Et même a-t-il eu une opinion arrêtée et n'est-ce pas là un de ces affûts où il allait à tout risque, guettant le destin plutôt que le dirigeant? Érich Marcks repousse jusqu'à la pensée d'une hypothèse sur les intentions du Chancelier en 1867, et de même, Rothan, qui a suivi les événements de près, très hostile à Bismarck, n'ose pas l'accuser formellement de mauvais desseins préconçus.

Malgré les avertissements un peu tardifs de Benedetti, et bien qu'il connût déjà par Rothan (novembre 1866) les traités d'alliance conclus entre la Prusse et les États du Sud, le gouvernement français avait rouvert les pourparlers relatifs à l'indemnité éventuelle qu'il s'imaginait qu'on lui devait. C'était une manie qui avait déjà rendu Louis-Philippe assez ridicule de supposer que l'Europe avait le devoir d'aider les ministres français à triompher de l'opposition en leur concédant quelques territoires. De Moustier, qui, après de longues hésitations, avait accepté la succession de Drouyn de Lhuys (1866, septembre), n'avait à invoquer que de vagues promesses verbales, si incertaines et si contestables que le plus sage eût été de les oublier.

Mais le gouvernement impérial ne parvenait pas à se mettre dans la tête que rien n'est plus sot et plus vain que de courir après une occasion perdue. Le nouveau ministre avait représenté la France à Berlin pendant la guerre de Crimée et il avait rapporté de son séjour près de Frédéric-Guillaume IV une sourde antipathie et aussi un certain dédain pour un gouvernement dont il avait connu de près les faiblesses. Il n'était pas éloigné de croire que, si ses prédécesseurs n'avaient rien obtenu, c'est qu'ils n'avaient pas su s'arranger.

Benedetti eut quelques peines à reprendre avec le Chancelier la conversation interrompue. Depuis le mois d'août, Bismarck se terrait à Varzin, accablé, ne buvant plus, ne fumant plus, d'humeur plus que maussade ; il traitait sans ménagement la France et ses ministres, dont il se fichait bien. A la fin de l'année, sa santé s'améliora et il devint plus aimable ; il vantait le grand cœur et l'intelligence de l'Empereur. Nos agents restaient sur leur garde. Rothan attirait l'attention de Moustier sur la rapidité avec laquelle s'achevait l'organisation militaire de l'Allemagne ; elle aurait bientôt 1.200.000 soldats à qui nous n'en opposions que 400.000. Les lettres de Ducrot, qui commandait à Strasbourg, n'étaient pas moins alarmantes. Benedetti, un peu tard, conseillait la plus extrême prudence.

Napoléon, qui ne paraît pas avoir sérieusement songé à la Belgique, avait définitivement limité ses prises au Luxembourg. La Hollande, fort effrayée par les progrès de la Prusse et instruite par l'exemple du Danemark, se fût volontiers débarrassée du Luxembourg qui était un fief masculin de la maison royale et qui avait été rattaché en 1815 à la Confédération germanique. La Prusse ne lui avait pas demandé d'entrer dans la Confédération du Nord, mais elle continuait à tenir garnison dans la citadelle : ses droits étaient plus que contestables, puisqu'elle les exerçait en vertu de traités qu'elle avait elle-même dénoncés, et Bismarck avait à plusieurs reprises avoué l'irrégularité de la situation ; en 1866, il eût abandonné la place sans difficulté, si on le lui eût nettement demandé. Quand, en 1867, Benedetti reprit la question, le Chancelier souleva diverses objections, mais sans y insister : que l'Empereur traitât avec la Hollande, de manière à le placer en face d'un fait accompli ; on crierait autour de lui, mais ce tapage momentané s'apaiserait vite, et il ne s'opposerait pas aux désirs de la France.

Il y avait loin de cette condescendance indécise aux engagements précis qu'il avait offerts plus tôt, et Benedetti flairait un piège. Le Chancelier, après avoir induit l'Empereur à signer un traité avec la

Hollande, ne soulèverait-il pas des difficultés au dernier moment? Dans ce cas, c'était la guerre ou une retraite humiliante. Il n'est pas sûr que Bismarck ait dès lors nourri des projets aussi nettement hostiles. Il n'était pas fâché de montrer au gouvernement français l'embarras que lui causaient ses exigences et il pensait aussi rehausser un peu par ses hésitations le prix de la faveur assez maigre en elle-même qu'il lui accorderait. D'autre part, il voulait, en laissant au gouvernement français l'initiative exclusive de l'affaire, se couvrir vis-à-vis du roi et de l'opinion et ne pas se donner l'apparence de complaisances excessives que ses rivaux eussent exploitées contre lui; il n'était pas autrement mécontent que la cour des Tuileries lui forçât la main, afin de provoquer en Allemagne une émotion patriotique dont il se servirait contre les particularistes. Maintenant, il n'était pas impossible que le déchaînement de l'opinion, plus général et plus profond qu'il ne le prévoyait, lui imposât l'obligation d'intervenir au dernier moment. Dans ce cas, tant pis pour Napoléon.

Les ministres français, assez peu rassurés, avaient tellement besoin d'un succès, qu'ils risquèrent le coup : l'Empereur était poussé en avant par Goltz, dont la politique, obscure et compliquée, n'était peut-être pas moins dirigée contre son chef que contre Napoléon. Moustier entama donc les négociations à la Haye, mais au lieu de les mener vivement, troublé malgré lui par ses défiances, marchanda et plusieurs semaines s'écoulèrent en pourparlers. Guillaume de Hollande, très désireux de toucher une somme rondelette et enchanté de se décharger d'une possession embarrassante, craignait d'autre part les représailles de la Prusse. Les rapports entre Berlin et Paris lui causaient quelques inquiétudes; les journaux français étaient belliqueux, et Bismarck venait de répondre à leurs algarades en publiant les traités militaires avec les États du Sud (18 mars). Pour se mettre à couvert, le roi de Hollande s'ouvrit de ses projets au ministre de Prusse à la Haye et le pria de demander l'avis de son gouvernement. Le Chancelier, assez mécontent d'une confidence qui l'obligeait à sortir de sa réserve, répondit en termes d'oracle, et, quand Carlowitz l'interpella au Reichstag sur la situation internationale du Limbourg et du Luxembourg, sa déclaration ne fut pas moins énigmatique. Benedetti continuait à penser qu'il approuvait la transaction, en se réservant de la blâmer officiellement. — Moustier emporta les derniers scrupules de Guillaume d'Orange ; le 28 mars, on était complètement d'accord, et, le 1er avril, le traité de cession aurait été signé sans un retard fortuit qui ajourna au lendemain la conclusion officielle. Benedetti fut chargé de communiquer l'événement à Bismarck.

Au premier mot, le Chancelier l'arrêta, lui annonça qu'il allait au Parlement répondre à une interpellation que Bennigsen avait déposée sur la question : s'il déclarait que l'ambassadeur lui avait appris officiellement la cession du duché à la France, il était impossible de prévoir l'effet d'une pareille nouvelle sur l'opinion surexcitée et dans un auditoire exalté par les passions patriotiques.

Comment expliquer l'attitude du ministre? S'il avait désiré la guerre, pourquoi ne pas laisser Benedetti s'expliquer? Ou bien espérait-il peut-être que l'ambassadeur, lié par les instructions de son gouvernement, ne croirait pas devoir s'arrêter et que sa communication prendrait ainsi une apparence d'ultimatum? Tout est possible. Nous savons d'autre part que l'interpellation de Bennigsen était convenue avec lui, mais nous ne devons pas attacher à cette entente une importance excessive, puisque, dans tous les cas, il était impossible que le Reichstag ne fût pas saisi de la question. Peut-être même faut-il voir là une preuve des intentions pacifiques de Bismarck qui, en face de l'affolement des esprits, aurait saisi ce moyen d'arrêter le gouvernement français avant que celui-ci fût définitivement compromis. Beaucoup d'historiens s'étonnent de la déférence inaccoutumée que le Chancelier témoigna ce jour-là au Reichstag et se refusent à croire que sa détermination ait été sérieusement influencée par l'opposition de sa majorité. Ils oublient que le Parlement représentait bien ici le pays, et il était vraiment excessif de demander au ministre de mécontenter le parti sur lequel il s'appuyait pour éviter une humiliation à l'Empereur.

Quelle que soit la responsabilité réelle de Bismarck, qu'il ait volontairement créé le danger ou qu'il ait été débordé, la situation à la suite de l'interpellation du 1er avril était des plus critiques. Le roi de Hollande se hâta de battre en retraite : « Je n'ai traité, répondait-il aux objurgations de la France, que sur l'assurance que la Prusse approuvait la convention; si elle la repousse, rien n'est fait. » Le cabinet français répliquait qu'il avait la parole du roi et qu'il ne la lui rendrait pas. Il était convaincu que Bismarck avait voulu l'acculer à une capitulation intolérable, et il était prêt à tout plutôt que d'empocher un nouvel échec. Napoléon lui-même était fort irrité : « Je suis dupé, disait-il à Sybel, et cela ne saurait se passer impunément. »

Heureusement, le bon sens l'emporta. Niel, tout en prenant discrètement des mesures de défense, avertissait Moustier de l'insuffisance de ses ressources; nous n'avions à compter sur aucun appui. Le ministre des affaires étrangères, dont on tend peut-être aujourd'hui à surfaire les mérites, sut au moins modérer son tempérament,

naturellement emporté et hautain. Il abandonna le projet d'annexion et porta la discussion sur l'occupation par une garnison prussienne d'une place sur laquelle l'Allemagne n'avait aucun droit depuis que la Confédération germanique avait cessé d'exister. Les puissances s'entremirent : Beust parla de neutraliser le Luxembourg, et Gortchakov de réunir une conférence internationale. Bien qu'il ne se fût probablement pas avancé sans avoir pris l'avis de Bismarck, celui-ci soulevait mille difficultés ; les cabinets de Paris et de Berlin échangeaient des notes acerbes, et Moustier accusait la Prusse de « chercher une occasion préméditée de conflit ». Benedetti n'en croyait rien et il avait raison.

Si, un moment, Bismarck avait entrevu la possibilité d'une guerre immédiate, il ne s'y était pas arrêté : les droits de la Prusse étaient vraiment trop incertains et son obstination aurait soulevé une réprobation unanime ; surtout la réorganisation militaire n'était pas terminée, et, bien que la victoire de la Prusse fût dès lors probable, il était évident que sa supériorité serait beaucoup plus accablante au bout de quelques années. Vers la fin d'avril, le ministre prussien suggéra à Gortchakov les lignes générales d'un arrangement acceptable pour tous : le traité du 15 mai 1867 déclara neutre le Grand-Duché qui fut placé sous la garantie de l'Europe ; la forteresse cessa d'être forteresse fédérale et fut démantelée ; le Luxembourg continua à faire partie du Zollverein. Le Corps législatif accueillit avec une froideur significative la déclaration ministérielle, et le succès du gouvernement impérial était en effet des plus minces, puisqu'il n'avait pas même réussi à séparer de l'Allemagne un pays qui avait toujours été français. Bismarck, ce qui est plus étrange, n'était pas plus satisfait : il lui avait fallu retirer ses troupes et il n'avait que la réalité de la victoire, non les apparences ; aussi marquait-il dans sa mémoire un nouveau grief contre Napoléon : « le Luxembourg a épuisé notre mansuétude, écrivait-il au mois de juillet 1867... Si, après cela, la paix n'est pas assurée, c'est qu'il n'y a pas moyen de la maintenir et nous ne pourrions pas continuer à garder le système de ménagement dont on parle à Paris. »

Le plus vulgaire bon sens commandait au cabinet français d'abandonner une fois pour toutes la politique de tracasseries et de coups d'épingle qui nous avait déjà si mal réussi, et Rothan conseillait la seule tactique raisonnable quand il prêchait à son gouvernement la résignation. « Il me paraît urgent de se demander, écrivait-il, si, pour éviter une guerre de surprise, inégale et peut-être funeste, il ne conviendrait pas de laisser l'Allemagne se constituer au gré de ses

désirs. Ce serait sans doute une solution radicale, audacieuse, mais elle aurait du moins l'avantage d'être conforme à nos principes, d'éviter des débats irritants, et d'enlever à M. de Bismarck une arme précieuse, le prétexte des ingérences étrangères dont il se sert si utilement pour exciter les passions germaniques... Cette concession ne nous exposerait pas à un danger plus grand que celui qui existe actuellement... La France n'aurait en face d'elle qu'une Confédération, plus centralisée, il est vrai, politiquement et militairement que l'ancienne et par conséquent plus dangereuse, mais composée en somme des mêmes éléments et où les résistances particulières des princes et des peuples s'opposeraient pendant de longues années à une assimilation complète. » Et que ce tableau fût un peu optimiste, personne ne le savait mieux que Rothan, mais il voyait avec raison que la peur était la plus détestable des conseillères et que notre abstention bienveillante pouvait seule ralentir l'évolution de l'Allemagne et surtout lui donner un caractère moins belliqueux et moins directement hostile.

Les airs de victime et les allures de dignité offensée que prenaient nos hommes d'état, servaient les projets de Bismarck en entretenant les défiances déjà très éveillées contre nous. L'opinion germanique interprétait de la façon la plus pessimiste, — et c'était parfaitement naturel, — les moindres démarches de nos diplomates. Ils s'agitaient beaucoup et semblaient nourrir les plus vastes desseins. Encore aujourd'hui des historiens sérieux et modérés tels que Delbrück croient que, de 1867 à 1870, Napoléon poursuivit obstinément le plan de former contre la Prusse une redoutable coalition et que ses noirs complots ne furent déjoués que par la candidature Hohenzollern qui le condamna à précipiter une guerre qu'il se réservait d'engager à son heure. Il ne se demande pas cependant comment un gouvernement assez avisé et assez constant pour filer lentement ces projets de revanche, a bénévolement renoncé aux avantages qu'il s'était péniblement préparés en se jetant dans le plus grossier des pièges. On peut très bien s'imaginer un souverain qui, revenu de ses erreurs et cherchant à les pallier, aurait travaillé à unir dans une large coalition les intérêts menacés et les amours-propres froissés par les victoires de la Prusse. Ce revirement, qui impliquait un aveu de contrition assez pénible, n'eût certainement pas été très heureux : il amorçait une guerre inévitable et il avait l'inconvénient d'aller contre l'esprit du siècle et la force des choses. Mais enfin, il n'était pas absolument déraisonnable et il était humain. A condition de ne pas oublier que la vengeance doit être méditée longuement, que les coalitions ne

se forment pas en un jour et que les traités doivent être singulièrement précis avant qu'il convienne de faire fonds sur eux. Malheureusement, rien n'était plus étranger aux hommes d'état du second Empire que les longues pensées et les conceptions précises. Les négociations qu'ils entamèrent après 1866 ne furent jamais que des conversations, où les interlocuteurs échangeaient poliment des formules aimables, mais sans conséquence ; leurs combinaisons furent aussi nombreuses, aussi amusantes que les spirales que décrivait la fumée des cigarettes de Napoléon, ; elles ne furent ni moins fragiles ni moins légères. Les pourparlers ne sortirent à aucun moment des banalités qui ouvrent la porte à toutes les explications et facilitent toutes les retirades. Ils n'en eurent pas moins le déplorable effet de donner aux ministres français l'illusion d'une fausse sécurité et d'imprimer à leur politique un caractère de provocation. « Il m'a traité comme une réunion publique », disait Bismarck en 1848, après une entrevue avec Gagern. Napoléon et ses agents ne firent jamais que de la diplomatie de réunions publiques.

« L'Empereur, a écrit George Sand, était sans haine, sans ressentiment, et chevaleresque au besoin quand il s'agissait d'oublier une injure personnelle. » L'affaire du Luxembourg s'effaca vite de son esprit ; il se sentait très malade, les symptômes fâcheux s'accumulaient ; Maximilien avait été fusillé à Quérétaro ; l'Italie frémissante tendait vers Rome une main impatiente, et l'Empereur n'osait pas abandonner le pape de peur de pousser à bout les cléricaux. Les classes moyennes, désabusées, se détachaient du régime ; les paysans s'effrayaient des réformes militaires annoncées ; les ouvriers étaient travaillés par les socialistes. Les anciens serviteurs, vieillis, usés, se jalousaient et se dénonçaient ; pour rafraîchir ce personnel discrédité, on ne disposait que d'une poignée d'ambitieux qui montraient leur médiocrité en s'attachant à une dynastie déjà marquée par la mort ou de quelques traîtres émasculés par leur défection. Les luttes intérieures devenaient plus âpres et les partis plus acharnés. Par lassitude, par indifférence, le despotisme plébiscitaire glissait peu à peu vers un pseudo-parlementarisme ; mais Napoléon, au moment même où il appelait au pouvoir ses nouveaux favoris, se réservait les moyens de revenir en arrière, et ses réticences trop peu dissimulées tenaient éloignés de lui les partisans sincères de la liberté, pendant que ses concessions, incomplètement justifiées, déroutaient les fanatiques de l'absolutisme.

Ses tergiversations n'étaient ni moins choquantes ni moins funestes dans le domaine de la politique extérieure. Ses déboires ne l'avaient

pas guéri d'une involontaire tendresse de cœur pour la Prusse, et d'autre part il ne démordait pas de sa théorie des trois tronçons, si absurde au point de vue théorique, si niaise dans la pratique. Il avait assez d'impartialité dans l'esprit pour apprécier les mérites de Bismarck, et assez de naïveté pour lui rappeler ses promesses à propos du Schleswig septentrional. Il était en quête d'alliances, mais il ignorait celles qu'il désirait et il ne se résolut jamais à offrir le prix des secours qu'il sollicitait.

Il se rappelait à l'occasion que les bons offices du cabinet de Pétersbourg ne nous avaient pas été inutiles pendant la guerre d'Italie et il eût volontiers renoué les rapports cordiaux que l'insurrection polonaise avait si malheureusement interrompus. M. de Gortchakov n'y répugnait pas et il feignait de n'avoir conservé aucun souvenir de nos procédés peu courtois, mais il exigeait des gages de notre bonne volonté. Il énumérait les services réels ou prétendus qu'il nous avait prodigués, et, estimant que notre compte était vraiment trop à découvert, il demandait à notre diplomatie d'appuyer plus franchement la politique moscovite en Orient. Moustier, qui avait peu de sympathie pour la Russie et suspectait la loyauté de Gortchakov, ne voulait pas, par des complaisances improductives pour Saint-Pétersbourg, s'aliéner l'Angleterre et mécontenter l'Autriche. M. de Talleyrand, notre ambassadeur, était ainsi condamné à répondre aux insinuations de Gortchakov par des faux-fuyants amicaux qui agaçaient le Chancelier russe. Le général Fleury, qu'on lui envoya au mois d'octobre 1869, n'apportait pas des instructions plus précises. Gortchakov fut médiocrement édifié de ses vagues ouvertures : il avait une idée fixe, la revision du traité de Paris, et il commençait à soupçonner que la France, par déférence pour l'Angleterre n'y consentirait jamais spontanément. Il se montra d'ailleurs très gracieux pour Fleury et celui-ci, choyé par le Tsar, prit au sérieux les démonstrations de l'opinion russe, qui étale volontiers des sentiments anti-germaniques. Le général n'était pas un diplomate de carrière et il n'était pas exempt de quelque fatuité : il peignit sous un jour un peu trop optimiste les dispositions du monde moscovite, et les politiques français en conclurent que les liens qui unissaient Berlin et Pétersbourg s'étaient relâchés et qu'il leur était permis de compter, le cas échéant, sur la neutralité bienveillante du Tsar. Ils avaient une idée aussi peu exacte que possible du caractère d'Alexandre, qui n'avait jamais aimé la France et qui avait rapporté de son voyage à l'Exposition de 1867 des souvenirs peu agréables ; assez mécontent des résultats produits par ses réformes intérieures, il inclinait à s'éloigner des doctrines

libérales auxquelles il avait d'abord sacrifié, et ses déceptions avaient ravivé son affection pour son oncle, Guillaume de Prusse, parce qu'il était de plus en plus persuadé qu'une alliance étroite avec la Prusse était le meilleur moyen de combattre la Révolution dont les exigences étaient décidément insatiables. « On se donne de divers côtés, disait-il à Schneider, toutes les peines du monde pour séparer la Russie de la Prusse; mais, tant que je vivrai, cela n'arrivera pas : mes sentiments ne changeront ni envers le roi ni envers la Prusse. »

La cour des Tuileries se trompa ainsi lourdement sur les intentions de la politique russe, et cette erreur fut une des causes essentielles de ses imprudentes déterminations et de nos désastres. Elle ne demandait cependant au cabinet de Pétersbourg qu'une cordiale sympathie. Elle pensait avoir le droit d'attendre mieux de l'Autriche, et il était parfaitement naturel en effet que deux États qui avaient l'un et l'autre des motifs de se plaindre de la Prusse et de suspecter ses ambitions, se rapprochassent dans une pensée d'assurance mutuelle. Au mois d'août 1867, sous prétexte d'aller présenter leurs condoléances à François-Joseph après la tragédie de Quérétaro, Napoléon et l'Impératrice eurent une entrevue avec lui à Salzbourg. On clabauda beaucoup en Europe, beaucoup plus que ne le méritaient ces coquetteries sans portée. « L'Empereur, a écrit une femme d'esprit, recherchait encore l'odeur de l'amour, mais il ne contractait plus que des mariages blancs, et il n'apportait qu'une conviction assez tiède à ces flirts sans conséquence. »

M. de Beust, que François-Joseph avait eu l'idée assez singulière de recueillir, alléché sans doute par les brillants résultats de la politique de la Triade, n'avait rien perdu de ses défauts en passant de Dresde à Vienne ; il n'avait pas cessé d'avoir à chaque heure du jour un projet dans la tête, une haine dans le cœur et une circulaire dans son encrier; il continuait à se démener beaucoup et à parler sans réfléchir, mais il avait du moins l'esprit de l'escalier et il n'allait que rarement jusqu'au bout de ses sottises ; le plus souvent, il se contentait, sans malice d'ailleurs, d'induire en tentation les naïfs que sa verve éblouissait. Bien qu'il connût mal l'Autriche qu'il gouvernait, il savait qu'elle était en fort méchante posture pour entamer une guerre sérieuse, déchirée par des luttes intestines, en plein travail de réorganisation militaire. Les officiers réfléchis croyaient qu'avant dix ans l'armée ne serait pas en mesure de faire figure sur un champ de bataille, et leur pessimisme, très probablement excessif, atténuait les velléités de revanche. Elles n'existaient guère avec une certaine intensité que dans les cercles féodaux et ultramontains : l'antipathie

des Slaves contre les Allemands n'avait qu'une portée restreinte depuis que le Compromis de 1867 avait livré la direction de la politique aux centralistes et aux Magyars. Les Allemands, inquiets malgré leur triomphe apparent d'un isolement qui devait un jour les livrer à la discrétion d'une majorité polonaise et tchèque, étaient fiers de la Prusse, et ils repoussaient avec horreur la pensée d'une alliance avec l'ennemi héréditaire. Les Magyars éprouvaient pour la France une sympathie sincère, mais la raison domptait leurs sentiments : satisfaits de leur condition, et fiers d'avoir enfin reconquis leur souverain, ils ne voulaient à aucun prix se faire les complices d'ambitions surannées et ils redoutaient la restauration d'un ordre de choses dont leur pays avait eu cruellement à souffrir. Comme, en dépit des changements constitutionnels, l'influence de la couronne demeurait prépondérante, il n'était pas absurde de supposer qu'à un moment donné les rancunes récentes l'emporteraient sur les répugnances des peuples; mais il suffisait d'observations très superficielles pour s'apercevoir qu'une politique belliqueuse rencontrerait de très sérieuses difficultés, sans même parler de l'hostilité persistante de la Russie. Bien que François-Joseph n'eût pas encore atteint la quarantaine, près de vingt années d'un règne traversé par de dures épreuves, avaient développé ses qualités de réserve et de prudence ; il n'avait jamais aimé la guerre et il n'avait pas beaucoup de confiance en son étoile ; très loyalement, il indiqua à Napoléon la réserve que lui imposaient les circonstances et fut très satisfait qu'on ne lui demandât pas des engagements formels. « Nous étions, écrit Beust dans ses *Mémoires*, comme des gentlemans-riders au bord d'un fossé, et c'était à qui ne le franchirait pas. » On se prodigua mutuellement des conseils de modération, on se promit de suivre une politique très réservée, de manière à ne pas donner prise à la Prusse. Peut-être n'eût-il pas été indispensable de se réunir si bruyamment pour aboutir à des conclusions si modestes et il était à craindre que l'Europe n'attachât plus d'importance à l'entrevue elle-même qu'aux interprétations pacifiques qu'on en donnait.

Napoléon pensait si peu à une coalition contre la Prusse qu'au mois de mars 1868 il envoya à Berlin le prince Napoléon, et qu'il essaya de reprendre avec Bismarck les négociations relatives à la Belgique. Il préparait une union douanière franco-belge et faisait acheter par la Compagnie des chemins de fer de l'Est deux lignes qui aboutissaient à Bruxelles et à Amsterdam. L'affaire, mal combinée, dut être abandonnée (avril 1869).

Cet échec était-il dû à la sourde opposition de Bismarck? — On le

crut à Paris, et les conversations avec Vienne, qui n'avaient jamais été complètement interrompues, redevinrent un peu plus animées. M. de Metternich, l'ambassadeur autrichien, bien vu aux Tuileries, désirait très vivement un rapprochement intime entre les deux pays, d'accord sur ce point avec les principaux employés du Ballplatz. Malheureusement, la situation intérieure de l'Autriche ne lui permettait guère une politique très active. Tandis que la Hongrie s'organisait assez rapidement, la Cisleithanie était profondément agitée par l'opposition des Slaves dont une loi électorale savante avait bien pu annihiler l'influence dans le Reichsrat, mais qu'il était impossible cependant de supprimer. Le ministère bourgeois Herbst-Giskra, que le prince Auersperg avait un moment couvert de l'éclat de son nom, était fort empêché par ces invincibles résistances ; il avait peur par moment qu'elles ne dégénérassent en véritable insurrection et il soupçonnait la Russie de les fomenter. Il était de plus affaibli par les querelles intestines très acerbes qui le divisaient, et par l'antipathie peu dissimulée de François-Joseph, et il eût en effet fallu pour dissiper les préventions qu'inspirait à l'Empereur le régime parlementaire, des hommes d'une plus haute valeur intellectuelle et d'une meilleure tenue morale. Dans de pareilles conditions, aucune réforme sérieuse n'était possible. Beust voulait au moins jeter un peu de poudre aux yeux des badauds et il espérait conquérir des sympathies en Allemagne en prouvant aux libéraux que l'Autriche avait bien réellement rompu avec la réaction. Le meilleur moyen, et le plus facile, était de dénoncer le Concordat; la gauche du Reichsrat, incapable de se tracer un programme original, saisit avec empressement l'occasion qu'on lui offrait de paraître faire quelque chose et vota une série de lois destinées à limiter l'influence de l'Église. Ces mesures, dont la portée pratique fut presque nulle, déplurent à la Curie, et Beust, pour ne pas en perdre l'habitude, échangea avec Antonelli quelques circulaires désagréables. Cette polémique éveilla chez lui la pensée de se rapprocher de Victor-Emmanuel qui compléterait utilement l'alliance franco-autrichienne. Victor-Emmanuel, pour conquérir Rome, était prêt à risquer jusqu'à son âme, d'autant plus qu'il était bien convaincu qu'elle ne courait aucun danger réel : très sincèrement catholique et persuadé que le pape ne pouvait pas trouver de protecteur plus sûr et plus dévoué que lui, il n'avait aucun scrupule à lui forcer la main. Il n'avait jamais regardé comme définitive la convention de 1864, et il avait encouragé sous main l'agression de Garibaldi que Failly avait arrêtée par le combat de Mentana (3 novembre 1867). Rouher, pour se concilier le vote des catholiques, avait

déclaré dans un discours retentissant que jamais la France ne supporterait l'occupation de Rome par les Italiens, mais il ne traduisait ainsi que d'une façon fort inexacte les intentions de l'Empereur, et Victor-Emmanuel, averti par un essaim d'intermédiaires bénévoles, n'avait aucun doute sur ce point.

Au moment même où, à la suite des paroles de Rouher, les rapports des cabinets de Florence et de Paris semblaient le plus tendus, La Marmora proposait à Napoléon, au commencement de 1868, une entente entre la France, l'Italie et l'Autriche. Victor-Emmanuel, s'il eût été libre de suivre ses sentiments personnels, n'eût mis aucune condition à son alliance, et sa confiance était habile : il savait que l'Empereur payait largement ses dettes. Les conseillers du roi étaient plus timides, et l'opinion, très montée contre la France, exigeait comme prix d'une réconciliation des engagements précis et des satisfactions sonnantes. Napoléon, froissé, refusa l'appui qu'on lui marchandait. Il n'eût pas mieux demandé pourtant que d'être relevé du poste qu'il occupait à Rome, et la reine d'Espagne, Isabelle, n'était pas éloignée d'accepter à sa place la délicate mission de protéger l'indépendance pontificale. Tout d'un coup, une révolution éclata en Espagne et la reine dut se réfugier en France (septembre 1868). Aucun indice ne permet de supposer que Bismarck ait été mêlé de quelque manière à l'insurrection de Serrano et de Prim, mais il était naturel qu'on le soupçonnât d'avoir préparé un accident qui lui était si favorable. Cependant Vitzthum, que Beust avait envoyé à Fontainebleau (septembre 1868), trouva Napoléon si peu belliqueux que le ministre autrichien, assez déconfit, parut un moment pencher vers un rapprochement avec la Prusse ; la visite du Prince royal à Vienne en 1869 prouva que Bismarck désirait une réconciliation, mais les ressentiments de la cour de Vienne ne désarmaient pas, et Beust ne renonçait pas volontiers à ses idées, quand elles lui paraissaient ingénieuses.

Napoléon était sans défense contre ceux de ses amis qui plaidaient auprès de lui la cause de l'Italie. Au mois de juin 1869, ses négociations avec Victor-Emmanuel étaient en assez bonne voie pour que le roi en parlât à ses ministres. Plusieurs étaient acquis à l'alliance prussienne, Sella surtout; ils découvrirent mille inconvénients à un rapprochement avec la France, supplièrent le Roi de ne pas s'avancer sans avoir obtenu des stipulations définitives. L'Empereur les refusa de nouveau. Les trois souverains, français, italien et autrichien, échangèrent seulement des lettres qui « étaient importantes, dit le prince Napoléon, en ce qu'elles promettaient le cas échéant un appui réciproque, sans

le préciser formellement. » Pour que le prince Napoléon qui, dans une intention trop visible, exagère certainement la portée de ces négociations, se serve de ces termes ambigus, il faut que les lettres aient été conçues en termes aussi généraux qu'obscurs. En réalité, depuis Salzbourg, on piétinait sur place et les compliments réciproques cachaient mal la volonté de chacun de se réserver une complète liberté d'action. Que M. de Gramont ait pris au sérieux des instruments diplomatiques aussi vains, sa présomption et sa légèreté suffisent à l'expliquer, et que, par la suite, il ait insisté sur les espérances qu'il avait conçues, pour réduire la terrible responsabilité qui pesait sur lui, rien n'est aussi plus naturel ; il ne lui a manqué que de fournir les preuves de ses affirmations, et, quand Oncken, qui a cependant étudié cette période avec beaucoup de précision, parle d'un traité d'alliance qui existait depuis 1867 entre l'Autriche et la France, il dépasse absolument la réalité. Darimon, qui avait vu les lettres, dit simplement que les trois souverains « se promettaient le cas échéant un appui réciproque ». D'après Beust, l'entente avait un caractère strictement défensif et un but pacifique : dans les questions diplomatiques, l'Autriche et la France suivraient une politique commune, et, « dans le cas où la France se verrait forcée de faire la guerre, l'Autriche se réservait de déclarer sa neutralité ». Quelque intérêt qu'eût le ministre autrichien à diminuer sa part de culpabilité dans les événements de 1870, il se fût abstenu d'allégations aussi nettes si elles eussent risqué d'être démenties par les textes et d'ailleurs elles concordent parfaitement avec ce que nous savons de lui. D'une part, il craignait que Napoléon ne se rapprochât de nouveau de la Prusse, et de l'autre, il redoutait un coup de tête de sa part; il voulait ainsi à la fois le retenir et le contenir; et pour cela une alliance n'était pas nécessaire; une promesse suffisait, « un pactum de contrahendo », disait Bismarck. Les envoyés de Vienne à Paris n'ont-ils pas quelquefois forcé la note? Beust lui-même n'a-t-il pas étalé avec une complaisance captieuse ses rancunes contre Berlin? — C'est vraisemblable; mais il évita toujours les paroles irrévocables, et il n'y eut pas grand'peine, parce que le gouvernement français, tout en prévoyant des complications, ne les appelait pas.

Le 2 janvier 1870, Émile Ollivier arrivait au ministère et confiait à Daru la direction des affaires étrangères. On accueillit en général la formation du nouveau cabinet comme un gage de paix. Daru passait avec raison pour très prudent, et Ollivier, partisan du principe des nationalités, était certainement un des hommes qui avaient le plus franchement pris leur parti des progrès de la Prusse. Il donna aussi-

tôt une preuve de ses intentions amicales en reprenant le projet de désarmement dont il avait été déjà question en 1868; ses avances furent repoussées par Bismarck avec une ironie presque offensante; Daru n'en réduisit pas moins le contingent de 10.000 hommes; il comptait bien ne pas s'arrêter là. Les difficultés avec lesquelles le gouvernement se trouvait aux prises à l'intérieur absorbaient d'ailleurs son attention. Le plébiscite du 8 mai 1870, malgré les 7.500.000 voix qu'il avait données à l'Empire, prouvait les progrès continus de l'opposition intransigeante; les grandes villes étaient conquises par les républicains, et Ollivier, qui, par son retour à des procédés de coup d'état, s'était aliéné ses partisans naturels, n'avait plus aucune autorité sur la Chambre. La majorité du Corps législatif, moins belliqueuse que jamais, ne pensait qu'à mériter la reconnaissance de ses électeurs en restreignant les crédits militaires. Ces symptômes ne passaient pas inaperçus en Allemagne et l'opinion gagnait du terrain qu'une réconciliation durable avec la France n'était pas impossible. Elle se traduisait par des propositions de désarmement à la diète de Saxe ou au Reichstag, par la lenteur surtout avec laquelle les États du Sud complétaient leur organisation militaire et par leur froideur vis-à-vis de Berlin; du moment où ils ne craignaient plus l'invasion étrangère, ils ne montraient plus aucun empressement à résigner ce qui leur restait encore d'indépendance. Daru, très froid, compassé, méticuleux, qui se défiait de l'Empereur et de ses amis, recommandait à Fleury la plus extrême réserve. Ses instructions étaient en réalité parfaitement d'accord avec les intentions du souverain qui, dans ses communications confidentielles, prêchait la patience à Victor-Emmanuel et lui parlait de ses sentiments pacifiques; comme il avait la plus entière confiance dans la loyauté du roi d'Italie, il est impossible de douter de la sincérité de ses renoncements.

Beust lui avait envoyé au mois de mars l'archiduc Albert. Le vainqueur de Custozza fut reçu avec la sympathie et l'estime que méritaient sa naissance, sa renommée et ses services; on l'initia aux plus secrets détails de notre organisation militaire et il témoigna une satisfaction que nous ne nous expliquons guère. On parla de l'avenir et il esquissa un plan de campagne assez extraordinaire. Il s'agissait de jeter une armée française sur le Mein, de façon à séparer l'Allemagne du Nord de celle du Sud; elle serait renforcée, six semaines plus tard, par les armées autrichienne et italienne. Cette combinaison, qui aujourd'hui nous semble extravagante, supposait d'abord que l'Allemagne méridionale se séparerait de la Prusse, et ensuite que notre mobilisation serait beaucoup plus rapidement terminée que

celle de l'ennemi. Il est évident que ce ne pouvait être là qu'une de ces élucubrations théoriques que l'Empereur lui-même ne prenait pas au sérieux. Quand il en parla à quelques-uns de ses généraux, ils se récrièrent, et le général Lebrun partit pour Vienne afin de représenter à François-Joseph qu'en cas de conflit, il était absolument indispensable que l'Autriche entrât en ligne en même temps que la France.

Daru s'était retiré au moment du plébiscite et avait été remplacé par de Gramont qui avait été plusieurs années ambassadeur à Vienne. Sa nomination étonna : on le disait léger, étourdi, frivole, infatué de ses propres talents et des forces de son pays, et les cabinets, peu rassurés sur sa modération et sa prudence, lui témoignèrent une évidente froideur. Lebrun, qui manquait d'expérience, mais qui n'était pas un sot, s'aperçut vite que l'on nourrissait à Paris les illusions les plus fâcheuses sur les intentions de l'Autriche : l'opinion était aussi peu belliqueuse que possible, Beust aurait beaucoup de peine à convaincre ses collègues et François-Joseph avait nettement déclaré lui-même au général qu'il désirait la paix. Les négociations, une fois de plus, demeurèrent en suspens : les deux cabinets, à l'heure même où ils semblaient le plus près de s'unir, n'avaient aucune confiance dans leurs sentiments respectifs et ils en avaient moins encore dans leurs propres forces; bien loin de songer à précipiter un conflit, ils ne cherchaient qu'un appui possible contre un péril éventuel. Malmesbury, qui vit Napoléon le 18 avril 1870, le trouva triste, fatigué, désenchanté, calme cependant et moins disposé que d'habitude à se lancer dans les spéculations compliquées qui lui étaient familières; il avouait que son prestige était sérieusement compromis, mais il en avait pris son parti, et il n'ignorait pas les imperfections de l'armée. Rien ne révélait en lui l'ambitieux tenace et rancuneux qu'ont imaginé les historiens allemands. Le 30 juin 1870, Ollivier disait à la Chambre qu'à aucun moment la paix n'avait été plus assurée, et il est incontestable qu'il reflétait bien exactement alors la conviction générale.

* * *

Gortchakov plaisantait volontiers Bismarck sur son humeur soupçonneuse : « la peur des coalitions, lui disait-il, vous empêche de dormir ». Comme il était toujours prêt à partir en guerre, le Chancelier attribuait volontiers aux autres des instincts belliqueux, et comme il n'aimait pas perdre son temps, il ne supposait pas que tant de visites,

de missions et de dépêches n'eussent abouti qu'à un échange insignifiant de compliments anodins. Admirablement renseigné sur ce qui se passait en Autriche, il comptait sur Andrassy pour contenir Beust, mais il n'était pas sûr cependant que les Magyars ne cédassent pas à un entraînement romanesque. Le plus sage était donc d'en finir avec la France avant que l'Autriche eût achevé ses préparatifs; jamais l'armée allemande ne serait en meilleure condition et jamais aussi l'opinion publique ne serait plus facile à déchaîner. Les ministres français avaient le talent de lui être prodigieusement désagréables, même quand ils n'avaient aucune arrière-pensée : dans son dernier discours, Ollivier s'était félicité que les cabinets eussent compris que l'obligation de respecter les traités s'imposait à tous, aussi bien le traité de Paris qui garantissait la paix en Orient que celui de Prague qui la garantissait en Allemagne. — De quoi se mêlait-il? Le Chancelier voulait qu'il fût bien établi que l'Allemagne n'avait à tenir compte dans ses affaires intérieures que de ses propres désirs. Il l'avait déclaré officiellement en 1867; il l'avait répété après Salzbourg : « L'Allemagne, disait-il alors, ne supporterait pas la pensée que la politique nationale et le développement du pays fussent réglés par d'autres considérations que les intérêts allemands ». Il y avait ainsi entre le gouvernement français et lui une sorte de malentendu, et par là s'explique en partie la divergence fondamentale qui sépare encore aujourd'hui les historiens sur la question de savoir à qui revient la responsabilité de la rupture.

Que Bismarck désirât la guerre pour elle-même, rien ne l'indique; qu'il ait surtout été poussé par le désir de venger les vieilles insultes de l'Allemagne et de nous reprendre l'Alsace, c'est très invraisemblable et absolument opposé à ce que nous connaissons de son tempérament. Seulement il voulait avoir les mains libres. On lui opposait la lettre des traités? — Les traités n'étaient à ses yeux que le résumé d'une situation momentanée et ils n'avaient plus aucune valeur du jour où ils ne répondaient plus à la réalité des choses et aux besoins des états. Sous quel prétexte la France s'opposait-elle à l'achèvement de l'Unité germanique et à quel titre se constituait-elle la gardienne de cette paix de Prague qu'elle n'avait même pas signée? Le Chancelier opposait à la lettre des conventions la résolution des peuples de disposer d'eux-mêmes; suivant la parole fameuse, il sortait de la justice pour rentrer dans le droit. Ce qui obscurcit encore le débat, c'est qu'il n'est pas sûr que les peuples du Midi éprouvassent le moindre désir d'être annexés à la Prusse; ils aimaient mieux cependant subir son hégémonie que d'être défendus contre elle par la

France. En dernière analyse, si Bismarck rechercha la rupture, il y fut en quelque sorte contraint par le gouvernement français qui s'obstinait à se mettre en travers de sa route, tandis que l'Empereur qui redoutait la guerre, la rendit inévitable en se refusant à accepter les conditions sans lesquelles une entente durable était impossible. Suivant la parole de Prévost-Paradol, les deux pays étaient comme deux trains lancés sur une même voie en sens contraire, et une collision était fatale.

Bismarck, avec sa lucidité et son courage ordinaires, s'était rendu compte depuis longtemps qu'un conflit était prochain, et, comme au moment de sa lutte contre l'Autriche, il ne cherchait plus qu'à offrir à son pays une occasion favorable. Est-ce à dire qu'il ait délibérément amené la guerre en suscitant la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne? Sans doute; mais, suivant ses habitudes, il manœuvra de façon à ne pas écarter absolument toute éventualité de solution pacifique.

L'établissement d'un prince allemand à Madrid, sans avoir la gravité que lui attribua sur le moment l'opinion parisienne affolée, présentait évidemment quelques avantages pour la Prusse. Pourquoi Bismarck aurait-il repoussé les avances de la fortune? — Par courtoisie et par discrétion? Les peuples jeunes et victorieux ne se piquent guère de ces vertus. Il était très vraisemblable que la France se révolterait contre un choix qu'elle regarderait comme une offense et une menace. Pourtant ce n'était pas certain. Bismarck se déchargeait de la responsabilité dernière : il ne commençait pas les hostilités, il acceptait simplement une combinaison qu'il jugeait profitable, sans s'inquiéter des chances très nombreuses de guerre qu'elle contenait.

Il avait prévu avec une perspicacité très sûre la manière dont réagiraient les classes dirigeantes en France. Habituées à se soustraire au service militaire, trompées par les gouvernements qui s'étaient succédé et dont aucun n'avait eu le courage de leur parler franchement et de faire appel à leur bon sens, elles n'avaient qu'une idée fort inexacte de la situation de l'Europe, et leur patriotisme impulsif s'évaporait en manifestations d'autant plus bruyantes qu'elles ne couvraient en réalité aucune ferme volonté d'action. Elles avaient ainsi protesté de longues années contre l'asservissement de la Pologne sans avoir le moins du monde l'envie d'intervenir en faveur des opprimés et sans se douter de ce que leurs votes stériles avaient de puéril et de cruel. Elles avaient peu à peu perdu, avec le sentiment de la responsabilité, l'habitude de la réflexion et la force de dompter leurs émotions superficielles et fugaces.

La candidature de Hohenzollern était éminemment propre à exaspérer leur chauvinisme, justement parce qu'elle mettait en jeu moins les intérêts que l'amour-propre du pays et qu'elle résumait brutalement les progrès de l'influence germanique qui se substituait à la nôtre dans un royaume que nous nous plaisions à regarder depuis Louis XIV comme une secundo-géniture. Pour empêcher la nation, ou, plus exactement, la bourgeoisie censitaire, qui, malgré les apparences du suffrage universel, dominait dans le Corps législatif, de se jeter tête baissée dans le piège qui lui était tendu, il eût fallu que le gouvernement montrât beaucoup de sang-froid et de bon sens; au lieu de cela elle n'eut pour la guider qu'un souverain désemparé et usé, un chef du cabinet vaniteux et faible, un ministre des affaires étrangères frivole et fanfaron, des généraux courtisans et des journalistes ignorants et fantaisistes.

Bismarck n'a pas été l'inventeur de la candidature de Léopold de Hohenzollern, en ce sens qu'il n'en a pas eu la première idée; il l'a accueillie, l'a nourrie, l'a entretenue, et c'est grâce à lui seul qu'elle a pris quelque consistance. Ses dénégations répétées ont été infirmées par une série de documents qui ne laissent plus aucun doute sur ce point. L'attention avait été appelée sur Léopold à la fois par la nomination récente de son frère Charles au trône de Roumanie, et par les liens étroits qui le rattachaient à la maison de Bragance. Son nom est prononcé presqu'au lendemain de la chute d'Isabelle, et au mois de février 1869, les journaux discutent ses chances. Sa candidature est nettement posée par le député Salazar y Mazarredo qui demeure jusqu'à la fin son partisan le plus chaleureux. En mars 1869, l'ambassadeur espagnol Rances vient à Berlin, et Benedetti, flairant anguille sous roche, manifeste ses préoccupations à Thile qui dirigeait les affaires pendant l'absence de Bismarck. Thile lui déclare « qu'il n'a eu connaissance à aucun moment d'une indication quelconque » qui puisse faire supposer que Léopold songe à la couronne d'Espagne. Bismarck est aiguillonné par la démarche de notre ambassadeur qui lui a signalé un point où nous sommes vulnérables, et, sur-le-champ, il prend en main l'affaire.

Le 26 avril 1869, la *Gazette d'Augsbourg* publie sur la candidature de Léopold un article visiblement inspiré par le gouvernement prussien. Benedetti demande des explications au Chancelier qui affecte un grand détachement : la condition de l'Espagne est telle que si on offrait la couronne au prince, il ne lui conseillerait pas d'accepter. L'ambassadeur remarque cependant qu'il a évité toute parole formelle.

Benedetti ne mérite certainement pas les accusations qui ont été souvent lancées contre lui ; c'était un très loyal et très bon Français, que son gouvernement avait maladroitement compromis dans des négociations sans issue, et, dans la crise de juillet 1870, il montra une réserve et un sang-froid qui lui méritent le respect de l'histoire. Ce n'est pas le calomnier cependant que de dire que ses échecs avaient affaibli son autorité en même temps qu'ils assombrissaient son humeur, et que ses talents de diplomate ne dépassaient pas une honnête moyenne. Il avait eu le tort de se découvrir trop tôt et il commit une seconde faute en ne déclarant pas à la première alerte que la France ne pouvait dans aucun cas admettre l'élection de Léopold. Ses réticences permirent à Bismarck de protester dans la suite de l'innocence de ses intentions et de prétendre qu'il avait supposé que son protégé ne rencontrerait pas chez l'Empereur une opposition irréductible; il rappelait à ce propos que les Bonaparte et les Hohenzollern-Sigmaringen étaient vaguement apparentés, que les relations des deux familles étaient loin d'être mauvaises et que Napoléon avait chaudement patronné l'élection de Charles de Hohenzollern à Bukarest. Ne disait-on pas à ce moment même que l'impératrice songeait pour le trône d'Espagne au jeune frère de Léopold, Frédéric, qui aurait épousé une Française !

L'affaire traîna quelques mois, parce que le gouvernement espagnol ne s'avançait pas, que Léopold n'était nullement enthousiasmé du cadeau qu'on lui destinait et que Guillaume ne l'encourageait pas. Bismarck, qui avait obtenu seulement du roi, non sans difficulté, que toute solution définitive fût ajournée, profita de l'embarras de Prim qui ne trouvait nulle part de candidat, pour mettre en branle sa machine de guerre. Le 14 juillet 1869, un banquier berlinois écrit au régent Serrano pour lui vanter les avantages de la combinaison Hohenzollern, et bientôt après, Salazar, qui était à Vichy avec Prim, part pour l'Allemagne, se fait présenter au prince Charles-Antoine de Hohenzollern et lui offre officiellement la couronne, d'abord pour Charles de Roumanie, son fils aîné, puis pour le frère cadet de celui-ci, Léopold (17 septembre). Il est parfaitement établi aujourd'hui, malgré les dénégations de Sybel, que Bismarck avait été au courant de cet incident. — Les Hohenzollern déclinent de nouveau l'offre qu'on leur fait, mais il est visible que leur volonté chancelle, et Salazar s'en rend si nettement compte qu'il continue sa campagne avec une nouvelle ardeur. Le prince Antoine avait exigé tout d'abord qu'on lui garantît l'assentiment de Napoléon. Charles de Roumanie part pour Paris, et, malgré l'accueil très bienveillant qu'il reçoit, s'aperçoit aussitôt

que l'Empereur ne se croit pas en mesure de braver l'opinion sur ce point. Comme il avait à ce moment besoin de la France, il se désintéresse complètement de l'affaire. Son père et son frère, qui n'étaient pas comme lui des déracinés, avaient des sentiments allemands plus vifs et ils conservaient au moins le regret de l'occasion qu'ils avaient repoussée.

Justement Prim, qui venait d'essuyer un nouvel échec auprès de Victor-Emmanuel, se met en relations directes avec la Prusse (février 1870). Le roi Guillaume témoigne quelque surprise, non pas que l'affaire soit absolument nouvelle pour lui, mais parce qu'il ne l'avait encore envisagée que sous forme d'hypothèse lointaine et qu'on lui demande maintenant de prendre nettement position. Il interroge Bismark qui lui remet un mémoire où il expose les divers arguments politiques et économiques qui plaident en faveur de l'acceptation. — Au fond il n'était pas très convaincu de leur valeur et il était probablement plus sincère quand il disait, quelques années après, que la France avait pris peur d'un fantôme, parce que Léopold eût été presque immédiatement renversé ou qu'il serait devenu espagnol. — Pourquoi dès lors apporter tant d'acharnement au succès d'un projet sans avenir? L'arrière-pensée du Chancelier et son espoir de pousser la France à un éclat apparaissent ici avec une clarté singulière. « Avait-on le droit, ajoutait Bismark avec un imperturbable sang-froid, de repousser la main que tendait vers l'Allemagne un peuple qui sombrait dans l'anarchie? Le condamnerait-on au désordre et à la révolution? » Il développa ses raisons dans un conseil où assistaient avec le roi et le Prince Frédéric, Roon, Moltke, Thile, Delbrück et Schweinitz, le ministre de la maison royale. — Dans sa célèbre dépêche du 18 juillet 1870, Bismarck écrivait : « Il n'est pas vrai non plus que le roi m'ait donné communication à moi, le Chancelier de la confédération soussigné, de la candidature du prince Léopold. J'ai eu par hasard connaissance confidentiellement de l'affaire de l'Espagne par une personne privée, mêlée aux négociations. » — C'est ce que l'on nomme un démenti diplomatique, qui n'est pas en somme très différent de ce que l'on appelle communément une restriction mentale. Les ministres français virent dans ces négations savamment mensongères une ironie de mauvais goût et il serait injuste de le leur reprocher bien vivement. De tous les initiés, un seul paraît avoir songé aux intérêts personnels de Léopold, c'est le Prince royal qui attire à plusieurs reprises son attention sur les périls de son consentement ; les autres ne voyaient évidemment en lui qu'un officier prussien que l'on chargait d'exé-

cuter un mouvement tournant et de saisir un poste que l'intérêt de l'Allemagne ordonnait d'occuper. Rien ne montre mieux l'unanimité des desseins et des volontés de ces hommes que dominait tous une pensée commune : dans ce conseil où chacun ne songeait qu'à la France, personne n'y fit allusion. Dans le dîner seulement qui suivit la délibération, un des voisins de Moltke se pencha vers lui : « Et si Napoléon prend mal la chose, nous sommes prêts? » Le maréchal tranquillement baissa la tête. — Malgré la chaleur avec laquelle le Chancelier était intervenu et quoique les ministres et les généraux eussent déclaré à l'unanimité que le patriotisme ordonnait d'accepter sans hésitation, le roi ne se départit pas de la ligne qu'il avait adoptée : si le prince Léopold donnait une réponse favorable, il ne ferait aucune opposition. C'était suffisant pour ne pas arrêter les choses, sans se découvrir avant l'heure. Léopold, par scrupule légitimiste, a-t-on dit, peut-être sous l'influence de Charles de Roumanie qui tenait beaucoup à ne pas blesser Napoléon, probablement aussi parce que les avertissements du Prince royal lui avaient inspiré de salutaires réflexions, persista dans son refus, et son frère Frédéric, que l'on tâta, ne se montra pas plus enthousiaste que lui.

Bismarck s'attacha à souffler un peu de courage à ces trembleurs et envoya en Espagne un de ses agents les plus sûrs, Lothar Bucher, accompagné du major Versen (avril) ; ils avaient pour mission essentielle de retenir des sympathies que tant de délais risquaient de refroidir. De retour à Berlin, au commencement de mai, Versen, sans avoir vu Bismarck qui avait eu grand soin de quitter la ville, se rend à Nauheim chez les Hohenzollern (20 mai), et le 25, il obtient le consentement de Léopold.

Le Chancelier, que ces contre-temps avaient rendu malade, est guéri du coup. Il se rappelle qu'il doit une réponse à Prim, depuis le mois de février, et il lui annonce que les circonstances redeviennent favorables. Il reçoit Versen à Varzin (6 juin), et le major retourne près du prince qui déclare alors à Salazar sa décision (19). Le roi, déjà au courant, ne fait aucune objection.

Depuis quinze à dix-huit mois, Bismarck, lentement, a dressé ses batteries. L'important maintenant est de brusquer les choses, d'enlever le vote des Cortès avant que la France soit avertie, et de placer Napoléon en face d'un fait accompli. Il n'aura plus alors qu'à dévorer l'humiliation adroitement filée ou à commencer la guerre dans les conditions les plus désavantageuses, puisque l'Espagne sera tenue d'honneur de combattre à côté de l'Allemagne. — Ce plan est déjoué par un incident singulier. Salazar télégraphie à Madrid, le 19 ou

le 20, l'acceptation officielle de Léopold ; il sera lui-même à Madrid le 26 : que l'on s'arrange pour que les Cortès ne se séparent pas auparavant ; on obtiendra leur approbation d'enthousiasme, et en deux jours l'affaire sera bâclée. Le télégramme, d'après ce qu'on a raconté, arriva défiguré, et on lut à la place du 26 juin, 9 juillet ; l'assemblée attendait depuis longtemps ses vacances et il était impossible de la garder réunie aussi longtemps, puisqu'on n'avait aucune raison à lui fournir. — C'est possible, bien singulier pourtant, et l'hypothèse de M. Léonardon paraît assez séduisante. D'après lui, Prim, dupe jusqu'alors et non complice de Bismarck, ne voulait pas être désagréable à l'Empereur ; il aurait été mis en éveil par la lettre du Chancelier, qui était fort embarrassée : « Je ne me suis pas engagé officiellement, disait celui-ci ; il s'agit d'un acte de la volonté de la nation espagnole d'une part, de l'autre d'un prince qui est majeur et maître de ses actions. S'il a eu ou non des raisons pour se faire donner le consentement de son père et du chef de la famille, c'est une question d'ordre privé, non une affaire d'état. Donner un avis au roi sur de semblables projets est le devoir du ministre, mais seulement au titre d'homme de confiance. » Ces finesses et cette attention à se créer des excuses n'indiquaient pas une conscience très pure, et Prim, « qui, suivant ses propres expressions, n'avait pas inventé cette candidature, à qui on l'avait mise dans les mains, et à qui on la rapportait de nouveau toute prête au moment où il croyait qu'elle avait échoué comme les autres », fut amené à rechercher les mobiles de cet empressement de la Prusse. Que Bismarck ait été guidé par le désir d'assurer le bonheur du peuple espagnol, cette supposition n'arrête pas une minute son esprit, et les historiens allemands seuls en effet se refusent à voir l'invraisemblance et la puérilité d'une pareille explication. Le régent soupçonne vite alors le but du Chancelier, et, pour ne pas faire son jeu et laisser à Napoléon le temps d'aviser, il invite Zorilla à ajourner les Cortès.

Le 1er juillet, en revenant de la campagne, il rencontre à la gare deux députés qui le félicitent d'avoir enfin trouvé un souverain à l'Espagne. Il s'étonne, demande des explications, et, dès qu'il s'aperçoit que le secret a transpiré, comprend la gravité de la situation : « Peine perdue ! Et Dieu veuille que ce ne soit que cela. » Le 2, notre ambassadeur à Madrid, Mercier de Lostende, lui représente l'émotion extraordinaire causée en France par la candidature d'un prince allemand. Prim proteste de sa loyauté : il n'a jamais entendu forcer la main à l'Empereur. Pour ne pas aggraver le péril, il couvre de son mieux les envoyés prussiens, Bernhardi et Canitz, mais ses

explications charitables ne donnent pas le change à Mercier : le metteur en scène de l'imbroglio, c'est Bismarck seul. A Paris, ses indications étaient d'ailleurs parfaitement inutiles, et, dès la première heure, c'est vers Berlin qu'on s'est tourné.

On en avait le droit absolu, il est impossible de le nier. C'était une règle universellement admise que, dans le cas où, pour une raison ou une autre, un trône devenait vacant, les grandes puissances européennes devaient être consultées sur les candidatures qui surgissaient ; on avait agi d'après ces principes en Roumanie, en Grèce, à Copenhague ; à plus forte raison, était-il peu amical d'en user autrement en Espagne. « Supposons, écrit très justement Bleibtreu, que la France voulût subrepticement faire monter un de ses princes sur le trône d'Autriche, l'Allemagne le souffrirait-elle ? » L'opinion européenne n'eut pas un moment d'hésitation : en Angleterre, en Autriche, même en Russie, la conduite de la Prusse souleva une réprobation unanime et très énergique. Le tort d'Ollivier et de Gramont fut, non pas de supposer que Bismarck avait machiné contre eux toute cette combinaison, ce qui était absolument exact et ce qui n'est plus contesté, mais de ne pas se demander si l'intérêt du pays n'exigeait pas que l'on feignît de ne pas apercevoir ses intentions, et ensuite de mener les négociations avec tant de précipitation et de maladresse qu'ils perdirent les avantages de la position et qu'ils se donnèrent l'apparence d'être les agresseurs.

Dès les premiers renseignements qui lui arrivent de Madrid, Gramont fonce sur la Prusse. On racontait alors à Paris qu'en 1866, comme on parlait à Bismarck de la haine qu'il avait inspirée à Gramont, le ministre prussien avait répondu : « C'est le plus grand imbécile de l'Europe ». Le mot est suspect, mais il est certain que le Chancelier avait un profond dédain pour son collègue français : « C'est une brute », disait-il pendant la guerre. Gramont n'ignorait pas ces sentiments et il saisit avec empressement l'occasion d'infliger une leçon à son ennemi ; présomptueux et maladroit, il traita la question comme une affaire d'honneur personnelle et il donna aussitôt à la discussion un ton d'aigreur et d'insolence qui rendit un arrangement presque impossible. Qu'Ollivier eût laissé confier à un semblable matamore les destinées du pays, rien ne prouve mieux jusqu'à quel point lui manquait la conscience de sa responsabilité et à quel degré de détresse morale il était tombé. L'aventure du plébiscite avait achevé de ruiner le peu d'autorité qu'il avait conservé après sa trahison ; il ne vivait plus que par l'indifférence de l'Empereur et la grâce du parti réactionnaire qui avait repris la haute main à la

cour et qui attendait un moment favorable pour se débarrasser d'un favori discrédité. Plus vaniteux peut-être encore que Gramont, si c'est possible, il se cramponnait au pouvoir et il espérait restaurer son influence en prouvant que nul plus que lui n'était jaloux de relever le prestige impérial. Aussi, bien qu'il fût arrivé aux affaires dans des intentions très pacifiques et qu'il eût des sympathies très sincères pour l'Allemagne, par crainte d'être accusé de faiblesse, il n'essaya même pas de modérer Gramont. D'ailleurs, son crédit était nul et souvent les négociations les plus importantes s'engagèrent par-dessus sa tête.

Le Sourd, qui remplaçait à Berlin Benedetti en congé à Ems, chargé par son gouvernement d'obtenir des explications, se heurtait à un mutisme obstiné : Bismarck était à Varzin ; de Thile, le secrétaire d'état, affirmait que l'affaire ne le regardait pas. Ces fins de non-recevoir achevaient d'exaspérer Gramont. Quand l'ambassadeur prussien, le baron Werther, vient prendre congé de lui avant de partir pour Ems où il va retrouver son souverain, il s'emporte : « On est à la veille d'une catastrophe ; jamais la France ne tolérera une semblable situation. » En même temps, il adresse au *Constitutionnel* une communication qui semble destinée à mettre le feu aux poudres et il donne le ton à la presse en évoquant le spectre de Charles-Quint, une de ces comparaisons stupides et creuses qui ne signifient rien, mais qui se gravent dans les âmes et qui hypnotisent les foules (4 juin).

A cet appel absurde, l'écho, de tous les côtés, répond avec fureur. Dans cet ouragan, les passions les plus opposées se mêlent, de manière à produire un assourdissant vacarme qui trouble les esprits les plus clairs. Les partis, avec une sorte de férocité, s'emparent d'une occasion qui leur ouvre les plus vastes perspectives : réactionnaires qui veulent arracher à jamais l'Empereur à des conseillers de capitulation, cléricaux qui détestent la Prusse protestante, vieux-parlementaires dont les patriotiques angoisses se nuancent d'un grain de vanité satisfaite à la pensée que leurs prophéties pessimistes se sont réalisées, révolutionnaires qui dénoncent à la nation les parjures et les traîtres qui, après avoir confisqué la république, compromettent la sécurité de la patrie, agioteurs qu'enrichissent les différences des cours. Tout autour, la cohue des imbéciles qui aboient à la mort et des poltrons qui s'excitent au courage. Que représente cette meute hurlante? Quelques milliers d'hommes, peut-être quelques centaines. L'immense majorité du peuple se soucie assez peu de la candidature de Léopold, et son bon sens se refuse à croire notre sécurité menacée

parce qu'un Hohenzollern régnerait à Madrid pendant quelques mois. Les nouvelles de Paris produisent dans l'Est, où les populations pressentent la gravité de la lutte, une véritable stupeur, et dans le reste du pays, un mouvement de révolte : à quoi riment ces fureurs ? Que nous rapporteront des victoires ? La gloire ? Nous en sommes rassasiés. Des conquêtes ? Nous n'y tenons pas. Quand l'empereur Napoléon a cherché à excuser sa conduite en disant que l'opinion publique avait voulu la guerre, il a proféré le plus abominable mensonge, et quand les historiens allemands le répètent aujourd'hui, volontairement ou non, ils se trompent. Rien ne ressemble moins que les tapageuses manifestations d'alors et les criailleries des journaux à ces mouvements profonds qui soulèvent vraiment un peuple atteint dans ses œuvres vives, et qui sont la condition et la promesse des résistances désespérées et des acharnements héroïques. Malheureusement les ministres prennent au tragique l'émotion superficielle qu'ils ont déchaînée, ils confondent avec le pays les bandes de braillards qu'ils soldent, ils sont les prisonniers de l'insurrection de parade qu'ils ont évoquée, et ils se trouvent de plus en plus enlisés dans la voie de brutalité et de violence où ils se sont engagés dès le début.

Les premières déclarations de Gramont ont causé dans le monde diplomatique, d'abord si bien disposé, une véritable consternation, éveillé chez tous le désir de se garer, de ne pas se rencontrer sur la route de ce furibond. Cependant l'Empereur a personnellement de nombreuses sympathies : on le savait un peu inconsistant, grand assembleur de nuages, mais on lui tenait compte de ses bonnes intentions, de sa bienveillance ; il inspirait une sorte de pitié, comme un doux rêveur égaré dans une situation pour laquelle il n'avait aucune des qualités requises. D'ailleurs la France était l'offensée et la surprise d'une attaque inqualifiable excusait dans une certaine mesure les premières explosions de colère. — Le roi de Prusse devine autour de lui le mécontentement universel, et cette révolte de la conscience européenne l'émeut d'autant plus que la politique de Bismarck en Espagne lui a toujours paru scabreuse. Sans être le moins du monde cruel, il n'a aucune sensibilité et il a une indifférence absolue pour les souffrances qui suivent la guerre ; mais il a besoin des sympathies des témoins du duel, et sa conscience, aussi chatouilleuse que peu clairvoyante, exige qu'il lui offre des raisons suffisantes. Il va donc reprendre en 1870 la même attitude qu'en 1866 et il tiendra son personnage avec la même supériorité, parce qu'il répond à sa nature intime : il se montre conciliant, calme, d'une

haute courtoisie; mais, comme en 1866, sans se l'avouer nettement, il a l'intime persuasion que ses bonnes grâces ne serviront à rien et il n'en éprouve aucune tristesse. Bismarck jugera par moments qu'il pousse un peu loin la condescendance, et des adversaires plus adroits en auraient tiré avantage contre lui; mais il eût sans doute dans tous les cas réussi à se dérober à la dernière heure, parce que ses complaisances de surface n'avaient aucune portée définitive et qu'il avait toujours soin de réserver à son ministre le moyen de rouvrir la querelle qu'il paraissait regretter.

L'attitude du ministère prussien qui ne voulait voir dans la candidature de Léopold qu'une affaire de famille, avait contraint le Cabinet français à s'adresser directement au roi. C'était un très mauvais terrain; la plus légère incorrection, le manque de tact le plus involontaire pouvaient provoquer une explosion. Benedetti le sentait et il mit tous ses soins à ménager l'amour-propre du vieux souverain. Celui-ci était certainement dans un état d'esprit assez chagrin: s'il soutenait Léopold, il ameutait l'Europe contre lui et il était peut-être abandonné par les États du Sud; et, d'autre part, un désistement du prince, sous quelque forme qu'on le voilât, était un échec grave pour la Prusse. La plus vulgaire prévoyance conseillait donc, non pas d'accentuer cet échec, mais d'en adoucir l'amertume et d'aplanir au roi une retaite qui lui était très douloureuse : la déclaration de Gramont et les bravades de la presse parisienne avaient dès lors rendu encore plus délicate la tâche de notre ambassadeur déjà si périlleuse. Dès sa première entrevue avec Guillaume à Ems (9 juillet), Benedetti remarque que son interlocuteur est très sur l'œil, très préoccupé de ne pas paraître céder à l'intimidation : il dégage sa responsabilité; il n'est pour rien dans l'affaire; la décision appartient à l'Espagne et à Léopold; si le prince retire sa candidature, il ne s'y opposera pas.

Il est probable qu'il s'attendait à ce que les Hohenzollern abandonnassent leurs espérances. Prim, très empressé de sortir du mauvais pas où on l'avait fourvoyé, avait chargé le général Lopez Dominguez d'exposer à Guillaume et au prince les raisons qui conseillaient au gouvernement espagnol de renoncer à ses projets (10 juillet). Charles de Roumanie s'émeut des conséquences que peut avoir pour lui l'inimitié de Napoléon, et son agent à Paris, Strat, est déjà parti pour Sigmaringen (8 juillet), afin d'y recommander la prudence. Maintenant que l'effet est produit, quand l'exaspération des esprits en France a atteint un tel degré de fureur que les pires sottises sont vraisemblables, le gouvernement prussien n'a plus

aucune raison de ne pas se montrer condescendant : il méritera l'approbation de l'Europe à peu de frais, puisque, très probablement, ses tardives concessions ne suffiront pas au gouvernement impérial. Tandis que Léopold voyage quelque part, introuvable, dans les Alpes bavaroises, son père reçoit le colonel Strantz qui lui communique les pièces et les intentions du roi. « La France veut décidément la guerre, lui écrit Guillaume ; dans le cas où Charles-Antoine déciderait de sacrifier la candidature de son fils, il serait disposé à l'approuver en sa qualité de chef de la maison, de même que, quelques semaines auparavant, il avait approuvé l'acceptation. » La pensée du roi apparaît ici avec une limpidité presque touchante : — La France veut la guerre ; donc, enlevons lui tout grief légitime, puisque nous sommes sûrs dans tous les cas qu'elle ne nous échappera pas.

Pourtant il s'en fallut de peu que ces finesses ne manquassent leur effet. Le succès français était si réel, et aussi l'Empereur et la majorité des Chambres et du ministère étaient animés d'un désir de paix si sincère que, quand, le 12 juillet, l'ambassadeur espagnol communiqua à Émile Ollivier la dépêche par laquelle Charles-Antoine annonçait au général Prim qu'au nom de son fils il retirait sa candidature au trône d'Espagne, leur premier sentiment fut une satisfaction absolue : la crise était passée et la catastrophe conjurée. Ils ne pensaient, comme le recommandait Thiers à Ollivier, qu'à se tenir tranquilles.

L'extrême droite était navrée de l'avantage obtenu par un ministre qu'elle détestait. Elle se composait en général d'hommes d'une ignorance crasse, qui vivaient dans une adoration niaise de la légende napoléonienne, de bretteurs et de batteurs d'estrades qui croyaient que l'audace suffit à tout, de casse-cou habitués à jouer chaque jour leur existence sur une carte. Aucun d'eux ne connaissait l'organisation militaire prussienne ni n'avait étudié sérieusement l'histoire des campagnes de 1854 et de 1859. Ils reprochaient à Ollivier de n'avoir pas tiré parti de la situation : le moment était favorable pour imposer à la Prusse l'exécution loyale du traité de Prague, l'évacuation de Mayence, la restitution au Danemark du Schleswig méridional, la dénonciation des conventions militaires qui supprimaient l'indépendance des États du Sud. Au lieu de cela on se contentait... de quoi ? D'une parole. On nous a brutalement offensés, et on ne nous exprime même pas de regrets. Que signifie ce désistement indirect, qui n'est pas signé par Léopold, qui nous vient de l'ambassade d'Espagne ? La Prusse nous joue. A la première occasion elle reprendra ses intrigues : exigeons des garanties.

Ces forfanteries trouvent un écho dans certains cercles de la cour et troublent l'Impératrice, fort ignorante aussi, et persuadée qu'une guerre sauvera le trône de son fils. Qui rappellera à la raison ces agités et ces braillards? — Gramont? — En attendant les réponses de Benedetti, il s'est monté de plus en plus et il est toujours fermement convaincu qu'il est en face d'un plan préconçu de provocation. Il ne se trompait pas, mais cela même eût dû être pour lui un sujet de réflexion. Au lieu de se dire que, puisque la Prusse désire la guerre, il est au moins inutile de lui fournir un prétexte avantageux, il s'ingénie à favoriser son dessein. Avec son optimisme ordinaire, il s'exagère infiniment la portée des sympathies diplomatiques qui se sont manifestées pendant les derniers jours et chaque poignée de main d'un ambassadeur lui semble une promesse de secours. Il s'imagine une Prusse troublée, confuse en face d'une Europe hostile. Quand il voit Werther après la communication d'Olozaga, il lui déclare qu'il ne saurait se contenter de la renonciation du prince Léopold, à moins qu'elle ne soit confirmée et garantie par la Prusse : le meilleur moyen d'arranger l'affaire serait une lettre du roi à l'Empereur ; il en rédige l'esquisse qu'il remet à l'ambassadeur : « En autorisant le prince Léopold à accepter la couronne d'Espagne, le roi ne croyait pas porter atteinte aux intérêts ni à la dignité de la nation française ; Sa Majesté s'associe à la renonciation du prince et exprime son désir que toute cause de mésintelligence disparaisse désormais entre son gouvernement et celui de l'Empereur (12 juillet). » C'est la péripétie du drame. A 3 heures, le 12 juillet, grâce à la folle démarche de Gramont, la situation se retourne. La Prusse qui jusqu'alors battait en retraite, provoquée à son tour, reprend l'avantage. La guerre, qui semblait conjurée deux heures plus tôt, est virtuellement déclarée, ou du moins elle ne saurait être désormais évitée qu'au prix d'une humiliation de la France.

L'Empereur, d'abord très satisfait de la tournure pacifique prise par les événements, cède à la fin aux suggestions qui l'assiègent, et, sur son ordre, Gramont télégraphie à Benedetti d'obtenir du roi « l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau la candidature de Léopold » (12 juillet). Il offre ainsi à Bismarck l'occasion de rentrer en scène. A Varzin, où il s'était terré pour attendre l'explosion dont il avait savamment dosé les éléments, il avait été surpris, non pas de l'émotion du gouvernement français, mais de la forme insolite de ses déclarations. Pourtant, comme il s'était aperçu que malgré tout l'impression des gouvernements et des peuples ne lui était pas favorable, il avait attendu, recommandé au roi le calme. Il conti-

nuait à désirer la guerre, travaillait l'opinion allemande. Les *Mémoires* de Busch ne nous laissent aucun doute sur ce point : sans cesse arrivaient de Varzin au ministère des télégrammes, des notices, des carcasses d'articles; le bureau de la Presse était sur les dents.

La main savante du Chancelier calculait les coups de manière à triompher de la longanimité de l'Empereur, à blesser au vif l'amour-propre des ministres, à atteindre les fibres les plus sensibles de ses adversaires : il parlait d'Eugénie, « qui semblait désirer une nouvelle guerre de la succession d'Espagne »; de Gramont, « dont le discours dans le texte officiel lui a paru plus bête et plus arrogant qu'il ne l'aurait attendu ». Il convient que « notre presse réponde avec toute brutalité ». L'allemand ne lui suffit pas pour injurier son ennemi, il a recours à l'anglais. Au milieu de cette besogne, la reculade de Prim et le désistement trop brusque de Léopold le déconcertent : son plan est à vau-l'eau, son embuscade est éventée. Il se plaint du roi, trop bonasse. Il serait dangereux de le laisser plus longtemps isolé; le 12, le Chancelier quitte Varzin et, en passant à Wussow, il rencontre son vieil ami, le pasteur, et il lui fait signe qu'il va transpercer l'ennemi. A son arrivée à Berlin, il constate que les choses sont beaucoup plus compromises qu'il ne le supposait, la retraite a commencé sur toute la ligne. Sa déception éclate en récriminations amères : c'est un nouvel Olmutz, plus lamentable que le premier; et à qui la faute? Au vieux Monsieur qui ne veut pas risquer ses lauriers et ses soixante-seize ans. Et puis Augusta aura pleuré, le patron a peur des scènes; mais aussi pourquoi veut-il tout faire lui-même? Eh bien, qu'il se charge de tout; qu'il cherche un autre ministre pour endosser ses sottises. — Moltke et Roon, d'assez méchante humeur aussi, essaient en vain de le remonter. Ces incidents sont très significatifs du caractère de Bismarck et de ses intentions, mais ils ont pris aux yeux de beaucoup d'historiens une telle importance qu'on a fini par croire que le 12 la paix était assurée et que la guerre était exclusivement sortie de la dépêche du Chancelier, le 13. En réalité, la situation était dès lors irrémédiablement faussée par les exigences de Gramont ; seulement Bismarck, quelque mépris qu'il eût pour lui, ne pouvait pas encore soupçonner sa maladresse. Il eut un moment d'inquiétude, craignit de ne pas réussir à relancer l'affaire; à tout hasard, il exagérait son ennui afin de mettre mieux en relief les concessions du roi et sa patience débonnaire, d'être en meilleure posture pour reprendre l'offensive, pour peu que son adversaire se découvrît.

Le 13, sur son ordre, les journaux redoublent leurs attaques :

l'attitude de la France a provoqué en Allemagne une telle indignation que beaucoup de personnes regrettent la décision de Léopold; le Chancelier parle du repaire de ces brigands avec lesquels il est obligé de traiter en France. Dès qu'il est averti par Werther de sa conversation avec Gramont, il rugit de joie et de fureur : — il est convaincu que l'ambassadeur a mal compris, tellement de pareilles ouvertures seraient inadmissibles; pour sa part, jamais il ne consentirait à les transmettre au roi; si le gouvernement français a vraiment l'intention de présenter de semblables propositions, qu'il les rédige lui-même et charge son ambassadeur à Berlin de les soutenir, et il ordonne à Werther de prendre immédiatement un congé. Lord Loftus, l'ambassadeur d'Angleterre, encore sous l'impression de la renonciation de Léopold, vient lui offrir ses félicitations sur l'heureuse issue des négociations; il lui répond par un flot de récriminations contre le Cabinet de Paris : — La France cherche une revanche de Sadowa, mais elle se trompe en escomptant la pusillanimité de la Prusse; il a le droit d'exiger une rétractation et une explication suffisantes des paroles de Gramont, sans quoi il sera obligé de poursuivre une satisfaction coûte que coûte. En même temps il signale la tristesse qu'ont soulevée dans le peuple les concessions de Guillaume et il écrit au roi pour lui demander de suspendre les conversations avec Benedetti : si ses conseils n'étaient pas accueillis, il déclinerait la responsabilité des événements. Eulenbourg part pour Ems avec la mission de réconforter Guillaume, de l'arracher aux influences féminines qui s'exercent en faveur de la paix.

On a prétendu que l'émotion qui dès ce moment éclatait en Allemagne dans un transport de haine, était l'œuvre de Bismarck, et nous avons vu que la campagne de la presse avait été très activement menée par lui; mais les résultats de son intervention n'auraient été ni si rapides ni si foudroyants, s'il ne se fût adressé à des méfiances toujours en éveil. L'Allemagne vit depuis 1840 dans la terreur d'une invasion; elle traverse depuis dix ans une crise qui a mis ses nerfs à nu; elle ne comprend rien au conflit de sentiments dans lequel se débat la conscience française, et elle ne voit dans nos alarmes que cupidité basse et envie mesquine. Les idées que, depuis un demi-siècle, les Universités inculquent à la jeunesse, ont peu à peu envahi son âme, et ses passions sont puissantes parce qu'elles sont claires et simples. Elle n'a qu'un credo : la conviction de la supériorité de la vertu et de la science germaniques; qu'une religion : la force; qu'un besoin : la domination; elle est tourmentée par une exu-

béranee de sève qui lui monte au cerveau comme dans un accès de folie. Suivant l'expression d'Ottokar Lorenz, c'est l'esprit de 1813 qui se réveille, mais il emporte cette fois la masse entière du peuple et il s'illumine d'une confiance joyeuse que n'avaient pas connue les générations passées. Elle attend avec impatience le signal de ses chefs pour se ruer à l'assaut, et déjà elle taxe de faiblesse leurs lenteurs.

Au milieu de cette atmosphère de feu, les enthousiasmes de sa jeunesse se sont réveillés chez le roi. Ses lettres à Augusta, qu'a publiées Oncken, prouvent qu'il ne fut pas, comme on le répète souvent, acculé malgré lui par Bismarck à une rupture qu'il aurait préféré éviter. Au contraire, au moment même où il s'appliquait à donner au monde des preuves irrécusables de ses intentions conciliantes, il avait non seulement sauvegardé avec un soin méticuleux la dignité de sa couronne, mais repoussé jusqu'à l'ombre d'une concession personnelle. Très habilement, il avait ainsi entretenu l'exaspération du parti belliqueux français et il avait fourni à Gramont l'occasion de sa suprême et irréparable faute.

Le 13 juillet, vers neuf heures du matin, Benedetti, que talonnent les ordres impérieux de son chef, s'arrange de façon à se trouver sur le passage du roi à qui il a demandé audience. Celui-ci, déjà agacé de cette importunité, écoute avec une stupéfaction croissante les demandes de Gramont, que l'ambassadeur essaie d'atténuer de son mieux. Très nettement, il refuse la discussion sur ce terrain : il a approuvé la nouvelle décision du prince, comme il avait approuvé la première; il n'ira pas plus loin et il ne prendra aucun engagement pour l'avenir. — En rentrant, de fort méchante humeur, il reçoit le rapport de Werther qui précise la portée des intentions de la France; il s'indigne de « cette insolence », regrette que Werther ait écouté une pareille communication et en conclut que Napoléon est décidé à la guerre. De sa propre initiative, il fait télégraphier à Werther son mécontentement et le charge de dire qu'il « réserve l'avenir ». Eulenbourg, qui arrive sur ces entrefaites, n'a donc aucun effort à faire pour le décider à rompre les négociations avec Benedetti. Cependant, comme il a promis à l'ambassadeur de le recevoir et qu'il tient à conserver jusqu'à la fin les formes de son côté, il lui fait transmettre par le prince Radziwill la communication officielle du désistement de Léopold, ajoutant qu'il regarde l'affaire comme terminée; ce qui, bien entendu, ne signifie pas dans son esprit qu'il renonce à demander satisfaction au gouvernement français pour ses dernières prétentions. Benedetti insiste pour obtenir une audience : il a le devoir de présenter au roi les désirs de son

gouvernement, qui, pour prévenir de nouveaux malentendus, voudrait que Sa Majesté approuvât la résolution du prince de Hohenzollern et donnât l'assurance que sa candidature ne serait pas reprise dans la suite. Le roi lui fait répondre qu'il approuve la renonciation dans le même sens qu'il avait approuvé la candidature ; sur le second point, il est obligé de s'en tenir à ses déclarations antérieures. Benedetti retourne à la charge, d'ailleurs sans aucune illusion, ainsi qu'il en a prévenu Gramont ; Radziwill revient en effet lui répéter que le roi refuse toute nouvelle discussion ; ce qu'il lui a dit le matin, est son dernier mot.

Benedetti, qui ne connaissait pas l'entretien de Werther avec Gramont, avait été un peu étonné de l'attitude beaucoup plus distante du souverain ; il n'avait pas eu d'ailleurs un moment l'idée de supposer la moindre intention offensante dans un refus d'audience qui était parfaitement conforme aux habitudes d'une cour où les relations personnelles du chef de l'état avec les ambassadeurs étrangers sont loin d'avoir le caractère de familiarité et d'abandon qu'elles ont malheureusement pris aux Tuileries. Personnellement reconnaissant de la courtoisie avec laquelle il a été traité, il croit devoir demander au roi l'autorisation de lui présenter ses hommages, le lendemain (14 juillet), avant de se rendre à Paris. Guillaume, qui part lui-même pour Berlin, ne la lui refuse pas, mais il s'arrange pour éviter tous pourparlers. Il lui donne rendez-vous à la gare, arrive en retard, quand le train va s'ébranler, et en passant, il lui dit seulement qu'il n'a plus rien à lui communiquer et que les négociations ultérieures seront conduites par les ministres.

Le Chancelier avait passé la journée du 13 dans une extrême anxiété, redoutant quelque défaillance du roi, tremblant que le gouvernement français, mieux éclairé sur ses intérêts, ne se décidât à prendre acte de la renonciation de Léopold, et, en expliquant tant bien que mal ses récriminations postérieures, ne lui enlevât les moyens de rouvrir le conflit. Sur ces entrefaites arrive la dépêche d'Abeken, qui accompagnait Guillaume à Ems ; elle raconte, avec une mauvaise humeur manifeste, mais très fidèlement, les incidents de la journée. Comme elle énumère très exactement les faits, il en ressort clairement que sur le point essentiel la France a obtenu satisfaction : le roi « a décidé de ne plus recevoir le comte de Benedetti, mais seulement de lui faire dire par son aide-de-camp que Sa Majesté a reçu maintenant du prince la confirmation de la nouvelle que Benedetti avait déjà reçue de Paris, et qu'il n'avait rien de plus à lui dire ».

A la première lecture de la dépêche d'Abeken, Bismarck éprouve

un moment de consternation; Léopold renonce à la couronne, c'est la paix. Il reprend le message, l'étudie et son attention s'arrête sur le dernier paragraphe : « Sa Majesté s'en remet à Votre Excellence pour savoir s'il ne faudrait pas communiquer à nos ambassadeurs et à la presse les nouvelles exigences de Benedetti et le refus du roi. » Guillaume lui fournit donc lui-même un moyen de dénoncer les arrière-pensées belliqueuses de la France et de la punir de son outrecuidance. Le Chancelier demande une dernière fois à Moltke si l'armée est prête, et le général lui affirme que jamais les chances ne seront plus favorables. Il est personnellement convaincu que chaque nouveau délai servirait les particularistes et que « le meilleur moyen d'aplanir l'abîme que l'histoire a creusé entre le Nord et le Sud, est une guerre nationale commune contre le voisin qui menace l'Allemagne depuis des siècles ». En quelques minutes, il abrège le télégramme d'Abeken, donne au refus du roi de reprendre la conversation une forme plus sèche et plus hautaine, supprime les explications qui lui enlevaient tout caractère injurieux, et il lit à Roon et à Moltke le document devenu célèbre sous le nom de dépêche d'Ems. — « Après que la nouvelle de la renonciation du prince de Hohenzollern eût été communiquée officiellement au gouvernement français par le gouvernement espagnol, l'ambassadeur français a présenté à Sa Majesté le roi à Ems la sommation de l'autoriser à télégraphier à Paris que Sa Majesté s'engageait à ne plus donner à l'avenir son consentement si les Hohenzollern devaient reprendre leur candidature. Sa Majesté là-dessus a refusé de recevoir de nouveau l'ambassadeur français et lui a fait dire par l'aide de camp de service qu'elle n'avait rien de plus à lui communiquer. »

Il est évident que l'accusation de faux qui a été souvent lancée contre Bismarck à propos de cette dépêche n'a absolument aucun sens. Il avait été autorisé, ou plutôt invité par son souverain à faire connaître aux ambassadeurs prussiens et à la presse les derniers incidents d'Ems ; son résumé n'était pas inexact et il était parfaitement dans son rôle en présentant les événements sous le jour qui lui semblait le plus avantageux à sa politique [1].

1. L'accusation de faux est née de ce que l'on a comparé d'abord la dépêche du Chancelier, non pas avec la dépêche d'Abeken, que l'on ne connaissait pas, mais avec un rapport postérieur de Radziwill. Il ne faudrait pas non plus diminuer outre mesure l'importance de l'intervention du Chancelier et il est impossible d'admettre l'exactitude littérale des *Mémoires* de Bismarck sur ce point. Il a répété à plusieurs reprise qu'il « n'avait ni ajouté ni modifié un seul mot, mais opéré seulement quelques suppressions ». Il faudrait alors supposer qu'il a travaillé sur une dépêche autre que celle que nous possédons, ce qui est très invraisemblable.

Benedetti n'en a pas moins absolument raison quand il dit que Bismarck, en résumant des négociations qui avaient été jusqu'au bout courtoises et presque amicales de la part du roi, dans un ultimatum brutal de la France repoussé par une fin de non-recevoir hautaine, avait donné à la dépêche d'Abeken ainsi mutilée un sens qu'elle n'avait pas sous sa forme primitive. Suivant l'expression de Rathlef, le Chancelier prenait au sérieux ses « devoirs de chien de garde et il mordait qui il devait mordre ». Son télégramme, et Fontane a, suivant moi, résumé très exactement ici la situation, « ne créa pas la guerre, mais la rendit inévitable à l'heure propice ». Les chances de paix étaient déjà auparavant extrêmement faibles, et les sottises de Gramont avaient rendu un arrangement singulièrement improbable, non pas absolument invraisemblable pourtant. Les intentions conciliantes de la majorité des ministres français trouvaient un appui, timide et fragile, mais sincère, dans Napoléon, qui avait les raisons les plus fortes de repousser une rupture; à la Chambre, beaucoup de députés subissaient l'influence de Thiers qui, un peu tardivement, avec un courage du moins qui rachetait bien des fautes, essayait de détourner son pays d'une politique néfaste et de contenir des passions que malheureusement il avait plus que personne contribué à éveiller. Une intervention de l'Europe aurait pu encore se produire : l'Angleterre ne nous refusait pas ses bons offices; la Russie, en dépit des sentiments personnels du Tzar, ne désirait pas que la Prusse augmentât encore sa puissance, et Gortchakov avait trouvé une formule ingénieuse qui était acceptable pour tous. Ces derniers et pâles espoirs de rapprochement, la dépêche de Bismarck les anéantit du coup, en réveillant par une dernière provocation les colères qui tombaient, et il n'est pas douteux qu'il avait cherché et prévu le résultat d'affolement qu'elle produisit. « Je n'aurais jamais fait la guerre, a-t-il dit à Jules Favre lors de l'entrevue de Ferrières, si on ne me l'avait pas déclarée. » Aujourd'hui, même en Allemagne, les historiens sérieux ne prennent plus à la lettre ces dénégations intéressées, et il éprouvait lui-même un dédain mal dissimulé pour les panégyristes crédules qui, comme Sybel, essayaient de le laver d'une responsabilité dont il était fier. Il était arrivé à la conviction que l'Europe était trop petite pour l'Allemagne et la France et que l'unité germanique avait pour condition indispensable la reprise de l'Alsace; il marchait au but sans se soucier des holocaustes qu'il exigeait. Croyez-vous, disait-il au journaliste français Des Houx en 1872, que la guerre eût été évitée si je n'avais pas modifié la dépêche d'Abeken? L'avenir du

monde dépendait-il d'une question de rédaction? Le fond des choses avait-il été modifié par les paroles d'un télégramme? — Ce qu'il ne niait pas, c'est qu'il avait voulu arrêter net la discussion, couper sa dernière retraite à la France et en quelque sorte ne pas laisser la porte ouverte aux repentirs de la Providence.

Il n'eut pas une minute d'hésitation sur l'effet que produirait sa manœuvre. « Le télégramme, dit-il, sera connu à Paris vers minuit; les Français pourront voir alors combien leurs journaux se trompent en croyant que nous canons. » Ses hôtes ne se trompèrent pas davantage sur la portée de l'événement : « Cela sonne mieux » dit Roon, et il invoque le Dieu des armées qui n'abandonnera pas l'Allemagne. Moltke en perd sa gravité coutumière et fait des calembourgs; l'appétit leur est revenu à la pensée des batailles futures et ils reprennent joyeusement le repas commencé tristement. Le lendemain, quand le roi reçoit le télégramme, il le communique aux personnes qui l'entourent : « C'est la guerre », leur dit-il, et c'est la guerre aussi qu'acclament les milliers d'hommes accourus sur son passage pour offrir à la patrie menacée leurs biens et leur vie.

La dépêche d'Ems, adressée aux ambassadeurs allemands, devait-elle être communiquée par eux aux gouvernements près desquels ils étaient accrédités? — Bismarck, dans son *Memorandum* du 18 juillet, a nié l'envoi de « toute note ou dépêche par laquelle le gouvernement prussien eût notifié aux cabinets de l'Europe le refus du roi de recevoir l'ambassadeur français ». — Nous avons vu l'importance qu'il convient d'attacher à ses démentis diplomatiques, et il est certain que notre représentant à Berne était présent quand l'envoyé de Prusse vint donner connaissance de la dépêche de Bismarck au président de la République helvétique. — Etait-ce un excès de zèle? — C'est possible, et d'ailleurs peu importe. Ce qui n'a jamais été contesté, c'est que le Chancelier avait bien l'intention de donner à son télégramme la plus large publicité, qu'il l'avait aussitôt envoyé aux journaux, qu'il eut soin d'en augmenter encore l'effet par les commentaires de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*.

Le Cabinet des Tuileries aurait pu essayer de parer le coup, en rectifiant les faits : il était facile de prouver que, de même que Benedetti ne s'était jamais départi de la respectueuse déférence qu'il devait au roi, il n'avait jamais eu qu'à se louer de la courtoisie absolue du souverain. Le Chancelier se fût trouvé dans une situation délicate, pris en flagrant délit d'inexactitude, et ce qui était plus grave, convaincu de malveillance intentionnelle. — Mais il eût fallu pour cela aux ministres français non seulement une prudence et une finesse

que rien ne permettait de leur supposer, mais surtout une autorité qu'ils n'avaient ni à la cour ni à la Chambre. A l'arrivée du télégramme, l'extrême droite, les familiers de l'Impératrice, les salons, les journaux, presque sans exception, virent rouge, s'emportèrent en menaces frénétiques. Le ministère ne songea pas à lutter contre le flot. L'idée ne lui vint pas, si simple pourtant : — puisqu'on nous cherche si visiblement querelle, ne serait-il pas sage de nous tenir sur nos gardes? — Le plus coupable à cette heure décisive fut encore Ollivier, qui n'avait pour excuse ni la chaleur du sang ni de vieilles rancunes contre la Prusse; comme toujours, il fut dominé par une raison de vanité : — Puisque la guerre était fatale, mieux valait qu'elle fût dirigée par lui plutôt que par des ministres réactionnaires.

Le 14 juillet, dans la nuit, malgré les faibles résistances de l'Empereur et bien que le conseil des ministres ait résolu d'en appeler à l'Europe avant de commencer les préparatifs de guerre, Gramont obtient d'Ollivier l'appel des réserves que Lebœuf avait réclamé avec insistance, et, le lendemain, en dépit des efforts de Thiers et de la gauche, le Corps législatif à une énorme majorité vote les crédits et les propositions du ministère. Le 19, M. Le Sourd, qui dirige l'ambassade à Berlin, remet au Chancelier la déclaration de guerre de la France, datée du 17, comme si Gramont voulait donner une preuve irréfutable de ses dispositions belliqueuses et assumer tout l'odieux des hostilités.

« Il est bon que vous l'ayez vu, disait Metternich à Vitzthum, en lui parlant de Gramont (15 juillet) ; vous pouvez maintenant me rendre ce témoignage que c'était peine perdue de prêcher la raison à qui a perdu la tête et n'est plus responsable. » Gramont cependant, quelles qu'eussent été ses fautes, n'était pas le seul coupable ; malheureusement dans l'abîme qu'il avait ouvert, allait rouler, avec les complices de ses erreurs, le pays tout entier. Le Chancelier était arrivé à ses fins : il avait, suivant l'expression de Klein-Hattingen, résolu ce problème infernal de précipiter dans la guerre d'où devait fatalement sortir l'accomplissement de l'unité allemande la France hostile à cette unité et mal préparée à un duel à mort, et il l'avait amenée à prendre elle-même l'initiative des hostilités sous la réprobation unanime de l'Europe. « Ce n'est pas un homme sérieux », avait dit jadis Napoléon de Bismarck. Le ministre tenait sa vengeance.

CHAPITRE II

L'EMPIRE

Le soulèvement de l'Allemagne. — Les États du Sud et les traités d'alliance. — Les puissances neutres. — La Russie soutient l'Allemagne. — L'attitude de l'Autriche. — L'Europe et les victoires de la Prusse. — La guerre : causes essentielles des victoires allemandes. — La légende républicaine. — Tentatives de rapprochement entre Berlin et Vienne. — L'Empire germanique : les négociations avec la Bavière. — La nouvelle Constitution. — Les conditions de la paix; les résolutions de Bismarck. — Metz et la Lorraine. — Le traité de Francfort. — L'Allemagne nouvelle.

L'Allemagne, que la pensée de voir un Hohenzollern régner à Madrid avait d'abord laissée assez indifférente, s'était peu à peu réveillée quand elle avait entrevu la vraie portée de la question. Depuis un demi-siècle, les journaux, la littérature, les Universités lui clamaient aux oreilles qu'elle était à la merci d'un voisin hargneux et turbulent qui n'attendait qu'une occasion pour reprendre ses razzias et ses pirateries. La politique maladroite du cabinet français, habilement exploitée par Bismarck, en avivant des souvenirs lentement aigris, donna à chaque habitant comme la sensation d'un soufflet directement reçu.

La dépêche d'Ems se prêtait merveilleusement aux commentaires de la presse : sous les formes les plus variées et les plus dramatiques, elle développa et elle dramatisa le thème que lui fournissait le Chancelier. — L'agent de Napoléon, avec une irrévérence qui était nécessairement calculée, avait accosté le roi pendant sa promenade, s'était cramponné à lui, lui avait imposé l'affront de ses reproches et de ses menaces; pour se délivrer de son importunité, le souverain avait été en quelque sorte obligé de recourir à l'intervention de son aide de camp. — Encore aujourd'hui la légende de cet outrage vit dans l'imagination populaire. A ce moment, au milieu de la fièvre montante et sous l'excitation formidable des journaux ameutés, ce fut une poussée terrible du sang au cerveau. « Il n'y a de populaire en

Prusse, disait Gerlach, que la dynastie et l'armée ; » jamais cette parole n'avait été plus vraie. Même dans les provinces annexées, le roi Guillaume était personnellement aimé ; habilement, le ministère lui avait laissé l'honneur des mesures de clémence ; on vantait son amour du devoir, la bonne grâce et la dignité de ses manières, on était fier de ses victoires. Et c'était ce vieillard héroïque et modeste que la France avait osé insulter. L'insolente nation méritait un châtiment ! L'Allemagne s'était montrée débonnaire jusqu'à en être ridicule ; elle était sur le point d'oublier les invasions qui, depuis dix siècles, avaient déshonoré et désolé son territoire, elle avait presque pardonné les perfidies de Henri II et de Richelieu et les incendies de Louis XIV et les pillages de Napoléon et même ses frontières ouvertes et le drapeau tricolore continuant au mépris des droits les plus sacrés à flotter sur le dôme de Strasbourg. Mais, puisqu'un autre Bonaparte reprenait la politique de rapt et de crime qui avait toujours été celle des Welsches, l'heure avait enfin sonné de régler les dettes accumulées et de réduire pour jamais à l'impuissance une rivale avec qui il serait impossible de vivre en repos, tant qu'elle n'aurait pas été écrasée. L'art de Bismarck avait été de convaincre la nation comme le roi qu'ils étaient en état de légitime défense et d'exalter par cette apparence de purification les appétits de vengeance et de domination qui fermentaient depuis longtemps dans les cœurs.

Le 15 juillet, dans les gares que traverse le roi, il est accueilli par des manifestations délirantes. Même à Cassel et à Gœttingue, les regrets du passé se fondent à la flamme du patriotisme commun. A Berlin, quand le Prince royal annonce aux personnes qui l'entourent que les suprêmes résolutions sont prises — *Krieg und Mobil* — c'est une traînée de flamme et un hourra unanime de confiance et de joie monte vers le ciel. Ici, plus de blouses blanches, et la police n'a pas besoin d'organiser des manifestations ; les socialistes ne sont qu'une poignée, et, parmi eux, très nombreux encore, les disciples de Lassalle échappent absolument aux influences pacifistes de l'Internationale ; la voix des quelques centaines de dissidents qui essaient de calmer les passions sanguinaires, est étouffée par les vociférations implacables. En France, la déclaration de guerre a été accueillie avec une anxiété mal dissimulée et une tristesse visible ; les paysans n'ont ni haine contre l'Allemagne ni désir de conquête ; les républicains, qui dominent dans les grandes villes, condamnent avec horreur un duel qui ajourne pour longtemps la réconciliation des peuples ; l'exaltation à laquelle Gramont prétend qu'il ne lui est pas

possible de résister se réduit au vacarme de quelques milliers d'impulsifs, grossis de l'armée des camelots, populace qui acclame la guerre avec d'autant plus d'entrain qu'elle est convaincue qu'elle n'en connaîtra pas les dangers. — En face de cette poignée de niais ou de malandrins, un peuple se dresse entier, ivre de rancunes lentement ressassées, prêt à mourir pour son droit, parce qu'il croit qu'il combat pour ses foyers et qu'il sert la cause de Dieu et du progrès général.

Avec une implacable persévérance, Bismarck s'applique à inculquer dans les esprits les plus rebelles la persuasion que l'attitude de la France est sans excuse, que dès le début elle a cherché la guerre, et il voue à l'exécration du monde les furieux qui ont sacrifié le repos de l'Europe à leurs mesquines jalousies. La circulaire qu'il adresse le 18 juillet à ses représentants, affecte des allures de réquisitoire : « Les prétendues raisons des ministres français pour excuser la rupture ne reposent sur rien et sont absolument mensongères; il est donc impossible d'expliquer leur conduite autrement que par les pires traditions de Louis XIV et de Napoléon Ier. Il est douloureux de penser que le développement normal de la civilisation va être interrompu pendant de longues années : à qui la faute, sinon aux criminels qui nous ont réduits à accepter la lutte pour l'honneur du pays ? Dieu ne refusera pas son appui aux soldats qui défendent une cause si juste, et la France ne trouvera pas un seul allié pour une guerre aussi légèrement et aussi frivolement commencée. » C'est sur le même ton qu'il s'adresse au Reichstag et que celui-ci lui répond. Quand, le 27 juillet, Guillaume ordonne un jour solennel de prières, il n'y a aucune hypocrisie consciente dans ses paroles : « J'ai le cœur pur sur l'origine de cette guerre et je suis certain de la justice de notre cause devant Dieu. » « Les dés de fer, écrivait-il à sa femme au lendemain de la déclaration, ont été jetés plus tôt qu'on ne pouvait l'attendre ; les voies de l'Éternel ne sont pas les nôtres et je reste devant sa face avec une conscience tranquille, car je ne me sens pas coupable. » Bismarck connaît son peuple et quel impérieux besoin il éprouve de dissimuler ses appétits sous des considérations métaphysiques : il ne lui suffit pas d'être puissant, il faut qu'il se persuade que son triomphe est aussi celui de la morale et du droit ; le Chancelier a réussi à transformer en croisade la plus suspecte des guerres diplomatiques.

Les avertissements n'avaient pas manqué au gouvernement français qu'il se trompait sur la portée des dissentiments qui séparaient les diverses tribus germaniques. — « La peur de la France et les préju-

gés qui existent contre elle, disait le prince de Hohenlohe au duc de Cadore dès 1867, sont des sentiments inhérents à tous les Allemands, et l'attitude du Sud ne dépendra pas, le cas échéant, de la volonté d'un souverain ou d'un ministre, mais du moment et des circonstances dans lesquelles un conflit surgira. » En 1870, quelques potentats très déniaisés accueilleraient nos victoires avec joie, et des revers décisifs de la Prusse rendraient peut-être quelque influence aux groupes qui, çà et là, regrettent l'ordre de choses disparu en 1866 ; mais, pour l'instant, ils sont absolument paralysés, et nous n'obtiendrions leur adhésion qu'après avoir commencé par les affranchir. Leur connivence ne serait pas sans utilité au lendemain de la victoire, elle ne saurait la faciliter.

Guillaume conservait cependant quelques doutes sur les dispositions réelles de ses alliés ; le 13 juillet, en se félicitant de l'attitude de la Bavière et du Wurtemberg, il ajoutait avec une évidente préoccupation : tout cela est très bien, si cela se réalise. L'événement le rassura vite. Après tout, qu'avaient de mieux à faire ces petits souverains que de s'unir à la Prusse ? Ce qu'ils regrettaient, c'était leur indépendance perdue et aussi l'influence apparente qu'ils devaient à la rivalité des grandes puissances : ils sentaient bien que l'heure des illusions était passée et que, s'ils échappaient à la domination de Berlin, ce serait pour tomber sous celle de Vienne, qui ne leur agréait guère davantage. La perspective d'un changement de servitude était au moins insuffisante pour balancer les instinctives révoltes que leur causait la pensée de faire le jeu de l'étranger. S'ils envisagèrent la possibilité d'une défection, ils ne s'y arrêtèrent pas sérieusement et ils furent heureux de trouver dans l'habileté de Bismarck et dans la pression de leurs sujets une raison pour rentrer dans le rang et abdiquer des ambitions dont ils rougissaient.

Naturellement, le grand-duc de Bade, sans hésitation et sans délai, mit ses forces au service de la Prusse, et sa loyauté était méritoire parce qu'il se figurait qu'il s'exposait ainsi à un immense péril. Singulier phénomène de suggestion : les illusions de nos hommes d'état avaient franchi le Rhin, et même des officiers qui connaissaient à fond la situation et qui n'avaient d'ailleurs aucun doute sur le résultat final, admettaient aisément que nous pousserions une pointe hardie sur le territoire ennemi. A la nouvelle de la déclaration de guerre, une panique générale courut dans l'Allemagne du Sud. Les chemins de fer étaient encombrés de fuyards, les journaux racontaient que le pont de Kehl avait été occupé, et, chaque jour, on annonçait l'approche des turcos qui inspiraient une épouvante

superstitieuse. Frédéric et ses ministres ne songèrent pas une minute à chercher leur salut dans des négociations dilatoires, et ils s'appliquèrent seulement à réduire la période dangereuse en précipitant les préparatifs.

La cour de Stuttgart était plus suspecte ; Varnbüler s'était expressément réservé le droit d'interpréter les clauses du traité d'alliance de 1867, et les démocrates, très nombreux à la Diète, n'avaient aucun goût pour l'hégémonie prussienne. Aussi s'émut-on à Berlin quand on le vit partir pour Munich. Soit cependant qu'il eût été peu satisfait de ses entrevues avec son collègue bavarois ou qu'il subît la contagion de la fièvre patriotique, il conseilla la mobilisation (17 juillet) ; le 21 il déclarait formellement à la Diète qu'il avait l'intention de joindre ses troupes aux forces prussiennes. Il n'ignorait pas que ses jours étaient comptés, — il quitta en effet le ministère (31 août), — mais il avait toujours jugé puéril de se révolter contre la nécessité et, dès 1867, il avait averti Napoléon que, en face d'une attaque, l'Allemagne entière se rassemblerait contre l'ennemi ; en galant homme, sans tapage, il renonçait à lutter contre la force des choses. Quant aux députés démocrates, ils auraient été reniés par leurs électeurs s'ils avaient continué leur opposition.

On n'avait jamais compté à Paris sur la fermeté de Varnbüler ; en revanche on se faisait d'assez graves illusions sur la Bavière. Les coryphées du parti anti-prussien se réunissaient volontiers chez Pfeffel, qui avait beaucoup d'esprit et d'entregent, quelque scepticisme aussi, comme c'est assez souvent le cas chez les défenseurs d'une cause perdue d'avance : M. de Cadore, notre ambassadeur, y fréquentait, et il y entendait, en excellent français, des professions de foi qui lui étaient agréables. La presse catholique était très montée de ton, la *Patrie bavaroise* surtout, que dirigeait le fameux docteur Sigl. Les particularistes formaient indubitablement la majorité du pays, mais tous ne partageaient pas les aversions intransigeantes de Sigl et de Pfeffel, et même les plus résolus étaient comme consolés d'avance de leur défaite. « Bismarck veut faire de mon royaume une province prussienne, disait Louis ; il y arrivera petit à petit, sans que je puisse l'en empêcher. » Il ne s'y efforçait guère, non seulement parce qu'il n'avait ni le goût ni l'habitude de la lutte, mais aussi parce qu'il était tourmenté par des démangeaisons pangermanistes qui achevaient de paralyser sa volonté et de troubler son esprit. Après la paix de 1866, il avait offert à Guillaume, afin de donner une forme symbolique à la ferme et durable amitié qui devait s'établir entre les deux maisons, de partager avec lui la possession de

ce château de Nuremberg, d'où étaient partis les Hohenzollern pour fonder leur domination dans le Brandebourg : « Lorsqu'au faîte de ce château, ajoutait-il, le pavillon des Hohenzollern et celui des Wittelsbach flotteront au vent, en mêlant leurs plis, puisse-t-on voir là le symbole de la bonne garde que font la Prusse et la Bavière unies sur l'avenir de l'Allemagne. » Guillaume avait accepté avec émotion, et Louis était alors revenu en arrière, avait soulevé mille difficultés, si bien que son offre chevaleresque avait plutôt altéré les bons rapports des deux monarques. L'épisode était significatif : Louis ne se livrait jamais entièrement, mais son premier mouvement était de ne pas se refuser.

Bray fût volontiers demeuré neutre, mais Bismarck n'y consentirait jamais ; il fallait donc ou exécuter les clauses du traité d'alliance ou se jeter sans réserve dans les bras de la France et de l'Autriche. On était sûr qu'une pareille résolution rencontrerait la résistance furibonde des libéraux, nombreux dans le pays et qui dominaient à Munich ; on l'était beaucoup moins de trouver parmi les catholiques et les patriotes bavarois un concours très énergique. Le roi était dans la montagne, isolé; il avait ordonné qu'on ne lui expédiât de messages que s'il n'y avait pas moyen de faire autrement. Le 16 juillet, son chef de cabinet, Eisenhart, qui était un partisan militant de l'alliance prussienne, lui exposa les raisons qui poussaient Bray à proposer la mobilisation ; le roi approuva, manifesta même une certaine satisfaction. Le ministre pourtant évitait encore les décisions irrévocables, soit pour ne pas brusquer les Chambres, soit aussi peut-être parce qu'il désirait obtenir de Berlin certaines garanties. Au milieu de l'agitation universelle, il était impossible de conserver longtemps cette attitude expectante, et le 18, Bray annonçait officiellement à la Diète qu'il était prêt à remplir ses obligations vis-à-vis de l'Allemagne. La commission de la Chambre, qui se composait de six catholiques contre trois libéraux, objecta que ni l'honneur ni l'intégrité de la Confédération n'étaient en jeu, que par conséquent la Bavière n'était pas tenue d'intervenir et elle demanda la neutralité armée. Mais, dans la discussion publique, le professeur Sepp, qui, quelques jours auparavant, avait encore violemment attaqué la Prusse, sentit se réveiller en lui les théories nationalistes qui, depuis un demi-siècle, formaient comme la substance et la moelle de l'enseignement universitaire, et, grâce à sa défection, le projet de la commission fut repoussé par 76 voix contre 72 ; le crédit réclamé par le ministère fut finalement voté par 101 députés contre 47 (20 juillet). — « Votre attitude vraiment allemande, télégraphiait Guillaume à

Louis, a électrisé aussi votre pays. L'Allemagne entière est debout, rassemblée comme elle ne l'a jamais été. » — Quand le Prince royal arriva à Munich, le 27 juillet, au milieu d'une tempête de hourras, il dit au comte Bray : « Puisque nous sommes ensemble, il faut que nous restions unis. » Il n'est pas sûr que ces paroles aient causé au ministre une joie sans mélange, et, au moment où le prince Frédéric partit pour se rendre sur le terrain des hostilités, le roi lui écrivit pour lui demander qu'à la signature de la paix l'indépendance de la Bavière fût garantie. — Dernières et vaines convulsions d'un passé déjà disparu ! Le gouvernement français avait jeté dans les bras des Hohenzollern les tribus les plus récalcitrantes, et, la fusion une fois accomplie, même une victoire de Napoléon ne l'aurait pas annulée; certains faits ont un tel caractère de nécessité que, s'il est à la rigueur possible de les prévenir, il devient enfantin de chercher à les supprimer une fois qu'ils se sont produits.

Pendant que Bismarck rassemblait l'Allemagne sous les drapeaux de son maître, il isolait la France en Europe. Il lui suffit pour cela de se cantonner sur le terrain qu'il avait choisi : la Prusse avait été brutalement provoquée, sans motif, par un gouvernement qui ne pardonnait pas à Bismarck de ne pas s'être fait le complice de ses convoitises. Le 25 juillet, le *Times* publiait le projet de traité que Benedetti avait présenté au ministre prussien en 1866 et qui parlait d'une occupation éventuelle de la Belgique.—Dans sa circulaire du 29, Bismarck fit à sa manière l'historique de ses rapports avec le gouvernement impérial, récapitula les sollicitations déshonnêtes dont il avait été l'objet de la part de Napoléon, les affaires louches où on avait essayé de le mêler. Les Hohenzollern ne se prêtent pas à des marchandages véreux; s'il n'avait pas coupé court brusquement à ces conversations déplaisantes, c'était dans l'espoir d'éviter à l'Europe une crise redoutable : les desseins de Dieu sont insondables; des changements étaient toujours possibles à Paris, et tout délai était une chance de paix. Dans l'espoir d'éviter un coup de tête du gouvernement impérial, il avait usé d'une politique dilatoire, et les ministres français s'étaient montrés hautains ou conciliants suivant le plus ou moins de condescendance du gouvernement prussien. Ils étaient arrivés enfin à la conviction que Bismarck ne se prêterait jamais sérieusement à leurs desseins, et aussitôt ils avaient préparé leur attaque; sans doute même ils n'avaient encore d'autre but que de lui forcer la main, et le Chancelier avait des raisons de croire que, s'il n'avait pas publié les pièces qui dénonçaient leur astuce, une fois les préparatifs terminés, ils lui auraient proposé une entente sur les bases du traité

de Benedetti, c'est-à-dire aux frais de la Belgique ; l'Europe surprise et impuissante aurait été obligée de sanctionner cet acte de piraterie. — Benedetti rectifia, raconta la façon dont les choses s'étaient passées. Il suffisait d'un peu d'attention pour remarquer ce qu'il y avait de frivole dans les explications de Bismarck et de suspect dans le rôle d'agent provocateur qu'il avait joué. Bleibtreu fait observer avec infiniment de raison que rien n'était plus opposé au but qu'il se glorifiait d'avoir poursuivi que la tactique qu'il avait adoptée ; le meilleur moyen d'arrêter les ambitions de la France n'était certes pas de les aguicher et d'achever de griser le gouvernement impérial par une coquetterie savante. En réalité les neutres étaient édifiés, et, si leur confiance en Napoléon était faible, la pudeur de M. de Bismarck leur était depuis longtemps connue ; mais ils lui surent gré de fournir un prétexte décent à leur inaction. En Angleterre, la reine, en dépit des affirmations contraires du Chancelier, était favorable à la Prusse, et les ministres, apathiques et médiocres, se plaignaient qu'on n'eût tenu à Paris aucun compte de leurs avis. Dans le peuple, les sentiments étaient partagés : les antiques rancunes contre la France n'étaient pas encore complètement éteintes et, d'autre part, les progrès trop rapides de la Prusse suscitaient quelque jalousie ; dans le combat qui s'ouvrait, la nation n'avait guère pour le moment que des antipathies, et le cabinet traduisit assez exactement ces dispositions, en laissant aller les choses ; il excusait son abdication par l'espoir d'intervenir plus tard pour modérer les exigences du vainqueur.

Beust se piquait de réalisme, et les révélations de Bismarck ne lui causèrent ni surprise ni indignation. Un fait du moins était de nature à le faire réfléchir. Depuis dix ans, Napoléon n'avait été ni très heureux ni très habile, et il était permis de se demander s'il était bien prudent de lier la fortune de l'Autriche à celle d'un homme qui se résignait depuis si longtemps à un rôle de dupe et qui semblait vaincu avant la bataille.

Le Chancelier autrichien désirait très vivement la défaite de la Prusse ; sur ce point aucun doute n'est possible. Il l'avait répété à plusieurs reprises au gouvernement français et sa sincérité n'est pas contestable. Gramont en avait conclu qu'il pouvait absolument compter sur son appui et il lui réservait même le soin de vaincre les hésitations de l'Italie. En réalité, Beust n'avait pris aucun engagement précis et il s'était toujours réservé le droit de choisir les conditions et l'heure de son intervention. Or, ses sympathies françaises étaient tenues en échec par l'attitude des Magyars et de la Russie.

Bismarck n'avait pas cessé depuis 1866 d'entretenir les relations

les plus amicales avec le gouvernement hongrois et en particulier avec Jules Andrassy, le président du conseil. Dans la monarchie austro-hongroise, telle qu'elle était sortie du traité de Prague, les Magyars jouaient le principal rôle et ils ne voulaient pas compromettre par gloriole les libertés qu'ils avaient si péniblement conquises. Aussi, quand, le 18 juillet, Beust, dans un conseil de la couronne, laissa entrevoir ses projets, Andrassy très nettement l'arrêta : il admettait la nécessité de quelques mesures de précaution, mais il condamnait énergiquement toute velléité d'intervention. Son opposition était d'autant plus gênante que beaucoup des Allemands de la monarchie avaient été gagnés par le belliqueux enthousiasme de leurs frères de race et qu'une alliance avec Napoléon eût soulevé chez eux une indignation dangereuse. Il est probable que Beust avait au moins en partie prévu ces résistances et il ne désespérait pas d'amener un revirement de l'opinion. Même en Hongrie, les sympathies pour la France étaient très vives et, à plusieurs reprises, le ministère faillit être débordé. La rupture avec la Prusse aurait été accueillie avec joie par les Polonais, par les Slaves en général, et par le parti clérical, toujours très puissant à la cour. Cependant, quelques-uns des chefs militaires éprouvaient une hésitation manifeste à se lancer dans une aussi périlleuse entreprise au moment où la réorganisation de l'armée était loin d'être terminée; leurs doutes étaient partagés par François-Joseph qui, de plus, n'avait dans Beust qu'une confiance mitigée et qui avait un certain faible pour Andrassy. Dans ces conditions, le Chancelier, sans abdiquer ses projets et ses espoirs, qu'il conserva jusqu'à la fin de la guerre, fut bien obligé de les dissimuler et de les ajourner, et d'ailleurs la prudence la plus attentive lui était imposée par l'attitude de la Russie.

Le 28 février 1871, au lendemain des préliminaires de Versailles, Guillaume télégraphiait au Tsar : — « La Prusse n'oubliera jamais que c'est à vous qu'elle doit que la guerre n'ait pas pris les plus extrêmes dimensions. » — Sa reconnaissance n'exagérait en rien les services d'Alexandre II. Pendant le duel qui allait décider pour longtemps des destinées de l'Europe, le Tsar s'était chargé de surveiller les intrus qui auraient pu être tentés de se mêler au combat. Il était à Ems quelques jours avant la déclaration de guerre, et son oncle avait reçu des lors de lui les assurances les plus précises de dévouement et d'amitié. Le prince de Reuss, qui représentait l'Allemagne à Pétersbourg, bégayait un peu et cherchait ses mots, mais il avait infiniment d'adresse et de bonne grâce, et il avait les sympathies de la princesse Dolgorouka, qu'Alexandre II finit par épouser. Bismarck

était ainsi absolument sûr de la pensée impériale et il n'attachait aucune importance aux fluctuations de Gortchakov. Au début, le tsar manifesta avec une telle véhémence l'irritation que lui avaient causée les procédés de Gramont que Fleury, notre ambassadeur, redouta une alliance offensive de la Russie et de la Prusse. Bismarck n'en désirait pas tant; il demandait seulement au cabinet de Pétersbourg de localiser la guerre, et Alexandre déclara en effet à Fleury que la neutralité de l'Autriche était la condition de la sienne propre; si elle concentrait des forces en Bohême, il répondrait en rassemblant des troupes en Pologne (22 juillet). Au commencement d'août, quand les négociations reprirent quelque activité entre Vienne et Paris, l'ambassadeur russe prévint de nouveau la France que les dispositions de la Russie n'avaient pas changé et qu'elle attaquerait l'Autriche, si celle-ci menaçait la Prusse.

Alexandre se plaignait même que notre diplomatie recherchât l'alliance du Danemark. Celui-ci aurait volontiers répondu à notre appel, et il avait été un moment question d'envoyer dans la Baltique une escadre et un corps d'armée qui, appuyé par 30.000 Danois, eût occupé Hambourg et provoqué une insurrection dans le Hanovre. Seulement, comme partout, on s'en était tenu à des plans fugaces et à des velléités. L'expédition ne partit pas, et Bismarck menaça Christian IX d'occuper immédiatement le Jutland, s'il n'obtenait pas des garanties sérieuses de neutralité. Le roi, sur lequel la cour de Russie pesait énergiquement dans le même sens, renonça à toute pensée de revanche.

Victor-Emmanuel, à la fois par générosité chevaleresque et par calcul, était disposé à s'unir à Napoléon III; mais son action n'eût été décisive que si elle eût coïncidé avec une intervention autrichienne, et les retards de Beust paralysaient ses bonnes intentions. D'ailleurs, il était contenu par le ministre Sella, tout acquis à la Prusse, et par le parti démocratique qui ne pardonnait pas à Napoléon ses accointances avec le parti clérical; les agents de Bismarck parcouraient les provinces, excitant les radicaux, et Victor-Emmanuel avait un moment perdu toute sa popularité. Le Chancelier prussien connaissait ses hommes; il savait au roi assez de courage pour braver l'opinion si ses intérêts l'exigeaient, mais aussi assez de sang-froid et de prudence pour ne pas se risquer au hasard. Au commencement du mois d'août, il était ainsi certain que la France n'aurait personne à côté d'elle et qu'elle aurait seule à soutenir le choc des armées allemandes. Bismarck ne se dissimulait pas d'ailleurs que bien des haines le guettaient et que le moindre incident pouvait déchaîner les compli-

cations les plus redoutables, mais il comptait pour déjouer les calculs de ses ennemis à la fois sur sa vigilance et sur les victoires des armées prussiennes.

*
* *

« Avant tout, écrivait-il au moment de l'affaire des chemins de fer belges en 1869, on ne doit pas croire à Paris que nous craignons la guerre. Nous sommes loin de toute fatuité...., mais après avoir examiné soigneusement nos forces et celles de notre adversaire éventuel, nous sommes arrivés à la conviction que nous sommes parfaitement en mesure d'accepter une rupture.... Au point de vue humain, les chances de victoire sont de notre côté. » — Sa tranquillité était partagée par de Moltke et il l'avait communiquée à l'armée entière : « Cela ira bien avec l'Allemagne du Sud, disait le chef d'état-major général; cela ira bien sans elle; cela ira bien même contre elle. » « Quand, écrit Goltz, nos armées se furent formées sur le Rhin, on eût difficilement trouvé un général qui ne fût pas décidé à entrer immédiatement en France. Nous avions tous le sentiment qu'il fallait mettre à profit notre supériorité numérique et morale en prenant une offensive énergique et rapide. » En face d'un ennemi dont les proclamations mélancoliques révélaient assez clairement les préoccupations et comme les remords, les Allemands marchaient au combat, confiants dans la fortune et sûrs de leur force, et leur succès en effet ne fut pas un instant douteux.

Il ne saurait s'agir ici de raconter la campagne de 1870 et moins encore de tracer le tableau de l'armée et de la nation françaises à ce moment. Mais il n'est peut-être pas inutile, pour achever de connaître l'Allemagne à cette époque, de rechercher quelques-unes des causes essentielles, fondamentales, de son triomphe.

La première, la plus simple, c'est qu'elle avait apporté à la préparation de la guerre les habitudes méthodiques que ses professeurs appliquaient aux recherches intellectuelles; elle avait compris que la victoire ne s'improvise pas; elle ne s'était pas contentée de rêver paresseusement des revanches magnifiques; elle en avait soigneusement, lentement, régulièrement, combiné les conditions et réuni les moyens. Mais cette suite dans l'effort, cette tension des courages n'étaient possible que parce que la nation, — à peu près tout entière, — était animée de volontés unanimes et qu'elle n'avait aucun doute sur la légitimité de son droit; elle était vraiment emportée à ce moment par un souffle de croisade, analogue dans ses résultats,

— sinon dans ses origines et son caractère, — à l'enthousiasme sacré qui avait soulevé les volontaires de 1792. Elle avait par là l'avantage d'une supériorité morale, momentanée, mais redoutable, sur la France qui, depuis 1800, hésitait entre des directions opposées et, détournée par une série de coups d'état de la voie où elle s'était joyeusement engagée en 1789, n'avait ni retrouvé les solides assises d'une tradition incontestée ni osé tirer les conséquences naturelles des principes nouveaux qu'elle avait proclamés. Quand Bismarck et Moltke trouvaient l'origine de nos défaites dans la révolte de la France contre ses souverains légitimes, leur explication, trop simpliste, n'était peut-être pas fausse, mais elle était incomplète, et cette révolte n'était devenue dangereuse que parce qu'elle était demeurée timide et inconséquente. Les historiens allemands qui voient dans nos défaites de 1870 la victoire du principe monarchique sur l'idée démocratique, se trompent, puisqu'en réalité la cause primitive de nos désastres doit être avant tout cherchée dans l'abandon des doctrines révolutionnaires, telles par exemple que le service militaire universel et l'autorité prépondérante des assemblées populaires; elle fut bien plutôt, au contraire, le châtiment des défections et des défaillances des classes dirigeantes qui, par misère de cœur et d'esprit, avaient renié leur foi; leur égoïsme et leur frivolité avaient affaibli dans l'ensemble de la nation les vertus civiques et énervé le patriotisme.

Que, malgré tout, le sang généreux qui avait fait tant de vainqueurs, n'eût point perdu sa pourpre, et que les solides qualités de la race fussent voilées plutôt qu'anémiées, on en eut la preuve dans la durée d'une résistance qui étonna plus d'une fois nos adversaires et qui nous ramena la sympathie de l'Europe. Mais, sans vouloir contester l'héroïsme des hommes qui, en prolongeant plusieurs mois notre agonie, imposèrent aux envahisseurs un tel respect que l'Allemagne n'a pas depuis envisagé sans trouble la pensée d'une agression nouvelle, il est essentiel de remarquer que la suprême tentative du gouvernement de la Défense nationale stupéfia nos ennemis plutôt qu'il ne mit en question leur victoire définitive. Plus admirable fut le dévouement de quelques soldats de la dernière heure, plus éclatante fut la démonstration de la vanité de ces effort tardifs.

Bien que la loi de 1855 eût augmenté de la façon la plus abusive la proportion des remplaçants et que l'abolition de la prime de rengagement en 1868 eût abaissé sensiblement la valeur des cadres inférieurs, l'armée française de 1870 renfermait des éléments excellents. Malheureusement nos effectifs étaient trop peu nombreux,

parce qu'on n'avait pas osé adopter le principe du service universel, et surtout nos régiments se recrutaient exclusivement dans les classes les moins instruites. Les soldats se battaient bien, mais sans enthousiasme, et ils étaient prompts au découragement parce qu'ils n'étaient pas soutenus par une conviction intérieure. Les officiers, capables des plus merveilleuses équipées, mais par imagination et par boutades, n'acceptaient du métier que ce qui les amusait et flattait leurs caprices.

Les chefs ne voyaient depuis longtemps dans l'armée qu'un instrument de parade, et pas plus les terribles avertissements de 1866 que les exhortations de Trochu, de Ducrot et de Stoffel n'avaient réveillé les attentions somnolentes. Sans doute, sous le coup immédiat de Kœniggrætz, on avait songé à des réformes profondes ; on avait introduit un fusil excellent, le chassepot, on avait proposé aux Chambres une loi nouvelle sur le recrutement. Presque aussitôt, comme exténué par cette apparence d'effort, le gouvernement était retombé dans son inertie coutumière. La loi de Niel, fort insuffisante déjà, n'avait pas été sérieusement appliquée ; le fusil nouveau n'avait été introduit qu'avec une extrême lenteur, et l'approvisionnement en cartouches était absolument insuffisant ; on avait négligé d'améliorer le matériel d'artillerie, de peur de froisser l'Empereur qui avait patronné les anciens canons ; on n'avait ni entretenu ni complété nos forteresses, on n'avait pris aucune mesure pour rendre la mobilisation plus rapide et plus aisée. « Notre système administratif, notre organisation militaire, écrivait le général Lapasset, sont créés en vue de la paix et non de la guerre. » On comptait pour se tirer d'affaire sur l'instinct du petit soldat, souple, intelligent, adroit, débrouillard. — C'est le mot qui revient sans cesse au début de la campagne de 1870 : Débrouillez-vous ! — Débrouillez-vous, cela pouvait avoir un sens en face d'adversaires à demi barbares, ou lorsque la France avait, par sa population, par sa civilisation plus développée, une avance sensible sur ses voisins ; dans les conditions de la guerre nouvelle, cette odieuse formule nous mettait dans un tel état d'infériorité que les plus rares talents et les plus extraordinaires vertus n'eussent pas sans doute suffi à rétablir l'équilibre.

Il n'eût peut-être pas été impossible, malgré tout, de ralentir l'invasion, d'éviter les désastres retentissants du début et de permettre ainsi à la résistance nationale de s'organiser derrière un rideau de troupes aguerries. Malo, trop sévère pour Moltke, mais juge perspicace et critique pénétrant, a démontré d'une manière irréfutable suivant moi que la part qui revient à l'état-major allemand dans les

succès de la campagne, est infiniment mince. Le fameux plan d'invasion n'exigeait aucun génie, et les chefs supérieurs montrèrent dans la première période des opérations une timidité et une incertitude qui contrastent de la façon la plus étrange avec l'énergie et la rapidité dont témoigne la mobilisation. Ils ne prévirent vraiment ni les engagements qui amenèrent la ruine de l'armée de Mac-Mahon, ni même les batailles décisives de Metz. « Nos généraux, disait Bismarck, sont des stratégistes de fauteuil : leur plan ne repose que sur l'endurance extraordinaire de nos soldats. Ce sont ces derniers qui ont gagné les victoires, parce qu'ils sont plus forts que les Français, qu'ils marchent mieux, qu'ils ont plus de patience et qu'ils possèdent à un plus haut degré le sentiment du devoir. Si Mac-Mahon avait commandé les Allemands et Alvensleben les Français, c'est Alvensleben qui aurait été battu. » Le Chancelier, quand il parlait ainsi, était brouillé avec l'état-major qui affectait de le tenir à l'écart, mais ses boutades étaient clairvoyantes. Seulement, dans un certain sens, elles rehaussent le mérite des généraux qu'il dénigrait. Napoléon Ier était un condottiere de génie, Moltke était un excellent serviteur du roi, très intelligent et très attentif. Ses collaborateurs, sauf peut-être Blumenthal et von Gœben, n'étaient pas sensiblement supérieurs à nos divisionnaires, Seulement ils avaient tous au plus haut degré le sentiment de la solidarité et ils savaient que le succès dépend de la collaboration consciente de toutes les énergies dressées vers un but commun. Si la pensée directrice sembla disparaître à tel ou tel moment, il est permis de dire que peu importait, puisque la machine était si bien montée qu'elle marchait en quelque sorte d'elle-même.

Pour mettre à profit les dernières bonnes chances et les quelques jours de répit que nous laissèrent les tâtonnements des envahisseurs, il eût fallu à nos chefs du sang-froid, l'intelligence nette de la situation et l'acceptation des sacrifices nécessaires, c'est-à-dire des qualités qui ne se développent que par un exercice constant de la volonté, et la préparation morale ne nous fit pas moins complètement défaut que la préparation matérielle.

Après s'être jeté dans la lutte avec une absurde témérité, du jour où l'on soupçonne la présomption de nos espoirs, au lieu de se dire que la France, même surprise, n'est pas après tout une proie si facile à égorger, si seulement elle ne s'abandonne pas, on tombe dans une prostration voisine du coma. Les troupes régulières se recrutent presque exclusivement dans les classes inférieures qui n'ont aucune raison de tendresse particulière pour une patrie qui les a traitées sans humanité ou même sans justice ; les favorisés de la for-

tune, lors même qu'ils ne reculent pas au dernier moment devant le sacrifice qu'on exige d'eux, n'ont pas reçu l'éducation préalable nécessaire; presque toujours leurs bonnes intentions seront trompées par leurs forces, ou leur énergie vaincue par les surprises de l'imagination.

La désolation qui naît du contraste entre la hauteur du désir et la médiocrité de l'effort obtenu se traduit bientôt par ces cris lamentables de trahison qui, comme un funèbre refrain, ponctuent les étapes de notre agonie et qui, d'ailleurs, n'étaient pas toujours si peu justifiés, si l'on admet que l'incapacité poussée au delà de certaines limites et la négligence coutumière des devoirs quotidiens ne sont guère moins coupables que la complicité voulue avec l'étranger. L'état d'âme des chefs est du reste exactement le même que celui de leurs soldats. Très rares sont ceux qui, dès le premier jour, ne perdent pas la tête et ne songent qu'à faire exactement leur devoir en se disant qu'après tout à la guerre rien n'est jamais désespéré, tant qu'on est décidé à tenir jusqu'au bout. Les uns, — je ne parle que des meilleurs, — jouent leur va-tout dès le premier jour, tels que Mac-Mahon qui, par gloriole et par manque de décision, ne sait pas rompre à temps le combat et ruine ainsi les plus solides, les plus ardents de nos régiments; — les autres, de beaucoup les plus nombreux, comme Trochu, ne vont au combat que par point d'honneur, en résignés, comptant pour relever la fortune non pas sur leur propre courage, mais sur je ne sais quelle mystique intervention. Déplorables conséquences d'une éducation sans virilité qui ruine les consciences en les habituant à chercher au dehors un point d'appui qu'elles ne trouvent plus en elles-mêmes.

Le type de ces désespérés de la première heure, ce fut Thiers, parce que c'était l'esprit le plus rebelle aux conceptions nouvelles qu'il soit possible d'imaginer, le plus incapable de s'adapter à des circonstances imprévues. Il n'eut jamais qu'une pensée, liquider une affaire mal engagée. Ses voyages à travers l'Europe, qui ont inspiré tant de dithyrambes puérils, — car enfin il m'est impossible de voir un acte d'héroïsme dans le fait de traverser la Manche ou d'aller visiter le Musée de l'Ermitage à Pétersbourg, et Thiers était bien sûr que ses amis les diplomates mettraient une coquetterie de bon goût à déguiser leur indifférence sous des compliments personnels, — ne pouvaient avoir pour effet que d'énerver la défense en évoquant dans les âmes le spectre de la capitulation. Thiers excusait ses abdications, — sincèrement sans doute, — par l'espoir de rouvrir le procès à son heure et dans de meilleures conditions : l'histoire aurait dû cepen-

dant lui apprendre que certaines parties ne se recommencent pas si vite, que les guerres de revanche ne sont jamais possibles que par la sottise des vainqueurs, et qu'après Iéna, la Prusse ne se serait pas relevée si Napoléon n'était allé s'enliser en Espagne. Ce décevant mirage d'une réparation future, comme plus tard la conception falote d'une justice immanente de l'histoire, qui serait bien la plus niaise des absurdités si elle n'avait été dans la pensée de son propagateur le plus subtil et le plus ingénieux des calmants à l'usage des courages vermoulus et des consciences flasques, servit de prétexte commode aux pires lâchetés.

La bourgeoisie, habituée depuis un demi-siècle aux guerres de munificence et à un patriotisme de café-concert, s'amusait de longue date à bluffer; dès qu'elle fut en présence d'un adversaire sérieux, elle s'affola. Les paysans avaient été maintenus dans un régime de lamentable torpeur intellectuelle et morale par un règne qui, en ne leur laissant que les apparences de la souveraineté, avait détourné leur attention des affaires publiques. En 1792, ce qu'ils défendaient, c'était sans doute leur propriété affranchie, mais c'était aussi un droit nouveau, une conception plus large et plus haute de l'humanité, c'était le progrès et l'avenir. Depuis lors, qui donc avait songé à entretenir chez eux la religion révolutionnaire? Qui, leur avait enseigné qu'ils étaient les apôtres d'un dogme sacré qu'ils n'avaient pas le droit de trahir? Comment auraient-ils compris qu'entre leurs principes et ceux de Bismark aucune transaction n'était possible, et qu'il leur était interdit de déposer les armes, parce que ce qui était en jeu, ce n'était pas seulement la cause de la France, mais le principe même sur lequel doit se fonder la société future, c'est-à-dire le respect de la liberté des peuples. Le patriotisme et la vertu ne s'improvisent pas. Gambetta put bien lever des recrues par centaines de mille : il ne suffit pas de quelques mois pour refaire une armée ni de quelques proclamations pour refaire un peuple.

Au milieu de la débandade universelle, une poignée d'hommes se serrèrent autour du drapeau, infiniment moins nombreux que ne le répète une légende enfantine et périlleuse, marins chez qui l'éloignement fréquent avive l'amour du pays, mobiles des départements de montagnes où l'attachement au sol natal est plus âpre, gentilshommes chez qui se réveillent les vaillances ataviques, intellectuels qui seuls comprennent complètement le sens du mot patrie et qui souffrent d'une déchéance de la France comme d'une tare personnelle, ouvriers enfin des grandes villes, de Paris en particulier, qui vivent surtout par l'imagination, que l'indifférence religieuse protège contre la ter-

reur de la mort et qui, vaniteux et glorieux, ont une idée très haute du rôle qui leur appartient dans le monde. Si l'on y regarde de près, on s'aperçoit aisément que ce sont en gros les mêmes éléments qui ont fourni les volontaires de 1792 et les armées révolutionnaires, affaiblis seulement et comme décimés.

Même en 1793 cependant, l'enthousiasme populaire n'aurait pas suffi à arrêter l'invasion sans le répit qu'accordèrent à la République les divisions des coalisés. En 1870, la poussée de l'ennemi fut si violente et si brusque que les forces de résistance n'eurent pas le temps de s'organiser sérieusement. Surtout elles perdirent en grande partie leur efficacité, parce que l'idée nationale et démocratique, en même temps qu'elle s'oblitérait dans la masse sous une couche d'égoïsme et de poltronnerie, s'était mélangée chez les autres d'un sentimentalisme béat et d'un optimisme niais. La confiance dans la raison et dans la justice avait pris la forme d'une sorte de fatalisme, et beaucoup pensaient qu'il suffisait de proclamer la République pour que les armes tombassent des mains des Allemands. La plupart des défenseurs des idées nouvelles, exaltés par leur isolement au milieu d'une foule indifférente et par les persécutions dont ils étaient l'objet, avaient fini par reléguer au second plan de leurs affections la France, qui cependant avait répandu leur foi dans le monde et qui seule la représentait encore. Les mêmes convictions, qui, en 1792, avaient transformé les Girondins en héros d'une nouvelle croisade, aboutissaient trop souvent maintenant à une sorte de cosmopolitisme enfantin, qui ne tenait aucun compte des réalités. Beaucoup de Français, même les plus éclairés et les meilleurs, ivres d'avenir, avaient fini par perdre ainsi l'instinct de conservation et comme la volonté de vivre. Le pays n'avait appris « ni à se soumettre aux faits, ni à se méfier de la logique pure » ; il était tombé « dans l'abstraction et dans l'étroitesse d'esprit, deux extrêmes qui se touchent ». Il mourait d'une sorte de paralysie des facultés scientifiques qui pervertissait les plus nobles instincts en une sorte de folie.

Par un suprême malheur, les chefs que le hasard beaucoup plus que la volonté du peuple mit à la tête de la France dans cette crise, n'étaient que des bourgeois qui avaient été plus ou moins corrompus par leur long séjour dans le Corps législatif impérial et qui n'essayèrent même pas de tirer parti, en les disciplinant, des fièvres généreuses qui fermentaient dans le cœur de ceux des citoyens chez qui s'était conservée la tradition révolutionnaire. Gambetta seul l'entreprit, et cela a suffi à sa gloire, puisqu'il ne faut sans doute l'expliquer ni par ses connaissances spéciales qui étaient nulles, ni par ses

interventions stratégiques qui furent d'habitude déplorables. Il eut du moins la sensation très nette qu'à certains moments un peuple n'a pas le droit d'abdiquer, et mieux valait certes sombrer alors dans une agonie furibonde que de périr lentement de décrépitude et de peur. Les sages, les modérés s'effrayèrent de cette frénésie : Trochu, Thiers, Jules Simon ; ils ameutèrent les égoïsmes et les sénilités, ils firent miroiter les promesses de lointaines revanches; une fois de plus la France fut la victime des bavards, des renégats, des traîtres, qui embarrassaient son élan dans les entraves de leur pseudo-sagesse et de leur platitude.

En face de notre chauvinisme à la fois turbulent et tremblotant, l'Allemagne marchait à l'assaut avec une unanimité absolue de pensée et de volonté. Elle était depuis longtemps guérie de l'idéalisme cosmopolite qui avait jadis si singulièrement facilité les projets de Napoléon Ier; elle subordonnait tous ses désirs au besoin de domination, et, si elle songeait encore quelquefois à l'humanité, c'était uniquement pour se dire qu'elle était la race élue de toute éternité et qu'elle servait la cause de la civilisation en désencombrant le sol de populaces vieillies et gangrenées. Son orgueil la préservait de toute sotte fatuité : elle n'ignorait pas que la nature l'avait traitée en marâtre, que ses vertus n'étaient pas séduisantes et qu'elle aurait à vaincre de tenaces résistances pour plier le monde à son hégémonie. La lutte ne l'effrayait pas et sa délicatesse ne s'effarouchait pas des rigueurs par lesquelles elle aurait à briser les obstacles qu'elle prévoyait.

Naturellement les historiens français ont grossi de la façon la plus ridicule les cruautés qui accompagnèrent l'invasion. Il est vrai que les conditions physiques, le climat, la persistance des habitudes féodales, l'état général des mœurs, maintenaient encore en Allemagne une certaine brutalité; la discipline y était rude, les façons grossières, la pensée manquait d'élégance et la barbarie paraissait facilement à fleur d'âme. Quand Jules Favre vint à Versailles, pour signer la capitulation de Paris, Bismarck rentra dans son cabinet, le visage rayonnant, avala quelques bouchées de pain, puis se mit à siffler une joyeuse fanfare : « Connais-tu cela? demanda-t-il à son cousin. — C'est le signal de la mort. — Pas tout à fait, c'est l'hallali ; je crois que cette fois l'affaire est dans le sac. » Je me rappelle, au début de la guerre, avoir entendu souvent des gens du peuple, des jeunes filles dire : « Ces pauvres Prussiens ! » Ce qui prouvait sans doute que leur instruction était courte, mais ce qui témoignait tout de même d'une certaine générosité de cœur. Cette fleur de pitié, on n'en trouve aucune trace parmi les vainqueurs. Jamais les côtés

mesquins de l'âme du Chancelier ne se sont étalés d'une façon aussi lamentable, aussi antipathique qu'alors : les renseignements que nous a laissés Busch sur cette campagne et qui sont certainement authentiques, nous présentent sous le jour le plus fâcheux cet homme qui avait d'autre part des qualités si hautes et même si exquises. — Qu'il n'ait jamais eu un moment d'angoisse à la vue des misères qu'il avait provoquées, c'est presque naturel, puisqu'il pensait « que la guerre est la condition naturelle de l'humanité » ; mais il s'amusait à faire parade de férocité : « Des francs-tireurs prisonniers ! Pourquoi continuer à faire des prisonniers. On aurait dû les fusiller tous, les douze cents, les uns après les autres. » Il avait inspiré des sentiments analogues à toute sa famille ; à sa femme « qui allait bien, mais qui souffrait pourtant de sa haine contre les Gaulois ; elle voudrait les voir tous morts, jusqu'aux enfants en bas-âge, — et ce n'est pourtant pas leur faute s'ils ont d'aussi abominables parents ». Nombre d'officiers, d'administrateurs, par brutalité, par pose aussi, adoptèrent la même attitude implacable, appesantirent leur rude poigne sur les vaincus.

Les défauts des Allemands nous paraissent intolérables, parce que ce ne sont pas les nôtres, et ils nous cachent leurs vertus, qui ne nous sont pas sympathiques, mais qui n'en sont pas moins honorables. Ils sont avides, mais ils ont le sens de l'ordre et quelque respect pour la propriété ; ils volent quelquefois, ils ne détruisent pas par légèreté, négligence ou bravade comme les Français. Ils manquent de délicatesse et de souplesse, mais ils ne sont en général ni sanguinaires ni violents ; leurs mœurs ne sont pas toujours pures, mais leur imagination est peu exigeante, et, satisfaits des bonnes fortunes de rencontre, ils n'imposent pas leurs hommages. En somme, une enquête consciencieuse et générale établirait sans doute que les maux que causa l'invasion furent aussi réduits que possible. Mais, si les Allemands nous épargnèrent les violences superflues, d'autre part aucune sensiblerie ne les arrêta devant les rigueurs qu'ils crurent utiles. Ils pensaient que chaque genre a ses lois, que la guerre est nécessairement atroce et que le seul moyen d'en diminuer les tristesses, c'est de la terminer le plus rapidement possible, et pour cela de n'accorder ni répit ni ménagement à l'ennemi. En face d'une nation déconcertée, ahurie, anarchique, incertaine de ses voies et troublée dans sa conscience, ils s'avançaient avec la puissance paisible d'une force naturelle.

Quand les zouaves et les cuirassiers de Mac-Mahon eurent été massacrés à Frœschviller et que le 18 août la bataille de Saint-Privat eut

rejeté dans Metz l'armée de Bazaine, la campagne fut finie. Ne nous laissons pas éblouir par les *Gloria Victis* et par les monuments de la Défense nationale. Sans doute une poignée d'âmes énergiques résistèrent jusqu'à la fin à la contagion du désespoir et de la peur, et quelques généraux tels que Chanzy et Faidherbe parèrent notre déclin d'un pâle rayon de gloire; mais ces caprices du destin ne pouvaient rien changer à l'issue des événements. Nous ne dûmes en réalité ces frêles lueurs de joie qu'à la maladresse de l'état-major général allemand qui donna à Gambetta le temps d'organiser les premières armées de la République et qui, pendant la fin de la campagne, laissa aller les choses à peu près sans direction : il ne sut ainsi ni prévoir les projets de d'Aurelle de Paladines ni deviner la marche de Bourbaki, et, si l'armée de l'Est avait été plus vigoureusement conduite, jamais Manteuffel ne serait arrivé à temps pour empêcher la défaite de Werder. En dépit de l'extrême médiocrité dont fit preuve alors le commandement supérieur allemand, non seulement jamais nos bataillons improvisés ne purent un moment balancer la fortune, mais ils ne fournirent même pas aux rivaux de la Prusse au dehors un prétexte d'intervention.

C'était la constante préoccupation de Bismarck. Après avoir réussi au début, grâce surtout à la Russie, à isoler la France, il tremblait sans cesse que l'Europe ne trompât sa vigilance et que l'imprudence de quelque ministre ne généralisât la guerre. Il n'ignorait aucune des jalousies que soulevait sa politique et il savait quelles ambitions lui supposaient ses adversaires. Les titres qu'il invoquait sur Strasbourg, ne s'appliquaient-ils pas aussi bien à Vienne, à Prague ou à Riga, et ne réclamerait-il pas les embouchures du Rhin avec la même légitimité que le cours moyen? Personne ne supposait alors qu'il saurait borner ses désirs et que sa politique se réduirait à consolider ses conquêtes. Eût-on pressenti l'avenir que sa modération relative réservait au monde, il n'est pas bien certain que son triomphe eût rencontré beaucoup plus d'enthousiasme. Il est vrai que depuis 1871 la paix n'a pas été troublée dans l'Europe occidentale, mais elle ne l'avait pas été davantage de 1815 à 1859, et il est permis de se demander si les sacrifices par lesquels cette tranquillité a été achetée n'en diminuent pas sensiblement la valeur. Nous ne voyons pas aisément quel peuple dans le monde a eu à se réjouir de l'hégémonie germanique? — L'Autriche et l'Italie, réduites à une sorte de vassalité et épuisant leurs ressources pour le seul avantage d'un protecteur hargneux et hautain? L'Angleterre, en face de laquelle s'est dressée une rivale jalouse et maussade? Ou bien encore la Russie qui

s'est vu barrer le chemin de Constantinople et qui a été rejetée dans les pires aventures? — Nous n'avons certes aucune raison de juger avec une faveur particulière la politique de Napoléon III, mais à tout prendre l'époque qui a été marquée par la régénération de la Roumanie, de l'Italie et de l'Allemagne elle-même, n'a pas été moins favorable au progrès général que celle qui a été surtout signalée par la protection accordée au Sultan rouge.

Ceux mêmes que nous avions exaspérés par nos rodomontades, notre agitation incohérente et l'étalage naïf de notre vanité, pressentaient qu'ils ne gagneraient rien à changer de maître, et, s'ils avaient pu, sans trop courir de risque, nous venir en aide, ils en eussent ressenti quelque joie. Le Chancelier épiait leurs moindres mouvements et il sut toujours déjouer leurs timides tentatives.

L'Italie ne lui causait pas de bien sérieuses inquiétudes. Depuis qu'il avait entrevu les facilités que nos défaites ouvraient à ses ambitions et surtout depuis le moment où Nigra, à la suite des premières batailles, l'avait averti que l'Empire était mortellement atteint, Victor-Emmanuel se tenait coi, encore frissonnant de l'inconséquence qu'il avait failli commettre. Pour se mettre à l'abri de nouvelles tentations, il avait suggéré l'idée d'une Ligue des Neutres (17 août 1870) : « Les puissances non belligérantes s'engageaient à se communiquer leurs décisions et surtout à les porter à leur connaissance réciproque, si l'une d'elles voulait sortir de la neutralité ». — Convention très favorable à l'Allemagne, puisqu'elle subordonnait la politique de chaque cabinet à une sorte de tutelle générale et qu'une mobilisation de l'Europe en faveur de la France était bien peu vraisemblable. Il est vrai que l'opinion publique dans la Péninsule nous était revenue après la proclamation de la République ; mais ce revirement n'atteignait guère que les classes inférieures et il se manifesta surtout par le départ de quelques centaines de partisans qui allèrent combattre en Bourgogne où ils firent plus de bruit que de besogne; le ministère n'en fut que plus libre pour suivre les conseils de la prudence. Bismarck, discrètement, mais avec une parfaite netteté, le mettait en garde contre les périls d'une générosité intempestive. S'il ne s'était pas opposé à l'occupation de Rome (20 septembre), il ne l'avait pas formellement approuvée; il tolérait, pour ne pas dire davantage, l'agitation du clergé allemand et il recevait le 8 novembre une adresse où l'archevêque de Posen, Mgr Ledochowski, suppliait le roi Guillaume d'employer la puissance de sa parole et de son bras pour rétablir le pouvoir pontifical. Bien que la Prusse protestante fût fort indifférente à la suppression du pouvoir temporel, les prétextes

ne lui auraient pas manqué à l'occasion pour se venger des maladroits qui auraient contrecarré sa politique.

Beust se résigna moins vite que Victor-Emmanuel. Encore après Sedan, il continuait ses armements, avec l'appui de la presse slave; même en Hongrie, une intervention en faveur de la France avait de nombreux et sincères partisans. Bismarck répondait en exaltant l'opposition des Allemands de Cisleithanie, très irrités à ce moment par les projets d'un ministère fédéraliste qui négociait avec les Tchèques et leur offrait de larges concessions. La *Presse* et la *Neue Freie Presse* revenaient sans cesse sur la nécessité d'une étroite entente avec Berlin : « L'Autriche devait voir sans défiance une Allemagne unie, dont les institutions militaires, le caractère, la civilisation pouvaient convaincre sa voisine que, dès qu'elle serait maîtresse de ses destinées, elle éviterait toute agression. » Ces beaux raisonnements n'avaient aucune prise sur Beust. Il avait adhéré à la Ligue des Neutres, parce qu'il ne lui était pas possible de faire autrement; il essaya de l'orienter dans un sens favorable à ses vues et de l'incliner vers une médiation collective. Il encourageait le gouvernement de la Défense nationale, faisait profession d'admiration pour Gambetta. Bismarck, attentif à ses sourdes menées, se vengeait par des boutades brutales, parlait « de régler ses comptes avec l'Autriche ;... si, à Vienne on voulait restreindre le prix des victoires de l'Allemagne, une nouvelle guerre ou plutôt la continuation de celle-ci ne se ferait pas attendre. » Beust, la main sur son cœur, jurait qu'il avait pour l'Allemagne les dispositions les plus bienveillantes; mais pourquoi ne pas diminuer à la France l'amertume des sacrifices auxquels elle était condamnée? « Les conditions qu'on lui dicterait seraient bien plus facilement consenties si elles lui étaient recommandées par la voix unanime des puissances impartiales que si elle avait simplement à subir la loi du vainqueur. » Il ne songeait « ni à donner des conseils ni à faire des offres »; il lui était pourtant impossible « d'approuver et de recommander l'abstention absolue de l'Europe ». En résumé, il ne voulait pas laisser la France en tête à tête avec l'Allemagne, et c'était justement ce qui irritait Bismarck dont l'intention formelle, ainsi que l'écrivait le *Staatsanzeiger*, était que « la paix fût localisée comme l'avait été la guerre ».

Les manœuvres de Beust l'auraient assez peu troublé si les nouvelles de Pétersbourg ne lui avaient dans le courant d'octobre causé quelque émoi. Le Tsar ne variait pas dans son amitié, et, avec une parfaite loyauté, il avait déclaré à Thiers qu'il ne ferait pas la guerre pour nous; il connaissait les ambitions de Bismarck et il les acceptait; les

sympathies qu'il témoignait par occasion à nos agents se traduisaient en vagues conseils de modération qu'il murmurait timidement à l'oreille de son oncle. Autour de lui cependant les victoires de la Prusse provoquaient une certaine anxiété. Bismarck avait-il, avant de commencer la campagne, acheté la connivence du cabinet de Pétersbourg par des promesses formelles? Il est certain du moins que, depuis longtemps, il écoutait avec complaisance les récriminations de Gortchakov contre le traité de Paris, et il avait toujours reconnu avec une parfaite bonne grâce que la Prusse n'avait aucun intérêt à en maintenir les clauses. Suivant le grand-duc de Weimar qui servait souvent d'intermédiaire entre les deux cours, il avait promis à son collègue de Pétersbourg de lui indiquer le moment où il conviendrait de dénoncer une convention que la Russie regardait comme une intolérable humiliation. Dès la fin d'août, Gortchakov lui rappelait un peu lourdement les services que la Russie lui avait rendus. Comme la Prusse faisait la sourde oreille, le ministre russe, qu'avaient instruit les déconvenues de Napoléon, parla de réunir un congrès. « La paix, disait une lettre d'Alexandre de la fin de septembre, n'aurait de valeur réelle que si elle était garantie par l'Europe entière, et pour cela un congrès était nécessaire, non seulement pour enregistrer les conventions de la France et de l'Allemagne, mais pour établir les bases du nouvel équilibre européen. » Non seulement Bismarck refusa d'entrer dans cette voie, mais, à propos de la question du traité de Paris qui en réalité intéressait seule le Tsar, il se renferma dans de vagues protestations de bonne volonté. En présence de ces atermoiements, Gortchakov brusqua les choses, et, dans sa fameuse circulaire du 19 octobre, il avertit l'Europe qu'il ne se regardait plus comme lié par les articles du traité de 1856 qui proclamaient la neutralité de la mer Noire.

L'effroi à Versailles fut extraordinaire. Le roi « très atteint, trouva que cela dépassait la plaisanterie » ; l'année suivante, sa colère n'était pas encore apaisée et, suivant un témoin bien renseigné, il disait à Andrassy : « Il y a des moments qu'il est difficile d'oublier ; ainsi celui où Gortchakov a dénoncé le traité de Paris par une simple note, sans même nous avoir avisés. C'était d'autant plus désagréable pour nous, que tous nos efforts avaient pour but d'empêcher la guerre de prendre un caractère européen et que la conduite de la Russie était faite pour entraîner des complications. Aussi ai-je écrit au Tsar que je ne tendrais plus la main à Gortchakov de qui vient ce coup de Jarnac. » Bismarck était furieux, d'autant plus disposé à voir les choses en noir qu'il était très monté contre les Anglais : « Tas de cochons,

disait-il, ils crèvent de jalousie parce que nous avons livré de grandes batailles et que nous les avons gagnées. Ils ne peuvent pas souffrir que la pauvre petite Prusse grandisse de la sorte; les Prussiens pour eux n'existent que s'ils leur servent de mercenaires; ils n'ont jamais pu nous sentir et ont toujours fait tout ce qu'ils ont pu pour nous nuire. » Il reprochait à l'Angleterre de violer en faveur de la France les règles de la neutralité, en autorisant l'exportation des armes et des munitions; le ministre anglais lui répondait que ce n'était pas sa faute si la marine prussienne était trop faible pour assurer la police des mers, et cet argument n'était pas de nature à amadouer le Chancelier. M. de Chaudordy avait rappelé au cabinet britannique qu'en fondant la Ligue des Neutres, s'il ne nous avait peut-être pas enlevé des alliés probables, il avait cependant exercé sur les événements une action qui avait tourné contre nous; « il semblait s'être ainsi imposé un devoir analogue à celui des témoins d'un duel », qui ont l'obligation d'intervenir aussi souvent qu'ils jugent possible de faire cesser le combat. Sans admettre bien entendu l'argumentation de Chaudordy, lord Granville avait cependant demandé à Gortchakov si la Russie et l'Angleterre ne pourraient pas arriver à une entente sur les conditions possibles de paix. Gortchakov avait écarté cette proposition « aussi dangereuse que vaine »; mais le ministre anglais ne se tenait pas pour battu.

Ses dispositions, relativement favorables à la France, ne seraient-elles pas accrues par la mauvaise foi du Chancelier russe qui semblait prendre à tâche de prouver à la Grande-Bretagne la faute qu'elle commettait à laisser détruire l'équilibre européen et ruiner l'allié loyal à qui elle avait dû quinze ans de paix glorieuse? Déjà l'opinion publique anglaise nous était franchement sympathique. La Russie, de son côté, serait sans doute amenée, pour désarmer notre opposition, à nous témoigner quelque sympathie. Allait-on voir recommencer les marivaudages de 1815, alors qu'Alexandre et lord Castlereagh, rivalisant de complaisance pour le vaincu de Waterloo, lui faisaient leur cour aux dépens de la Prusse. Si l'Angleterre d'autre part relevait le défi de la Russie, elle serait certainement appuyée par l'Autriche, c'est-à-dire que l'Europe entière serait en armes, et alors que de hasards n'avait-on pas à redouter?

Bismarck traversa quelques jours d'angoisse, mais il fut vite rassuré par la couardise du cabinet anglais. Odo Russel, que lord Granville avait envoyé à Versailles, étalait beaucoup d'irritation et parlait de *casus belli*; très pacifique au fond il n'avait d'autre désir que de se concilier les bonnes grâces de la Prusse. Le cabinet de

Pétersbourg de son côté était fort anxieux des résultats de son hardi coup de tête. Suivant sa coutume constante, la diplomatie russe payait de mine, et, si elle avait été obligée de soutenir par les armes ses déclarations tranchantes, elle eût été en fort mauvaise posture, avec des finances en désarroi et une armée en pleine désorganisation. Au milieu de ces adversaires également effarés, Bismarck n'eut pas de peine à faire reconnaître sa supérioté. Il paya la traite que Gortchakov avait tirée sur lui à un moment si inopportun, en lui faisant sentir le service qu'il lui rendait, et il s'arrangea en même temps, pour mériter la reconnaissance de l'Angleterre, en lui permettant de sauver la face. Non seulement la guerre, à laquelle aucun des deux adversaires n'était prêt, mais qui aurait pu si aisément naître du contraste des intérêts et des haines invétérées, fut évitée, mais la conférence qui fut convoquée à Londres, fut limitée à la question de la mer Noire. En huit jours, la situation avait été renversée : Bismarck avait pu craindre un moment d'être cité en quelque sorte devant l'Europe en qualité d'accusé et d'être obligé de défendre vis-à-vis des autres puissances ses projets d'annexion ; il devenait au contraire comme le médiateur tout puissant que chacun sollicitait et courtisait.

Un dernier danger subsistait peut-être encore, bien faible, mais qu'il convenait d'écarter. Il avait fallu inviter la France à prendre part à la Conférence. Il était infiniment probable que la présence de Jules Favre à Londres ne changerait rien à la situation : l'Europe commençait déjà à s'habituer à son nouveau maître, et l'Angleterre de Gladstone n'était plus celle de Wellington. Qui pouvait affirmer pourtant que, réunis, les diplomates ne retrouveraient pas le courage qui leur avait jusqu'alors manqué, qu'ils ne s'enhardiraient pas à exprimer un vœu, un regret! Bismarck s'arrangea pour que Jules Favre ne partît pas.

Il était fort irrité contre l'état-major général, l'accusait de mollesse et de lenteur : — pourquoi ne pas bombarder Paris et lui permettre ainsi de prolonger une résistance qui était grosse de périls ? On ne serait tranquille que quand l'ennemi aurait capitulé, qu'il aurait signé sa déchéance. Seulement, on ne voulait pas déplaire aux femmes, à la reine Augusta, à Victoria et à sa fille, la femme du Prince royal, qui, par snobisme et pour étaler leur belle âme, s'étaient prises de pitié pour les vaincus ; par sensiblerie vaine ou par plate complaisance, on sacrifiait la vie des soldats prussiens et on risquait le sort du pays. — Moltke et Blumenthal lui répondaient que les chemins de fer étaient encombrés, que l'artillerie de siège n'était pas arrivée et que le bombardement ne produirait aucun

effet utile. Leurs raisons n'avaient pas convaincu Bismarck, qui, ici; était énergiquement soutenu par Roon. Des deux parts, les esprits étaient très montés : Roon tomba malade, Bismarck parlait de se retirer. Il finit par obtenir satisfaction, et il se trouva que, comme plusieurs fois déjà auparavant, il avait été heureux pour l'Allemagne que son impatience eût rencontré quelque obstacle.

Le 5 janvier 1871, par une belle matinée d'hiver, les premiers projectiles allemands tombèrent sur Paris. Le moment psychologique était venu. J. Favre crut que l'honneur lui ordonnait de ne pas quitter la ville. Scrupule honorable et puéril! L'expérience n'avait pas guéri les hommes de la Défense nationale de leur conception romantique de la politique! La France ne serait représentée à la Conférence que par des diplomates d'une autorité secondaire, et il n'y avait plus « qu'à laisser Paris cuire dans son jus ». Lorsque, au moment des préliminaires de paix, lord Granville se hasarda timidement à présenter au Chancelier une note fort inoffensive, il fut vertement rabroué, et l'Angleterre se tint tranquille. Quant au Tsar, il félicita chaudement le vainqueur, « dont il partageait la joie ». « Je suis heureux, ajoutait-il, d'avoir été en situation de vous prouver mes sympathies comme ami dévoué. Puisse l'amitié qui nous unit assurer le bonheur et la gloire des deux pays. » Ces effusions tardives n'effacèrent pas dans l'âme de Bismarck la rancune que lui avait laissée l'attitude de Gortchakov, et, après Napoléon III, Alexandre II devait apprendre ce que valait la reconnaissance du ministre prussien.

Pour le moment, il ménageait encore la Russie, mais il était bien résolu à ne plus s'en remettre à sa discrétion, et, dès le 14 décembre, il chargeait le général de Schweinitz d'offrir son alliance à l'Autriche. Beust, quelle que fût sa souplesse naturelle, ne réussit pas à simuler un très vif enthousiasme; mais il n'était pas libre de repousser la main qu'on lui tendait et il constata du bout des lèvres « que, dans tous les milieux influents de l'Autriche-Hongrie, prédominait le plus sincère désir d'entretenir les meilleures et plus amicales relations avec le puissant État qui achevait de se constituer ». La revanche d'Olmutz était désormais complète. Bismarck avait trouvé piquant d'atteler à son char de triomphe son adversaire personnel le plus constant; il n'avait d'ailleurs aucune confiance en lui et il guettait le moment de le remplacer par un auxiliaire plus sûr, tel qu'Andrassy. En attendant la capitulation définitive de l'Autriche, dont la mauvaise humeur soulignait la défaite, il achevait de désorganiser l'opposition que l'hégémonie de la Prusse rencontrait encore dans l'Allemagne du Sud.

Il était fatal que la défaite de la France eût pour corollaire l'entrée des États méridionaux dans la Confédération allemande et il était naturel que l'achèvement de l'Unité fût solennellement consacré par la restauration de cet illustre Empire germanique dont le souvenir avait exercé une influence décisive sur l'évolution contemporaine. Les professeurs, qui étaient par définition des radicaux unitaires, Treitschke en tête, auraient tranché dans le vif : ils parlaient simplement de médiatiser les petits souverains, et les plans du Prince royal, tels qu'il les révélait à Freytag et qu'il nous les indique dans son *Journal*, n'étaient guère moins absolus. Dans son esprit nuageux se mêlaient de la façon la plus bizarre des réminiscences moyenâgeuses, des velléités libérales qu'avaient développées son mariage, et des considérations puériles de vanité. Il prenait des poses pittoresques, se démenait beaucoup et accusait Bismarck de sécheresse de cœur et de pauvreté d'imagination. Le Chancelier n'avait pas besoin d'être excité, et, quoi qu'en disent certains historiens, il n'avait pas attendu les ouvertures du prince Frédéric pour songer à relever l'Empire ; seulement la tâche lui paraissait ardue et il eût jugé imprudent de brusquer les choses.

« En somme, répondait-il aux impatients, ces princes qu'il est question de déposséder, ont fait très loyalement leur devoir, et c'est un procédé singulier que d'abuser, pour les dépouiller, des victoires que l'on doit à leurs soldats. » Leur résistance n'allât-elle même pas jusqu'aux dernières extrémités, quelle serait la solidité d'une monarchie fondée sur la violence et la perfidie ? N'était-ce pas offrir aussi aux étrangers, déjà si prévenus contre la Prusse, l'occasion de la calomnier, et peut-être d'intervenir? Beust déjà invoquait le traité de Prague ; Gortchakov, passant par Berlin, avait laissé entendre à Thile qu'il désirait que l'indépendance de la Bavière fût respectée; convenait-il de provoquer gratuitement les récriminations de l'Europe? Bismarck aurait pu ajouter que ces projets de coup de main n'auraient été que très difficilement approuvés par le roi. Guillaume n'avait aucun désir d'être Empereur d'Allemagne; il avait obtenu plus qu'il ne convoitait et tout ce qui lui paraissait nécessaire pour garantir l'indépendance et la grandeur communes du pays. Que l'on complétât et que l'on rendît plus précis et plus clairs les traités d'alliance, que l'on établit d'une manière définitive l'unité d'organisation militaire, il n'en demandait pas davantage. Il avait sans doute une très vive sympathie pour les Allemands en général ; mais, tout de même, il y avait des degrés dans son affection et il ne les plaçait pas sur le même rang que les Prussiens; il lui était arrivé de trouver depuis 1866 que les nouveaux

venus étaient un peu encombrants, et il écoutait volontiers les conservateurs qui regrettaient le bon vieux temps et déploraient l'invasion de la vieille et solide monarchie des Hohenzollern par des hôtes qui apportaient avec eux tant d'idées saugrenues et de besoins dangereux. Il avait soixante-treize ans et il n'avait jamais beaucoup goûté les changements; quand on lui parlait de prendre un titre nouveau, quelque éclatant qu'il fût, il lui semblait un peu qu'on lui proposait d'abdiquer sa vieille couronne et de recommencer la chevauchée de Frédéric-Guillaume IV.

Bismarck, plus jeune, plus confiant, plus capable de renouvellement, sans partager les scrupules de son maître, ne les jugeait pas complètement vains. Bien résolu à couronner son œuvre, non pas à la renier et à la refaire de fond en comble, il ne voulait pas se livrer complètement aux libéraux, dont l'appui lui eût été indispensable pour extirper radicalement le particularisme et procéder à une sorte de refonte de l'Allemagne. Pour le moment, les chefs de la gauche étaient humbles et faciles à vivre : combien de temps durerait leur sagesse! Le moment arriverait toujours où ils réclameraient leur salaire et diraient à l'imprudent chasseur qui aurait fait marché avec eux : — Crois-tu que cet aigle t'ait été donné gratis? — Ce n'eût vraiment pas été la peine d'avoir déployé tant d'adresse pour échouer en quelque sorte au port et pour tomber dans les pièges de la démocratie. Il entendait que l'Empire ne fût qu'un nouveau fleuron de la couronne des Hohenzollern, et il supposait, avec raison, que les princes seraient de meilleure composition que les libéraux. A condition bien entendu que l'on respectât leur amour-propre et qu'on ménageât les transitions.

Il s'attacha à désarmer la défiance des États du Sud, de la Bavière en particulier, par beaucoup de réserve. Même après les journées décisives de Metz, il affectait un extrême détachement : il ne voulait contraindre personne, et, si la montagne ne voulait pas aller à Mahomet, ce ne serait certes pas Mahomet qui irait à la montagne. — Il pouvait du moins lui envoyer ses messagers. Déjà il avait fait sonder le terrain par quelques députés nationaux-libéraux qui avaient pour mission d'attacher le grelot et de chauffer l'opinion. Le 21 septembre, Delbrück, le président de la Chancellerie fédérale, arriva à Munich. Il avait l'ordre de ne rien offrir, de n'entrer dans aucune discussion, d'écouter simplement les propositions. Le premier contact fut plutôt pénible. — « Il ne faudrait pas s'exagérer les tendances unitaires de la Bavière, écrivait la *Gazette de Cologne*. Les nationaux s'agitent beaucoup; ils n'en sont pour cela ni plus nombreux ni plus in-

fluents. La bravoure et les succès des armées bavaroises, loin de stimuler les passions unitaires, n'ont fait qu'exalter l'orgueil des patriotes autonomes; plus que jamais ils se croient autorisés à revendiquer pour la Bavière une situation privilégiée. » — Il est aisé d'après cela de présumer les dispositions des catholiques et du gouvernement. Bray, le premier ministre était un homme grand, sec, avec de longs cheveux plats collés sur les tempes, des favoris maigres et courts; tout en lui indiquait un esprit précis, un peu court, sur qui les mots sonores et les considérations métaphysiques n'avaient aucune prise. Il savait bien que les jours de la Bavière étaient comptés; il tenait à honneur du moins de prolonger la résistance et il ne désespérait pas d'obtenir un traitement exceptionnel. Delbrück emporta cependant dès lors un succès important. Il manœuvra si adroitement que l'on prit pour base de discussion la constitution de 1867. Il est vrai qu'il ne s'agissait toujours que d'éventualités lointaines. En vain, le ministre du Wurtemberg, Mittnacht, et les envoyés de Bade étaient-ils accourus à la rescousse; leur éloquence n'eut aucun effet sur Bray. Quant au roi, il s'enfermait dans une solitude toujours plus impénétrable et il traitait fort durement ceux qui réussissaient à forcer la consigne.

Devant cet entêtement, Bismarck rendit la bride « aux enfants terribles » de Bade; peut-être en voyant leur empressement, les plus récalcitrants s'alarmeraient-ils de leur isolement. Il commença par accepter avec bienveillance les mémoires où Joly, le chef du cabinet de Karlsruhe, insistait sur la nécessité de renforcer le pouvoir militaire et diplomatique du chef de la Confédération, loua son patriotisme; le 2 octobre, il lui télégraphiait qu'une demande d'accession à la Confédération du Nord serait favorablement accueillie et qu'il était prêt à ouvrir enfin à ses loyaux alliés la porte à laquelle ils frappaient avec une si touchante insistance. Il serait ridicule de contester l'intensité et la sincérité des passions unitaires qui animaient la grande majorité des classes dirigeantes; il n'est guère moins excessif d'affirmer, comme la plupart des historiens allemands, que l'enthousiasme national avait supprimé les rivalités et les défiances créées par dix siècles d'histoire particulariste, et il est amusant de constater que Bismarck spécula précisément sur ces jalousies et sur ces antagonismes pour accomplir son œuvre. Chaque petit prince guettait son voisin, craignait qu'on ne lui fît une situation trop avantageuse et cherchait une consolation de son propre malheur dans la déchéance des autres.

La retraite de Varnbüler à Stuttgart (31 août) avait affaibli la

situation des particularistes souabes. Le ministre de la guerre, de Suckow, était l'instrument de Bismarck, et M. de Mittnacht, convaincu de la vanité de toute résistance, calculait que l'entêtement de la Bavière pourrait peut-être assurer quelques profits appréciables à ses rivaux.

Ces défections étaient de nature à inquiéter de Bray. Au début, ses ambitions avaient été très hautes. Il se plaisait à supposer que, pour obtenir son adhésion, Bismarck n'hésiterait pas à remanier de fond en comble la constitution de l'Allemagne ; il se flattait même que l'Autriche retrouverait sa place dans la Confédération. Encore après Sedan, il demandait qu'on cédât à la Bavière une partie du territoire badois, de manière à mettre Munich en communication directe avec le palatinat bavarois. Il protestait de ses bons sentiments pour Bade, qui serait d'ailleurs richement dédommagé en Alsace, se défendait contre le soupçon de vouloir rouvrir de vieilles querelles. D'une manière ou de l'autre pourtant, Bade et le Wurtemberg auraient été coupés de toute communication avec la Prusse, seraient devenus des enclaves de la Bavière. Les Hohenzollern et les Wittelsbach auraient été presque des égaux, auraient traité sur le même pied : la présidence de la Confédération aurait pu sans scandale passer alternativement d'une des deux maisons à l'autre.

Bismarck, sans colère, traîna les choses en longueur : il savait bien que le temps travaillait pour lui. L'autonomie des Wittelsbach n'était plus protégée que par un fantôme, l'ombre de la France qui n'était pas encore scellée dans son cercueil. Discrètement, il indiqua à Karlsruhe et à Suttgart les espérances de la cour de Munich, isola ainsi de Bray, qui commençait à se demander si, en suivant trop longtemps les conseils de Beust, il ne risquait pas de compromettre l'existence même de la dynastie qu'il défendait. Quand il apprit que les envoyés des États du Sud étaient réunis à Versailles, Jolly et Freydorff pour Bade, Mittnacht et Suckow pour le Wurtemberg, Dalwigk et Hoffmann pour la Hesse, il n'y tint plus, accourut lui-même (20 octobre). Les négociations que Delbrück et Roon conduisirent du côté prussien aboutirent assez rapidement à une entente complète avec la Hesse et Bade (15 novembre). Le Wurtemberg « était déjà monté sur le marchepied », quand, à la dernière heure, le roi, pris d'une sorte de remords, intima à ses ministres l'ordre de ne signer qu'avec la Bavière, et, le 5 novembre, les exigences de celle-ci étaient encore telles que Delbrück pensait qu'on en serait réduit à se passer d'elle. En réalité, on n'était plus guère séparé que par des questions secondaires et Bismarck résolut d'en finir : il savait que la fortune

est changeante et qu'il convient de ne pas laisser à la mauvaise chance le temps d'accourir : on était sur la pointe d'un paratonnerre; si on perdait l'équilibre, ce serait une dégringolade; comme à Nikolsbourg, il pensa que, puisque le traité conclu en valait en somme la peine, mieux valait ne pas chicaner sur les détails. Il accepta en bloc les demandes que maintenait de Bray, et celui-ci, la mort dans l'âme, signa la convention par laquelle la Bavière reconnaissait sa subordination à la Prusse (23 novembre) ; le traité avec le Wurtemberg (25 novembre) compléta le succès du Chancelier.

Les princes qui bourdonnaient autour du quartier général, très marris de la condescendance du ministre, se plaignirent avec aigreur de son ingratitude. Le discours où Delbrück présenta au Reichstag les traités conclus avec les États du Sud, assez mélancolique, avouait qu'ils avaient pour résultat d'accentuer le caractère fédératif de la Constitution; il plaidait les circonstances atténuantes : les États qui adhéraient maintenant à la Confédération comptaient parmi les plus populeux, ils étaient très attachés à leurs traditions, il avait été nécessaire de tenir compte de cette situation particulière. Quand nous examinons aujourd'hui les clauses des traités de 1870, nous comprenons difficilement l'acrimonie avec laquelle ils furent jugés.

Les représentants des États du Sud et les délégués de leurs gouvernements prennent place dans le Reichstag et le Bundesrat[1], et la constitution de 1867 devient celle de l'Allemagne entière, sauf quelques points réservés. Les lois relatives aux impôts qui pèsent sur la bière et l'alcool ne s'appliquent pas aux pays méridionaux. La Bavière et le Wurtemberg conservent l'administration de leurs postes et de leurs télégraphes; la Bavière n'est pas soumise aux lois fédérales sur l'indigénat et l'établissement; elle conserve l'administration de ses chemins de fer, mais la Confédération a le droit d'édicter des règlements généraux pour la construction et l'équipement des lignes qui intéressent la défense nationale. La législation militaire fédérale n'est pas immédiatement introduite dans l'Allemagne du Sud, et le roi de Bavière garde le commandement supérieur de son armée en temps de paix. La Bavière, comme les autres États fédéraux, est autorisée à entretenir des ambassadeurs et des consuls à l'étranger, et ses agents suppléent les agents prussiens, si ceux-ci sont empêchés. Enfin on crée dans le Bundesrat un Comité diplomatique

1. Dans le Bundesrat, la Bavière a 6 voix, le Wurtemberg 4, Bade et la Hesse 3; le Conseil fédéral compte ainsi désormais 58 votes. Au Reichstag, la Bavière est représentée par 48 députés, le Wurtemberg par 17, Bade par 14, la Hesse au Sud du Mein par 6.

composé, sous la présidence de la Bavière, de la Saxe, du Wurtemberg et de deux membres élus par l'assemblée ; il doit être régulièrement instruit par le Président de la marche de la politique générale et il a le droit de lui présenter ses observations.

« Les journaux ne seront pas contents, disait Bismarck à ses confidents après avoir signé le traité bavarois, et les historiens ordinaires blâmeront notre conduite. L'Imbécile, écriront-ils, aurait pu obtenir davantage ; il n'avait qu'à exiger, et les autres auraient été forcés de se soumettre, — et c'est absolument exact. Mais je tenais davantage à ce qu'ils fussent contents. Que valent des traités imposés ! Et je sais qu'ils sont partis contents. Je ne voulais pas les presser et abuser de la situation. Le traité a ses défauts, mais il n'en est que plus solide. Ce qui manque, l'avenir le donnera. » — Sur un point, il se trompait, et Bray n'était pas parti content. Ce n'était pas un songe-creux et il se rendait facilement compte que les concessions qu'il avait obtenues étaient en réalité parfaitement vaines. Le Comité diplomatique, dont les unitaires s'épouvantaient, n'a jamais joué aucun rôle, et la plupart des États n'ont pas même usé du droit que leur garantissent les traités d'entretenir des représentants à l'étranger ; la Bavière elle-même a renoncé à quelques-uns de ses privilèges.

Non seulement l'unité fédérale n'a jamais été menacée, mais les liens qui en réunissent les diverses parties sont toujours devenus plus étroits et plus solides, parce qu'une large vie commune emporte dans un même tourbillon les diverses parties de l'Allemagne et que l'uniformité de la civilisation contemporaine efface rapidement les traditions les plus enracinées. Les écrivains qui sont aujourd'hui tentés de prendre au tragique les querelles de famille qui se produisent çà et là dans l'Empire, sont dupes d'une erreur d'optique, et ce serait la plus funeste des illusions que de soupçonner du particularisme dans ce qui n'est tout au plus que du provincialisme. La Bavière et le Wurtemberg, presque au même degré que le Hanovre, ne sont plus que des souvenirs historiques. L'Allemagne demeure un pays relativement décentralisé : mais elle n'a plus d'États, elle n'a que des partis. Une fois de plus, Bismarck avait démontré la justesse de son coup d'œil : il avait apaisé ses adversaires par l'ombre de concessions inoffensives et il avait fait étalage de générosité sans rien abandonner. Le Prince royal lui-même à la réflexion reconnut l'inanité de ses craintes et il s'employa de son mieux à calmer ses amis du Parlement, dont l'opposition d'ailleurs ne serait sans doute jamais allée jusqu'aux résolutions radicales. Le 9 décembre 1870, les traités avec Bade, la Hesse et le Wurtemberg furent votés par le

Reichstag à peu près à l'unanimité, et le traité avec la Bavière par 195 voix contre 32.

Une fois l'édifice solidement établi sur des bases inébranlables, l'enseigne importait peu. Bismarck au début avait affecté d'écouter sans enthousiasme les insinuations du Prince royal et du grand-duc de Bade qui lui parlaient de restaurer l'Empire germanique : — « Prenez garde de ne pas évoquer des souvenirs dangereux, de ne pas inquiéter l'Italie, de ne pas froisser l'Autriche. » — Il n'était pas fâché pourtant d'offrir une compensation aux unitaires qui jugeaient un peu maigres les satisfactions promises à leur constance ; d'ailleurs, il n'ignorait pas le pouvoir des mots, et, bien qu'il fût aussi peu dominé que possible par des considérations de vanité mesquine, il éprouvait le besoin de constater officiellement son triomphe devant l'Europe. Il voulait seulement diriger seul la mise en scène et écarter toute intervention populaire ; il fallait que le nouvel Empire fût la création exclusive des souverains. Ici aussi les Badois jouèrent le rôle d'amorceurs. Jolly ne demandait pas mieux que de se mettre en avant. Le Chancelier vanta fort son zèle, approuva sa pensée de s'entendre avec la cour de Bavière, lui insinua même un projet plus précis : que le Grand-Duc écrivît donc au roi Louis et l'invitât à prendre l'initiative d'offrir la couronne impériale au roi de Prusse (octobre). Il affectait toujours le détachement le plus complet ; l'affaire ne lui tenait guère au cœur. Par moments il laissait entendre aux intermédiaires qui se mettaient à son service qu'il n'était pas dupe de leur dévouement, qu'ils étaient poussés par des arrière-pensées peu glorieuses ; il savait bien que leur bonne volonté n'en serait pas ébranlée, et il tenait à rabattre leur orgueil pour être sûr de leur docilité.

A Munich, les premières ouvertures furent médiocrement accueillies. Les dernières crises avaient achevé de ruiner l'intelligence et la volonté du roi Louis. Tout gonflé de l'orgueil de sa race et obligé d'en préparer la déchéance, avec cela tourmenté par de vagues réminiscences féodales et aussi incapable de refuser à l'Allemagne les sacrifices qu'elle exigeait de lui que de s'y résigner, il succombait sous le poids de ses contradictions et de ses angoisses. Il avait beaucoup vieilli, souffrait de névralgies atroces, et déjà à demi saisi par la démence, pensait à se soustraire par l'abdication à une tâche trop lourde et trop ingrate. En attendant de se retirer « dans l'île du bonheur », il s'enfuyait dans des retraites toujours plus inaccessibles. Il ne voulut pas recevoir l'agent du grand-duc de Bade, le renvoya à son chef de cabinet, Eisenhart (18 octobre). Celui-ci écouta les raisons qu'on lui exposait : l'abstention de la

Bavière n'empêcherait rien, et mieux valait par conséquent qu'elle prît l'initiative d'un changement inévitable. — Ces arguments étaient solides : mais que faire avec un souverain maniaque, qui n'avait jamais admis la discussion ?

D'où vint le revirement? — Il y a là un point obscur que les archives de Berlin permettront peut-être un jour d'éclaircir, mais il est certain dès maintenant que le succès final fut avant tout l'œuvre de Bismarck. Il avait toujours témoigné une pieuse déférence au jeune souverain de Munich, et il savait trouver les paroles qui arrivent au cœur : le rétablissement de l'Empire rehausserait le prestige des Wittelsbach; le roi de Prusse n'était pour le roi de Bavière qu'un voisin, et il n'est jamais agréable d'accepter la prépondérance d'un voisin, tandis que l'Empereur serait un compatriote, un Allemand, et, entre frères, on s'entend toujours. « Si M. de Bismarck, écrivait Rothan, a tous les mérites, il a aussi tous les bonheurs. Il a rencontré pour la réalisation de ses desseins l'aveuglement à Vienne, le fatalisme à Paris, la rancune à Pétersbourg, et, sur les postes les plus importants d'Allemagne, des souverains sans postérité directe, sans ambition, sans virilité, avec des conseillers qui, sous les dehors du patriotisme allemand, lui ont tout livré. » Le Chancelier avait dans l'entourage immédiat de Louis des affidés discrets et sûrs, qui adroitement développaient le thème qu'il leur avait indiqué. Sur leurs instances, Louis lui envoya à Versailles son grand-maréchal.

Le comte Holnstein, sans résistance, accepta docilement les instructions de Bismarck. Louis écrirait au roi de Prusse pour lui exprimer le désir de le voir exercer comme Empereur allemand les pouvoirs qu'il posséderait au nom de la patrie commune. Le grand-maréchal fit remarquer que son maître n'avait pas la rédaction facile et qu'il serait peut-être embarrassé pour trouver les formules convenables. Bismarck, sur la demande de son interlocuteur, lui remit le brouillon de la lettre que son souverain pourrait adresser au roi de Prusse. Il l'expédia à Louis avec une autre lettre où il avait réuni avec le tact le plus ingénieux les arguments les mieux faits pour assoupir l'ennui du pauvre souverain : « Il est important par-dessus tout, lui disait-il, que la question ne soit soulevée par personne d'autre que Votre Majesté et en particulier qu'elle ne parte pas de la représentation populaire. La situation serait faussée si elle ne devait pas son origine à l'initiative libre et réfléchie du plus puissant des princes qui adhèrent à la Confédération. » — Le 2 décembre, Holnstein rapporta la lettre que le roi de Bavière avait docilement copiée et la présenta à Guillaume.

Épuisé par cet effort, Louis ne se hâta pas d'écrire aux autres souverains qu'il devait inviter à s'unir à lui pour offrir l'Empire à la dynastie des Hohenzollern. Il fallut que le Chancelier intervînt de nouveau, et, le 7 décembre, Delbrück annonça enfin au Reichstag l'événement qui se préparait. Le 10, le Parlement modifia la forme de quelques articles de la constitution : la Confédération constituée par les princes et les villes allemandes porterait désormais le nom d'Empire allemand et la présidence y serait exercée « par le roi de Prusse qui prendrait le titre d'Empereur allemand ». L'Assemblée vota ensuite une adresse où, « d'accord avec les princes allemands », elle priait Guillaume de consacrer l'œuvre de l'unité en acceptant la couronne impériale.

La commission du Reichstag qui alla remettre cette adresse au roi victorieux, était présidée par le même Simson qui, en 1849, avait apporté à Frédéric-Guillaume IV le vote du Parlement de Francfort. Les survivants du parti de Gotha purent se vanter d'avoir enfin réalisé leur programme ; peut-être même le crurent-ils. Quel contraste cependant entre 1849 et 1870 ! Il ne s'agissait plus maintenant de fondre la Prusse dans l'Allemagne. En vain, les interprètes du Chancelier s'étaient évertués à dissiper les craintes des autres princes, en répétant avec onction que « rien ne serait changé dans la nature juridique des rapports du tout aux parties et du chef aux divers gouvernements souverains ; l'ensemble qui allait recevoir un nom nouveau, serait pour le dehors un Empire, au dedans une Confédération ; le chef héréditaire porterait le nom d'Empereur, mais serait, après comme avant, le chef de la Confédération, sans que ses droits fussent en rien modifiés. » Les initiés souriaient en écoutant ces pompeuses affirmations : pourquoi aurait-on modifié les droits de Guillaume, puisqu'en fait ils étaient illimités ? Le nouvel Empire ne cesserait pas d'être une Confédération, mais une Confédération où la puissance de la Prusse était si prépondérante que ses volontés étaient nécessairement acceptées par ses alliés. — Les ministres — avec plus de sincérité — avaient ajouté que le vote du Reichstag ne changerait pas le caractère de la monarchie prussienne et n'altérerait en rien les rapports réciproques des sujets et des souverains. Guillaume, dans sa réponse aux députés, développa cette idée avec une insistance pénible, indiqua très nettement aux représentants du peuple que leur vote n'avait à ses yeux qu'une médiocre valeur : dans une question si haute, il verrait l'appel de la Providence avant tout « dans la voix unanime des princes et des villes libres allemandes » (18 décembre). Pas plus que son frère, il n'entendait être le délégué de la nation,

tenir ses pouvoirs d'une démocratie qui pourrait le lui rappeler à l'occasion et lui dicter ses conditions. Sous un titre ou sous un autre, il n'était roi que par la grâce de Dieu et l'appel de ses pairs.

Il avait longtemps hésité même à recevoir la délégation du Reichstag, ne s'y était décidé que quand il avait cru, comme il le dit aux députés, que l'accord des souverains était conclu. Les nouvelles de Munich demeuraient pourtant douteuses; la Diète ergotait, épluchait les conventions avec la Prusse; sa résistance n'était ébranlée ni par les votes des diètes de Karlsruhe (16 décembre), et de Darmstadt (20), ni même par la soumission de Stuttgart (23), où les dernières élections avaient ruiné le parti démocratique et particulariste. Elle ne prenait pas au sérieux les vantardises de Bray qui faisait sonner le plus haut qu'il pouvait les concessions qu'il avait obtenues; même les politesses empressées que Pie IX prodiguait aux vainqueurs n'avaient aucune action sur l'opposition catholique. Il fallut huit jours de débats et de marchandages pour rallier à grand'peine une majorité plus ou moins régulière, et au vote final, 80 députés protestèrent encore contre la médiatisation de la Bavière. Louis, de son côté, semblait se repentir de sa complaisance, prétendait que ses paroles n'avaient pas le sens qu'on leur avait attribué : il n'avait jamais songé à un Empire héréditaire.

Bien que ces regrets tardifs et ces protestations posthumes ne pussent avoir aucun effet sur les événements, ils entretenaient au quartier général de Versailles une sourde irritation. Les esprits étaient comme détraqués par les terribles secousses des derniers mois, et les vainqueurs ne souffraient guère moins de la folie obsidionale que les vaincus; les nerfs étaient tendus à crier et les tempéraments les plus calmes étaient secoués par de véritables crises d'hystérie. On vivait dans une fièvre constante, les moindres difficultés prenaient des allures de catastrophes, et les divergences les plus insignifiantes provoquaient des discussions furibondes. Le Prince royal accusait Bismarck des plus noirs desseins parce qu'il se contentait pour son maître du titre d'Empereur allemand, au lieu de le faire proclamer Empereur d'Allemagne. Le vieux roi, épuisé et surmené, tombait dans une prostration découragée et dans une morne tristesse à la pensée de rompre avec ses vieux souvenirs. En songeant que son « titre de roi de Prusse allait être refoulé au second rang », il éprouvait une si poignante mélancolie que peu s'en fallut qu'il ne passât la main à Fritz. Il invoqua longuement l'appui de Dieu, et Jéhovah lui envoya « force et courage ». Pendant toute la cérémonie du 18 janvier, il garda malgré tout l'air gêné, avec quelque chose de contraint et

d'accablé. Il sentait confusément que quelque chose finissait, qui avait été grand; il avait beau connaître l'habileté de son Chancelier, il se demandait si toutes les forces révolutionnaires, toutes les diableries qui avaient forgé l'Allemagne nouvelle, nationalité, démocratie, souveraineté populaire, étaient bien solidement enchaînées, et si l'heure ne viendrait pas où elles briseraient les entraves dans lesquelles on les avait garrottées.

Il avait tenu à ce que la fête eût un caractère exclusivement militaire. On avait dressé dans la Galerie des Glaces un autel de campagne qu'entouraient les détachements des régiments de siège et 60 étendards. Le Roi arriva à midi et demi, prit place en face de l'autel : à côté de lui, les souverains et les princes allemands; un peu en arrière, les généraux et les ministres. Il écouta le choral : *l'Univers loue le Seigneur*, et le sermon, assez court, du prédicateur Rogge. Il s'avança ensuite sur l'estrade où les drapeaux étaient groupés, remercia en quelques paroles les princes qui lui avaient offert la couronne, et ordonna au Chancelier de lire la proclamation au peuple qui avait été rédigée : il acceptait l'Empire « dans l'espoir qu'il serait donné au peuple allemand de jouir d'une longue paix à l'intérieur des limites qui lui garantiraient contre toute nouvelle attaque de la France une sécurité qui lui manquait depuis des siècles ». Le grand-duc de Bade donna alors le signal des acclamations, pendant qu'au dehors les musiques militaires entonnaient la marche de Hohenfriedberg.

Cinq jours après, le 23 février, Paris demandait à capituler. La France était à bout : Chanzy avait été mis en déroute au Mans (12 janvier); le 19, Faidherbe était écrasé à Saint-Quentin; l'armée de l'Est, repoussée devant Belfort, était menacée sur ses derrières par Manteuffel; les Allemands s'avançaient sur le Havre, sur Lille et sur Lyon; Paris n'avait plus de vivres et les courages étaient à bout. Il ne nous restait plus qu'à accepter les conditions qu'il plairait au vainqueur de nous dicter.

* *
*

On a bien souvent répété que, si la paix avait été conclue à Sedan, les exigences du Chancelier auraient été moins implacables, et que le seul résultat des efforts de Gambetta fut ainsi d'accroître nos pertes. Rien dans les documents ne me semble confirmer cette hypothèse. Il est vrai que Bismarck ne comprit jamais le sens de la tentative désespérée de la Défense nationale, et il ne vit que des déclamations niaises ou des sophismes hypocrites dans les arguments humanitaires et

démocratiques que Jules Favre opposait à ses ambitions. Mais, s'il dédaignait ses adversaires, il se souciait peu de les convertir, et surtout il ne s'attribuait pas la mission de les punir de leur sottise et de leur infatuation. Les faits que nous connaissons actuellement semblent ainsi permettre d'affirmer qu'en 1870 comme en 1866, le succès prolongé ne modifia pas ses intentions et n'aggrava pas les exigences dont il avait arrêté les grandes lignes aussitôt après les batailles décisives du début.

Dès le 13 août, il était résolu à garder l'Alsace et la Lorraine, et il charge Busch, son confident, d'en avertir la cour de Russie. Le 21, un ordre du cabinet constitue le gouvernement d'Alsace-Lorraine et fixe en gros les limites qui seront plus tard réclamées par l'Allemagne. Au moment de la capitulation de Sedan, Bismarck, à plusieurs reprises, expose ses intentions avec une netteté parfaite : « Il faut que la France soit châtiée dans son orgueil, dans son caractère agressif et ambitieux ; nous voulons assurer enfin la sécurité de nos enfants, et, pour cela, il faut que nous ayons entre la France et nous un glacis ; il nous faut un territoire, des forteresses et des frontières qui nous mettent pour longtemps à l'abri de toute attaque de sa part ». Il déclare à Wimpfen que la Prusse a l'intention bien arrêtée d'exiger non seulement une indemnité de 4 milliards, mais l'Alsace et la Lorraine : « car la France nous menace sans cesse, et il faut que nous ayons une protection solide, une bonne ligne stratégique avancée ». Il développe les mêmes théories dans son entrevue de Ferrières avec Jules Favre (20 sept.). « Vous nous avez déclaré la guerre sans motif, dans l'unique dessein de nous prendre une portion de notre territoire. En cela, vous avez été fidèles à votre passé. Depuis Louis XIV, vous n'avez jamais cessé de vous agrandir à nos dépens. Nous savons que vous ne renoncerez jamais à cette politique, que vous ne reprendrez vos forces que pour faire une guerre nouvelle à l'Allemagne. Strasbourg est une menace perpétuelle pour nous ; c'est la clé de la maison et nous la voulons ». Favre proteste : « La France n'a pas voulu la guerre ; elle a renversé l'Empire, et les démocraties ne sont pas belliqueuses ; si elle refuse toute cession de territoire, ce n'est pas dans une folle pensée de revanche future, mais parce qu'elle n'a pas le droit de rejeter des populations qui demandent à rester françaises. » Ces considérations philosophiques laissent le ministre parfaitement indifférent. Non pas qu'il ait le moindre doute sur les sentiments des Alsaciens ; il ne partage à aucun degré les illusions des professeurs qui s'imaginent que, le premier moment de surprise passé, les annexés seront heureux de se

retrouver dans leur famille naturelle. Mais sa politique n'a jamais été arrêtée par des considérations philanthropiques et, s'il lui est arrivé fréquemment d'exploiter les passions populaires, il n'a jamais admis le droit des nations comme une des bases de son programme; il ne reconnaît d'autre justice que celle qui s'appuie sur la force. Les armes ont prononcé : tant pis pour les vaincus!

Dans ses circulaires officielles du 13 et du 16 septembre, il étale ses arguments en termes violents comme pour prendre position en face de l'Europe et se fermer toute retraite : « C'est sa défaite elle-même, c'est le fait que nous avons victorieusement repoussé son attaque criminelle que la France ne nous pardonnera pas. (Quelle que puisse être notre générosité à son égard), le même désir de vengeance subsistera parmi les Français, à cause de leur vanité blessée, de leur désir de domination »; puis donc que la guerre future est inévitable, au moins convient-il de se préparer des conditions favorables : tant que la France conservera Strasbourg et Metz, l'offensive lui sera aisée; en lui enlevant les moyens d'attaquer ses voisins, l'Allemagne agit dans l'intérêt de l'Europe qui désire le maintien de la paix.

Si quelques diplomates essaient de lui prêcher la modération et le pardon des injures, il se retranche derrière les exigences de l'opinion : « On nous guillotinerait, l'Empereur et moi, si nous rentrions à Berlin sans l'Alsace et la Lorraine. » Il est parfaitement véritable que, depuis un demi-siècle, les professeurs enseignent à l'Allemagne qu'en 1815 elle a été frustrée du fruit légitime de ses victoires par la perfidie de l'Angleterre et la sottise de la Russie, et qu'ils appellent de tous leurs vœux une guerre nouvelle, où la France et la Prusse videront leur querelle en champ clos. L'heure ne sonnera-t-elle jamais de remettre la main sur Strasbourg, que domine le clocher d'Erwin de Steinbach, sur la cité sacrée où se sont éveillés le cœur et le génie de Gœthe! Peu à peu, cette prédication acharnée a enivré les foules. « Les populations allemandes, écrivait un de nos chargés d'affaires, plusieurs années auparavant, regarderont la lutte, quelles que soient les circonstances au milieu desquelles elle éclatera, comme une guerre d'agression de la France;... si le sort des armes leur était favorable, leurs exigences ne connaîtraient plus de limites; elles égaleraient celles de la Prusse, qu'il a toujours été si difficile de satisfaire, toutes les fois qu'elle a été victorieuse. » Ces pronostics sont confirmés par l'impétuosité des convoitises annexionnistes qui se manifestent dès la déclaration de guerre. Seuls au Reichstag, Bebel et Liebknecht ont refusé de voter les crédits pour la guerre (juillet 1870), et les protestations du Comité socialiste de Brunswick ou de quelques radicaux

tels que le vieux Jacoby contre toute pensée de conquête, ont été accueillies par une indignation presque unanime; aux élections de mai 1871, les socialistes obtiennent à peine 100.000 voix, et leur défaite s'explique en partie par le courage avec lequel ils ont combattu le chauvinisme universel.

Plus tard cependant, quelques hésitations apparaissent çà et là. Les libéraux les plus clairvoyants comprennent que la rancune de la France démembrée les condamnera pour longtemps à la dictature militaire, et de fait, depuis trente ans, ils n'ont pas cessé d'être les prisonniers de leur victoire. Divers journaux, la *Gazette du Weser* en tête, blâment les poursuites illégales auxquelles sont exposés les socialistes; la *Gazette de Cologne* discute la thèse du Chancelier sur les torts de la France : Toutes les guerres du XIXe siècle ont leur origine dans la croisade de l'Europe monarchique contre la révolution de 1792, et il n'est pas si évident qu'à ce moment-là les provocations soient venues de la France. Dans le Sud, où les haines nationales sont en proportion directe de la terreur qu'ont longtemps causée les prétendues ambitions napoléoniennes, on commence à sourire un peu de ces épouvantes. D'ailleurs, il est désormais certain que Bismarck ne fera cadeau de ses conquêtes à aucun de ses alliés, et la perspective d'agrandir encore la Prusse déjà si redoutable ne séduit personne. Il est incontestable, malgré tout, que l'opinion demeure très surexcitée, que l'immense majorité des habitants réclame notre humiliation et notre ruine, et qu'un traité qui nous laisserait Strasbourg et Metz soulèverait de véhémentes protestations.

Rien ne démontre d'autre part que le roi eût consenti à abandonner ce qu'il regardait comme le prix légitime de ses victoires. La lutte qu'il aurait fallu soutenir contre lui aurait été singulièrement plus âpre qu'à Nikolsbourg, et aucun des arguments qu'avait fait jadis valoir le Chancelier ne subsistait plus. On n'avait à craindre aucune complication européenne; Moltke et le parti militaire, déjà fort mal disposés pour le ministre, auraient dénoncé avec emportement sa faiblesse, et le Prince royal, bien qu'il se plût à l'occasion à se targuer de libéralisme, ne l'aurait certes pas appuyé dans une semblable conjoncture. En somme, sans affirmer qu'il eût été absolument impossible au Chancelier de nous épargner toute cession territoriale, il est certain qu'il eût risqué à ce jeu son influence et sa popularité. Il n'en eut pas une heure l'idée, pas plus qu'il n'eut une minute d'hésitation sur la légitimité de ses revendications. Nous éprouvons aujourd'hui une sorte d'éblouissement en songeant aux

conséquences incalculables qu'eussent entraînées une résolution magnanime de l'Allemagne et sa réconciliation sincère avec la France. C'était peut-être la fin de l'anarchie politique qui pèse si lourdement sur les progrès de l'humanité, l'ouverture d'une ère de fraternité et de paix. Mais Bismarck n'était poète qu'à ses heures et il ne permettait pas à son imagination d'intervenir dans les affaires sérieuses. Il ne croyait pas à la fraternité des peuples et à l'apaisement des passions; pour lui, comme pour Moltke et Roon, la terre n'était qu'une vallée de misères et une sentine de vices, et l'homme ne se rachèterait jamais du péché originel qui le condamne à la haine et à la violence. Il ne songeait pas à supprimer la guerre, mais à l'éloigner, et le moyen le plus sûr d'y arriver lui semblait encore d'écraser pour longtemps son ennemi et de terrifier le monde par ses implacables rigueurs. Si par moment il semble disposé à réduire sur tel ou tel point ses prétentions, c'est une simple manœuvre diplomatique; il ne s'agit alors pour lui que d'amorcer les négociations. Une fois les hostilités interrompues, elles ne pourront plus être reprises et tout se courbera sous son inflexibilité[1].

Au dernier moment il eut peut-être quelque velleité de modération. Malheureusement nous sommes fort mal renseignés sur les pourparlers de Versailles et il nous est difficile de dire si un autre négociateur que Thiers n'eût pas obtenu des conditions moins onéreuses, peut-être sauvé Metz. Le fait me paraît en somme très peu vraisemblable, mais il est vrai que nos représentants laissèrent trop voir qu'ils voulaient la paix à tout prix. La continuation de la guerre, sans créer aucun danger sérieux aux Allemands, leur eût été certainement désagréable. A quelque parti qu'ils se fussent déterminés, soit que, comme Bismarck le proposait, ils eussent cantonné leurs troupes au nord de la Loire et attendu nos attaques, soit qu'ils eussent poursuivi leur marche en avant, la situation était pour eux ennuyeuse,

1. « Alors, c'est l'Alsace et la Lorraine, dit J. Favre à Bismarck au moment de l'entrevue de Ferrières. — Je n'ai pas parlé de la Lorraine, mais, pour l'Alsace, je suis très net. » Seulement, il convient de remarquer qu'il ne s'agit ici que de négociations préliminaires, que le mot de Lorraine, très général, permet encore bien des interprétations et que le Chancelier a toujours la ressource de faire intervenir le roi. Un peu plus tard, au moment des négociations d'octobre, il aurait demandé à Thiers l'Alsace, la Lorraine allemande (sans Metz) et deux milliards. « Voilà la paix que je vous offre, aurait-il dit à son interlocuteur, j'aurai de la peine à y décider le roi, mais je finirai par le convaincre. » Nous ne connaissons cette proposition que par des notes recueillies par Boucher sur ses conversations avec Thiers. Quelle est la valeur de cette anecdote de seconde main, venant de témoins aussi suspects! Est-il possible de mettre en balance ces documents avec les déclarations officielles répétées qui émanent directement de Bismarck !

et, à la longue, elle fût devenue gênante. En face d'un furieux, tel que Gambetta ou Chanzy, le Chancelier eût redouté des résolutions désespérées; avec Thiers, il avait trop l'impression que tout s'évaporait en discours, en gestes et en larmes. Ce méridional exubérant n'avait pratiqué toute sa vie qu'une politique de parade; à la longue, ses petites malices s'étaient éventées. Son patriotisme, dont la sincérité était d'ailleurs incontestable, avait trop le goût de l'ordre, le respect des lieux communs et de la vérité convenue pour ne pas se défier des improvisateurs et des enthousiastes. Comme avec cela il avait beaucoup d'imagination et une certaine infatuation, il attendait avec impatience le moment de rendre au pays son prestige en l'arrachant à l'anarchie où l'on se débattait et qui, à ses yeux, était plus funeste que l'abandon d'une partie du territoire. Il se lamenta, pérora et signa tout ce qu'on voulut.

Les préliminaires de Versailles (26 février) livraient à l'Allemagne l'Alsace moins Belfort, la Lorraine allemande et Metz, 1.500.000 hectares et 1.600.000 habitants; la France payait une indemnité de 5 milliards. Pendant ces premières négociations, Bismarck avait affecté quelque bonhomie. Une fois la France désarmée, il ne garda plus aucune mesure, affichant les soupçons les plus ridicules, aggravant lourdement à Francfort, dans le traité définitif (11 octobre), les conditions déjà si dures des préliminaires, les interprétant de la façon la plus arbitraire. Quand, au mois de février, Thiers, pour conserver Metz, lui avait parlé d'annexer le Luxembourg à l'Allemagne, sa pudeur s'était effarouchée; il n'y avait nul droit, et que dirait l'Europe! Dans le traité définitif, à la place de quelques cantons dans le voisinage de Belfort, il se fit céder une zone de territoire autour du Luxembourg, de manière à le séparer complètement de la France; c'était la suite d'une politique qui devait aboutir à assurer la domination de l'Allemagne sur un pays français de tradition et d'origine.

Le Chancelier était d'ailleurs convaincu que, très rapidement, la France essaierait d'avoir sa revanche, et il se souciait peu par conséquent d'exaspérer nos ressentiments. Son opinion était partagée par l'opinion publique tout entière et en particulier par les militaires : les derniers événements les avaient mis en goût et ils attendaient avec une confiance impatiente le moment où leur misérable voisin, condamné à d'éternelles révolutions, chercherait au dehors une distraction à ses troubles intérieurs et leur offrirait une nouvelle occasion de pillage et de conquête. Ils s'étaient réservé une porte d'entrée d'où ils étaient toujours sur le point de déboucher. Formée

par la guerre, l'Allemagne était condamnée par ses origines à demeurer une puissance militaire.

*
* *

Le 16 juin 1871, l'Empereur Guillaume faisait son entrée dans Berlin au milieu des acclamations d'une foule en délire. Jamais ses rêves les plus ambitieux n'avaient prévu une réalité aussi magnifique. En huit ans, l'Europe avait été transformée. En 1862, l'Allemagne, tiraillée entre les misérables rivalités de ses souverains, écartelée par les ambitions jalouses de l'Autriche et de la Prusse, n'était encore qu'une expression géographique. Maintenant elle avait pris la tête de l'humanité. Ses armées avaient remporté les triomphes les plus foudroyants et les plus décisifs que l'histoire eût jamais enregistrés ; les rois et les peuples sollicitaient humblement son amitié ou cherchaient par leur complaisance empressée à désarmer ses convoitises : l'Italie rougissait devant elle de ses origines latines, et la Russie attendait de sa gratitude la satisfaction de ses appétits, tandis que l'Autriche s'efforçait d'oublier ses rancunes pour obtenir son appui. Un signe de Bismarck renversait les ministres à Vienne ; la Turquie docilement saluait en lui le maître de l'avenir. D'un bout du monde à l'autre, les journaux prônaient la vertu germanique, le courage germanique et la science germanique. Cette domination œcuménique que les chefs de l'ancien Empire romain germanique avaient à peine aperçue dans un lointain mirage, elle était désormais une réalité ; elle s'appuyait à la fois sur des institutions militaires que les autres peuples s'efforçaient d'imiter sans parvenir à les égaler, et sur la résolution unanime d'une nation forte par le nombre, grande par le courage et par l'esprit, industrieuse et active.

Ces résultats extraordinaires, ainsi qu'il arrive d'habitude, n'avaient pu être obtenus que par la rencontre singulière de la complicité des événements, du génie d'un homme supérieur et du concours enthousiaste des passions populaires. Bismarck était survenu au moment où l'instinct national, exaspéré par de longs déboires, s'était transformé chez une grande partie des classes dirigeantes en une sorte d'instinct exclusif et de fureur religieuse. En même temps le développement du régime capitaliste et les progrès de la grande industrie qui s'accommodait mal du morcellement politique, rendaient de plus en plus odieux un régime qui était contraire aux besoins moraux, intellectuels et économiques du pays. Ce régime cependant, quelque démo-

ralisé et détesté qu'il fût, il ne s'écroulerait pas de lui-même, et il ne suffisait pas d'en désirer la fin pour triompher de la résistance qu'opposait aux besoins nouveaux la force des traditions, des préjugés et des intérêts. Le mérite essentiel de Bismarck avait été de comprendre la nécessité d'un vigoureux coup d'épaule pour abattre l'édifice branlant de la Confédération germanique et d'accepter sans remords la pensée d'une explication sanglante avec l'Autriche. Une fois son programme arrêté, il en avait poursuivi le succès avec autant de persévérance que d'adresse, au dehors en s'assurant la connivence de l'Europe, au dedans en ralliant peu à peu autour de lui les partisans de l'Unité. Dans ce sens, il peut être très justement nommé le fondateur de l'Allemagne moderne. Il aperçoit et il indique clairement le but, il est l'inventeur et l'initiateur, il donne l'élan au mouvement tout entier, ce qui ne veut pas dire que le rôle de ses auxiliaires ait été négligeable ni même qu'à certains point de vue leur part n'ait été prépondérante. Qu'eût pesé toute l'habileté de la diplomatie de Bismarck sans l'armée que lui avait préparée Roon et que dirigeait Moltke? Dans combien de fondrières n'eût-il pas risqué de culbuter s'il n'eût été soutenu à la fois et modéré par le roi, dont la confiance, au moins dans cette première période de son règne, n'alla jamais jusqu'à l'abdication et qui, à plusieurs reprises, calma ses impatiences et l'arrêta en face de décisions prématurées.

Ni les rares talents du ministre ni les solides qualités du souverain n'auraient cependant suffi à la victoire s'ils n'eussent été servis par l'admirable complicité d'un peuple d'apôtres, à la fois fougueux et réfléchi, obstiné et docile, à qui la science avait enseigné la méthode et la rigueur sans l'affranchir de ces vertus de fidélité et de patriotisme sur lesquelles le monde a vécu jusqu'à nos jours, et qui mettait ainsi au service des fanatismes ataviques, les armes et les habitudes de la civilisation contemporaine. En face de Bismarck et de Guillaume, leurs adversaires nous font toujours l'effet de dilettantes et de fantaisistes. Mais les qualités maîtresses des chefs, la précision et la clarté des vues, la soumission aux faits et le dédain de l'abstraction et des rêveries imaginatives, la conscience professionnelle et l'intensité de la volonté, on les retrouve dans les diverses classes de la population, et leurs succès n'ont été aussi foudroyants et aussi durables que parce qu'ils ont été servis par la collaboration d'une race arrivée à un degré supérieur de moralité et de culture.

Les victoires de 1866 et de 1870 ne sauraient être ainsi isolées du sublime effort qui avait permis à l'Allemagne de se relever de la décadence où l'avait précipitée la guerre de Trente Ans et qui, dès le

commencement du XIXe siècle, lui avait mérité le respect et l'admiration de l'Europe entière. Quand elle s'était alors, avec une incomparable vaillance, rachetée de la barbarie où elle glissait, elle avait donné au monde un admirable exemple d'énergie : elle en recevait maintenant la récompense. Son hégémonie actuelle n'était que la consécration, la transposition dans l'ordre matériel, de l'hégémonie que ses philosophes et ses poètes lui avaient acquise sur les âmes. En bonne règle, la gloire du triomphe, il faut l'attribuer moins à ceux qui ont assez facilement ramassé la moisson, qu'à ceux qui ont préparé le sol, à Lessing, à Herder, à Kant, à Schiller, à Gœthe, à Humboldt, à la cohorte sacrée des penseurs et des savants qui, à côté d'eux et après eux, avaient fait de leur peuple le porte-drapeau de la civilisation moderne.

Sans eux, l'entreprise de Bismarck n'aurait même pas pu être essayée. Il n'a fait qu'accomplir leur œuvre, et en même temps il l'a déformée et mutilée. Les grands initiateurs qui ouvraient si largement leur esprit aux souffles du dehors et qui se défendaient comme d'un vice des préjugés nationaux, auraient-ils reconnu leurs disciples dans les piétistes qui ne voulaient voir dans Paris qu'une impure Babylone, et leurs cœurs se seraient-ils réjouis sans arrière-pensée des victoires qui, en donnant satisfaction à des besoins légitimes, augmentaient d'autre part dans le monde la masse des souffrances et des haines ? L'Allemagne de 1870 était plus forte, plus redoutée, plus riche que celle de 1848; comptait-elle autant de sympathies réelles, et son influence était-elle aussi spontanément acceptée ? Le tentateur l'avait conduite sur la montagne et en échange de la libre adhésion des cœurs et de la direction des esprits, elle avait accepté l'empire du monde. Il n'est pas sûr qu'elle n'ait pas conclu un marché de dupe.

Treitschke et ses disciples exagèrent certainement les conséquences funestes pour l'Allemagne des traités de 1815. Il est juste de leur accorder cependant que l'anarchie qu'ils organisaient ne répondait plus aux besoins du siècle, et qu'en créant une série de foyers d'intrigues, elle exerçait une action corruptrice sur l'âme populaire. Il était légitime et il était nécessaire que la race germanique obtînt dans le monde sa juste part d'influence et qu'elle n'eût pas l'air de vivre par la grâce de ses voisins. A ce point de vue, l'action de Bismarck fut salutaire et féconde ; il débarrassa le sol des vestiges du passé, et sur la terre affranchie les souffles de vie circulèrent plus largement. Il est permis de regretter que ce grand contempteur de la tradition et des préjugés n'ait pas eu l'esprit plus ouvert aux lueurs de l'avenir,

que cet homme qui devait son triomphe aux puissances morales évoquées par les philosophes et les poètes, ait eu un si souverain mépris pour les principes, que ce représentant du droit national ait fondé son œuvre sur la violation de la justice et sur l'asservissement des peuples. Sans lui, la victoire de l'Allemagne aurait été sans doute plus lente et plus incomplète; peut-être aurait-elle été plus vraiment féconde.

On a dit que ce recours à la violence avait été nécessaire et qu'une période de tyrannie militaire avait été indispensable pour briser les résistances particularistes. Dans tous les cas, ce stage initial ne saurait se prolonger toujours. Le moment viendra-t-il où l'Allemagne secouera le joug de la noblesse féodale qui la tient asservie? Les Unitaires de Francfort, qui ont été à la fois satisfaits et joués par les Hohenzollern, auront-ils un jour leur revanche? Quelles que soient les surprises que nous réserve l'avenir, il ne paraît pas possible que l'œuvre de Bismarck et de Guillaume soit menacée dans ses éléments essentiels; il n'est pas absurde de la supposer transformée par l'esprit des temps nouveaux. La domination d'une caste militaire, la confiscation des libertés publiques et l'impuissance du Parlement, l'esprit d'insolence et d'orgueil, le pharisaïsme et l'intolérance, le mépris de l'étranger et les lois d'exception, l'injustice suprême surtout qui condamne à l'oppression des millions de Danois, de Polonais et de Français, ces tares et ces excroissances qui défigurent l'Allemagne contemporaine, pourquoi ne pas admettre qu'elles disparaîtront un jour et que le peuple de Bismarck et de Moltke redeviendra le peuple de Gœthe et de Heine. Le jour où il inviterait l'humanité à communier dans une fête sublime de réconciliation et de paix, il n'abdiquerait aucun de ses droits utiles, et son influence n'en demeurerait pas moins souveraine pour n'être pas établie sur la force brutale.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE I

INTRODUCTION

Les origines de l'Unité allemande. — Les conséquences de la domination de Napoléon Ier. — La Confédération germanique : l'hégémonie autrichienne, le réveil de l'esprit public et la reconstitution de la Prusse. — Le Zollverein. — La Révolution de 1848 : liberté et nationalité. — Frédéric-Guillaume IV et les tentatives d'Union prussienne. — L'humiliation de la Prusse à Olmutz et les ambitions de Schwarzenberg. — L'échec de la Prusse retarde sa victoire, mais ne compromet pas réellement sa puissance : faiblesse de l'Autriche, ruine du parti radical; les libéraux prêts à accepter sans condition la domination des Hohenzollern. — Les difficultés extérieures. 1

LIVRE PREMIER

LE LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

La Réaction.

Les doctrinaires : Stahl. — La Diète de Francfort et les États secondaires : la Hesse Electorale, le Hanovre, la Saxe et la Bavière. — La réaction en Prusse. — Le ministère Manteuffel : Westphalen et Raumer. — La Constitution de 1850. — L'arbitraire gouvernemental ; le droit d'association et de réunion; les abus de la justice; les procès politiques. — La liberté de la presse. — Les élections. — Victoire complète de la droite en 1855. . . 27

CHAPITRE II

Les Résultats de la Réaction.

Le parti de la Croix et les Gerlach. — Ils songent à supprimer la Constitution, mais se contentent de l'interpréter. — Les pertes de la noblesse et

ses désirs. — La Chambre-Haute; la restauration des États provinciaux; la propriété foncière et les impôts. — Le Junkerthum, grandeur et limites de son influence. — Le roi : ses contradictions et ses faiblesses. — La camarilla et la bureaucratie. — Hinckeldey. — L'Église. — Les piétistes et le Haut Conseil ecclésiastique. — Raumer et la réaction dans l'Ecole. — Le progrès économique et le développement de la bourgeoisie. 65

CHAPITRE III

Le mouvement intellectuel de 1850 à 1860.

Les écrivains religieux : Annette de Droste-Hülshoff et Oscar de Redwitz. — Feuerbach et la rupture avec l'idéalisme. — L'art pour l'art : le théâtre; Geibel, Scheffel et l'École de Munich. — Hebbel et Otton-Louis. — Le triomphe de Schopenhauer. — Déchaînement des doctrines matérialistes ; résistances qu'elles rencontrent. — Helmholtz et la science allemande. — Les débuts du réalisme. — Les poètes provinciaux : Storm et Fritz Reuter. — Les Grenzboten : Freytag. — L'idée prussienne; les historiens : Mommsen et Sybel. — L'Allemagne attend un César 103

LIVRE II

LES ANNÉES D'APPRENTISSAGE DE BISMARCK

CHAPITRE PREMIER

L'Allemagne pendant la guerre de Crimée.

Perturbation produite par la Révolution de 1848 dans la politique des diverses puissances de l'Allemagne : l'Autriche, isolée au dehors et affaiblie par le réveil des nationalités slaves et magyare, abandonne son attitude d'expectative. — Faiblesse, inquiétudes et agitation des cours secondaires. — L'opinion publique en Prusse au lendemain de la Révolution. — Otton de Bismarck : sa jeunesse, son programme politique. — Ses débuts à Francfort : ses premières luttes avec Thun et Prokesch-Osten. — La crise orientale. — M. de Buol et François-Joseph. — L'alliance austro-prussienne, la triade et la politique du sabot. — Le Congrès de Paris et la situation de l'Allemagne après la guerre de Crimée. 137

CHAPITRE II

La Prusse entre la France et l'Autriche.

L'Europe après le Congrès de Paris. — Napoléon III. — Bismarck et l'alliance française. — Les résistances de Frédéric-Guillaume IV et de la camarilla. — L'affaire de Neuchâtel. — La lutte de la Prusse et de l'Autriche à Francfort : les projets de Bismarck. — Maladie de Frédéric-Guillaume IV. — La Régence. — Le prince Guillaume de Prusse. — Bismarck à Saint-Pétersbourg. — Le système des conquêtes morales. — La guerre d'Italie. — Les entrevues de Bade et de Teplitz. — Échec de la politique du Régent 188

CHAPITRE III

L'avènement de Bismarck au ministère.

L'évolution économique et son influence sur les événements politiques. — L'Association nationale allemande. — Le Reformverein : les projets de Beust et de Schmerling. — La question du Zollverein : tension des rapports entre la Prusse et l'Autriche. — La situation intérieure en Prusse : la réforme militaire; Roon au ministère. — L'avènement de Bismarck : le conflit constitutionnel. — Affaiblissement de l'influence prussienne en Allemagne : les projets de l'Autriche. — La crise polonaise et le Congrès des princes à Francfort. — Échec définitif du parti de la Grande-Allemagne 225

LIVRE III

LA FIN DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE

CHAPITRE PREMIER

La question des Duchés.

Le traité de Londres et son interprétation. — Les désirs de Bismarck et son attitude jusqu'en 1863. — Avènement de Christian IX : l'attitude de la Diète de Francfort. — La Russie et l'Autriche se séparent d'elle. — La guerre de 1864. — Moltke. — Le traité de Vienne (1864) et les conséquences de la campagne des duchés. — La Prusse réclame le Schleswig-Holstein : les premières difficultés avec Vienne; démission de Rechberg. — Mensdorff-Pouilly : l'Autriche revient à une politique d'hostilité contre la Prusse. — Les hésitations de Guillaume : il accepte l'idée de l'annexion des duchés. — Menaces de guerre : la convention de Gastein. 281

CHAPITRE II

Kœniggrætz.

Les négociations avec la France : la politique de Drouyn de Lhuys et celle de Napoléon. — L'entrevue de Biarritz (oct. 1865). — Le roi s'habitue à l'idée d'une rupture avec l'Autriche. — L'alliance italo-prussienne (8 avril). — Les négociations de François-Joseph et de Napoléon : la convention du 12 juin. — Le projet de réforme fédérale. — La rupture. — La campagne de Bohême. — Les armées et les généraux. — Les batailles de Nachod et d'Iitchin. — Kœniggrætz (3 juillet 1866). — Ruine de l'armée de Benedek; les derniers combats 316

CHAPITRE III

La Confédération du Nord.

La médiation de la France. — Les préliminaires de Nikolsbourg et la paix de Prague. — La soumission des États du Sud : les traités avec la

Bavière et le Wurtemberg. — Les demandes de compensation de Napoléon : leur échec. — Conséquences désastreuses de la politique impériale en 1866. — Les annexions. — Triomphe définitif de l'absolutisme monarchique : le parti national-libéral; alliance de la royauté et de la bourgeoisie capitaliste. — La Constitution de 1867. — La transformation économique de l'Allemagne. — Delbrück. — Le Parlement douanier et les résistances des États du Sud. — Le mouvement intellectuel de 1860 à 1870. — La philosophie : Lotze, Hartmann; les matérialistes. — La littérature : Spielhagen, Hamerling, Raabe, Heyse. — La peinture. — Wagner. — Treitschke . . 356

LIVRE IV

LE NOUVEL EMPIRE GERMANIQUE

CHAPITRE PREMIER

Les origines de la guerre de 1870.

L'opinion en France après 1866 et les responsabilités du gouvernement impérial. — Bismarck prévoit la rupture et s'arrange pour la rendre inévitable. — L'affaire du Luxembourg. — Les négociations de la France avec l'Autriche : l'entrevue de Salzbourg. — Les projets de triple alliance : ils ne prennent à aucun moment une forme précise. — L'Empereur ne prépare ni ne désire la guerre. — Dans quel sens et jusqu'à quel point est-il permis de dire que Bismarck est responsable de la rupture. — La candidature de Léopold de Hohenzollern 435

CHAPITRE II

L'Empire.

Le soulèvement de l'Allemagne. — Les États du Sud et les traités d'alliance. — Les puissances neutres. — La Russie soutient l'Allemagne. — L'attitude de l'Autriche. — L'Europe et les victoires de la Prusse. — La guerre : causes essentielles des victoires allemandes. — La légende républicaine. — Tentatives de rapprochement entre Berlin et Vienne. — L'Empire germanique : les négociations avec la Bavière. — La nouvelle Constitution. — Les conditions de la paix : les résolutions de Bismarck. — Metz et la Lorraine. — Le traité de Francfort. — L'Allemagne nouvelle 478

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

~~NOV 8 '52 H~~

~~Dec 3 '5~~

APR - 7 '58 H